

OLIER
MORDREL

Breiz

Atao

histoire
et
actualité
Bzh

DU NATIONALISME BRETON

alain moreau

BREIZ ATAO

ou

Histoire et actualité du Nationalisme breton

OLIER MORDREL

BREIZ ATAO

OU

*Histoire et actualité
du Nationalisme breton*

COLLECTION DIRIGÉE PAR JEAN PICOLLEC

am éditions
alain moreau

3 bis, quai aux fleurs
paris 4
325 20 53

© Editions A. Moreau — Paris, 1973.

AVANT - PROPOS

Il y a 2022 ans que Jules César a fait passer la Celtie continentale sous le joug romain, 1889 ans qu'Agricola construisit le dernier fort consacrant la défaite des Bretons insulaires, 800 ans que l'ultime roi d'Irlande a dû reconnaître la suzeraineté anglaise, 484 ans que l'armée du duché souverain de Bretagne fut écrasée à Saint-Aubin-du-Cormier par la Trémoille, 183 ans que la province autonome de Bretagne a été rayée de la carte et remplacée par 5 départements, 31 ans enfin que le gouvernement de Vichy a parachevé le démembrement du cadavre en rattachant le pays nantais, où se dresse encore aujourd'hui, au bord du fleuve, la résidence de la duchesse Anne, à une inexistante région des « Pays de la Loire », conçue pour la circonstance.

Affaire classée, par conséquent. L'histoire des Celtes s'est déroulée pendant deux mille ans de défaite en défaite, de recul en recul, comme une marche funèbre dont les derniers accords accompagnent les dernières pelletées de terre qui ferment un tombeau ! Et pourtant, il suffit d'ouvrir n'importe quel jour de l'année un journal de Brest ou de Rennes, pour découvrir que la Bretagne, loin d'être moribonde, est bouillante d'une jeunesse impatiente de briser ses entraves et de connaître sa propre vérité.

Les Français qui ont dépassé la cinquantaine se souviennent du mouvement de revendications bretonnes d'avant-guerre, ils ont appris à connaître son cri de guerre, *Breiz Atao*¹ ! Mais ils

1. « Bretagne toujours ! » en breton.

ont entendu dire que les autonomistes bretons, qu'on voulait croire inoffensifs, avaient trahi pendant la guerre et « collaboré avec les nazis ». Les quelques noms dont ils pouvaient se souvenir ont été associés dans leur mémoire à des condamnations infamantes. Puis on n'a plus parlé de rien...

Et pourtant, il a fallu se rendre à l'évidence, cette affaire n'était pas classée, elle commençait. Janvier 1969 : plus de 30 attentats à la bombe en deux ans, dont la destruction du parc automobile des C.R.S. à Saint-Brieuc faisant un million de dégâts. Un hasard a fourni une filière à la police. Elle découvre le F.L.B.² Les arrestations succèdent aux arrestations. La cinquantaine est dépassée. Une liste de 1 500 suspects est établie. De Gaulle, à Brest, consterné par l'ampleur de l'affaire, rejoint son ministre dans le cortège officiel : « En voilà assez, vous m'entendez, Debré, je ne veux plus d'arrestations, surtout plus de curés. » En effet il y en avait déjà quatre à l'ombre.

La police s'est vantée d'avoir démantelé les réseaux du F.L.B. Elle a pris ses désirs pour des réalités. Rien qu'en Ille-et-Vilaine, au cours de l'année 1971, 19 attentats à la bombe ont fait sauter les bulldozers, outils du remembrement-massacre qui est en train de dévaster la Bretagne, quelques bureaux officiels pour ne pas en perdre l'habitude, et surtout la villa d'un favori du système³ pour lequel, par ordre du préfet relayant le ministre, il n'existait plus de réglemens d'édification.

A l'heure où j'écris ces lignes, il y a eu par moments plus de Bretons en colère dans les prisons françaises que de Français de toutes les provinces réunies. Il n'est donc pas inconsideré de penser que quelque chose de sérieux est en cours en Bretagne, qui peut prendre du jour au lendemain des proportions insoupçonnées. On riait des « bougnoules » jusqu'au jour où ils sont devenus méchants. N'a-t-on pas assez ri des « mahauts » ?

Le moment nous semble venu pour les Français de faire un effort pour comprendre ce déconcertant phénomène de la renaissance en plein xx^e siècle d'une « chouannerie » qui, bien que motorisée et baragouinant⁴ volontiers la phraséologie socialiste, plonge ses racines dans un combat vieux de deux mille ans, qui n'a jamais cessé.

C'est un fait que, pour les Celtes, le passé s'unit à l'avenir

2. Front de Libération de la Bretagne.

3. Le promoteur Bouygues.

4. Mot composé de deux mots bretons, *bara* « pain », *gwin* « vin ».

dans un immense présent. Pour eux la réalité prosaïque de la vie de chaque jour a moins de poids que la réalité exaltante du rêve qui les possède. Ils sentent aujourd'hui qu'ils sont capables d'apporter au monde blanc, qui est le leur, la réponse qu'attend son angoisse devant l'écroulement de sa grande tradition. *Breiz Atao* a été bien autre chose qu'un nationalisme minoritaire coulé au moule du xix^e siècle. Il a été, pour un coin de terre en train de mourir, une source intarissable et frémissante de vie, dont il faut connaître la naissance et le jaillissement pour voir clair dans ce qui se passe et se passera en Bretagne. Il a donné sa forme à une pensée bretonne d'une unicité déconcertante. En elle rien de désuet. Il arrive que le très vieux revienne avec la violence du très neuf et une force dont il a seul le secret. Une manière d'être homme, une manière d'envisager la vie, qui soudain enchante et rassure et a la puissance de persuasion de la solution juste au problème posé. *Breiz Atao* a peut-être été la réponse la plus originale au grand point d'interrogation européen dans le second quart du xx^e siècle. Et, ici, entre Rhin et Océan, il a su avant tout le monde, cinquante ans avant les « têtes pensantes » de Paris, que la France, si elle voulait survivre, devait se repenser de fond en comble.

On voit combien sont superficielles et routinières les explications de la fièvre bretonne par ceux qui voient en elle un écho au malaise de la jeunesse, une expression locale de la crise agricole et du petit commerce, ou encore de la vague contestataire qui répand ses violences chaotiques sur le monde.

La Bretagne est une région essentiellement, intimement paisible, parce qu'elle a tout en elle pour être heureuse et sereine. Elle est troublée, contrariée, blessée, spoliée du dehors. C'est donc vers le dehors que se déverse sa hargne.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Le Breton a longtemps été considéré comme le type même du bon serviteur, de l'inconditionnel qui donne son or et son sang sans rien demander en échange, par devoir, par « vocation ». Il en était en effet ainsi. Les Bretons du début du siècle considéraient la francisation de la Bretagne comme un phénomène naturel et irréversible, qu'il eût été d'une totale sottise de remettre en question.

C'est dans cette atmosphère, où aucune lampée d'air respirable ne l'attendait, que l'expression politique de l'idée bretonne fit pour la première fois clairement sa percée, en 1911. Balayée par la guerre avant d'avoir planté ses racines, elle devait

réapparaître dans des circonstances encore plus contraires, au lendemain de la gloire de Rethondes, et avec une obstination qu'aucun déboire ne put décourager.

Pendant quinze siècles, les Bretons avaient espéré le roi Arthur. Ils demandaient un miracle et le miracle s'est fait attendre, mais il est tout de même venu. Laisser entendre que la Bretagne complotait pour son indépendance déjà en 1871, dans la boue du Camp de Conlie où Gambetta laissait pourrir l'armée « de chouans » qui l'empêchait de dormir, c'est retirer au phénomène *Breiz Atao* son caractère miraculeux et le priver de sa vraie signification. Tout était fini quand il est venu et pourtant c'est alors que tout a commencé.

On ne le diminue pas en lui comparant les grandes révoltes nationales de libération qu'a connues l'histoire, quoi qu'il n'ait pas mis sur pied des bataillons ni rassemblé les foules. Il a été une résurrection, baignée dans la douce lumière du cœur et la coupante clarté de l'esprit. Il n'a pas été le poing, mais le courage, la force mais la volonté. Il a sa place, sans doute unique, dans les annales des combats pour la liberté.

Lorsque le sort leur a été contraire, que leurs rangs ont été fauchés, que leur peuple abusé par les propagandes s'est retourné contre eux, les chefs de *Breiz Atao* n'ont pu se défendre du sentiment que leur entreprise avait échoué.

Et pourtant, trente ans après que la force et la loi aient balayé des demeures bretonnes jusqu'au souvenir de leur existence, la voix du peuple dit aujourd'hui des Bretons qui font hardiment tête au pouvoir parisien : « C'est un Breiz Atao ! »

La bataille a été perdue, mais le mythe est né et il est entré dans l'histoire.

Nous allons, au cours des pages qui vont suivre, assister à sa naissance. Nous verrons comment dans la force explosive de la pensée et des sentiments se trouvait déjà en puissance celle des cartouches de tolamite. Ici je demanderai pardon, si je n'apporte pas à mon récit la froideur de l'objectivité scientifique. C'est que nous étudions ici le développement d'une passion humaine et qu'en outre, j'ai moi-même été un protagoniste de l'aventure et du drame. Nul ne peut être juge et partie... Pour l'avoir oublié, la France, il n'y a pas si longtemps, a foulé aux pieds la justice. Mon langage est celui d'un partisan parce qu'il ne peut en être autrement. Mais je suis un partisan auquel les années ont appris la vanité des positions absolues et qu'il n'est guère de thèse qui ne renferme sa part de vérité, de geste

qui ne trouve pas quelque part au moins un semblant de justification. Je me suis efforcé de rendre justice à chacun.

Je n'ai donc pas tant livré des mémoires, que les résultats d'une enquête. Chaque fois que je l'ai pu, j'ai donné la parole à un responsable en effaçant ma pensée au profit de la sienne. J'ai laissé parler les contraires, car n'est-il pas vrai que la vérité « se rencontre aux carrefours » ? Sur le point de porter un jugement personnel, j'ai tenu à en prendre la responsabilité et j'ai cité un passage de mes souvenirs. Malgré ces précautions, mon travail contiendra des lacunes et des erreurs. Il en aurait moins renfermé si toutes les personnes auxquelles je me suis adressé pour recevoir leur témoignage, m'avaient fait l'honneur de me répondre ou de me recevoir.

Je remercie en tout cas les nombreux compatriotes qui ont bien voulu me communiquer leurs souvenirs ou me faire connaître leur avis, et ceux qui m'ont permis de prendre connaissance des documents en leur possession.

Peut-être me sera-t-il permis de citer, parmi ceux qui m'ont si aimablement aidés : Les vieux militants du premier Parti Autonomiste, comme Denise Guieysse et François Kervella ; ceux qui sont entrés dans la carrière avec le Parti National Breton, comme Ronan Arot, Jermen Breton, Auguste Cattelliot, Jacques Bruchet ; les combattants, comme Julien Le Boëdec, Alan Heussaff, François Jarnouen, Jos Konval, de la F.P. ; Jos Le Grand, Ned Urvoas, des F.F.I. ; le Dr Quéméré, des F.F.L. ; les chevaliers de l'aventure, comme André Geffroy et Patrick Guérin ; des membres du F.L.B. 1968, comme Pierre Lemoine, René Vaillant, Jean Bothorel et leur porte-parole Yann Goulet, qui fut pendant la guerre le chef des sections paramilitaires du P.N.B. ; des érudits ou des écrivains, comme Joachim Darsel, historien du droit maritime, Roger Hervé, historien des ethnies et exégète d'Oswald Spengler, Raymond Jestin, animateur du renouveau philosophique à contre-courant, en breton ; Yann Poupinot, économiste et théoricien de la région, Rafig Tullou, archéologue du passé breton ; Goulven Pennaod, celtiste ; Gwenc'hlan Le Scouëzec, un des théoriciens du socialisme breton ; Ronan Caerléon, auteur de trois ouvrages sur l'*emsav*⁵ ; Ronan de Fréminville, qui fut le second rédacteur en chef de *l'Heure Bretonne*, qui vient de nous quitter ; Jos Jaffré qui en fut le dernier ; des personnalités de tous genres, comme : Morvan Duhamel, défenseur indépen-

5. « Mouvement de revendication », le mouvement breton.

dant et modéré des intérêts bretons ; Joseph Martray, secrétaire du C.E.L.I.B.⁶ et « interlocuteur valable » pour le gouvernement ; Yann Fouéré, directeur de *l'Avenir de la Bretagne* ; Raymond Jegaden, trésorier du « Secours Breton » ; Marie-Anne Kerhuel, directrice de *Douar Breizh*⁷ et fondatrice de *l'Adsav 1532*⁸ ; Ronan Goarant, ancien trésorier du M.O.B.⁹ ; Georges Abhervé-Guéguen, directeur de *Jeune Bretagne* ; Polig Monjarret, président de la B.A.S.¹⁰ ; Jacques Quatrebœufs, directeur de *la Bretagne Réelle*, et tous ceux avec qui j'ai eu en passant une conversation utile, qui sont trop nombreux pour que je puisse les nommer aussi.

Je regrette que quelques camarades, qui se souvenaient de points intéressants, aient négligé de m'envoyer leurs notes en temps voulu, et que d'autres qui avaient des critiques à adresser à mon action passée n'aient pas répondu à ma proposition de les publier dans mon ouvrage. Un livre comme celui-ci aura souffert de ces défaillances. Je serais donc reconnaissant à mes lecteurs de bien vouloir signaler à l'éditeur mes erreurs et mes omissions, afin qu'il y soit porté remède dans une édition ultérieure.

On verra que mon étude embrasse la genèse du nationalisme breton depuis ses plus lointaines origines. Elle n'est pas la première à le faire, mais son originalité sera peut-être d'attirer l'attention sur un fait jusqu'ici rarement apprécié, à savoir que le nationalisme breton a construit sa doctrine nationaliste et fédéraliste entre 1920 et 1927. En 1928 l'essentiel avait été pensé et formulé. Dans la suite, il y eut évolution par adaptation aux circonstances, des déviations parfois, mais sans qu'aucun principe de base soit lésé. Cette nécessité primordiale pour les jeunes patriotes bretons des années 20 de concentrer tout leur effort sur le plan intellectuel pour échapper à l'aliénation paralysante, explique pourquoi l'histoire de ces huit années de gestation est moins une suite d'événements, d'incidents qu'une épopée de la pensée, une aventure du cœur. La propagande s'est intensifiée ensuite, mais le décalage entre l'affranchissement d'une petite

6. Comité d'Etude et de Liaison des Intérêts Bretons.

7. Organe bi-mensuel de défense des intérêts bretons.

8. Association revendiquant l'application des clauses du traité d'Union de 1532.

9. Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne, né en 1957.

10. *Bodadeg ar Sonerion*, « Assemblée des Sonneurs », société groupant les joueurs de cornemuse et les ensembles.

élite du point de vue hexagonal et l'assujettissement de la masse de la population aux thèses officielles, était resté longtemps si grand qu'on peut dire sans paradoxe que l'histoire de *Breiz Atao* est moins celle de ce qui s'est passé que celle de ce qui ne s'est pas produit, mais qui aurait pu arriver et qui pourrait bien survenir un jour.

Au cours des années cruciales, de 1938 à 1944, la politique active prendra le pas sur le mouvement intellectuel et occasionnera des chocs de personnes. Ce sera une phase nouvelle du mouvement, portant la marque de son développement, mais dont la filiation avec *Breiz Atao* est une évidence.

Plus tard, la résurgence du régionalisme à prédominance économique ne sera une découverte que pour ceux qui n'en connaissent pas les antécédents. La nouveauté est qu'il aura pour protagonistes des crypto-nationalistes, tous issus de l'école de *Breiz Atao*.

Le F.L.B. non plus n'ouvre pas une ère nouvelle. Ses attentats, volontairement symboliques, reprennent la tactique de notre *Gwenn-ha-Du*, qui était la branche secrète de *Breiz Atao*.

Des journaux, des revues naîtront, qui prétendront avoir rompu avec le passé. Mais si les thèmes changent avec les circonstances, le fond reste immuable. Le patriotisme instinctif et profond des Bretons, auquel l'exemple donné par *Breiz Atao* a rendu la liberté de s'avouer et de s'exprimer, restera le signe distinctif du mouvement breton, sous toutes les variations de la pensée.

O. M.

INTRODUCTION

« La condition sine qua non pour écrire quelque chose de passable en politique, c'est de s'isoler des petits frottements personnels auxquels on peut avoir été exposé. »

STENDHAL,
Rome, Naples et Florence, 1817.

« Celui qui ne se souvient pas de l'histoire est condamné à répéter les erreurs du passé. »

SANTAYANA.

INTRODUCTION

I LA CLEF DU PRESENT

La plupart des Français croient que la Bretagne a été française de tous temps. Beaucoup de Bretons le croient aussi. Il est donc sage, avant de nous lancer dans le récit que le lecteur attend, de rappeler quelques antécédents. Il n'y a pas encore si longtemps, un illustre personnage évoquait l'unité française « vieille de mille ans¹ ». Mille ans auparavant, c'est-à-dire en 940, ni Lyon, ni Arles, ni Verdun, ni Cambrai n'étaient françaises. En revanche le Haut-Aragon, la moitié de la Catalogne et la Flandre belge l'étaient. Le domaine royal, à l'avènement d'Hugues Capet, avait l'étendue de deux départements. Paris et Orléans étaient les seules villes qu'il comptait, car Dreux formait une enclave dans le Comté de Blois, et il fallait traverser un « couloir de Dantzig » pour y parvenir. Les autres régions, qui plus tard devaient former la France, étaient pratiquement indépendantes, quoique le partage de l'empire de Charlemagne en eût légué bon nombre à Charles le Chauve. De cette tutelle royale, il ne restait pour les comtes et ducs autonomes que l'obligation d'une genuflexion lors de la prise de possession, et qui connaissait deux nuances : l'hommage simple et l'hommage lige. Les souverains bretons, qui dès le xv^e siècle déclaraient tenir leur couronne *fermée*, de « la grâce de Dieu », ne prêtaient, malgré les réclamations obstinées des rois de Paris, que l'hommage simple, debout, l'épée au côté : un rite de courtoisie qui n'obligeait à rien. Il n'y a pas cinq siècles que le Roussillon fut enlevé à l'Espagne, que la Bretagne et la Provence perdirent leur indé-

1. Message du Maréchal Pétain, 30 octobre 1940.

pendance (tout en conservant leur autonomie I). Ce laps de temps est réduit à trois siècles pour l'Artois et la Flandre lilloise. L'Alsace n'a suivi le mouvement que plus tard et certaines parties de la Lorraine étaient encore « d'Empire » il y a 238 ans. Ne parlons pas de Montbéliard qui hébergeait les casques à pointe du roi de Wurtemberg à la veille de la Révolution, encore moins de Nice et de la Savoie qui durent à Napoléon III de devenir françaises.

Quant à la Bretagne, ses antécédents se perdent dans la préhistoire. Dès l'âge de pierre l'Armorique était une terre originale, tant par ses conceptions religieuses — dont les pierres levées sont restées le témoignage mystérieux — que par son commerce maritime qui la liait à l'île britannique comme à la péninsule ibérique. Quand la Gaule se résigne à la domination romaine, c'est la Confédération Armoricaire, dirigée par les Vénètes, qui se révolte, combat seule, mais qui finit par être abattue, grâce à l'appoint apporté par les Pictons — les futurs « ventres-à-choux » contempteurs des Bretons — à l'envahisseur. Il y a donc là un monde à part, qui vit à sa manière et a le sentiment de son destin propre. Malgré la romanisation qui atteint, en surface, tous ses buts, l'Armorique reste un pôle d'attraction pour les Celtes insulaires, la terre sacrée qui attire. Quand ceux-ci, du v^e au vi^e siècle, franchissent en masse la Manche dans un de ces mouvements migratoires si fréquents à l'époque — et non point comme le laisse entendre Gildas², en fuite devant les Saxons —, c'est en Armorique qu'ils débarquent et implantent leurs foyers. Ils rendent le courage de vivre à une terre que les Romains avaient abandonnée à la fureur des Alains, après y avoir interdit pendant des siècles le port des armes. Ils fondent leurs « plous³ » auprès des ruines calcinées des villas romaines. Mais avant tout, ils y fondent une nouvelle patrie, qui absorbe l'héritage armoricain si proche du leur, à laquelle ils donnent le nom de celle qu'ils viennent de quitter : *Brittia*, la *Britannia* des Romains, dont le nom moderne *Breizh* découle en ligne droite. Pendant ce temps-là, les Francs des-

2. *De Excidio Britanniae* (c.A.D. 540, soit environ 540 ap. J.-C.).

3. Selon la thèse du celtologue Largillière, les paroisses primitives fondées par les immigrants insulaires en Armorique ont reçu le nom de leur fondateur ou patron précédé du mot *Plou-* dont le sens est « agglomération ». On le retrouve aujourd'hui sous des formes variées : *plou-, plo-, pleu-, plé-, plu-* qui représentent surtout des variations orthographiques.

endaient du Rhin sur la Seine et sur la Loire. Le choc entre les deux vagues était fatal. Il se produisit dans les marches de Rennes, Vannes et Nantes. Les chefs francs qui parlaient tudesque sont des barbares affublés de la pourpre romaine. Ils prétendent régenter l'Armorique comme faisant partie des terres romaines qui leur échoient. Les chefs bretons, qui sont nominalement citoyens romains, qui par surcroît savent le latin et sont baptisés, se prétendent doublement chez eux sur ce territoire où les Germains, en tant qu'étrangers, n'ont aucun droit. Ce point est d'extrême importance, car il contient en germe un conflit qui dure encore. Une première phase d'incandescence, qui dure quatre siècles, voit les Bretons fondre sur l'Anjou pour en ramener des barriques pleines, et les Francs lancer des représailles sur le territoire breton, non sans effusion de sang et moult sauvageries.

On ne peut pas nier que la question bretonne ne soit alors posée dans toute sa clarté. C'est un conflit de droit international. Comme toujours l'épée tranche et, à cette époque heureuse où c'est l'homme qui compte, avec son paquet de chair, de nerfs et d'os, et non point le potentiel industriel, elle tranche au bénéfice des Bretons, que leur tempérament survolté sert dans les combats. L'euphorie des Celtes vainqueurs couronnant leur premier roi continental en 849 à Dol est encore la nôtre, quoiqu'il ne s'agirait, disent de scrupuleux historiographes, que d'une légende. En tout cas, le titre royal fut bel et bien reconnu à son fils Erispoë par le roi Charles, en 851, à la suite de la défaite que les Bretons lui infligèrent au Grand-Fougeray⁴.

Qu'on y songe ! La France des élégies est encore loin. Le mot se prononçait alors *Frankenland* et appartenait aux deux rives du Rhin. Si l'on m'accuse de remonter au déluge, la faute en est à M. Raymond Poincaré et à ses successeurs. Ils ne devaient pas prétendre que l'idée bretonne était née dans une cervelle fumeuse d'Outre-Rhin, comme l'ont entendu dire les lambris de la Chambre des Députés⁵.

Il sort de notre sujet de raconter par le menu les aventures et mésaventures du promontoire atlantique jusqu'à l'instant

4. Sanctionnée par le traité d'Angers, qui fixait formellement les limites de la Bretagne, qui sont encore les siennes aujourd'hui. C'est donc une unité territoriale vieille de 1109 ans que le décret Debré a prétendu briser en 1960, en rattachant le pays nantais aux pays de la Loire.

5. Séance de la Chambre des Députés du 1^{er} février 1929.

névralgique que les manuels scolaires appellent la « réunion » à la couronne, qui fut en réalité une union strictement personnelle — le mariage de la duchesse Anne avec le roi Charles VIII —, puis une union politique — imposée — par le traité de 1532, qui assurait cependant l'autonomie de la Bretagne à l'intérieur des frontières françaises. Autre point de la plus grande importance à signaler, puisqu'il a donné naissance au mouvement moderne *Adsav 1532*, qui entend ramener la France au respect des clauses d'un contrat jamais abrogé, et qui est favorablement accueilli par l'opinion publique dans le pays. Ce n'est jamais en vain que l'on fait appel à la justice et à la parole donnée en pays breton.

Cette union n'a pas été un épisode dynastique. Les souverains de Paris ont voulu obstinément s'assurer le contrôle d'une presqu'île où, avec raison, ils voyaient « la clé du royaume ». Derrière le paravent des disputes juridiques, ils opposaient leur Raison d'Etat à un impératif patriotique, comme aujourd'hui. C'est l'intérêt passionnant de l'histoire de Bretagne : tout le présent s'y trouve prédit et expliqué.

Avant d'en arriver là, la Bretagne s'est défendue, a recherché des alliés, participé à des coalitions, joué sa carte dans les conflits de personnes autour du roi ; elle a épuisé en somme tous les moyens à sa portée pour échapper à l'annexion. Mais sa dernière armée fut taillée en pièces en 1488, sur la lande romantique de la paroisse rennaise de Saint-Aubin-du-Cormier. Ce qui — soit dit en passant — laisse prévoir que ces parages seront le lieu de rencontre préféré des autonomistes d'avant-guerre et de la maréchaussée de la III^e République. Les uns veulent honorer leurs morts, les autres ont mandat du préfet de ne pas laisser évoquer des ombres gênantes. On voit donc pourquoi il s'agit de bien autre chose que d'une « réunion » prédestinée. La Bretagne, province française, conservera une autonomie interne, qu'elle défendra avec acharnement jusqu'au coup de force de la Révolution qui y mit fin⁶.

Reste à expliquer pourquoi cette petite nation enterrée en bonne et due forme est revenue à la vie. Le phénomène n'a

6. Guillaume de Saint-André écrivait en 1379 : « Car liberté est délectable. Et belle et bonne et profitable. ... De servitude avaient (Bretons) horreur. Quand ils voyaient t'retout entour. Comment en France elle régnaît. Fou était qui peur n'en avait. » A la même époque, Barlour, le chroniqueur écossais, s'écriait : « A ! Freedom is a noble thing. »

rien d'extraordinaire. Il était désigné sous le nom de « réveil des nationalités » et plus près de nous on y a reconnu la prise de conscience des régions naturelles et des communautés ethniques. S'il se manifeste en France plus tard qu'ailleurs, c'est parce que l'Etat français, centralisé plus tôt que les autres, a pu pendant plus longtemps procéder au nivellement des particularités régionales. Les Français commencent à s'apercevoir aujourd'hui qu'ils ont tari leur propre sève au profit d'une gloire illusoire et d'un dieu sanglant : l'Etat. Mais, pétris d'une histoire qui est une succession de reniements, de volte-face et de « tables rases », ils ne demandent pas au passé l'intelligence du présent. Les événements vieux de mille, que dis-je, de cinq cents ans — un soupir dans l'histoire de l'humanité —, ne leur disent rien du tout, quoique notre compère Astérix ait un peu modifié le climat. Pour le Breton de bonne souche, le passé n'existe pas en soi, ni le présent, ni l'avenir. Tout vient au même niveau en sensibilité. Il vogue dans le temps et s'arrête là où il se sent bien. Il n'est pas inutile de rappeler ces lieux communs de la psychologie collective, si l'on veut se représenter le substrat psychique des garçons qui vont, à partir de 1919, lancer un mouvement qui fera parler de lui.

2

NOSTALGIQUES ET REVEILLEURS

Breiz Atao n'est pas sorti tout armé d'un cerveau, il n'est pas l'œuvre d'un homme. Il est le fruit tardif d'un long mûrissement, que les circonstances ont tour à tour contrarié ou favorisé. Si nous écrivions l'histoire de l'idée bretonne, il nous serait facile de montrer que, sous une forme ou sous une autre, elle a toujours existé. Mais non point la revendication bretonne. La conspiration de La Rouërie¹, la chouannerie qui s'est développée sur les plans qu'elle avait tracés, la résistance larvée des réfractaires à l'autocratie napoléonienne n'ont transmis à la seconde génération du XIX^e siècle aucune pensée politique lisible. Une société nouvelle se constituait où l'ancienne aristocratie, n'espérant pas retrouver sa place prépondérante, occupait des positions de repli, tandis que la classe possédante, née de la Révolution, aurait été hostile à un « retour en arrière » s'il en avait été question. Quant à se pencher sur la misère du peuple, qui était grande, personne encore n'y songeait. Les fermages assuraient de bonnes rentes et Paris fournissait les joies de l'esprit et les divertissements polissons. Un épais

1. Charles-Armand Tuffin, marquis de la Rouërie, né le 13 avril 1750 au château de Saint-Ouen, dans le Coglès, à deux pas de la frontière normande, créa en 1790, sous le nom d'Association Bretonne, une vaste conjuration, reposant sur une organisation territoriale remarquable, ayant pour but un soulèvement armé destiné à restaurer la monarchie et les libertés bretonnes. Mort en 1793, il ne put mener à bien personnellement son entreprise, mais reste, pour l'histoire, le véritable créateur de la chouannerie.

matérialisme et un farouche égoïsme de classe éloignaient résolument la bourgeoisie bretonne de toute revendication politique qui aurait nécessairement impliqué une affirmation de solidarité avec la masse populaire en vue de la structuration d'une communauté nationale ou même seulement régionale.

Seuls des isolés, incompris de leur entourage, souvent réduits pour être tolérés à travestir ou à cacher une partie de leur pensée, devaient entretenir ou retrouver la tradition du patriotisme breton. L'argent n'était rien pour ces grands inspirés et ils aimaient ce peuple auquel ils sentaient que les mêmes amours et les mêmes respects, en attendant que ce soient les mêmes espérances, les réunissaient.

Ils apparaissaient les uns après les autres, écrivaient dans la solitude, parlaient dans le désert et disparaissaient sans laisser de disciples, ou si clairsemés que l'idée ne leur serait pas venue de se grouper pour agir. Ils étaient de deux sortes : les nostalgiques et les « réveilleurs ». Le doux poète Brizeux, auquel les anthologies accordent quelquefois dix lignes, nous a laissé une *Mireille* au rabais, sa « Marie » écrite en vers français laborieux et caressants, mais qui pour les écoliers que nous étions était un chant d'amour de la patrie qui nous mettait une larme au coin de l'œil. Un pauvre vers, pouvant passer ailleurs pour une rodomontade : « Oh, nous ne sommes pas les derniers des Bretons ! » traçait déjà devant notre regard troublé la route du sacrifice. Nous n'avions aucun effort à faire pour oublier les cocoricos enseignés en classe (les années de la Revanche !) quand nous lisions :

*O landes ! O forêts ! Pierres sombres et hautes,
Bois qui couvrez nos champs, mers qui battez nos côtes,
Villages où les morts errent avec les vents,
Bretagne, d'où te vient l'amour de tes enfants ?*

Un autre fut le romancier Paul Féval. Ses romans de cape et d'épée étaient pour le public francophone. Ceux qu'au collège nous nous passions pour lire à l'étude en cachette, se rapportaient aux luttes des paysans à peau de bique des forêts du pays de Rennes pour défendre les « libertés bretonnes » contre l'avidité ou l'outrecuidance des « Français ». Quand nous lisions cette épithète, qu'on nous avait, même dans nos familles, appris à vénérer, appliquée à la horte de vautours qui s'abattait sur notre

patrie, un vertige nous saisissait². Nous penchions au bord d'un précipice dont personne jamais ne nous avait parlé, mais où une inexorable fatalité nous poussait.

Le plus grand de nos réveilleurs fut Hersart de La Villemarqué, dont le *Barzaz Breizh* défit un à un les plis que l'école avait fait prendre à notre esprit. Chacun de ses chants, que nous apprenions à psalmodier, en tapant d'un doigt sur le piano maternel les mélodies notées en fin du recueil, gravait en nous des émotions qui gouvernent encore notre vie au bout d'un demi-siècle. On a dit que ces chants soi-disant populaires avaient été retouchés, parfois même réécrits par leur collecteur. Grâce soit rendue à qui de droit, pour nous avoir dotés du plus profond poète national du promontoire européen. « Kervarker », comme nous l'appelions, nous avait rendu sensible une Bretagne qui était naturellement elle-même sans avoir la moindre leçon à recevoir du voisin. Il nous restituait la dimension en profondeur que nos parents avaient perdue depuis des générations. « Mon instinct l'emporta, je redevins barbare », disait Brizeux. La Villemarqué nous fit barbares.

*Je vois le sanglier qui sort du bois,
Il boite beaucoup, il a le pied blessé...
Je vois le cheval de mer venir à sa rencontre
A faire trembler le rivage d'épouvante.
Il est aussi blanc que la neige brillante,
Il porte au front des cornes d'argent...*

Mais ces barbares n'étaient pas ensevelis dans les brumes du passé.

*Sur la Montagne Noire, pour la Saint-Jean,
Trente paysans sont autour du feu de joie.
Et Kado-la-bataille est au milieu d'eux,
Appuyé sur sa fourche de fer.*

2. Le 9 août 1379, le duc de Montfort disait à Dinan : « Leur avidité est prodigieuse. Ils ne peuvent se rassasier d'or et d'argent. Ils se jettent sur notre Bretagne pour nous voler nos biens et nos rentes, dont nous avons toujours, grâce à Dieu, joui paisiblement. Et encore cela ne les satisfait pas, ils veulent maintenant notre honte !... Mais nous avons toujours été libres, et quand le monde entier se coaliserait pour opprimer notre liberté, nous saurions la défendre énergiquement et, Dieu aidant, la garder. »

*« — Que dites-vous, mangeurs de bouillie ?
Payerez-vous la taxe ?
Quant à moi, je ne la paierai pas !
Je préférerais être pendu !*

*.....
Mendier votre pain, vous n'irez pas,
A ma suite, je ne dis pas.
Si c'est querelle et bataille qu'ils cherchent,
Avant le jour ils seront satisfaits ! »*

C'est dans ces textes que nous apprenions le breton : *Kent an de' keffont trouz ha kann!* Avant le jour ils auront querelle et bataille !

*Nous le jurons par la mer et la foudre !
Nous le jurons par la lune et les astres !
Nous le jurons par le ciel et la terre !*

Nous étions le terrain préparé pour Pitre-Chevalier. Ce Breton des marches, né aux confins du Poitou, où la Bretagne couvre ses chaumières de tuiles romaines et boit le vin de ses vignes, nous révéla la conscience politique, dans des termes dont la pertinence et la somptuosité ont rarement été dépassées par les réquisitoires que nous avons par la suite brandis contre le pouvoir central. La célèbre conclusion de la première édition de sa romantique Histoire de Bretagne disparut des éditions successives. Elle avait enfreint le tabou, dont le premier, l'historien Bertrand d'Argentré, avait été victime en 1582. Sous les exposés doctrinaires de *Breiz Atao*, on doit lire en filigrane le sévère jugement qui nous avait mis sur la voie :

« Après avoir résisté de toutes ses forces à la France pendant onze siècles, elle lui prodigue depuis trois autres siècles son sang, son or, ses produits et ses enfants... La Monarchie, la République, l'Empire, la Restauration et le gouvernement actuel (de Louis-Philippe) n'ont rendu à la Bretagne que l'indifférence et l'oubli en retour de sa nationalité, de ses privilèges et de ses franchises... La France, en adoptant la Bretagne, a contracté des engagements qu'elle n'a pas remplis. Bien loin de la traiter en mère, elle l'a traitée en marâtre³... Qu'elle sache comprendre que la centra-

3. Consulter le tableau consternant de la régression économique et sociale de la Bretagne depuis l'annexion de 1790, dans l'étude de Yann

lisation n'est pas l'anéantissement... si ce n'est pas demander l'impossible... »

Pitre-Chevalier demandait l'impossible et il le savait. Mais qui, au milieu du XIX^e siècle, aurait osé contester le principe unitaire ? Même Renan, au déclin de l'Empire, s'il dénonce les excès d'un système qu'il appelle « une tête sans corps », s'en tient à une condamnation académique. Il faudra attendre les félibres au tournant du siècle, pour que soit remis en question le sacrosaint principe de l'uniformisation sur le modèle parisien.

Le courant ascendant resta vacillant jusqu'à la veille du XX^e siècle. Le fameux cours d'histoire de Bretagne, professé par Arthur de la Borderie à la Faculté des Lettres de Rennes, de 1890 à 1895, qui révéla aux Bretons le caractère national de leur passé, lui donna une force irrésistible, bien que le courant descendant, drapé dans la séduisante mélancolie du romantisme, ait longtemps conservé les faveurs du public⁴. Emile Souvestre publiait « Les derniers des Bretons » faisant écho au « Dernier des Mohicans » de Fenimore Cooper. Anatole Le Braz se complaisait dans des récits de « La terre du passé ». Son compère Charles Le Goffic éprouvait une délectation morose en conduisant à sa dernière demeure l'ultime bretonnante du Pays Blanc, ou en se refusant d'admettre la réalité du mythe de Brocéliande. La race des fossoyeurs de la Bretagne était coriace. Elle résista longtemps pied à pied à celle des réveilleurs. *Breiz Atao* enterra ses derniers représentants.

Poupinot : *La Bretagne Contemporaine (1789-1914)*, particulièrement des pages 41 à 50 (Ker-Vreiz, 43, rue Saint-Placide, Paris, 1954).

4. Voir Appendices.

3

PRECURSEURS

Les régionalistes.

La période régionaliste, qui débuta en 1898, avec la fondation de l'*Union Régionaliste Bretonne* (U.R.B.) et dura jusqu'en 1911, date de l'explosion de forces nouvelles, marqua la transition entre le pessimisme du XIX^e et l'optimisme du XX^e. La Bretagne fait sentir sa présence, mais d'une façon encore bien imprécise. A vrai dire, on ne la connaît pas. On n'a que de très vagues idées sur ses ressources, ses besoins, ses problèmes. On veut la servir, c'est la nouveauté, la grande nouveauté si l'on veut, mais on ne dispose d'aucun outil pour le faire. Aussi les concours institués par l'association ont-ils exclusivement pour but d'encourager l'étude et les recherches. On évite soigneusement toute immixtion dans la politique, de crainte que le groupement encore bien fragile et disparate ne sombre dans la bagarre que déchaînait l'entrée en scène des bleus et des rouges, venant bouleverser le panorama traditionnellement conservateur du pays.

On est surpris aujourd'hui du peu de consistance de ce qu'on ne pourrait nommer sans redondance l'action régionaliste. Car d'action point, en dehors d'un congrès annuel. Une réunion de rentiers renforcée de paisibles fonctionnaires en vacances, dirigés par des propriétaires fonciers n'ayant pas d'autre souci majeur que leurs passe-temps, aboutissait naturellement à un bal de clôture où tout le monde se déguisait « en breton ». Il y eut aussi quelques petites fêtes municipales à l'occasion de la célébration d'un anniversaire historique, situé de préférence dans un lointain passé ou dépourvu de signification politique. Si une

stèle de pierre ou une effigie de bronze rappelle aux gens de Questembert le souvenir d'Alain le Grand ou à ceux du Conquet la mémoire de Jean-François Le Gonidec, « père de la langue », c'est à l'U.R.B. qu'on le doit. Evidemment, on ne serait pas allé jusqu'à relever la croix brisée de la Lande de la Rencontre, où sombra l'indépendance bretonne. Il fallait attendre *Breiz Atao* pour cela¹.

La prudence des régionalistes n'était pas sans raison. Il arrive que des mouvements se déclenchent au moment où ils répondent à une attente. Ce fut le cas des « chrétiens sociaux » avant la lettre de *l'Ouest-Eclair*, qui, pour avoir profité à la même époque du courant en faveur d'une évolution démocratique dans le contexte traditionnel, non sans forts appuis extérieurs, devint « le plus grand quotidien de l'Ouest », répandu dans 14 départements. L'idée régionaliste, elle, intervenait à contre-temps. Idée d'avant-garde, elle allait à l'encontre des préjugés établis et de toute l'orientation donnée à la vie publique par un centralisme devenu religion d'Etat. En 1907, l'abbé Perrot, qui éprouvait ses premières déceptions, n'avouait-il pas : « Les Bretons veulent changer de pays, changer de métier, changer de costumes, changer de foi, changer de tout. Ils ne trouvent plus rien de bon chez eux. » C'était donc une entreprise risquée que de venir leur prêcher le contraire. On s'y aventurerait d'ailleurs rarement. Le régionalisme restait une activité en vase clos, par peur d'être désavoué.

Le seul mot « régionalisme », qui aujourd'hui appartient au vocabulaire officiel, faisait alors trembler le gouvernement de la République, qui songea sérieusement, en 1903, à traîner devant la Haute Cour, pour complot contre la sûreté de l'Etat, les inoffensifs chevaliers de la culotte bouffante et du cidre bouché, dont les sombres menées avaient mis en effervescence les rédactions du *Matin* et de *la Lanterne*.

1. Les envahisseurs vikings furent écrasés à Questembert en 888 par Alain, fils de Pascwiten, proclamé « le Grand » par ses soldats. Il régna paisiblement sur toute la Bretagne jusqu'à sa mort en 907. Son millénaire fut célébré par l'érection d'un monument. — Le Gonidec, né en 1775, par sa *Grammaire celto-bretonne* (1807) et son *Dictionnaire* (1821), a mis fin à l'époque du chaos dialectal et de la corruption patoisante. Il a mérité le titre de *Reizher ar brehoneg*, « ordonnateur du breton ». — La Lande de la Rencontre, en Saint-Aubin-du-Cormier (nord-est de Rennes), est le lieu de la bataille où sombra l'indépendance bretonne en 1488.

On se gardait donc bien d'évoquer l'essentiel au cours des rares rencontres avec le public. On devait se tâter pendant vingt-deux ans avant de lâcher le grand mot et encore avec quelles précautions oratoires ! : « La question bretonne... Qu'est-ce à dire?... Qui peut oser pareille chose (*sic*) ? » On est soi-même étonné de sa propre audace. On se prémunit d'avance contre tout anathème, en condamnant entre la poire et le fromage, chaque fois qu'on banquette, le séparatisme « aussi chimérique que criminel ». Et, retroussant les manches à la table des délibérations, on s'attaque aux problèmes de base, comme la dimension des coiffes de lin ou le tarif d'affranchissement des cartes postales.

Les bardes.

L'origine du mouvement bardique ne se confond pas avec celle du régionalisme, quoiqu'il en fût l'allié, l'ait grossi de ses effectifs ou les ait prélevés sur lui, et l'ait alimenté de sa sève.

Cela commence par une histoire de Triades. Il s'agit là du recueil de maximes philosophico-religieuses que se transmettent certains milieux gallois qui se disent ou se croient initiés, et où il se pourrait qu'ait été fixé, au moins partiellement, l'enseignement secret des druides d'antan, non sans sérieuses concessions au monothéisme chrétien. Ces formules brèves, en trois points, sont souvent obscures, mais elles offrent en revanche un champ illimité à l'interprétation. Il s'est formé depuis un siècle toute une école d'exégètes des Triades, plus vivace en Bretagne qu'ailleurs, qui savent y trouver réponse à toutes les questions métaphysiques et morales.

Le public ne connaît du bardisme que ses manifestations de plein air, où l'on voit des hommes vêtus de robes blanches monter sur un dolmen, mais là n'est pas l'apport de cette tendance au nationalisme breton. Le grand druide fondateur, Jean Le Fustec, eut le premier conscience d'un message celtique valable pour le monde moderne, en l'enfermant dans des formules saisissantes comme : « La doctrine courante du progrès prétend détruire tout le passé à chaque pas qui se fait. Les Celtes prétendent conserver tout ce passé en adoptant le progrès. »

La pensée alors est nouvelle. La formule avait plutôt été jusque-là de faire la moue au chemin de fer et de lapider

les automobiles, dans l'espoir de préserver ce qui pouvait encore l'être. La Bretagne pourtant en croyant se défendre ne défendait qu'une conception française d'elle-même, et l'une des moins pures, puisqu'elle servait trop bien la politique d'assimilation pour être désintéressée. Il n'existe, à ma connaissance, aucun texte, en breton d'ici ou de l'autre rive de la Manche, antérieur au romantisme, qui définisse notre pays comme la terre du passé et qui considère sa disparition comme un arrêt irréversible du sort. Le seul mythe que nous ayons conservé relatif à l'avenir de notre race rend un tout autre son. C'est celui du retour du roi Arthur, qui sortira de son sommeil d'Avallon pour ceindre Escalibor, sa vaillante épée, nous délivrer du joug étranger et nous rendre Londres, notre capitale.

C'est ce mythe, authentiquement national, que Léménik — nom bardique de Le Fustec — a retrouvé et renouvelé, celui d'un réveil, d'une réaffirmation, d'une revanche et d'une « reconquista ».

Le dynamisme mystique des bardes, loin d'être partagé par tout le monde, n'en fut pas moins une des forces neuves qui firent exploser le conformisme régionaliste, et qui plus tard, à l'époque de *Breiz Atao*, devait, remis au goût du jour, animer une des fractions les plus agissantes et les plus critiquées du mouvement.

L'éclatement de 1911.

Les résultats de la première décennie de velléités régionalistes étaient décevants. Malgré une floraison de petites revues, l'opinion publique avait été peu touchée et ne faisait écho nulle part. Le gouvernement de son côté avait manifesté une hostilité militante au provincialisme.

En 1902, le ministre Combes avait interdit l'usage du breton dans les églises, mesure qui, ayant soulevé la population, dut être rapportée. Trois ans plus tard, le ministre Gaston Doumergue répondait à Paul Guieysse, député de Lorient, faisant auprès de lui une démarche en faveur de l'enseignement du breton, par une fin de non-recevoir, « cet enseignement étant de nature à encourager les tendances séparatistes ». Beaucoup donc sentaient dans les rangs mêmes de l'U.R.B. qu'il fallait repenser un mouvement qui semblait mal engagé. Les principaux reproches qui étaient adressés à la direction du marquis de l'Estourbeillon, son président à demeure depuis 1903, étaient le climat conservateur donné

à la société, son bretonisme déclamatoire allié à son ignorance crasse de la langue bretonne, ainsi que la place encombrante qu'il accordait aux Bretons de Paris, trop souvent angevins ou auvergnats, qui à l'époque des vacances déferlaient sur la Bretagne. L'abcès creva au congrès de Saint-Renan en 1911. Les bardes, qui ne supportaient pas de voir que la prédominance de la langue française n'était pas mise en question, les « républicains » fatigués de faire le jeu des réactionnaires, la jeunesse cultivée enfin, écœurée que des bretonneries de pacotilles se soient substituées à la recherche d'une véritable culture nationale, tout ce monde-là sortit en claquant la porte, après que le jeune et bouillant Iouan En Dibeder (Yves Le Diberder) ait arraché la bannière herminée du podium où, selon lui et ses amis, elle n'avait que faire dans cette « *termaj* ».

Les dissidents fondèrent à Rennes, peu après, un nouveau groupement qui fut définitivement intitulé *Fédération Régionaliste de Bretagne* (F.R.B.). L'atmosphère y fut différente, on y fit une place plus large à la langue bretonne et, par la suite, le président — qui devait le demeurer à vie —, l'industriel folkloriste Jean Choleau, fit découvrir à beaucoup d'amoureux de la Bretagne, qui n'en savaient rien, que si leur pays avait un cœur et une âme, il avait aussi un estomac. Il se préoccupa des artisans, de l'émigration, des salaires, des zones économiques et préfaça en quelque sorte la conception de la « Bretagne-Région Economique », non sans quelque risque, comme on le verra plus loin. Pour le reste, la nouvelle société ne se distingua guère de l'ancienne : elle resta aussi académique et coupée du public qu'auparavant.

C'est peut-être la raison pour laquelle l'année suivante, quelques jeunes bretonnants, ayant à leur tête l'enfant terrible de leur génération, Le Diberder déjà nommé, fondèrent une revue batailleuse *Brittia*, pour faire de la langue et de la culture celtiques le fondement de la renaissance bretonne. Elle reprochait à l'U.R.B. « d'avoir couvert la Bretagne d'une épaisse couche de ridicule que tous les calfats du royaume mettront des années à enlever ». Et Yves Le Diberder d'ajouter : « On en a soupé de la bretonnerie sous toutes ses formes, y compris la séparatiste ! On en a soupé de cette littérature si niaise, si plate, roulant toujours sur les mêmes thèmes fades, sur de fausses légendes

2. Mot populaire, déformation de « lanterne magique », équivalent de « mascarade ».

bretonnes... » La préoccupation dominante qui est linguistique et littéraire n'empêche pas les iconoclastes du conformisme U.R.B. d'en discerner la faiblesse organique : « Le mouvement breton ne fera rien, continuera à ne rien faire autant dire. Car il ne sait que faire parler de lui tous les six mois et tant bien que mal encore. Il est inapte à entretenir dans la grande presse ou directement dans le public une agitation constante. Il ne sait jamais saisir aux cheveux les occasions les plus belles qui se présentent à chaque instant de forcer l'attention de la nation. Ses organisateurs devraient avoir un service de presse actif et énergique, constant. Ce devrait être le rôle unique de leurs secrétaires généraux sous la direction effective des présidents³... »

Brittia n'est pas séparatiste, oh non, car le vernis d'une culture française est encore considéré comme une distinction enviable parmi ces étudiants, fils de paysans, mais le « nationalisme » y est chez lui. Nous lisons, à propos du choix d'une fête nationale, ces lignes, signées Alan Quéré : « Nous sommes nous aussi un peuple asservi. Notre Kossovo (défaite des Serbes par les Turcs en 1389) s'appelle Saint-Aubin-du-Cormier. C'est le jour que l'on pourrait proposer si le fait n'était pas si lointain. Mais nous avons dans notre histoire une date analogue et plus récente. C'est le 26 mars 1720, jour où Pontcallec monta sur l'échafaud pour avoir voulu libérer sa patrie. D'autres conjurés partagèrent son sort et avec leurs têtes tomba le dernier espoir qu'ait encore eu notre Bretagne de recouvrer son autonomie⁴. » *Breiz Atao* ne parlera pas autrement.

Brittia fut un feu d'artifice qui tranchait sur la grisaille régionaliste et les divagations bardiques, mais son impuissance à construire une doctrine cohérente avait causé sa perte avant même que la mobilisation eût dispersé ses rédacteurs, décidés « à faire leur devoir autant et mieux que les autres ». Elle avait l'illusion de pouvoir élaborer une culture nationale sans autonomie politique, en conservant le sentiment national français et en union spirituelle avec la France jacobine !

Les séparatistes.

L'année 1911 fut celle de l'inauguration du monument célébrant l'union de la Bretagne à la France, où la duchesse Anne figurait à genoux, devant son seigneur le roi, se prélassant sur

3. *Brittia*, Lorient, février 1912.

4. *Ibid.*, mars 1912.

un trône. L'allégorie déplut souverainement. Aussi, lorsqu'au cours de la cérémonie officielle, que toutes les autorités dont le général Lyautey, commandant le 10^e corps, honoraient de leur présence, un jeune homme exalté fit retentir un puissant sifflet, il obtint un succès d'estime qu'une condamnation de principe en correctionnelle ne ternit point. On a haussé les épaules, mais c'était quand même une leçon de crânerie donnée aux protestataires en chambre tapis derrière leurs vitres, à une époque où la violence, même des plus anodines, encourait la réprobation publique⁵.

L'année précédente, le siffleur Camille Le Mercier d'Erm avait réalisé une tournée pour réunir les éléments d'un comité d'action séparatiste, parmi ceux qui jugeaient la position régionaliste insuffisante et sans dignité. Il réunit deux douzaines d'adhésions, inspirées par des motifs variés. Il s'agissait pour les uns de cautionner un principe moral plutôt que de s'engager, pour d'autres d'affirmer leur nationalité bretonne sans pour cela renier leur fidélité à la France, beaucoup de Bretons alors comme aujourd'hui n'apercevant pas de contradiction dans cette double appartenance. Certains enfin étaient trop littéraires pour donner à leur geste une autre portée que poétique. Mais les autres, Le Mercier en tête, n'avaient aucun doute sur la voie où ils s'engageaient. Loyant, Vallée, Duhauchix, N. Le Roux, Guillemot, Monjoa de Kermouster devaient devenir des piliers de *Breiz Atao*, sans que nous ayons grand-chose à leur apprendre.

En octobre 1912, parut le *Manifeste Séparatiste*, puis une petite revue mensuelle que la guerre de 14 arrêta comme tout le reste. Idéologiquement l'apport de *Breiz Dishual*, « Bretagne Libre », est faible. Assez curieusement, l'argumentation développée en faveur de l'indépendance ne se nourrit pas des points déjà acquis par les découvreurs des vérités bretonnes qui s'échelonnèrent au siècle précédent. Elle reste juridico-sentimentale. Elle vaut ce que valent les regrets et le droit que n'appuie pas la force. Milan était autrichien avant Solférino et Breslau allemande avant Stalingrad. Il est également surprenant que le premier essai de doctrine politique bretonne n'ait pas eu

5. La « protestation » des bardes contre le monument donne une idée du climat de l'époque. Elle commence en ces termes : « Les bardes de Bretagne sont venus aux fêtes de Rennes pour attester publiquement leur loyalisme envers la France... » Ils y affirmèrent entre autres : « Les intérêts de la Bretagne sont ceux de la France... Quand la France est menacée, la Bretagne se lève et court pour la défendre... »

vent du droit naturel qu'ont tous les peuples, petits et grands, de se gouverner eux-mêmes et du parti qu'il y avait à en tirer ; qu'il n'ait pas non plus songé à dénoncer et à exploiter l'état d'abandon et de misère où la domination de Paris laissait leur pays. Le Mercier d'Erm était un lyrique pour qui « Bretagne est poésie » ! *Breiz Dishual*, qui était devenu immédiatement la bête noire de *Brittia*, a montré ce que peut donner un nationalisme breton qui n'a pas incorporé le celtisme ni les réalités économiques dans ses bagages. Pourtant, le manifeste de 1912 a eu le rare mérite d'enfreindre le tabou qui paralysait depuis treize ans le régionalisme conformiste et de créer un précédent. Il n'a pas ouvert la route de l'action bretonne, mais il l'a indiquée. Il a porté le nationalisme breton sur les fonts baptismaux.

L'année suivante, Le Mercier d'Erm publie ses « Origines du Nationalisme Breton », où saute aux yeux qu'il a bénéficié de la pensée de ses grands prédécesseurs. Il les nomme : La Villemarqué, Brizeux, Luzel, Pitre-Chevalier, La Borderie. De fait, il y en a bien d'autres. Le même auteur publiera en 1922 une « Anthologie des Bardes et Poètes Nationaux de la Bretagne Armoricaïne », dont un exemplaire sera remis au président Wilson, aussi épaisse qu'un dictionnaire. Sa carrière ne devait pas s'arrêter là, nous en reparlerons. Mais la silhouette qui restera de lui est celle du chevalier errant de la Bretagne bafouée, qu'il a dressée, gonfanon au vent, dans la lice encore déserte de l'action bretonne.

Les socialistes.

Le contrepoids au conservatisme de l'U.R.B. fut donné par Brug, « Bruyères », qu'Emile Masson lança, de Pontivy où il enseignait l'anglais au collège, sous le nom d'*Ewan Gwesnou Brenn*. Il avait précédemment donné à Le Mercier d'Erm une adhésion de principe et avec le temps il contribua à son évolution dans la direction du socialisme qui était le sien, non point marxiste, mais syndicaliste révolutionnaire. L'histoire de Bretagne n'est pas pour lui une chronologie de maisons régnautes, la question bretonne une affaire de contrat violé ou d'intérêts économiques sacrifiés. Admirateur de Carlyle⁶, il voit dans son pays un peuple de héros dont un sort cruel a fait un peuple de prolétaires. C'est son sentiment de l'humanité qu'il extériorise, mûri au cœur souffrant de sa race. Il veut refaire du Bre-

6. Thomas Carlyle, historien écossais (1795-1881).

ton, dans une sorte de foi panthéiste, *Un den*, « un Homme »... « la chose la plus formidable, la plus divine qu'ait portée la terre ».

Il établit moins l'opposition entre Bretons et Français qu'entre bourgeois francisés de Bretagne, renégats de leur souche, et le peuple resté breton, c'est-à-dire de la plus haute qualité qu'il reconnaisse entre la Manche et l'Océan. Son socialisme tourne le dos à celui qu'enseigne Paris, qui veut moudre menu la Bretagne pour la faire entrer de force dans le cadre rigide d'un Etat totalitaire ; il vise à la dégager de toutes les interprétations mensongères qui la défigurent, à l'arracher à l'exploitation des capitalistes, à la réorganiser « non pas d'en haut, mais par la libre association des multiples clans qui la composent, pour lui permettre de vivre sa vie dans la libre fédération des nations du monde ».

Dans un temps où notre vie intellectuelle était toute française, Masson a eu la capacité de digérer le socialisme international pour en faire un chant de libération celtique. Ses buts, c'est l'amour et le sens de sa race et non la lecture d'un traité prétentieux qui les lui a inspirés. Il n'a rien d'un sectaire. Il veut purifier « les deux sources du génie breton », qui sont « l'idiome celtique et la foi chrétienne, souillés par des siècles d'oppression latine ».

Il dicte leur devoir aux révolutionnaires : « Si le socialisme est autre chose pour nous qu'une pure doctrine économique, s'il est ce qu'il doit être : une poussée du cœur, une volonté de justice... il ne doit faire avec la langue bretonne qu'un corps et qu'une âme... Si le socialisme l'emporte par la voie française, il ne s'établira en Bretagne que par la méthode jacobine, autoritaire, et ne trouvera pas racine en ces âmes indomptables, qui ne reçurent le catholicisme qu'en le façonnant à leur farouche image. »

Le porteur de la vérité sera le « barde », qui dira à la Bretagne : « Tous ils t'ont menti et tu n'as jamais été toi-même. Ils t'ont voulue saxonne ou française, et tu ne l'étais pas. Ils te veulent romaine et tu ne l'es pas. Ils t'ont voulue ascète et tu ne l'as jamais été. Ils te veulent toujours monarchiste ou jésuite, niveleuse ou maçon et tu n'es rien de tout cela... Seul le socialisme ne te mentira pas⁷ ! »

7. Les écrits de Masson ont été rassemblés et édités chez Maspéro, Paris, 1972, sous le titre : « Les Bretons et le Socialisme ».

Cette profession de foi d'un socialisme des moins orthodoxes était encore possible du temps de Jaurès et de Mac Donald⁸, mais paraissait romantique entre les deux guerres. Elle rend un son prophétique depuis que le « gauchisme » a brisé les carcans doctrinaires.

Une chaîne de messages.

C'eût été mal connaître la rigidité mentale des couches sociales représentées à l'U.R.B. que de croire la vieille société susceptible de se laisser influencer par les dissidences et les critiques. Elle continua son petit bonhomme de chemin, comme si de rien n'était. Et sa sœur rebelle, la F.R.B., en fit autant. Si le marquis de l'Estourbeillon sent lui aussi qu'il faut faire autre chose que des suppliques au gouvernement français, il va innover mais à sa manière, en adressant une aux délégués à la Conférence de la paix à Versailles, au mois de janvier 1919.

En novembre 1920, le projet de régionalisation soumis au parlement, qui coupe la Bretagne en deux, incite Maurice Bigot, directeur de la revue *l'Hermine*, à réunir des signatures pour protester contre le démembrement de la patrie. Pour une fois, un mouvement d'opinion se dessine, l'U.R.B. fait donner toutes ses batteries. Une vaste assemblée protestataire est réunie dans la grande Chambre de l'ancien parlement de Bretagne, où l'on fait état de 360 000 signatures et de l'adhésion de 124 sociétés. Dans ces sortes d'assemblées impromptues, sous le fouet d'une émotion largement ressentie, la Bretagne se remet à vivre, on la sent, elle est là. Puis, elle s'évanouit pour un nouveau sommeil, mais les présents en conservent la nostalgie.

Ce fut le chant du cygne du régionalisme. S'il réapparaît bien plus tard, ce sera sous une forme méconnaissable qui lui mériterait un autre nom. Celui que nous avons décrit a succombé à l'incapacité des hommes qui le composaient de mettre sur pied un mouvement révolutionnaire et à l'indifférence du peuple, insuffisamment informé et que la machine française avait rendu totalement étranger à lui-même.

Si nous jetons maintenant un regard d'ensemble sur cette période qui va de 1898 à 1914, nous sommes frappés du rôle joué par les individus. Il ne serait venu à l'idée de personne de

8. Jean Jaurès, fondateur de *l'Humanité* (1859-1914) ; Ramsay Mac Donald, leader du Parti Travailleiste (1868-1937).

monter un parti ou une organisation de propagande, encore moins une structure scolaire. La Bretagne était encore dans un état comateux. Seuls quelques savants, sans grande audience, en avaient étudié la langue ou l'histoire. Personne n'avait encore entrepris le recensement de ses forces économiques ni compris quels problèmes se posaient pour ses agriculteurs et ses producteurs. Il fallait aller à Paris pour rencontrer les idées en marche et tous ceux des jeunes Bretons qui voulaient sortir de la léthargie, prenaient le train en tremblant à la pensée de la « machine-à-refouler-les-croquants » qui les attendait au bout du quai de la gare Montparnasse. Ce ne fut donc pas une époque d'action concertée comme avec *Breiz Atao*, mais de manifestations individuelles. Il n'existe pas de milieu favorable, en dehors des manoirs et des presbytères où flotte une odeur du passé, mais ils représentent plus un danger qu'une aide véritable. Pas un seul courant de vie, si tenu soit-il, où se brancher. On n'a pas de doctrine, on ne s'aventure pas à tirer des plans, sinon sur la comète. On s'établit dans l'abstrait, dans la préoccupation de défendre le réel, et le pli une fois pris durera hélas longtemps. Des revues apparaissent, servent une douzaine ou deux de numéros puis meurent doucement, n'ayant plus rien à dire, puisque le dialogue n'était pas engagé.

Nous avons souvent employé le terme « le premier ». La tranche 1898-1914 en effet a été celle des explorateurs. Cependant, la précédente — qu'on peut faire partir de 1838, date de la parution simultanée de la Grammaire de Le Gonidec, qui donna sa forme à la langue moderne, et des chants de La Villemarqué — eut aussi ses précurseurs. Nous avons désigné dans *Le Fustec* l'homme qui conçut la mission mystique du barde. Bien avant lui, le vigoureux celtomane, l'amiral de La Réveillère, qui avait été membre du Directoire Exécutif de 1795 à 1799, avait dit encore plus nettement que lui :

« ... Il faut que le panceltisme devienne une religion, une foi... L'œuvre de notre époque est double. C'est d'abord le renouvellement de la foi chrétienne entée sur la doctrine celtique de la transmigration des âmes, doctrine seule capable de satisfaire l'intelligence par la croyance en la perfectibilité indéfinie de l'âme humaine dans une série d'existences successives. La seconde est la restauration de la patrie celtique et la réunion en un seul corps de ses membres aujourd'hui séparés. »

L'amiral n'avait pas fait que lire Henri Martin, Jean Reynaud et Augustin Thierry, il avait conclu. Comme Français le mythe

de l'Hexagone n'avait aucune prise sur lui. Dans son livre « Gaule et Gaulois », il déplore l'orientation césarienne de la Révolution. Il regrette qu'elle n'ait pas engendré l'esprit de liberté et de fédération qui aurait reconstitué la Gaule ancienne et facilité la création de la Fédération des Peuples de l'Occident !

Il faut qu'une pensée vienne à son heure pour qu'on la trouve vraie. Il faut qu'un homme surgisse quand on a besoin de lui pour qu'il trouve une place dans l'histoire. Comme l'heure bretonne tardait toujours à sonner, chaque génération faisait tour à tour les mêmes découvertes, car l'idée celtique se joue du temps et le sentiment national breton est un humus spirituel où chacune, au moment de sa croissance, plonge également ses racines.

I

GENÈSE DE L'EMSAV *

« La vraie patrie est celle où l'on rencontre le plus de gens qui vous ressemblent. »

STENDHAL,
Rome, Naples et Florence, 1817.

« Les idées ne viennent pas de notre intelligence, mais ne sont rien que des façons de réagir où se traduisent de très anciennes dispositions physiologiques. »

Maurice BARRÈS.

* Mot breton signifiant « soulèvement, redressement » et dont le sens est à rapprocher de l'italien *Risorgimento*.

LA PREMIERE EQUIPE

La guerre de 14 projeta aux quatre vents les éléments épars du mouvement en gestation. Après l'armistice, ils ne se retrouvèrent pas. Leur fédérateur, qui eût été sans nul doute Jean-Pierre Calloch¹, cet homme exceptionnel reposait dans un cimetière militaire de la Somme. Les meilleurs, qui eussent formé les cadres, étaient tombés au combat. La rupture était complète. Tout était à recommencer.

Et tout recommença en effet. L'idée bretonne flamba à nouveau, grâce à un rassemblement de très jeunes gens, dont la moitié descendait du front, réunis presque par hasard et qui, sauf un ou deux, devaient peu à leurs aînés, pour la bonne raison qu'ils ne les connaissaient pas. Du fait aussi que rien ne réussit à étouffer cette flamme, les larmes mêlées de sang moins que tout. Le feu continue à couvrir dans des profondeurs inconnues, se nourrissant de forces sur lesquelles les opinions n'ont aucune prise et dont nous n'avons qu'une faible intuition. Nous essayons de les rendre intelligibles en leur superposant des mots : atavisme, hérédité, âme de la race, influences telluriques... mais nous n'expliquons rien. Pourquoi se lève-t-il un jour, tout seul parmi ses camarades de classe unis au maître contre lui, tout seul contre ses frères qui le raillent et ses parents qui le désavouent, le Calloch de toujours qui s'écrie : « *Ned on ket Gall evid ur blank* ? ! » Ce fut le mystère de tous les jaillissements de l'idée bretonne et de tous ses recommencements.

1. Voir plus loin « Nos mentors ».

2. « Je ne suis pas Français pour un sou ! »

Les nouveaux militants révélèrent leur existence quand on avait le moins de raison d'en prévoir l'apparition. A la rentrée des cours de l'Université, quand le canon de Foch faisait rage de l'Yser à la Meuse, ils pensèrent à sauver la Bretagne, quand tout le monde autour d'eux ne songeait qu'à sauver la France. Détournant leurs yeux des blessés qui déambulaient appuyés sur une canne et des ouvrières qui revenaient de l'arsenal avec des visages jaunés par la cheddite, ils fondèrent le *Groupe Régionaliste Breton*.

Le titre n'était pas neuf et n'exprimait que faiblement ce qu'ils voulaient et pressentaient. Mais à leur âge et en ce tournant de l'histoire, leur seule initiative avait une signification qui le dépassait.

Ce n'était pas la première fois que de jeunes Bretons, depuis un siècle, se réunissaient dans la bonne intention de « sauver » leur patrie, et la venue au monde de leur petite association n'attira pas l'attention. On savait où cela menait : la parution irrégulière d'un bulletin rempli de proclamations sans échos, quelques poèmes lus dans un café et les libations rituelles au son de terribles chansons guerrières qui n'avaient jamais troublé le sommeil de personne.

Il y eut en effet de tout cela. Les habitudes sont un lourd manteau dont une nouvelle génération, malgré son impétuosité révolutionnaire, ne se défait pas d'un coup d'épaule. Mais il y eut aussi autre chose, quelque chose d'absolument nouveau au pays de la résignation : une explosion d'orgueil, une foi absolue dans le destin breton, une confiance illimitée en soi, et chez ceux qui prenaient profils de chefs, la soif d'agir et la volonté d'aboutir sans hésiter sur les moyens. Elle est bien finie l'ère des timides n'ayant la vocation d'aucune espèce d'aventure et dont l'idée bretonne, conservatrice et statique, était engluée de sentimentalité et diluée dans d'informes rêveries.

En cette fin de 1918, l'homme du destin fut Maurice Marchal, étudiant en architecture de l'Ecole des Beaux-Arts de Rennes, né à Vitry, à douze kilomètres de la frontière. Au milieu de ses jeunes camarades, dont la culture bretonne se résumait souvent au souvenir de quelques chansons de Botrel, il était celui qui savait. Il possédait à fond son histoire de Bretagne et avait quelques lumières sur les réveilleurs de la nationalité assoupie. Nous accourions à lui comme à un oracle. Il était l'âme du petit groupement qui s'était ébauché en marge des fêtes de l'armistice, auquel Henri Prado insufflait son fanatisme de chouan du

Vannetais et dont Job de Roincec, qui allait bientôt déposer sa capote frangée de poilu, était le mentor.

« Soldat d'occupation en Rhénanie, Job participait à de petites *kneipe* britto-allemandes ultra-confidentielles, où l'on chantait à l'unisson le *Bro Gozh va Zadou* et la *Wacht am Rhein*³. Quand il nous racontait ça, l'hiver suivant, sous le manteau de la grande cheminée du manoir du Dourdu, en Plougoulm, à Marchal et à moi qui étions venus prendre un air de Basse-Bretagne et nous concerter avec lui, le frisson des plaisirs défendus nous passait dans le dos. Nos conversations enfiévrées continuaient dans le tilbury secoué par les rafales de suroît, qui nous menait entendre la messe à « Castel ». La flèche évidée du Kreisker⁴ mugissait dans la tempête comme une sirène de paquebot, tandis que Job, le visage ruisselant de pluie, libérait la Bretagne avec une autorité qui nous médusait, entre deux « Hue Cocotte ! » par la grâce d'un grand quotidien dont je me trouvais soudain le rédacteur en chef à dix-neuf ans et l'élection triomphale d'une phalange de députés gagnés à nos idées par l'éloquence de Marchal. Nous n'étions plus sur la terre. Et, le soir, l'écho assourdi des conversations des graves serviteurs léonards⁵ dans la salle basse ne nous ramenait pas en France⁶. »

Job ne devait pas rester parmi nous. Les mouvements de jeunesse sont ainsi, on y entre et on en sort facilement. Les jeunes disposent rarement d'eux-mêmes, le moindre vent les disperse. Et quand, par la suite, le mouvement est devenu sérieux, dangereux, les défections ne sont pas moins fréquentes, quoique pour d'autres raisons. Il faut accepter de renoncer à pas mal de choses pour rester accroché à une coque sans cesse en perdition.

Comme toujours, chacun avait été attiré vers la Bretagne par des voies différentes et s'était donné complètement avant de savoir rien des autres. Nous provenions de couches sociales diffé-

3. Respectivement : « Vieux Pays de mes Pères », hymne national breton, et « La Garde au Rhin », hymne national allemand.

4. Nom du plus illustre clocher de Bretagne, celui de Saint-Pol-de-Léon, haut de 78 mètres, et évidé sur presque toute sa hauteur.

5. Habitants du Léon, pays du Nord de la Bretagne.

6. Les textes entre guillemets sont des extraits de mémoires de l'auteur, inédits, sauf précisions contraires.

rentes, quelquefois sans contact entre elles, par suite d'un cloisonnement rigoureux que la familiarité des tranchées venait à peine de briser. Nous étions de formations intellectuelles disparates et plusieurs d'entre nous, à vrai dire, n'en avaient aucune. Nous n'avions en commun que notre amour impérieux d'un pays dont les programmes scolaires ignoraient jusqu'au nom, d'une terre dont nous ne savions à peu près rien, en dehors de ce qui peut s'apprécier par la portière d'un wagon de chemin de fer. Impatients de remédier à notre ignorance, nous refaisions les classes qui nous avaient manqué, en dévorant tous les écrits, livres, revues, journaux que nous dénichions et qui étaient susceptibles de nous apprendre quelque chose. Mais aucun ne nous apprenait autant que le peuple des campagnes, car en ce temps-là, si le bloc présentait déjà de grandes fissures, il était encore solide. C'est en se rendant à Ploemeur, sur l'invitation de son ami Prado, qui enterrait son père, que Marchal avait eu la révélation du celtisme. Il avait rapporté de son excursion l'émerveillement des poèmes de granit qui parsemaient la campagne, des gâs qui ripaillaient et chantaient à côté d'un cercueil, comme du parler rauque et chuintant du bas-Vannetais dont il s'efforçait de reproduire, avec une gravité mystique, les phrases qu'il avait retenues.

Mais sa vraie patrie était la Haute-Bretagne et la langue de son cœur le patois gallo⁷ qu'il avait assimilé en jouant avec les gosses du Râchâ, le faubourg du Rachapt de Vitré. Il en donnait les intonations attendrissantes à son français de potache et l'en truffait d'expressions savoureuses, au point de passer insensiblement du français au patois et du patois au français, selon le tour que prenait la conversation. Nous l'imitions à qui mieux mieux et dans les lieux publics les gens se retournaient, n'en croyant pas leurs oreilles. Il n'était pas d'usage jusqu'à nous que les « villotins » parlassent comme les « pâtoûx ».

7. La Haute-Bretagne comprenait à l'origine les 3 évêchés gallo-romains de Rennes, Nantes et Vannes, la Basse-Bretagne les évêchés originellement bretonnants de Dol, Saint-Malo, Saint-Brieuc, Tréguier, Saint-Pol-de-Léon et Quimper. Aujourd'hui, on appelle Basse-Bretagne le pays de langue bretonne, à l'ouest de la ligne Plouha-Damgan, et Haute-Bretagne, ou *Pays Gallo*, le reste du pays. « Gallo » est le mot breton désignant qui parle « galleg » (français) tandis que la forme sans suffixe « Gall » désigne le (citoyen) français. Les deux mots ont le même pluriel « Gallaoued ». Pour éviter les malentendus, la langue bretonne emploie exclusivement *Breizhuheliz* pour le pluriel de « Haut-Breton », *Breizhuhelad*.

Il connaissait les coiffes et leurs aires de répartition, où se retrouvent les unités territoriales des siècles les plus anciens. Il retraçait, d'un crayon décidé et moelleux d'architecte, l'évolution de la coupe des habits masculins, montrant la parenté originelle des différents styles et surtout le travail créateur du génie esthétique breton. Pour lui, le costume était un des éléments de la nationalité. Il avait acquis un *chupen*⁸ de mouton blanc de Pontivy et le revêtait pour assister aux réunions estivales de l'*emsav*. Sous son chapeau à rubans, il n'était plus le même, il se sentait un symbole.

En bon gâs des Marches, il nous communiquait sa mystique de la frontière. Il nous en indiquait les détails sur une carte d'état-major. D'après lui, ma foi, en passant de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour, c'est-à-dire en se promenant, on changeait de monde. La première fois que j'étais revenu de Paris avec lui par le train, il avait guetté le ponceau qui depuis mille ans marque le commencement de la Bretagne, et dans le couloir avait entonné l'hymne national au moment où, trépidant, le wagon l'avait franchi. L'habitude avait été si bien prise que, quand je suis rentré dans mon pays après vingt-huit ans d'exil, j'ai guetté ce ponceau pour célébrer le rite, et chanter le *Bro Gozh* une fois de plus, intérieurement, pour moi-même. Hélas, à 140 kmh, la frontière m'est passée sous le nez sans que je m'en aperçoive...

On comprend pourquoi les sourcils de Maurice, devenu entre-temps Morvan, par un effet du processus irréversible de la receltisation de la Bretagne gallaïse⁹, se fronçaient quand, en suivant le pointillé sur la carte murale de sa chambre, son doigt arrivait aux limites poitevines. « Ils ont mis l'île de Bouin et La Garnache en Vendée ! » Evidemment, c'était grave et la rectification de frontière figura au premier rang de nos revendications. Les doctrinaires en herbe que nous étions n'avaient pas dépassé vingt ans.

« Moi, qui arrivais de Paris, j'avais l'impression de me trouver devant une curiosité, mais qui imposait le respect. Nous n'étions pas sur la même longueur d'ondes. Mon folklore à moi c'étaient les cornemuses de la Garde Noire écossaise, qui venait répéter ses marches gaëles sur le quai

8. Sorte de veston avec ou sans manches.

9. Féminin du mot Gall, en breton *gallez*, passé en français, avec le sens de « haut-Bretonne ».

de la Seine, en contrebas du pont de la Concorde et où je me rendais comme un dévot à la messe. Je rêvais d'épopée celtique, où de grands diables blonds buvaient de l'hydromel dans des crânes. Marchal cherchait avant tout à s'identifier avec les bonnes gens de sa terre natale qu'il voyait porteurs d'une tradition de vérité. Il était de formation maurrassienne et inclinait vers le positivisme comtien. Moi, je croyais encore aux vertus de la souveraineté populaire et à la spiritualité chrétienne, quoique j'eusse cessé de croire à la Présence Réelle dès la veille de ma première communion. Je menais ma bataille, pour mon compte personnel, comme tous les Bretons, et dans un cadre différent. »

Marchal nous a quittés en 1963, sans avoir réussi à remonter la pente du Val sans Retour où nous avons croupi pendant vingt ans, mais nous gardons de lui le souvenir de celui qui créa, de 1919 à 1921, puis développa, de 1924 à 1926, le journalisme breton doctrinal, celui qui fut sans conteste la solide tête pensante de nos premières années. Il demeurait chez ses parents Place de Bretagne, au n° 4, adresse magique s'il en fut. L'immeuble est toujours là, intact, avec la seule différence que la ficelle qui pendait dans l'escalier et sur laquelle nous tirions pour agiter, tout en haut, une clochette annonçant notre arrivée, a disparu au profit d'une installation à la hauteur de la technique moderne. Entrez dans la cour et regardez, après vous être retourné, la dernière fenêtre à droite, au dernier étage. C'est là que ça s'est passé. Là était notre Place Beauvau, notre Quai d'Orsay, notre Pavillon de Flore. « Entre, nous disait Morvan, dans le sanctuaire du régionalisme ! » C'était sa chambre à coucher. Plus tard, quand la police s'en est mêlée, il avait modifié sa formule : « Entrez, Messieurs, ceci est une maison de verre ! » Et c'était vrai. Il était fait pour conspirer comme moi pour être bedeau, mais il eût fait un beau juriste protestataire. Ce n'était pas l'âme des Lambilly qui revivait dans le corps du bouillant Vitreën, mais celle des Caradeuc de la Chalotais¹⁰. Son amour de la vie, sa verve rabelaisienne, son intelligence aux multiples facettes ne comptèrent pas pour peu dans la popularité du jeune mouvement. Marchal était un aimant. Les

10. M. de Lambilly fut l'inspirateur de la révolte de 1718, dite « de Pontcallec », qui eut une fin sanglante — M. de la Chalotais, procureur

étudiants acclamaient ses improvisations verre en main. Ses répliques à l'emporte-pièce devenaient légendaires. Le peuple l'aimait à vue. S'il avait su se discipliner et poursuivre un but, il serait devenu un grand tribun populaire.

« Lors d'un de mes passages au n° 4, j'avais toisé du haut de mes dix-huit ans un gamin de quinze, encore en culottes courtes, à l'abondante perruque noire et au corps fluet, qui était l'image même de l'exaltation sans nuance et me donnait sur les nerfs quand, sans savoir un traître mot de breton, il parlait des « Français » comme de Samoyèdes. Il avait certainement passé des nuits sur toutes sortes de livres et de grimoires, car il n'en sortait pas, de Conan Mériadec au Camp de Conlie¹¹, la tête farcie d'une imagerie d'Epinal faite de combats héroïques et de sacrifices sublimes pour la patrie. Je trouvais insupportablement français ce chauvinisme verbal et c'est ce qui m'agaçait. Mais la sincérité et le dynamisme du gamin étaient impressionnants. Je pressentais que le porteur de ce nom inattendu, Debauvais, dépasserait vite le stade des enfantillages et jouerait un rôle. Je ne me trompais pas. Il fit de lui-même un parfait bretonnant et fut mon associé intime pendant dix-huit ans, ainsi que la cheville ouvrière du mouvement politique, jusqu'à sa mise hors de combat. »

La première équipe, je l'ai dit, a connu une composition flottante. D'inoubliables copains, qui pendant des mois ou des années ont partagé nos pénuries et nos espoirs, nos joies et nos bagarres, nous ont quittés un beau jour et n'aimeraient pas sans doute que leurs noms soient rappelés avant que la fondation d'un Etat breton ne soit assurée. Mais il serait injuste de ne pas citer un Yann Bricler, qui fut au premier rang des sacrifices et du combat à compter du premier jour, un Sohier, un Drezen, un Eliès ou un Léon Millardet qui furent des premiers à se joindre à nous, et tant de militants obscurs, sans lesquels *Breiz Atao* n'aurait jamais été une réalité populaire.

général au Parlement de Bretagne, opposé au gouverneur duc d'Aiguillon, au cours de « l'affaire de Bretagne » (1764).

11. Conan Mériadec est le fondateur mythique de la dynastie bretonne. Le Camp de Conlie était le plateau malsain où, en 1871, fut laissée dans le dénuement l'armée levée en Bretagne, que le gouvernement républicain hésitait à armer et utiliser par crainte d'un réveil d'esprit particulariste et « réactionnaire ».

LE MOUVEMENT S'ELABORE

Le contexte.

Quand Marchal et de Roince firent voir le jour au N° 1 de *Breiz Atao*, en janvier 1919, il leur était impossible de dévoiler au grand jour leurs tendances nationalistes, tant l'orgueil d'être français avait été stimulé d'un bout à l'autre de l'hexagone par la victoire sur les empires centraux. Le drapeau déployé fut celui du régionalisme. Il n'y avait pas de séparatistes parmi nous. Non pas que nous jugions l'idée « criminelle », mais parce que nous ne pensions pas que la Bretagne pût vivre sans la France et parce que nous nous serions irrémédiablement discrédités dans le public rien qu'en prononçant le mot. Une réaction contre le régime français, avant même d'en arriver aux extrêmes, n'était possible qu'à la condition que le peuple breton soit dûment informé des torts que lui causait l'annexion de 1790. Cette mission d'information fut et resta notre premier souci et le premier palier indispensable de notre action. Mais cela ne suffisait pas. Il fallait aussi débarrasser l'esprit public des idées fausses inculquées dès l'école primaire et qui se dressaient comme un obstacle infranchissable entre l'idée bretonne et la conscience populaire. Nous appelons ça le « débourrage de crâne ».

L'espoir était permis. Le prestige étincelant de la France, qui avait découragé les Chouans comme les velléitaires de 1871, était en baisse rapide. La France avait perdu sa couronne de fille aînée de l'Eglise et, dans un pays resté catholique fervent dans son ensemble, c'était un coup dont elle ne devait jamais se

relever. Elle n'était plus, malgré son domaine colonial, que la sixième puissance du globe et rétrogradait un peu tous les ans. Les scandales de la III^e République avaient éclaboussé sa renommée et, dans nos pays demeurés sains, elle apparaissait en proie à une peu ragoûtante décadence. Elle avait montré pourtant, de 1914 à 1918, qu'elle avait gardé une sève puissante, mais nos démobilisés n'étaient pas disposés à lui rendre cette justice. Ils savaient que sans leur infanterie de choc, leurs régiments aux doubles fourragères, reformés dix fois après avoir été décimés, bien des batailles auraient été perdues et que la France, sans ses grands alliés, de toute manière aurait été battue. La paix venue, ce n'est pas elle d'ailleurs qui pense neuf, c'est la Russie d'abord, puis l'Italie qui tracent de nouvelles voies pour le monde. La France est à la traîne, recroquevillée derrière une frontière qui deviendra la ligne Maginot, vouée au guignol parlementaire et au pastis. Elle a perdu son auréole. On peut enfin être breton !

La mutation psychologique qui allait permettre au phénomène « Breiz Atao » de se développer, s'était à coup sûr produite dans les tranchées. Le pauvre croquant, qui avait honte de lui-même, découvrit à sa stupéfaction que le mâle c'était lui et non pas son détracteur qui lui abandonnait volontiers la place d'honneur en première ligne. Par réaction naturelle, le complexe d'infériorité s'est mué brutalement en complexe de supériorité¹.

Il arrive certes que le démobilisé retrouve, avec son vieux veston, les anciens préjugés que les femmes au foyer ont conservés dans toute leur virulence destructrice. Il arrive qu'il retombe dans le vieux pli. Cependant, quand la fierté s'est réveillée une fois, c'est qu'elle est revenue. La guerre, en arrachant les hommes valides à la terre, en les familiarisant avec un nouveau langage et de nouvelles idées, en les imbibant d'habitudes inassimilables à l'ancien style de vie, avait porté un coup

1. Dans certains régiments d'assaut comme le R.I.C.M. (1^{er} Colonial) ou le 4^e Zouave, dont les dépôts étaient à Brest et qui étaient, avec le Régiment de Marche de la Légion, les trois régiments français les plus décorés, les Bretons bretonnants formaient 90 % de l'effectif et les chefs de corps n'auraient pas voulu qu'il en fût autrement. Les Bretons affectaient souvent de se prétendre « alliés des Français » avec une insolence familière qu'on tolérait en souriant, parce qu'on ne pouvait pas se passer d'eux. Cela rappelle la réflexion de Napoléon au sujet de ses cuirassiers alsaciens et rhénans : « Laissez-les parler allemand, pourvu qu'ils sabrent en français. »

mortel à la Bretagne traditionnelle, mais en même temps avait été le creuset de sa renaissance.

Nous n'allions pourtant pas avoir la tâche facile. Le mouvement que nous voulions mettre sur pied s'apparentait — nous le savions bien — à tous les mouvements nationalistes qui avaient secoué l'Europe au XIX^e siècle et au début du XX^e. Mais nous arrivions sur la scène bons derniers, quand le rideau était tombé. Ce handicap devait peser lourdement sur le mouvement de *Breiz Atao* et en certaines circonstances le conduire à des résolutions désespérées. Mais quand nous avons pris la route, nous nous imaginions qu'il suffirait de rappeler au peuple breton ses origines et ses droits historiques pour qu'il secoue son manteau de honte et se range derrière nous.

Nous avions une excuse. Nous vivions dans les mirages romantiques acclimatés chez nous et étions nourris de la littérature qu'ils avaient inspirée. Le terrain de l'action bretonne où nous nous aventurions était singulièrement vierge. Personne avant nous n'avait foulé cette *terra incognita*. Nous étions voués, au prix de laborieuses recherches, à en découvrir un à un les contours et à en tracer, par monts et par vaux, les parcours.

Le positivisme que nous avons affecté était une voie un peu sèche pour aborder le drame breton. Mais il avait une valeur thérapeutique. Il fallait éliminer le fade sentimentalisme où s'étaient enlisées, à part les exceptions que nous avons citées, les générations précédentes. On aimait, on ne faisait qu'aimer : la mer et les rochers, la lande et les ajoncs, les coiffes blanches et les gilets brodés, les rouets et les vieux moulins, les « tad koz » et les « mam-goz », le « brezoneg » et les « sônes² », les clochers à jour et les pardons... Cet amour se suffisait à lui-même et n'exigeait rien. Il excluait toute autre activité que lui-même et ne connaissait d'autres aboutissements que larmes et soupirs. Il exigeait que l'on se représentât notre peuple comme une collection de cœurs montés sur deux jambes pour qui n'existait aucun problème et la vie se déroulait comme une cantilène. La Bretagne, cela ne se défendait pas, cela se sussurait. Cette sentimentalité d'une totale sottise était le dopage que se consentait à lui-même un peuple trop intimidé pour regarder son sort en face. Mais il était aussi un legs du romantisme français. On a oublié combien le bon peuple de France était sentimental au siècle précédent. On s'embrassait, depuis Bernardin de Saint-

2. Dans l'ordre : grand-père, grand-mère, breton, chant lyrique.

Pierre, pour rien et pour tout : « Viens dans mes bras, clampin ! » Tout se dénouait par une embrassade générale, ou un massacre, ce qui n'est pas très différent. Seul le genre littéraire était changé : on passait de la comédie à la tragédie. Bourgeois et ouvriers versaient des larmes au théâtre, en lisant un roman, en écoutant la musique, en voyant passer le drapeau de Valmy ou la barbe d'un tribun du peuple. L'histoire des « Deux Orphelines », qui aujourd'hui ferait rire une écolière, obligeait le bon géant à écraser une larme sur sa moustache. Tout le monde pleurait, pour rien, pour tout : un mot gentil, un petit cadeau, un nuage en forme de cœur, un rayon de lune, un couplet bien tourné...

Ce style attendrissant avait eu chez nous Théodore Botrel pour continuateur et après lui une pléiade de bardes et d'aèdes n'ayant pas toujours son abattage, qui avaient fait durer la rengaine soporifique en breton comme en français jusqu'à nous. Les gâs de *Breiz Atao*, qui avaient vibré au récit de la Semaine de Pâques de Dublin et frémi à ceux de la Révolution d'Octobre, sont d'une autre époque, presque d'une autre race. Ils lisent Nietzsche qui méprise la faiblesse, Maurras qui bâtit une froide logique sur des faits d'expérience, et tous les sociologues avec leurs enquêtes sur les salaires et les conditions de vie, leurs théories scientifiques sur les prix de revient, les marchés, le capital et le travail. Qu'est la Bretagne ? — Le pays où nous habitons. Que voulons-nous ? — Disposer des organismes appropriés à la défense de ses intérêts ! Le ton et l'atmosphère ont complètement changé. On a enfin les pieds sur terre.

La tâche qui nous attendait.

La plupart de nos camarades ne se préoccupaient pas de motivations. Ils étaient des patriotes et se comportaient comme tels. Mais, autour de nous, on discutait sans fin et nous étions entraînés dans des duels oratoires souvent malgré nous. Il nous fallait démontrer que nos idées étaient justes par opposition à celles qu'on nous opposait, car tel était alors le climat intellectuel, entièrement soumis au préjugé rationaliste. Les vieilles lunes étaient encore bien accrochées dans le ciel et loin d'être abattues pour être foulées aux pieds par une jeunesse sans respect. Il fallait « démontrer » avec des mots, toujours des mots, qu'il existait une nationalité bretonne, et il nous semblait qu'une fois admise la démonstration, nous avions

partie gagnée. Au lendemain d'une guerre faite pour accorder, selon Woodrow Wilson, aux petites nations les mêmes droits qu'aux grandes, il devait suffire d'établir le fait d'une nation bretonne, pour que son droit à une existence autonome ne puisse plus être contesté. C'était déjà pour nous, dans le meilleur sens du mot, l'incidence de la tactique des revendications politiques sur l'option idéologique.

Notre plus urgente obligation était donc de mettre de l'ordre dans le bagage d'idées confuses ou contradictoires dont nous avions reçu l'héritage. Le point de vue régionaliste avait obtenu une sorte de tolérance amusée de la part des milieux dirigeants et quelques encouragements de personnalités en vue, qui l'avaient stérilisé. Le pouvoir central ne pouvait rien objecter à la doctrine de la Grande et de la Petite Patrie, qui confirmait en la justifiant sa domination sur la province, tout en lui assurant l'usufruit d'un matériel humain dûment conditionné. En revanche, le régionaliste, en disciple de Gribouille, sciait la branche sur laquelle il était assis, en se proclamant aussi bon Français, sinon meilleur, que les autres. Pourquoi, pensions-nous, si nous sommes si français, nous plaignons-nous d'être traités comme tels ? A quoi bon la langue bretonne, si la langue française est la nôtre ? Et puisque nous devons sacrifier nos vies pour la France, ne devons-nous pas d'abord sacrifier notre patrimoine qui nous éloigne d'elle ? *Breiz Atao* devait tolérer l'équivoque pendant deux ans et demi, avant que la tendance nationaliste ne l'emporte sur l'autre.

« Une voix me disait au fond de moi que nous avions raison, mais une foule de questions me laissaient perplexe, qui me paraissaient essentielles et auxquelles le régionalisme n'avait jamais répondu, pour la raison qu'il n'avait pas osé les poser. Que pouvait-on sauver de la Bretagne ? Était-elle en mesure de vivre autonome ? L'idée bretonne était-elle accessible au peuple ? Sous quel énoncé ? Pouvions-nous recréer une vie authentiquement bretonne au xx^e siècle ? Pouvions-nous faire reculer l'influence française et comment ? Devions-nous nous reconnaître battus d'avance sur certains terrains ?

Autant de questions qui se posaient à mon esprit angoissé, avide de certitudes, mais qu'aucune réponse nette et documentée ne venait satisfaire.

Je brûlais d'agir. Mais suivant quelles directions, quels

principes ? Quelle tactique, quels procédés ? Par bonheur, l'ignorance du public était encore plus grande que la nôtre et, somme toute, nous nous battions à armes égales. Mais je voyais qu'il était essentiel de pouvoir montrer que la libération de la Bretagne était possible et avantageuse, avant de songer à recueillir des adhésions à notre mouvement. »

La nécessité de réfuter des objections nous fera élaborer une doctrine en quelques années, nous trouvant émerveillés de voir les excellents arguments se présenter d'eux-mêmes et abonder dans le sens de nos intuitions. En attendant ce sont elles et la certitude de notre triomphe qui nous menaient. Si, au départ, on nous avait dit qu'en 1930 l'Etat breton ne serait pas encore en vue, nous n'aurions pas voulu le croire et nos adhérents les moins solides nous auraient lâchés s'ils l'avaient cru.

Une tâche énorme nous attendait. Il nous faudra découvrir notre pays et ses problèmes, auxquels, dans ce temps-là, les journaux régionaux, simple réplique de ceux de Paris, ne faisaient jamais allusion. Il nous faudra, pas à pas, poussés par les nécessités de l'action et dans un temps incroyablement court, élaborer notre credo politique, imaginer ou choisir les thèmes d'agitation et roder les méthodes de propagande adaptées au milieu et répondant à nos moyens ridiculement faibles. Il nous faudra bâtir, au milieu des écueils, une politique intérieure, et, au prix de risques calculés au plus près, une politique extérieure, mettre petit à petit sur pied, très expérimentalement, une organisation territoriale et une direction centrale, en un mot monter un parti d'action, sans le moindre soutien financier, et dans une atmosphère publique de moquerie ou de réprobation, le faire vivre.

C'était le début d'une grande aventure, qui allait s'avérer assez différente de ce que nous imaginions.

Nos mentors.

Nous avons dit ce que nous devons à nos prédécesseurs. Parmi eux se détachait une figure de grande classe, Jean-Pierre Calloc'h, qui avait écrit, en partie au front, un recueil de poèmes devenu vite célèbre : *Ar en deulin*³ sous le nom de *Bleimor*. Le

3. « A genoux », *Lais Bretons*, Plon, Paris, 1921.

barde groisillon fut de suite admis et ses poèmes sont récités aux distributions de prix. Mais dans l'hommage qui lui est adressé s'exerce un choix subtil. En lui, c'est l'engagé volontaire, mort pour la France, le Breton qui a donné le bon exemple, que salue le képi brodé des Préfets. Il y a un autre Bleimor, celui que *Breiz Atao* nommait « notre grand frère Calloc'h » et dont il n'a jamais été de bon ton de parler. Son intervention fut brève, de 1909 à 1915, mais fulgurante. A une époque où la bataille entre les partisans de la laïcité et ses adversaires battait son plein, il n'y a pas à s'étonner qu'un ancien séminariste d'une piété mystique ait pris parti sans hésiter. Mais il était persuadé qu'en se battant pour les croyances de l'immense majorité de ses compatriotes, il se battait pour la Bretagne elle-même. La politique de parti ne l'intéressait pas. Il avait seize ans, quand il écrivit à un ami qui lui vantait *le Sillon*⁴ : « Toutes ces questions de politique française deviennent à mes yeux d'une petitesse inimaginable quand il s'agit de notre Breiz bien-aimée... » Il n'avait reçu de leçon de personne. Il parlait en chef né, conscient de ses responsabilités envers son peuple. Comme il est loin cet idéaliste-réaliste des bardes qui chantent : « Tant que la mer durera, le breton durera ! » Il fauche les illusions de ses contemporains en affirmant : « Nous n'aurons pas les écoles, parce que nous n'avons pas les évêques, ni les prêtres. »

Il s'est lancé dans le journalisme, montrant du premier coup une maîtrise étonnante. Il fait la leçon aux régionalistes : « Aucun gouvernement ne vous donnera ce que vous désirez, à moins que vos actes ne lui mettent l'épée dans les reins... » Mais la plus belle leçon d'esprit politique qu'il nous donne, c'est quand il répond à Louis N. Le Roux, apôtre du séparatisme. Son refus n'est pas, comme chez les conformistes ou les pleutres, la révolte feinte ou sincère d'un sentiment de loyauté à l'égard de l'idole hexagonale. C'est la réponse d'un esprit libre, mais positif. Ses raisons conservent une telle pertinence, malgré leur soixante et un ans d'âge, qu'il est bon de les répéter. Elles se résument en quatre points :

1) La Bretagne n'est pas préparée (nous sommes en 1911) à se gouverner elle-même. Elle n'a ni chefs, ni personnel, ni programme de gouvernement.

4. Mouvement catholique à tendances sociales prononcées, fondé à Paris par Marc Sangnier, au début du siècle.

2) La France ne tolérerait jamais l'indépendance bretonne et nous ne disposons d'aucun moyen de briser son veto.

3) Si, malgré tout, nous parvenions à réaliser l'Etat breton, nous serions l'objet des convoitises d'autres puissances. Une France démembrée, c'est la Bretagne allemande ou anglaise.

4) La solution d'une Bretagne neutralisée est impensable. Quelles grandes puissances y auraient intérêt ?

Il n'y avait en 1911 rien à répondre à cela. Si l'argumentation a vieilli, puisqu'elle ne tient pas compte, et pour cause, de l'éventualité des Etats-Unis d'Europe qui change toute la perspective, elle garde sa valeur relativement au contexte politique de l'époque.

Puis, Calloc'h tire sa conclusion. L'unique solution est une Bretagne autonome dans une France fédérale. Je suis nationaliste breton, dit-il, sans être séparatiste. *Breiz Atao* n'ira guère plus loin. Bleimor lui-même était allé plus loin, quand il avait écrit à Drumont⁵ en 1909 : « Dans cinq à six ans, si ce régime de pourriture latine et de charogne juive n'est pas crevé, nous serons tous séparatistes ! » Mais, depuis, il avait réfléchi. Il précisait ainsi sa ligne de conduite pratique : « Quel que soit l'avenir, quoi que devienne la France, quel que soit le gouvernement à Paris demain, il faut qu'il trouve en face de lui une Bretagne organisée. Voilà un terrain d'union et d'action tout préparé où tous les patriotes bretons pourront travailler de concert côte à côte, en toute franchise. »

On croirait lire un article de Yann Fouéré, dans *la Bretagne*, trente ans plus tard⁶ !

Rien de plus caractéristique que sa façon de se donner de l'air dans sa tentative de convaincre Charles Maurras. Le directeur de *l'Action Française* lui répond : « Il est bon d'être le nombre, il est bon de s'appeler les enfants de la France ! » Calloc'h réplique, bon prince : « L'unité française, nous en voulons bien, mais nous implorons qu'on ne nous force pas à choisir entre elle et le salut de l'âme bretonne. » C'était déjà la formule du loyalisme conditionnel de *Breiz Atao*.

Quand nous sommes entrés dans la lice, Tanguy Malmanche était un inconnu, mais il avait précédé Bleimor de dix ans sur le terrain des lettres bretonnes. Son rôle de détonateur à

5. Journaliste français antisémite (1844-1917), directeur de *la Libre Parole*.

6. *La Bretagne*, quotidien régionaliste, Rennes, 1941-1944.

retardement dans notre littérature est la réplique de l'influence après coup qu'il exerça sur les esprits des heureux qui purent mettre la main sur les derniers survivants des quatre numéros de la revue d'action *Spered ar Vro*⁷ qu'il lança en 1903, mais qui, faute d'avoir pu trouver un public capable de la suivre, préféra se saborder. Dans le même moment où les bardes, se détournant des villes, vont chanter à la campagne, il écrit, lucide : « Celui qui doit travailler pour le peuple, doit aujourd'hui travailler pour la classe instruite. » Quand les bardes entreprennent de réveiller le patriotisme linguistique dans la masse, il constate : « Le peuple se moque pas mal de la langue qu'il parle... Il ne sait pas ce qu'est le superflu... Quand il n'aura plus besoin du breton, il le laissera. » Alors que tant s'imaginent, à la belle époque, avoir fait quelque chose pour la cause en s'affublant d'un *chupenn* et de *bragou-bras*⁸, il ricane : « L'avenir de la Bretagne est dans ses culottes. La nationalité bretonne, que des siècles d'abnégation et même de sang versé pour elle n'ont pas épanouie, vous pouvez vous la procurer chez le tailleur du coin... » On comprend pourquoi le vide se fit autour de la tentative de Malmanche, qui, s'il eut été écouté, eût épargné vingt ans de piétinement au mouvement linguistique breton. Ces vingt ans ne furent, hélas, jamais rattrapés.

Un maigre héritage.

Quand sonne le clairon de 14, presque tous les germes de ce que sera la doctrine du nationalisme breton se trouvent donc déjà rassemblés dans le désordre d'une pensée qui se cherche. Ce serait pourtant une erreur de croire que les jeunes gens de 1919 en recueillirent l'héritage intégral. S'ils furent des continuateurs, ce fut pour la plupart sans le savoir. Quand mon cousin Bricler et moi-même avons porté notre sac à bord de *Breiz Atao*, nous n'avions jamais entendu parler de « mouvement » régionaliste, ni de bardes, ni de quoi que ce soit, en dehors de chansons enfantines et de contes de Noël. Pour faire une radiographie véridique de l'idée nationale bretonne, il est bon de se représenter que cette génération de 1919 a agi spontanément,

7. « L'Esprit du pays », revue mensuelle de littérature bretonne, Paris, Le Dault, 1903.

8. Anciennes culottes bouffantes des paysans bas-bretons.

soulevée par l'amour incontrôlable de la patrie et l'étrange force de son destin, qui déjà prenait par la main des enfants sortant du collège pour les conduire inexorablement au baignoire ou au poteau d'exécution. L'idée bretonne appartient à l'hérédité psychique. Le plus bêta d'entre nous le savait quand il disait : « Je tiens ça de mon ancêtre chouan », bien avant que l'hérédité psychique ait été l'objet d'une reconnaissance scientifique. Il faudrait un massacre de toute la population pour être bien sûr que ceux qui la portent inscrite sur leurs chromosomes, disparaissent pour toujours.

Quand nous avons commencé à connaître nos prédécesseurs, nous sommes allés à leurs réunions. Aux premiers beaux jours, on les voyait arriver dans leur uniforme traditionnel, chapeau enrubanné et gilet de Quimper. Ces braves gens n'avaient pas le sens du ridicule, quand pour voyager ils recouvraient les braies antiques, que battait un riflard, d'un cache-poussière ou d'un pardessus de ville. L'ensemble était irrésistible. Je ne voyais pas ce que cette manifestation vestimentaire pouvait apporter à ceux qui voulaient délivrer leur terre opprimée et rendre sa grandeur au celtisme. Elle trahissait une conception non exprimée mais bien présente de la Bretagne, dépourvue de valeur d'utilisation. Quelle qu'en fût la nuance, elle restait située en dehors du monde réel, fournissant un aliment de choix à l'évasion des responsabilités par le rêve. Dès qu'il était question de choses sérieuses, le mot Bretagne cessait d'avoir un sens et une résonance. Il se réduisait à deux syllabes qui ne représentaient plus qu'un bruit. Dans le cadre de la vie professionnelle, régionale ou civique, notre compatriote se faisait un Français comme les autres, distribué dans la même compartimentation idéologique ou programmatique. Un livre paru peu après la guerre, et qui avait eu les honneurs de la presse rennaise, exprimait cela dans un titre symbolique : « L'idéal français dans un cœur breton ». Seule, en somme, la chair à canon était bien à nous. En politique le « vrai » Breton était royaliste avec *l'Action Française*, républicain silloniste, c'est-à-dire « démocrate populaire » avec *l'Ouest-Eclair*, radical « anti-calotin » avec *les Nouvelles Rennaises*, gouvernemental avec *la Dépêche de Brest*, platement conformiste avec *le Phare de la Loire*, socialiste avec *l'Humanité*. Ses grands hommes étaient le comte de Mun, Jean Jaurès, Combes, Marc Sangnier ou Poincaré. En économie, il était libre-échangiste ou protectionniste, en religion voltairien ou gallecan, en poésie romantique ou mallarméen, en musique wagné-

rien ou debussiste, comme s'il avait été natif de Brive-la-Gaillarde ou de Nogent-le-Rotrou. La presse régionale maintenait cet esprit avec un parti pris de fer. Pour elle, pas de Bretagne en dehors des comptes rendus archéologiques ou des circuits touristiques. Le mot autrement était considéré comme désuet ou subversif⁹.

En somme, l'idée n'avait au début du siècle ni la consistance ni l'autorité nécessaire pour dicter au Breton des préférences, ni pour lui tracer une route en quelque domaine que ce soit. Elle n'était que son jardin secret.

Quand nous avons démarré, Marchal avait dix-neuf ans, j'en avais dix-huit. Bien peu nous prenaient au sérieux. Tout ce que les jeunes faisaient en dehors du conventionnel et de la routine était taxé de gaminerie et non point comme aujourd'hui de trait de génie. Nous éprouvions le besoin, non pas de guides, car nous étions présomptueux, mais de répondants. De héros ou de martyrs, point n'y avait. Nous aurions donné une pinte de notre sang pour en avoir au moins un, fût-il maudit par la France entière, sans être obligé de remonter deux siècles en arrière. Il faut le don de la vie pour attirer le respect à une idée. Nous dûmes nous contenter de répondants, après avoir cheminé beaucoup pour en trouver peu. Parmi nos prédécesseurs, les meilleurs nous accordèrent vite leur appui et leur amitié : Francis Even, Loeiz Herrieu, Le Mercier d'Erm, Jean-Marie Perrot, Louis N. Le Roux, François Vallée, Meven Mordiern, Maurice Duhamel et quelques autres. Ils sentaient qu'à travers ces jeunes qui ne doutaient de rien, leur vieux rêve pourrait un jour se matérialiser¹⁰.

Mais le plus grand nombre, qui avait attrapé un tour de reins en cherchant à soulever un poids trop lourd, ne songea qu'à

9. La presse colonialiste a disparu de l'Afrique noire, mais elle continue à survivre chez nous en freinant désespérément une évolution à laquelle l'opportunisme commercial la condamne. L'information bretonne a droit à la chronique locale, mais pas au « leader ». Il faut minimiser.

10. « Ils précisent ce que nous n'avons fait qu'entrevoir, écrivait l'un d'eux en 1925, et réalisent ce que nous n'avions fait qu'ébaucher ». Il confesse : « Le régionalisme d'antan... commit deux erreurs : il crut imposer ses doctrines en les propageant dans le peuple et il subordonna tous ses efforts à la question de la langue... (Or) ce sont les élites qui créent les grands mouvements, le peuple suit... Quant à la langue, à quoi sert-elle, si la nationalité s'effrite un peu tous les jours ? » Et il invitait tous les anciens à se rallier à *Breiz Atao* malgré leur poil grisonnant (Maurice Duhamel, *Breiz Atao*, N° 79-80).

nous faire partager son découragement. Ils nous répétaient avec un pâle sourire, à l'instar de Jean Choleau : « Combien en avons-nous vus comme vous, tout feu, tout flamme ! Ça n'a jamais duré plus de six mois. Vous vous cramponnez, mais quand vous aurez dit ce que vous avez à dire, vous ferez comme eux, parce que vous n'aurez plus rien à dire. »

Ils nous faisaient pitié. Nous nous entêtions nonobstant à dénicher des témoignages valables. Continuant à fouiller dans les arrière-boutiques des librairies d'occasion ou à la « biblio » de la « Fac » des Lettres, nous y trouvions une confusion d'idées éparses, parfois prophétiques, mais contradictoires et d'une débile liaison avec les faits, cette terre inexplorée des idéalistes. Une production exclusivement littéraire, ou presque, ne répondait pas à nos besoins. Car si nous nous sentions solidaires de l'amour que ses auteurs portaient à l'héritage breton, c'était pour nous une nécessité intérieure, avant même d'être une exigence de notre raison, que d'accorder ce legs d'aspirations dénuées de calcul avec notre passion du réel qui allait nécessairement de pair avec notre volonté d'aboutir. Que l'idée bretonne, inspiratrice des poètes, soit grisante, nous l'éprouvions fortement, mais nous l'exigions traductible en termes de vie et en thèmes de lutte.

La doctrine se bâtit.

Les premiers numéros de *B.A.*¹¹ nous surprennent aujourd'hui par leur insignifiance. Ils diffèrent peu dans leur aspect général des publications régionalistes les plus banales d'avant-guerre. Ils sont pleins de poèmes, de contes. Les précautions oratoires y sont de règle : Bretagne d'abord, oui, mais « indéfectiblement » unie à la France ! Quand Job de Roince écrit que c'est pour le plus grand bien de la France que nous allons lutter, il énonce une grande vérité qu'un Servan-Schreiber comprend en 1971, mais qui était une assertion gratuite en 1919, et de la part de nos rédacteurs une hypocrisie pure, faisant partie du double jeu traditionnel des patriotes bretons, dont nous eûmes de la peine à nous affranchir¹².

11. Initiales de *Breiz Atao*.

12. C. Le Mercier d'Erm rapporte dans sa brochure, « Les Origines du Nationalisme breton » : « Combien de fois n'ai-je point entendu les principaux militants du pseudo-régionalisme breton me faire, d'homme à

Marchal inaugure, dans le N° 3, une tactique qui fera fortune et deviendra la « tarte-à-la-crème » des modérés sous Vichy : Faites le régionalisme ou vous aurez le séparatisme !

En juin, paraît mon premier article : « Ils ne nous comprennent pas », dont le romantisme déborde dans les marges. Mais s'il évoque « le régionalisme sauveur de notre race », il lance un mot qui engage et fera explosion : « Notre nationalisme breton ».

En août, Marchal entreprend une série d'articles sur la « Question Gallaise ». Il y démontre que les Hauts-Bretons ont autant le droit de se dire bretons que leurs compatriotes bretonnants. Il n'était pas possible de parler de nation bretonne avant d'avoir réglé ce litige né de vingt années de préoccupations linguistiques. Les Rennais pouvaient tout au plus se prétendre Bretons honoraires. Quant aux Nantais, ils étaient abandonnés aux ténèbres extérieures, comme de vagues bâtards angevins. C'était devenu une habitude chez les bretonnants de jeter à la figure des Gallos qu'ils n'étaient pas bretons et qu'au-delà de Vannes ou de Guingamp c'était « la France ». Cela ne les empêchait pas de se déclarer eux-mêmes les plus français des Français et d'en tirer vanité¹³. Morvan Marchal a enterré, avec autorité, une opinion erronée qui mettait en danger le concept même de nationalité bretonne. Renversant le mouvement, il incorpore le celtisme au pays roman, en définissant notre lutte comme celle de « deux races et de deux civilisations ».

Le groupe lance en décembre un grand appel à la jeunesse et aux intellectuels, qui paraît aujourd'hui un peu boursoufflé. Son auteur n'était pas encore décapé de la rhétorique ingurgitée au lycée. Il vitupère contre les commis voyageurs, les instituteurs et les anarchistes, qui étaient alors les têtes de file du jeu de massacre dont les valeurs bretonnes étaient la cible. Que l'un ou l'autre ouvrit la bouche, c'était toujours le même oracle insolent et prétentieux qui, à la table d'hôte, du haut d'un pupitre ou de l'estrade des réunions publiques, condamnait

homme, en des conversations cordiales, cette déclaration dénuée d'artifice : Eh ! oui, sans doute, nous sommes tous séparatistes dans le fond, mais nous ne pouvons pas le dire... »

13. Ils ne voyaient là aucune contradiction. Pour eux, la Bretagne était un fait linguistique ; pour les Gallos, une entité politique. La synthèse des deux points de vue devait se faire petit à petit et aboutir à la parfaite unité morale et culturelle d'aujourd'hui.

la Bretagne à disparaître, après l'avoir traînée dans le ridicule au nom du Progrès. On voit que les temps ont changé. Retenons une bonne phrase : « Notre pays hésite entre son vieil idéal et les joies grossières du matérialisme. » Soucieux surtout, par la suite, de relèvement économique, nous avons préféré oublier combien la vue était juste.

En mars 1920, Marchal commence sa série : « La Question Bretonne ». C'est bien la première fois que les problèmes que soulève notre renaissance sont examinés un à un avec méthode et compétence. Elève des Beaux-Arts, l'auteur s'y montre plus préoccupé d'esthétique que d'économie, mais sa conclusion n'a pas vieilli : « Il faut que nous restions peuple et nation celtique. A ce prix est le salut de notre intelligence. »

En avril, Deb¹⁴, l'enfant terrible, rue dans les brancards : si nous avons une grande et une petite patrie, la Bretagne ne peut pas être plus qu'une provincialité. Si nous sommes une nationalité, nous ne pouvons avoir qu'une seule patrie et il réclame « l'Etat ». La direction hésite à publier. La conclusion du jeune collaborateur, qui a quand même compris le jeu, la décide : la Bretagne sera « l'alliée et la sœur perpétuelle de la France ».

Yann Bricler, en août, jette sur le champ de nos rêveries son regard d'élève ingénieur. Il constate que les moyens de communication dont nous a dotés l'Etat Providence sont inadéquats et impropres à assurer la mise en valeur du pays¹⁵.

En janvier 1921, le « père de la doctrine » affirme le critère exclusif du sentiment national et, en avril, dans un des derniers numéros qu'il signera, il proclame aussi que la Bretagne est une grande patrie à elle toute seule et que notre unique raison de vouloir la conserver attachée à la France est son propre intérêt. Au même moment, je prends position en faveur des réveils tunisien et flamand.

On voit comment, en deux ans et demi, chaque numéro du petit journal apporte sa pierre à la construction de la doctrine. Notre ignorance s'estompée, les timidités sont vaincues et les idées fausses mises à mal. C'est la différence avec la presse bretonne d'aujourd'hui, qui n'a plus qu'à faire campagne sur des thèmes

14. Surnom familier de Debauvais, sur le modèle de Dev pour de Valera.

15. Cinquante années de réclamations n'ont guère modifié la situation depuis.

d'actualité en tablant sur des vérités admises une fois pour toutes.

« Pendant toute cette période, je laissais volontiers les questions théoriques à celui qui nous précédait d'une bonne encolure en formation bretonne. Ma préoccupation était l'action, étant convaincu de l'inanité des déclarations de principe tant que le peuple ne suivait pas, parce qu'il ne savait pas et n'avait pas confiance en lui. Deb pensait comme moi. Il faut faire connaître l'histoire de l'indépendance au peuple, disait-il. Il faut réveiller le sentiment national, disais-je. Nous coïncidions. Notre hâte d'entamer le combat dans la rue faisait un contraste trop prononcé avec les goûts pacifiques de Marchal, qui préféra se retirer plutôt que de se plier aux disciplines et aux risques de l'action. Ce fut pour nous deux l'occasion de jeter par-dessus bord les précautions oratoires. Pour bien marquer qu'une nouvelle phase commençait et que le style douillet « café du commerce » avait pris fin, nous étions presque décidés à faire paraître le numéro d'août sous un nouveau titre : *Breiz da Genta*, avec en sous-titre « La Bretagne d'abord — Brittany first ». Finalement l'avis prévalut qu'il ne fallait pas perdre le capital de près de trois années de propagande et nous nous contentâmes de changer le sous-titre qui devint « La Nation Bretonne ».

C'était pour nous le point essentiel sur lequel il fallait insister. Les hésitations de beaucoup, les réticences de la plupart provenaient d'une mauvaise conscience politique. On répétait tellement sur tous les tons que la Bretagne c'était la France, que la chose la plus importante et la plus urgente à faire était d'établir d'une façon irréfutable le contraire. Après, tout devenait facile et notre revendication autonomiste n'était plus qu'un corollaire.

Nous disposions déjà de la célèbre définition de La Borderie¹⁶, plus étoffée et moins contestable que celle de Renan. Elle était pour l'époque absolument remarquable. Marchal en avait fait son credo, en insistant particulièrement sur la valeur démonstrative du sentiment national. Là où se manifeste un sentiment national, disait-il, il y a nationalité, même s'il ne reste qu'un

16. Voir Appendices.

seul à l'affirmer. Je raisonnais autrement. Pour moi, la nationalité était un phénomène collectif exigeant le soutien de caractéristiques nationales. Elle pouvait avoir été et avoir disparu, même si quelques nostalgiques en avaient conservé le souvenir. De nouvelles conditions historiques peuvent aboutir à la formation d'une nationalité nouvelle. Les exemples abondent dans le monde. L'un de ceux auxquels nous pouvons être le plus sensibles est le Canada français. J'allais au bout de ma pensée en prétendant que peut m'importait si l'ancienne nationalité bretonne avait été effacée, parce que la Bretagne sous mes yeux réunissait les caractéristiques d'une nationalité moderne, malgré le fait que la majorité des Bretons ne s'en rende pas compte. Le sentiment national n'est pas une preuve, disais-je, mais une présomption, parce qu'il peut n'être qu'un résidu, ou parce qu'il peut avoir été indûment inculqué par l'école et la propagande. Cette définition avait l'avantage de rendre compte du sentiment national français si commun en Bretagne et de le remettre à sa vraie place. Je posais donc qu'il y avait nationalité quand on se trouvait en présence de caractéristiques collectives, qui soient en même temps des facteurs de différenciation par rapport aux ensembles humains voisins. Ces caractéristiques sont elles-mêmes les résultantes de l'histoire, du mode de peuplement, de la situation géographique, des croyances, toute question de prise de conscience mise à part. Ces fondements de la nationalité, je les voyais clairement en Bretagne, après La Borderie qui en avait énuméré les principaux.

Nous n'ergotons pas sur le sexe des anges. Le point était déterminant. Il en sera tenu compte dans la rédaction de ma brochure doctrinale, « Le Nationalisme Breton », éditée en 1925 et qu'il convient de citer maintenant. Je le fais en suivant la réédition de 1932, qui avait bénéficié de quelques coups de pouce. Le fond n'a pas varié et ce texte vaut parfaitement pour définir sur tous les plans la position doctrinale de *Breiz Atao*, qui demeura la toile de fond de sa politique jusqu'au dernier jour.

« La Bretagne, y disions-nous, n'aurait-elle jamais été un Etat indépendant autrefois, qu'elle n'en posséderait pas moins les caractéristiques d'une nationalité telle qu'on entend ce mot aujourd'hui ; c'est-à-dire non pas un Etat aux frontières délimitées au hasard des alliances dynastiques et des guerres, mais une famille humaine homogène, un organisme économique traditionnel, une patrie naturelle. Elle forme en effet un tout physique

et humain essentiellement distinct, en dehors de l'unité française, en marge de la civilisation latine. Renfermé dans une unité géographique parfaite, son peuple, par son langage national proche du gallois et de l'irlandais, par son caractère bien tranché, les aspects de sa vie économique et sociale, son activité artistique et intellectuelle propre, son patriotisme, fait à l'intérieur des frontières françaises figure de nation. Le folkloriste, le musicologue, le linguiste, le poète, le voyageur et le sociologue, après l'historien et le géographe, fournissent les témoignages qui en attestent.

S'il faut une confirmation de la nationalité bretonne, on la trouve dans l'existence d'un sentiment national breton exclusif de tout autre, sinon d'une plus large conscience de l'humanité, dont les manifestations n'ont fait que se multiplier et s'accroître au cours des XIX^e et XX^e siècles... »

Aux objecteurs, nous répondions que des pays comme la Suisse ou le Luxembourg, dont personne ne conteste le droit à l'indépendance, — sans même évoquer la république souveraine de Saint-Marin —, ont à vrai dire bien peu ou pas du tout de caractéristiques nationales. Conglomérat dû aux hasards de l'histoire, provincialité exacerbée, reliquat du Moyen Âge, zone neutre maintenue par un accord tacite des riverains, la Suisse, le Luxembourg, le Liechtenstein et la Belgique ne sont pas autre chose. La Bretagne, même si on lui refuse l'Etat dont a été doté chacun de ces pays, est une nationalité à un degré infiniment plus élevé !

En 1924, dans un article qui fit date, Marchal, qui entretemps avait réintégré *Breiz Atao*, enrichissait encore le concept de l'originalité bretonne, en définissant l'opposition Bretagne-France comme celle des cultures nordique et latine. L'année suivante, dans un savoureux roman d'anticipation, où explose l'exubérance de notre mouvement¹⁷, Roparz Hémon, collaborateur n° 1 de *B.A.* pour le breton, met la même opinion dans la bouche de son héroïne : « Nous avons toujours été des Nordiques. Aussitôt détachés de la France, c'est vers le Nord que nous avons regardé, comme une aiguille aimantée, quand on l'a dérouillée, retrouve instantanément la bonne direction. » La doctrine incorpore le point de vue :

« Malgré les circonstances défavorables qui ne lui ont pas

17. *An Aotrou Bimbochet e Breizh*, « Monsieur Bimbochet en Bretagne », réédité par Skridou Breizh, Brest, 1942.

toujours permis de s'exprimer formellement, le génie breton, qui est du type nordique, se distingue foncièrement du génie néo-latin de la France. Il s'est traduit au cours des siècles dans nos anciennes institutions, dans les péripéties de notre histoire, dans la vie et les œuvres de nos grands hommes. Il a laissé les monuments impérissables de notre civilisation paysanne et de notre architecture. Mais nulle part mieux que dans la langue, ce génie, qui se porte aux extrêmes avec la même prédilection que le génie français s'en tient écarté, ne se manifeste. Le celtique armoricain, par la nature même de ses ressources morphologiques et syntaxiques, étrangères aux normes des langues latines, trahit qu'il est l'œuvre d'une intelligence qui n'est ni latine, ni française¹⁸. »

Le procès de la France en Bretagne.

La démonstration académique de la nationalité bretonne ne suffisait pas à charpenter une doctrine d'action. Les jeunes têtes de Gallos au sens politique inné qui menaient le bal, n'étaient pas insensibles à l'obligation où se trouve tout mouvement révolutionnaire de se tailler sa place en renversant sans pitié les idées sur lesquelles est assise l'autorité du gouvernement en exercice.

Dénonçant l'étouffement de la Bretagne, les régionalistes n'avaient jamais accusé que le système administratif. Ils s'étaient bien gardés, de peur de se brûler les doigts, de toucher au mythe sacro-saint de l'unité hexagonale. *Breiz Atao* avait vite abandonné cette tradition de prudence. Il savait que sa mission était de reprendre, en le documentant, le formidable réquisitoire qu'avait brossé, sous Louis-Philippe, le courageux Pitre-Chevalier contre le régime français en Bretagne. Deb et moi, que ne retenait plus la pusillanimité de Marchal, edmes les mains libres en 1921. J'ouvris le feu avec l'article : « L'utilisation des Bretons » où, sacrilège, je montrais que de 1914 à 1918 les Bretons avaient

18. Nous avons eu depuis quelques années pour réfléchir au problème. Il y avait dans nos opinions d'entre-deux-guerres à ce sujet l'exagération de celui qui crie pour se faire entendre. L'expression « génie français » mérite la définition donnée plus haut, si l'on entend par là le génie des institutions et de la culture de la France. En revanche, le génie de ses terroirs et de sa vie familière est foncièrement gaulois, en dehors des provinces excentriques.

été sacrifiés pour défendre des intérêts qui n'étaient pas les leurs. Le numéro suivant dénonçait « La conquête d'un peuple par l'école ». Puis vint « La France en Bretagne — Son œuvre » et « Asservie », qui n'étaient pas plus tendres et constituaient en somme autant d'appels à la révolte. Sensation et enthousiasme d'un côté, horrible scandale de l'autre qui provoqua l'auto-épuration de notre public. Les articles d'actualité suivent : « La France nous ferme le marché espagnol¹⁹ »... Avec les années, le dossier de l'accusation ne fit que grossir. La brochure le résume ainsi :

« L'incorporation de la Bretagne au royaume de France eut pour premier résultat de la mettre en guerre avec les Anglais et les Hollandais, qui s'employèrent à ruiner son commerce extérieur, exclusivement maritime. L'indifférence et l'ignorance de Paris à l'égard des choses de la mer aidant, il s'ensuivit une décadence progressive de notre flotte, de nos ports et de notre négoce du xv^e siècle à nos jours, complétée par l'anéantissement de nos industries, qui ne seront plus stimulées et seront sacrifiées au xix^e siècle.

On s'applique d'autre part, depuis l'annexion, à faire oublier ses origines au peuple breton, à lui inculquer le mépris de sa langue et de ses manières de vivre et de penser. On le mêle arbitrairement à la vie du peuple voisin, dont l'influence achève de le désorienter et de le démoraliser. Comment s'étonner dans ces conditions que tout ce qui demeure encore de l'unité, de la force et de la beauté de la Bretagne s'en aille de nos jours morceau par morceau ?

C'est que la perte d'un gouvernement breton n'a été compensée par rien. A un Etat national s'inspirant uniquement des besoins du pays et ayant des comptes à rendre à la population — car le duché était une monarchie parlementaire — s'est substituée une administration étrangère, indifférente au mécontentement des administrés et qui relève d'un Etat dont les institutions ne prévoient pas le cas de la Bretagne. On est obligé de constater que l'organisation unitaire de la France lui interdit de tenir compte des aspirations particulières de l'esprit breton comme des exigences des intérêts spéciaux de la presqu'île armoricaine. Elle ne leur permet ni de se manifester ni

19. Voir *Breiz Atao* de septembre à décembre 1921 et numéros suivants.

de se défendre. Elle les combat même ouvertement lorsqu'ils s'opposent aux siens.

... Il ne pouvait en être autrement. Notre pays par sa position excentrique n'offre pour la France, dont les artères de vie le contournent sans le pénétrer, que l'intérêt qu'on accorde à une zone stratégique et à une colonie d'exploitation. La France n'a jamais fait que demander à la Bretagne : des hommes pour son armée et sa flotte... de la main-d'œuvre à bon marché. Elle ne s'est jamais souciée de favoriser par des lois appropriées le commerce ni le développement intellectuel de ce peuple travailleur de trois millions d'hommes, dont elle ignore officiellement le nom et pratiquement l'existence²⁰...

Il était une dramatique illustration de ces vérités :

La Bretagne a perdu à la guerre plus que toute région, plus que toute nation. La moyenne de nos morts est d'un habitant sur quatorze, alors que pour le reste de la France, elle est de un sur vingt-huit. Aucune reconnaissance ne lui a été témoignée pour sa participation dominante à la victoire française. Aucune de ses légitimes revendications n'a même été prise une seule fois en considération. Les Bretons, qui ont versé leur sang pour que chaque peuple reçoive l'instruction dans sa langue maternelle, n'ont pu obtenir que la leur cesse d'être impitoyablement proscrite...

Sans l'effort des Bretons eux-mêmes, dont l'admirable essor agricole et social a, surtout depuis la guerre (de 14-18), métamorphosé le pays²¹, l'Armorique rongée par l'émigration, la tuberculose, la mortalité infantile et l'alcoolisme, avec son pitoyable réseau de communications, ses richesses naturelles inexploitées, ses ports sous-équipés, ses villages négligés, serait toujours, avec l'Irlande et les Balkans, ce qu'elle était au

20. Si le nom de Bretagne a réapparu une première fois sous Vichy, puis après vingt ans d'interruption une seconde fois sous De Gaulle, à la suite des groupements régionaux de départements, cette mesure doit être interprétée dans les deux cas comme une concession au mécontentement breton, de pure forme d'ailleurs.

21. Entre 1840 et 1940, 667 000 ha de landes disparaissent. Les plantes fourragères, hier inconnues, vont occuper 325 000 ha. Les élevages bovins et porcins croissent de 202 et 163 % en poids. Les cultures de la pomme de terre, du pommier, des choux-fleurs atteignent jusqu'à 26, 36 et 49 % de la production française. Dès 1908, la valeur locative globale des propriétés dépasse 8 % de l'ensemble hexagonal, contre 5,4 % en 1840 (*Les Bretons à l'heure de l'Europe*, par Yann Poupinot, Nouvelles Editions Latines, Paris, 1961).

xix^e siècle pour la honte de l'Europe, une terre de parias sous les plis du drapeau tricolore... »

A cette argumentation basée sur le droit naturel et fortement ancrée dans le présent, nous ajoutions l'argument juridique, tiré du droit international, que les alliés évoquaient à tout propos dans leur propagande pour condamner la violation de la neutralité belge ou tout autre manquement des empires centraux aux « chiffons de papier ». C'était donc, autant qu'un argument de fond, un argument d'actualité. Nous n'ignorions pas que le contrat d'union de 1532 avait été imposé par le chantage à la guerre et la corruption. Il était cependant utilisable :

« Le traité d'union, qui constituait la charte des rapports franco-bretons, était un contrat bilatéral ne pouvant être rompu que par le consentement des deux parties. Or les Etats, seule représentation qualifiée du peuple breton, selon les normes du temps, ayant refusé de prendre part aux Etats Généraux du royaume en 1789, pour la raison qu'une assemblée parisienne ne pouvait pas légiférer pour la Bretagne, ne souscrivirent pas aux abandons de la nuit du 4 août. Les quelques députés de la bourgeoisie, qui y figurèrent à titre personnel, ne votèrent l'abrogation du traité assurant les franchises bretonnes que sous la réserve de l'approbation définitive des Etats de la province.

Cette approbation ne fut ni sollicitée ni donnée par la suite. Le peuple avait d'ailleurs unanimement exprimé son attachement aux vieilles libertés dans ses cahiers de revendications des paroisses.

Il en résulte que l'annexion de 1789... constitue un coup de force. Elle brise par cela même le contrat d'union et rend légalement la Bretagne à la libre disposition de soi. Elle légitime juridiquement le nationalisme breton. »

Actuellement, l'opinion habituée à voir surgir à la douzaine des Etats nouveaux, n'ayant d'autre passé que les guerres intestines de tribus primitives, n'attache guère de prix aux questions de droit pur. Il n'en était pas de même quand les traités de 1919 et 1920 étaient dans toutes les mémoires. On avait évoqué l'existence d'un fugitif royaume de Bohême — d'ailleurs allemand — au xv^e siècle pour démembrer un empire millénaire, l'Autriche-Hongrie, et fonder une Tchécoslovaquie dont personne n'avait entendu parler jusque-là. De la même manière qu'en 1878, on s'était souvenu d'une vague principauté de Valachie, et d'une autre de Moldavie, pour fonder un nouvel Etat aux bou-

ches du Danube, qu'on baptisa d'un nom inventé « Roumanie », faute d'en avoir trouvé un dans le passé.

L'antique histoire de notre pays nous donnait donc bonne conscience. Mais il ne suffisait pas de prendre une position théorique, il fallait gagner l'approbation populaire et ensuite arrêter le plan de la bataille à livrer. *Breiz Atao* se trouvait devant les deux problèmes à résoudre d'une politique intérieure et d'une politique extérieure.

AFFIRMATIONS POLITIQUES

Définition de la politique intérieure.

Jusqu'aux prodromes du nationalisme, l'idée bretonne n'avait pas d'existence indépendante. Force potentielle et obscure, elle n'avait cessé d'être utilisée par d'autres idéologies, mise au service de mythes qui lui étaient étrangers, travestie de toutes manières et consommée comme un capital émotionnel et énergétique à disposition.

Le marquis de la Rouërie, qui était dépositaire de la tradition de lutte des Etats contre l'absolutisme royal, l'avait liée en 1791, dans sa grande tentative autonomiste, au retour de la monarchie. La nouvelle de la mort de Louis XVI avait terrassé ce régionaliste avant la lettre. Georges Cadoudal, qui avait l'étoffe d'un chef, mendiait des ordres au prétendant émigré à Londres, qui était incapable de lui en donner, et il offrait les poitrines de ses Vannetais aux méprisants aristocrates débarqués à Quiberon.

C'est un gentilhomme du Perche, le marquis de la Puisaye, doué d'une ambition qui manquait aux Bretons, qui dit : « Je pourrai me faire duc de Bretagne quand je voudrai. J'ai deux cent mille partisans à ma disposition. »

Seule donc, parmi les fractions politiques qui se partageaient les suffrages populaires, la droite avait conservé une tradition bretonne. Il était inévitable que le mouvement régionaliste du début y trouvât ses appuis et subisse son attraction. Des dictons devenus populaires consacraient la symbiose, tels que *Ar brezhoneg hag ar Feiz a zo breur ha c'hoar e Breizh*, « le Breton et la Foi sont frère et sœur en Bretagne ». Les dissidences des

laïcisants avaient été rares et peu décisives. Les démocrates, amis de *l'Ouest-Eclair* au berceau, qui s'étaient séparés avec fracas des monarchistes déclarés ou honteux de l'U.R.B. en 1911, n'étaient pas moins catholiques qu'eux. Le collègue des bardes, pour conjurer la méfiance qui avait accueilli le symbolisme de ses rites, s'était muni d'un aumônier-paratonnerre. Masson, avec son socialisme qui sentait le fagot, était resté isolé comme un pestiféré.

En face, le mouvement républicain, alors en pleine fougue, relevait avec de Kergézec en Trégor, Le Bail en Cornouaille, les mangeurs de marquis à Nantes, les abbés sillonistes à Rennes et en Léon, les milieux opportunistes un peu partout, d'une tradition opposée, celle des sociétés de pensée de la Révolution et son jour de gloire était celui de la Fédération de Pontivy qui avait proclamé : « Il n'y a plus de Bretons¹ ! »

Les positions étaient donc bien marquées. Qui disait « Breton », disait fils dévot de l'église et réactionnaire. « Chouan » et « Breton » étaient — contre la vérité historique — synonymes. Les « bleus » de Bretagne, qui étaient républicains et libres penseurs, ne croyaient pas pouvoir dans ces conditions être bretons. Ils considéraient comme un devoir impérieux de débarasser leur pays, qu'ils aimaient à leur manière, des voiles de la superstition, c'est-à-dire de le franciser. Malgré une notable exception comme le député Guieysse² à Lorient, les républicains voyaient dans le mouvement régionaliste une sombre machination des jésuites et l'avaient de suite stigmatisé. La France, berceau de la liberté de conscience, devint deux fois leur patrie. Leur porte-parole était Yves Le Febvre qui lança un organe de combat, *la Pensée Bretonne*, en 1914, et resta dans sa tranchée douze ans, dans le but de barrer la route au séparatisme. Il avait l'idée en tête déjà en 1913 quand il écrivait au journal *Ar Bobl* : « J'affirme bien hautement que, dans aucune province de France, le Régionalisme et le culte des langues locales n'ont pris cette forme pervertie et criminelle³. »

1. Cette tradition était vivace dans les villes au sein de la bourgeoisie libérale. Elle remontait au XVIII^e siècle, quand les sociétés de pensée constituaient la courroie de transmission des idéologies à la mode qui faisaient bon marché des intérêts bretons, ceux-ci ne comptaient plus puisque « l'égalité » allait assurer le bonheur de tous...

2. Ancien ministre et père de Marcel Guieysse, notable du P.N.B.

3. *Ar Bobl*, « le Peuple », 22 novembre 1913.

C'est ainsi que l'on vit dans les villages, écartelés entre deux écoles dont les enfants se jetaient des pierres, le recteur et le châtelain à la tête d'un clan, le médecin voltairien et l'instituteur socialiste à la tête de l'autre. Il suffisait que les premiers disent un mot en faveur de la Bretagne pour que les autres crient à l'obscurantisme !

A nos yeux, les deux positions ennemies étaient l'une comme l'autre la négation du fait national et cette lutte intestine rendait impossible toute action bretonne efficace. Nous y voyions un des aspects de la constante politique parisienne pour nous diviser, depuis le temps lointain où les émissaires du roi soulevaient les barons contre le duc, et le temps moins éloigné où agents des loges et sociétés de pensée manipulaient nos notables. L'élaboration d'une force bretonne n'était pas pensable sans une réplique chez nous de la fameuse « union sacrée » qui avait sauvé la France, si divisée, en 1914. Nous devions éliminer les idéologies étrangères, avant de penser la nôtre, oublier momentanément nos réflexes électoraux pour faire bloc sur le terrain exclusif des intérêts bretons. *Breizh da genta*, « Bretagne d'abord », devait remplacer *Feiz ha Breizh*, « Foi et Bretagne ». Nos militants, reprenant la vieille devise trop oubliée, écrivaient sur les murs : *Na ruz, na gwenn, Breizhad hepken*, « Ni rouge, ni blanc, Breton seulement ! » La formule résumera toute la politique intérieure de *Breiz Atao*.

L'opération du désengagement de la droite avait connu des précédents, depuis Lamennais, mais c'avait toujours été soit sur le plan social qui n'était pas le nôtre, soit sur notre plan, pour annexer l'idée bretonne à un programme importé, aboutissant à l'incorporation des patriotes bretons dans un parti politique centré à Paris. Nous ne pouvions admettre de nous libérer d'une entrave pour tomber dans une autre.

Les catholiques libéraux, assez intelligents politiquement parlant pour comprendre la situation, nous suivirent, mais ceux qu'on pourrait appeler les cléricaux ne s'inclinèrent jamais et cherchèrent toujours à faire bande à part. Ils ressentaient les manifestations d'agnosticisme comme un affront et une indécence comme une incitation au péché. Ils interprétaient comme une attaque toute affirmation d'indépendance à l'égard de la hiérarchie.

Il est vrai qu'il existait encore une solidarité traditionnelle entre le bas clergé de tendance bretonne — qui n'était qu'une petite partie du clergé — et les organisations du mouvement.

Celles d'entre elles qui affichaient l'étiquette catholique, allaient jusqu'à étendre, unilatéralement, cette solidarité à l'Eglise entière. Un pavillon herminé était fatalement entouré de soutanes. Nous n'en étions pas autrement choqués, car nous aimions nos prêtres campagnards, si bretons, bardes à leurs heures, et parmi lesquels il fallait chercher les rares bretonnants un peu instruits dans leur langue. Habités à parler breton en chaire, ils étaient les seuls orateurs disponibles. Ce n'est pas sans un serrement de cœur que nous dûmes nous passer de leurs services. Nous en fûmes réduits à nos propres ressources qui, sous ce rapport, étaient maigres, car un seul de l'équipe militante était authentiquement bretonnant, le farouche Aboezen, ni bègue ni manchot pour nous suivre sur le sentier de la guerre.

Le vieil état de choses n'avait pas présenté un inconvénient majeur tant que le peuple dans son ensemble, comme en Irlande ou en Pologne, était resté uni à l'Eglise. Mais depuis que les deux tiers du corps électoral s'étaient ralliés à la laïcité, il était indispensable de nous désolidariser de la tendance théocratique sous peine de nous rendre suspects à la majorité de nos compatriotes. Insouciant du scandale qu'il soulevait dans des milieux qui l'avaient couvé à sa naissance, *Breiz Atao* soutint qu'on pouvait être libre penseur ou protestant, druidiste ou matérialiste, franc-maçon ou capucin et être excellent Breton. La contre-attaque ne se fit pas attendre.

Son porte-parole fut le brave Dirnadour, meilleur conteur que debater, au nom du *Bleun-Brug*, converti au nationalisme breton pour la circonstance⁴. Il proclamait : « Il n'y a pas de nation bretonne sans la religion catholique, ni de mouvement breton sans catholicisme. » Il ajoutait : « Le mouvement doit s'inspirer de la religion catholique, se soumettre à sa hiérarchie et mettre ses directives à l'unisson de celles de l'autorité religieuse. » Les évêques étant, en vertu du Concordat, nommés sur proposition du gouvernement et par principe toujours choisis en dehors de la Bretagne, c'était beaucoup nous demander.

L'excellent homme fut durement mouché, mais l'année suivante, ce fut un directeur au Grand Séminaire de Saint-Brieuc qui ouvrit derechef le feu sur nos positions, attaquant en parti-

4. Voir dans *Breiz Atao*, avril 1924, les commentaires signés Morvan Marchal et Olier Mordrel, au manifeste de M. Yves Le Moal, et dédiés au souvenir d'Herri Prado, curieux « chouan » anti-clérical, co-fondateur du mouvement.

culier deux points essentiels de notre doctrine : le droit de libre disposition et l'union sacrée. « La séparation est dangereuse, disait-il, en donnant à l'épithète la force d'une condamnation scholastique, car d'abord elle ne peut se réaliser que par la violence, par la révolution ; puis elle n'est qu'une étape dans la voie du panceltisme, restauration de l'unité celtique dans la neutralité ou même le paganisme ! » Ensuite : « Jamais union sacrée n'a voulu dire confusion des troupes, mais simplement entente provisoire... entre diverses associations conservant leur caractère propre ». Ici était établie clairement la prétention de subordonner l'intérêt national à ceux de l'Eglise — une prétention que nos interlocuteurs n'auraient pas eue à Paris — et le refus d'une rencontre bretonne dans le cadre d'un parti politique, alors que les mêmes autorités ecclésiastiques avaient admis de bonne grâce la promiscuité des tranchées et l'incorporation sacrilège des prêtres du Christ dans les unités de combat, où je ne vois guère comment une organisation catholique aurait pu conserver son « caractère propre ».

Les polémiques prirent fin en 1927, laissant *Breiz Atao* maître du terrain. Ce fut le début de la progressive et terriblement lente réconciliation des Bretons dits de gauche ou « émancipés » avec leur propre pays. Certes, on pouvait encore entendre, en 1929, le Comité de Défense Laique du Finistère proclamer que notre seule existence était un « défi vivant », mais en 1932, notre brochure doctrinale ne croit même plus nécessaire de faire allusion à la question. Plus personne désormais n'osera prétendre qu'il n'y a pas de Bretagne en dehors de la religion.

C'est si vrai qu'au moment où sous l'impulsion d'un homme de talent, l'abbé Madec, le *Bleun-Brug* chercha, en 1927, à se muer en parti politique, nous fûmes l'un des groupements qu'il invita à son congrès de Morlaix, pour adhérer au projet de loi Walter de décentralisation administrative⁵. Nous y vinmes et offrîmes « une collaboration de fait à tout effort loyal destiné à améliorer la situation », notre programme restant « un gouvernement particulier compatible avec le maintien de la Bretagne dans les frontières de l'Etat français, ou dans l'éventualité d'une fédération européenne avec la discipline fédérale⁷ ».

La politique intérieure de B.A. était sans équivoque : la main

5. Polémique Brochen-Mordrel, *Breiz Atao*, septembre 1926 et suivants.

6. Projet présenté au Parlement par le député alsacien Walter en 1928.

7. Voir *Breiz Atao*, 1^{er} octobre 1927.

tendue à tous les bons Bretons, quelle que soit leur origine politique.

Recherche d'une politique extérieure.

Au cours de ses premières années, aucun problème de politique extérieure ne se posait pour *Breiz Atao*. Il faut exister avant de porter ses regards vers le dehors. Nous étions pourtant préoccupés de réussir. Remplis d'illusions au sujet de notre aptitude à « réveiller » notre peuple, nous ne mettions pas en doute qu'au bout de quelques années de propagande enflammée, il ne se lève, gourdin en main, pour exiger le retour de ses libertés. La perspective d'un affrontement ne nous déplaisait pas, car, est-il besoin de le dire, nous ne partagions nullement l'espérance des régionalistes dans un acte souverain du gouvernement réformant les institutions de la France et nous offrant l'autonomie sur un plateau après avoir reconnu le « bien-fondé » de nos revendications. Pourquoi se serait-il dessaisi de ses prérogatives, quand rien ne l'y forçait et qu'il pouvait raisonnablement nourrir l'espoir de durer encore longtemps ? Il aurait fallu que la Bretagne se fâche et que lui-même ait mauvaise conscience, comme cela devait être le cas plus tard à l'heure de l'émancipation des colonies. Or aucune de ces conditions n'était remplie. La politique des suppliques, qui portait quelquefois au XVIII^e siècle, quand il y avait aux Etats 5 à 600 gentilshommes ayant la tête près du bonnet et dans les campagnes des faux aiguisées, n'eût été dans notre situation qu'une perte d'encre et de temps.

Il était donc logique que B.A. n'ayant pas la force ait songé à profiter de celle des courants d'idées en vogue. On rebâtissait l'Europe selon certains principes qui avaient acquis force de loi. Il devait nous suffire de démontrer que ces principes s'appliquaient à la Bretagne pour avoir, du moins moralement, partie gagnée. D'où l'importance accordée par nous à la doctrine, aux arguments de droit et à tous les procédés de propagande susceptibles de les faire connaître aussi bien de nos compatriotes que de l'opinion mondiale. Nous n'attendions aucun résultat immédiat de cette tactique, mais nous étions persuadés qu'elle ferait avancer notre cause et pouvait nous réserver des surprises, ce en quoi nous ne nous trompions pas.

En attendant, la voie classique de l'aventure parlementaire s'ouvrait devant nous et il était naturel que nous y songions,

puisque nous commettions l'erreur de croire le sentiment national assoupi, alors qu'il était bel et bien mort dans la masse du peuple. Les résurgences individuelles nous avaient fourvoyés. Par ailleurs certains exemples nous impressionnaient. L'Irlande avait gagné son procès sous nos yeux, en élisant une écrasante majorité de députés « sinn-feiners⁸ » qui, au lieu d'aller à Londres, s'étaient réunis à Dublin dans le *Dail*^{8bis}, pour fonder leur propre Etat. Nous potassions les écrits d'Arthur Griffith^{8ter}, le créateur du Sinn-Fein, non pour suivre incontinent ses traces, mais plutôt pour nous imprégner de cette sorte d'esprit qui mène à la victoire. Nous avions un mentor de plus. L'exemple de l'Alsace-Lorraine devait avoir sur nous une influence plus directe, dès les premières manifestations autonomistes en 1925, qui allèrent crescendo et semblaient nous tracer la voie d'une victoire par les moyens démocratiques les plus légaux.

Il ne s'agissait pas seulement pour nous de tactique. Nous avions le sentiment que la question bretonne n'était pas un cas isolé, mais l'aspect local d'un problème de civilisation qui affectait la terre entière, partout où s'était appesanti le carcan de l'Etat impérialiste et centralisateur. C'est pourquoi, loin de chanter « Bretagne seule », nous cherchions des amis partout, en commençant par l'Hexagone.

« J'avais toujours veillé à ne pas laisser s'exprimer dans le journal une hostilité systématique contre tout ce qui porte le nom de français. Je répugnais à attaquer les Français par principe, quand la plupart des Bretons n'auraient pas remué un doigt pour défendre leur terre natale. Mon attitude vis-à-vis d'un auditoire français était de présenter notre revendication comme une contribution positive à une refonte des institutions françaises, et surtout comme l'amorce d'une solution de la crise de la civilisation moderne. Nous nous heurtions au mur du préjugé jacobin. La guerre psychologique que nous avions déclenchée, sans connaître le mot, n'en était que plus nécessaire. »

8. Nationalistes irlandais, dont le nom signifie en gaélique « nous-mêmes ».

8 bis. Assemblée nationale irlandaise.

8 ter. *Resurrection of Hungary*, Whelan & Son, Dublin, 1918. La politique suivie par les nationalistes hongrois au XIX^e siècle pour affranchir leur pays de la domination autrichienne, en prenant leurs affaires en main eux-mêmes, est donnée pour modèle aux Irlandais.

Pour nous dédommager de nos déconvenues Outre-Couesnon⁹, nous avions à notre tour repris la route de la patrie d'Outre-Manche. En 1922, les jeunes Gallois, intéressés par ce que nous tentions en Bretagne et dont ils n'avaient pas l'équivalent, m'invitèrent à faire chez eux une tournée de conférences d'information. Empêché par le service militaire, je déléguai à ma place Yann Bricler, l'homme providence du mouvement. Son voyage confirma l'extraordinaire sympathie dont notre pays jouissait en Cambrie¹⁰, mais aussi un regrettable décalage dans le degré d'évolution de la conscience politique. La solidarité celtique, toujours vivement ressentie de ce côté-ci de l'eau, et sur laquelle nous fondions des espérances de soutien, ne pouvait pas entrer en jeu avant que ce décalage ne soit rattrapé. Aussi, *Breiz Atao* fondait-il un supplément, *Panceltia*, avec un en-tête symbolique dessiné par Théophile Lemonnier qui était l'artiste peintre de la première équipe, dont, quelques années plus tard, R.-Y. Creston devait prendre la succession. Pendant quatre ans, *Panceltia* soutiendra son effort, bénéficiant d'août 1923 à avril 1925 d'une édition séparée, avec articles en gallois et en anglais, où l'idée d'un parti gallois comparable au nôtre fut lancée. Ce fut le *Plaid Cymru* qui avec ses 40 000 adhérents est devenu en Galles aujourd'hui un facteur politique important. Puis, au Congrès Celtique de Dublin en 1925, malgré la vive opposition des conformistes régionalistes tant bretons que britanniques, Roparz Hémon et moi tenterons de réaliser une union des jeunes Celtes nationalistes, à la suite d'une prise de contact chez le président Eamon de Valera. C'était prématuré. Beaucoup d'Irlandais connaissaient le nom des stations de métro de New York, mais plaçaient Rouen en Bretagne. Quant aux Ecossais, ils n'avaient pas encore appris à citer la Bretagne quand ils énuméraient les nations celtiques.

La série des voyages destinés à faire connaître la cause bretonne à l'étranger se poursuivit. En février 1925, Marchal et moi faisons le tour des universités et des « Maisons » flamandes, enthousiasmant des auditoires ravis d'entendre vilipender la fausse nationalité belge... en français. Puis les événements d'Alsace-Lorraine provoquent plusieurs déplacements à Stras-

9. Rivière qui se déverse dans la baie du Mont-Saint-Michel et marque la frontière traditionnelle entre la Bretagne et la Normandie.

10. Du latin *Cambria*, d'après le brittonique *Com-bro*. « Compatriote » est le vrai nom du Pays de Galles, en gallois *Cymru* et en breton *Kembre*.

bourg et des prises de contact fertiles en vue d'esquisser une action commune contre Paris.

Pour remédier à notre faiblesse, nous avons donc cherché systématiquement à nous accrocher à un courant d'idées générales, dussions-nous contribuer à le créer, ce qui revenait à universaliser l'idée bretonne. Mais sans nous associer, comme ne cessèrent de le faire nos dissidents, à des courants étrangers à notre philosophie ou contraires dans leur essence à nos buts.

La manœuvre avait commencé tôt. En feuilletant le journal, on peut noter une prise de position favorable au réveil des Tunisiens et du nationalisme corse d'A *Muvra* en 1921, à la flamandisation de l'université de Gand et aux nationalismes écossais et basque en 1922, un appel « à nos amis de France » et l'affirmation de notre solidarité avec les revendications linguistiques des Alsaciens-Lorrains comme des Franco-Canadiens de l'Ontario en 1924 et la reproduction du message d'Abd-el-Krim, le chef du soulèvement riffain, en 1925. C'est une campagne incessante. En 1926, nous évoquons les droits des Indochinois et lors d'une conférence à Paris j'invite la Bretagne à mettre ses espérances dans le fédéralisme international. En 1927, nous assurons une large publicité à la tentative des Catalans du colonel Macia¹¹ et aux revendications basques.

Cependant, nous étions allés en pèlerinage à Dublin en 1925, pour repérer sur les murs les traces des balles de 1916. Le fantôme de la Semaine de Pâques, cette folie romantique pour les autres, cet acte raisonnable et calculé pour ceux de notre race — et qui fut payant —, hantait nos rêves. Mille fois, nous nous endormions en combattant dans l'hôtel des postes de Rennes transformé en blockhaus et nous dormions heureux, sentant confusément qu'un acte de violence symbolique, qu'un sacrifice volontaire de la vie, une révolte même manquée aurait sur notre peuple dénaturé la valeur d'un traitement de choc, capable de causer une mutation psychologique. Comme le prouvera le coup

11. Les réfugiés catalans à Paris tentèrent, sous ses ordres, en 1926, un retour en armes en Espagne pour y provoquer un soulèvement. Deux douzaines d'entre eux tombèrent dans un traquenard que la police française, alertée par une dénonciation, leur avait tendu dans la montagne. Ils furent poursuivis pour « port d'armes prohibées ». Quoique le tribunal ait empêché les débats de prendre une couleur politique, leur procès, sanctionné par des condamnations légères, fit grand bruit. *Breiz Atao* lui avait consacré un ardent reportage, illustré de croquis de séance de R.-Y. Creston.

du 7 août 1932, nous avions senti juste. Mais c'était pour plus tard et le fait d'une génération plus jeune, qui devait mépriser l'intellectualisme de la phase constitutionnelle du mouvement.

En politique, peu portés au mysticisme, Debauvais et moi pensions qu'un acte de force n'a pas nécessairement un caractère sacrificiel. Une pression diplomatique, appuyée par des moyens puissants, notamment à l'occasion d'un conflit mondial, pouvait en tenir lieu. Pourtant, même dans ce cas où la décision ne nous appartenait pas en propre, il serait indispensable que notre peuple se montre enclin à profiter des circonstances et se manifeste au moment voulu comme un facteur à prendre en considération.

Et c'est là que le bât nous blessait. Notre peuple absorbait notre propagande, comme un grand malade boit une potion, mais sans réagir apparemment. Quelle que soit la formule de politique extérieure choisie, nous en revenions toujours à la conclusion : d'abord construire les bases sur lesquelles pourrait s'élaborer une force bretonne, quel qu'en soit le type. Plus la base serait large et solide, plus cette force aurait d'autorité et de frappe. La préoccupation d'achèvement en politique étrangère nous ramenait inexorablement à l'action et à la propagande au sein de notre population. Elles restèrent le souci n° 1 de *Breiz Atao*.

D'autres voies de réalisation avaient été évoquées parmi nous, quand, sous la suspension au gaz, nous bourrions le soir inlassablement nos bouffardes. Je citais les aphorismes de Griffith, un autre parlait de Gandhi et des rouets qu'il faisait filer à domicile pour ruiner les importations de Manchester. Mais quelle auto-organisation attendre d'un peuple soumis et heureux de l'être ?

Quelques camarades aussi, appartenant aux milieux ouvriers et que la détresse matérielle dans laquelle nous vivions mettait en confiance, cherchaient à nous convaincre que le salut viendrait de la révolution sociale. Cette tactique nous paraissait insolite, qui revenait à esquiver le problème et à porter la lutte sur un terrain où régnait un climat indifférent ou hostile. Nous ne nous sentions pas la vocation de tirer les marrons du feu pour les autres. Pas plus du reste que celle « d'utiliser » les Bretons.

Il nous semble que ces années de recherches et de tentatives méritent qu'on les regarde de près. On a trop tendance aujourd'hui, dans l'ignorance de ce qui s'est réellement passé, à représenter certaines prises de position du mouvement comme des

déviations du B.A. primitif, sous l'influence d'une personnalité nouvelle ou de pressions extérieures. C'est méconnaître que *Breiz Atao* avait terminé sa formation en 1927 et que tous ses développements ultérieurs y étaient déjà en germe.

Une idéologie de combat.

On se représente généralement le génocide comme une entreprise brutale et sanglante. On pense à Cromwell passant au fil de l'épée des populations entières pour faire disparaître « le Celte ». On songe aux fours crématoires. Il en existe pourtant des formes beaucoup plus subtiles quoiqu'en fin de compte aussi efficaces et qu'on désigne souvent aujourd'hui sous le vocable d'ethnocide. La France, en Bretagne, a sévi quand il y a eu rébellion armée. Autrement elle a séduit. La prédominance sur l'Europe de sa culture lui a permis de synchroniser les esprits. Supprimer physiquement un peuple est une manifestation d'infériorité de la part du vainqueur. Il est plus raffiné, quoique plus lent, de le laisser subsister physiquement mais d'étouffer son âme. Le matériel humain reste là, utilisable, mais ayant perdu la conscience nationale qui lui permettrait de se rebiffer contre le sort qui lui est fait. Tel fut le cas de la Bretagne.

Notre entreprise iconoclaste ne pouvait donc pas rencontrer dans les années 20 un milieu réceptif. Le sentiment n'était pas toujours contraire, loin de là, mais la tête disait non. La doctrine se trouvait dans l'obligation de réfuter des idées tendancieuses généralement admises, qui s'inscrivaient en faux contre la vision d'une Bretagne debout. Elle devait se donner une façade offensive, pour engager le fer contre toute une philosophie de la civilisation et de l'histoire, bouffie de chauvinisme naïf, qui s'élevait en face de nous comme une muraille infranchissable, et faisait de notre combat celui de David contre Goliath. L'unanimité, pour sourire des « jeunes présomptueux », réunissait Bretons et non-Bretons.

Car il n'était pas une tête pensante, de part et d'autre de la rivière Couesnon, qui ne considérât l'idée d'une autonomie quelconque de la Bretagne comme « un retour en arrière », une insulte à la France, un défi au bon sens, quand ce n'était pas une pensée criminelle, si nous faisons exception de la poignée d'obstinés, tels qu'en a comptés chaque génération depuis l'Union. C'était le temps où se débattait à Bruxelles le projet de flamanisation de l'université de Gand, « un crime contre l'esprit »

écrivait Charles Maurras, approuvé par tous les Blum et tous les Herriot, croyant sans doute comme lui que l'esprit ne pouvait s'exprimer qu'en français. C'est l'époque où les journaux de Paris prirent le deuil lorsque les professeurs, sur les bords de l'Escaut, se trouvèrent dans la cruelle obligation de parler à leurs élèves dans leur langue maternelle.

La démarche de *Breiz Atao* paraissait donc d'une indécence sans précédent. Elle fit, surtout au moment où la doctrine aboutit à des conclusions logiques, l'effet d'un scandale public.

Le régionalisme avait déjà rencontré sur sa route la formation serrée des préjugés massifs auxquels nous nous heurtions, mais il ne s'était pas senti de taille à les affronter. De là l'inanité de ses homélies. Quant à nous, il nous semblait inopérant de prêcher le fameux « retour à la Bretagne » à un peuple dont la France avait réussi à faire un troupeau de renégats, — heureux et satisfaits de l'être, — avant de l'avoir démystifié.

Les poèmes vengeurs du *Barzaz Breiz* nous avaient menés dans une impasse. Depuis Kado-Gann¹², l'école primaire avait fait son œuvre. Les braves gens que nous rassemblions le soir, aux quinquets de la salle de réunion de quelque auberge de campagne ou de faubourg, croyaient en la « mission » de la France et s'imaginaient facilement que notre idée de derrière la tête était de les ramener aux culottes de toile et aux cuillers de bois, voire même au régime des oubliettes, ainsi que les contradicteurs nous le lançaient au milieu des ricanements approbateurs. Cette parade idéologique présentait une telle uniformité de clichés qu'il était impossible de nier que la Grande Patrie n'avait pas compté que sur ses charmes naturels pour gagner le cœur de la « petite ».

La propagande française — car il faut bien l'appeler par son nom — était imaginée par les bureaux des ministères de l'Intérieur et de l'Instruction publique^{12bis}, mais elle était aussi

12. « Kado-la-Bataille », symbole du paysan rebelle et patriote breton. Cf. : poème p. 23.

12 bis. En 1845, un sous-préfet, s'adressant aux instituteurs, déclarait : « Surtout, rappelez-vous, Messieurs, que vous n'êtes établis que pour tuer la langue bretonne. » (Cité par le Dr Kergaradec, dans la *Revue d'Armorique*. — Le « Livre Blanc » du breton, édité par l'association GALV, cite cet exemple et bien d'autres, qui établissent la politique constante des deux ministères de faire disparaître par tous les moyens la personnalité bretonne. D'après notre expérience personnelle, nous pouvons confirmer que si la force de la résistance bretonne les oblige

spontanément conçue et mise en œuvre par l'intelligentsia parisienne, en bloc. Une immense littérature en fait foi. Cette propagande avait su gagner les couches instruites par un habile dosage de flatterie et de bluff, dont seule la désarmante naïveté bretonne pouvait être dupe. On vantait le « fier Celte », d'une utilité criante sur le champ de bataille, des rizières du Tonkin aux rives de la Marne, les « marins nés » sans lesquels les navires de Toulon seraient restés à quai, l'idéalisme de « la race » (dans ce cas-là, le mot peut passer) dont la « vocation » est de se sacrifier pour la France. Et toutes ces calembredaines étaient absorbées béatement par le psychisme breton, comme les paroles de l'hypnotiseur à ses victimes, prêtes à exécuter tous les ordres, même les plus absurdes.

Quand le bourrage de crâne donne à plein dans le non-sens, c'est alors que les plus beaux résultats sont obtenus. Les Bretons dont le français n'était pas la langue naturelle pouvaient craindre de se sentir moins français que les autres. Qu'à cela ne tienne ! On les informait préventivement, avec la solennité qui annonce la révélation d'un mystère sacré, qu'ils étaient « deux fois français ». Une explication logique de l'énoncé eût été épuisante : elle n'est pas nécessaire. Nos Bretons, porteurs de croix de guerre surchargées de palmes, bombent leurs poitrines. Ce ne sont pas des Parisiens, simples Français-une-fois, qui pourraient en dire autant !

« Quand B.A., dénonçant « l'utilisation » des Bretons, révéla le chiffre de leurs pertes à la guerre, son indignation ne fut nullement partagée. Je crois même qu'il ajouta alors son involontaire contribution à l'aliénation contre laquelle il s'élevait. Nos compatriotes en tirèrent un orgueil masochiste. *La Dépêche de Brest*, sans cesse préoccupée de veiller au grain pour le compte du ministre de l'Intérieur, attendit cependant treize ans pour démontrer, chiffres en main, sous la plume de notre rabbinique adversaire Auguste Dupouy, gardien vigilant de l'état de choses, que nos morts n'étaient pas 240 000, mais « seulement » 140 000, en faisant entrer en ligne de compte jusqu'aux décédés d'appendicite. Ce malencontreux « seulement » lui attira de telles protestations de ses lecteurs, que le journal dut, dans l'inté-

maintenant à beaucoup d'hypocrisie, leur point de vue, au fond, n'a en rien varié.

rêt de son tirage, abandonner sans gloire sa croisade pour la vérité. Nos braves n'eurent de cesse qu'une plaque fût posée aux Invalides, en présence des hautes autorités du régime, dont le maréchal Foch, pour commémorer un sacrifice qui les rehaussait à leur propres yeux. On peut toujours y voir, inscrit en lettres d'or, le chiffre que, devant le clavier de notre vieille Underwood et en me grattant la tête, j'avais calculé « de chic », sur le coin de la table, en faisant la moyenne des quelques listes locales que nous avions relevées et en arrondissant. (Les journalistes me comprendront.) Marchal, volontiers pompeux, trouvait que 300 000 faisait mieux dans le tableau et l'avait adopté pour son usage personnel. J'en fis autant dans un chant de marche, à cause du nombre de pieds. Je livre ces révélations sans le moindre scrupule, car les 240 000 sont vissés dans l'histoire pour l'éternité... Il est curieux de voir combien la propagande de *Breiz Atao*, au cours des ans, a peu usé de l'argument. C'est le public qui l'a répandu avec enthousiasme, mais dans un tout autre esprit que nous. Ce fut le retour de manivelle de la tactique du silence adoptée à ce sujet par le ministère de l'Intérieur qui, dans les années 20, avait opposé une fin de non-recevoir aux diverses demandes qui lui furent adressées à ce propos. »

En face de ce triptyque — Bretagne = Misère, Bretagne = Passé, Bretagne = Ignorance — dont la bonne fée Marianne avait fait l'évangile des écoles publiques, s'élevait le triptyque de la gloire : France = Richesse, France = Progrès, France = Culture. Depuis un demi-siècle, malgré les tours de prestidigitations des différents régimes, la chute de la France a été verticale. Il est donc aujourd'hui difficile à des jeunes de se représenter ce qu'était la Religion de la France pour leurs grands-parents. On ne pouvait absolument pas intéresser à la Bretagne un cœur généreux qui croyait en la France immortelle. Son éclat effaçait tout. Le tabou était inconditionnel¹³. Qui se permettait de soumettre à examen le dogme de « l'Unindivisi-

13. Aux Alsaciens qui prétendaient être Alsaciens avant d'être Français, ce qui était la constatation d'un fait, on lançait : « Il n'y a pas deux façons d'être français. Si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à repasser le Rhin. » Re-passer, comme s'ils étaient des immigrés dans leur pays natal, tandis que le policier ou le journaliste, débarqué un quart d'heure plus tôt du rapide de Paris, était chez lui.

lité », était anathème et condamné comme un voyou par un indivisible mais partout présent tribunal de l'Inquisition Hexagonale. On ne lui trouvait aucune excuse. La seule explication autorisée à sa scandaleuse attitude était « l'argent allemand ». Il était vendu et payé « comme cochon en foire ». L'équipe de *Breiz Atao* eut droit à cette appréciation en décembre 38, quand la presse rennaise eut compris que pas un tribunal, dans le climat d'hystérie collective qui régnait alors, ne la condamnerait pour diffamation.

La lecture des deux premières années de notre petit journal montre que les plus ardents y ont regardé à deux fois avant de porter au dogme une atteinte sérieuse. Nos aînés, comme Saig ar Go, premier président de la première section de l'Union de la Jeunesse Bretonne (U.Y.V.) à Paris en 1920, me suppliaient de ne rien dire contre la France, sur le ton dont on use pour interdire à des enfants de jouer avec les allumettes. Pourtant, à la longue, la timidité ne mène à rien. Ou bien nous suivions l'exemple des régionalistes pour éviter les remous, ou bien nous déboulonnions l'idole, au milieu des pleurs et des grincements de dents, pour dresser une idole à nous à sa place.

Deb et moi avons franchi le pas deux ans plus tard. Unis par cette position commune, notre solidarité devait donner à chacun de nous la force des deux. Le scandale est désormais permanent et le mouvement a trouvé son climat.

Notre propagande est à coups de marteau :

La France nous apporte la civilisation ? — Non, la décadence.

Paris, Ville-Lumière ? — Oui, dans une lanterne rouge.

Les Français, peuple le plus spirituel de la terre ? — Sans doute, mais le moins intelligent.

La France, seconde patrie de tous les hommes ? — Lisez : Montmartre, parce qu'on y fait l'amour pour un café crème¹⁴.

La terre du Progrès ? — Pas pour le nombre de livres lus par tête d'habitant, mais certainement pour le nombre de litres d'alcool et de vinasse lampés et celui des putains par mètre carré d'asphalte.

Elle apporte la lumière aux peuples ? — C'est André Gide qui dit que chaque traverse du Congo-Océan a été posée sur le cadavre d'un nègre...

Cette fois, Pitre-Chevalier est laissé loin derrière. Mais le réquisitoire n'est pas excessif. Quand Duhamel écrit son livre

14. Répartie empruntée mot pour mot à Céline.

féroce sur la malfaisance du régime jacobin il ne fait qu'utiliser la documentation fournie par P. Josse, un patriote français au-dessus de tout soupçon¹⁵. C'est l'intention qui suffoqua. Notre propagande fut taxée aussitôt d'anti-française et nous, par conséquence en apparence logique, de séparatistes. Il reste que sans elle et les résultats obtenus, le peuple breton ne serait pas sorti de son hébétude.

Bien sûr, nos opposants répliquaient. Ils nous assénaient toujours le même argument appris sur les bancs de l'école : la France est le pays de la liberté ! Vous jouissez des mêmes droits que les autres Français ! Mille articles, tracts et discours leur répondaient invariablement : La belle affaire ! Vous donnez aux poissons le droit de marcher et aux oiseaux celui de nager ! Vous nous obligez à vivre comme vous voulez et non comme nous voulons. C'est cela l'oppression. Vous protestez ? La France n'a jamais employé le knout comme les tzars, les camps de travaux forcés comme les Soviets, la corde comme les Anglais... ? Maintenant, oui, mais autrefois ! Pour l'avenir, attendez, vous y viendrez, il y a un commencement à tout¹⁶.

Notre argument essentiel était d'ordre expérimental : lorsqu'on refuse à un groupe humain organisé, ou naturellement destiné à s'organiser, une représentation en face du pouvoir, on le prive de ses moyens normaux de défense et on le livre désarmé au bon plaisir de l'autorité, d'autant plus désinvolte qu'elle n'a pas de comptes à lui rendre. Nier à ces intérêts un cadre organique, des moyens de représentation, de décision et d'exécution, c'est les sacrifier avant même de rien entreprendre contre eux. Fermer à une langue la porte de l'école et empêcher son usage officiel, c'est la tuer plus sûrement qu'en interdisant simplement de la parler, car dans ce cas elle pourrait avoir une réaction salvatrice. Laisser un peuple dans l'ignorance de son passé, c'est le rendre étranger à lui-même, c'est peu à peu le supprimer.

15. *La décadence économique et sociale de la France sous le régime radical-socialiste et les progrès de l'étranger, un bilan tragique* — par P. Josse, sénateur de l'Eure, Paris, Arthème Fayard, 1928.

16. Depuis que des milliers de jeunes Bretons ont été les participants forcés des massacres et des atrocités de la répression, en Indochine, à Madagascar, en Algérie, la légende de la France « bonne fille » n'a plus cours. Les milieux nationalistes, aujourd'hui, et même certains observateurs non engagés, croient désormais possible, de la part du gouvernement de Paris, le déclenchement d'une répression sauvage, le jour où le mouvement national breton entraînera les masses.

Une autre de nos manières de venir à bout du mythe de l'« Unéindivisibilité » fut de démontrer, à l'aide d'une documentation historique et anthropologique sans cesse augmentée et renouvelée, que la France était une abstraction sans rapport avec sa pluralité ethnique. Des mots comme « le génie immortel de la France » nous faisaient rire, quand nous avions entendu proclamer « qu'un Juif valait bien un Breton » à la tribune de la Chambre¹⁷ et que nous constatons l'envahissement des agglomérations, des universités, des usines par des flots d'immigrants non sélectionnés, réunissant toutes les couleurs de peau et les croisements de races. La France ? Une tour de Babel, un ghetto, une cour des miracles, un souk ! Vercingétorix n'y resterait pas cinq minutes...

Tel était le ton de nos diatribes.

Les mille et une manières de tuer un peuple.

Nous ne pouvions pas éteindre un soleil sans en allumer un autre. Il fallait réhabiliter la Bretagne aux yeux des Bretons et leur en donner une image qui fasse naître leur confiance. Nous ambitionnions davantage : nous voulions faire des Bretons des enthousiastes de la Bretagne.

La vieille attitude de fidélité renfrognée à la race et de xénophobie de la paysannerie n'était plus qu'un souvenir. L'école primaire avait tout laminé. On ne notait plus que le désir obsessionnel d'imiter Paris sur tous les plans. Il y avait encore, de-ci de-là, quelques irréconciliables au fond des anciennes campagnes chouannes. Lors de mes pérégrinations, j'en avais rencontrés, à mon émerveillement, dans le Vannetais, le Porthoët, aux frontières extérieures du Pays de Retz, du bec d'Ancenis ou du Fougerais. C'étaient des roches isolées que le flot du conformisme battait et s'apprêtait à recouvrir. Mais nous avons recruté dans leurs rangs clairsemés nos meilleurs militants populaires, nos vendeurs de journaux de ferme à ferme.

En général et contrairement à ce qui se constate aujourd'hui, la jeunesse était pour nous un livre fermé. Un enfant de

17. Le 5 avril 1938, au cours d'une séance de la Chambre, le ministre juif Marx Dormoy ayant entendu dire à Ihuel, député du Morbihan, que l'orateur qui était à la tribune avait un nom bien français et en tout cas pas juif, se retourna et lui lança : « Salaud ! Un Juif vaut bien un Breton ! » L'appréciation fut alors ressentie comme une insulte par la Bretagne entière.

Bannalec, auquel je demandais comment se disait « Bretagne » en breton, me répondit « Ar Finister » et un autre « Ar Bretag'n ». Certains croyaient, bien entendu, que le breton « ne pouvait pas » s'écrire, mais aussi qu'il ne « passait pas » dans le téléphone. Il n'en allait pas différemment dans les établissements secondaires, où le moindre journal breton était pourchassé par les surveillants et sa possession entraînait une punition. L'enseignement donnait le ton. La province n'était mentionnée qu'à l'occasion du mariage d'une petite duchesse de 15 ans avec un jeune et beau roi, symbolisant sa « réunion » à la France, quelque chose comme le retour au sein de la famille d'un enfant chéri que d'imprécises circonstances avaient momentanément éloigné. Aux mille combats qui avaient précédé ces noces couleur de rose, jamais la moindre allusion. De leur langue nationale, les écoliers ne savaient qu'une chose, qu'elle était un signe d'infamie, puisqu'ils étaient punis lorsqu'ils s'en servaient. Et de conclure qu'il fallait se débarrasser de ce poids mort qui fermait les portes de l'instruction et de la réussite dans la vie. La religion du Progrès « démocratique » réglait son sort sans peine au reste de l'héritage breton.

Au demeurant, il était entendu que la Bretagne était un pays irrémédiablement pauvre, qui sans la France crèverait de faim¹⁸, que, sans sa langue et sa culture, elle serait encore dans la barbarie. Le Breton en somme était une matière brute, à laquelle le génie français donnait une forme et une expression civilisée¹⁹. Il n'y avait de breton en dernière analyse que la langue celtique

18. L'idée était si profondément ancrée que, même pendant l'Occupation, quand la Bretagne envoyait chaque jour des trains entiers de ravitaillement à Paris pour empêcher ses habitants de mourir de faim, j'ai entendu des gens condamner l'autonomisme sous prétexte que la Bretagne manquait de ressources pour vivre sans aide extérieure. Or elle vivait en fait économiquement isolée et mieux que la plupart des provinces françaises. Ce qui prouve une fois de plus que ce ne sont pas les rapports sociaux à l'intérieur des situations économiques qui déterminent les attitudes politiques, mais l'idée qu'on s'en fait, vraie ou fausse.

19. Le pittoresque Pévédic, député rural du Morbihan, donna un jour une ample publicité à l'abaissement moral résultant du culte de « l'Idole ». Le 7 mars 1929, au cours d'un débat au Club du Faubourg sur l'autonomisme breton, il prononça ces paroles immortelles : « Les autonomistes c'est des royalistes... Avant la Révolution, la Bretagne était des cultivateurs étaient des esclaves... Alors est venue la République, la Grande Dame Marianne... etc. » Le public se contorsionnait de rire (B.A., N° 40).

—c'est Joseph Loth qui me l'a dit et René Le Roux le dira après lui — encore que celle-ci fût déclarée par de prétentieux ignorants un patois aberrant du français. La pseudo-science s'en mêle : notre architecture vient de Normandie, à moins que ce ne soit du Poitou. Nos coutumes sont celles de l'ancienne France. Nos costumes locaux sont ceux du XVII^e siècle et nos légendes répètent des thèmes indo-européens. Quant au celtisme, c'est un rêve fumeux, sans aucune base historique, un simple reliquat de la littérature française du Moyen Age, ou un écho des utopies du XVIII^e siècle, au choix. Ces prétentieuses sottises n'étaient pas seulement répétées à satiété par des académiciens chevronnés, quoique le contraire eût été démontré selon des méthodes rigoureuses dans nos études, mais elles faisaient le régal des Bretons, frais émoulus de l'Université, qui croyaient, en en faisant étalage, donner les preuves d'une culture intellectuelle dont les « coupeurs de vers²⁰ », leurs pères, ne pouvaient que s'ébaubir. C'était la façon des Celtes, à la manière des « nègres blancs » des Etats-Unis, de « passer la ligne ».

Cette entreprise de démolition ne pouvait manquer son but, car elle variait ses projectiles et ses angles de tir. Les plus hautes autorités intellectuelles déniaient à la Bretagne la plus chiche possibilité de survivre. La chose était si certaine qu'on pouvait se permettre la coquetterie d'exprimer des regrets avec des larmes de crocodile. Il n'était pas un roman ou un article de revue sur le sujet du contenu de notre gilet, qui ne laisse entendre que l'idéalisme qui remplissait l'âme bretonne était, selon Renan, le maître incontesté en la matière, d'un autre âge, que notre civilisation propre était d'un type révolu, que notre langue était constitutionnellement incapable de s'élever au niveau du français. On se faisait solennel pour nous annoncer que la création de nouvelles frontières allait à l'encontre des aspirations de l'humanité, ou humoriste pour ajouter qu'un Etat breton au XX^e siècle serait une gageure comme la République de Montmartre. Ce dernier trait d'esprit nous fut servi pendant vingt ans dès qu'il était question de nous et malgré le résultat décevant qu'il obtenait, tant il semblait massacrant à nos adversaires.

La masse ne pouvait que s'incliner devant un verdict aussi unanime, patronné par ceux qui, à ses yeux, incarnaient le savoir. Elle écoutait ces insolences et ces insultes sans protester, parce qu'elle croyait honnêtes ceux qui les proféraient, ce qui

20. En breton, *troc'her-buzug*, sobriquet appliqué aux paysans.

était le cas des imbéciles ; parce qu'elle les prenait pour ce qu'elles n'étaient pas : une explication du retard et de l'abaissement du pays. Les Bretons qui désiraient le progrès, ne voulaient plus entendre parler de la Bretagne. Ils voulaient échapper à la malédiction, être français²¹ et civilisés comme les autres. C'était la seule planche de salut qu'ils apercevaient. Les hommes qui font l'histoire étaient sans doute occupés ailleurs.

Après avoir démoralisé le peuple armoricain et l'avoir divisé — libres penseurs contre catholiques, républicains contre royalistes, prolétaires contre bourgeois, bretonnants contre gallos, citadins contre paysans — il restait encore à régler son compte à l'originalité bretonne. Elle pouvait donner à penser. Un reste de lucidité pouvait encourager les interprétations dangereuses.

Une littérature importante se chargea de la besogne. La « terre des clochers à jour » était un jardin « des ajoncs d'or » où les promus se promenaient en se tenant « par le petit doigt, lonl-lonlaine », où le « tad-koz » fumait sa pipe béatement sur le pas de sa porte, tandis que la « mam-goz²² » dans sa chaumière filait au rouet entre le « banc-tossel²³ » et le lit clos. Et les « coiffes de lin » (qui étaient en linon ou en mousseline) de fournir à un abondant contingent de barbouilleurs les motifs d'une bucolique peinture en trompe-l'œil.

Recouverte de ce manteau de niaiseries, la Bretagne véritable était miraculeusement escamotée. Plus de problèmes. Chez le Breton réceptacle, le vide de la conscience était réalisé.

Tout n'était pas fini, car les jobards aussi avaient leur mot à dire. Pseudo-intellectuels, marris mais résignés, faisant en somme contre mauvaise fortune bon cœur, ils proclamèrent : Bretagne est poésie ! Élégante formule qui n'allait pas à l'encontre des thèses officielles et ne devait pas empêcher de dormir le commissaire spécial d'alors, — ancêtre de nos Renseignements Généraux et D.S.T. réunis. — mais qui nous condamnait au sonnet et à l'ode à perpétuité et laissait la direction de nos affaires non poétiques aux étrangers, tandis que d'autres peuples moins lyriques défendaient leurs droits et leurs biens en prose.

21. Cette mentalité est loin d'avoir disparu, mais sous l'influence du réveil patriotique, elle s'exprime autrement. Elle est devenue la revendication d'être traités en « Français à part entière ». A quand la revendication d'être traités en Bretons à part entière ?

22. Respectivement « grand-père » et « grand-mère ».

23. Le banc-tossel est le banc-coffre devant le lit 'los. Le penn-bazh est le bâton à tête.

Il fallut parfois les rappeler à la réalité. Tous nos poètes cependant n'étaient pas de ce calibre. Nous avons eu de fidèles compagnons parmi eux : le charmant Marc-Adolphe Guégan, à la pochette brodée, et le bouillant Théophile Briant, dans sa Tour du Vent, à Ros-Tenoc, dont nos bons Gallos ont fait Rothéneu et les cartographes Rothéneuf.

Il eût été surprenant que le sentiment des Français cultivés à l'égard des habitants de la lointaine province n'ait pas fini par pénétrer les couches populaires. Malheureusement le peuple ne prend pas de gants et dit facilement tout haut ce que les gens distingués déguisent de périphrases et enveloppent d'hypocrisie. Le peuple français a longtemps été très dur et injuste à l'égard des Bretons, dont les conscrits exilés dans des terres choisies volontairement par le recrutement à l'autre bout du territoire, ou les émigrants livrés aux marchands de main-d'œuvre, ont ramené au pays des rancœurs qui ne sont pas oubliées. On ne peut pas douter que ce sentiment, fait de mépris et de répulsion, ne fut général, quand on se souvient des cartes postales ordurières, dont s'ornaient sans exception tous les bureaux de tabac de la péninsule, qui représentaient des Bretons en costume national partageant leur table et leur lit avec des goretts. Ces cartes postales nous faisaient écumer. Nous avions des altercations avec les buralistes chaque fois que nous prétendions les obliger à les retirer. « Ça se vend très bien ! » disaient-ils, insensibles et butés. Des gestes de violence de notre part eussent produit un effet contraire. Au commissariat tout le monde nous aurait donné tort. Comme les temps de justice sont parfois longs à venir²⁴ !

Il existait enfin une manière encore plus subtile de régler son sort à la Bretagne. Il suffisait pour cela, sous prétexte d'en rechercher l'essence, d'en dénaturer ou d'en ratatiner le concept. Une fois admis que Bretagne = Réaction et Cléricalisme, il est clair qu'on se débarrasse d'elle en éliminant les deux derniers termes de l'égalité. En attendant, la moitié des habitants de la péninsule qui votent contre les curés, n'en sont plus. Toujours ça de gagné. Une autre manœuvre consistait à faire intervenir

24. Le célèbre satirique *l'Assiette au Beurre* consacrait un numéro spécial à la Bretagne en 1906, signé Laurent Tailhade, où une série de caricatures sinistres, accompagnées de quatrains insultants, présentaient la Bretagne comme une terre peuplée de cagots vicieux, alcooliques, stupides et sales. C'est un exemple.

la notion de la « vraie » Bretagne. Elle a ceci de particulier qu'elle est toujours plus loin. Les Rennais, bien sûr, et à plus forte raison les Nantais, n'en sont pas. Autant d'éliminés. D'exclusion en exclusion (par exemple, les Morbihanais ne parlent pas le « vrai » breton...) la Bretagne se trouve réduite aux dimensions des cantons où l'on parle le « bon » breton, ou bien là où se portent encore les gilets brodés. La langue et le costume perdant du terrain tous les jours, la Bretagne se réduit à des flots qui sont destinés à s'estomper un à un. Elle disparaît sans douleur avec le dernier monoglotte et la dernière coiffe. Terminé !

Les patriotes de la Belle Epoque — nous avons vu qu'il y en avait — n'ont pas assez dénoncé ces sophismes. Souvent même — lisez *Brittia*²⁵ — ils ont mis un certain snobisme à les adopter. Ils préféreraient ignorer insultes et impostures comme on se détourne d'une mauvaise conscience. Ils continuaient, pas très sûrs d'avoir raison — c'est leur excuse —, poussés par l'impératif de la race, dont quelques élus ont le privilège, mais intérieurement déchirés, à « défendre pour conserver », selon la formule révélatrice du barde Abalor.

Breiz Atao, dont tous les rédacteurs réunis ne totalisaient pas un siècle, décida la contre-attaque.

La contre-attaque.

Nous avons été les premiers surpris en exhumant des statistiques générales, où ils étaient noyés, les chiffres intéressants nos cinq départements. Ils prouvaient avec éclat que la Bretagne était un pays riche, producteur et exportateur. Ce fut pour *Breiz Atao* la joie d'un bulletin de victoire que la publication, déjà en septembre 1922, de la part de la Bretagne dans la production française en matière agricole. Avec 1/17 de la population de l'hexagone, nous produisions 1/11 de l'avoine et du froment, 1/10 des porcs, 1/8 des bœufs et des chevaux, 1/5 des pommes de terre. Quelques années plus tard, nous calculions que 15 départements du Midi payaient 301 millions d'impôts, tandis que nos 5 départements en payaient 330. C'était pour nous une joie pure que de convaincre nos contempteurs de mensonge et falsification à l'aide des statistiques établies par les services officiels. Tous les arguments dont, pendant plusieurs générations, on nous avait accablés, s'effondraient devant un récita devenu

25. *Op. cit.*

soudain monotone de tonnes et d'hectolitres. Nos adversaires n'étaient pas préparés à cela. Déconcertés, surclassés sans remission, ils se réfugièrent dans le silence pendant vingt ans. Dès lors la propagande de *Breiz Atao* a occupé le terrain sans conteste entre les deux guerres. Nous avions même trouvé une tête de turc en la personne administrative du département du Gers. Il offrait avec la Bretagne un contraste indécemment, sous le rapport des attentions de l'État. Et nous avions fait notre argument-massue du nombre d'électeurs qui était suffisant pour avoir un député dans les Basses-Alpes, qui semblait prouver une fois de plus qu'un Méridional valait une demi-douzaine de Bretons²⁶.

Bretagne = Misère étant réglé, nous sommes passés au second volet du triptyque. Nous y répondions par l'affirmation de nous-mêmes, selon l'adage que l'on démontre le mouvement en marchant. Le Breton, disions-nous, n'est pas un phénomène du passé « conservé dans du vinaigre », mais un homme du présent différent de celui d'hier et ne ressemblant pas à celui de demain. Les Français sceptiques et démocrates d'aujourd'hui ont eu des ancêtres pleins de révérence pour les aristocrates et les ecclésiastiques. La France a duré à travers ses transformations. La Bretagne en fera autant. Et de montrer, avec force exemples, le rôle éminent des Bretons dans les progrès des sciences et de la pensée, les inventions mécaniques comme les prouesses aériennes. Là où nous étions forts, c'est à propos de nos paysans soit-disant « arriérés ». Nous n'avions pas de peine à démontrer qu'ils étaient à la tête de la paysannerie française pour l'élevage, les primeurs et l'organisation coopérative. C'est un hymne à la gloire du travail breton qui s'élevait des tribunes où nos orateurs, souvent improvisés, mais toujours touchants par leur courage et leur sincérité, obtenaient leur récompense dans le spectacle de leur fruste auditoire soulevé par la dignité retrouvée et un immense espoir sous-jacent.

Mais là où les applaudissements prouvaient que nous avions remonté le courant, c'est quand nous lançions que le département français qui comptait le plus haut pourcentage de fréquentation scolaire, de bacheliers et de diplômés de l'Université, était... le Finistère des chapeaux à guides et des sabots de bois !

Ce n'est d'ailleurs pas sans beaucoup de répugnance que nous

26. A l'époque, dans les Basses-Alpes, les circonscriptions électorales étaient 6 fois moins peuplées que les bretonnes.

avions recours à cet argument, car l'école était pour nous la machine à « débrettonner » ; mais il portait.

Le triptyque étant pulvérisé, nous partions en guerre contre la « biniouiserie²⁷ », ce que les Allemands appellent le « kitsch », dans laquelle on prétendait enfermer la Bretagne. Le pauvre Botrel, qui, malgré son grand talent et le réel patriotisme qui l'inspirait, en fut le chancre, tomba une des premières victimes de notre offensive. Nos garçons huaient ses chansons sur une scène bretonne, en hurlant : « Brezoneg ! Brezoneg ! » Botrel — que dans le fond nous aimions bien et auquel nous devions tant — avait eu le tort d'apprendre aux Bretons à aimer leur pays... en français. Mais Bécassine, dont l'origine était à Paris hors de la portée de nos coups, échappa longtemps à la tuerie. Elle continuait à inspirer d'insipides livres pour enfants, tolérés par l'habitude, comme le témoin miraculeux d'une littérature dont le but inconscient était de ravalier l'idée bretonne à un niveau rassurant, la pointe de sympathie faisant passer le mépris.

La charge tambour battant continuait contre les procès d'intention. A ceux qui nous disaient que nous voulions élever une nouvelle frontière quand le progrès voulait qu'on les abatte toutes, nous répondions qu'il ne s'agissait pas d'isoler la Bretagne, mais, « comme le désire notre honorable contradicteur », d'abattre les frontières françaises qui tout le long de nos côtes nous empêchent de communiquer librement avec le monde. Dans une Europe unie, ajoutions-nous, chaque nation, dont la nôtre, aura ses limites comme les champs et les propriétés ont les leurs. Rien de plus naturel.

A ceux qui nous reprochaient d'aller toujours contre le progrès en voulant « revenir » aux petits pays, nous disions qu'au contraire le progrès exigeait que soient démembrés les États géants « qui ne sont que des instruments d'oppression et de guerre ». Les petits pays comme la Suisse, le Danemark, la Finlande sont des oasis de paix, de liberté et de prospérité, parce qu'ils ne font la guerre à personne, parce qu'ils laissent les plus humbles communautés vivre à leur guise, parce que leurs ressources budgétaires ne vont pas aux dépenses d'armement et de prestige, mais au bien-être et à la culture de leurs populations. Les petits pays sont la réponse aux problèmes du jour, ce sont les grands qui sont anachroniques !

27. Terme stigmatisant le pittoresque régional conventionnel.

Les jugements péremptoires recevaient le châtement mérité, dans les rencontres où l'on se souciait de beaux-arts. Marchal avait prouvé que non seulement les costumes bretons, mais le mobilier, l'architecture et les arts appliqués étaient des développements originaux de styles communs à tout l'Occident, suivant en outre une chronologie différente de la France. La Renaissance, chez nous par exemple, ne marque pas une coupure brutale, aimait-il à observer, ce sont ses motifs qui sont incorporés dans la tradition bretonne et traités dans le même esprit.

Maurice Duhamel, après Bourgault-Ducoudray, montrait que notre musique populaire était un art raffiné, ayant gardé quinze modes musicaux distincts, auxquels la musique la plus avancée revient timidement. Et il y a belle lurette que les linguistes de tous pays avaient exposé que notre langue appartenait au rameau celtique, avec le gallois et l'irlandais, et non à la famille latine, comme le français.

Les anthropologues, à leur tour, avaient à faire avec nous. Leur classification des Bretons dans la même catégorie que les Auvergnats, sous prétexte de brachycéphalie, nous la rejetions. Par la clarté dominante du teint et des yeux, par la blondeur de la grande majorité des enfants à leur naissance, les Bretons se rapprochent des Nordiques.

Quant aux historiens, toujours prêts à la demande à démontrer que la Bretagne n'existait pas, ils étaient remis à leur place. On n'a pas fini de découvrir l'influence énorme qu'eut sur les esprits, au Moyen âge, le mythe du roi Arthur. Mais, quelle importance, disaient-ils, si nous n'avons « aucune preuve historique » de l'existence d'un tel souverain breton ? Très bien, disions-nous, mais quelle preuve avez-vous de l'authenticité de l'anecdote du vase de Soissons ? Qu'est l'histoire de Mérovée, de Clovis, sinon une légende, pour ne rien dire de celle de Jeanne d'Arc, qui s'effrite un peu plus chaque jour à la lumière de la critique historique ? Ces doctes personnages oublient-ils intentionnellement — dès qu'il s'agit de nous — que jusqu'à l'époque moderne la légende était l'histoire puisqu'elle ne s'en distinguait pas ou difficilement ?

Mais il ne s'agissait pas seulement de répondre à des objections. Il fallait aussi suppléer aux défaillances et aux silences de l'école, à l'indifférence de la presse régionale à l'égard des questions de son ressort²⁸, en répétant inlassablement des cours

28. Un Aunisais règne à la *Dépêche de Brest*, un Ardennais à l'*Ouest-*

complémentaires d'histoire ou d'économie politique. Ce fut l'école du soir et l'école du dimanche de *Breiz Atao*. Il fallait bien souvent, quand une interjection avait signalé l'ignorance de l'auditoire, interrompre une harangue pour transformer une réunion publique en classe d'école primaire.

Nous auditeurs, surpris, incrédules d'abord, puis bientôt enchantés, apprenions de notre bouche que leur pays avait été mille ans indépendant et avait eu un roi, tandis que la France, telle que nous l'entendons aujourd'hui, n'existait même pas à l'état de projet.

Ils apprenaient que nos pères, avant la Révolution, n'étaient pas des esclaves, et qu'ils payaient exactement moitié moins d'impôts que les habitants du domaine royal²⁹ ; qu'aucune loi de Paris ne pouvait leur être appliquée sans leur consentement et que là résidait la raison de leur attachement à leurs libertés. La leçon de géographie, selon les circonstances, suivait la leçon d'histoire ou lui était substituée.

Nous ne nous contentions pas de contredire, de rectifier, d'enseigner, d'inculquer ; nous disions notre foi dans notre pays, terre d'avenir par les qualités de son peuple, sa santé morale, par ses ressources naturelles négligées, par sa situation privilégiée au carrefour des routes maritimes les plus fréquentées, mais à la condition indispensable que « charbonnier soit maître chez soi ».

Des idées aussi nouvelles en ce temps-là déconcertaient. Elles

Eclair, qui lance un parti politique... à Paris, le P.D.P. *Le Phare de la Loire* est la propriété d'un Juif alsacien cocardier. *Le Nouvelliste* de Rennes est dirigé par un Lillois et contrôlé par des intérêts situés hors du pays. Les journaux locaux sont, soit des éditions régionales de groupements parisiens, comme le *Progrès* de Quimper dirigé par un Béarnais, soit de simples bulletins d'annonces légales qui reproduisent les articles d'agences. *Le Courrier du Finistère* fait exception. Il est dirigé par Corentin Le Nours, publie une chronique en breton, mais soumis à l'autorité diocésaine, il n'est en fait qu'un important bulletin paroissial, dépendant politiquement de la *Croix*. En somme, avant 1939, une seule publication en Bretagne parle des problèmes bretons, défend des intérêts bretons : *Breiz Atao*. Il n'est que justice de reconnaître qu'il est parfois suivi, de très loin, par le *Nouvelliste* de Lorient, dirigé par le Breton Cathrine et dont le principal rédacteur, Jos Jaffré, sera le rédacteur en chef de l'*Heure Bretonne* à partir de 1941.

29. A la veille de la Révolution, la province la moins imposée du royaume payait 12 livres et demi d'impôt par tête d'habitant, alors qu'Amiens qui venait ensuite payait 25 livres (*La Bretagne écartelée*, par Yann Fouéré, Nouvelles Éditions Latines, Paris, 1962, p. 175).

n'avaient pas toutes un impact immédiat, mais elles donnaient beaucoup à penser et œuvraient lentement à la révolution dans les esprits qui s'est produite en Bretagne entre 1911 et nos jours, et plus particulièrement autour des années 30.

La doctrine que nous avons essayé de rappeler et condenser dans ses traits n'est pas sortie miraculeusement d'un esprit supérieur. S'il en avait été ainsi, il est fort à parier que nos Bretons s'en seraient détournés avec ensemble. Elle s'est formée petit à petit au cours d'échanges d'informations et d'idées, dans une atmosphère passionnée entre les principaux meneurs, rarement plus nombreux que trois. Et ses nouvelles acquisitions étaient dès les jours suivants passées au feu de la controverse publique. Quelques-unes des conclusions auxquelles notre honnêteté intellectuelle nous avait conduits, ne furent pas sans soulever de douloureux problèmes sentimentaux et de graves cas de conscience. Nous avions parfois la sensation de nous être engagés sur un chemin escarpé longeant de bien près un précipice, mais nous allions quand même. Nos discussions avaient pour théâtre la chambre à coucher de l'un de nous, le local du « central » — qui, après le 4 de la place de Bretagne, fut longtemps la mansarde du 11 de la rue Saint-Malo —, les allées du Thabor — qui devaient vingt ans plus tard retentir des salves des exécuteurs — ou les café-cidre des rues populaires, parfois même les ombrages du Luxembourg ou les caveaux du Boul'Mich, quand nos examens ou toute autre chose nous ramenaient dans la Ville-Lanterne. Nos randonnées dans le pays rennais et malouin, ou en « basse », comme nous disions de la Basse-Bretagne, n'avaient pas le même tour intellectuel. Nous y chantions surtout, ou nous écoutions le vent, la mer. Il y a des paysages dont nous venions nous imprégner en silence. Ensuite, nous nous sentions plus résolus.

Ainsi se forgea la doctrine, qui fut notre arme et notre cuirasse. Dans le détail il y eut des divergences fugitives, inévitables au cours de semblables explorations idéologiques, mais qui ne nous firent jamais dévier du droit chemin. Il est même surprenant aujourd'hui de constater l'absence de faux-pas au cours de notre périple de huit années à travers le désordre de l'action bretonne. C'est que le patriotisme est un sentiment simple et terriblement impérieux qui mène droit au but.

7

LA REINE ENDORMIE

Au sein des minorités où la langue nationale est parlée par toutes les couches de la population, enseignée, cultivée, instrument du commerce comme des relations personnelles, aucun problème linguistique n'existe en soi. Chez nous il en était tout autrement. La Haute-Bretagne, qui représente les trois cinquièmes du pays, a perdu le breton depuis longtemps et, à l'époque de *Breiz Atao*, une partie importante de la population de la Basse-Bretagne, principalement dans les villes et les milieux cultivés, avait cessé de le parler.

Ce recul avait pour raison fondamentale l'assujettissement politique, qui condamnait en bloc tout le particularisme breton à disparaître et pour raison technique l'appauvrissement, l'abâtardissement et la fragmentation dialectale d'un parler exclu rigoureusement de la vie publique et de l'école.

Le breton classique, tel que l'entendait, le lisait et l'écrivait toute la Bretagne bretonnante au xvi^e siècle, était devenu une distraction d'érudits. La masse ne sait ni lire, ni écrire la langue qu'elle parle sous une forme dialectale et a pris le pli de passer au français dès que la conversation s'élève au-dessus du niveau journalier. Le bretonnant, à partir du moment où il sortait de son canton, allait en ville ou entraînait dans un bureau, bifurquait sur le français, même s'il en était réduit à traduire sa pensée dans un mot à mot barbare et laborieux.

L'ostracisme dont était victime le langage celtique ne datait pas d'hier. L'imposition du latin comme langue de l'administration et du culte remonte au premier siècle de notre ère. Les envahisseurs de l'Armorique, au v^e siècle, avaient repris le

breton, resté vivace dans l'île, comme langue nationale et ce que nous en savons exige notre respect. C'était une langue noble, dotée d'un vocabulaire savant, en usage depuis l'Ecosse jusqu'à l'estuaire de la Loire. Il va de soi que le latin était resté la langue de l'église et par conséquent de l'école. Malgré ce handicap, le breton, emporté par l'élan conquérant, avait refoulé le latin populaire jusqu'aux portes de Rennes et de Nantes et lancé de nombreux îlots au-delà.

Cependant, l'aristocratie, réfugiée en France pendant l'occupation de la péninsule par les Vikings au ^x^e siècle, revint de l'exil après la libération du territoire avec des enfants habitués au parler roman. Des unions matrimoniales avec les provinces voisines firent le reste. Quand, au ^{xiii}^e siècle, le trône fut occupé par la maison française de Dreux, celle-ci devint vite bretonne de sentiment, mais continua à parler français. A la suite de l'Union, l'édit pris par François 1^{er} à Villers-Cotterêts, rendit obligatoire l'usage du français dans l'administration et la justice. La Révolution en imposant partout un régime uniforme paracheva le monolithisme linguistique de l'Etat, consacré depuis sacramentellement par toutes les constitutions.

Mais tant que les écoles furent rares, le peuple restait peu touché. Ses prêtres et ses châtelains continuaient à lui parler breton et il ne nourrissait aucune sympathie pour le *galleg brein*, le « sale français » des huissiers et des collecteurs d'impôts. Le nombre des bretonnants, monolingues en immense majorité, passa de 500 000 au ^{xvi}^e siècle à 1 200 000 au ^{xix}^e. La langue, malgré l'inévitable invasion des mots français, d'ailleurs vigoureusement digérés, ne perdit rien de sa celticité. L'idiomatisme remarquable de la littérature populaire jusqu'à nos jours en fait foi.

Une entreprise criminelle.

C'est ce bloc réticent, sourdement hostile, perçu comme dangereusement étranger, que la troisième République entreprit systématiquement de fissurer et de corrompre au moyen de l'école primaire, dont le rôle primordial d'instrument de débretonnisation et de francisation fut mis en pleine lumière par la divulgation des instructions académiques données aux écoles normales

1. Les plus célèbres d'entre eux, Carré, Dosimont et Dantzer, furent les « tortionnaires du breton ». Carré édita une méthode spécialement conçue pour aider les maîtres à déraciner la langue maternelle des élèves. Elle n'était pas dans le commerce !

d'instituteurs et dont la mise en œuvre sur le terrain était étroitement surveillée par les inspecteurs¹. Plusieurs de nos camarades de lutte avaient été décorés du « symbole », un objet que recevait en garde l'enfant surpris parlant breton, même en récréation. Il devait, pour s'en défaire, surprendre à son tour un petit camarade dans le même cas et le lui remettre. Le dernier resté en possession du symbole payait pour les autres. La délation devenait vertu républicaine.

L'action directe vint renforcer les prescriptions officielles. Les parents qui élevaient leurs enfants en breton, recevaient, particulièrement entre 1910 et 1930, la visite soit de l'instituteur public, soit des sœurs enseignantes, voire même d'un gendarme, pour leur faire un devoir de parler exclusivement français aux écoliers, même quand la mère n'en savait que quelques mots. La rigueur des prescriptions allait jusqu'à faire interdire aux grands-parents, qui, eux, ne savaient pas un mot de français, d'adresser la parole à leurs petits-enfants². Nous étions quelques-uns à penser qu'une telle atteinte au plus intime de notre vie justifiait pleinement le recours aux armes.

Le ministre Combes, méridional de la vieille école, avait été, en 1906, jusqu'à défendre aux curés de se servir du breton à l'église et au catéchisme, peu avant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ce qui entraîna un soulèvement populaire, qui devait se renouveler au moment des Inventaires³.

Le rayonnement de la langue française au ^{xviii}^e siècle était tel qu'il a pu sembler alors naturel que des parlers plus humbles dussent disparaître devant elle. C'était un point de vue aristo-

2. L'auteur se souvient d'une ferme, en Plouguerneau, où les grands-parents qui ne savaient pas un mot de français, mais avaient l'interdiction de parler breton à leurs petits-enfants venus du collège en vacances, s'adressaient à eux par gestes ponctués de « eh!... eh!... » comme des sourds-muets. En réponse, les enfants les rudoyaient comme de simples animaux.

3. Il y aurait un livre terrible à écrire sur cette entreprise criminelle, en réponse aux imbéciles et aux hypocrites qui, depuis les chaires universitaires, expliquent, avec des soupirs de regret, que le breton meurt de sa belle mort par un effet naturel du progrès. C'était aussi la justification que se donnaient les maîtres prussiens qui fouettaient les petits Posnaniens qui parlaient polonais, ou les religieuses « continentales » qui meurtrissaient à coups de règle la pointe des doigts du pauvre gosse auquel une phrase en italien avait échappé, et qui devait ensuite rester les bras en croix jusqu'à épuisement. (Témoignage de M^{lle} Eugénie Mattei, ancienne élève des sœurs à l'Île-Rousse, Corse, recueilli par l'auteur.)

cratique que le romantisme, entiché des cultures populaires, devait battre en brèche. Tout au long du XIX^e siècle, les patriotes bretons ont rêvé du relèvement et de la libération de leur langue. Il reste à expliquer pourquoi ceux qui avaient vu juste, comme Hersart de la Villemarqué⁴, ne furent pas suivis et pourquoi, alors que le mot d'ordre patriotique des Italiens sous Napoléon se résumait dans « guerre aux dialectes », les régionalistes et bardes bretons, cent ans plus tard, s'acharnent à pratiquer les dialectes parce qu'ils s'adressent aux campagnards. Leur combat engagé dans une voie sans issue devait se terminer par un fiasco total. On verra plus loin que l'erreur avait la vie dure et se manifesta une seconde fois en plein mouvement *Breiz Atao*, mettant en échec une renaissance qui promettait.

Pourtant la langue littéraire moderne unifiée existait. Elle avait été forgée par un grand patriote, François Vallée, s'appuyant sur la science profonde et encyclopédique qu'avait du breton son ami Emile Ernault, professeur de langues anciennes à l'Université de Poitiers. Dans les années 20, des textes modèles avaient été publiés. Il était possible de faire démarrer un mouvement linguistique sur ces bases solides⁵. *Breiz Atao* s'y employa dès la scission de 1921, ouvrant une nouvelle époque et permettant tous les espoirs.

Il est presque superflu de mentionner aujourd'hui les raisons pour lesquelles les nationalistes bretons avaient décidé de rendre la première place au breton dans la vie de leur pays, quand on a vu la résurrection de l'hébreu et des cas encore plus difficiles,

4. Cet intuitif de génie avait compris que seule une langue unifiée avait une chance de survie. Il était même allé jusqu'à imaginer une langue où fusionnaient le breton armoricain et son cousin le gallois. Il était venu trop tôt.

5. J.-F. Le Gonidec avait publié en 1821 sa *Grammaire normative* destinée à fixer le breton dispersé dans les variétés dialectales. Il proposait en fait le dialecte du Léon rectifié comme langue nationale, un peu dans la situation du toscan en Italie ou du castillan en Espagne. La Villemarqué l'avait adopté, ainsi que plusieurs autres intellectuels, sans être suivis. Mais il était allé plus loin en 1837, à l'Eisteddfod d'Abergavenny en Galles, en s'exprimant dans un brittonique synthétique, également compréhensible pour les Gallois et les Bretons cultivés qui l'écoutaient.

L'excellente méthode, *La langue bretonne en 40 leçons*, de F. Vallée, parut en 1909, suivie de nombreuses rééditions. Les textes modèles sous forme d'un récit fictif des origines celtiques *Skella Segobrani* parurent entre 1923 et 1925, établis par Vallée et Ernault sur canevas fourni par l'érudite René Le Roux (Meven Mordiern). Le *Grand Dictionnaire* de Vallée suivit en 1931.

comme la remise en usage par les Russes en Allemagne Orientale du serbe de Luzace, que ne parlaient plus que vingt mille personnes sur des centaines de mille, ayant de surcroît toutes une parfaite connaissance de l'allemand.

L'adage lancé par Vallée au début du siècle : *Hep yezh, hep broadelezh* : « Sans langue, pas de nationalité », qui avait déconcerté et même soulevé des protestations, est maintenant devenu un lieu commun. Le premier acte d'un jeune homme ou d'une jeune fille qui adhère à l'*emsav* est d'acheter une grammaire bretonne. Les antiquités objections contre la reprise du breton sont passées de mode. Qui s'élèverait de nos jours contre l'enseignement du breton sous prétexte que c'est une langue de curés, quand les curés avec ensemble l'on abandonné et que les partis de gauche en font un argument de programme ? Qui penserait rejeter le breton sous prétexte que c'est une langue de paysans inadaptée à la vie moderne, quand paraissent des lexiques techniques et philosophiques à tous moments ?

Les arguments que *Breiz Atao* développait en sa faveur sont devenus également superflus. Autrefois, il fallait convaincre des sceptiques, en montrant que l'abaissement de notre langue était à l'origine du complexe d'infériorité des Bretons, que sa réhabilitation était une question d'honneur, qu'une langue propre était indispensable à une culture qui voulait échapper à l'influence française, qu'elle était un bien de famille même pour les Hauts-Bretons...

Le réveil.

La reine endormie avait le sommeil lourd. Mais nous ne désespérons pas de la voir se lever bientôt resplendissante. Nous attendions beaucoup d'elle, ayant vu que les cadres de la rébellion irlandaise de 1916 avait été formés par les élèves des cours d'irlandais de la Ligue Gaélique. Et puis pour ceux qui s'étaient familiarisés avec elle en fredonnant sônes et gwerzes⁶, elle avait un pouvoir magique de séduction. Ses mots étaient plus beaux, plus mâles que le français. Nous comparions *bara, dour, tâd, kig, askorn, karreg* à pain, eau, père, viande, os, rocher, et nous trouvions ceux-ci fades. Il nous semblait que notre pensée trouvait un moule plus fidèle dans la phrase bretonne. Enfin, c'était l'amour.

6. Les sônes sont les chansons lyriques et satiriques, les gwerzes les chants historiques et dramatiques.

Comme il fallait s'y attendre, les bretonnants marquants que comptait notre premier noyau se taillèrent la part du lion dans l'entreprise. Aucun des Gallos de notre âge ne disposait d'un breton convenablement rodé. Nous regardions nos camarades « native-speakers » comme des élus, avec une envie mêlée de respect. Youen Drézen, Fanch Eliès, qui signait Abeozen, furent les piliers de *Breiz Atao* adolescent et de notre effort linguistique, non moins que Jakez Riou⁷, quand il était dans les parages. Ce sont ces garçons-là qui ont imposé la langue unifiée à un mouvement dialectisant et ouvert la route au mouvement littéraire moderne, dans les colonnes d'un journal qui fut l'agent de la renaissance linguistique et culturelle tout autant que celui du « risorgimento » politique.

« Erudits ou poètes, ils ont été de ces fidèles qui passent une bonne partie de leur vie à écrire des adresses dans un bureau branlant ou à coller des papillons sur les murs à une heure où les gens sensés dorment à poings fermés... Les critiques littéraires dissertent aujourd'hui sur un Abeozen conteur, historiographe et romancier. Ils oublient ce qui fut peut-être son plus beau titre de gloire, ses dix années d'action bretonne active. Le petit gâs de La Martyre, qui poussa, sans chiqué, jusqu'à l'agrégation de grammaire, et du journalisme de combat. Il a été au cours de cent meetings et conférences le premier orateur politique dans notre langue nationale. Quand un adversaire de mauvaise foi interrompait nos exposés pour nous faire grief de parler français, Abeozen nous balayait du bras et s'emparait de la tribune avec l'aménité du tigre qui se prépare à dévorer le dompteur. L'orage des syllabes aboyées et gutturales qui tombait de ses lèvres frémissantes, son regard où flambait la colère que des siècles de servitude raciale avaient amassée dans son sang, changeaient du coup en courte honte l'insolence des perturbateurs. »

Quand nous constatons aujourd'hui que les jeunes ne connaissent pas Youen Drézen, il nous semble que ce n'est pas possible. De Brest à Ingrandes, du cap de Fréhel à la pointe de

7. Les trois écrivains les plus marquants, avec R. Hémon, de la renaissance littéraire de l'entre-deux-guerres.

Pen-Bron, on pouvait compter les phénomènes qui n'avaient jamais vu s'agiter son toupet de caniche, monter et descendre sa pomme d'Adam, ou gesticuler ses bras en style de signalisation routière, ce qui était la façon du Bigouden de faire des confidences. Il a été le professeur de breton vivant de deux générations, notre conteur le plus prenant. Il a été surtout le camarade au dévouement inépuisable, le combattant sans peur. Il eût été en d'autres temps le voltigeur qui saluait les boulets en riant. Je me souviens d'une bagarre où Youen alla prendre un fransquillon à la gorge et, seul contre un groupe, imposa la décision. Il a été la joie de vivre, la bonne humeur, le conciliateur d'un des types de rassemblements humains les plus difficiles à maintenir unis, puisqu'il est formé par définition de cabochards et de mécontents. Drézen et une bouteille de muscadet, c'était le meilleur moyen, aux beaux jours du Petit Triskel, de passer une soirée mémorable⁸.

Ce n'est donc pas un hasard si la présidence de la première réunion d'adhérents de *B.A.* en 1919 à Saint-Brieuc fut offerte au pionnier de la renaissance linguistique, à François Vallée, et non pas à un « patron » idéologique ou à un vétéran des luttes sociales, comme ce serait assez la tendance aujourd'hui. Ce ne fut pas par snobisme que dès 1921 les Gallos publièrent des articles en breton et qu'en 1922 les statuts de notre groupe furent établis en texte bilingue. La tendance s'accusait encore en 1924, dans la refonte des statuts, dont l'art. 24 entend que « tout membre du groupe est supposé au moins lire le breton ». Vallée désormais considérera *Breiz Atao* comme l'organe de l'Académie qu'il préside. Il commence à y publier, à partir de mai de la même année, ses fameux « Conseils aux écrivains bretons », et son élève Mordiern en juillet le début d'un guide pour étudier les littératures bretonne et celtique, tandis que nos amis, notamment à Paris, ouvrent des cours du soir. La rédaction de *B.A.* soutient le mouvement en expliquant à ses lecteurs qu'il faut apprendre le breton littéraire et abandonner les dia-

8. Le café du Petit Triskel, à Rennes, fut pendant l'Occupation le lieu de rendez-vous et l'antre du mouvement breton. Les murs y étaient peints de motifs nationaux dus au pinceau de R.-Y. Creston. Jamais un militaire allemand n'osa y mettre les pieds, pas plus d'ailleurs qu'un de nos adversaires. Il y régnait une atmosphère saisissante de Bretagne « libérée ». On y parlait beaucoup breton et de la rencontre des dialectes était né un vrai langage synthétique que nous avons appelé le *Roazoneg*, le Rennais. Le Petit Triskel fut aussi une victime de l'épuration.

lectes, ce qui est fouler aux pieds une tradition de deux siècles, particulièrement enracinée en Vannes.

Renaissance.

Quand, à partir de 1924, Roparz Hémon, alors un inconnu, nous offre la série d'articles brillants qui fourniront la matière d'un livre fondamental, « Un Breton retrouve la Bretagne⁹ », nous sommes émerveillés de voir d'un coup le niveau d'expression du breton s'élever à la hauteur du français, nous délivrant du handicap fatal de la littérature d'édification ou d'almanach à laquelle jusque-là semblait condamnée à perpétuité la langue bretonne. L'enthousiasme déclenche un mouvement irrésistible en faveur de la langue. Car « la langue » pour nous, c'est le breton, comme autrefois le « langaich » était le français.

« Roparz Hémon n'était pas de la première équipe marchalienne. Il était à Coblenze, détaché auprès de l'armée américaine et chargé de donner des logements aux Français de passage, et jamais les Français ne furent si mal logés. Quand il en revint, il nous envoya ses premiers articles signés Loeiz Ropartz Hémon, nom dont je fis d'autorité Roparz Hémon, pour éviter la confusion avec Louis Hémon, qui venait d'écrire *Maria Chapdelaine*. Nous passions ses articles à Vallée pour en réviser la langue, car nous n'étions pas très sûrs du breton nouvelle manière de ce monsieur Némé, puisque tel était son nom à l'état civil. Et puis, le père Vallée ayant donné son accord, le nouveau venu put donner, dans *Breiz Atao*, à l'action linguistique menée par Eliès et Drézen une étonnante amplitude. Pour la première fois, on voyait une pensée forte et personnelle, nourrie de culture générale et bénéficiant de toutes les ressources de l'art d'écrire, faire dans la vie intellectuelle bretonne une irruption qui sera jugée comme une révolution sans précédent.

Pendant l'hiver 1924-1925, je suivais les cours d'architecture de l'École des Beaux-Arts, tandis que lui préparait l'agrégation d'anglais. Nous habitions le même hôtel, place du Panthéon, à deux étages d'intervalle. Il a dû se passer longtemps avant que le propriétaire de la maison ait su

9. *Ur Breizhad oc'h adkavout Breizh*, gant Roparz Hémon, Brest, 1931.

que nous nous connaissions. Nous mijotions pourtant quelque chose, mais n'entrions pas l'un chez l'autre comme dans un moulin. Nos relations étaient empreintes de formalisme et le restèrent. Némé n'était ni un inspiré ni un croyant, mais un esthète. Nationaliste breton, il l'est autant qu'un autre et sans arrière-pensée. Mais son but est strictement limité. Il veut que le breton produise une littérature moderne de niveau international. Je suis d'accord et lui propose un soir de doter le journal d'un supplément littéraire en breton. J'ai vu un homme heureux. Incontinent, nous discutons du titre. Nous écartons *Kornog*, à cause du K, car nous pensions que la réforme orthographique, que déjà nous jugions nécessaire, pouvait revenir au C interceltique. *Gwalarn*, sans lettre contestable, emporte nos suffrages¹⁰.

Le manifeste de *Gwalarn* parut en février 1925, signé de nos deux noms. Nous y annoncions sans ambages que si le public ne répondait pas, nous nous retournerions vers des occupations moins décevantes.

Cette pointe de scepticisme s'expliquait sans peine, alors qu'aucun des futurs collaborateurs de la revue littéraire n'avait la moindre préparation linguistique, que nous n'avions à notre disposition aucun lexique en dehors de celui de Troude vieux d'un demi-siècle, aucune grammaire en dehors d'ouvrages dialectaux, et comme seuls textes modèles les *Sketla* à l'encre encore fraîche...

Hémon se pose immédiatement en chef d'école et en meneur. Etayé par *Breiz Atao*, il peut s'offrir une façade de neutralité politique qui n'écartera personne et lui permettra de réunir immédiatement les abonnés indispensables à la poursuite de l'opération. Pour une fois, un homme venait à son heure. Il est suivi. Un an plus tard, je pouvais écrire : « Entre l'époque où Bleimor écrivait qu'il n'y avait pas de place pour une revue littéraire, et celle où *Gwalarn* dénombre 300 abonnés, il s'est passé quelque chose. Il s'est passé l'enseignement national de *Breiz Atao*, qui a convaincu un public. Il s'est passé les *Sketla Segobrani*, qui lui ont appris le bon breton. »

Car nous ne faisons aucune réserve à cette époque sur le breton de Vallée, qui n'est en définitive qu'un produit livresque dénué de qualité littéraire, non exempt de fautes de langue,

10. Respectivement « Occident » et « Nord-Ouest ».

mais dont la richesse en vocabulaire et en idiotismes faisait sensation. Et si nous étions entichés de celui de R. Hémon, c'était parce que tout en étant beau et harmonieux, il ne s'écartait pas de la phrase française et constituait pour de jeunes francisants une initiation de grande classe. Par contre, les bretonnants de naissance se sentaient souvent trop dépayés pour adhérer à la nouvelle formule.

Quoi qu'il en soit, *Gwalarn*, qui touchait surtout des milieux néo-bretonnants, s'avère un succès. Roparz, sans attendre, attaque à fond, selon son tempérament, sans demander l'avis de personne. Il renverse la colonne centrale du temple régionaliste, au risque de recevoir la toiture sur la tête, en pulvérisant le principe sacro-saint de l'enseignement bilingue : « Tuons le français, ou le français nous tuera. »

Pour comprendre l'insolence et l'incongruité de cette proposition héroïque, il faut savoir qu'au même moment, le druide Taldir, de la génération qui nous avait précédés, écrivait dans *l'Ouest-Eclair* qu'aucun homme de bon sens n'aurait formulé « l'énormité qui consisterait à vouloir proscrire le français ». Ce à quoi B.A. répondait que l'énormité serait de prétendre arrêter un incendie tout en laissant l'incendiaire opérer en toute tranquillité.

Ce fut du délire.

Tandis que *Gwalarn*, ayant reçu son autonomie en juillet 1925 — mais toujours financé par B.A. ! —, connaissait la griserie de la création littéraire, *Breiz Atao* continuait dans son rôle d'organe officiel du combat pour la langue. C'est en mars 1928 qu'est annoncée dans ses colonnes la création du *brezoneg eeun*¹¹, imaginé sur le modèle du *Basic English*, pour faciliter l'enseignement populaire.

Dès lors, la politique linguistique du mouvement est fixée. Il admet sans discussion le travail de préparation technique de l'Académie et impose aux siens le breton unifié. Désormais, il ne paraîtra plus un imprimé du parti sans un texte breton, il ne se produira plus une manifestation sans que la langue n'y soit à l'honneur. Le haut-Breton Mordrel parlera en breton au Congrès historique de Châteaulin, comme le haut-Breton Debauvais parlera en breton à Pontivy en 1940.

Qui aurait pu prévoir, dans ces conditions, une rupture entre *Gwalarn* et *Breiz Atao*, auquel la revue littéraire devait toute

11. « Breton simple ».

la préparation sentimentale et idéologique qu'elle avait pu immédiatement exploiter, le premier bataillon de ses lecteurs et tout son financement ? Elle se produira cependant, unilatéralement, au moment du Congrès de Châteaulin, où une « Journée du Breton » était prévue sous l'égide de *Gwalarn*, avec la participation des organisations irlandaises de la *Gaelic League* et du *Fainne*¹². Quand Mac Carthy Willis, ses amis, et la délégation galloise débarquent, M. Hémon brille par son absence. La participation de *Gwalarn* avait dû être annulée in extremis sous la menace télégraphique d'une insertion dans la presse niant tout lien entre l'organe de M. Hémon et *Breiz Atao*.

Ce coup dur, bien entendu, ne fut pas rendu public, et *Gwalarn*, grâce à ses hommes qui étaient aussi les nôtres, fut parmi nous. Mais une nouvelle politique linguistique était née de l'illusion que la langue pouvait être sauvée sans faire de politique. Cette erreur aurait coûté cher à M. Némou, si *Breiz Atao* se l'était tenu pour dit et avait lâché *Gwalarn*. Il n'en fut heureusement rien. Nous continuâmes notre soutien sans réserve, en faisant une publicité intense à toutes ses initiatives et fournissant à ses équipiers l'idéologie et la confiance en soi de la maison mère. *Gwalarn* gagna sur les deux tableaux, obtenant une plus large audience ainsi qu'une existence exempte de contact avec les cabinets des juges d'instruction, du moins jusqu'à l'époque où le seul fait de s'être dit Breton valait une inculpation. Mais on a dû plus tard, sous la pression de l'expérience, revenir à l'idée de *Breiz Atao* que le relèvement de la Bretagne est un bloc dont on ne peut dissocier un des éléments sans le condamner à dépérir.

12. La *Ligue Gaëlique*, fondée à la fin du siècle dernier, pour rétablir un enseignement irlandais en face de l'école anglaise, connut une forte extension et fut à l'origine de la renaissance de la langue. Le *Fainne* est l'association de ceux qui s'engagent à ne parler qu'irlandais entre eux et que distingue un anneau doré, porté à la boutonnière.

UNE CREATION: L'ACTION BRETONNE

Quand une politique consiste à attendre le bon plaisir de l'adversaire, la seule action possible est l'attentisme. Le régionalisme a ignoré l'action bretonne, en tant que projection vers l'extérieur d'une volonté d'aboutissement. C'était un grand « far niente » entrecoupé d'agapes apportant un exutoire aux sentiments refoulés.

Mais voici que des enfants se lancent à la conquête du peuple, bannière déployée. Aux timorés succèdent les résolus, aux songeurs les réalistes, aux velléitaires les combattants. Qu'allions-nous faire ? Lorsqu'un groupement se compose de 3 ou 4 isolés et de deux douzaines de correspondants disséminés, il peut s'estimer content s'il arrive à faire vivre une petite publication. Et cependant *Breiz Atao* n'attendit pas d'avoir une doctrine, ni des appuis, ni des cohortes, ni des finances pour entrer en action. Il n'a pas six mois de vie qu'il a fondé ses quatre premières sections locales, à Saint-Brieuc, Rennes, Paris et Morlaix et qu'il inaugure sa première journée de propagande à Lesneven. Pour être logiques avec nous-mêmes, nous aurions dû commencer par une grande ville, mais nous étions encore prisonniers du vieux préjugé que les meilleurs des Bretons étaient les paysans de langue bretonne !

Dès le début, nous avons compris que nous ne pouvions pas compter sur le « fair play » des agences d'information. Nous avons cherché à rompre la conspiration du silence qui s'exerça de suite à notre endroit, par des manifestations d'un caractère audacieux ou scandaleux, que la presse ne pouvait pas passer sous silence. La méthode avait encore cet avantage, puisque nous

n'avions pas les moyens de nous payer une publicité, d'en obtenir une gratuite. Le courage c'est de l'argent. D'où la réputation d'enfants terribles qui nous fut faite dans les milieux bourgeois et que nous méritions largement pour nos crimes de lèse-majesté « nationale ». Quand, au mois de juillet 1921, le maréchal Foch, qui cumulait la gloire d'Annibal avec celle de César, vint à Rennes pour présider les fêtes en l'honneur du connétable Bertrand du Guesclin, un jeune garçon de dix-sept ans protesta, presque seul, contre « la glorification d'un traître » dans un éditorial que Marchal, pour une fois, eut la témérité d'accepter. Durant la nuit précédant la fête, il couvrit les murs de Rennes de papillons reflétant son verdict, qui précédaient la sortie du journal où étaient étalés les considérants et revendiquée la responsabilité du méfait. La chose fit autant de bruit, ou peu s'en faut, que la bombe qui devait éclater onze ans plus tard place de la mairie, et fit connaître le nom de Francis Debauvais. L'action bretonne était née.

La première réunion, qui ouvrit un long cycle, mérite qu'on s'en souvienne. Sous la présidence du « père Vallée », comme nous l'avons dit, elle eut lieu, le 27 juillet 1919, dans le local obligamment prêté par *'Action Française'* à Saint-Brieuc, qui avait flairé le chouan et pensait s'annexer sans douleur ces nouvelles ardeurs bon teint. Elle eut ainsi l'honneur de porter un enfant redoutable sur les fonts baptismaux.

Le 8 septembre, nous projetons de nous réunir à l'occasion du pardon du Folgoët, pour tâter de la propagande populaire. Rendez-vous à la statue de Mgr Frepel, avec comme signe de ralliement un brin de bruyère à la boutonnière. Malgré ce luxe de précautions, les huit adhérents qui avaient répondu à l'appel n'arrivèrent pas à se rejoindre dans la foule, peut-être pour la raison qu'ils ne s'étaient jamais vus. Mais il en aurait fallu d'autres pour nous décourager.

Le groupe était anxieux de se doter d'un insigne plus spécifique que la fleur menue, mais il reculait devant le prix réclamé par le fabricant. Notre bonne fée voulut que notre aîné F. Gourvil nous fit cadeau d'un lot de magnifiques insignes émaillés, qui avaient été commandés pour une *Unvaniez laouankis Breiz* restée au paradis des bonnes intentions bardiques, sur lesquels se détachait une branche de gui. Ainsi naquit notre « Union de la Jeunesse Bretonne », qui, superposée et confondue au primitif

1. Mouvement néo-monarchiste fondé en 1899 par Charles Maurras.

Groupe Régionaliste Breton, passant pour des raisons d'insigne au second plan, devait se muer quelques années plus tard en Parti Autonomiste.

Les « exilés » de Paris ne sont pas les moins actifs. Je rencontre alternativement un lieutenant d'infanterie démobilisé, devenu étudiant en droit, dans sa chambre de répétiteur au collège Stanislas, Saïg Le Goff, et Jeanne Malivel, qui sera notre Velléda, dans son atelier de la rue N.-D.-des-Champs, où elle s'applique à faire revivre les arts appliqués bretons, afin de jeter les bases de l'action bretonne à Paris.

« Paris a été autant, sinon plus que Rennes, de 1921 à 1926, le creuset du renouveau breton. L'atelier de Malivel fut l'exacte réplique de la chambre à coucher de Marchal. C'était le point de ralliement où, sous la présidence de cette petite femme énergique au regard de nonain, Saïg et moi tracions nos plans. Malivel restait aussi étrangère à la Ville-Lumière que si elle n'avait jamais quitté son Loudéac natal. Elle s'était vouée à la renaissance du vitrail et à la gravure sur bois dans le cadre de la renaissance bretonne. Pour elle, l'une n'allait pas sans l'autre. Elle était si pure qu'il nous aurait semblé sacrilège de la regarder comme une femme. Nous savions qu'il y avait un demi-million de Bretons à Paris, mais nous ne savions pas où. Nous nous précipitions partout où nous apercevions l'étiquette « régionaliste ». C'est ce qui nous conduisit aux soirées hebdomadaires que Goinard organisait alors dans sa librairie du Boul. Saint-Germain. Le grand Nazairien, malheureusement, y était généralement le seul compatriote accrochable, car ni le bon Charles Brun ni sa suite n'avaient l'odeur du gibier que nous recherchions. Nous poursuivions ailleurs notre chasse et chacun de nous finissait par ramener « son » Breton chez Malivel. C'était tantôt un écolier, tantôt un soldat ou un employé de métro. Nous fîmes nos premières armes en nous efforçant par tous les moyens dialectiques de convaincre nos hôtes d'un soir et ce fut, en effet, peut-être là que commencèrent à se profiler l'idéologie de combat et les méthodes de propagande.

Nous collectionnions aussi les adresses. Quand nous avions un instant libre, nous partions « à la pêche ». Nos lignes de métro se dirigeaient invariablement vers les

quartiers populaires. Arrivés devant la maison, nous ne demandions plus, nous montions directement sous les toits. Là étaient nos Bretons. Il faut se souvenir de cela pour comprendre comment, en un demi-siècle, nos compatriotes ont su s'élever dans l'échelle sociale par leur propre effort.

C'était le temps où Saïg et moi allions à la Paroisse Bretonne de l'abbé Cadic, l'unique foyer breton de l'époque, à une portée de fusil de la gare Montparnasse, pour tenter d'introduire l'élément celtique dans les séances récréatives du dimanche, dont le but était de détourner les bonnes-à-tout-faire des bals musettes. Personne ne percevait à jour nos intentions, le brave abbé tout à ses marottes moins que les autres. Il annonçait nos chansons « en dialecte du Léon ». Rien n'avait changé sous ces plafonds noircis depuis Hersart et Laennec. Les guerzes et contes de son pays pontivyen, que l'abbé recueillait par goût archéologique, ne lui semblaient présentables qu'à travers une traduction française. C'est chez lui que nous avons senti avec le plus d'intensité la rupture totale entre la génération marquée par le XIX^e siècle et la nôtre. Les jeunes, aujourd'hui, n'ont rien inventé. »

Impatient de conquérir les foules, j'écris, dans un accès d'exaltation, un appel au peuple que nous distribuons à la sortie du pardon breton du Sacré-Cœur, sous la pluie. Nous profitons d'une accalmie pour le punaiser sur les palissades, indifférents à l'obligation légale de l'apposition d'un timbre fiscal. Ce fut notre premier imprimé de propagande, qui me consacra le spécialiste du genre, et notre première entorse à la légalité.

Au pays, la section de Morlaix organise le 18 janvier 1920 la première manifestation de propagande du groupe. Un ravaudeur d'habits harangue les bonnes gens à la sortie de l'office et, le soir, Marchal fait une « causerie » au cours d'une « soirée récréative ». *Breiz Atao* peinait pour s'arracher de l'ornière. Mais en mars sort la brochure doctrinale de Marchal, dont nous attendions les quatre petites pages avec une impatience dévorante, et dont la meilleure phrase : « On ne prête qu'aux riches, on ne cède qu'aux forts » est aussi actuelle aujourd'hui qu'il y a un demi-siècle.

Nous allions aussi chez les voisins. En décembre, assisté de l'abbé Beauregard, de Saint-Malo, professeur à l'Institut Catholique et grand admirateur de Sinkiewicz, le chantre de la Polo-

gne martyr, j'assiste au congrès de la Fédération Régionaliste Française, pour m'élever contre les thèses matérialistes et opportunistes qui y dominent, batailler contre le sécessionnisme nantais d'Abel Durand² et constater que « deux régionalismes sont en présence, celui de l'*homo oeconomicus*, legs du siècle précédent, et celui des âmes régionales ».

Toutes les occasions nous sont bonnes de manifester. Nous allons à Colombes féliciter les rugbymen gallois de leur victoire et les invitons à chanter avec nous notre commun hymne national, à la stupéfaction générale. En un mot, l'élan est donné, le dynamisme de *Breiz Atao* consacré.

Mais Rennes, qui est pourtant notre siège, reste à la traîne. Comme héraut du mouvement Marchal n'a pas été remplacé. Debauvais, qui, à ce moment-là, était au tout début de sa remarquable formation d'autodidacte, n'avait aucun des traits qui avaient fait la popularité de Marchal. Il ignorait les milieux étudiants, que son fanatisme rébarbatif inquiétait. Il était l'objet de critiques acerbes³. Au-delà de sa personne, c'est la politique tranchante et bretonnante de *Breiz Atao* qui était visée. Notre bureau de la rue de la Chalotais était comme un petit

2. Avocat d'affaires nantais, théoricien d'une région économique nantaise englobant tous les départements voisins.

3. Jo D., étudiant d'histoire à l'université de Rennes, m'écrivait le 15-11-23 : « Je reproche à Debauvais, qui est un administrateur excellent, de sortir de ses attributions bureaucratiques, ce qui le fait aboutir à des pataqués lamentables. On reconnaît sa bonne foi, son courage, sa tenacité, veux-tu que je mette son héroïsme ? Mais il est de minute en minute plus inexorablement primaire... faux savant, sans tact comme sans savoir-vivre... » Plus loin Jo D. me rapportait la réplique de Deb au sujet de la Haute-Bretagne : « Il n'y a pas d'entité galloise. Le pays gallo n'existe pas... La Haute-Bretagne future ? Une région de passage pas bretonne, une sorte de couloir... » Puis, continue J.D. : « Donc, en ce moment, à Rennes, malaise et antipathie contre le bureau de la rue de la Chalotais, incarné et personnifié par D. » Enfin, montrant où il voulait en venir, mon correspondant attaque au corps : « *Breiz Atao* et son entourage immédiat jouissent d'une réputation malheureuse et très équivoque, largement entretenue et accréditée par l'administrateur de Rennes. On désirerait un grand examen de conscience et une refonte dans un sens plus stable... un esprit de calme et de travail désintéressé... Que les aboiements de roquets en colère fassent place à des jugements moins hâtifs... Nous n'avons pas de revue bretonne qui tienne un juste milieu entre un régionalisme en déliquescence et un séparatisme à tout crin... » Comme on le voit nettement par ces extraits de lettre, B.A. était en 1923 très en avance sur l'évolution des esprits dans les milieux étudiants et sa position exclusivement bretonnante ne lui avait pas réussi en milieu rennais.

bastion avancé de la Basse-Bretagne au cœur du pays gallo, presque comme un corps étranger. En étions-nous fiers ? Cette disposition d'esprit, qui fit du pays bretonnant notre terrain privilégié d'action pendant vingt ans, eut la fâcheuse conséquence de laisser le bloc haut-breton trop en dehors de notre propagande. Nous ne disposions d'aucun instrument de pénétration qui lui soit adapté. Cette lacune devait se faire sentir quand, plus tard, la décision fut pendant quelques jours entre les mains de nos deux capitales.

Evidemment, nos raisons étaient méditées et fortes. Nous regardions avec raison la Basse-Bretagne comme le sanctuaire du celtisme et de la nationalité : la valeur essentielle à préserver en priorité. Nous avons sacrifié la propagande en Haute-Bretagne, parce que nous disposions de moyens ridiculement limités et que nous ne pouvions pas être partout à la fois.

Debauvais était critiqué et déplaisait aux milieux cultivés. Marchal disait, sarcastique, que rien n'égalait sa vacuité intellectuelle. Mais sans son art — pratiqué avec une habileté et un sang-froid qui ne cessa de faire mon admiration — de faire tourner un moteur sans carburant, *Breiz Atao* serait très vite passé à l'état de souvenir. En 1920, notre budget avait augmenté de 5 %. En 1921, il augmenta de 66 % et en 1922 de 180 %. Le pourcentage des abonnés progresse de la même manière : de 12,76 % à 37,55 %. Le nombre des pages de la revue passe de 52 à 112. En 1924, qui sera la plus brillante année rédactionnelle de la décennie, à 158. Hélas, nos dettes croissent dans la même proportion. Mais Deb est là !

« J'étais, dans cette période, soumis à un entraînement schizophrénique intensif. Je vivais à Arras en qualité de sous-lieutenant réserviste-actif au 3^e régiment du Génie, tout en restant inscrit à l'École des Beaux-Arts de Paris où je descendais périodiquement pour passer des épreuves, et directeur-rédacteur en chef de *Breiz Atao*, dont chaque numéro était composé, au débotté, dans ma baraque de bois, car nous étions en pleine région dévastée par la guerre. Ma correspondance intensive avec Debauvais constituait mon cordon ombilical avec la patrie. Quelques jours avant la date de la parution, j'envoyais la copie et une maquette de mise en page. Une telle activité ne pouvait se poursuivre qu'à condition de rester secrète, mais à la longue, la tension devint insupportable. Un beau jour,

je me faisais porter malade et exempter de service pour cinq jours. Le soir même j'étais dans le train et le lendemain matin à Rennes, sans avoir eu le temps de me mettre en civil, mais nanti d'une fausse permission établie par mes soins, qui me faisait bénéficier d'un quart de place sans lequel mes finances n'eussent pas permis l'escapade. Je débarque chez Marchal, que je trouve le nez dans son bol de café. Je lui propose de reprendre sa place au comité directeur. Il tombe dans mes bras. Puis, levant un doigt, il ajoute avec son sourire bouffon : « Premier acte : Maurice Marchal. Second acte : Olier Mordrel. Chœur final : Marchal et Mordrel... »

L'action bretonne était vigoureusement engagée, mon vieux comparse n'avait plus qu'à se laisser porter et il pouvait donner cours, sans problèmes l'affectant personnellement, à son talent de journaliste.

Il serait intéressant mais fastidieux de faire le récit détaillé de ce que nous avons pensé, écrit, fait et vécu au cours de ces quatre années qui ont vu *Breiz Atao* parachever sa formation. Mais il est bon de dire par quels moyens techniques dérisoires le groupe insignifiant que nous étions a réussi à faire connaître en si peu de temps l'idée bretonne à l'ensemble des Bretons.

Techniques d'action bretonne.

La revue, qui devint journal en 1928, fut notre principal instrument, par la régularité de sa parution, sa diffusion systématique et sa durée. Dès 1924, les dépositaires sont nombreux. Chacun d'eux recevait une pancarte à mettre en vitrine et, pour chaque numéro, une affiche sommaire à mettre à l'extérieur sur un panneau de bois. Il était visité en outre régulièrement par un délégué qui faisait son rapport sur la vente au central. En 1927, nous munissons nos meilleurs adhérents de carnets d'abonnements et organisons un concours avec prix.

L'action bretonne a trouvé son programme et son rythme. En 1922, nous lui donnons pour buts : 1) Rendre aux Bretons le sentiment national, par l'enseignement de l'histoire et les manifestations objectives de la nationalité ; 2) Faire échec sur le terrain à la francisation, par l'enseignement de la langue et les relations interceltiques ; 3) Créer une autonomie de fait,

en encourageant la création d'organismes propres ; 4) Conquérir un statut d'autonomie légale, par des manifestations publiques et l'appui de l'opinion mondiale. L'année suivante, ces buts sont développés sous l'angle de l'action pratique. Il s'agit : 1) De grouper les patriotes actifs et décidés, de trouver parmi eux des chefs, de les organiser en vue de l'action, de la propagande, et de les orienter vers un travail de formation personnelle ; 2) D'accrocher un public étendu, représentatif de toutes les régions et de toutes les classes, d'imprégner ce public de notre manière de voir et de développer en lui le goût des études celtiques et de l'action bretonne ; 3) De mettre au point les formules organisatrices de travail et de propagande s'adaptant au milieu ; 4) De se livrer, le cas échéant, aux manifestations que demandera la défense de l'idée bretonne⁴.

Ce que le programme de 1922 pouvait avoir d'utopique dans ses paragraphes 3 et 4 passe dans l'ombre. En 1923 *Breiz Atao* a définitivement donné à son idéalisme un style réaliste.

Nos révélations sur l'abandon économique de la Bretagne, sur les injustices dont elle est victime en matière d'impositions et de représentation parlementaire, les enquêtes au sujet des discriminations dont elle était l'objet au moment de l'attribution des crédits budgétaires, nos révélations sur les scandales administratifs ou financiers et les vices du système centralisé éveillaient peu à peu dans la masse la conscience d'une oppression et sapaient le prestige immérité de l'autorité tutélaire.

Afin de diffuser le « canard » d'une façon régulière, plusieurs centaines de numéros étaient envoyés gratis à des adresses puisées dans les annuaires ou portées par nos abonnés sur des formulaires qu'ils recevaient à cet effet. Le rendement de 2 à 3 % était faible, mais par ce moyen, qui absorbait les bouillons, nos idées pénétraient un peu partout et chaque ami qui avait fourni des adresses avait l'occasion d'intervenir personnellement pour pousser le lecteur occasionnel à s'abonner. Quand commencèrent nos campagnes de presse, on envoyait la revue, puis le journal, dans les milieux qu'intéressait tel ou tel article, en le soulignant en rouge sur chaque exemplaire.

« C'était une partie de notre vie que ces longues soirées à noter des adresses ou à faire des bandes. Ensuite, aban-

4. Voir *Breiz Atao*, mai 1923.

donnant la tabagie, nous allions poster nos liasses dans la solitude de la pleine nuit. Debauvais était inlassable. Il lui arrivait, couché à deux heures du matin, de se relever à quatre et demie pour accompagner sa mère sur les marchés des environs, où elle vendait de la dentelle au mètre. »

Breiz Atao n'a jamais été académique, si l'on fait abstraction des deux premières années de théorie hésitante. Très vite nous sommes intervenus dans toutes les affaires d'actualité, avec une netteté qui n'a guère été reprise par la suite. Dès que les intérêts bretons étaient sacrifiés quelque part, c'est-à-dire souvent, *Breiz Atao* entamait une campagne qui donnait le ton à ses propagandistes, tirant un numéro à 25 000 exemplaires — une fois à 50 000 — et inondant le pays de services de propagande bien dirigés. Le thème de « la France nous ferme le marché espagnol », par exemple, date de 1922.

On en arriva à éditer des numéros spéciaux à l'occasion d'un événement, d'un anniversaire, d'une manifestation publique, ou encore pour toucher plus directement une catégorie sociale ou professionnelle. Ils devaient se multiplier avec première page en deux couleurs à partir de 1929.

Ce fut notre obsession : diversifier la propagande, l'adapter à chaque milieu : un jour les étudiants, l'autre les ouvriers, les paysans ou les marins. Une fois, exploitant le scandale du milliard accordé aux inondés de la Garonne, tandis que les veuves et les orphelins du désastre des thoniers de Concarneau⁵ non seulement étaient laissés sans secours, mais encore sollicités de verser leur obole pour le Midi ! Une autre, prenant la défense des petits transporteurs dépouillés par les trusts qui s'étaient assuré l'appui des politiciens du pays.

La diffusion du journal connaissait cependant des limites financières. Quand il fallait envisager d'amples distributions, nous avions recours aux tracts de circonstance ou appartenant au stock doctrinal. Notre appel exalté à la jeunesse bretonne en 1922 fut diffusé à 2 000 exemplaires, sur 4 pages. La malgré des résultats obtenus nous incita à penser qu'avant de faire appel au sentiment national, il était nécessaire de l'affermir en l'alimentant de bonnes raisons.

5. Le 17 septembre 1928 une tempête engloutit 220 pêcheurs et trente dundees.

A partir des fêtes interceltiques de Kemper (Quimper) en 1924, le tract devint l'arme type de nos manifestations. La distribution de nos feuilles volantes sur le front du public, qui attendait le défilé sur trois rangs, fit sensation. On n'avait jamais vu ça. Bientôt il n'y eut plus une fête bretonne ou un pardon sans son équipe de *B.A.* en action.

En 1927 la formule prend toute son ampleur. A la fête de Guingamp, aux Filets Bleus de Concarneau (30 kg de tracts), au vélodrome de Rosporden, en l'honneur du match « international » Bretagne-Belgique-France (déjà !) organisé par nos adhérents de l'endroit peu avant notre congrès (20 kg) ; en 1928, aux pardons de Tréguier et de Guingamp (5 000 ex. et images de propagande). Un bon modèle de propagande spécifique est fourni par notre tract « Aux Agriculteurs Bretons » qui sera distribué régulièrement dans les réunions paysannes suscitées par Dorgères et qui étaient fréquentes, en raison de la mévente des produits agricoles. La situation a fondamentalement si peu changé qu'il pourrait encore servir aujourd'hui, au risque de paraître trop modéré.

Nos gâs vont porter la contradiction : en 1928, à la fête des anciens élèves de l'Ecole Normale, en 1929, à la réunion du Comité de Défense Laïque, où ils diffusent un tract ad hoc.

Désormais, nos militants ne se rendent plus à une manifestation en curieux. Ils nous préviennent, nous nous concertons et la lino entre en jeu. Au moment où on l'attend le moins, *Breiz Atao* apparaît, présentant le point de vue breton établi en face des circonstances, des revendications évoquées, des personnalités impliquées. Fin 1928, par exemple, notre équipe, après avoir passé la nuit à tapisser les murs de Landerneau de slogans doctrinaux, distribue notre tract paysan au Congrès des Syndicats Agricoles.

A partir de 1930, les feuilles volantes se font moins fréquentes. Nous leur préférons les affiches plus en rapport avec le volume pris par le mouvement, mais malheureusement plus onéreuses.

Très tôt, nous avons remarqué que les gens lisaient très superficiellement et ne retenaient que les phrases à l'emporte-pièce. De là l'idée des « sentences », nom que nous avons donné aux phrases lapidaires en caractères gras, que nous insérions entre nos articles, pour graver nos idées maîtresses et nos formules dans les esprits. Puis l'idée nous vint de tirer à part les plus

courtes, par paquets de mille, sous la forme de papillons multicolores, sur papier gommé. C'était une joie pour les jeunes militants d'en barioler les murs d'une ville, au cours d'une nuit d'activité fébrile, en jouant à cache-cache avec les gardiens de l'ordre français. Ils allaient se coucher les yeux rouges et la langue pâteuse, mais au matin, la population éberluée lisait cent fois sur le chemin du travail ou des emplettes, dans les deux langues : « Bretons d'abord, Français après ! » — « La Bretagne aux Bretons ! » — « Aimer la Bretagne c'est bien, la servir c'est mieux ». Il y en avait pour tous les goûts et sur tous les tons. Encore aujourd'hui, certains de ces slogans sont restés sur les bouches, au point de passer pour des dictons.

Il y eut encore les timbres de propagande qu'on collait au revers des enveloppes, les cartes postales comme celle du Breton levant la pierre de son tombeau sur lequel se lisait l'épithaphe « *Ama ema beziat Breiz* »⁶, dessinée par moi-même et gravée par Th. Lemonnier. Ou celle créée par Y. Sohier, représentant un pauvre petit bonhomme d'écolier mis au piquet pour avoir parlé breton.

Breiz Atao se livrait à des interventions plus musclées. Il créa un rôle : celui de gendarme de l'honneur breton. Pas une manifestation théâtrale, commerciale ou politique n'avait la chance de se dérouler sans incidents, s'il y était manqué au bon renom de notre pays. Nous n'attendions même pas d'avoir la puce à l'oreille. En fait tous les prétextes nous étaient bons pour intervenir, toute réunion des autres bonne pour apporter la contradiction.

« J'étais au Pavillon breton des Arts Décoratifs en 1925, quand le ministre Anatole de Monzie, qui était venu l'inaugurer, prononça sa phrase sacrilège : « Pour l'unité linguistique de la France, la langue bretonne doit disparaître. » L'assistance, composée presque exclusivement de nos compatriotes, resta médusée. Nous avons volontiers l'esprit de l'escalier. Un geste instinctif me mit l'index et le médus entre les dents et un coup de sifflet aigu coupa la parole au ministre. Mais celui-ci, voyant que l'interruption ne recevait aucun soutien du public, reprit imperturbablement le fil de son discours, tandis que les policiers qui

6. « Ici est enterrée la Bretagne ».

m'avaient saisi aux avant-bras, retraits discrètement dans le rang. A la sortie, l'indignation éclata bien haut dans les cafés du voisinage. Tout le monde avait sifflé. Creston vociférait, c'était lui le héros de la fête. Je crus préférable de laisser se former la légende d'une protestation massive spontanée. Pour la petite histoire, de Monzie a eu ce jour-là sa conduite de Grenoble.

L'année suivante, Sohier et moi avons réussi à interrompre d'une façon inédite un inconvenant spectacle théâtral donné à Vannes, pendant le congrès du *Bleun-Brug*. La direction locale, sans prendre l'avis de Jean-Marie Perrot⁷, avait mis à l'affiche une pièce du dramaturge Le Bayon, qui se passait au front, et où l'on entendait les poilus proclamer sur tous les tons, en breton, leur impatience de se faire étriper pour la France. Yann et moi, du fond de la salle, nous étions mis à ponctuer toutes les tirades de « Vive la France » hystériques, qui, ajoutés aux « chut » de l'assistance, réduisaient les acteurs au silence. Un abbé de choc nous avait expulsés, nous croyant des instituteurs communistes, puis s'était confondu en excuses, lorsqu'un étant venu lui dire que mon père était général. »

Nous avions aussi renoué avec la tradition régionaliste des commémorations historiques, mais dans un tout autre esprit. Nos pèlerinages sur la Lande de la Rencontre, où avait sombré l'indépendance bretonne, comme ceux de Ballon, où six siècles plus tôt cette indépendance avait été assurée, avaient la fonction plus tôt cette indépendance avait été assurée, avaient la fonction interne de raffermir un certain état de conscience chez les participants, et aussi de faire revivre des souvenirs locaux favorables au réveil du sentiment national dans la masse. Mais les réunions publiques restaient le moyen le plus facile de répandre la bonne parole.

Quand un délégué avait travaillé un secteur et fourni un contingent suffisant d'abonnés et d'adhérents, nous lui demandions d'organiser une réunion, qui était annoncée par affiches, souvent faites à la main, précédée de distribution de tracts dans les maisons, voire de pose de papillons, non point sur les devan-

7. Abbé Jean-Marie Perrot, fondateur et directeur du *Bleun-Brug*, société d'action catholique et bretonne (fondée en 1903). Voir plus loin la chronique de 1943.

tures, ce qui avait le don d'exaspérer les commerçants, mais sur les murs communaux et les poteaux télégraphiques.

Action publique.

En février 1925, quelques mois après la fameuse manifestation de Quimper, *Breiz Atao* fit à Guingamp sa première réunion publique et contradictoire dans les règles.

« Le trac régnait en maître. Aucun de nous n'avait encore fait ses premières armes sur ce terrain. On nous avait annoncé sur un ton dramatique la contradiction de meneurs syndicalistes. La défection de Marchal au dernier moment ne remonta pas le moral. Cependant, tout se passa fort bien. Les orateurs se succédèrent sans incident à la tribune : Debauvais, Sohier, Maître Even, Morice, Bouillé, chacun traitant sa spécialité, de l'agriculture à la construction. Comme cela devait devenir une habitude, il m'appartenait de conclure, c'est-à-dire de corriger les faux-pas d'orateurs novices, de boucher les trous des exposés et, dans la mesure du possible, « d'enlever la salle », ce qui pouvait paraître une gageure à l'heure de l'apéritif du dimanche. L'après-midi, afin de tirer le maximum du rassemblement de nos relatives vedettes, ce fut la descente sur Saint-Nicolas-du-Pélem, où, dominant un auditoire sombre et réticent de ruraux, l'instituteur beau parleur nous donna du fil à retordre. Je crois qu'en cette circonstance, nous avons gagné la partie par notre honnêteté. Cet instituteur devait devenir notre meilleur soutien dans le *Vro-Zu*, le « pays noir » puisque tel est son nom. »

Il est peu d'hommes politiques qui n'aient eu l'occasion entre 1925 et la guerre de voir monter sur leur tribune un contradicteur autonomiste et il n'est pas d'exemple que le public ait maltraité l'un d'eux. Dans la pire réunion de nos annales, à Pont-Coblant, en 1928, face à un auditoire d'ardoisiers éméchés qui s'acharnait à voir en eux des camelots du roi, Debauvais et Brieler, chassés de la tribune, montèrent chacun sur une table à l'autre bout de la salle et continuèrent à parler. Chassés de leurs tables, ils regagnaient la tribune en se débattant. Ils restèrent maîtres du terrain, sans autre dommage qu'une cravate déchirée.

La part du breton était faible dans notre action bretonne. Le manque d'hommes — cette plaie de tous les mouvements — nous obligeait souvent à faire appel à des Gallos pour nos randonnées en terre bretonnante. Quant à nos bretonnants de naissance, c'est en français qu'ils avaient appris à l'école à exposer des idées et à part des hommes d'exception, je parle de ceux qui constituèrent la première équipe de *Gwalarn*, qui s'étaient formés eux-mêmes en véritables autodidactes, aucun n'était capable de faire une conférence dans une autre langue que le français. En règle générale, donc, *Breiz Atao* s'exprimait en français. Il ne faudrait pas croire que cela lui ait nui. Quand, pour le principe, nous introduisions un orateur bretonnant dans une réunion, c'est rarement lui qui remportait le plus grand succès. Les mots de la langue littéraire qu'il employait, ne voulant pas tomber dans le jargon mêlé de français des ignorants, n'étaient pas toujours compris. En revanche, notre dextérité dans le maniement d'une langue qu'alors, dans le bas-pays, peu de personnes parlaient avec fluidité, ajoutait à notre prestige. Elle nous classait sans discussion dans la couche sociale supérieure, dont l'idéal du moindre « bouseux » était de se rapprocher ou d'y faire accéder ses enfants.

Notre action avait encore une face plus intime. La propagande par le chant n'est pas une invention de nos petits-enfants chevelus et barbus. Nous chantions beaucoup. Il y a eu peu de mouvements plus joyeux que le nôtre. Partout où nous allions, nous chantions. En patois dans l'est du pays, en celtique dans l'ouest. Nos meilleurs gosiers avaient un répertoire impressionnant. Ces chants entretenaient dans nos groupes un entrain irrésistible et communicatif. Les gens nous écoutaient, nous souriaient, reprenaient nos refrains. Ils nous étaient reconnaissants de ce que nous faisions. Ils nous interrogeaient, nous nous expliquions. Si des discussions naissaient, elles restaient amicales. Les abonnements rentraient.

A partir de 1928, nos méthodes souffriront peu de changement jusqu'à l'attentat de 1932 qui devait modifier les règles du jeu, en ouvrant le chemin plus discret de l'illégalité. En attendant nous avons disposé d'un outil bien rodé et il était difficile de faire mieux ou plus avec le peu de ressources dont nous disposions. La seule nouveauté notable, après 1927, fut, en certaines occasions, un affichage massif. Mais le coût en était prohibitif et nos finances eurent à en souffrir dangereusement.

Voilà quelle fut l'action bretonne créée de toutes pièces au

gré de l'inspiration, au feu des expériences et en dehors de toute théorie. Grâce à un dynamisme déchainé, la bonne nouvelle se répandit sur un peuple qui avait accepté sans retour sa déchéance et sa disparition à bref délai. A force de travail et d'expériences, *Breiz Atao* sut mettre au point les différentes techniques de propagande adaptées au milieu et répondant au climat de l'époque. Il était arrivé à une maîtrise qui fut reconnue en 1939 par le jugement des tribunaux⁸. Cette vaste entreprise devait être balayée, en même temps que ses animateurs, par la répression de 1944. Il n'en resta même pas le souvenir, mais le grain semé devait germer après un long hivernage.

Une organisation empirique.

La question de l'organisation se pose à un mouvement naissant, quand le volume des opérations journalières commence à exiger de distribuer les tâches et les responsabilités. L'homme orchestre des premiers jours, qui laisse un mois sans réponse les lettres urgentes et ne paie pas les factures, a fait son temps.

Ce tournant apparut pour nous en 1921 et provoqua les changements dont nous avons parlé. Après Saïg Le Goff, Marchal s'est retiré. Je reste seul avec Debauvais. Nous n'étions pas peu fiers de disposer enfin d'un bureau, quoique ce fût seulement la mansarde du logement des parents de Debauvais, dépendant de la pharmacie Lemonnier. Nous y étions en pays de connaissance, le pharmacien était un ami d'enfance de mon père et son fils un des nôtres. Quelqu'un prêta une vieille Underwood et un Bottin de l'année passée à l'aide duquel nous établîmes des listes à prospecter. On envoie des numéros spécimens, on répond aux lettres. C'est l'ébauche du travail du « central » qui dorénavant reposera principalement sur les épaules de Debauvais au point de faire bientôt de lui la pièce axiale du mouvement. Sans certains concours, qui sont toujours pour une raison ou une autre éphémères, nous resterions seuls. Nous restons en fait souvent seuls, le binôme étant par moment réduit au monôme, quand l'un de nous était éloigné par une force majeure.

8. « Attendu que l'œuvre de désagrégation du territoire national entreprise par Debauvais et Mordrel, à l'aide de procédés d'une habileté incontestable, était susceptible de créer en France, particulièrement en septembre 1938, des troubles aux conséquences incalculables... » (Jugement du 17 décembre 1938 du Tribunal Correctionnel de Rennes.)

C'est ainsi qu'apparaissent successivement au Comité Directeur (C.D.) Goullann, innocent pseudonyme de Théo Lemonnier, qui brossera quelques années plus tard le rideau du théâtre de Rennes, Youen Drézen qui apporte la présence bretonnante, Gabriel Lemoux celle de la « gauche ». En septembre 1922, appelé au service, je laisse la présidence à Deb, qui s'efface quand je suis libéré. Il se consacre à l'administration, laissant le C.D. à Marchal, Lemoux et moi-même. Fin 1924, je suis de nouveau président, assisté, à la suite du départ de Lemoux, par Yann Bricler, secrétaire général, et Léo Millardet, secrétaire adjoint. En mai 1925, Deb part à son tour au régiment et le poids de l'administration retombe sur les épaules de Léo, qui, appelé par une situation à Guingamp, y transporte le bureau avec lui. En mars 1926, Deb libéré récupère l'administration et les dossiers réintègrent Rennes. Un an plus tard, obligé de se rendre à son tour à Guingamp où on lui offre un gagne-pain, Deb y ramène le central, rue de la Trinité. C'est un manège de chevaux de bois. Mais, au printemps 1927, atteint d'un grave eczéma facial qui l'oblige à se cacher à la campagne, il m'envoie un S.O.S. J'accours à Guingamp. Faute d'argent il faut évacuer le bureau et j'empile les dossiers dans ma chambre de l'Hôtel du Commerce, cumulant par force toutes les fonctions dans des conditions affolantes. Pour avoir de quoi vivre, je consacre mes matinées à tirer des cordons de sonnettes, dans le fallacieux espoir de vendre un aspirateur électrique à une ménagère attaquée par surprise. Deux mois d'efforts inutiles furent suffisants pour me convaincre des différences fondamentales qui séparent l'éloquence politique de la faconde commerciale. Quand Deb reparait, je lui laisse une boîte postale et émigre à Perros pour y exercer les fonctions de dessinateur-architecte et tâcher de récupérer les kilogrammes perdus à Guingamp.

Notre principe d'organisation a donc été en permanence l'improvisation. La direction du mouvement est un organisme en perpétuelle métamorphose, mais dont la cohésion et la continuité sont assurées par la rectitude de la doctrine dont tous ses participants ont absorbé chaque mot et jusqu'aux virgules. Elle est composée moins de fonctions que d'hommes utiles. Elle doit pouvoir faire face haut-le-pied à la disparition ou à l'indisponibilité d'un des responsables. Les dirigeants se dresseront donc à toutes les tâches pour être interchangeable et pour qu'un seul d'entre eux soit capable de faire marcher le secrétariat et le journal simultanément. Une telle formule qui demandait une

abnégation totale n'aurait pas été possible sans l'esprit de sacrifice volontaire et joyeux des premiers animateurs. Il faut qu'un travail soit fait. Le plus apte s'offre ou il est sollicité. Par la suite un titre vient, ou ne vient pas, le consacrer en fonction. Aucune importance. Ayant souvent à remplir la revue de la première page à la dernière, j'emploie dix pseudonymes pour laisser à *Breiz Atao* l'aspect d'un effort collectif. Plus tard, quand avec l'âge les ambitions se feront jour, il y aura lutte pour les premières places, du moins de la part de quelques-uns.

L'installation matérielle ne comporte pas plus de stabilité. Le central, pendant dix ans, ira d'un point à un autre. Quand il s'est, enfin, immobilisé à Rennes, il déménage encore avec une incroyable facilité. Ayant fait ses premières armes place de Bretagne et rue Saint-Malo, il est en 1929, après l'intermède guingampais, 4, rue de Rohan, d'où il passe, en 30, au 8 de la rue Edith Cavell. En 33, on le trouve 11, Galeries du Théâtre et l'année suivante le déplace au 4 de la rue des Francs-Bourgeois, pour être en face de l'imprimerie que nous avons achetée. Mais il n'y prend pas racine. Une sombre histoire de loyer l'oblige à se ripper au 10 de la même rue. J'imagine qu'il aurait continué sa carrière errante, si la guerre n'avait mis un terme à son existence. Quand un intermède de logement le trouvait à la rue, la boîte postale sauvait la situation. On faisait le courrier dans un bistrot.

La formule répondait à des conditions de vie qui nous étaient imposées, mais aussi à un certain esprit. En Bretagne on n'obtient rien des hommes si on n'exige pas d'eux beaucoup et si on ne leur accorde pas une grande liberté d'initiative. De là, comme de notre désir de spécialiser notre action, vint notre disposition à entrer des branches nouvelles sur le tronc de *Breiz Atao*. Le lancement de *Gwalarn* en est le plus brillant exemple. Suivront bientôt le Groupe Féminin, le Groupe Ouvrier, la revue d'art *Kornog*, la revue pédagogique *Ar Falz*, l'imprimé populaire *War-Zao*⁹.

A *Gwalarn*, Roparz Hémon aussi était presque toujours seul, remplissant toutes les tâches nécessaires. Il n'est pas linguiste, il est écrivain. Mais puisqu'il faut des lexiques, il en fait ; une grammaire élémentaire, il en rédige une. Elle ne vaut pas cher, mais elle est meilleure que rien. Là a été son impérissable

9. Le sens de ces trois titres est respectivement : *Occident, la Faucille et Debout !*

grandeur. Entre 1922 et 1928, il a été celui qui a sauvé le breton, comme Debauvais, par ses tours de force renouvelés, a été celui qui a sauvé *Breiz Atao*.

Du haut en bas de notre si spéciale organisation régnait le même pragmatisme. Nous étions trop peu nombreux et trop dépourvus de moyens pour pouvoir fonder et surtout maintenir un réseau de sections locales. Elles n'existaient bien souvent que sur le papier. Dans la pratique, il y avait de l'action bretonne quelque part, quand quelque part se trouvait un adhérent actif et décidé. S'il s'en allait, la « section » s'évanouissait. Il nous arrivait de compter quarante abonnés dans une commune et l'année suivante une demi-douzaine : l'animateur était parti. Tréguier, c'était Sohier ; Guingamp, Derrien ; Rostrenen, Rouzic ; Nantes, Morvan Lebesque, puis ensuite, Dieu merci, toute une équipe avec Durivault, Noury, Coarer et consorts ; Scaer, Guernic ; Pleudaniel, Kerrous ; Paris, Arot et Denise Guieysse ; Saint-Malo, Lelandais ; Rennes, Gefflot ; Pont-l'Abbé, Monot ; Mordelles, Tullou ; Fougères, Loysance ; Plessala, Gaïc ; Le Faouët, Givern ; Rochefort, Le Part ; Concarneau, Morvezen ; Rosporden, Le Gars. D'autres comme Ronan Clec'h n'étaient jamais en place, mais partout où ils séjournèrent ils faisaient une section en 48 heures.

On s'est toujours demandé comment pouvait fonctionner notre entreprise, sans soutien, sans financement. C'est bien simple, chacun y allait de sa poche. Et puis il y avait, quand même, les abonnements, les adhésions, les souscriptions. Mais de mécènes, point. *Breiz Atao* ne doit rien aux capitalistes.

La révélation de Rosporden.

En automne 1926, le gouvernement, gêné par l'argument des autonomistes alsaciens d'un mouvement parallèle au leur en Bretagne, inspira un manifeste qui devait porter la signature des parlementaires bretons et montrer ainsi que le pays était unanime pour s'inscrire en faux contre l'infamante imputation d'être à la solde des Allemands. Le manifeste avait été publié, comme prévu¹⁰. Il se terminait par un reniement grandiloquent de la personnalité bretonne et des protestations de servilité à l'égard de la France faisant litière de toute dignité. C'était de la provo-

10. Voir plus loin le détail de l'affaire dans le sous-chapitre « L'Utilisation des parlementaires ».

cation. *Breiz Atao* devait faire quelque chose. Il aurait fallu répondre à une manifestation par une autre, et nous en étions moins que jamais capables. Nos difficultés s'aggravaient à mesure qu'avançait l'année 1927. Nous étions repliés à Guingamp, en plein marasme. Debauvais momentanément éliminé, Bricler au Havre, Marchal une fois de plus en grève... Pas d'argent, pas de bureau...

« Les piles de documents amoncelées dans ma chambre et au milieu desquelles la femme de service avait renoncé à passer le balai, me médusaient. Elles me frappaient d'impuissance. Chercher une lettre, une fiche représentait un exercice de poids. J'allais à la boîte postale : elle était la plupart du temps vide. Ronan Clec'h était mon seul visiteur. Un soir il me dit : « Ne reste pas là à broyer du noir. Il faut te changer les idées. Viens avec moi faire un tour à Grâces. » En chemin il me montre la vieille façade de granit sur laquelle se lit encore SKOL en bas-relief, ce qui prouve qu'il existait des écoles bretonnes chez nous, autrefois. Je ne suis plus seul. Mon compagnon personifie « les autres ». Je sens que vis-à-vis de lui je suis porteur d'une responsabilité et d'un devoir. Je lui dis calmement : « Rien n'est perdu, tu verras. Cet été nous ferons un congrès. » Je vis une lumière s'allumer dans ses yeux. La chose était donc possible. Nous nous quittons. Je dois penser.

Aux tout débuts, les gâs de *Breiz Atao* se réunissaient à la faveur des congrès des autres ou des fêtes de tout le monde. N'était-il pas temps que nous ayons notre propre réunion, pour fonder notre grande famille et frapper un vrai coup de propagande ? N'était-ce pas le moment d'attaquer, quand tout ce que nous avions fait semblait se défaire et que le spectre de la dissolution planait sur nous ?

La vie d'un parti en formation, dans des moments comme ceux-là, tient à un fil. Elle est suspendue à la volonté d'un homme seul, qui s'interroge désespérément en marchant de long en large dans son réduit nocturne, tandis que tintent les heures à la tour de la cathédrale ou de l'hôtel de ville. Le « parti » autour de lui s'est déroboé comme un sable mouvant. L'heure qui sonne pour lui dans l'angoisse tranquille de la nuit est celle du libre arbitre, ouverte comme un gouffre. Sa réponse sera celle de

l'orgueil, qui est vertu quand il est conscience de pouvoir. Ce sera celle aussi de sa foi dans les derniers fidèles qui font sentir leur présence autour de lui. Ce mois d'avril, rincé de pluie, beuglant de noroît, plein du fracas des branches qui se brisent, fut celui de la décision. Le soleil de septembre s'ouvrit sur le miracle de Rosporden. »

Debauvais conseillait la prudence. Et si le congrès était un four ? Si personne ne se dérangeait ? Ne serait-il pas plus sage d'annoncer seulement une « réunion d'adhérents » ? Malgré tout, l'optimisme était permis. *Breiz Atao* avait gardé sa façade intacte. La situation désastreuse de nos finances n'avait pas transpiré. Mieux, une souscription de 5 000 francs, déclenchée pour couvrir les frais de la réunion de l'été, s'annonçait bien. Et surtout l'annonce que nous avions faite du « congrès », car encouragés par notre propre audace, nous avions fini par lâcher le mot, était en train de réveiller la confiance et l'enthousiasme.

Pour mettre le maximum de chances de notre côté, nous avons choisi une petite ville, Rosporden, où notre groupe paraîtrait plus nombreux que dans une grande, là où nous disposions d'un représentant populaire et capable, et dans cette Cornouaille qui était la région où nous comptions le plus d'abonnés.

Rosporden devait marquer notre entrée dans le monde. Nous nous y présentions sûrs de nous, avec des certitudes philosophiques et politiques. Notre situation vis-à-vis de la France était claire. Nous ne considérons pas les grands Etats comme des patries mais comme des systèmes politico-économiques. La Bretagne, en revanche, comme la Flandre, la Catalogne, l'Irlande, était une patrie. A son sujet nous savions désormais deux choses : qu'elle pouvait être sauvée et qu'elle ne pouvait l'être que par son propre état. Nous savions aussi que notre adversaire ne céderait qu'à la force et que quelle que soit la forme d'organisation que nous adopterions, elle devrait être comprise comme un instrument de combat. Et pour couronner le tout, nous avions l'intuition irrésistible que le peuple tôt ou tard nous suivrait.

Notre groupe comptait à ce moment-là une bonne centaine de membres actifs, quelques dizaines de membres en situation irrégulière et plusieurs centaines de sympathisants à tous les degrés. Pour ne pas sombrer dans le discrédit, notre manifestation devait compter un minimum de 70 à 80 congressistes,

auxquels devaient logiquement s'agglomérer vingt ou trente, sinon davantage, sympathisants locaux. Yann Bricler, quoiqu'il habitât Le Havre, en fit son affaire. Chaque soir, pendant trois mois, après une dure journée sur le port à inspecter des chargements, il se mettait à sa correspondance. Il se mit en rapport direct avec chaque adhérent, échangeant avec lui lettre sur lettre pour le décider à venir à Rosporden. L'argumentation variait selon l'âge, la profession ou les objections présentées par le sujet. Quand l'acceptation de principe était acquise, Bricler étudiait les moyens de transports, un Chaix ouvert sur la table. S'il pensait qu'une auto — peu fréquentes en ce temps-là — pouvait ramasser plusieurs camarades, il négociait avec son propriétaire. Dans les cas les plus extrêmes, il proposait au candidat, s'il était désargenté, de lui « prêter » l'argent du voyage, bien entendu à fonds perdus. La minutie du travail accompli par le secrétaire général laisse rêveur, mais elle signale aussi une des caractéristiques principales de l'action de *Breiz Atao* : pallier l'insuffisance des effectifs par un rendement maximum de la poignée de disponibles.

Pour ma part, résidant en Cornouaille, je pris en main avec Jos Le Gars et quelques camarades du coin l'organisation locale en sus de la préparation politique. Debauvais de son côté assurait la sortie des imprimés.

Le plan s'exécuta point par point. Le 10 septembre, les chiffres prévus furent dépassés. Une foule de curieux attirés par nos oriflammes, notamment à notre meeting public, contribua à créer l'impression que les autonomistes étaient une réalité et une force montante. Quant à nous, la révélation que fut pour nous-mêmes notre nombre et notre enthousiasme, donna le « kick » à notre mouvement. Rosporden devait répondre oui ou non à la question : « Existons-nous ? » La réponse fut oui.

La composition sociale des participants fut significative sous le rapport de la diffusion de l'idée bretonne. Toutes les régions de Bretagne, toutes les professions, toutes les classes sociales étaient représentées. Il vint exactement le même nombre d'ouvriers, de cultivateurs, d'enseignants et d'avocats. Les catégories les plus nombreuses furent celles des commerçants et des employés, et non, comme on aurait pu le penser, celle des étudiants qui arriva en troisième position avec 15 représentants.

Rosporden inaugura encore une formule nouvelle d'action bretonne qui fut maintenue tous les ans. Une rencontre annuelle de tous les participants responsables d'un mouvement est une

nécessité absolue dans un pays dépourvu de capitale comme le nôtre. On a dit que les Bretons ne se rencontrent qu'à Paris et ce n'est pas tout à fait un paradoxe. Le morcellement départemental nous coupe les uns des autres. Aussi le congrès est-il l'occasion de régler nos affaires communes au cours des échanges d'idées et d'informations impossibles autrement, d'établir entre nous des liens affectifs faits des sympathies spontanées et des souvenirs communs, et en outre de profiter d'un rassemblement de nos forces pour nous livrer à une manifestation publique imposante. A Rosporden, nos banquets hachés de discours et de chants, notre défilé en ville avec banderoles et drapeaux se terminant par la cérémonie au cimetière, notre réunion publique contradictoire où nous nous sommes imposés de bout en bout, firent sensation.

Le travail politique ne fut pas moindre. Marchal et moi-même sommes nommés co-présidents du *Parti Autonomiste Breton* flamboyant neuf, qui garde le précieux Bricler comme secrétaire général et Debauvais comme administrateur du journal qui a pris la suite de la revue mensuelle. Deux innovations marquent une ascension : un Conseil de Rédaction et un Conseil Politique que nomme l'assemblée avec Duhamel, Sohier, Millardet, Tassel, Derrien, qui feront le lien entre la direction et la base, et la feront bénéficier de leurs points de vue particuliers. Ils sont pour nous, dans l'ordre : le spécialiste de la politique française, la porte d'entrée dans les milieux académiques, le critère commercial, la technocratie et la classe ouvrière. Le secrétariat de rédaction émigre dans le cabinet d'architecte que je viens d'ouvrir à Quimper.

Notre effort pour unir les minorités nationales de France dans un front commun contre le centralisme reçoit aussi son couronnement. A la suite du congrès, les représentants de la Bretagne, de l'Alsace-Lorraine et de la Corse signent à l'Hôtel de l'Épée, à Quimper, la charte de fondation du *Comité Central des Minorités Nationales de France*, le C.C.M.N.F., qui fut dénoncé plus tard comme « une création de l'Allemagne » ! Le document, qui fixe les règles d'une action concertée, est daté du 12 septembre 1927 et porte les signatures d'Olier Mordrel, Morvan Marchal, Paul Schall et Petru Rocca. Trois observateurs flamands de Belgique, dont Franz Wieldiers, qui quinze ans plus tard sera gouverneur de la Flandre Orientale, assistaient à l'acte.

Rosporden avait placé *Breiz Atao* sur les bases qui allaient lui permettre de se développer et de marquer des points.

II

ESSOR DE L'EMSAV

« Quand nous avons vécu une fois la vie dans sa plus intense plénitude, nous sommes pour toujours exorcisés contre la mélancolie et l'ennui : c'est un souvenir qui nous protège comme un talisman contre les attaques du temps. »

Ernst JUENGER, *Cœurs Aventureux*.

A LA CONQUETE DE L'OPINION

Un parti national s'est fondé à Rosporden. Il a adopté un drapeau noir et blanc, inspiré du blason de nos anciens ducs, arborant un champ d'hermines sans nombre et neuf bandes, cinq noires pour les cinq évêchés de la Haute-Bretagne et quatre blanches pour ceux de la Basse. Il a choisi un insigne parmi les symboles magiques des vieux Celtes, le *hévoud*, qui n'est pas autre chose qu'une croix gammée, mais qui, au lieu de tourner dans le sens maléfique, tourne à droite, dans le sens bénéfique. Quand Hitler attira des commentaires sur la sienne, qui tourne dans le sens maléfique, le parti breton trouva préférable de changer d'insigne. Le *triskell*, ou croix tournante à trois branches, est devenu avec le temps le signe de ralliement de toute la jeunesse bretonne. Le jeune parti s'est fixé un but : la Bretagne aux Bretons ! Il lui reste à déterminer par quelle politique il l'atteindra. Ses idées sont déjà claires à ce sujet, mais il faut encore les réviser et les confronter avec les réalités.

Depuis plusieurs années nous nous trouvons devant une double tâche. D'un côté il nous fallait conquérir au plus vite l'assentiment du peuple. D'un autre, travailler à son relèvement par des efforts d'auto-organisation, sans attendre de cadeau. Ce fut le but de l'action bretonne. Mais pour vaincre la résistance de l'Etat français, c'est la politique d'action qui devait entrer en jeu.

Là nous devons briser avec les méthodes des régionalistes. Comment pouvaient-ils s'étonner que nous leur tournions le dos ? En vingt, en trente ans de palinodies, qu'avaient-ils obtenu ? Pas même le droit pour les enfants de jouer en breton dans la cour

de récréation, pas même le droit pour leurs parents d'écrire une adresse en breton sur une enveloppe !

Ne pouvant faire état de la *vox populi*, le régionalisme était réduit à compter sur la « bonne foi » des pouvoirs publics, sur leur sens de « l'intérêt bien compris » du pays. Il ne pouvait s'appuyer ni sur une organisation, ni sur un courant d'opinion. Il invoquait « des voix autorisées » ou « les meilleurs esprits ». Il cultivait une argumentation morale : « La Bretagne par ses sacrifices a bien mérité... », ou bien sentimentale : « La France aime trop ses Bretons pour leur dénier le droit... » ou encore : « La France ne doit pas laisser disparaître les derniers vestiges de la culture celtique sur le continent. » Si cette argumentation touchante, de même que le procès documenté fait au centralisme, pouvait gagner, de-ci de-là, quelques sympathies individuelles, elle était impuissante à décider les services ministériels et tous les profiteurs de l'état de choses à renoncer à leurs privilèges, encore moins à déterminer une majorité parlementaire, sans laquelle aucune réforme de structure n'était à espérer. L'inanité de ses méthodes incita le régionalisme à aller plus loin : il offrit des victimes expiatoires et des gages. Les victimes, ce furent les séparatistes, qui n'étaient alors que quelques poètes excités, quelques rêveurs sans danger, qu'on immola rituellement sur l'autel de l'« Unéindivisible ». Les gages, ce fut le zèle employé au service du chauvinisme français, dont Jean-Pierre Calloc'h reste le tragique symbole. Sans obtenir davantage.

Ces façons de faire soulevaient dans notre mouvement un mépris indulgent et une moquerie amusée. Elles étaient repoussées par la nouvelle génération comme un machiavélisme enfantin, au surplus assez immoral.

Pour nous, les hésitations étaient éliminées, le milieu avait été manipulé, ses réactions mesurées. Il ne nous restait plus qu'à aller de l'avant. Et pour cela, avant tout, améliorer notre schéma d'organisation, en rassemblant tous nos organismes à Rennes avec le personnel nécessaire, et transformer notre bi-mensuel en hebdomadaire de grande diffusion, avec notre propre imprimerie pour être servis en priorité et moins cher.

Dès octobre, les réunions publiques et contradictoires commencent, avec orateurs dans les deux langues. En compagnie de Lalouet, avocat brestois, j'ouvre le feu à Morlaix, où le maire se dérange pour nous apporter la contradiction. Tréguier, Lorient, Nantes, Paris sont visitées. Le lendemain de Noël, l'année activiste se termine sur une réunion publique et contradictoire sous

les halles de Guingamp où « ça remue ». Nos orateurs portent bellement la contradiction chez les radicaux, dont ils stigmatisent les sentiments anti-bretons, et chez les démocrates chrétiens dont ils démasquent l'indifférence à l'égard des intérêts du pays.

Bretons et Alsaciens.

Pendant ce temps, l'affaire se corse en Alsace, où vingt arrestations ont lieu. Le juge de Mulhouse s'imagine que le fameux argent allemand, qui doit bien arriver de quelque part, a pris les bains de mer en Bretagne avant de venir alimenter les caisses autonomistes. Du 5 au 8 février une nuée de perquisitions ont lieu, notamment à Rennes et à Quimper. C'est le premier contact officiel entre *Breiz Atao* et la France. Paul Schall, directeur de *Die Zukunft*, nous demande un avocat breton. Nous lui envoyons notre adhérent, M^r Feillet. Depuis que les journaux alsaciens ont été interdits en novembre 1927, *Breiz Atao* est la seule feuille qui publie les informations sensationnelles dénonçant les machinations de la police sur les bords du Rhin, pour discréditer les accusés. L'efficacité du rapprochement britto-alsacien ne fit pas de doute, quand on entendit le président Poincaré profiter du banquet des maires d'Alsace, auquel il avait été invité en février 1928, pour dénoncer le C.C.M.N.F., créé en septembre à Quimper, comme une entreprise sacrilège « d'une misérable escouade d'aventuriers » et réfuter avec un luxe d'arguments torturés l'image de la diversité ethnique de la France. Cité comme témoin à décharge au procès qui s'ouvre à Colmar, j'improvisai à Quimper, en 24 heures, un numéro spécial de *Breiz Atao*, dont trois mille exemplaires sont vendus et répandus dans la cité alsacienne. Les élections législatives sont un camouflage pour le gouvernement. Malgré une pression insensée et d'incroyables manœuvres de dernière heure, 13 députés autonomistes sur 25 sont élus au second tour. Dans l'euphorie de ce succès, il nous sembla qu'il y avait là une voie à suivre. Nous nous trompions, car si les Alsaciens, de 1871 à 1918, avaient appris à se défendre des ingérences d'un gouvernement étranger, les Bretons avaient contracté l'habitude d'être administrés par des étrangers jusque dans les détails de leur existence. L'adoption par nous du mot « autonomiste », popularisé par le mouvement alsacien-lorrain, n'avait pas été exempte de calcul. C'était un effet de notre préoccupation de nous accrocher à un courant

d'opinion, peut-être contesté, mais admis. Elle ne fut pas, de même que notre propagande en faveur de nos amis de Strasbourg, sans inconvénient. Elle s'attira, comme un paratonnerre attire la foudre, l'accusation bruyante d'être un instrument des intrigues allemandes contre la France, intrigues — soit dit en passant — qui n'existerent entre les deux guerres que dans l'imagination des bellicistes. C'était pourtant une idée féconde, qui a reparu sous des formes nouvelles. Mais notre initiative eut aussi ses avantages. La presse d'expression néerlandaise s'ouvrit aux informations sur les revendications bretonnes. Les Alsaciens nous firent connaître dans tous les pays de langue allemande et leurs orateurs vinrent nous donner un coup de main l'année suivante.

L'affirmation fédéraliste.

En juillet 1928 commença la préparation du Congrès de Châteaulin par une série de réunions publiques aux alentours. Sur une grande affiche programme dans les deux langues, dont la version bretonne est de Fanch Gourvil, secrétaire de notre section de Morlaix, je résume la doctrine du parti. Elle est abondamment diffusée, même en dehors de la Bretagne. Un adhérent enthousiaste en orne les murs de Chalon-sur-Saône, anecdote, sans doute, mais qui démontre l'esprit offensif de nos camarades. Inquiet, le ministre de l'Intérieur interdit au maire de nous louer la salle de la mairie, poste des gendarmes pour faire disparaître les drapeaux bretons, réquisitionne les chambres d'hôtel réservées aux congressistes¹. Je suis chargé de la déclaration du parti, qui répudie le séparatisme et les sentiments réactionnaires ou anti-français, revendique un parlement breton souverain quant à nos affaires intérieures et habilité pour discuter avec Paris la quote-part de notre participation au budget général français. La séance du 18 constate l'inertie des sections et la peine qu'ont les groupements autonomes à prendre corps. Tout vient du

1. Les incidents furent nombreux et parfois comiques. Sommé de retirer le drapeau noir et blanc qui flottait au-dessus de l'entrée de l'hôtel où nous avions trouvé un asile, je le remplaçai par un pavillon miniature de 20 cm² piqué au bout d'une canne à pêche de six mètres. Les gendarmes, tous bretons, souriaient. Mais le fanatisme du commissaire spécial Hornet fut plus fort que la peur du ridicule. Il imposa le retrait de la canne à pêche!

C.D. La déclaration est adoptée à l'unanimité, moins une voix. Le moment semble venu de lancer l'hebdomadaire. Le capital de la société financière K.K.E.A.B.² créée après Rosporden passe de 15 000 F à 100 000. Au banquet de 200 couverts, le vieux barde Abalor prend la parole pour nous apporter l'adhésion de sa génération, après nous avoir boudés et parfois décriés pendant dix ans. Le meeting est un triomphe. Le dimanche, au banquet de 300 couverts, même un fédéraliste français, le proudhonien Poitevin, lève son verre et est acclamé. Le remaniement de la direction établit un triumvirat : Mordrel directeur et chef de la propagande, Duhamel délégué au C.C.M.N.F. et rédacteur en chef, Debauvais secrétaire général et administrateur du journal. Bricler reste trésorier.

Le 30 août a lieu à Genève le Congrès des Minorités Nationales Européennes. Duhamel, aux côtés de Dahlet³, y est présent comme observateur. La souscription de 10 000 F ouverte en faveur des éditions du parti illustre le ralliement au P.A.B. de toutes les tendances du mouvement breton. L'union sacrée tant appelée par nous se réalise sous nos yeux⁴. Jusqu'à un Martin-Chauffier qui, se souvenant de ses origines vannetaises, envoie ses 20 F. Le Gars lance les pavillons bretons pour autos.

« Ainsi finit l'année 1928. La presse du monde entier a parlé de nous : *Breiz Atao* est lancé. C'est une nouvelle équipe qui entre en scène. Marchal, qui avait été brillant à Châteaulin, presque à son corps défendant puisqu'il avait fallu des supplications pour qu'il vienne au congrès et des supplications pour qu'il y reste, s'était une fois encore retiré sur sa montagne, tant l'effort que lui demandait sa synchronisation avec notre dynamisme, coûtait à sa nature bohème. Maurice Duhamel le remplace. Il y avait longtemps que j'avais repéré ce petit Rennais pétulant, mon aîné de quinze ans, qui avait tenu, dès 1900, le Carnet d'un

2. En breton « Kevredad-Kreataat evit adsevel Breizh », (« Société de Crédit pour le relèvement de la Bretagne »), en abrégé : la *Kab*.

3. Député indépendant de Saverne, d'orientation laïque.

4. « Sans vouloir diminuer les organisations locales ou confessionnelles qui existent dans notre pays, nous croyons pouvoir dire que B.A. a créé le plus puissant mouvement d'idées qui ait jamais soulevé la Bretagne. B.A. et le P.A.B. sont aujourd'hui le lieu de rencontre de toutes les bonnes volontés. » (Extrait du tract « Faisons le point », lancé à l'occasion de la nouvelle émission de la *Kab*.)

Exilé, dans *le Breton de Paris*, manifestant un talent et une personnalité que j'ambitionne d'adjoindre à B.A. Il était connu comme le musicologue qui avait inventorié les 15 modes de la musique celtique et recueilli les airs des sônes et guerzes de Luzel et de Herrieu, et l'on appréciait ses pièces pour piano. Nos longues conversations dans les cafés de la Place Clichy, où était son travail, ou dans sa maisonnette de Chatou, l'avaient amené à nous sans restriction, du jour où sa conviction avait été faite que nous n'étions pas des calotins. « Vous êtes des hommes de gauche, voyons ! » ne cessait-il de nous répéter à Deb et à moi, que cette idée réjouissait, comme une bonne blague que nous nous joucrions à nous-mêmes. Il exposa les raisons de son ralliement à la veille de Rosporden, dans une allocution où il se révéla comme un esprit politique aigu et un doctrinaire ayant quelque chose à dire. « Que de chemin parcouru ! disait-il. Il n'y a plus chez nous de simples tendances sentimentales, des aspirations vagues et confuses. Nous avons des idées arrêtées, un programme. Nous avons confiance. Nous ne nous regardons plus comme les derniers des Bretons... A quoi tient ce changement ? D'abord, pour une large part, à la guerre... Les Bretons ont brusquement pris conscience de leur nationalité... Et puis il y a eu quelque chose de nouveau. Il y a eu *Breiz Atao*... Entendons-nous. Je ne veux pas dire que Mordrel et Marchal aient tout tiré de leur propre fond, qu'ils ne doivent rien aux générations antérieures... Mais ce qu'il y a eu de nouveau dans leur propagande, c'est sa cohérence, sa logique, sa tenacité, son caractère en quelque sorte scientifique et, dans un autre ordre d'idées, je dirais presque apostolique. Car l'action bretonne avait déjà un saint en la personne de notre ami François Vallée... mais je crois bien que ce n'est qu'à partir de *Breiz Atao* qu'elle a eu ses apôtres. Nous autres, Bretons, nous ne faisons rien comme tout le monde : nous avons le saint avant les apôtres. Il ne nous reste plus qu'à préciser notre évangile... »

Au banc d'essai électoral.

Duhamel a particulièrement été séduit par la position de *Breiz Atao* en faveur du fédéralisme international. S'il s'entend objec-

ter qu'on veut revenir aux formes du passé, voici ce qu'il répond :

« C'est vous, France, Angleterre, qui êtes attachées à des conceptions surannées, avec vos alliances plus ou moins secrètes, avec votre politique de prestige, avec votre instable équilibre européen générateur de conflits perpétuels. C'est vous qui êtes dépassées par les faits. C'est vous qui cherchez vainement à remonter le courant qui emporte les sociétés humaines. Nous, nationalistes et fédéralistes à la fois, nous nous accordons au grand rythme de l'évolution mondiale. Vous êtes la guerre et nous sommes la paix. Vous êtes l'anarchie et nous sommes l'ordre. Vous êtes l'oppression et nous sommes la liberté. C'est vous qui êtes le passé. Et c'est nous qui sommes l'avenir ! »

Duhamel était un polémiste acéré, de la meilleure école parisienne. Il se plaisait à dire qu'il était seul au journal à écrire en français, ce qui était assez vrai, mais il savait peu de breton quoiqu'ayant vécu au *Porzh Gwenn*⁵. C'était un homme de gauche décidé, plus athée qu'anti-clérical, mais qui était bon diable et qui, bien qu'étant passé par la Loge, était à tu et à toi avec les curés de notre bord. Sa présence au comité directeur pesa dans notre flirt électoral avec les socialo-communistes.

L'année 1928 avait vu naître une amorce d'armature financière. L'année 1929 vit en janvier tous les services concentrés en un même point, à Rennes. Nos réunions, nos affichages se succèdent sans interruption. Le gouvernement s'inquiète des répercussions de notre action et met en scène une nouvelle manifestation parlementaire, cette fois au Sénat. Il a pour compère un sénateur d'Ille-et-Vilaine, M. Jenouvrier, un peu amoindri par l'âge (83 ans !), qui récitera sa leçon en annonçant. Le président Poincaré est obligé de lui souffler les traits mortels quand l'occasion s'en fait sentir. Le tout est bouclé par une intervention de M. de Kerguézec⁶, où le serf se vautre avec délectation dans sa fange. La calomnie est insinuante :

« Dans notre pays, se déroule une campagne de chaque jour et de chaque heure, alimentée par des moyens puis-

5. Le Port-Blanc, près de Tréguier.

6. Maire de Tréguier, sénateur des Côtes-du-Nord, pionnier de la République en Trégor.

sants dont nous ignorons l'origine et dont nous connaissons les bénéficiaires... » (*Breiz Atao*, N° 17-11-1929.)

Moyens puissants, certes, ils se nommaient : audace et acharnement. Et « bénéficiaire » au singulier : le peuple breton. Duhamel n'est pas impressionné, il va en mai à Strasbourg prendre la parole aux élections municipales et se fait acclamer par 3 000 personnes.

Le 3 février, *Breiz Atao* devient hebdomadaire, tandis que nos murs se couvrent de la fameuse affiche rouge et jaune, montrant un Breton fièrement campé sur la carte de son pays. Flairant l'actualité, le Club du Faubourg, à Paris, nous met à son programme. Trois députés bretons se dérangent pour venir me donner la réplique : « Totor » Le Guen, de Saint-Brieuc ; Cadic, de Pontivy ; Pévédic, du Morbihan, tête de Turc de la Chambre ! Eugène Régner émigre de Paris à Rennes, où il fonde le premier cercle celtique de la péninsule. Victoire des nationalistes flamands, en Belgique, qui passent de 14 sièges à 38. A quand notre tour ? Le 7 septembre s'ouvre le Congrès de Rennes dans une atmosphère un peu soucieuse. Il y a des militants extraordinaires comme Givern, qui, entre Gourin et Le Faouët, vend 600 numéros de porte à porte, et 181 au seul pardon de Rumengol, comme Arot, notre intrépide camelot des rues de Paris, qui en est à sa quatorzième arrestation arbitraire. Mais la souscription pour le congrès s'est traînée depuis juin et n'est bouclée qu'aux trois quarts. Dans son rapport moral, je note que la formule du journal est hybride, il est à la fois revue doctrinale et bulletin intérieur. Il ne colle pas assez à l'actualité. Son tirage a doublé, mais les abonnés n'ont augmenté que de 21 %, et nous n'avons toujours que 250 dépôts pour 800 communes au programme. On sent approcher une crise. Pour ranimer les sections trop faibles, nous les groupons en fédérations. Yann Sohier prend celle du Trégor et Morvan Lebesque celle du Nantais. La direction fait appel à toutes les ressources de son imagination. On lance un concours d'abonnements. Les résultats obtenus obtiennent le classement suivant : Paris, Rennes, Kemper et Guingamp, Nantes, Briec, Angers, Pleudaniel, Rouen, Lannion, Pontrieux, Mordelles, Douarnenez, Pont-l'Abbé, Plouvien, Brest...

Le 29 octobre, l'Imprimerie Commerciale de Bretagne est fondée, à la grande satisfaction de Debauvais, qui depuis des mois sillonne le pays à la recherche de souscripteurs. Nous

estimons être désormais armés pour faire face à n'importe quelle exigence de la propagande. Et sur ce, une occasion se présente sous la forme d'élections partielles dans la seconde circonscription de Guingamp en avril 1930. L'endroit nous paraît bien choisi pour un sondage. La section de Guingamp est florissante. Ni Rennes, où sont Debauvais et Duhamel, ni Kemper où je vis, ne sont trop éloignées. Un de nos amis, peu connu mais commerçant de la région, accepte de faire le cobaye et de couvrir le déficit de la campagne. C'en est fait : Goulven Mazéas est candidat fédéraliste. Nous n'avions guère d'illusions, car nous savions comment cette soupe se cuisinait et avions déjà mesuré l'inconsistance de la prétendue volonté populaire. La partie s'annonçait dure. Nous n'avions pas dix abonnés dans la circonscription. Notre public essoufflé par l'effort financier de nos souscriptions se rétractait et notre manque de fonds était tragique. Mais la situation n'était pas nouvelle et nous nous jetâmes tête baissée dans l'aventure. Les tâches furent généralement distribuées ainsi : Duhamel à Rennes assurant la parution du journal et la sortie des imprimés, Debauvais et Mordrel sur le terrain de bout en bout les trois dernières semaines, aidés de quelques camarades qui se renouvelaient, distribuant les imprimés, collant les affiches, et assumant dans chaque commune toutes les tâches d'un comité électoral inexistant. Résultat : soixante réunions publiques et contradictoires.

Le pays fut profondément remué. Les paysans, vers la fin, saluaient du haut de leurs champs nos guimbardes du cri de « Breiz Atao ! ». A Rostrenen, l'auditoire enthousiaste me porte en triomphe. Callac est resté longtemps étonné de l'éloquence de feu d'un mince jeune homme brun prenant à partie le président Daladier⁷ sur sa propre estrade et dominant les vociférations et qui, s'étant imposé par son courage, put se retirer sans qu'un geste ait été esquissé contre lui. C'était Debauvais.

Mais le P.A.B. n'était pas dans la course. Deux candidats millionnaires, disposant de cadres éprouvés et faisant appel à la corruption électorale sur une grande échelle, avaient relancé les deux vieux courants : bleus contre chouans. En outre, et ce fut notre erreur, notre candidat, s'il avait eu à nos yeux le mérite rare de faire face aux frais, n'avait ni le physique ni le tempérament d'un candidat. Nos amis nous ont plusieurs fois

7. Daladier, chef du gouvernement, était venu spécialement pour soutenir le candidat radical-socialiste et pourfendre les autonomistes.

supplés de le remplacer par l'un de nous, ce que nous ne pouvions pas faire. Malgré un gros effort final auquel participèrent Philippe Lamour⁸ et Camille Dahlet, nous n'enlevâmes qu'un trentième des voix. C'était peu en soi. Mais vint le second tour qui vit le désistement des candidatures secondaires, et qui pourtant confirma et même augmenta les voix de Mazéas. Nous avions donc réussi sur un autre plan que celui des élections. Nous avions prouvé qu'une importante démonstration de propagande pouvait dans une circonscription ficher 400 partisans convaincus, insensibles à l'intérêt électoral immédiat. Et cela dans une circonscription pourrie, où seuls les socialistes votaient avec indépendance d'esprit. A nos yeux, cela nous donnait 20 000 adhérents potentiels dans toute la Bretagne. Et autant que nous pouvions en juger, le chiffre était sous-estimé. Le résultat était même encourageant, si l'on se souvenait que le candidat socialiste, qui récoltait entre 2 000 et 3 000 voix, n'en avait arraché qu'une centaine pendant longtemps.

Le combat obscur.

Deux mois plus tard la souscription de la campagne n'est pas encore couverte. Cependant la lutte continue. La pénétration dans la masse populaire s'accroît. Pleudaniel en tête, puis Plouaret, Meslan, Plougrescant, Plouigneau se signalent par leur paquet d'abonnés. Les réunions continuent, notamment en Haute-Bretagne. Nous créons un bulletin, *la Vie du Parti*, pour alléger le journal, qui peut se consacrer davantage à la défense des intérêts économiques : le drame du blé, le marais de Dol, les tarifs de transport, la taxation des terres, la saisie des routes départementales par l'Etat (qui les avait départementalisées après la guerre pour ne pas avoir à en payer la restauration !), le poids des impôts en comparaison avec d'autres pays, la décadence de nos ports et la diminution de notre tonnage, les importations concurrentielles de nos produits... *Breiz Atao* est aux aguets, ne laissant rien passer sans l'exploiter immédiatement.

Et l'on arrive au Congrès de Saint-Brieuc le 6 septembre. Debauvais dresse le bilan administratif. Les buts fixés étaient :

8. Ph. Lamour était à cette époque un fédéraliste convaincu, qui soutenait ardemment *Breiz Atao*.

1) Doubler les abonnés : notre progression en un an a été de 56 %. — 2) Développer la publicité et la vente au numéro : but atteint. — 3) Centraliser nos services autour de notre propre imprimerie : but atteint. Cependant le journal reste déficitaire. Il faut augmenter le prix de vente. Je signale dans mon rapport moral que 1929-1930 est marqué par le plus grand effort d'organisation et de propagande jamais accompli en Bretagne. Une demi-douzaine d'animateurs et, à la base, une sélection réduite de militants, ont tout fait. Tous sont débordés. Au point où nous en sommes, des permanents sont indispensables, des professionnels travaillant à plein temps. Mais l'argent ? Nous sommes tous les jours stupéfaits du degré d'impréparation du public, qui ne sait rien, qui n'a entendu parler de rien. C'est ce qui nous freine. Qu'ont donc fait les régionalistes et les bardes pendant vingt ans ? Il nous faudrait absolument un journal populaire, mais cela demande l'investissement d'un capital que nous ne trouverons pas, si nous voyons ce que nous coûte déjà l'achat de l'imprimerie. Nous sommes donc dans une impasse et nous le savons.

C'est alors que pour la première fois se manifeste une tendance qui fera parler d'elle. Des jeunes, Lainé, Berthou, se lèvent au fond de la salle des séances pour préconiser, non sans provocation mais sans écho, l'emploi de la violence.

Après Saint-Brieuc qui fut notre congrès le plus « business-like », le travail continue, tandis que le déficit financier s'élargit. Le groupe ouvrier parisien d'Arot passe de 25 à 60 membres. La police arrête nos distributeurs de tracts. Notre carte murale de diffusion montre que *B.A.* se développe partout où nous avons des hommes à nous, mais qu'il ne se produit pas de ralliements spontanés comme nous nous obstinions à l'attendre. Nous savons que c'est avant tout de la timidité, du manque de confiance en soi. Des zones entières, notamment en Haute-Bretagne, sont vierges. Mais en revanche il est rare que là où nos agents sont passés il n'y soit pas resté d'abonnés. En tout cas, ce tableau révèle la raison profonde de la crise financière, les efforts de *Breiz Atao* soulèvent l'intérêt, mais ils ne paient pas.

« Nos descendants parleront peut-être de ce combat obscur que nous menions depuis dix ans comme d'une épopée et de ses acteurs comme de prestigieux héros. Pour nous qui l'avons mené, jour après jour, c'était une besogne ingrate, parfois désespérante, dont nous sortions souvent

harassés de corps et d'esprit, hébétés de nous sentir devenus des mécaniques à répéter toujours la même chose à un peuple décervelé, qui ne semblait capable d'aucun mouvement du cœur ou de l'esprit. »

Cependant une autre occasion se présente d'affronter l'opinion ou ce qui en tient lieu : élections partielles à Rennes, le 19 octobre. Les camarades de Rennes y voient uniquement une obligation de faire acte de présence, car nous ne disposons même pas des 3000 F nécessaires pour faire parvenir la profession de foi du candidat aux électeurs. Ronan Arot raconte :

« Duhamel me demanda de but en blanc si j'acceptais de me porter candidat. J'acceptai, pour profiter d'une occasion inespérée de propagande. Je ne disposais que de mes soirées. Ayant mangé à la hâte, je partais le soir dans la voiture de Gefflot à travers la circonscription, mettant notre unique affiche de candidature sur les panneaux et distribuant les bulletins à domicile. Par deux fois les électeurs nous arrêtaient pour que je leur fasse un laïus, chaque fois bien applaudi. Debauvais eut aussi l'occasion de prendre la parole à mon sujet comme contradicteur dans une réunion radicale. C'est tout. Dans ces conditions que pouvions-nous espérer ? Je n'ai pas eu cent voix. Mais, fait remarquable, au second tour j'en ai gagné un quart de plus. C'est le même phénomène qu'à Guingamp². Et, comme d'habitude, j'ai été mis à la porte de ma boîte. »

L'héroïsme d'Arot ne pouvait pas fournir une ligne de conduite au parti. Il fallait cesser les frais. La moisson n'était pas mûre.

10

CRISE DE CROISSANCE

Le dernier numéro du journal de 1930 proclamait la confiance et annonçait des améliorations. Mais au Conseil Politique du 28 décembre, Debauvais avoue qu'en tant que mouvement politique le nationalisme breton n'a pas réussi sa percée et que de l'avis de la direction, il serait judicieux d'envisager une formule plus adroite de pénétration populaire. Il propose de réserver *Breiz Atao* à la consommation interne de la minorité nationaliste et de fonder un hebdomadaire de défense économique, sans aspect politique compromettant, et pour lequel il serait plus facile de trouver des appuis financiers¹. Le conseil politique, encore plein d'illusions, refuse avec une indignation mal contenue. Il se sépare sans rien soupçonner de la véritable situation du parti qui est au bord de la banqueroute.

1. Chose curieuse, le titre proposé était *le Peuple Breton*, le même que choisira Joseph Martray, quand il voudra reprendre la lutte pour la défense des intérêts bretons après l'épuration, et à peu près avec le même programme. En somme, la tendance M.O.B. était déjà dans l'air 26 ans avant sa naissance². Debauvais, qui savait sacrifier ses sentiments personnels à la tactique (et l'inverse !), m'avait reproché amicalement en cette occasion : « *Breiz Atao* est mordrellien, il aurait pu être différent. » Sur le moment je me suis presque senti coupable. Mais l'analyse était mauvaise. Bien des années après mon élimination totale, le « mordrellisme » est réapparu spontanément, démontrant que B.A. n'avait pas été le reflet d'une personne, mais la réaction authentique de la jeunesse bretonne.

2. Nom du mouvement après la guerre. Voir plus loin le chapitre « Nouveau Départ ».

« Ce ne sont pas des divergences idéologiques qui, comme on l'a dit, précipitèrent les événements, mais une confrontation personnelle. Depuis des mois, je recevais des lettres de Duhamel, rédacteur en chef du journal et collaborateur de Deb à l'imprimerie, cherchant à me convaincre que l'imprimerie était une mauvaise affaire dès le début, dont le matériel vétuste devait constamment être renouvelé pour pouvoir faire face à la concurrence. D'après lui, Deb, trop novice dans le métier et trop distrait par ses fonctions politiques, n'était pas à la hauteur comme directeur commercial. Cette affaire épuisait le mouvement et le plus tôt on s'en débarrasserait serait le mieux. N'ayant pu obtenir mon accord, Duhamel démissionna, sacrifiant en même temps sa situation matérielle. J'étais perplexe. Duhamel avait raison, mais quelque chose me disait que Debauvais avait raison aussi en refusant contre tout bon sens de reconnaître la défaite. Je ne suivis pas Duhamel. »

Pendant plus de 2 mois, *Breiz Atao* cessa de paraître. Les bruits les plus fâcheux circulaient. Soudain, au printemps, un numéro arrive chez les abonnés avec un grand titre « Crise ». Une souscription était ouverte « pour sauver B.A. ». L'impression fut désastreuse. Une première liste apporta 2 565 F. Mais déjà la seconde tombait à 802 F. Pour couvrir 22 000 F de dettes immédiatement exigibles, c'était peu. Il n'y a plus de temps à perdre. Debauvais veut mettre les adhérents devant leurs responsabilités et convoque le 9 avril par un numéro spécial réduit à une feuille un congrès extraordinaire, à Rennes, pour... le 11 avril. Peu de nos amis ont 24 heures devant eux pour se rendre à la convocation. J'ai fait de mon mieux pour l'aider, en lui donnant un éditorial intitulé « Confiance ».

La Cabale.

A peine le congrès ouvert à l'Hôtel Moderne, une conspiration décidée à en finir avec Deb se manifeste au grand jour et exclusivement sur le plan des comptes à rendre. Traité en accusé, Debauvais, ulcéré par une querelle de procédure, plie sa serviette et se lève. On s'arrange. Deb donne des chiffres. Sur un capital de 100 000 F de la Kab, 90 000 ont été versés et ont filé. La dette à court terme est de 40 000 F. La position de la majorité est très nette : on est disposé à sauver

les meubles, mais à la condition que le responsable de la déconfiture financière s'en aille. On m'assure qu'on n'a rien contre moi. Deb est contraint de démissionner. Il me glisse à voix basse : « Laissons-les se débrouiller, tu verras où ils en seront dans trois mois. » Un sourire se dessine sur ses lèvres minces. Pouvais-je abandonner celui qui depuis des années était l'épine dorsale de *Breiz Atao* et permettre qu'une simple crise financière en termine avec sa carrière de militant breton et avec son honneur ? Je me solidarise avec lui et démissionne également.

Le congrès décide de réduire la parution à une cadence bimensuelle, il ouvre une souscription sur l'heure et nomme un comité de rédaction de cinq membres. Deb s'offre à rester administrateur. C'est Gefflot qui est nommé. On laisse à Deb le secrétariat du parti.

« Debauvais avait été maladroit et cassant. Les explications qu'on lui demandait n'étaient pas faciles à donner pour un homme comme lui. Habitué à se tirer d'affaire tout seul, ou avec mon aide, celle de Bricler, ou celle du notaire Even qui était son bon génie, depuis de longues années au prix d'une inextricable jonglerie comptable, il n'avait rien d'un administrateur orthodoxe. Il n'aimait se confier qu'à quelques amis sûrs, toujours les mêmes. Pour lui, seul le résultat importait, pourvu que le mouvement aille de l'avant. Ce n'était pas la première crise, si c'était la plus grave. Il s'en était toujours tiré. Qu'on lui fasse confiance une fois de plus et il s'en tirerait. Sa position était celle d'un homme fort, n'admettant pas avec orgueil que son intégrité et sa compétence soient mises en question.

Sa démission, suivie de la mienne, comme la double détonation d'un fusil de chasse, prit de court le congrès qui dut improviser une équipe de remplacement complète. Seuls se trouvèrent sur les rangs les représentants de la tendance de gauche, soutenus par les fortes personnalités intellectuelles de Duhamel et de Marchal. Un adhérent des premiers jours, Ronan Klec'h, qui avait la plume alerte, en prit la tête. »

Après quelques semaines d'euphorie, la nouvelle équipe, qui n'arrivait guère à s'imposer parce qu'elle manquait de chef, entre en conflit aigu avec Debauvais qui a conservé la boîte

postale et le compte chèques à son nom et met des bâtons dans les roues pour remettre à ses successeurs la comptabilité et la correspondance.

Gefflot a cependant pu se faire l'opinion que les frais normaux du journal n'expliquaient pas un déficit de 130 000 F en deux ans. Il exprime la crainte qu'en cas de liquidation de l'imprimerie, celle-ci n'exige de *Breiz Atao* le paiement de sa dette. Ce à quoi Deb répond : « Si l'imprimerie saute, soyez sûrs que tout sautera, journal et parti. » Prié de s'expliquer, il aurait précisé : « Si l'imprimerie saute, je suis ruiné et je m'emploierai pour que tout saute avec. Et je vous préviens que ça ne se passera pas sans douleur ! » (*La Nation Bretonne*, 21 juin 1931).

Le retour de « Breiz Atao ».

Justement inquiétée par ces perspectives, et voulant échapper à la responsabilité légale de dettes qu'elle n'avait pas endossées, la nouvelle direction décida de changer, provisoirement, le titre du journal. Dans son numéro du 7 juin, *Breiz Atao* parut sous le titre de *la Nation Bretonne*. Immédiatement, avec un réflexe typique, Debauvais bondit sur l'occasion et annonce que ses successeurs ayant trahi leur mandat, son devoir est de faire réparaître B.A. Sans consulter personne, il s'en nomme administrateur et directeur et le proclame organe du parti ! Coup de force ? Si l'on veut, mais qui cesse d'en être un, quand je rallie le vieux drapeau, rameutant la vieille garde autour de lui.

Cependant, la section de Rennes demande l'exclusion de Debauvais et lui interdit l'accès de ses réunions. Moins radicale, la fédération du Trégor-Goëlo et Haute-Cornouaille, réunie par Sohier, réproouve solidairement Debauvais et Mordrel pour la gestion de l'ancien *Breiz Atao*, condamne le changement de titre et demande une assemblée constituante. C'est en somme la confusion générale, et malheureusement aussi, la dissolution à vue d'œil de tout ce qui avait fait notre force et notre élan.

« Pourtant, un homme reste calme et sûr de lui au milieu de l'orage, c'est le mince garçon qui était à l'origine de toute l'affaire. Son père ne venait pas de l'Oise, comme le disaient nos adversaires, mais de la paroisse du Pertre, blottie au pied de sa forêt comme un poste de douane sur

la frontière du Maine³. Il était lui-même né à Rennes, pépinière de patriotes et la plus romantique de nos villes, qui a gardé, malgré le plan carré de ses rues à la française rebâties après l'incendie de 1720, l'âme exaltée de la Brocéliande qui revit dans l'enchevêtrement de ses maisons de bois. Nous aimions remonter les pavés bossus, sans trottoirs, de la rue Haute ou de la rue Nantaise, pour reconduire l'un des nôtres chez lui après une soirée de travail en commun, tandis que les découpures tourmentées des avant-toits et des lucarnes traçaient un chemin de ciel fantastique au-dessus de nos têtes. Nous passions parfois la moitié de la nuit à aller et venir de la porte de l'un à la porte de l'autre, sans pouvoir nous résoudre à rompre l'enchantement qui nous unissait et sans pouvoir nous arracher au sortilège de cette ville étrange et si familière, qui nous ouvrait ses portes secrètes sur le rêve et les refermait impénétrable sur nos confidences. Je me souviens de la perspective aux tons de paille fanée du Champ-Dolent, d'un joyau comme la petite place du Vau-Saint-Germain, avec au fond le grand corps de l'église au plan si breton et sur les côtés les crêperies sous leurs pignons aigus, — où si souvent je dinais de quelques galettes assaisonnées d'un oignon cru, — avec le serrement de cœur qu'on réserve à la mémoire d'une aïeule très noble et très chère qu'aucune nouvelle figure ne remplacera.

Je ne sais si Debauvais, qui passait son temps à se battre avec des factures, des traites et des comptes courants, accordait au cadre de la ville la même importance que Marchal, Lemonnier ou tel autre « artiste » de notre bande. Il l'aimait sans doute autant que nous, mais ses préoccupations n'étaient pas d'ordre esthétique. Ce grand travailleur consacra sa vie à constituer et surtout, surtout, à maintenir sur pied une organisation d'action. Il fut plus que le grand commis du mouvement. Par sa constance dans l'effort le moins rétribué qui soit, en réussissant à faire marcher pendant vingt ans une affaire en permanence déficitaire ; par son sang-froid souriant en face des pires

3. L'origine française du nom remonte à l'aïeul, venu à Nantes de Forges-les-Eaux (Pays de Caux).

catastrophes ; par son intelligence aiguë et son goût implacable des faits, allant de pair quand il le jugeait bon avec le plus complet détachement sentimental ; par sa profonde humanité et son dévouement à la personne des camarades dont il faisait siennes les peines et les difficultés ; par ses qualités de diplomate sachant donner le change sur ses intentions, alliées à une fermeté pouvant aller jusqu'à la brutalité, il restera sans doute unique dans nos annales militantes. Son physique n'imposait pas ; il manquait de lettres et d'imagination créatrice, mais il avait la chose la plus rare : le caractère. Sa santé était chancelante, mais il n'a jamais donné de répit à sa carcasse, sauf pour quelques séjours en sana, et pendant des années il n'a pas dormi plus de trois ou quatre heures, car après avoir passé ses journées sur les marchés où il débattait avec sa mère, ou dans une arrière-boutique de pharmacien à doser des potions, il s'enfermait la nuit au bureau de B.A. Minuit ou midi, pour lui, cela n'avait pas beaucoup d'importance : ce qui devait être fait était fait à l'heure fixée. Il n'a jamais su ce qu'était un dimanche, jour consacré par définition au travail de direction. Il avait conservé de ses humbles origines un maintien un peu gauche en face des gens en place, mais il avait dans tous les cas graves la réaction de la foudre et devenait dans la lutte un magnifique animal de combat.

Tel était Debauvais. Pourtant, s'il était un rêveur comme nous tous, il n'était pas dupe de ses rêves. Ses ambitions étaient limitées. Il n'était pas loin de considérer la présidence d'un parti de 500 membres comme un bâton de maréchal. Il avait du tempérament, les femmes mieux que d'autres le sentaient. Mais il était intellectuellement froid. Il n'a jamais été attiré par les idées, vis-à-vis desquelles il aura fini par éprouver un aimable scepticisme. Il les prenait où il les trouvait, mais il avait le flair pour savoir quelle dose pourrait en absorber son public. C'était un homme qui pour faire de la musique se servait de l'instrument qui s'offrait, avec un éclectisme surprenant. La maturité lui donnera une confiance inébranlable en lui-même. Il est persuadé que tant qu'il restera à la queue de la poêle, l'essentiel sera atteint. Il lutte alors pour le pouvoir et tire profit des divisions en jouant le rôle d'arbitre. Il n'attache que peu d'importance à la position

doctrinale des gens qu'il attire autour de lui et encore moins à leur valeur personnelle. L'important est qu'ils soient acquis à sa personne. Il ne prenait jamais autant conscience de soi, lui, l'homme des froids calculs, que dans des gestes inconcertés, jaillissant de tout son être sous l'empire d'un sentiment violent. Il ressemblait en cela à Hémon et à Lainé, l'un comme l'autre incapables de voir la Bretagne autrement qu'à travers eux-mêmes. Mais contrairement à eux, il n'agissait que rarement dans le sens d'une erreur politique, du moins sur le terrain breton, car j'ai souvent eu l'impression que, sur un terrain plus large, il n'était plus dans son élément et pouvait perdre pied.»

Le principal accusé, l'Imprimerie Commerciale de Bretagne, réunit l'assemblée générale de ses actionnaires le 28 juin. L'exercice de 1930 accuse une perte de 75 577 F. Tous les présents sont des amis personnels de Debauvais et des nationalistes éprouvés. Ils lui font une fois de plus confiance. Bricler, qui n'est pas riche, donne sa garantie pour 70 000 F. On décide une augmentation de capital, par une émission nouvelle de 250 000 F en 500 actions privilégiées à 4 %. On autorise un emprunt obligataire.

Cette assemblée entraîne des commentaires acerbes de la part de l'opposition. Elle constate qu'on s'obstine dans la mauvaise voie. Quel était le but de toute cette affaire ? 1) Fournir une situation aux chefs du central, afin qu'ils disposent de plus de temps pour l'action bretonne. Le résultat opposé a été obtenu. Ils sont accaparés par l'imprimerie et doivent négliger leurs fonctions politiques. 2) Créer un instrument de renaissance bretonne. Le résultat atteint a été la diminution de toutes les éditions et la paralysie de l'action bretonne.

On va vers un capital de 750 000 F. La circulaire du 7 mars 1931 disant : « L'imprimerie est acquise » n'exprime pas le fait qu'il s'agit seulement d'une promesse de vente. En cas de cessation de paiement des annuités, le vendeur reprendrait tout ! (*La Nation Bretonne*, 6 juillet 1931.)

Jamais, par conséquent, le malentendu n'a été aussi profond. Pourtant c'est le moment que choisit Ronan Klec'h pour proposer une réunion générale de compromis et de réconciliation. Et c'est un trait du caractère celtique, séduits par cette perspective, tous sont d'accord pour tenter l'opération.

L'opération « réconciliation ».

La réunion a lieu le 19 juillet à Guingamp. L'assemblée reconnaît les décisions du congrès extraordinaire de Rennes, décide que le nouveau titre cèdera la place à l'ancien dès que les administrateurs actuels auront reçu les garanties qu'ils demandent et remet au prochain congrès du parti, qui aura lieu au même endroit fin août, toutes les questions d'organisation et de doctrine qui devront être résolues dans l'esprit de concorde retrouvée. Parmi les signataires de la décision votée à l'unanimité des présents, on relève les noms de Bricler, Debauvais, Derrien, Gefflot, Klec'h, Creston, Meavenn, Mordrel, Rouzic, Sohier.

Mais les anciennes oppositions devaient réapparaître et rendre caduques les décisions prises. Les fédéralistes irréductiblement « de gauche » se décidèrent à refaire bande à part et se séparèrent du bloc retrouvé le 31 août, tandis que *Breiz Atao*, toujours accablé par ses dettes et privé de moyens, arrivait à grand-peine à survivre. Il reparait le 30 novembre sous la forme d'un petit fascicule de revue, où Debauvais, enfin libre de s'exprimer, nous livre le fond de sa pensée :

« Quand nous étions en groupe, une sorte d'atmosphère morale nous enveloppait et nous soudait les uns aux autres. Alors, nous avons osé et marché. *Breiz Atao* a été une large fraternité jusqu'au jour... où l'ignoble cabale montée contre l'un de nous porta à cette fraternité un coup mortel. Les difficultés n'étaient rien. Tout pouvait s'arranger, mais le jour où la discorde fut attisée, *Breiz Atao* était moribond...

Un mouvement c'est un moral. Le moral du nôtre a été brisé sciemment et volontairement.

La *Ligue Fédéraliste de Bretagne* s'est offerte comme un bassin de décantation...

... Quand on appartient à un mouvement comme le nôtre, on ne doit pas ignorer que la police n'emploie jamais d'autres procédés pour démolir un mouvement qui gêne le gouvernement... »

Il allait sans doute trop loin et peut-être le savait-il. La politique a ses exigences.

Toujours est-il qu'il fallait procéder à une réorganisation.

Debauvais n'avait pas encore récupéré l'autorité suffisante pour donner l'impulsion. Il marquait le pas. Quant à moi, mon retrait avait des motifs profonds. Depuis des mois ma collaboration au journal s'était éclaircie. Plus Duhamel s'élançait dans la politique française, plus je ressentais le besoin opposé de creuser le concept Bretagne et de nous concentrer sur lui. Contrairement aux esprits petits-bourgeois, auxquels intellectuellement appartenaient Debauvais ou Delaporte, qui se contentaient fort bien d'agiter une bannière herminée — devenue entre-temps le drapeau noir et blanc —, je souffrais de la vacuité d'une attitude idéologique qui avait eu ses raisons quand il fallait tracer un cadre à la pensée bretonne, mais qui ne répondait plus aux nécessités de l'heure. Une bataille inégale avec les partis adverses, en 1929, m'avait fait comprendre, comme à Duhamel, une des raisons de notre défaite : *B.A.* n'avait pas de programme de gouvernement.

C'est une misérable poignée de 16 délégués que réunit le mini-congrès de Landerneau le 27 décembre 1951. Les frères Delaporte, qui personnifiaient l'opposition latente de tendance localiste, virent leur jour arrivé et tentèrent immédiatement de faire dominer leur point de vue. Pour eux, la politique suivie depuis Rosporden, mettant l'accent sur la propagande fédéraliste, avait amené à négliger des tâches importantes comme la formation des cadres, l'enseignement de la langue, la vulgarisation doctrinale, l'organisation locale. Ils sentaient, et D.K. Kongar avec eux, qu'il avait été imprudent et prématuré de s'élançer hors du pays, comme le faisait Duhamel, plus féru de missions de représentation que de tournées de propagande, avant que le sol ne soit affermi sous nos pieds « à la maison ». Et ils n'avaient pas tout à fait tort. Privée du contre-poids de sa gauche, l'ancienne direction dut s'incliner et le *Parti National Breton*, plus étroitement nationaliste, remplaça le *Parti Autonomiste* d'hier par décision du mini-congrès.

Néanmoins, le désordre continue. Le nouveau P.N.B. manque d'ascendant. Les dissidences et les initiatives individuelles sont partout. Et comme toujours l'inaction et l'impuissance accompagnent la pagaille.

L'éparpillement.

L'éclipse des chefs encouragea les seconds rôles à montrer le nez. Des libelles mordants, dans les deux langues, se faisant

généralement le véhicule de ragots gratuits, circulaient sous le manteau, provoquant des ricanements entendus. A les en croire, je passais mes nuits dans les night-clubs et ce malheureux Debauvais s'était payé le chauffage central avec l'argent de la caisse. Ils nous produisaient l'effet d'autant de coups de pied de l'âne. Mais ils montraient aussi que la crise que traversait *Breiz Atao* n'était en réalité qu'un embarras financier doublé d'une controverse doctrinale et nullement le chant du cygne de notre mouvement. Le foisonnement des initiatives individuelles dans le sens d'une reprise et d'une extension de l'action donnait au contraire la preuve de la vigueur et du potentiel du mouvement.

L'abbé Madec, qui était un homme ambitieux et remuant, ne pouvait pas se contenter d'un rôle de figuration dans cette branche des œuvres diocésaines qu'était le *Bleun-Brug*. Orateur habitué aux foules, il pensait que le meilleur moyen de gagner leur sympathie n'était pas de les choquer ou de les effrayer. Il eut l'idée, bien avant Debauvais et moi, de créer un journal modéré de pénétration populaire. Il lança *Adsaö* (« Relèvement ») en février 1931.

« Arrière les rêveurs ! Arrière ceux qui, pour sauver la Bretagne, comptent sur la guerre civile ou étrangère, sur l'organisation future des Etats-Unis d'Europe ! »

Adsaö appelle les Bretons à l'action « légale, pratique et progressive », ce qui constitue une alternative peu convaincante à la stratégie répudiée de *Breiz Atao*.

L'équipe comprend encore le rédacteur en chef du *Nouveliste du Morbihan*, Bouis, un conseiller général, Pierre Mocaer, le directeur de la *Bretagne Commerciale*, J. Pellé et plusieurs professeurs et fonctionnaires. Dans le courant de l'année, Madec et Pellé font 67 causeries dans le Finistère, souvent présidées par le maire ou le conseiller général.

Mais, ébauche de mouvement sans passion, dominé trop exclusivement par une personnalité contestée, en tout premier lieu par un Mgr Duparc qui entendait que dans son diocèse tout le monde soit à ses ordres, *Adsaö* était handicapé dès le départ et ne réussit pas à prendre corps. Il finit en désignant comme son successeur la vétuste F.R.B. qui n'était plus que l'ombre du fantôme qu'elle avait été.

A Guingamp, qui fut toujours un de nos coins remuants, le groupe de Derrien, essentiellement composé d'ouvriers, succomba à la tentation de se lancer à gauche, pour mordre sur

des milieux très teintés de marxisme. Le bulletin de propagande *War-Zao*, « Debout ! », qu'il publiait dans le cadre du parti, prit son essor au moment de l'éclipse de la direction centrale et lança un appel à la lutte sociale, inspiré à doses égales par l'exemple soviétique — sur lequel à cette époque on était encore peu renseigné — et celui des Irlandais du *Saor Eire*, qui rêvaient de revivre le vieux collectivisme celtique. Les rédacteurs inexpérimentés et intellectuellement peu préparés font un mélange horrible d'idées mal digérées et ils s'attireront en novembre les foudres de *Breiz Atao* réformé, qui ne permet pas que l'idée nationale bretonne, encore si fragile, soit diluée dans de pareilles fantaisies. De fait, *War-Zao* était appelé à devenir un simple bulletin breton des avant-gardes du Parti communiste.

C'est aussi le moment où les fédéralistes de gauche, s'étant séparés définitivement de la maison mère, publient le premier numéro de la *Bretagne Fédérale*, organe de la *Ligue Fédéraliste de Bretagne*. Avec Morvan Marchal, vraiment vacciné contre les aventures, Ronan Klec'h et Mazéas, il est l'organe de l'utopie pacifiste. « Le monde, s'il était mû, y lit-on, par le sentiment de la fraternité humaine, aspirerait au règne de la paix, de la concorde universelle ». Bien entendu, le nouveau groupement est aussi nationaliste breton que l'ancien : on y retrouve les noms des militants qui ont bâti *Breiz Atao*, tels que Patrice Genty, Ronan Arot, Le Flohic, Lelandais, P. Guérin, Hervé Le Men, et bien entendu Maurice Duhamel et André Gefflot. Comprenne qui pourra. Dans *l'emsav*, il se forme des petites bandes au gré des fréquentations, des sympathies, qui suivent la piste de leurs chefs de file, sans trop se préoccuper de théories. On a appelé cela l'esprit de clan. Il ne faut donc pas s'étonner de voir apparaître dans cette galère le traditionaliste fervent Henri Quilgars, pour y décrire avec émerveillement l'ancienne société celtique où nos ancêtres passaient leur temps à s'étripper pour un oui ou pour un non ; ou encore Auguste Cattelliot, que nous pensions monarchiste catholique, ou Coarer, traditionaliste fidéiste.

Lors de leur congrès de Dol, en août 1932, une certaine décan-tation s'est faite, et les « fédéralistes » ne répondent à l'appel qu'au nombre de 17. A la kermesse de Pont-Rousseau, l'été suivant, ils sont une demi-douzaine à lever le poing, mais sous une bannière à bandes noires. Puis le journal, irrégulier, ne paraît plus que sur une feuille. En mai 1935 les fédéralistes se joignent au corps de bataille du P.N.B. pour aller manifester

à Saint-Aubin, ce qui était un ralliement par la bande. Enfin, au moment où l'intensification de la lutte concentre toute l'attention publique sur *Breiz Atao*, Marchal reconnaît mélancoliquement que l'entreprise qu'il a cautionnée de son nom n'a plus d'existence.

Une dissidence plus virulente fut celle de Théophile Jeusset, fondateur de *Breiz da Zont* (La Bretagne de demain), « organe des nationalistes bretons catholiques ». Il explique clairement ses raisons :

« ... La Bretagne a été fondée dans le catholicisme, pétrie par le catholicisme, à tel point qu'on ne peut parler d'elle sans évoquer immédiatement son attachement aux dogmes catholiques. Observons par la même occasion que les Bretons qui deviennent athées doivent renier leur passé, leurs traditions... en un mot se débrettonner... Certains veulent construire une Bretagne qui ne sera pas « la vieille Bretagne ». Nous, nous voulons reconstruire la Bretagne que nous avons aimée dans notre histoire, dans nos paysages, dans nos coutumes : la Bretagne de tous les temps. »

Le comité de rédaction réserve des surprises. Paul Ladmiraunt, Henri Quilgars y sont à leur place. Mais Gwilherm Berthou, qui sera la figure de proue du paganisme celtique ? Mais Morvan Lebesque, qui jouera avec flamme le personnage de gauche que l'on sait ? On a l'impression qu'après le fatal congrès de Rennes, certains se sont engouffrés dans la première porte ouverte.

Le congrès de *B.d.Z.* du 27 décembre 1931 fonde le *Parti Nationaliste Intégral*. Nous apprenons par le bulletin que :

« La salle des séances avait reçu... une décoration originale... Sur une tenture d'un vert espérance, le Juif, figuré par un épervier, avait été cloué, tenant le globe entre ses serres. Au-dessus la croix gammée victorieuse. » (*Breiz da Zont*, N° 2.)

Morvan Lebesque, empêché, avait envoyé un message :

« Je demande instamment aux autonomistes bretons... d'oublier nos querelles et de se joindre à nous pour flétrir

comme il convient l'anniversaire de la réunion du Duché à la France. Pour moi, je suis prêt à pactiser avec mes anciens camarades de *Breiz Atao*, même avec ceux dont l'attitude fut plus d'une fois hostile à mon égard et je leur propose la paix au nom de la Celtie. J'apporte aux camarades présents le salut de la section de Nantes. Je fais le serment de lutter de toutes mes forces pour l'établissement de la Nation bretonne et de l'Etat breton Social-Nationaliste. » (*B.d.Z.*, janvier 1932.)

Ce qui leur valut une volée de bois vert de Yann Sohier :

« Au seuil de la nouvelle année, la 1932* de la naissance de votre Christ jésuitique et pleurard, un seul souhait :

La fin de votre petit torchon.

Une bonne nouvelle pour les émules d'Hitler :

La parution prochaine d'un journal de défense bretonne et prolétarienne. » (*B.d.Z.*, février 1932.)

Mais bientôt, Berthou d'abord, qui a consulté Nostradamus, Jeusset ensuite, s'étant convaincus que le duc de Guise allait remonter sur le trône de ses pères et tablant sur la promesse de Maurras de restaurer les libertés bretonnes, se font une raison pour ne pas rater une telle chance et adhèrent à la France monarchique en 1934.

C'est encore l'esprit sécessionniste des éléments catholico-droitières qui fut à l'origine de *Breiz Digabestr*⁴, de Raphaël Tullou en février 1932 et qui, elle aussi, quelques mois plus tard, se prononce pour le retour de la monarchie en France et... rend son âme à Dieu.

Les années 30 à 32 furent, on le voit, favorisées sous le rapport des dissidences, qui constituent un des aspects les plus pittoresques de notre mouvement. Dans le foisonnement de cette période, il faut distinguer entre deux phénomènes : la tendance permanente des tempéraments originaux ou des sectaires de faire bande à part et l'éparpillement qui naturellement frappe un mouvement quand celui-ci subit un processus de dissolution, et qu'il manque une centrale de lutte qui impose la discipline nécessaire et indispensable.

4. « Bretagne Affranchie ».

En un certain sens, *Gwenn-ha-Du*, dont nous allons parler, fut une dissidence, en réaction contre le verbalisme inefficace de *Breiz Atao*. Dissidents encore ceux qui pensèrent que le mouvement politique avait fait la preuve de son impuissance et qu'il fallait avoir recours aux armes.

Mais ces divisions et ces contrastes sont superficiels. Les mêmes hommes souvent passent d'un groupement à l'autre, et les idéologies se chevauchent. Le sentiment breton est partout le plus fort. Quelles que soient les étiquettes, tous répondent présent quand les « bons Bretons » doivent se compter.

11

L'IRRUPTION DE LA VIOLENCE

L'année 1931 s'était écoulée lugubre et l'année 1932 se traînait sans espoir pour les dirigeants de *Breiz Atao*, qui se retrouvaient seuls avec sur les bras la responsabilité d'un mouvement exsangue, dont le prestige était tombé si bas que la masse de ses adhérents s'en était détournée et que dans tous les sens se manifestaient des dissidences réformatrices, dont aucune cependant, faute de chef, ne devait s'élever au-dessus du niveau anecdotique. Nous étions dans une impasse. Nous ne pensions nullement nous être trompés sur le fond, mais nous devions enregistrer le fiasco de notre plan d'action. Qu'allions-nous lui substituer ? Nous étions enlisés dans notre action légaliste et n'apercevions rien d'autre. Ce qui nous abattait n'était pas le manque d'argent, mais le manque de confiance. Il aurait fallu faire quelque chose pour la relever, mais quoi ?

L'administration préfectorale crut le moment venu d'en finir à peu de frais avec une agitation qui depuis des années l'irritait. Notre débilité du moment lui offrait des conditions optima dont elle aurait eu tort de ne pas profiter. Des conférences eurent lieu et il fut décidé de frapper un grand coup — destiné principalement à neutraliser notre propagande à l'étranger — à l'occasion du quatrième centenaire de l'union de la Bretagne à la France. On décida un cycle de célébrations avec présence du chef du gouvernement et grand concours de peuple. Plus personne au monde ne pourrait plus douter après cela que la Bretagne ne soit bien française et satisfaite de son sort. Nous ne pouvions que constater notre impuissance à troubler la fête de famille projetée. Nos cœurs étaient las. Certes,

nous serions à Vannes, — où, en 1532, nos Etats avaient amené les couleurs et où le chef du gouvernement français en 1932 allait se pavaner, — avec nos journaux et nos tracts, comme d'habitude, les deux douzaines de types qui sont toujours là « pour se faire tuer ». Nous amorcerions une conduite de Grenoble au président Herriot, si la police était inférieure à sa tâche. Mais nous savions que le silence serait fait sur notre manifestation et que nous aurions donné un coup d'épée dans l'eau... quand je reçus, à Quimper, la visite inopinée d'une fille hardie que je savais être l'égérie de Célestin Lainé, l'oracle des jeunes extrémistes du parti. Elle m'informa tout de go que le 7 août, à l'aurore, le monument de l'Union, qui dressait son imposante masse de bronze dans la niche de l'Hôtel de ville de Rennes, serait dynamité. Elle voulait savoir quelle attitude prendrait *Breiz Atao*. Je l'aurais embrassée !

Dès lors l'équipée de Vannes ne présentait plus que l'intérêt d'un alibi pour ceux qui s'y rendraient. Debauvais, Bricler et quelques autres s'y présentèrent et furent cueillis par la maréchaussée qui les attendait toutes buffleteries dehors. Mais le même jour, à la pointe de l'aube, le monument infamant sautait. Une main inconnue avait adressé à la presse un communiqué, qui constitue la base « juridique » de tous les actes de violence qui dorénavant se produiront en Bretagne, sous la forme d'une déclaration de guerre en bonne et due forme¹.

L'explosion eut un retentissement qui dépassa toutes les prévisions et revêtit pour nous la valeur d'une révélation. Nous savions maintenant comment on fait revenir la confiance. Pour la première fois, depuis le dernier coup de feu tiré il y a un siècle par un réfractaire du Morbihan, la force était mise au service de notre droit. Qui n'a pas vécu en milieu breton ce mois d'août historique, ignorera jusqu'à nouvel ordre avec quelle violence le sentiment national est prêt à jaillir et à emporter en tempête les habitudes de soumission et de renoncement, pour peu qu'un acte d'autorité sans réplique rétablisse, ne serait-ce

1. « Les Français célèbrent aujourd'hui le quatrième centenaire de leur victoire et de l'annexion de la Bretagne. Toujours Bretons, non conquis malgré quatre siècles d'occupation française, nous avons décidé de remettre entre les mains des Bretons les destinées de leur patrie, pour le plus grand bien de la nation bretonne.

Nous ouvrons la lutte pour la délivrance de notre pays en ce jour anniversaire de notre annexion, par la destruction du symbole de notre asservissement qui trône au centre de notre capitale. » (*Gwen-ha-Du*).

que pour un bref instant, la confiance en soi depuis longtemps ruinée. La jubilation éclatait sur les visages de gens que nous avions crus jusque-là indifférents ou prévenus, les militants bretons étaient les héros du jour, les policiers raillés publiquement. Un Rennais connu, David, qui sonnait l'hallali au cor de chasse devant les ruines du monument, s'était vu enfermé incontinent. Les articles indignés des grands régionaux, dont l'un, *l'Ouest-Journal*, réclamait la peine de mort pour les coupables, révélaient à quel point leurs dirigeants (étrangers au pays) avaient été touchés au vif. Le 7 août devait laisser sur le mouvement une empreinte indélébile, que les attentats des années suivantes marquèrent toujours plus profondément. Il avait été démontré que la violence, employée dans un sens juste, était un moyen plus approprié que la propagande écrite ou verbale pour obtenir l'adhésion morale de la masse et pour donner à réfléchir à l'adversaire. Le fait que l'opinion publique adopta immédiatement notre qualificatif de « monument de la honte », 21 ans après que son inauguration ait été applaudie presque unanimement, en dit long sur « le miracle *Breiz Atao* ».

A l'extérieur la sensation n'avait pas été moindre. Des amis accoururent de Paris, dont l'impétueux Philippe Lamour, qui d'autorité se chargea de l'éditorial du journal :

« ... La vérité, c'est que la Bretagne toute entière commence à comprendre qu'il est insuffisant d'opposer à ses justes revendications des discours vides, de la mauvaise littérature et des embrassades de petites filles.

La vérité, c'est que, puisque la France continue à nous ignorer et à nous renier matériellement et moralement, puisque la Bretagne ne l'intéresse que comme réservoir d'hommes pour les charniers de ses guerres, puisque les hommes publics qui sont censés représenter la Bretagne, la trahissent et s'aplatissent servilement sans traduire l'immense rumeur qui commence à monter, il était normal et fatal qu'en dehors de nous, quelque Breton au cœur audacieux se révolte contre cette bassesse et veuille dénoncer par un geste symbolique tout le mensonge des bavardages de Vannes... »

La génération de « Gwen-ha-Du ».

La déception causée par l'échec de l'action légale avait été la chance que les jeunes extrémistes avaient saisie au vol. Ils ne

croyaient pas aux vertus du suffrage universel et pensaient que la postérité donnerait raison à ceux qui auraient gagné la partie, quels que fussent les moyens employés. Leur mépris de nos maîtres était total et ils prévoyaient qu'ils seraient plus sensibles à la peur qu'au droit. Quant aux Bretons, ils les jugeaient trop dévoyés par l'enseignement public pour attendre d'eux une adhésion délibérée à nos idées. Mais ils croyaient que l'instinct, malgré tout, restait bon et qu'en faisant appel au réflexe combatif propre aux races de soldats sensibles à l'honneur, par des actes d'audace amenant la répression, on obtiendrait la faveur populaire bien mieux que par les voies paperassières de la propagande.

Il y avait entre eux et nous la distance qui séparait la génération de la « guerre du droit » de celle du fascisme triomphant. Ces jeunes gens trouvaient naturel d'imposer, au besoin, leurs décisions par la force. En cela ils se séparaient de nous. Nous ne concevions pas qu'on puisse remplacer une tyrannie française par une tyrannie bretonne. Mais, à condition qu'il reste dans certaines limites, nous n'étions pas inquiets au sujet de cet extrémisme poussé sur notre aile comme par enchantement. Dans l'état d'avancement de nos affaires, le dessein d'une rébellion en armes était au moins aussi prématuré que les prétentions électorales. Il faut du monde pour se battre, comme il en faut pour travailler une circonscription ; de l'argent pour acheter des armes comme pour payer des affiches ; le soutien d'au moins une partie de l'opinion publique dans les deux cas. Les nouveaux venus dans le champ clos de l'action bretonne ne pouvaient donc pas plus que leurs prédécesseurs songer à atteindre un résultat positif. Un acte sans portée pratique, qu'il soit accompli dans ou en dehors de la légalité, reste nécessairement réduit à sa valeur symbolique. Nos candidatures avaient été symboliques. Les attentats de *Gwenn-ha-Du* devaient l'être aussi.

« Les étudiants nationalistes bretons, à Rennes, n'avaient guère l'audience de leurs condisciples, dont bien peu étaient capables de s'affranchir des manières de voir de l'Université. Leur dépit de ne pas progresser par les voies de la propagande classique devait naturellement les incliner à choisir d'autres méthodes. Célestin Lainé, dont l'idée fixe était le recours à la violence, crut le moment propice de proposer à Gwilherm Berthou, qui venait d'être élu

président au congrès étudiantin de 1929, de monter ensemble une petite organisation d'action directe. Ainsi fut fait. *Kentoc'h Mervel* en fut le nom².

Le départ de Lainé, à la rentrée, pour l'Ecole Centrale ne favorisa pas le développement de l'ambitieuse société. Berthou n'avait pas de dons particuliers pour la conspiration. Il recruta des gens sérieux comme les frères Catteliot, mais aussi un instable périlleux, Théophile Jeusset. A Paris, Lainé recruta Girard, Meavenn, puis Le Helloco, que je devais baptiser Bob et qui le restera jusqu'à son lit de mort.

Fin 1930, Lainé se sépare de Berthou, qui recrute sans discrimination et a permis à Jeusset de fonder une feuille « séparatiste catholique », *Breiz da Zont*, qui frise le ridicule.

Lainé, Girard, Meavenn et Bob se retrouvent à Paris et décident, sur le trottoir du boulevard Saint-Michel, à l'angle de la rue des Ecoles, de fonder une société secrète pour de bon : *Gwenn-ha-Du*, « Noir et Blanc », couleurs de notre drapeau.

En 1930-31, on recrute avec parcimonie. D'abord Hervé Delaporte, puis Jacques de Quélen. Raymond Delaporte se récuse malgré l'insistance de Lainé. Il dit ne pas se sentir sûr de lui.

On crée un bulletin intérieur confidentiel d'instruction « militaire », quelque chose comme une amorce du manuel du parfait terroriste.

On recrute Denis, Bayer du Kern qui fera plus tard un poète druidiste et Merle, qui bifurquera dans les F.F.L. où il devint officier.

Les membres doivent s'éloigner de toute activité bretonne visible, sauf Girard et Denis qui restent au parti pour informations.

Lainé fabrique une bombe dans sa chambre de la place des Fossés, en juillet 1932, pour faire sauter le monument. C'est une boîte de lait condensé Nestlé remplie de nitroglycérine. Le détonateur est fourni par M' du Guerny, qui faisait des désouchements dans sa propriété de Penquily.

2. « Plutôt la mort » (que la souillure), devise bretonne traduite du latin : *potius mori quam foedare*.

Lainé, qui était officier de réserve au régiment d'artillerie de Rennes, se rend en vélo sur la Lande de Saint-Aubin, pour tester sa fabrication. Un bouleau est coupé net.

Lainé écrit sa bible résumée dans *Stur*³ sous le titre : « Nos deux bases, Irlande et Prusse ». Et il envoie Meavenn faire un stage en Irlande et Bob en faire un en Prusse. »

La petite organisation secrète était sur pied quand j'avais reçu à Quimper la visite me faisant part de la condamnation à mort du « monument de la honte ». Deb et moi savions à quoi nous en tenir, mais nous nous étions tacitement engagés au silence, même vis-à-vis de nos proches. La police n'avait rien à se mettre sous la dent. Mais l'attentat avait eu lieu à cent mètres du commissariat central et au lever du jour. Les choses ne pouvaient en rester là. Les perquisitions éclair s'abattirent sur toute la Bretagne, sans livrer aucun indice. Restait la ressource de mettre sous les verrous la petite bande de Jeusset, qui s'était signalée par ses fanfaronnades. Les sévices usuels arrachèrent des « aveux spontanés », mais il fallut déchanter et, au bout de deux mois, relâcher les inculpés, dont l'un d'eux, Pierre Leroux, ne devait pas survivre à l'épreuve.

Lainé s'était révélé tout entier dans l'attentat voulu et réalisé par lui seul. Son obstination à soutenir jusqu'au bout un point de vue personnel allant à l'encontre de la manière de voir de tout le monde ne pouvait qu'aboutir à un grossier aveuglement en matière de politique — ainsi qu'il sera vu plus tard — mais dans la circonstance exceptionnelle de 1932, où il fallait précisément un héros solitaire pour savoir s'arracher à la gangue des préjugés et des habitudes, un homme non influençable, un homme qui « ne comprenne rien », il n'y eut que lui qui répondit à la définition.

Ingénieur chimiste, il avait donc fabriqué une livre d'explosif puissant dans sa chambre à coucher et, ce faisant, brûlé un pantalon qu'il alla, la veille du jour J, jeter derrière un fossé dans la proche campagne. Et ce fut la terrible boîte de lait Nestlé que Lainé, ayant escaladé les personnages de bronze, vint glisser derrière la tête du roi de France, le lendemain matin, 7 août, à l'heure où l'aube teintait de rouge les façades

3. « Gouvernail », nom de la revue doctrinale qui paraîtra en 1934.

rennaises. Tandis qu'il allumait la mèche lente, deux personnes traversèrent la place, un ouvrier et une femme de charge âgée, qui regardèrent... et s'en allèrent, et se dispensèrent ensuite de se présenter à la police pour dire ce qu'ils avaient vu, malgré les offres de récompense⁴.

Toute la masse de bronze fut arrachée de sa niche et projetée au sol où elle se brisa. Plus une vitre ne resta sur les fenêtres dans un rayon de cent mètres.

Entre-temps, la date de la célébration à Nantes de l'acte d'union approchait. Un imposant dispositif de sécurité fut mis en place pour empêcher toute surprise et le fait est qu'aucun incident notable ne devait troubler la cérémonie. Mais ce 20 novembre 1932 cependant inscrivit un succès au palmarès de *Gwenn-ha-Du*. Au moment où le train spécial de M. Herriot allait franchir la frontière de Bretagne, à Ingrandes, un coup de frein provoqua une entaille dans les bajoues du président qui était en train de se raser. Une lanterne rouge fichée dans le ballast avait arrêté le train officiel devant des rails coupés par des charges d'explosifs.

Le moment n'était pas encore venu pour la presse française de chercher à comprendre. Les reporters vinrent sur place pour entendre exprimer les opinions qu'ils partageaient eux-mêmes, ainsi qu'en témoigne cette coupure type du *Petit Journal* (30-11-32) avec la note folklorique :

« Si une poignée d'intellectuels, de demi-intellectuels, et de démagogues paysans cherche éperdument la publicité, le peuple breton, lui, reste indifférent, reste résolument français. Il continue à traire ses vaches, à vendre son bon beurre salé, à boire son magnifique cidre qui monte si doucement et si voluptueusement à la tête ; il continue à être paisible. »

A côté de cela, il fut difficile à la presse de dissimuler qu'après la froide réception qu'il avait eue à Vannes, Herriot devait trouver pour l'accueillir à Nantes une municipalité déconfitée, un seul parlementaire, un conseil général absent en corps et une foule dispersée plutôt morne, sans omettre quelques cris hostiles. Toutes les routes d'accès avaient été barrées par la maréchaussée, tous les véhicules détenus, dans une atmosphère

4. Je tiens ce récit de Lainé lui-même, qui me le fit un mois plus tard.

d'état de siège. La violence avait fait mouche. Seule elle avait rompu la conspiration du silence et fait bénéficier le mouvement d'une publicité universelle qui eût coûté des millions que nous n'avions pas.

La création du « Kuzul Meur ».

La popularité acquise par *Gwenn-ha-Du* présentait cependant un danger. La société secrète recrutait évidemment dans les rangs du parti et elle y insufflait un esprit qui n'était pas le nôtre. La hiérarchie clandestine ordonne pour être obéie, et faute de coordination ses ordres risquent d'entrer en conflit avec les nôtres. Le fanatisme de Lainé le conduisit à la mégalomanie. Il inflige des amendes aux bavards et condamne à l'exil son ancien camarade Berthou suspect d'avoir trahi des secrets.

« Il fallait donc trouver un moyen de prendre en main *Gwenn-ha-Du*. C'est alors que j'eus l'idée d'un Grand Conseil secret du mouvement breton dans son ensemble, qui en harmoniserait les initiatives et ferait converger ses efforts disparates vers le même but, dans le cadre d'une même stratégie. Je m'en ouvris tant à Deb qu'à Nael, qui acceptèrent. Je proposais en outre qu'une personnalité catholique soit pressentie pour se joindre à nous, afin de contrecarrer par ce moyen la tendance endémique des catholiques de faire bande à part. Ensemble, nous décidâmes Raymond Delaporte. C'est ainsi que par un après-midi ensoleillé de mai 1933, cinq conspirateurs se réunirent à Saint-Quay. *Breiz Atao*, représenté par Deb et moi, *Gwenn-ha-Du* par Lainé et Le Helloco, son chef des opérations, et ce qu'on pourrait appeler le *Bleun-Brug* (« Fleurs de Bruyère ») par Delaporte. Pour pouvoir discuter tranquillement, le groupe se transporta sur la lande qui domine la mer, au-dessus des falaises de Bréhec⁵. Mes propositions d'action concertée furent acceptées et je fus élu secrétaire du *Kuzul Meur Gwenn-ha-Du*, ou « Grand Conseil de « G.-&D. ». Quoiqu'en principe, chaque orga-

5. Le cliché montrant Debauvais en manches de chemise, p. 65 du livre de R. Caerléon, *Au Village des Condamnés à mort*, a été pris ce jour-là. La silhouette couchée appartient à R. Le Helloco.

nisation gardât son autonomie, aucune décision importante ne fut prise par l'une d'elles à partir de cette date, sans l'accord des autres. Nos réunions avaient lieu trois ou quatre fois par an. Il y en eut un peu partout, au gré des circonstances, même à Paris. »

Du fait de sa composition, le *Kuzul* vit sans cesse s'affronter deux tendances. Celle de *Breiz Atao*, rallié dans sa désespérance aux moyens de force, mais leur restant dans le fond étranger, voyant plutôt en eux un moyen de pression qui jusque-là nous avait cruellement manqué. Celle des jeunes activistes, pour qui les premières bombes n'étaient que l'ouverture d'une guerre pure et simple, devant emporter, comme en Irlande en 1921, la décision par les armes. Le contraste des deux points de vue saute aux yeux dans le communiqué du 15-4-1936 dont j'avais assuré la rédaction, mais auquel de sa propre autorité Lainé ajouta une rallonge commençant par les mots « Jeunes gens... » où, indirectement, les « saliveurs » que nous étions en prenions pour notre grade⁶.

L'opinion des services d'information officiels, parfaitement exprimée par le capitaine de la Villemarqué, descendant peu glorieux du grand patriote breton, dans son rapport du 2^e Bureau, qui voyait dans la formulation clandestine un simple camouflage de *Breiz Atao*, est donc erronée.

On a cherché bien des explications à l'inaction de *Gwenn-ha-Du* entre 1932 et 1936. La cause en fut prosaïque : l'absence du pays pour motif de gagne-pain de son principal responsable. Sans quoi, il y aurait eu certainement des attentats pendant ce laps de temps. Rien ne les contre-indiquait.

Il ne semble pas que *Gwenn-ha-Du* ait été compris en France. Par contre, la revue galloise *The Welsh Outlook*, sous la signature de Britto, en donna une pénétrante explication psychologique :

« ... La grande caractéristique des récents incidents en Bretagne est le caractère éminemment celtique des démonstrations. La cause de ces exploits n'est pas le mécontentement général. Ils sont avant tout l'expression d'une révolte individuelle. Quand le Celte est en proie à une passion,

6. « ... N'attachez pas une importance exagérée aux théories qui font travailler les langues au détriment des bras... »

il ne se soucie ni d'approbation ni de soutien. Il se soucie encore moins du résultat pratique de ses actions. Sa seule préoccupation est de satisfaire sa conscience. Et cela est si vrai qu'à Rennes comme à Ingrandes, ces hommes, qui ont risqué leur liberté et peut-être leur vie, entendaient rester inconnus pour toujours. Cela faisait partie de leur plan... De tels hommes, qui n'agissent que sur l'ordre de leurs propres consciences, seraient considérés comme des fous ou des anarchistes par des étrangers. Mais leur propre nation se reconnaît en eux. Elle les inspire. Elle se révèle en eux. Et c'est maintenant qu'on voit se produire le miracle du Celte. Ces hommes qui croyaient agir tout seuls, qui s'attendaient peut-être à encourir le blâme général, découvrent qu'ils ont été inconsciemment les interprètes de l'esprit de tout leur pays et que tout leur pays a été derrière eux.

Les Bretons n'adorent pas l'intelligence comme les Français, ni la science comme les Allemands, ni le pouvoir comme les Anglais, ni l'argent comme les Juifs, ni la force brute comme les peuples méditerranéens. Ils adorent l'intégrité morale et l'exemple du sacrifice personnel. C'est le propre d'un peuple essentiellement spiritualiste... »

12

RESPONSABILITES FRANÇAISES

Ce n'est pas un paradoxe de soutenir que le séparatisme breton est une invention française. Il y a des siècles que les Bretons avaient fini par se résigner à la perte de leur indépendance. Mais ils n'ont jamais admis de renoncer à leur personnalité. Tout le conflit vient de ce qu'en face d'eux, la France a toujours interprété cette volonté de conservation comme une velléité de séparation.

Déjà au temps de l'indiscutable indépendance du duché, Louis XI, le roi voisin, n'admettait pas que le duc fasse état des prérogatives d'un souverain. Exaspéré, le duc aurait fait dire par son procureur en cour de Rome : « qu'il n'est point subject du roy et qu'il bouteroit plutôt les Anglois en son pays que ceux qui estoient serviteurs du roi¹ ».

Sous la Révolution, les conventionnels prirent la relève des légistes de la monarchie qui, sous chaque règne, vidaient des encriers pour démontrer que les droits de la Bretagne étaient inconsistants². Barrère, à propos de la division départementale, fit cet aveu énorme : « Nous n'avons pris ce parti que pour effacer tous les souvenirs d'histoire, tous les préjugés résultant de la communauté d'intérêts et des origines. Tout doit être

1. Dom Morice, *Preuves*, t. I, col. 46.

2. Fait curieux, la méthode a été reprise de nos jours. Un professeur, Desprez, envoyé par le ministère, a donné à la Faculté des Lettres de Rennes, en 1929, une série de conférences pour démentir l'existence d'une nationalité bretonne, dans les mêmes lieux où 60 années plus tôt Arthur de la Borderie en proclamait les gloires, sans que personne ait songé à s'en inquiéter.

nouveau en France et nous ne voulons dater que d'aujourd'hui.» (Cité par Coetfeal, *Skoed*, 1972.)

Après la conquête de 1794, la Belgique fut transformée en départements français, et la langue flamande exclue de toutes les affaires administratives, locales et provinciales, contrairement à l'usage séculaire. Peu après l'an XI, Paris interdit même la publication de journaux en flamand. (*Les Bretons à l'heure de l'Europe*, Yann Poupinot, note 207.)

Il en était de même en Bretagne.

L'incompréhension dure pendant tout le XIX^e siècle, ponctué d'incidents ridicules, comme la dissolution par l'Empire de l'Association Bretonne, docte société archéologique soupçonnée de séparatisme ! Ou le télégramme du ministre Freycinet au général de Keratry, en 1871 : « Je vous conjure d'oublier que vous êtes breton, pour ne plus vous souvenir que de votre qualité de français. » Ce qui était clairement donner à penser qu'on ne pouvait plus être breton si l'on était devenu français.

La République devait s'illustrer dans ce sens. De Combes qui interdit de prêcher en breton en 1902 à de Monzie qui annonce en 1925 que la langue bretonne doit disparaître, il y a une continuité que ne reflètent pas les changements de ministères. Attitude qui n'est pas d'hier, puisqu'en 1836, Fréminville écrivait : « La postérité regrettera un jour amèrement que les efforts des propagandistes actuels aient anéanti cette langue antique. » La phrase renferme un mot précieux : propagandistes. Il dévoile l'effort raisonné, systématique depuis plus d'un siècle de tous les régimes, donc de la France, pour effacer les traits nationaux de la Bretagne. C'est une grande erreur de croire la République bonne fille. Les bains de sang où elle s'est retrempeée à la Libération étaient en germe dans le discours que fit, le 21 mars 1934, le « bon papa » Doumergue, où il osa dire : « Notre unité française s'est faite par le fer, par le sang et par le feu. »

Il est évident que cette politique n'est si ferme, si uniforme, que parce qu'elle exprime une conception de l'homme et de la société. Les Français se targuent d'être le peuple le plus intelligent de la terre. C'est un des leurs, Bergson, qui a dit : « L'intelligence est caractérisée par une incompréhension naturelle de la vie. » Pour nos voisins, il y a la France d'abord, c'est-à-dire un concept, un idéal, une foi, un programme, selon celui qui s'exprime. Pour nous, il y a les Bretons d'abord, c'est-à-dire des faits humains, une plate-forme physique, des

phénomènes observables. Les deux tours d'esprit ne se rencontrent pas. Le malentendu est inévitable.

Du moment que nous ne pouvons être français qu'en cessant d'être bretons, on nous impose l'alternative qui est de cesser d'être français pour pouvoir rester bretons. Le séparatisme est né à Paris...

Car ce qui frappe dès les débuts du mouvement de revendication chez les Bretons, c'est le désir d'entente, l'esprit de concession, toujours trop vite prêt à transiger, dès qu'abandonnant le niveau des spéculations, où ils se montrent parfois acérés, on leur présente une proposition concrète, même ridiculement insuffisante, du genre des projets actuels de régionalisation. Les extrémistes acceptent tous les cartels d'action bretonne sur un programme minimum (dont il leur arrive d'être les auteurs) en 1936, comme en 1922. Ce sont des interlocuteurs en or.

En revanche, on est frappé chez les Français de leur manque d'esprit politique en face d'un phénomène qu'ils ne veulent pas comprendre, parce qu'il dérange leurs habitudes de pensée. On est frappé du parti pris hostile de la France officielle pour une poignée d'idéalistes dont le désintéressement et le courage devraient au moins commander un effort de compréhension.

Toute l'attitude de la France et, malheureusement, de la plupart des Français pris individuellement répond à la Raison d'Etat. Parmi les Français qui comptent, jamais encore ne s'est levé un homme de cœur, à l'époque de *Breiz Atao*, pour proclamer que la politique de son pays était sujette à révision³. Dans l'intérêt de l'Etat, il ne doit exister dans l'Ouest que des départements comme les autres⁴. Rien ne peut ébranler ce

3. Certains milieux intellectuels, autour de la revue *Nouvelle Ecole*, animée par Alain de Benoist et Jean-Claude Valla, et autour de la revue *L'Hespéride*, de Pierre Lance, admettent et comprennent le problème breton, mais il s'agit d'une évolution toute récente, postérieure de trente ans à la disparition de *Breiz Atao*. Nous ne pouvons donc pas en tenir compte ici.

4. Le préfet du Finistère, Richmann, au cours d'une entrevue, en 1928, avec moi, me répondit : « La Bretagne, cela n'existe pas. » Il était parfaitement sincère ; pour lui l'unique « réalité » était le département dans une autre réalité, l'hexagone.

Ce « réalisme » débouche dans un irréalisme total, ainsi qu'en apporte la preuve le fait monstrueux survenu le 18 mai 1937 aux assises de Lorient, quand fut jugé l'homicide de Landévant. Le principal témoin à décharge, ne sachant pas le français, voulait s'exprimer en breton. La cour l'élimina sans l'entendre et l'accusé fut condamné. Le tribunal

parti pris de fer. L'âme française se laisse facilement durcir par la conviction que la France et le Bien sont une seule et même chose. Aucun scrupule ne l'effleure quand, pour faire taire un contestataire, elle a recours aux ficelles hypocrites qu'elle reproche à ceux qui les emploient contre elle⁵.

Réaction à deux temps.

Paris ne peut donc avoir de politique bretonne, puisqu'il n'y a pas de Bretagne. Mais ne pouvant rester indifférent à une propagande qui sape son prestige, il réagit aussi habilement qu'il le peut, afin de ne pas se contredire. Sa réaction est à deux temps. D'abord, c'est la conspiration du silence : on étouffe. Quand un reporter en mal de copie commence une enquête en Bretagne, il paraît un premier article, rarement un second, comme ce fut le cas pour Pierre Bernard dans *l'Œuvre*. Ou bien on lui dicte quelles doivent être ses conclusions, comme il arriva à Morvan Lebesque dans *Voilà*⁶. Si des échos percent malgré tout, le mot d'ordre est d'en rire. Nous sommes des candidates qui voulons revenir au temps de la duchesse Anne et marcher en sabots⁷. Mais si la plaisanterie continue, si surtout la presse étrangère s'en mêle, alors c'est la répression brutale, en marge de la loi si c'est nécessaire. Nous avons dressé une croix de granit à Saint-Aubin, posé une plaque commémorative

de Quimper était plus tolérant. Dans des cas analogues, le président envoyait chercher le concierge, M. Goulaouic, qui s'improvisait interprète.

5. Le préfet déjà nommé, qui le 5 mai 1928 déclarait en souriant : « Les autonomistes ne sont pas dangereux », donnait l'ordre le 13 octobre suivant de saisir notre matériel de propagande à notre stand de la Foire de Morlaix en vertu de la loi sur les menées anarchistes. On pourrait multiplier les exemples de ce genre. A l'hypocrisie s'ajoute le cynisme. Le gouvernement, qui ordonnait à ses inspecteurs d'académie de traquer sans pitié les enfants qui parlaient en breton entre eux, fit apposer pendant la guerre « du droit » des affiches en breton dans toutes les communes bretonnantes, pour stimuler les souscriptions aux emprunts « *Amprest evit peurgas ar Voched d'ar gêr* » : « Emprunt pour renvoyer les Boches pour toujours chez eux ». Il autorisa l'institution de sonneurs de binious dans les régiments bretons pour maintenir le moral, puis les supprima à l'armistice, etc.

6. Immédiatement à la suite de l'attentat du 7 août 1932.

7. Se gouverner eux-mêmes, cela veut dire, en effet, pour ces pauvres cerveaux oblitérés par la religion... abroger les lois laïques et donner aux recteurs, comme au bon vieux temps, toute autorité sur les corps comme sur les âmes. (*Ere Nouvelle*, 20 août 1928.)

à Kergloff : on les brise. C'est une succession de coups de force, qui arriveront à leur point culminant avec le décret-loi Daladier qui donne au gouvernement pleins pouvoirs, en 1939, pour annihiler le mouvement breton et au surplus le déshonorer en assimilant l'autonomisme à l'espionnage.

Quand la première parole qu'un jeune patriote breton a entendue dans une bouche officielle, c'est : « Ouvrez au nom de la loi ! », quand il voit une certaine presse demander à cor et à cris les moyens légaux pour expulser de leur pays les nationalistes bretons (*Nouvelles Rennaises*, 1935), il ne faut pas s'étonner s'il prend la France en aversion. Sans qu'il s'agisse nécessairement de haine, il ne peut plus la voir. Il devient allergique à tous ses symboles, à son drapeau, à son chant national, car tout cela signifie pour lui : que meure la Bretagne ! Un étranger qui assiste à une réunion bretonne où n'est présent aucun cerbère du gouvernement, est surpris de n'entendre jamais nommer la France. C'est comme si elle n'avait jamais existé. Son nom est évité d'instinct, pour empêcher les réactions. Quand il advient qu'on la nomme, c'est pour lui faire grief de quelque chose. Jamais un sentiment français sorti du cœur, comme c'était si souvent le cas du temps de nos pères, les poilus de Dixmude et de Verdun ! S'il en est dans l'assemblée qui soit choqué, il n'en dit rien, de peur de se faire rabrouer. L'absence d'une politique bretonne constructive a porté ses fruits.

Qu'on ne croie pas qu'il s'agisse, à Paris, d'ignorance ou de légèreté. Avant la seconde guerre, le sentiment impérialiste était dominant dans les milieux gouvernementaux. *Le Journal* du 15 juillet 1927, après avoir déclaré que l'Indochine doit devenir pour les Français ce que sont les Indes pour les Anglais, conclut :

« ... L'éveil jaune ? Les affaires de Chine n'ont pas le moindre répercussion en Indochine. Quant à l'écume de jeunes intellectuels annamites en mal de bolchevisme, on la soufflera quand on voudra au vent d'un peloton d'exécution. »

Tandis que *le Matin* se félicitait que la prison Barberousse (d'Alger) ait calmé les plus décidés des agitateurs « bolchéviques » (comme il se doit).

Le même esprit inspire l'attitude française en Bretagne comme en Alsace. On ne demande pas encore pour nous le peloton d'exécution, mais on cherche à nous en rendre justiciables.

Le grelot est attaché par *Marianne*, du 3 avril 1935. Sous le titre d'enquête « Espions et geôles d'Allemagne », un nommé

François Lucen expose la collusion des séparatistes bretons et de M. Ernst Fritsch, délégué personnel du capitaine Roehm en Bretagne, dont le compagnon, M. Frédéric Schmutz, était chargé de la propagande bretonne dans la presse nazie. Ce bobard absurde fit une carrière sensationnelle. Il croît et il embellit. Le 28 mai 1936, Schmutz est devenu Schmitz et son patron Alfred Rosenberg, qui dirige l'association « allemande » des Celtes Ressuscités, « Erweckende Kelten », dont dépend directement... *Gwenn-ha-Du*. Repris par les *Voix Européennes* d'août 1938, le bobard devient un roman de plusieurs colonnes : *Breiz Atao* est né à Munich et son bureau de Rennes n'est en somme qu'une annexe. Désormais la légende existe et nos adversaires peu scrupuleux, en Bretagne même, la répètent à qui mieux mieux. Depuis le monarchiste Delahaye, qui pourtant nous connaît intimement depuis des années, jusqu'au radical Nicol qui insinue « qu'il ne serait ni juste, ni admissible, ni possible qu'un seul citoyen de Rennes partît rejoindre son régiment sans qu'auparavant le compte de la clique autonomiste n'eût été réglé en bonne et due forme... ». Ce qui était un appel au meurtre. Le même Nicol écrivait dans ses *Nouvelles Rennaises* du 4 septembre 1928, au sujet de notre Congrès de Châteaulin :

« ... Il avait été organisé par notre très actif et très original confrère *Breiz Atao*, autour duquel se groupe une petite phalange de jeunes penseurs bretons qui en ont soupé de la France et l'écrivent froidement... »

Messieurs les intellectuels.

Mais les intellectuels ? Ils n'étaient pas plus tendres à notre égard. Pour Maurras, le maître à penser d'une bonne partie de la jeunesse française, que sont les Celtes ? — « De vagues rongeurs de racines, des carnassiers solitaires. » Son compère Daudet traduit dans l'actualité en affirmant en 1934 « l'origine indiscutablement allemande de l'autonomisme breton ».

Pourtant, nous n'avons jamais cessé de rechercher des amis en France. Nos services gratuits ont maintenu bien informées les rédactions des principaux organes d'idées. Mais pas plus *Esprit* que *Je suis Partout* n'ont jamais daigné s'abaisser jusqu'à nous. Une seule exception, une fois, dans ce dernier hebdomadaire : un bel article, sincère, loyal, bien intentionné de Dorsay dont il est bon de se souvenir 29 ans après. Le seul.

A côté de cela, laissons la parole au grand Drieu la Rochelle, dans *Europe* du 15-1-39 :

Il fait dialoguer un élève et son professeur :

L'élève : Et si les Bretons se retirent sur leur tas de fumier ?

Le professeur : Merde !

L'élève : C'est le cas de le dire.

Pendant l'Occupation, un lecteur de *Stur*, Catalan d'origine et normalien, avait demandé par lettre à Thierry Maulnier, en zone sud, ce qu'il fallait penser de Mordrel. Réponse : Cochon à abattre.

Est-ce tout ce qu'on avait à nous dire ? Nous n'étions pas des hommes qui nous payions de mots. Nous n'affirmions qu'après avoir démontré nos griefs à l'aide de chiffres. Si nous étions dans l'erreur, il était facile de nous le prouver. Pourquoi, pendant vingt ans, nous a-t-on laissés dérouler notre prosélytisme et notre propagande sans les réfuter ? Se gausser ou insulter ne produit aucun effet durable. Traîtres ! Vendus ! Déments ! Rigolos ! Nous haussons les épaules et les Bretons avec nous. Mieux, ils absorbent notre médecine. Si aujourd'hui il est admis par tout le monde que la Bretagne est négligée et ses intérêts ignorés par Paris, c'est aux vingt ans d'action de *Breiz Atao* qu'on le doit et tout autant aux vingt ans de silence de ceux qui pensaient le contraire, s'ils existaient.

Comme il nous était doux, à côté de cela, d'écouter l'opinion des grands Bretons qui pourtant n'étaient pas de notre bord. Ernest Renan disait dans une lettre à M. Mousset :

« Combien j'aurais désiré voir dans la cathédrale de Saint-Tugdual un évêque breton parlant au peuple breton dans sa langue. Mais l'influence combinée de Rome et de Paris s'y opposera toujours. »

Anatole Le Braz, dans une lettre au leader séparatiste Camille Le Mercier d'Erm, en 1913 :

« ... Il n'y a pas un seul effort loyal, accompli avec ferveur dans l'intérêt de la Bretagne, de quelque façon d'ailleurs que l'on comprenne cet intérêt, qui ne mérite qu'on le salue avec respect. »

Il aura fallu quinze années de rebuffades, d'insultes, de diffamations sordides, de chicanes et de persécutions enfin, pour que l'*emsav*, poussé à bout et en un certain sens désespéré,

renonce à sa disposition fondamentale à l'entente et déterre la vieille épée rouillée aux champs de Saint-Aubin-du-Cormier.

L'utilisation des parlementaires.

En vue des mesures répressives qu'il méditait à notre égard, le gouvernement put toujours compter sur le zèle de certains parlementaires de Bretagne, qui lui facilitèrent la manœuvre d'orchestration à deux temps, consistant : 1) à montrer l'origine allemande de l'autonomisme breton (partie du gouvernement); 2) à montrer que le peuple breton repoussait à l'unanimité toute pensée autonomiste (partie des parlementaires).

Nous avons vu quels plumitifs étaient responsables du premier « canard ». Le second fut lancé par un politicien tricolore d'Alsace, le sénateur général Bourgeois, qui avait déclaré une guerre sans merci aux autonomistes de son pays et avait machiné de les priver d'un de leurs plus forts arguments de propagande : le cas parallèle de la Bretagne à l'autre bout de l'hexagone.

Il fit le tour des deux Chambres, arrêtant au passage chacun des députés et des sénateurs bretons, pour leur demander s'ils signeraient une répudiation du séparatisme anti-français. Que pouvaient répondre ces braves gens pris de court, sinon qu'ils répudiaient ? Nous aussi, nous aurions dit oui. N'étions-nous pas fédéralistes déclarés ?

Mais le 22 octobre 1926, un tract de combat — distribué gratuitement — publiait et diffusait, en Alsace-Lorraine, une déclaration grandiloquente, affirmant que la Bretagne répudiait « l'esprit fédéraliste » et ne connaissait d'autre amour et d'autre passion que l'unité française. Cette diatribe portait les noms des 43 députés et 24 sénateurs de Bretagne⁸.

J'allai immédiatement à la Chambre demander des éclaircissements à ceux des parlementaires dont nous connaissions les sentiments bretons. Sans exception ils avouèrent que leur bonne foi avait été surprise et se déclarèrent sympathisants de notre programme. Leurs déclarations furent publiées dans notre revue, après que le texte en eut été approuvé par chacun d'eux⁹.

Quand, deux ans plus tard, le chef du gouvernement présenta au parlement son projet de loi de répression des menées auto-

8. *Vérité et Sincérité*, du général Bourgeois et du sénateur Pfleger.

9. *Breiz Atao*, N^{os} de janvier et février 1927.

nomistes, il savait quels chiffons rouges agiter pour conditionner l'opinion. Ce furent les débats historiques du 17 janvier 1929 au Sénat et du 1^{er} février et jours suivants à la Chambre, qui démontrèrent aux patriotes bretons qu'ils n'avaient à attendre ni compréhension ni loyauté de la part de la France officielle, et que leurs parlementaires étaient toujours prêts à désertier le terrain de la défense des droits bretons.

Au Sénat, quand le sénateur Jénouvrier, à propos des affaires d'Alsace, s'indigna des propos infâmes avec lesquels certains Bretons « empoisonnaient » les Alsaciens-Lorrains, personne n'obligeait M. de Kerguézec de se livrer à une démonstration de zèle ancillaire¹⁰.

Le même personnage me confiait deux ans avant :

« Votre effort, qui est un effort pour l'épanouissement d'une vie bretonne effective et complète, pour le renversement de préjugés stupides, a, de prime abord, toute mon approbation en tant qu'il est cela. Pour faire la lumière contre ceux qui chercheront à décrier par la calomnie votre haut idéal, je suis des vôtres. Je me mettrai de près à l'étude de vos doctrines, loyalement. Je suis enchanté de vous avoir découverts... » (*Breiz Atao*, février 1927.)

A la première allusion faite aux autonomistes bretons à la Chambre, Daniélou s'écria : « Il n'y a jamais eu d'autonomistes en Bretagne ! » Le lendemain il se donne un ingénu démenti à lui-même :

« J'ai appelé cet été l'attention de M. le Président du Conseil sur cette propagande. Il y a un instant, dans les couloirs, je lui ai montré une circulaire envoyée dans toutes les fermes de ma région... où la France est dénoncée comme responsable de tous les maux ou prétendus maux dont le paysan breton peut souffrir. Cette propagande, qui n'est certainement pas faite avec de l'argent breton, ni même avec de l'argent français (*applaudissements*), nous avons le devoir de la dénoncer... »

Quant à M. Poincaré, il n'hésite pas à faire tout un historique du nationalisme breton à sa manière : « Quelques jeunes Bretons

10. Que nous avons citée précédemment (chapitre 9, pp. 139-140).

parfaitement ignorés dans leur pays, qui ont rêvé de ramener la Bretagne au temps de la duchesse Anne... Rosporden, manifestation dérisoire, etc. » Et le compte rendu qu'il donne de nos activités, il va le chercher dans *Die Zukunft*, de Strasbourg, et le donne traduit de l'allemand, comme s'il n'existait aucun compte rendu en français.

Pour Daniélou, c'est une occasion d'intervenir. Il en rajoute. Celui qui a été ministre une fois, est en droit de songer à le redevenir :

« Au début de l'été, ma circonscription était couverte d'immenses (sic) affiches, où la France était accusée de la même manière. Pour empêcher une pareille propagande, nous sommes en ce moment démunis de moyens. Nous n'avons même pas la possibilité, même en nous adressant à la gendarmerie ou aux tribunaux, de faire disparaître ces abominables affiches. Il faudra, Messieurs, que vous nous en donniez les moyens » (*applaudissements*) — (*Breiz Atao*, 17-11-1929).

Paul Simon, député du Finistère, a beau s'exclamer que « cette propagande n'a aucun effet en Bretagne ! » et d'autres faire chorus avec lui, il saute aux yeux que tous les tenants du « système » sont inquiets. L'un d'eux, Cadic, de Pontivy, a été réquisitionné pour la corvée de tribune, à cause de son costume breton :

« Pareille idée, s'écrie-t-il, n'aurait pu germer dans le cerveau de vrais Bretons. Elle est née à Paris, chez quelques exaltés, qui ne sont pas originaires de Bretagne et qui étaient en mal de popularité. » (*Breiz Atao*, 24-11-1929.)

C'est le pavé de l'ours. Il fallait dire : Berlin. Ce même Cadic me disait en 1926 :

« Je voudrais voir la Bretagne maîtresse de son enseignement, de son développement économique et même, si cela était possible, de ses lois... Vous pouvez même dire que je suis rallié à l'idée d'un parlement régional en Bretagne... »

Ce qui veut dire, en bon français, que M. Cadic était, comme nous, autonomiste. Son comportement public cesse d'être

étrange si nous nous reportons aux confidences que me fit M. Inizan, député du Finistère, autre vedette de la séance historique, lors de mes interviews parlementaires :

« Vous êtes libres de développer votre pensée, nous pas. Nous sommes pliés à nos devoirs électoraux. La discipline de notre parti dispose de nous. Si nous disions que nous sommes de votre avis, nous serions broyés comme verre... »

Nous méprisions donc nos politiciens, mais ils ne s'en souciaient guère. Uniquement sensibles à la concurrence sous l'espèce de bulletins de vote, ils furent très longs à s'émouvoir d'une propagande qui les désignait comme les collaborateurs inconséquents de l'oppression de leur pays. Mais nous bouleversions par trop les règles du jeu, pour qu'ils ne nous prennent pas en antipathie.

Nous, loin de craindre leur vindicte, nous l'excitons plutôt, anxieux qu'un peu de bruit se fasse autour de notre trop discrète existence. Mais les politiciens ne tombaient pas dans le panneau. Le jeu de massacre continuait de notre part sans péripéties violentes, car nous pouvions prendre à partie députés, sénateurs et conseillers divers sans provoquer la réaction en profondeur d'un électorat qui votait la plupart du temps par ordre, par habitude ou par calcul d'intérêt, sans que le cœur ou l'estime ait beaucoup à voir à l'affaire.

RECONSTRUCTION

Bénéficiant du coup de publicité monstre du 7 août, *Breiz Atao* repart de plus belle. Il exploite à fond la chance inespérée. Debauvais a quelque raison de se féliciter d'avoir repris le titre abandonné par l'équipe de substitution, car il dispose aujourd'hui d'un instrument. Malgré la mise sous scellés de nos bureaux de la rue Edith Cavell, nous faisons reparaitre le journal le 13 août et le public se l'arrache. Un seul dépôt à Rennes vend ses 50 numéros en deux heures et envoie un grouillot en chercher d'autres. Notre stock est liquidé en 24 heures. A l'odeur de la poudre, les vieux chevaux de bataille ont tout laissé pour venir offrir leurs services. Je reprends la rédaction. Une équipe dynamique se constitue et *B.A.* sans administration, sans organisation, sans argent et presque sans adhérents, se lance en avant une fois de plus, car il a senti qu'il avait gagné le cœur de la Bretagne. *L'Ouest-Eclair* annonce une souscription pour relever le monument. *Breiz Atao* en lance une pour commémorer le souvenir de Sébastien Le Balp, le chef des Bonnets Rouges de 1675. Nous ne voulons pour rien au monde laisser se refroidir le fer sur lequel nous battons à coups redoublés. Une lutte acharnée, âpre, s'institue pour récupérer une à une les positions perdues à la suite de la déconfiture financière. Le 3 septembre, le parti se réunit une seconde fois au lieu de sa naissance, à Landerneau, pour formuler un programme de revendications immédiates. Le souci est évident de laisser pour le moment la théorie et d'accrocher l'opinion sur des possibilités concrètes indiscutables. Dix-sept congressistes en tout et pour tout ont

répondu à l'appel. Mais on travaille, on réunit quelque argent et le journal paraîtra deux fois par mois.

De son côté, la dissidence qui n'a pas renoncé groupe à Dol un nombre à peine inférieur de participants. *La Bretagne Fédérale*, cherchant à faire contraste avec nous, affirme l'idéal laïque et humanitaire des loges maçonniques auxquelles appartiennent ou ont appartenu ses principaux animateurs. Elle n'est plus dans la course. L'attentat d'Ingrandes vient à propos pour entretenir la tension et l'intérêt du public. En février, le ministre de Monzie, ennemi N° 1 du breton, est obligé d'annuler une conférence qu'il devait faire aux étudiants de Rennes, simplement parce que *B.A.* avait menacé de le mettre à la porte. Le besoin pour nous de faire notre entrée dans l'actualité politique en tant que courant de pensée devenait pressant.

Evolution doctrinale.

« J'étais las, d'autre part, de répéter comme un automate à tout le monde et en toute occasion les mêmes vérités premières. Je me sentais devenir une crécelle. Notre doctrine purement nationalitaire était un vase. Pour marquer un pas en avant, il fallait en préciser le contenu. Mon souci primordial était de ne pas nous laisser enfermer dans le dilemme capitalisme-marxisme, étant donné que le but essentiel du nationalisme breton était la restauration d'une famille spirituelle. Mes fonctions d'architecte des coopératives agricoles m'avaient mis en contact intime avec la vie des campagnes et je m'étais arrêté à certaines conclusions : 1) Il n'y a pas de classes sociales tranchées, donc ennemies, chez nous. Le type prolétaire y est toujours une exception. Il faut certes en tenir compte, mais on ne peut pas conclure pour toute la Bretagne en partant de l'ouvrier de Chantenay. — 2) Tous les Bretons, quel que soit leur niveau social, sont collectivement les victimes d'un régime étranger, contre lequel ils ont intérêt à s'unir pour s'en débarrasser. — 3) Une action sur le plan des classes de la théorie marxiste ne répond à rien chez nous et ne peut mener à rien, sinon à la confusion. — 4) Cependant, étant donné le caractère même de la communauté bretonne, tout élément lui appartenant qui se rend coupable d'oppression ou d'exploitation vis-à-vis d'autres éléments, manque à ses devoirs envers la communauté et doit être

sanctionné. — 5) L'Etat que nous voulons, pour être nôtre, doit appartenir aux élites du peuple et non à des politiciens désignés au suffrage universel manipulé par les puissances financières. Le pouvoir doit être partagé entre les cellules vivantes de la nation et un organisme qui les arbitre, l'Etat minimum et non pas comme actuellement être accaparé par l'Etat tyran.

Corollaires : 1) Rejet absolu de l'étatisme sous toutes ses formes, jacobine, socialiste et fasciste. — 2) Rejet du capitalisme apatride, qui n'est qu'un super-pouvoir à fins matérialistes, donc contraires à celles de l'idée bretonne. — 3) Rejet du libéralisme sans frein, qui favorise les droits de l'individu au détriment de ceux de la communauté. — 4) Rejet du concept purement politique de la nationalité, à la française ou à l'américaine, étranger à notre conception de la communauté familiale bretonne. — 5) Définition de l'activité économique comme devant satisfaire les besoins du peuple et non pas la rentabilité la plus élevée du capital financier. »

Dans le numéro du 12 mars 1933, je propose la transformation du Parti National Breton en « Parti des Celtes Réveillés » (lit. « relevés »), en breton *Strollad ar Gelted Adsavet*, dont le programme prend les initiales S.A.G.A. La dissidence de gauche prend feu. L'auteur est traité de fasciste et accusé de se mettre à la remorque du national-socialisme d'Hitler. Je réplique en qualifiant *La Bretagne Fédérale* de dépotoir d'idées libérales et maçonniques. Le « la » est donné au conflit qui se déclenche sous l'Occupation avec sept années d'anticipation¹.

Comme toujours chez nous, où les idées neuves rencontrent automatiquement l'opposition de ceux qui ne les ont pas eues, les études S.A.G.A. menacèrent le parti renaissant d'une nouvelle scission. Une réunion des responsables à Carhaix, le 2 septembre, a pour but de clarifier la situation. Une cinquantaine de délégués écoutent Debauvais qui expose qu'à force de travail et d'économies, la crise a été surmontée. Depuis un an, l'excédent des recettes a été de 6 506 F qui sont allés à l'amortissement de la dette. Il reconnaît que sans la collaboration ardente des meilleurs militants, dont F. Kervella, notre action n'aurait pu être aussi nourrie. Abordant la question de doctrine il manifeste la

1. Voir *Breiz Atao*, N°s 170 à 179.

sympathie de la direction du parti pour les idées nouvelles qui répondent au besoin d'un approfondissement du nationalisme breton, mais croit sage de prolonger le temps de réflexion.

Dès le lendemain l'action continue. Le matin, une plaque commémorative de l'assassinat de Sébastien Le Balp est apposée sur le portail de la chapelle de Kergloff, et l'après-midi un groupe est envoyé à Saint-Goazec, pour marquer notre présence dans une manifestation de l'*Action Française*, qui a battu le ban et l'arrière-ban des royalistes de l'Ouest. Les camelots du roi, débarqués de Paris, ont mission de neutraliser les autonomistes et donnent la chasse à Debauvais qui est blessé. Une voiture portant nos couleurs suit le circuit cycliste de l'Ouest. Le ministre de Monzie ayant été annoncé à Plénée-Jugon, pour le 27 août, le parti lui prépare une réception si chaleureuse qu'il renonce au voyage. Un mois plus tard, un autre insulteur de la Bretagne, le ministre Dalimier, est annoncé à Plozévet, où l'on compte sur lui pour rafraîchir l'éternelle candidature du vieux républicain Georges Le Bail. Deux jours avant la date, nos équipes sillonnent le canton, en distribuant tracts et journal spécialement conçus pour la circonstance. Le dimanche, Dalimier fait faux-bond et se fait remplacer par un falot sous-secrétaire d'Etat, ce qui n'empêche pas B.A. de distribuer 2 000 journaux parmi le public et les officiels eux-mêmes.

Le P.N.B. continue ses progrès. A la fin de l'année 1933, il compte 62 sections, en activité ou en formation. Jamais les adhésions directes n'ont été si nombreuses. Son action s'est diversifiée, elle est à la fois politique, culturelle, économique et sociale. Le journal devient un instrument de pénétration populaire de grande classe, avec ses numéros spécialisés, à la première page en deux couleurs. Le sensationnel photo-montage sur les scandales politiques, « Une page d'histoire de France », du 21 janvier 1934, représente un sommet de réussite technique qui ne sera ni dépassé ni atteint par les grandes feuilles de combat parisiennes. Il a commencé à publier régulièrement les poèmes de Brython² qui révèlent l'âme des gâs de *Breiz Atao*, forgée par 15 ans de combat. Son tirage régulier dépasse 5 000, selon enquête de police. Le secrétariat général reconstitué fonctionne à plein dans les nouveaux bureaux du 11 des Galeries du Théâtre. Mais du côté français, il ne semble pas que la nécessité

2. *Chants d'un Réprouvé*, par O. Mordel, 3 fascicules — Editions de la Bretagne Réelle, 22230 Merdrignac.

d'une politique constructive ait été comprise. Tout ce qui porte l'étiquette bretonne est objet d'ostracisme. On décommande des chorales bretonnes, on écarte sans explication la Bretagne du Tour de France. La police des mœurs élimine notre journal des kiosques parisiens en vertu d'une loi contre les publications pornographiques. C'est apporter de l'eau à notre moulin. A Quimper 20 000 paysans entourent de sympathie nos propagandistes. Et, quand, la nuit du 7 août, des feux de joie commémorent la date désormais fameuse, nous notons pour la première fois des manifestations populaires de patriotisme.

Debauvais pouvait bien dire à Carhaix : « Aucun groupement n'aurait pu entamer le travail que nous avons fait depuis le 7 août 1932. » Ce à quoi, le leader catholique Le Moal, généralement avare de louanges à notre égard, ajoutait dans son journal *Breiz* : « En dehors de B.A. pas grand-chose n'a été fait en Bretagne, on peut le dire ! »

Les accrochages de 1934.

Au début de 1934, une épreuve d'un autre genre nous attendait. A l'occasion du scandale Stavisky, une lame de fond secoue la France. La contagion des passions est si forte, que *Breiz Atao* sent l'attention de son public lui échapper et se reporter vers la Place de la Concorde. Ce 6 février célèbre voit encore les Bretons intimement entraînés dans les remous de la vie française, malgré le cri de *Breiz Atao* : « Laissons les Français se débrouiller entre eux ! Assez tiré les marrons du feu pour les autres ! » Nous réagissons par des affichages massifs, des ventes à la criée et passons le cap sans trop de mal.

Nous décidons d'associer la population locale à notre pèlerinage annuel à Saint-Aubin-du-Cormier. Des réunions préparatoires la convoquent pour le 1^{er} avril sur le champ de bataille. Debauvais et Delaporte parlent en français, Gaonac'h, le secrétaire administratif, en breton. Les paysans gallos écoutent gravement. Une campagne de réunions fait suite en Cornouaille et les affichages continuent partout où un de nos hommes est prêt à en mettre un en route et à le surveiller. (Nos affiches, quand elles n'étaient pas surveillées, étaient arrachées par la police.) Le 29 avril, la formule de Saint-Aubin est répétée à Ballon. Pour la Saint-Yves, c'est Tréguier, autre déplacement qui devient habituel. L'argument de l'intérêt économique devient si enva-

hissant que je dois devoir rappeler : « Nous ne nous battons pas pour notre sort matériel, mais pour retrouver notre ancienne dignité de peuple libre. »

Le 5 août, un numéro en deux couleurs, *Deiz ha bloaz*, « Anniversaire », commémore le coup du monument au titre de fête nationale. Delaporte est à la direction centrale et accorde à Debauvais une aide puissante. Nous nous habituons à voir en lui un collaborateur de premier plan. Un éditorial réhabilite le soldat et le métier des armes. C'est une concession aux jeunes et aussi une nécessité psychologique dans un moment où la bagarre finale semble proche. *Breiz Atao*, insensiblement, vient de passer une crête idéologique.

Une occasion dorée se présente pour nous de toucher au vif l'opinion publique. La commune de Mellionec avait décidé de réhabiliter son enfant, François Laurent, fusillé le 18 octobre 1914 sur le front, sous une inculpation fautive dont il n'avait pas pu se défendre parce qu'il ne savait pas le français. Son « ya » l'avait envoyé au poteau. Nous étions d'autant plus désireux d'être présents que la préfecture de Saint-Brieuc avait confisqué à son profit la cérémonie pour en tirer une morale tout autre, entièrement au bénéfice de « l'esprit de justice de la France ».

Le gouvernement a compris qu'il doit nous bâillonner. Le 19 août, Mellionec est en état de siège, tous les chemins sont barrés, la police patrouille les communes voisines et contrôle la circulation routière. Nos militants tentent de déjouer la surveillance en passant à travers champs. Plusieurs y réussissent, mais se font arrêter dans le bourg. Les autres n'arrivent au but que pour entendre les derniers flons-flons de la marseillaise finale. Ils vont manifester devant la gendarmerie, Morvan Marchal en tête, tandis que je harangue les passants devant notre Q.G. improvisé. On voit par quels chemins se refait automatiquement l'union des patriotes bretons !

Cependant que le Préfet de la Seine interdit la vente de *Breiz Atao* à la criée. Le pouvoir a beau faire dire à ses thuriféraires que la propagande autonomiste est accueillie par des risées, il est fort inquiet de l'audace sans borne de ces iconoclastes qui trouvent moyen de se faire applaudir dans des meetings socialistes où personne ne les a invités et qui provoquent des attroupements de paysans dans leurs manifestations à la campagne.

Une autre union se fait contre nous, celle des Français de toutes nuances. *Le Nouvelliste* de Rennes, organe monarchiste,

dépit de nous voir, depuis des années, repousser ses propositions d'action commune, joint sa voix à celle des radicaux, pour dénoncer dans nos rangs la prétendue présence « d'agents allemands ». Calomnie gratuite à laquelle *Breiz Atao* répond vivement en exigeant des précisions au grand jour. Sans succès. Mais désormais la route de nos opposants est choisie. Elle est sans scrupule et sûre : elle conduira aux assassinats et aux petits matins sanglants de la Libération.

Breiz Atao est interdit sur tout le territoire marocain, pour raison de « sécurité publique ».

« Quelle raison valable aurions-nous désormais, en face d'une répression qui nous met tous dans le même sac, de rester désunis ? », écrit-il, et de réclamer avec insistance la formation d'un « front breton ».

Nous ouvrons une campagne pour nous faire connaître à l'étranger, en publiant un tract explicatif sur 4 pages de la question bretonne, en trois langues : français, anglais et allemand : « La lutte des Bretons pour leur liberté », « The Breton Struggle for liberty » et « Der Freiheitskampf der Bretonen ». Cette dernière version devait par la suite servir de « preuve » des intrigues allemandes en Bretagne.

En septembre 1934, paraît le premier numéro de *Stur* (« Gouvernail »), dans le caractère de revue doctrinale officieuse du mouvement.

LE COUP DE BARRE DE « STUR »

Breiz Atao en était arrivé au point où il ne s'agissait plus pour lui, comme pour le *Bleun-Brug*, comme pour la *Bretagne Fédérale*, d'être rouge, ou bleu, ou blanc, mais d'apporter une solution bretonne aux problèmes bretons. Le nationalisme devait donner son plein à la personnalité bretonne, sous peine de rester une pétition de principe. L'affirmation de la neutralité avait été nécessaire pour dégager l'idée nationale de compromissions mortelles. C'était fait. Une seconde phase s'ouvrait : l'idée bretonne devait se montrer une idée force, une idée réponse, une idée solution, ou elle serait rejetée par le peuple comme un colifichet sans intérêt. Nous ne devions pas commettre la faute de laisser à des partis étrangers le soin de nous imposer leurs solutions à nos problèmes.

Tout le monde était donc bien d'accord pour que je fonde ma revue et qu'elle remplisse le rôle qu'on attendait d'elle. Mais on pensait que l'évolution doctrinale devait s'accomplir à une certaine distance du parti, pour ne pas troubler le bon accord des adhérents. *Stur*, comme l'avait été *Gwalarn*, fut autonome. Mais l'interdépendance de cette revue et de *B.A.* ne cessa pas un instant, pour la raison bien simple que le même homme était à la direction des deux entreprises. Seulement, à la tête de *B.A.*, je m'imposais de respecter des consignes dont je n'avais pas à me préoccuper à la tête de *Stur*.

Le drame à déjouer.

La nouvelle revue répondait aussi à un autre besoin, celui

des intellectuels bretons patriotes de résoudre leur drame intérieur et de trouver eux-mêmes son dénouement dans un organe dédié à la pensée, que ne pouvait pas être une feuille de propagande. Il n'avait pas suffi qu'ils aient reconnu la Celtie comme leur seule patrie, pour que disparaisse en eux tout vestige des liens que leur éducation et leurs études avaient tissés entre eux et ce qu'ils sentaient encore, sans toujours se l'avouer, de grand, de bon, d'enrichissant dans la France.

Ils étaient pris dans un étau. La Bretagne, ils la voulaient, mais ils étaient encore loin de l'avoir trouvée. Cette langue, pour laquelle ils auraient versé leur sang — et certains d'entre eux l'ont versé —, ils la parlaient mal ou pas du tout. En attendant, c'était de la France qu'ils continuaient à se nourrir et dont, souvent à contre-cœur, ils continuaient à partager les palpitations. Ils vivaient déchirés, ayant eu le courage de s'amputer de la France qui vivait en eux, alors que la Bretagne ne pouvait encore rien leur offrir en comparaison de ce qu'ils perdaient. Amputation sans compensation, acte de foi gratuit, laissant un arrière-goût de culpabilité et une sensation de vertige au-dessus du vide. Mais aussi un orgueil comblé et, devant soi, un terrain déblayé au scalpel, pur de toute ivraie, pour y livrer le grand combat de tout ou rien.

Stur s'est donné pour but de rassembler cette élite encore dispersée et incertaine, de lui préciser sa mission et de réaliser sa communauté de pensée dans la direction générale esquissée par les études S.A.G.A. Des esprits raffermis et correctement orientés seront les meilleurs outils du combat breton.

Premières démarches.

Je justifie, dans mon manifeste, le rôle de la doctrine que je veux renouveler, approfondir :

« Il ne s'agit pas ici d'un peuple en possession d'une vie nationale complète qui se présente aux mains de son élite dirigeante comme un bel instrument déjà raidi par d'unanimes volontés et qu'un mot d'ordre bref portera en avant. Depuis mille ans, tout conspire à défaire une nationalité que l'effort des rois du IX^e siècle n'était pas parvenu à développer jusqu'à l'épanouissement complet. Nous habitons les ruines branlantes d'une très vieille maison qui ne se souvient même pas d'avoir eu un toit... La Bretagne ne

peut retrouver sa force qu'en s'achevant et elle ne peut s'achever qu'en se prolongeant par anticipation dans nos esprits. » (*Stur*, 1-2, p. 9.)

Je définis une méthodologie intellectuelle :

« La pensée, le sentiment, l'expérimentation sont les trois voies solidaires qui mènent à l'œuvre. Et l'œuvre compte plus que la pensée. La pensée échevelée mène au rêve, à l'abstrait, au mythe. Elle conduit au fait littéraire, et aux catastrophes sociales. La Bretagne se meurt des erreurs de l'illuminisme propre à la culture française rationaliste. Il faut se souvenir des expériences, il faut expérimenter les idées neuves, il ne faut jamais prétendre passer outre les faits, mais il faut d'abord et avant tout des notions de bien et de mal, de nuisible et d'utile. Il faut une vision de l'homme et de son destin, un idéal de bonheur, un choix de la vérité... » (*Stur*, 1-2, p. 13.)

Je rejette le critère unique de la raison, les systèmes. J'affirme ma foi dans l'homme :

« Nous croyons au pouvoir de l'homme, aux miracles de l'homme, avant de croire à la toute-puissance de l'idée, à l'infailibilité de la raison, à l'efficacité des systèmes. » (*Stur*, 1-2, p. 41.)

Je montre que la révolution bretonne n'est pas la révolution des pays dits modernes :

« Sur le plan moral, notre révolution est faite. Le monde moderne qu'ailleurs on doit rejeter de son cœur, nous n'avons à le rejeter que des accessoires de notre vie. Le monde intime où nous vivons n'est ni celui des techniques, ni celui de l'argent. Nos cœurs sont purs. Notre mouvement, qui de l'extérieur peut faire l'effet d'une révolution pour qui ne nous connaît pas, est à nos yeux une simple opération de police... La mise en concordance du monde des choses et des habitudes avec celui de notre pensée n'est plus qu'une formalité, dont les difficultés, même si elles sont immenses, ne seront jamais que d'ordre pratique... » (*Stur*, 1-2, p. 47.)

La première démarche dans l'ordre de la pensée nationaliste est de rechercher ce qu'il y a de valable, en un mot d'essentiel, dans la personnalité bretonne, et ce sera l'essai « L'Essence de la Bretagne », qui esquisse une conscience historique du destin breton. Nous sommes frappés de ce qu'il y avait de verbiage gratuit dans les définitions de notre patrie, dite par les uns terre de la tradition et de la foi religieuse, et par les autres celle des rebelles et des non-conformistes. Ces fameux esprits libres, de Pélage à Louise Michel, nous les voyons marcher les yeux bandés le long des itinéraires qu'on leur a fournis. Nous nous refusons à prendre parti. Nous sommes de leur sang à tous, païens et chrétiens, libertaires et serviteurs. Nous aspirons avec force à la plate-forme qui les réunira en nous.

Stur entreprend un vigoureux nettoyage des Ecuries d'Augias de la politique bretonne :

« Pendant vingt ans on a cherché à faire passer la marchandise bretonne sous tous les pavillons imaginables, comme on enveloppe de sucre une pastille amère pour la faire avaler à un enfant. On a cherché le truc pour faire adhérer les Bretons à l'idée nationale sans qu'ils s'en aperçoivent. Nos gens de droite ont mis en avant des soutanes, sollicité des déclarations épiscopales, en multipliant les petits pièges, mais hélas aussi en consentant les pires abdications. Ils oubliaient que le clergé breton, c'est l'Eglise de Rome, que l'Eglise de Rome ne s'occupe ni du relèvement des langues, ni de la libération des minorités, et qu'au surplus la France a un ambassadeur au Vatican. Nos démocrates ont pensé qu'en faisant les louanges du plus grand journal de l'Ouest, et en décrivant ses mérites en deux langues, en prose, en vers et en musique, ils pourraient en faire le docile instrument de leurs rêves. Ils y arriveront... à condition qu'Alençon, Angers et La Rochelle soient aussi compris dans la Bretagne...Voici maintenant nos gens de gauche qui, après s'être dits socialistes ou communistes, s'imaginent avoir attaché deux Internationales au char du mouvement breton et mis la doctrine marxiste en pneu de secours ! On a pourtant vu à quelles impasses menaient cette piteuse politique de cautelle et cet ingénue confusionisme politique... » (*Stur*, 3-4 p. 9.)

Je dénonce l'erreur fatale qui consisterait à mettre nos espoirs dans un fascisme français qui ne peut être qu'anti-minoritaire et centralisateur. Je mets en garde contre l'illusion qu'un homme providentiel pourrait sauver la Bretagne, car l'abdication devant un homme n'est pas le meilleur moyen d'en devenir un.

Nouveau cap.

En 1937, *Stur* accomplit une évolution sensible, qui montre une fois de plus que *l'emsav* a les idées de sa politique tout autant que la politique de ses idées. Sans cesser de se référer au peuple, il reconnaît que la masse est inerte et qu'il y a toujours eu des hommes qui créent et qui mènent :

« Nous affirmons un principe nouveau, vieux comme notre race : le droit des meilleurs à la Table Ronde et le droit des faibles à la protection des forts. » (*Stur*, 9, p. 18.)

Stur cherche par ailleurs à diminuer le sentiment d'isolement des Celtes, en leur donnant conscience d'appartenir par leurs aspirations à un ensemble humain, qui ne le cède en rien à la latinité par la valeur et le poids. Ouvrant une rubrique « Notre Monde », il dit :

« ... Au bord des mers grises, quelques foyers d'inspiration nouvelle s'allument, présage sûr du feu purificateur qui embrasera un jour les champs de notre vieille terre. Un nouveau monde mûrit, qui n'est pas le bien d'une seule nation d'hier, qui sera l'œuvre d'un choix de peuples que l'appel du sang et le sentiment de la nécessité rapprochent. Nous l'appelons Notre Monde.

Il n'y a rien de commun entre ce monde que nous préparons et quelques-unes des cités d'utopie, rêvées par des impuissants messianiques. Le Nord a eu trois fois sa grande époque. Il y a eu la ruée galate, la marée franque et normande, la culture gothique. Le monde civilisé, pendant mille ans, gardé par notre épée, bercé par nos chants, a été notre monde.

Un temps fatal est venu où nous avons cru qu'il fallait cesser d'être nous-mêmes pour devenir plus parfaits et plus riches de vie. Nous voyons maintenant notre erreur. Un à un, chacun de nos peuples, qui a conservé la flamme ancienne au fond de soi, reprend conscience de ses normes

et de son destin. Le vieux Nord, qui connaît son adversaire et n'a plus rien à apprendre de lui, se prépare à la lutte.» (*Stur*, 10, p. 85.)

La connaissance d'Oswald Spengler a été introduite dans la revue par son principal collaborateur, Glémarec (alias R. Hervé), qui s'en est fait l'exégète. Je me souviens de ses leçons quand j'écris :

« ... Notre entourage breton n'imagine rien d'autre que le type du gentleman-farmer, oisif ou bien renté, ou celui de l'avocat politicien à la manière française. Il y a une autre élite — nous ne l'avons pas et nous devons la créer —, celle qui, partout et de tout temps, a entraîné les peuples et marqué l'histoire de son sceau... » (*Stur*, 11, p. 35.)

Glémarec luttera pour « notre monde » avec ses armes, qui sont la science — car sa prodigieuse érudition a exploré les zones interdites —, et il nous communiquera la révélation qu'il tient de son étude de l'âme historique des *Volkstümer*, c'est-à-dire des cultures et des modes de vie des ethnies non encore abâtardies et déracinées. Il s'agit là d'un domaine où, comme il le dit, « la critique objective vient à se volatiliser d'un coup ». Mais Glémarec se meut à son aise dans une atmosphère de symbolisme paysan, expression du complexe religieux nordique-atlantique qu'Hermann Wirth a analysé dans son œuvre d'épigraphe, et où il touche le fond insoupçonné de toutes nos croyances religieuses. Il ne sent pas sa Bretagne natale comme une exception ni même un cas particulier. C'est la nouveauté des années 30. La conscience bretonne, quelle que soit la façon dont elle se formule, le fait à travers un universalisme, au lieu de s'enfermer dans un individualisme phénoménal. Glémarec entend la voix du sang, mais c'est avant tout la vieille âme commune des peuples celto-germaniques du temps des croisades qu'il reconnaît dans son pays et qui l'attache à lui. Il jouit du privilège de ne pas voir les symboles du mensonge. Il ne connaît pas de République française, aux 86 ou 102 départements, fabriqués par des décrets. Son pays réel n'est pas non plus celui de M. Maurras, c'est le damier des ethnies historiques. En face des druidisants, Glémarec représente une tendance qui est en fait plus traditionnelle :

« ... Nous trouverons notre révélation, non pas dans une doctrine philosophique née au XIX^e siècle, ou dans telle formule de foi nouvelle prise à l'étranger, mais dans le mythe enchanté christiano-celtique, lourd de réminiscences plus anciennes, ce que je nommerais pour le concrétiser dans notre pays : Brocéliande. » (*Stur*, 14, p. 25.)

Stur s'élève contre la prédilection allemande pour la force :

« ... C'est seulement en présence des possibilités de l'héroïsme que l'âme celtique a le sentiment que son heure a sonné. L'idée de la force absolue exclut celle de l'héroïsme, car l'héroïsme n'est pas autre chose que l'intervention d'énergies surhumaines, venant modifier la balance des forces brutales dans un sens inattendu. L'entrée en jeu du Héros bouleverse les prévisions du Fort. Notre vocation est d'opposer au préjugé de la quantité notre foi dans la qualité. » (*Stur*, 11, p. 36.)

Mais il reconnaît l'extraordinaire valeur de l'éthique « prussienne » pour la Bretagne nonchalante :

« ... Nous avons perdu nos seigneurs, nos abbés et nos ducs, mais nous n'avons forgé aucun lien qui nous solidarise avec nos frères et avec notre sol. Nos fils, lansquenets du XX^e siècle, partent en masse et comme par destination naturelle louer leur vertu militaire et leur fidélité à l'étranger... L'esprit prussien apporte au service du peuple une abnégation et un idéalisme qui, sur ces plans élevés de la conscience, l'apparentent aux tendances les plus indiscutables de l'esprit breton... Nous avons besoin d'entendre une voix forte et persuasive, rude s'il le faut, qui rappelle aux enfants égarés le service qu'ils doivent à leur peuple et aux chefs de leur peuple... » (*Stur*, 11, p. 37 à 39.)

On comprend l'influence que devait exercer *Stur* sur le mouvement, parce qu'il en découvre les faiblesses et en indique les remèdes :

« ... Quinze années et plus d'action bretonne nous ont montré que les liens qui unissent nos jeunes à nous-mêmes et à notre cause sont trop faibles et trop peu profonds.

Qu'est devenu le temps où les jeunes guerriers, qui s'étaient donnés à un chef, le suivaient partout et jusque dans la mort ? » (*Stur*, 12, p. 7.)

Le succès de la revue est surprenant. Elle fait ses frais avec 300 abonnés et 50 donateurs annuels et se paie encore le luxe « d'arroser » de services gratuits de propagande les milieux intellectuels où elle veut pénétrer.

Enfin, paraît en juillet 1937 une fameuse étude, « Racisme Breton », qui devait selon les uns diviser le mouvement et selon les autres séparer le bon grain de l'ivraie. Il en sera question plus loin.

15

LA NAISSANCE DU BRETON TOTAL

Les outils de propagande sont une chose, autre chose est l'efficacité avec laquelle ils sont utilisés. Beaucoup de nos militants n'étaient pas foncièrement différents comme êtres humains de la masse ethnique dont ils sortaient. Ils gardaient ces traits des races soumises, qui ont été notés aussi en Pologne et en Irlande, que sont les habitudes d'irresponsabilité et de laisser-aller. Ils étaient surtout forts en projets et en promesses. Nous en avons connu qui partaient avec des paquets d'imprimés, juraient qu'ils les avaient distribués alors qu'ils pourrissaient dans un fossé. Dès 1923, nous avons compris la nécessité de former des hommes dignes de ce nom. En 1925, la signature sur la carte d'adhérent était devenue un engagement d'honneur de suivre certaine conduite. Tenir sa parole, remplir ses engagements furent les qualités n° 1 du militant.

Nous avons compris qu'il ne s'agissait pas seulement d'une question d'honneur, ni d'un dressage technique. La qualité que nous recherchions avait sa source dans l'âme. Nous savions que nous devions notre ardeur à nos communions avec les poètes de la tradition nationale. Quelques-uns étaient si marqués par leur fréquentation du folklore qu'ils pouvaient dire comme Le Diberder : « Nous nous attendions à les rencontrer, chiens extraordinaires, taureaux aux cornes lumineuses et multicolores, gardant le moindre ponceau... » Nous savions que notre libération était une question de culture.

« Quand nous avons commencé, nous étions aussi bretons de cœur et de volonté, écrivai-je, en 1923, à un cousin

sympathisant de *Breiz Atao*, que tu peux l'être maintenant. Mais nous ne l'étions pas d'esprit, de culture, comme nous le sommes devenus après trois années de « défrancisation » et de celtisation... Voilà des siècles que l'on croit chez nous qu'il suffit pour être Breton d'avoir l'âme noble et d'aimer sa patrie... Aujourd'hui, nous sommes fiers de constater que nous appartenons authentiquement à une nation bretonne ayant sa philosophie, sa morale, ses tendances de civilisation propres... Cette nation n'existe que par nous, en nous ? Qu'importe, elle est, et tout nouvel adepte la grossit d'un citoyen... J'en viens donc à dire que la différence qui existe entre nous vient de ce que tu n'as pas suivi notre lent, profond, révolutionnaire travail de changement de nationalité » (lettre écrite par l'auteur en janvier 1925).

Le moyen le plus sûr que nous avons mis en œuvre pour retrouver l'âme de la race, avait été la pratique assidue de la chanson populaire. Bricler et moi en avons déchiffré et chantonné des centaines à l'époque où j'écrivais cette lettre.

« S'imprégner de la chanson du peuple breton... est réellement le vrai moyen, le seul d'ici longtemps, de donner à son imagination et à son âme une couleur bretonne. Ces chansons, c'est toute l'humble littérature d'un peuple qui est breton de tripes et est resté breton de tête ; tandis que vous, vous n'êtes que des francisés... Là seulement vous trouverez son expression (de l'âme bretonne) spontanée, ses plaisanteries, son lyrisme, ses gaietés impayables, et ses nostalgies, ses passions et ses rancœurs, ses larmes et son ironie, ses mœurs mêmes... La chanson bretonne n'est grossière que pour les pédants qui en parlent sans la connaître. Elle n'est pas gnan-gnan non plus, comme le croient d'aucuns. La chanson du paysan est plutôt révolutionnaire et elle est d'un ton grave qui vous ferait peur, mes petits messieurs ! » (L'Indépendant (alias Y. Le Diberder), *Breiz Atao*, N° 166.)

Le nouveau Breton.

En quelques années, *Breiz Atao* avait pris une signification humaine. Rosporden n'avait pas seulement été la première mani-

festation publique, depuis des siècles, de la nationalité bretonne, Rosporden avait été la révélation de l'homme politique breton, qui faisait suite, en le balayant, au Breton motif à chansonnettes ou à citations à l'ordre de l'Armée. Le coup de tonnerre de 1932 avait marqué la naissance du révolutionnaire breton. L'été 1936 avait été, d'un coup, sans geste sensationnel, la bouleversante apparition de « l'homme breton ». Pendant l'hiver la Bretagne se recueille, se réalise entre quatre murs à l'abri des frimas. Quand revient le beau temps, les plantes ne sont pas seules à fleurir, les hommes aussi s'épanouissent. Seize ans d'école politique de *Breiz Atao*, onze ans d'école linguistique de *Gwalarn*, quatre ou cinq ans de travaux patients et méthodiques pour la rénovation des arts, des danses, des chants, de la musique, deux ans de mûrissement de la pensée bretonne avec *Stur* et un type nouveau de jeune Breton est devant nous. Ils sont cent en 1936, ils seront trois cents l'année prochaine, bientôt des milliers¹.

A cette époque, il semblait que la relève du breton vivant fût assurée. Le congrès du *Bleun-Brug*, le 25 août, à Roscoff, avait donné le signal d'un rassemblement de nationalistes. Les bandes de jeunes, parlant breton à voix haute et claire, fusionnaient avec une population dont la langue usuelle était encore le breton. Les touristes, surpris et ravis de ce dépaysement insperé, admiraient nos danses et nos chants. La symbiose avec l'habitant était totale et de grands espoirs étaient permis. La guerre et la proscription qui frappa l'idée bretonne et la langue dès 1939, devaient les ruiner.

A la fin de l'été suivant, *Stur* publiait un article : « Démarage », qui étouffait les impressions de Roscoff.

« Depuis quelque quinze ans, presque chaque année a enregistré un progrès de notre relèvement national, sous un rapport ou sous un autre. Il y a eu l'année de la naissance de *Gwalarn*, celle de *Breiz Atao* hebdomadaire, l'année de la fondation du *Parti Autonomiste*, celle de la destruction du monument de l'Union et celle de la première Auberge de Jeunesse bretonne. Mais il ne semble pas qu'aucune année ait encore apporté, comme en 1937, un pareil faisceau

1. Cette phrase prophétique, parmi tant d'autres, a été écrite à l'époque dans la série que j'ai publiée sur le sujet dans *Breiz Atao*, N° 258-59-60, dont j'ai tiré la matière d'une partie du présent chapitre.

de réussites et surtout de témoignages certains du démarrage pour de bon de notre mouvement national. »

Et *Stur* souligne, entre autres réalisations, celles qui ont trait au relèvement humain :

« Sur les landes du Trévél, des jeunes gens se plient volontairement à l'entraînement militaire... L'armée bretonne est née... Au congrès de Carhaix l'esprit politique a triomphé de l'esprit de clan. Année 37, année de maturité politique... Au congrès d'étude de Plougastel, les conférenciers s'expriment en breton : le breton, langue de culture moderne, est entré en usage public... Daoulas, réunion des amis de *Stur*. Des participants viennent de tous les bords, mais tous mettent l'idée bretonne au centre de l'homme breton : une élite bretonne a pris conscience de ses liens et de ses responsabilités... Exposition de Paris, tout ce que la Bretagne sent et veut s'exprime en formes, lumières, lignes et sons... Plus de cloisonnement, tous communient. Le poète milite dans les rangs du parti, le savant va dormir sur la paille, l'artiste sonne des danses, l'écrivain se fait instituteur, l'athlète achète une grammaire. Ils marchent ensemble, ils luttent ensemble, ils mangent à la même table, tous différents, tous semblables. An 1937 : le Breton Total est né ! »

L'image du nouveau Breton donnée par *Stur* n'était pas cependant complète. Il y manquait la facette religieuse. Il est vrai que celle-ci éprouvait quelque difficulté à prendre forme, mais il en existait au moins la promesse. Un garçon inspiré, original, qui avec obstination ne veut rien faire comme les autres, qui choisit toujours seul son chemin, se trompe ou hésite, en essaie un autre, pour toujours en définitive suivre la même inspiration maîtresse, c'est le sculpteur Raphaël Tullou, c'est Raffig, cabochard et gentil compagnon, peiné des moqueries que ses initiatives soulèvent — car personne n'est plus sérieux que lui — mais que rien en décourage et qui fonde *Kad* en 1935, une petite feuille pliée en deux, pour mettre en question le christianisme et retrouver la foi des anciens Celtes !

L'année suivante, il reçoit l'adhésion de *Maen Nevez*, la « Nouvelle pierre », nom sous lequel notre vieux Morvan Marchal, définitivement guéri de la politique et adonné avec passion

aux études philosophico-religieuses, fait sa rentrée. Du coup une main ferme a saisi la barre et le cap est donné, selon les instructions nautiques des *Triades* galloises, qui sont peut-être apocryphes, mais qui pour *Maen Nevez* et *Llyvarc'h Yaouank*² (c'est Raffig) renferment la sagesse druidique.

Kad n'eut pas d'impact dans le mouvement de *Breiz Atao*, et Marchal, qui espérait peut-être retrouver son influence par ce biais, ne lui pardonna pas, du moins jusqu'au jour où c'est du milieu sturien que lui vint le coup d'épaule qui lui permettra, quelques années plus tard, de reprendre son effort avec ampleur.

Le « paganisme » de *Stur*, nous l'avons vu, était autre.

2. Le « Jeune Lévarc'h », d'après *Llyfarch Hen*, « Le vieux Lévarc'h », nom d'un poète national des Bretons insulaires dans le haut Moyen Age.

L'ENTREE DANS LA BAGARRE

L'année 36 se marqua dès les premiers mois par un effort pour associer l'idée bretonne aux revendications populaires. Trois numéros spéciaux se suivent, largement diffusés. Le premier expose les directives d'un syndicalisme breton unissant les paysans aux ouvriers. J'en dessine la première page symbolique où bat un drapeau rouge portant en médaillon une hermine... rouge. Le second est consacré à « la grande détresse des Malouins » montrant que la décadence de la pêche et l'arrêt des exportations agricoles ont pour cause directe l'incapacité du gouvernement central. Le troisième, à l'occasion des manifestations paysannes de Quimper du 1^{er} février, fustige les dirigeants qui l'ont trahie et appelle l'unité des travailleurs de la terre.

Sur le plan politique, *Breiz Atao*, qui reste sans moyens, entend néanmoins faire quelque chose. Il s'adresse aux candidats aux élections législatives pour leur demander de prendre l'engagement de constituer à la Chambre un groupe de députés bretons pour y défendre le programme de revendications minima d'un « Front Breton ». En quelques jours 21 candidats renvoient la formule d'adhésion signée. Il en viendra d'autres. Pour les compromettre sans rémission nous reproduisons les revendications sur une affiche qui sera collée dans les circonscriptions intéressées.

Reprise de l'action violente.

Elle avait repris le 15 février 1936 sous la forme d'une lettre comminatoire adressée au ministre de l'Éducation Natio-

nale, lui donnant un mois pour commencer l'enseignement du breton. La mesure demandée n'ayant reçu aucun commencement d'exécution, le 13 avril, avant le jour, des engins incendiaires furent introduits simultanément, à titre de démonstration symbolique, dans quatre des cinq préfectures bretonnes, tandis que le courrier du matin remettait aux journaux un communiqué signé *Gwenn-ha-Du*, rappelant que la lutte avait été ouverte le 7 août 1932 et terminant par ces mots : « Tout notre sang pour la Bretagne, pas une goutte pour la France. »

« L'enquête de la police se dirigea immédiatement vers l'origine du phosphore ayant servi à l'élaboration du produit incendiaire. Ses experts avaient calculé qu'il en avait été employé 600 g, une quantité industrielle. Elle ne découvrit point qu'il avait été acheté à Bruxelles et avait gagné Paris dans une bouteille suspendue dans les pantalons du convoyeur, qui avait pris le train de luxe pour ne pas être ennuyé. Ni que le contenu des pantalons avait été fractionné en cinq sous le couvert de l'eau du bidet d'une chambre d'hôtel, car on sait que le phosphore prend feu au contact de l'air.

La police ne s'expliqua pas davantage pourquoi la préfecture de Vannes avait été épargnée. Aucune des conjectures envisagées n'était la bonne. La cause était fort simple. Le commando chargé de l'opération était parti en auto de Rennes vers minuit, mais qui avait été retenu par une panne à Sérent, à 30 km de son but. Le tacot ne put être remis en marche qu'à 8 heures, trop tard. »

Cette fois-ci, l'enquête à Nantes permit de découvrir des indices qui entraînèrent l'arrestation d'un membre actif de l'association secrète, Bayer du Kern, qui faisait son service au Mans. Une autre arrestation eut lieu à Paris, celle d'Armand Girard, qui avait été au nombre des fondateurs. Ils résistèrent mal à la technique des interrogatoires et désignèrent comme chef Célestin Lainé, qui occupait les fonctions d'ingénieur chez Kuhlmann, à Loos. Il fut arrêté également et confronté à Angers — dont dépendait Nantes ! — avec ses deux séides, qui, devant le regard glacé du chef, se rétractèrent immédiatement. L'instruction finit par un non-lieu.

Mais nous avions eu chaud. Il était démontré que tous les éléments dont s'était entouré Lainé n'avaient pas été choisis

selon les critères qui convenaient. Le dévouement aveugle à la personne du chef n'est pas tout. Il manquait la dureté.

Propagande et financement.

Les élections législatives de la fin avril nous réservèrent une surprise agréable. Au 1^{er} tour 42 candidats du Front Breton réunissent 217 000 voix sur 405 000 dans 26 circonscriptions. Notre camarade Chevillotte, candidat indépendant, mais combattu comme autonomiste dans la seconde circonscription de Morlaix, recueille 2 670 voix, ce qui montre le terrain gagné depuis le galop d'essai de Mazéas. Le 17 mai, il y aura 17 élus définitifs. Simultanément la campagne de l'association spécialisée A.B.E.S.¹ porte à 200 le nombre des communes qui revendiquent l'enseignement du breton dans les écoles.

C'est une bonne réponse au gouvernement qui a encore manifesté son hostilité systématique en interdisant notre pèlerinage annuel à Saint-Aubin. *Breiz Atao* a son réflexe habituel : il exploite la situation. Il n'y aura pas de pèlerinage, mais les gendarmes qui patrouillent le moindre village seront témoins d'un exceptionnel coup de propagande. Des réunions improvisées ont lieu dans tout le canton, dans les cafés, malgré les interdictions municipales, car le préfet a obtenu par les procédés classiques d'intimidation la complicité des maires. Gaonac'h parle à Saint-Jean, Debauvais et Thomas, du pays, à Mézières et à Saint-Marc, moi-même à Saint-Aubin et à Livré. A Gosné, l'obstruction officielle est telle que la réunion ne peut avoir lieu, mais là comme ailleurs, une équipe colle sur les murs l'affiche de protestation de circonstance, au milieu des commentaires favorables de la population qui est déçue d'être privée de la manifestation à laquelle elle se préparait à prendre part.

Nos activités légales et illégales contribuent à entretenir l'inquiétude des autorités. La visite du Président de la République, Lebrun, à Brest, prévue pour le 31 mai, déclenche un luxe de précautions exceptionnelles, qui plaça toute la Bretagne de Vitré à la Pointe Saint-Mathieu, sous surveillance policière et mit la ville de Brest en état de siège, tant on redoutait un attentat (sans raison aucune) contre son auguste personne.

Quant à nous, sachant que l'importance qui nous est accordée

1. *Ar Brezoneg er Skol*, « Le Breton à l'École », association créée par Yann Fouéré en 1935, pour organiser les voies en faveur de l'enseignement du breton.

est directement proportionnelle à l'audience que nous obtenons à l'étranger, nous lançons le 1^{er} juin le premier numéro du *Bulletin des Minorités Nationales de France*, qui, avec ses chroniques bretonne, alsacienne-lorraine, flamande, occitane, basque et catalane, donne une forme à la politique dont nous avons eu l'idée en 1927, à l'occasion du congrès de Rosporden. Nous propageons la vision de l'éclatement des grands Etats centralisés et divisés du XIX^e siècle, en faveur de l'émancipation des communautés nationales ou régionales, basées sur les ethnies et les régions naturelles, dans une confédération à l'échelle européenne.

Les milieux officiels ne devaient voir dans l'espérance prophétique qui nous soulevait qu'une machination allemande pour démembrer la France. Aujourd'hui que petit à petit les Européens, par paliers successifs de la pensée, en arrivent à des conceptions qui s'en approchent, il est bon de se souvenir de la poignée de Bretons isolés et insultés qui l'ont fait naître et l'ont entretenue avec une rare abnégation.

On se doute qu'une activité aussi variée et aussi soutenue engageait de lourdes dépenses que les revenus ordinaires du parti ne pouvaient pas couvrir. A l'entrée de l'été Debauvais tente une fois de plus d'organiser le lancement de notre action sur des bases solides. Il lance un appel :

« ... Nous avons montré... que c'était une affaire de financement. Les autres difficultés, et non pas les moindres, sont résolues. On pourrait avoir de l'argent mais pas d'idéal, de l'argent mais pas de doctrine, de l'argent mais pas de chefs, de l'argent mais pas de sympathie publique. Or nous avons enfin tout cela. Il nous manque l'argent... »

Il en faut, notamment pour nous aider à vivre, Debauvais et moi, qui avons dû abandonner pratiquement nos occupations, pour nous consacrer presque à plein temps au parti. Il sera prévu 1 500 F mensuels pour le premier et 1 000 pour le second. Le budget est fixé à 80 000 F annuels, dont 34 000 devront être couverts par le Comité financier en formation qui réunira des concours bénévoles. « Il ne peut s'agir, dit Deb, que d'un abandon de capital, d'un sacrifice sérieux de la part d'un petit nombre de Bretons aisés, qui comprendront leur devoir... » Il faut trouver 18 camarades s'engageant à verser régulièrement 100 F par mois. On ne les trouva pas tous, mais on boucla quand même.

Le jour des morts, quand des milliers de mères et de veuves bretonnes pensent à ceux qui sont restés dans la boue des tranchées, *Breiz Atao* pose une affiche sur les murs des cimetières : « Dans les conflits européens, la Bretagne doit rester neutre. » On ne pourra pas dire qu'il prend son monde en traître.

Le Kadervenn.

Pendant ce temps-là, Célestin Lainé, que j'avais baptisé *Nael an Henaff* en breton, mettait à exécution — sur une base modeste — son rêve d'une armée bretonne. Le recrutement des soldats et leur entraînement eurent lieu dans un tel mystère que la direction de *Breiz Atao* ignora la première manœuvre annuelle. La seconde, durant l'été 1936, se déroula dans les parages de Roc'h Trévél, aux limites désertiques du Léon et de la Cornouaille. Ce *Kadervenn* ou « Sillon de Combat » réunit au début une douzaine de jeunes gens, de ceux qui en avaient assez de parler et qui voulaient se battre². Instruction de guérilla, marches militaires de jour et de nuit. Confection et essai d'explosifs et fumigènes. Tir au pistolet. En sus et pour finir, participation, en ordre dispersé, à une manifestation ou l'autre de la saison bretonne. La manœuvre durait 8 jours si elle avait lieu au printemps, et jusqu'à quatre semaines en été. Avec son K.D. Lainé a créé un type nouveau parmi nous, celui du soldat de la cause, dévoué jusqu'à la mort. L'obligation du secret absolu habitait les participants à ne jamais poser de question, même quand quelque chose leur semblait bizarre et dispensait le chef de fournir la moindre explication. C'était dans un sens une grande chose, quoique la formule donnât libre cours à quelques insanités sans la moindre crainte de contestations, comme par exemple l'obligation de remplacer le pas de route par une attitude rigide et cadencée des bras et des jambes, supposée de nature à fortifier la volonté et la discipline.

Postérieurement, Patrick Guérin, qui fut des premiers membres du K.D. et ensuite de toutes les entreprises risquées, me fournit les explications suivantes :

« ... Nous étions braqués sur l'action et la question d'une scission ne se posait pas. Pour nous il y avait un pouvoir politique, Deb et toi. Nous vendions le journal que

2. Voir Appendices.

nous ne lisions pas : nous méprisions ce baratin inutile pour nous qui n'avions pas besoin qu'on nous explique que nous étions bretons. Par contre Célestin voyait d'un mauvais œil la concurrence que tu lui faisais en gardant autour de toi des militants tels que Le Naour, Le Hir, Le Rest, qu'il aurait préféré voir chez lui et que nous aussi aurions préféré voir nous rejoindre, car nous trouvions dommage qu'il y ait plusieurs « armées ». Célestin te décrivait plumeux et bavard, tandis qu'il se présentait à nous comme le Seigneur de la guerre. Certes, Guy (Vissault de Coëtlogon) et moi ne manquions pas de nous inquiéter de ses élucubrations et visions peu compatibles avec le rôle qu'il avait à jouer. Mais nous n'avions pas le choix, nous voulions nous battre et c'était le seul chef qui s'était offert... »

Lainé, en effet, était un homme étrange. Il était devenu le prophète d'une religion celtique faite à sa mesure, où le racisme nordisant se mariait avec la volonté de puissance nietzschéenne, non sans flirter avec d'inévitables exhalaisons de druidisme romantique. Il ne cherchait pas à former ses hommes, mais à les identifier à sa personne. La méthode réussissait avec les caractères modelables, mais elle devait échouer avec les caractères tranchés, qui n'étaient pas disposés à admettre, malgré leur abnégation, que Lainé fût la Bretagne et que la Bretagne fût Lainé.

Il existait encore, en dehors du K.D., un secret dans le secret, le fameux Service Spécial, ou S.S., dont la composition n'a jamais été connue, mais qui semble avoir réuni auprès du K.D. des membres de la branche exécutive de *Gwenn-ha-Du*. Il était chargé des missions confidentielles et des renseignements.

La violence décidément était dans l'air. Le 4 octobre, trois nationalistes gallois, nos frères spirituels, mettent le feu à l'aérodrome anglais en construction à Llyn, pour protester contre l'éviction de la population.

Lutte d'influences.

Au mois de février 1937, Debauvais, atteint de nouveau gravement par ses troubles pulmonaires, doit partir pour trois mois dans un sana des Vosges. Sans consulter personne il choisit, pour assurer l'intérim de la direction, Raymond Delaporte, dont

pourtant la sourde opposition aux nouvelles tendances est connue de tout le monde. Lui et ses deux frères, Hervé et Yves, représentent la fraction cléricale et conservatrice du parti. Le *Kuzul*, mis devant le fait accompli, s'incline pour ne pas faire d'histoires. Après tout il ne s'agit que de trois mois et Delaporte est jugé trop consciencieux pour tirer un parti personnel de son passage à la barre. Sans doute, mais il y avait son entourage, bien décidé à ne pas laisser passer l'occasion de disqualifier *Stur*.

En avril, pour la seconde fois, le pèlerinage de Saint-Aubin est interdit, n'entraînant de la part de la direction intérimaire qu'une offensive... contre *Stur*.

« J'étais à Paris quand me parvint le numéro de *Breiz Atao* du 18 avril, dont une page entière en caractères serrés était consacrée au massacre de *Stur*, dénoncé avec une totale incompréhension ou une mauvaise foi entière comme un organe de diffusion des thèses allemandes les plus ineptes. Et Delaporte se permettait au nom de la direction de *Breiz Atao* de définir la position du journal et du parti en opposition à « une idéologie dangereuse ». De fait, l'attaque était moins dirigée contre moi que contre certaines idées exprimées dans *Stur* par Lainé sous le pseudonyme d'Allbrogat, dont j'aurais fait volontiers le sacrifice. Mais le public ne le jugea pas ainsi. Pour lui, c'était Mordrel, le responsable n° 1 de *Breiz Atao*, qui désavouait Mordrel, directeur de *Stur*. Le désarroi dans les esprits était complet. Deb, ayant compris l'erreur qu'il avait commise en confiant la direction à un jeune homme manquant d'expérience politique, revint dare-dare, à la fois pour m'apaiser, car je n'admettais pas ce qui s'était passé et pour aplanir les choses. Lui et moi les mettons au point dans le numéro suivant du journal. Delaporte, se sentant réprouvé, part en claquant la porte. »

L'incident nous donna à penser. C'était la première fois dans l'histoire de *B.A.* qu'un dirigeant responsable rompaît de propos délibéré la solidarité des membres de la direction et l'unité morale du parti pour faire prévaloir le point de vue d'une fraction. Cet exemple d'indiscipline créait un précédent inquiétant. C'était aussi le signe que le mouvement avait atteint un point de développement tel que les divergences ne pouvaient plus être comprimées et qu'il faudrait se résoudre à l'inévitable.

« Nos mises au point avaient pris soin de ménager l'amour-propre de Raymond, et Deb fit l'impossible pour le retenir. Sa hâte à rompre les ponts nous donna l'impression qu'il cherchait avant tout un prétexte pour mettre de l'air entre un *Breiz Atao* trop aventuré et lui. Quand il se présenta à Rennes, l'année suivante, pour vérifier lui-même que son nom avait été retiré du fichier des adhérents, cette impression se trouva renforcée. »

En juin, nous signalons, seuls dans toute la presse, que nos producteurs de pommes de terre sont à la veille d'un désastre par suite de l'incurie du gouvernement central qui n'a pris aucune mesure contre l'invasion des doryphores depuis Bordeaux. C'est à ce moment que se forme un nouveau ministère, qui, sur 35 ministres, compte 22 méridionaux et 1 Breton. Nous attaquons encore, un peu déconcertés de voir la masse rester indifférente devant nos offensives. Nous nous trompions, la masse absorbait et ruminait tout cela. Mais les Bretons, une fois qu'ils sont engagés dans une voie, répugnent à en changer, même si elle est mauvaise. Ne serait-ce que par amour-propre mal placé. Il faut leur donner le temps.

Le temps des congrès est venu, mais nous ne nous sentons pas assez forts pour convoquer à Carhaix autre chose que « les principaux responsables ». Le compte rendu minutieux de l'action de deux années est impressionnant. Il est fait un travail pratique pour résoudre toutes les questions d'organisation pendantes. Arrivé au problème de direction, je propose que, vu les divergences d'opinion qui se sont récemment manifestées dans le parti, le Comité Directeur ne soit pas reconstitué, après les démissions de Meavenn³ et de Delaporte, et que Debauvais, personnalité neutre idéologiquement, soit confirmé dans le rôle de directeur unique. Debauvais est accepté à l'unanimité. Pour contrebalancer cette autorité personnelle, il sera formé un Conseil Politique que le directeur aura obligation de consulter chaque fois qu'une décision importante devra être prise. Il va de soi que le petit congrès de Carhaix ignorait que Debauvais, directeur du parti, avait des comptes à rendre au *Kuzul Meur*, autorité suprême et occulte du mouvement⁴ !

3. Nom de plume de Mlle Fant Rosec, co-fondatrice de *Gwenn-ha-Du*, qui écrivait agréablement en breton et en français et qui fit une apparition météorique au Comité Directeur du parti.

4. Sur une mauvaise photo prise à la sortie des délibérations, où j'ai pu

Le *Bulletin des Minorités Nationales de France* que nous avions fondé l'année précédente, pour donner un organe actif au C.C.M.N.F., fondé lui-même à Quimper en 1927, était devenu entre-temps une véritable revue, *Peuples et Frontières*, que, fidèle à sa politique d'essaimer, *Breiz Atao* avait confié à Yves, le plus jeune des frères Delaporte, — qui avait voyagé et s'était fait des amitiés à l'extérieur, — mais tout en conservant évidemment le contrôle et l'administration. Ayant eu l'impression, en octobre, que la même opération de mainmise, tentée sur le parti, était en cours en ce qui concernait la revue des minorités, nous priâmes Yves de nous communiquer la correspondance. Plutôt que de le faire, il démissionna, ce qui nous confirma dans nos doutes. Sans archives et sans fichier de correspondants, je dus prendre la rédaction de *Peuples et Frontières* avec l'assistance de Fred Moysse, en plus de *Breiz Atao* et de *Stur*.

Durant la belle saison, tous les Bretons ont défilé à l'Exposition de Paris, pour admirer, dans la section des provinces, le pavillon breton, qui fait figure de pavillon national et exprime avec provocation, sur tous les plans, la résurgence du génie celtique. En fin d'année, plus de 300 communes ont voté l'enseignement du breton. C'est le moment que choisit le mouvement pour entrer dans une semi-clandestinité. Les mesures prises par le gouvernement, qui barrent pour nous les voies de l'action légale, nous y obligent. Réunions interdites par arrêtés préfectoraux ; interventions arbitraires de la gendarmerie ; affiches lacérées encore fraîches, la nuit, par les agents de police ; vendeurs arrêtés illégalement ; journaux détournés à la poste ou interdits à la vente sous les prétextes les plus divers ; arrestations préventives ; proscriptions de fonctionnaires ; refus des Messageries Hachette de continuer la distribution dans les gares⁵... Daladier y ajoute l'interdiction dans les casernes de *Breiz Atao*

mettre un nom sur 20 des visages des congressistes, j'ai compté, après la guerre, 5 condamnés à mort, assassinés ou fusillés, 4 qui n'ont dû leur salut qu'à la fuite, 6 condamnés aux travaux forcés ou à la prison, et seulement 5 ayant échappé à la répression. Pertes = 75 %. On voit par là qu'en 1937 la sélection était faite au parti entre les durs et les mous.

5. Il y avait eu un précédent en mars 1929, quand la direction des Chemins de Fer de l'Etat et d'Orléans avait ordonné à ces messageries de retirer *Breiz Atao* des kiosques des gares, ce qui constituait une contravention à la loi sur la presse du 29.07.1884, dont nous étions la seule publication à être victime en France.

« rédigé en dialecte breton ». Pour comble je me vois infliger 400 F d'amende en correctionnelle et aux dépens... pour avoir été diffamé dans une feuille quimpéroise. Autant de coups d'épingle qu'il n'était pas dans notre tempérament de laisser sans réponse et sur le seul terrain où nous restions libres d'agir, celui de la clandestinité.

Ce fut le commencement de la fameuse campagne dite par nos adversaires « des barbouilleurs ». Pendant des mois, nos équipes de volontaires couvrirent la Bretagne, de Brest à Nantes et de Pontorson à Penmarc'h, d'inscriptions énormes, au goudron, répétant nos slogans à satiété. Ce fut épique et grandiose et cela devait, comme de juste, se terminer au banc des accusés.

17

ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

Aucun peuple ne s'accommode de vivre en quarantaine. Une petite culture se dessèche en vase clos. Rejetés par la France en notre qualité de Bretons, nous ressentions le besoin de nous appuyer sur un autre ensemble plus vaste que le petit pays où nous étions confinés doublement, par la muraille de Chine des frontières françaises autour de nos côtes qui autrefois nous offraient le monde entier, et par notre défense levée hargneusement contre tout ce qui nous arrivait par terre.

Ce fut la cause essentielle de notre tentative, de 1923 à 1925, pour nouer une effective fraternité interceltique. Elle fut décevante. Que pouvions nous donner ces peuples qui avaient été autant ravagés que nous, sinon plus, et qui étouffaient sous le poids des problèmes dont nous cherchions à nous évader ? En Irlande, nous nous étions entendu appeler les « Frenchies ». L'heure du panceltisme n'était pas encore venue.

En revanche, notre politique de coalition des minorités nationales de France, méditée en 1926, réalisée par un acte historique à Quimper en 1927, exprimée ensuite par un organe de presse périodique largement diffusé, nous avait procuré des amis actifs dans toute l'Europe occidentale, particulièrement en Flandre et en Alsace-Lorraine. Nous eûmes bien des occasions d'aller à Gand, à Anvers, à Strasbourg et à Colmar. Ces pays furent pour nous comme des fenêtres où curieusement nous nous sommes penchés pour contempler cette énorme énigme : l'Allemagne.

Nos sentiments étaient très partagés à son égard. D'un côté, les souvenirs des leçons de l'école et de la propagande de guerre encore proche : barbarie allemande, ennemi héréditaire... De

l'autre, nos propres traditions qui nous avaient enseigné que l'ennemi héréditaire était l'Angleterre, à telle enseigne que nos campagnards mobilisés en 1914 s'imaginaient souvent qu'ils allaient se battre contre les Anglais¹ ; la haute estime dans laquelle notre Ernest Renan tenait le génie « grave et profond » de la race allemande ; les affinités que nous sentions entre la continuité de l'esprit « gothique » en Allemagne et notre attachement à notre culture antérieure à la Renaissance... cependant que des témoignages de sympathie nous arrivaient des terres germaniques de la Flandre à la Suisse, contrastant avec le silence méprisant ou les calomnies que nous déversait Paris. Des isolés s'étaient abonnés. Quand fut fondée l'imprimerie, ils reçurent les appels de souscription comme les autres, et notre surprise fut grande de recevoir d'un Erich Ernst la somme de 10 000 F. Nous n'avions pas dissimulé le fait, et quand fut relancé en 1932 le bobard des « Celtes Réveillés » de Munich, une feuille rennaise en dénonça Erich Ernst comme le fondateur, dernier avatar de l'impudente légende. En fait Erich Ernst, catholique anti-fasciste, devait s'enfuir en Suisse en 1933, puis émigrer à Londres, où la guerre le trouva naturalisé Anglais et l'incorpora dans l'armée de Sa Majesté.

C'est à partir de notre intervention à Colmar et principalement par les canaux flamand et alsacien que les milieux allemands intéressés aux questions de minorités nationales découvrirent l'existence de *Breiz Atao*. A cette époque fleurissait en Allemagne un mouvement déjà ancien, visant à la réunion de toutes les terres allemandes disséminées dans les pays voisins. Il était pour nous de bonne politique de mettre en relief l'existence de minorités méconnues au sein des Etats vainqueurs de 1918, qui continuaient leur opposition à la grande Allemagne. Le président de l'Association des Allemands à l'Etranger était par surcroît un Strasbourgeois, le Dr Robert Ernst, qui avait servi pendant la première guerre comme aviateur dans l'armée allemande et devait pendant la seconde revenir comme bourgmestre dans sa ville natale. Il parlait le français comme nous

1. Dans *les Nouvelles de l'Ouest*, du 7.10.38, ces souvenirs d'un ancien combattant : « L'étonnement du régiment armoricain où j'eus l'honneur de servir fut grand quand il apprit que c'était avec l'Allemagne qu'il allait se battre. Pouvait-il supposer, raisonnablement, qu'un loyal régiment breton pût faire la guerre à une autre nation que la perfide Albion ? »

et s'était constitué le protecteur *in partibus* des Bretons et le diffuseur attiré de nos imprimés d'information.

Il appartenait à *Stur* de prendre ouvertement position :

« Le préjugé anti-allemand n'est-il pas le préjugé français par excellence, l'une des voies mystiques par laquelle se refait habilement, quand il le faut, l'union sacrée dont les Bretons furent les pitoyables dupes ? Nous ne nous sommes inclinés jusqu'ici devant aucun préjugé français... Nous nous affranchirons de celui-là... La haine de l'Allemagne met automatiquement les Bretons dans le camp français sur le plan international. Elle nous retire notre liberté d'action. Elle nous fait avaler la mobilisation générale et la guerre à venir, qui seraient pour de bon la fin de nos espérances. »

Ce rapprochement avec l'Allemagne ne recouvrait aucun dessein politique. Nous savions déjà que « l'idée de créer des difficultés intérieures à la France ne pourrait naître en Allemagne qu'à la suite d'un renversement de sa politique à l'Ouest qui n'était nullement en vue » (*Stur*, 5-6 janvier 1936, p. 8).

En 1936, le Reich hitlérien, dont les énergies sont absorbées par la reconstruction de son économie et de ses forces armées, veut avoir la paix. Surtout à l'Ouest. « L'Allemagne, dit encore *Stur*, dont les militaires étudient toutes les possibilités techniques d'une guerre avec la France, a des chefs politiques qui feraient de suite disparaître dans un camp de concentration quiconque se permettrait de préconiser publiquement le soutien de l'autonomisme breton ou alsacien ».

Mais le Reich nous attirait pour d'autres raisons. Dans la lutte que nous avions entreprise, tout seuls dans notre coin, contre la domination du latinisme, nous avions besoin de coéquipiers. Le pays qui était le berceau du réveil de la conscience nordique et qui, contrairement à la France, avait reconnu la valeur et la mission des bases ethniques pour une renaissance culturelle, pouvait en être un d'une exceptionnelle efficacité. Plusieurs de nos étudiants allèrent suivre des cours dans les universités allemandes, et nous en revinrent les tempes rases et bottés jusqu'au genou².

2. J'ai su, bien des années après, que ces jeunes gens avaient été envoyés en Allemagne par le Service Spécial de Lainé, qui avait établi certains contacts de son côté, sur un plan strictement militaire ;

« Nous n'inaugurons pas. Les Celtes ont toujours eu des amis en Allemagne, où les passionnés de l'antiquité germanique savent que leurs lointains ancêtres et les Gaulois étaient considérés par les Anciens comme un seul grand peuple du Nord. Ce sont des Allemands qui sont venus au XVIII^e siècle découvrir nos gisements miniers, ce sont des Allemands qui au siècle suivant ont découvert nos littératures nationales oubliées et les ont portées à notre connaissance par leurs traductions. Combien chétif est l'apport des chercheurs français à l'étude du celtisme armoricain ! Pas un n'a consacré ses études au breton, une langue celtique bien vivante et sous la main. Ils sont allés à l'irlandais et au gallois. Pour eux, la Bretagne est une question dépassée : elle s'est « tout doucement » ou bien « harmonieusement » fondue dans la « grande » unité française. Il serait de mauvais goût d'insister. Erudits, savants, poètes, tous se plient à la Raison d'Etat. »

Quelle nouveauté, quel réconfort donc pour nous, les bafoués, de nous trouver devant un grand pays où notre qualité de Bretons, notre valeur en tant que Bretons est reconnue et saluée !

« Breiz Atao » joue gagnant.

Bien des choses ne nous plaisaient pas dans l'imitation prussienne du fascisme romain. Mais il y avait la Wehrmacht, le profil buriné du lansquenet, si cher à Ernst Jünger, dont l'étrange regard d'acier nous fascinait, tout ce sérieux, tout ce poids, toute cette force conçue dans l'ascétisme d'un patriotisme à la rigueur duquel nous aspirions. Là, la discipline trouvait sa justification. Nous pressentions qu'une fatalité allait sous peu jeter en pâture les bidasses mal ficelés de Gamelin à l'implacable machine, et qu'alors il n'y aurait plus de barrière pour nous entre le rêve et la réalité.

Mais à la condition que le Reich sache qu'il n'entrerait pas en Bretagne pour conquérir un morceau de plus du territoire français, mais pour rendre sa liberté à un peuple. Or nous savions, hélas, combien les sphères dirigeantes du troisième Reich étaient loin de notre pensée !

la direction politique du P.N.B. en était maintenue par principe à l'écart, malgré l'existence du *Kuzul*.

Il n'était pas nécessaire d'être pythonnisse pour savoir, dès 1933, que la coalition des églises, de la maçonnerie, de l'U.R.S.S., du grand business et du Judaïsme international mettrait obstacle par la force à la montée du national-socialisme dans un délai relativement bref. Il fallait donc que nous entamions une course contre la montre, pour convertir à nos vues des personnalités influentes à Berlin, avant que n'éclate le conflit. Deux précédents historiques nous encourageaient dans cette voie pour le moins audacieuse : l'aide apportée par les Allemands, en 1916, aux rebelles irlandais et, en 1918, aux Finlandais contre les Russes. L'entrée en relations s'avérait difficile. Nous ne connaissions aucun Hitlérien. Notre abonné le plus ancien, le Dr Hans Otto Wagner, qui était venu nous voir en Bretagne, était un Rhénan fédéraliste. En désespoir de cause, nous lui demandâmes de nous ménager des entrevues utiles. Il s'y employa de son mieux, mais sans parvenir à toucher des personnalités de premier plan. Il organisait de petits dîners d'information, où il tâchait d'avoir un fonctionnaire de chaque ministère ou organisme intéressé, essentiellement : Affaires étrangères, Forces armées, Développement économique, Commerce extérieur, Action culturelle à l'étranger, Université, Etudiants, etc. Au dessert, l'invité breton se levait et exposait la question bretonne. Pendant que se consumaient les cigares, les questions sur la Bretagne ou les objections des convives, intéressés ou sceptiques, croisaient la table. Au moment de la séparation, Wagner renouvelait à ses invités la recommandation de ne souffler mot à personne de cette rencontre. Le premier de ces dîners eut lieu en 1933, le dernier en 1937. C'était de véritables expéditions, car il fallait se garder de la police des deux côtés de la frontière. Nos ruses ne suffisaient pas toujours. Si la préfecture, devenue méfiante, nous refusait le passeport, il nous fallait passer la « frontière verte », de nuit, avec un braconnier wallon. Le point de ralliement était le bureau de Wagner, à Berlin, tapissé de livres jusqu'au plafond, qui renfermait une information encyclopédique sur la Bretagne. Il écrivait sur les questions nationalitaires sous le nom de plume de Dr Welter.

La composition des ethnies.

Pendant l'été 1934, nous reçûmes la visite d'un autre Allemand, très jeune, le Dr Gerhard von Tevenar, qui avait entendu parler de nous en Flandre et voulait s'informer. Il était aussi

réserve sur le national-socialisme que son compatriote, sans que nous ayons compris de suite en quoi consistaient leurs différences. Cet idéaliste nous parlait d'un Empire mystique du Nord, qui renouvellerait contre le monde latin et anglo-saxon la vieille fraternité barbare, dans laquelle il comprenait sans hésiter les Finnois « si admirables et si près de nous ».

Petit à petit, la confiance aidant, nous sûmes que Tevenar, que nous appelions « Gérard » tout court, appartenait à un réseau de résistance, le *Bund*, dont les machinations se dissimulaient sous le couvert d'études musicales ou l'exercice d'une forme particulière du néo-paganisme, ce qui ne pouvait déplaire aux autorités. Ce paravent leur servait de caution pour pénétrer dans la S.S. où ils avaient déjà casé plusieurs des leurs³. Malgré sa prudence, notre ami, qui était alors correspondant du D.N.B.⁴ à Amsterdam, fut arrêté par la Gestapo et disparut. Six mois passèrent avant que nous apprenions qu'il était pensionnaire de la prison de Moabit. On dut le relâcher faute de preuves, mais il perdit sa situation.

Gérard voyageait beaucoup et il nous cachait à peine qu'il remplissait des missions. Il était absolument opposé au système des petits dîners, qui d'après lui ne pouvait mener à rien de bon. Il entra à ce sujet en conflit sévère avec Wagner, qui voulait lui envoyer ses témoins. Il pensait que seul le service secret militaire était susceptible de s'intéresser au mouvement breton, étant donné « l'imbécillité politique du régime ».

« Nous rencontrions Gérard un peu partout, pour dépister les curieux. Il nous arrivait d'Irlande, d'Ecosse, de Catalogne ou du Pays Basque, en commis voyageur de la révolution ethnique, manifestant la même aversion pour « les gens de Berlin » comme pour ceux de Londres, de Madrid et de Paris. Il ne s'imposait jamais, ne poursuivait aucun but personnel, s'effaçait totalement devant la cause qu'il servait. Sa seule présence, ses manières étaient une leçon.

3. La S.S. n'était pas un ramassis de malfaiteurs, comme l'a divulgué la propagande. C'était une véritable société aux aspects multiples. Les milieux intellectuels les plus audacieux du national-socialisme y étaient représentés. On y parlait très librement et les idées y étaient examinées sans parti pris. C'est de cette S.S.-là dont il est question ici, non de la branche police.

4. *Deutsch Nachrichten Büro*, l'agence d'information officielle allemande.

Il avait fini par connaître la question bretonne et la situation du mouvement aussi bien que nous et nous faisons confiance à ses critiques qui étaient toujours mesurées comme à ses conseils à peine insinués. Il avait une grande expérience révolutionnaire, ayant appartenu aux premiers groupes d'activistes du temps de la Ruhr. Nous étions bouleversés de voir cet étranger, venu des marches lointaines de la Prusse, se consacrer au succès de notre action avec un tel don de soi. Il nous laissait quelquefois un peu d'argent, mais la somme était si réduite qu'il était clair qu'elle provenait de sources privées. Lui-même n'en avait pas. Il dormait chez l'un de nous ou dans un hôtel de troisième catégorie et, en voyage, se nourrissait de pain et de lait.

Tevenar, qui était docteur en sciences sociales, était un fervent de l'école de philosophie religieuse païenne de Friedrich Hielscher. Il croyait au Reich mystique et non point au troisième, « qui, plaise à Dieu, disait-il, ne durera pas mille ans ». Il était fait pour s'entendre intimement avec notre Nael, qui manifestait les mêmes tendances spirituelles. Nous sûmes au bout de quelque temps qu'il l'avait fait entrer dans son système et l'avait nommé délégué pour la Bretagne. Sur le moment nous n'attachâmes pas d'importance à l'information. Nous avions tort. Désormais Lainé se montrerait encore plus rebelle à obéir aux directives communes et suivrait de plus en plus des buts personnels au grand dam du succès commun. »

Au printemps de 1939, Gérard vint avec la grande nouvelle qu'il avait réussi à avoir plusieurs entrevues avec l'amiral Canaris, chef du service secret militaire, et l'avait décidé à tenir compte dans ses plans de l'existence du nationalisme breton. Lainé rayonnait. Je posai la seule question qui comptait à mes yeux : « Et les Affaires étrangères ? — Ribbentrop ne doit rien en savoir, me répondit Gérard, il serait furieux s'il apprenait quelque chose. Il ne rêve que d'embrassades à l'Ouest et se croit populaire en Angleterre. »

Je voyais l'affaire mal engagée.

Les tractations dont j'ai parlé passaient, bien entendu, très au large de l'ambassade de la rue de Lille que le régime, désireux de s'assurer la neutralité et même l'amitié française, avait peuplée de diplomates entichés de la France, et du Comité France-

Allemagne d'Abetz qui nous avait mis rigoureusement à l'index. Nous avions connu à Paris la race des Allemands francophiles, qui avaient à nos narines la même odeur rance que les Bretons francisés. Leur platitude de métèques, leur peu reluisante faculté d'absorber sans ciller les brocards et les insultes, leur cécité obtuse pour ne rien voir de ce qui contredisait les thèses du « rapprochement », leur idolâtrie de l'élégance française et du « chic parisien », leur admiration sincère du centralisme jacobin, en faisaient à nos yeux des êtres répugnants. Nous devions pendant quatre ans les retrouver, mélangés aux collaborateurs, en travers de notre route.

Et pourtant c'était eux les échantillons représentatifs du national-socialisme. L'Allemagne, qui, avec la Celtie légendaire, avait rempli le vide laissé en nous, était tout autre. Ce fut une aventure passionnelle, vécue dans le secret des cœurs de quelques-uns, une doctrine ésotérique dont il a peu transpiré à l'extérieur. Les articles parus dans nos publications, qui avaient l'ambitieuse intention d'œuvrer à l'évolution de l'esprit public breton à l'égard des Allemands, n'en donnaient qu'un écho feutré. Nos lecteurs s'en sont un peu doutés, mais n'ont jamais rien su au juste. Si bien que quand les soldats du Reich sont apparus sur nos routes, les uns — et on peut dire aussi le parti — ont vu en eux l'allié de fait sans aucune compromission idéologique, les autres, c'est-à-dire la majorité, ont reconnu le « Boche » de la propagande et se sont braqués, tandis que la poignée d'initiés voyait en ces soldats nos soldats, dans cette armée notre armée et dans son drapeau notre drapeau.

18

VEILLEE DES ARMES

1938, année de l'*Anschluss*, année de la crise tchécoslovaque et de Munich. 1939, année de l'entrée des Allemands à Prague, de l'affaire de Dantzig, de la campagne de Pologne, de la déflagration mondiale. C'est sur ce fond de toile dramatique, dans un climat de tension sans cesse croissante, que va se dérouler la dernière séquence de *Breiz Atao*.

Les « barbouillages ».

Depuis le début de l'année, la campagne des « barbouilleurs », selon le mot lancé par les journaux, bat son plein. Une nouvelle technique de la propagande, que ne peut atteindre aucun sabotage officiel, est portée au point de perfection. Préfectures, mairies, bâtiments publics de toutes sortes, murs d'enceinte, parapets de ponts et même façades de gendarmeries reçoivent, généralement de nuit¹, de grandes inscriptions répétant les slogans de *Breiz Atao*, tels que : La Bretagne aux Bretons — La France est foutue — Vive la Bretagne libre — *Breiz Atao* vaincra —

1. Tous n'avaient pas l'incroyable culot de Yann Bricler, qui, au cours de ses tournées commerciales, arrêtait son cabriolet devant un beau mur, se coignait d'un tablier, sortait de son coffre un pot de goudron et, tout seul, entreprenait une inscription de trente mètres avec le soin d'un miniaturiste. Si des gens venaient s'enquérir, il leur expliquait tout en maniant la brosse. Il y en avait encore qui ne comprenaient pas. Je me souviens de cette réflexion d'un paysan gallo, du côté d'Étables, devant un des chefs-d'œuvre de Bricler : « Les Français dehors ! », qui traduisait sa perplexité : « Où c'est-i' qu'il veut qu'on va ? »

A bas la guerre pour les Tchèques — etc. Tout le monde en parle. La police est sur les dents.

Il était le plus souvent nécessaire de monter une équipe, afin de pouvoir travailler vite dans les endroits les plus en vue — chaque peintre se chargeant d'un mot — et disposer d'une voiture pour filer immédiatement. Et comme il fallait donner l'exemple, les chefs étaient les premiers à exercer leurs talents picturaux. C'est ainsi que lorsqu'une équipe tomba dans un piège tendu par la police à Saint-Brieuc, le 21 mai 1938, elle mit la main sur Gervais, Couère, Péresse, Casteret et Ronan Caouissin, mais aussi de fil en aiguille sur... Debauvais et Lainé. Le premier échappe à la police, le second est arrêté. Les journaux ne raillent plus, l'heure est grave. Le leitmotiv des commentaires est « crime » ou « trahison ». Le 22 juin, vingt mois de prison ferme sont distribués entre les accusés, dont six par défaut à Debauvais². En outre, les collectivités lésées reçoivent 3 000 F d'indemnité. C'est la consécration.

Pendant ce temps-là, le Président de la République avait fait un déplacement à Saint-Brieuc, point chaud, pour une inauguration. Les mêmes mesures de sécurité furent prises qu'en pays conquis.

« Entre le point de départ et celui de destination, une sentinelle montait la garde de chaque côté de la voie, tous les 40 m, ce qui représente la mobilisation de 22 000 hommes. De plus, chaque pont, aiguillage, passage à niveau était gardé par un poste de 3 hommes dont un garde mobile, ce qui fait bien encore 2 000 hommes. A Saint-Brieuc, les régiments suivants avaient été mis à contribution : 19^e dragons, garde mobile motorisée, 71^e, 65^e, 48^e, 177^e, 8^e, 129^e et 41^e d'infanterie, 10^e d'artillerie. A l'armée s'ajoutaient 44 pelotons de la garde mobile et 300 gendarmes, formant, avec les effectifs de la voie, un total de 30 000 hommes, pour réduire à l'impuissance les 12 autonomistes restés en liberté. Douze, puisque, selon les journaux, ils ne sont pas plus de 20 et 8 sont en prison... Ce n'est pas tout, la ville est inondée de cent inspecteurs de la sûreté venus renforcer la police locale. Un arrêté interdit

2. Lainé, qui a refusé de parler français devant le tribunal, est favorisé avec 3 mois. Gelfroy, Gervais, Casteret, Couère et Caouissin sont condamnés à 2 mois. Péresse grâce à sa jeunesse se contente d'un mois avec sursis.

le survol du département et des eaux territoriales au jour dit et deux escadrilles de chasse sont arrivées, l'une à Dinan, l'autre à Saint-Brieuc pour surveiller le ciel. Le port est consigné. Le service des bateaux entre Jersey et Saint-Malo est supprimé et 500 touristes anglais doivent se faire rembourser leurs billets. (On craignait une incursion de l'I.R.A. !) Les routes sont soumises à un contrôle rigoureux. Un automobiliste de nos amis est arrêté dix fois entre Dinan et Saint-Brieuc, sur un parcours de 62 km. Les curieux, aussi bien le long de la voie qu'en gare, sont maintenus à bonne distance du cortège présidentiel. Dans le hall de la gare, soigneusement vidé, restent seuls visibles un peloton de la croix rouge, avec brancard et plusieurs médecins, y compris le médecin légiste. Le comble du ridicule fut atteint par le service d'ordre en ville. La voiture présidentielle, précédée par la garde motorisée, était entourée par une double file de gardes cyclistes armés. Sur les trottoirs, un maigre cordon de curieux était maintenu par une rangée de policiers lui faisant face, doublé sur la chaussée par une double file de soldats. Sur bien des points du parcours, il n'y avait personne derrière l'effarant service d'ordre. Et comme si cela ne suffisait pas, tous les abonnés de *Breiz Atao* furent placés sous surveillance et les plus importants d'entre eux consignés à leur domicile avec un garde devant leur porte. Le vieux grammairien Vallée, âgé de quarante-six ans, fut bloqué chez lui par un gendarme. La police se permit même d'envahir un couvent où professaient deux jeunes filles pour s'assurer de leur présence. A l'arrivée du Président, la circulation en auto fut interdite en ville. Les jeunes gens qui parlent en breton sont interpellés et fouillés. La nervosité de ces messieurs n'a plus de bornes : pendant la nuit du 28 au 29, malgré une stricte surveillance, la ville a été couverte de papillons autonomistes et des tracts distribués dans les boîtes aux lettres. Le résultat était à prévoir. La population profondément choquée fit grise mine à M. Lebrun. Les cercles folkloriques de Plouha et Saint-Nicolas sur lesquels on comptait pour la soi-disant fête refusèrent de venir. Réalisée avec des éléments improvisés, la fête fut un four » (d'après *Breiz Atao*, N° 304).

L'activité de *Breiz Atao* ne s'était pas limitée à la campagne des « barbouillages ». Le pèlerinage surprise du 8 mai à Saint-

Aubin avait mis la police en mauvaise posture. On se souvient qu'à la suite du pèlerinage « des drapeaux » en 1935, qui avait fait craindre aux autorités que cette cérémonie ne se transforme peu à peu en grande manifestation populaire, le rendez-vous de Saint-Aubin avait été interdit par arrêté préfectoral en 1936. En 1937, nouvelle pluie d'interdictions. Si bien que l'année suivante le parti décida d'avoir sa revanche. Une manifestation fut décidée dans le plus grand secret sur Saint-Brieuc. La police qui écoutait nos conversations téléphoniques et lisait notre courrier, qui en outre disposait d'un mouchard parmi nous, à Rennes, que nous nous gardions bien de démasquer, fut rapidement au courant des moindres détails et dépêcha ses plus fins limiers et ses groupes de gendarmerie là-bas. Puis, au dernier moment, des agents de liaison passèrent le mot d'ordre qui changeait le point de rassemblement. Ce ne fut pas Saint-Aubin, mais un village voisin, afin de ne pas attirer par trop l'attention.

Le rassemblement a lieu à midi, à Gosné, où, après un repas en commun improvisé, les voitures emmènent les pèlerins à proximité du champ de bataille. Là se forme la colonne, au-dessus de laquelle ondulent 12 grands drapeaux et que précèdent un *bagad-stourm*³ et des binious, marchant au pas cadencé. Un inspecteur accompagné d'un gendarme, venu aux nouvelles, assiste impuissant au défilé. Le meeting a lieu autour de la croix du souvenir et l'assistance prête le serment de Saint-Aubin. Cent bras, ceints du noir et blanc, se lèvent pour jurer « d'avoir une vie droite et digne, de consacrer à ma race un corps aguerri, une âme sans peur, un cœur résolu... d'être un soldat fidèle, d'obéir à mon chef, d'être toujours prêt à donner ma vie, quand il le faudra, pour la Bretagne... » (traduit du breton) (*Breiz Atao*, N° 302). L'insubordination voulue et organisée a pris le départ. Le moral est élevé. Des réunions comme celle de Plumieux, le 1^{er} mai, nous ont montré qu'il était possible, quand l'effort nécessaire avait été fait, d'avoir tout le peuple derrière nous. (*Breiz Atao*, N° 302.)

Le 29 mai, date de l'arrestation de Lainé, est celle de la fuite de Debauvais en Belgique, où notre correspondant Fred Moysse lui donne asile et s'efforce, en soignant son alimentation et en veillant à son repos, de lui permettre de rétablir une santé sérieusement ébranlée par un don de soi excessif. Avant de

3. « Groupe de Combat ».

disparaître, il m'a télégraphié à Paris, où j'habite depuis un an, de venir le remplacer. Aidé d'abord par Guy de Coëtlogon, puis par Patrick Guérin, j'assure tous les services jusqu'au congrès de Guingamp. Je ne ménage aucun effort pour en faire un triomphe. Au soir du premier jour du congrès, le 27 août, la réunion publique rassemble 1 500 auditeurs, parmi lesquels ne se comptent pas plus de 50 adversaires. Les premiers orateurs « font » la salle, en particulier Coulouarn, qui soulève, en breton, l'enthousiasme du public en évoquant le cas de Goasmat « dernière victime de la France⁴ ». Mais quand Lainé prend la parole, follement ovationné par nos jeunes qui voient en lui le héros du 7 août, le complot ourdi par le commissaire Le Page entre en action. Les policiers, prétextant un désordre qu'ils ont fait naître eux-mêmes en empêchant notre service d'ordre d'expulser un perturbateur, occupent la tribune. Le groupe des communistes, venu avec l'ordre se saboter, entonne *l'Internationale*. La salle répond par un formidable *Bro Gozh*. La police donne l'ordre de dissoudre la réunion. Le bureau s'y refuse. Alors, la garde mobile fait irruption et refoule les assistants sans douceur vers la sortie. Sur la place du Vally se forme une manifestation de protestation poussant des cris séditieux. La garde charge et opère trois arrestations. Un délégué de l'I.R.A., qui est incognito parmi nous, commente : « C'est très bien, c'est exactement comme ça que ça doit commencer. »

Procès et bombes.

Que sont devenus les Fédéralistes dans cette bagarre ? Ils ont simplement disparu⁵. Les adversaires de la guerre, s'ils veulent

4. Au cours du Tour de France qui venait d'avoir lieu, le coureur Jean-Marie Goasmat, d'une classe extraordinaire, mais qui ne comptait pas parmi les favoris officiels, avait servi de tête de turc aux journalistes et avait été abandonné par ses coéquipiers de l'équipe de France. Son obstination à continuer, dans ces conditions impossibles, « pour l'honneur de la Bretagne » avait fait de lui l'homme le plus populaire du pays.

5. Morvan Marchal, dans une lettre désabusée à son ami R. Tullou (25.08.38), en fait l'aveu : « Je suis pas mal découragé par l'accueil fait à la Déclaration (fédéraliste). C'est au fond un échec... Les barbouillages de B.A. et ce qui s'en est suivi ont complètement annihilé l'effet que nous escomptions de notre initiative. J'ai donc proposé à Ryck (Ryckwaert) une petite réunion gueuletonnaïre, où, après avoir fait le point, nous déclarerons close notre entreprise. La lecture de B.A.

vraiment ce qu'ils croient juste, doivent s'opposer à la guerre en actes. C'est ce que fait *Breiz Atao*. Il fait coller une affiche : « Pas de guerre pour les Tchèques » où nos raisons se trouvent une fois de plus résumées en formules percutantes. Ce qui devait arriver, arriva. Le 16 octobre, Debauvais et moi, en tant que dirigeants responsables, sommes inculpés pour atteinte à l'intégrité du territoire. Debauvais, qui avait fait l'objet d'un mandat d'arrêt lors des arrestations de Saint-Brieuc, se constitue prisonnier le 25 octobre 1938. Il est condamné à 4 mois fermes. Puis, le 14 décembre, vient le procès politique. La foule se presse au palais, avocats, journalistes. Mais seulement une vingtaine d'auditeurs sont admis dans le box du public et les photographies sont interdites. Nous n'avons pas l'avantage d'être des assassins. Les inculpés revendiquent hautement leurs responsabilités et font des professions de foi qui soulèvent des « oh ! » parmi les reporters parisiens. Nous récoltons un an de prison (l'auteur avec sursis) et 22 000 F d'amende.

Auparavant, la police était entrée dans nos bureaux par effraction pour s'emparer du reste des affiches.

La réplique de *Gwenn-ha-Du* est foudroyante. Dans la nuit, le monument anti-breton dit « de la Fédération », à Pontivy, saute. La police va partout, mais revient bredouille⁶.

L'apparition d'éléments paramilitaires à Saint-Aubin avait montré que le *Kadervenn* continuait à se développer. Une manœuvre de 10 jours eut lieu en juillet sur les landes de Lanvaux, à laquelle prirent part 25 hommes⁷. Pendant l'été le Service Spécial fit des reconnaissances, notamment au nord

aujourd'hui en m'apprenant que Coarer & Co. ont rejoint les rangs de la bande à Mordrel achève de me persuader que la sagesse consiste à regagner nos fauteuils et à ne pas nous en lever de si tôt.»

6. Elle ne sut jamais que le matériel avait été fourni par l'auteur, officier de réserve du génie, qui avait profité d'une période d'instruction pour s'en emparer, et qu'il avait été mis en œuvre par Hervé Le Helleco, neveu d'un haut magistrat en retraite, habitant la place même où s'élevait le monument.

7. Tous les noms des membres inscrits au *Kadervenn* ne sont pas passés à la postérité. Nous avons retenu ceux de : Emmanuel Le Bars, Pierre Bernier, Jacques Bruchet, Yves Casteret, Armand Couère, Foucray, Bernard Fournier, André Geffroy, Yann Gervais, Armand Girard, Yann Gourlet, Patrick Guérin, Hemery, Alan Heussaiff, Yann Jadé, Célestin Lainé, Ange Luec, Lan Louarn, Mabinog, Pierre Mesnard, Michel Noury, Ange Péresse. Tous, sauf deux, ont été lourdement condamnés durant l'épuration, dont trois à mort.

et à l'est de Paris, pour repérer les points de sabotage en cas de mobilisation générale.

« Ça chauffe en Tchécoslovaquie. Guerre ou pas guerre, je veux faire le point avec les militaires. Nael et Bob sont devant moi, raides, solennels, tout à fait dans leur rôle de volontaires froidement-décidés-à-mourir-s'il-le-faut-pour-la-cause. Je sais, bien sûr, quelle est leur intention, mais je ne vois pas clairement ce qu'ils peuvent faire. Je leur demande leur plan :

« Contrarier la mobilisation générale par des attentats contre les voies de communication et une agitation politique contre la guerre. »

« Exprimé en d'autres termes, dis-je, il s'agit de se livrer à une manifestation symbolique, car je n'imagine pas qu'avec un effectif inférieur à une compagnie, vous allez tenir tête à l'armée française ? »

Le mot « symbolique » ne leur plaît pas, mais ils finissent par l'admettre. J'apprends qu'il y aura des équipes de saboteurs opérant la nuit et des équipes de propagandistes qui arrêteront les groupes de mobilisés et les inviteront à retourner à la maison. En passant dans les patelins ils colleront des affiches proclamant le droit de libre disposition pour la nation bretonne. Il est prévu des points de repli où on tiendra jusqu'à la dernière cartouche.

J'ai peine à croire que les hommes que j'ai devant moi ont été l'un officier et l'autre chef de section. « Vous rendez-vous compte que le dressage de vos hommes vous demanderait au moins deux ou trois mois en travaillant ferme ? »

« — L'instruction est en cours », me répond sèchement Nael. « Et les armes ? » — « Elles vont venir. »

Je leur dis que si, un jour, cela doit péter vraiment, ils peuvent compter aussi sur moi. Nous nous serrons gravement la main. »

Quelques jours passent. J'ai écouté le discours du Führer au Sportpalast. Il a donné six jours à Bénès pour baisser pavillon. Je passe dans *B.A.* une phrase d'un journal tchèque qui en dit long : « Nous sommes assez forts pour précipiter l'Europe entière dans la guerre. » (*Pravo Lidu*, 18 septembre 1938.)

La nuit est tombée quand Lainé arrive au bureau, où je n'ai pas eu le plaisir de le voir depuis plusieurs jours. Il se lève quand

je me couche et vice versa, ce qui ne rend pas la collaboration facile, mais a l'avantage de soustraire sa furtive correspondance à mes regards. Les Celtes n'étaient-ils pas les fils de la nuit ? C'est moi qui suis un hérétique. J'étais en train de contempler la carte murale d'Europe, où la nouvelle Allemagne s'étendait comme une tache d'huile.

« Dans un délai prévisible, me déclare Nael, il n'y aura plus de France, peut-être un vague tronçon d'Etat dans le centre, capitale Clermont-Ferrand. Nous devons être sur les rangs pour prendre notre part des dépouilles de la bête. La frontière du Reich suivra la Seine, Paris sera détruit. Il n'en restera pas pierre sur pierre. Nous devons reprendre la politique de nos rois, occuper tout le Massif Armoricaïn et tenir une frontière commune avec le Reich sur la Dive. Au sud, nous devons contrôler les côtes jusqu'à la Gironde. »

Je suis d'accord avec lui sur les risques de guerre et l'écrasement militaire de la France, mais je doute que l'Allemagne hitlérienne songe le moins du monde à dépecer la France. Je lui rappelle l'existence en Allemagne d'un fort courant francophile, qui a tout l'appui officiel. Je n'exclus nullement l'éventualité d'une réconciliation franco-allemande sur notre dos, toutes les directives en ont été données par des gens comme Brasillach. Et avant de songer à engloutir je ne sais combien de départements français, il faudrait songer à dominer nos propres départements, ce qui est loin d'être fait. « La conviction personnelle, lui dis-je, ne suffit pas pour forcer les événements. »

Mais c'est perdre son temps que d'essayer de faire entendre raison à un voyant. Il ne s'est pas formé une opinion sur des informations objectives. Il croit dans l'avènement d'un ordre nouveau voulu par Dieu. Qui peut rien contre la volonté de Dieu ? Le dieu des païens par surcroît. Il a la révélation. Il prophétise. Il rayonne d'une telle certitude que je m'explique son influence sur des jeunes gens inexpérimentés et impressionnables et même en général sur le type d'hommes qui croit en la Présence Réelle, aux apparitions, aux tables tournantes et à la seconde vue. Les affinités sont très grandes — je m'en suis déjà aperçu — entre ce païen religieux et nos catholiques bigots. Ils s'entendent à merveille.

Quand Deb sera là, je lui dirai que je ne crois pas du tout que la France soit appelée à disparaître et que je ne souscris pas à une politique bretonne qui en ferait abstraction. Mais Deb ne désavouera pas notre illuminé. Il a noté son ascendant sur les éléments dynamiques de notre jeunesse et il a peur de se laisser distancer. Il montrera une fois de plus ce qu'il est : un homme assez indifférent aux idées, aux programmes, désireux avant tout de maintenir la cohésion dans l'équipe en jouant au juge de paix. »

Au lieu de la guerre, cela a été Munich et la détente. Le travail a continué. Fort de ses 12 condamnations et de ses 9 emprisonnés, le P.N.B. entame un gros effort afin de s'étoffer. Pour la première fois dans ses annales, l'argent, depuis décembre, a afflué. Le 15 janvier, *Breiz Atao* ouvre une souscription de 50 000 F dont déjà 23 000 sont couverts. Dans le même numéro *Breiz Atao* qui n'est pas dans les nuages, comme on l'a prétendu, proteste contre la taxe d'abattage que l'administration prétend toucher à Saint-Renan, quand à Toulouse elle reste lettre morte.

En attendant Debauvais est en prison au droit commun. Ayant interjeté appel, il doit être mis en liberté à l'issue de sa première condamnation, soit le 25 janvier. Il fait savoir que si à la date indiquée il n'est pas soit libéré, soit mis au régime politique, il commencera la grève de la faim. L'angoisse saisit ses amis. Nous connaissons sa piètre santé et son caractère de fer. Nous savons qu'il est prêt à sacrifier sa vie pour que les prisonniers bretons ne soient pas traités comme des délinquants de droit commun, alors que les autres, royalistes ou communistes, jouissent du régime politique. Le 25 rien ne se produit. Le 26 au matin, Debauvais refuse le premier repas. A midi, il refuse le second. Les autorités n'en reviennent pas. Le téléphone bourdonne ferme entre la prison, la préfecture et Paris. Tout compte fait, ces messieurs ne veulent pas nous donner un martyr. A 14 heures Debauvais est mis au régime politique.

L'atmosphère celtique est toujours à la violence. L'I.R.A. reprend la lutte en Angleterre par une série d'attentats. Le 15 février, la Cour d'Appel confirme, dans des conditions juridiques jugées alors contestables, le jugement contre les deux chefs de B.A. Et *Gwenn-ha-Du* douze jours plus tard répond par une bombe contre la préfecture de Quimper. Ne sachant à quel saint se vouer, la police offre une prime de 5000 F à qui la renseignera. En vain.

L'exemple de Debauvais a électrisé le parti. Lainé instaure la Semaine Debauvais. Du 27 mars au 3 avril, tout vrai nationaliste breton s'abstiendra de deux repas principaux, d'alcool, de tabac et de spectacles. L'argent qu'il aura économisé servira à boucler la souscription. En un mois 52 000 F sont atteints.

De Lebrun à Bécassine.

Entre-temps annonce est faite d'une visite à Rennes du Président de la République. *Breiz Atao* fait connaître le prix de sa bienveillance : deux décrets, l'un libérant Debauvais, l'autre introduisant l'enseignement du breton à l'école. La police ayant exprimé des craintes quant à la sécurité du chef de l'Etat, M. Lebrun annule son voyage. Encore une victoire morale pour le parti.

Les positions se tendent. Le parlement adopte le 7 mai une loi de protection de la race juive et le ministre juif Max Dormoy déclare à la tribune « qu'un Juif vaut bien un Breton ». La Bretagne, qui compare ses 240 000 morts aux 1 500 morts juifs, explose⁸. La manifestation annuelle restant interdite à Saint-Aubin, une idée de Patrick Guérin, qui au premier abord avait paru un peu folle, est mise à exécution avec un plein succès. Cette fois-ci, le pèlerinage surprise a lieu de nuit, à la lueur des torches, tandis que gendarmes et fins limiers dorment à poings fermés.

Un autre thème d'agitation. Nous faisons circuler des pétitions pour que Debauvais, encore en prison, et moi-même soyons inclus dans la loi d'amnistie qui est entrée en discussion à la Chambre et dont, bien entendu, nous sommes exclus. La 4^e escadre de croiseurs faisant escale à Glasgow, des nationalistes écossais en répandent le texte parmi les Bretons des équipages et des fraternisations se terminent par des cris séditieux entraînant des incidents avec les officiers. Le sentiment breton est soulevé même parmi les

8. Le décret-loi du 24 mai 1938 rétablissait le délit d'opinion, sous prétexte de sauvegarde de l'intégrité du territoire. Celui de défense des Juifs n'inaugurait donc rien. B.A. en réponse, demande : « A quand le décret-loi de protection de la race bretonne ? » Par contre, il reconnaît qu'un second décret, à la même date, qui punit de 6 mois à 5 ans de prison, plus amende, quiconque reçoit de l'argent de l'étranger dans un but de propagande politique, échappe à toute critique. (Quoiqu'il visât, de toute évidence, les autonomistes et en aucun cas les communistes.)

députés. Ils protestent en séance contre le film « Bécassine » injurieux pour la Bretagne, dont aucun décret-loi ne protège le bon renom, obligeant le chef du gouvernement à intervenir. Quelques jours plus tard, à l'indignation des Parisiens, un commando composé de Guérin, Mahé et Jadé, brise l'effigie de Bécassine au Musée Grévin. Trainés au poste, ils sont libérés par ordre téléphonique de Daladier lui-même : « Relâchez-les. Pas d'histoires avec les Bretons. Ce n'est pas le moment. » Le 16 juillet, le même Daladier, venu à Benodet pour faire du yachting, est salué au cri de « Libérez Debauvais » par un autre commando emmené par Lannuzel et qu'il prend pour une manifestation spontanée de la population. Il s'éclipse pour une destination inconnue tandis que les autorités l'attendent en vain, le soir, à Quimper.

Debauvais est enfin libéré le 25 juillet et a la joie d'apprendre devant la porte de la prison que la foule, à Sainte-Anne, a acclamé les vendeurs du journal. Là-dessus, la presse parisienne démasque les bénéficiaires des subventions de la propagande allemande. Le rédacteur en chef du *Temps*, le fameux journal « sérieux » qui nous donnait des leçons de patriotisme pointilleux et l'un des collaborateurs du *Figaro*, « journal de l'élite », sont arrêtés. Il n'est pas fait mention des journaux bretons « à la solde d'Hitler ». Il n'est pas fait mention davantage de *Peuples et Frontières*, que je viens de doter d'un numéro spécial, « Les Nationalités de l'Ouest », donnant une carte des nationalités méconnues d'Europe occidentale, de l'Ecosse à la Catalogne et de la Galice à la Frise, qui — statistiques à l'appui — montre que 52 millions d'Européens occidentaux sont opprimés. Ces textes, révélant que les champions du « droit des peuples et des langues » n'ont rien à envier aux Etats du Centre et de l'Est européen, sont publiés en français, anglais et néerlandais, et répandus dans tous les pays intéressés. La réplique du gouvernement est inattendue. Un arrêté du Conseil des ministres du 22 juillet prononce l'interdiction de cette revue bretonne imprimée et administrée à Rennes, en tant que « journal étranger édité à Paris ».

La répression par des abus de pouvoir qui dure depuis un an est lourdement aggravée le 29 juillet par un train de décrets-lois auprès duquel pâlit celui ayant permis ma condamnation et celle de Debauvais. La psychose de guerre a littéralement fait perdre la mesure au gouvernement. *Breiz Atao* titre : « Les décrets de M. Daladier nous restituent la terreur jacobine. » Une analyse détaillée des différents articles montre que, sous prétexte

de sûreté extérieure de l'Etat, le gouvernement s'est arrogé les pouvoirs d'une dictature pour faire disparaître physiquement, et priver de leurs biens, tous les gens qui à un titre ou à un autre gênent sa politique.

Le débarquement d'armes.

Les événements se précipitent. La police a eu vent d'un débarquement mystérieux de marchandises suspectes sur la côte lannionnaise, elle s'abat de nouveau sur le mouvement.

Les faits furent les suivants : Lainé s'employait depuis plus d'un an à procurer des armes et des explosifs à son *Kadervenn* pour pouvoir au jour de la mobilisation mettre en œuvre son plan de sabotage. Il avait été en contact direct avec l'I.R.A. et indirect avec les services de l'amiral Canaris, à Berlin. Il avait fait des voyages que nous faisions deviner ses absences. Il ne parlait pas, esclave de son principe que seul doit être informé celui qui est responsable d'une opération. Les autres n'ont pas de questions à poser. Connaissant le point de vue de la direction politique de *Breiz Atao*, qui couvrait le sien, il s'était donné les coudées franches, sans estimer qu'il manquait à la discipline du parti.

Debauvais, qui avait la haute main sur l'administration et les finances, avait adopté la même ligne de conduite. La politique de répression brutale dont nous étions les victimes, justifiait pleinement ces mystères, parce qu'ils mettaient un obstacle infranchissable aux enquêtes de police. Quand, en juillet, Deb me fit part qu'il disposait de 350 000 F je ne me crus pas autorisé à lui demander d'où ils venaient, mais il était évident que dès ce moment *Breiz Atao* inspirait une confiance assez grande pour trouver des bailleurs de fonds décidés à jouer la carte de l'indépendance bretonne.

En ouvrant le journal, le 11 août, j'appris qu'une caisse étanche contenant 50 kg de tracts et d'affiches contre la guerre « manifestement destinés à la Bretagne » avait été ramenée par des pêcheurs de Jersey. Quelques jours après, mes compagnons m'informaient que le débarquement de la « camelote » avait eu lieu à Beg-an-fri, près de Locquirec, mais que le dundee de Bob, le « Gwalarn », qui avait fait le coup, était resté échoué sur le sable. La douane, puis la police faisant un rapprochement avec la caisse de Jersey, étaient entrées en action sur toute la

ligne⁹. Lainé avait fait passer le mot d'ordre de tout « planquer » et de se terrer en attendant que passe l'orage. Geoffroy raconte :

« Fin juillet, je reçois un message chez moi, à Locquirec : je dois recruter quelques hommes sûrs pour une opération sérieuse et les réunir dans un endroit discret où je les aurais sous la main les 7 et 8 août, en vue d'assurer un débarquement d'armes d'Irlande.

Dès les premiers jours d'août, je me mets en campagne avec Patrick Guérin, de Brest à Fougères, de Saint-Malo à Vannes, de Douarnenez à Plévin, pour trouver des garçons courageux, discrets, sûrs et surtout disponibles à la date. Et ce ne fut pas facile. Nous recrutâmes également des propriétaires de voitures, qui devaient être avisés téléphoniquement au dernier moment.

J'amène mes recrues aux abords de Locquirec, aux Sables Blancs, où ils deviennent d'innocents campeurs. Patrick et moi, épuisés, n'ayant peu ou pas dormi depuis dix jours, tombons sur nos lits au Rhun-Gwenn. J'ai un rêve hallucinant qui me réveille complètement. Je relève Patrick, abasourdi, de son lit et nous montons dans la V8. « Où allons-nous ? » Je lui réponds : « Tu verras. » Car moi-même n'en sais rien. Je conduis comme un somnambule, à travers une zone côtière aux chemins compliqués que je ne connais pas encore, puisque je viens de m'installer dans le pays. Finalement nous prenons un raidillon qui descend vers la mer. « Tu es fou ! » crie Patrick. Nous tombons sur une prairie sans barrière, j'y engage la voiture et soudain devant nous se découvre la mer et à moins de deux encablures, mouillé, un dundee. Je ne l'ai jamais vu, mais je sais que c'est lui. Je siffle des airs celtiques. Heureusement que le vent porte de terre. Enfin, paraît une tête en dehors du cockpit, je m'avance et signale à bras C.O.M.E. Bientôt apparaît un nageur et je reconnais Bob.

Je lui montre que l'endroit est mal choisi, à cause des accès difficiles pour les voitures et lui propose le coin où j'ai placé mes campeurs et où j'établirai un balisage lumineux à la nuit. Il est d'accord.

9. Elles étaient justifiées de le faire. Le chargement attendu était passé d'un cargo contrebandier au dundee breton, mais durant le transbordement, une des caisses mal élinguée était tombée à la mer et n'avait pu être retrouvée.

La nuit venue, le bateau est au rendez-vous et mouille en eaux basses. Nous l'atteignons facilement en pataugeant. Le dispositif est en place : les voitures l'une derrière l'autre sur le chemin qui descend à la plage et entre elles et le « Gwalarn », la chaîne des porteurs. Les caisses passent sans incident de maillon en maillon jusqu'aux voitures où elles sont réparties. En une heure tout est terminé. Deux tonnes et demi d'armes, de munitions et d'explosifs sont prêtes à partir vers leur cachette, la cave de la villa de l'un de nous, à Perros-Guirec. »

Dans les jours qui ont suivi, j'ai rencontré plusieurs de ces garçons. Ils étaient encore vibrants de l'aventure. Ils étaient prêts à se frayer un chemin par les armes, si la force publique était survenue pour les empêcher de passer. Le plus extraordinaire de l'histoire est que ce cortège étrange de voitures lourdement chargées, passant le matin à travers Lannion à petite allure, n'ait pas été signalé à la police, qui pendant des semaines rechercha en vain les traces du mystérieux déchargement.

Fausse manœuvre.

Le 27 août parut le dernier numéro de *Breiz Atao*, qui fut saisi à peine sorti des presses. J'avais mis en lettres énormes le titre de l'éditorial de Debauvais : « Partez, Monsieur Daladier » et en plus petit : « Vous avez trompé le pays. » Le culot ne nous manquait pas de nous adresser sur ce ton au chef d'un pays en train de fourbir ses armes pour en finir avec « l'ennemi héréditaire ». D'autres articles prophétiques annonçaient les événements qui allaient se dérouler en Europe dans les mois suivants. La défaite de la Pologne et celle de la France étaient prévues dans les délais et les modalités où elles auront lieu. Une fois de plus les Bretons étaient invités à s'opposer à cette guerre criminelle par tous les moyens.

« Deb s'attend à ce que nous soyons arrêtés d'une heure à l'autre. A son tour, notre congrès prévu à Pontivy est interdit. Notre délai de grâce tient à ce que l'action judiciaire a été accrochée sur le thème du débarquement supposé. Tant que le juge d'instruction n'aura pas trouvé le truc pour nous « embarquer » dans le dundee, nous resterons libres. « Mais, me dit Deb, il y a ton numéro sur le

bureau du juge d'instruction, je serais bien étonné si le parquet n'y relevait le prétexte qu'il cherche. » — « Pouvions-nous faire moins à un moment comme celui-ci ? » — « Je ne pourrais rien te reprocher sans me le reprocher à moi-même », me répond Deb avec son bon sourire. »

Lui et moi sommes bien embêtés car le vide s'est fait autour de nous. Le mot d'ordre de Lainé fait des ravages. Nos adhérents aussi se sont terrés. Il est en effet impossible de tracer une délimitation entre le Service Spécial et le parti, puisque la plupart des « militaires », sinon tous, sont membres du parti, sans que leur qualité confidentielle soit connue. Un mot d'ordre suivi par un « militaire » peut donc être interprété par un non-initié comme un mot d'ordre confidentiel du parti. Pourquoi Lainé a-t-il pris sur lui une pareille décision sans nous consulter ?

Deb part dans la traction de Castor à sa recherche. Au bout de trois jours il revient bredouille. La terre semble l'avoir avalé. Si la guerre éclate demain, nous allons l'affronter en pleine pagaille. En temps normal la tactique de la « terre brûlée » présentait des avantages. A la veille de ce que nous pressentions comme l'heure H de notre entrée en action, elle était non seulement indéfendable, mais suspecte aux yeux de quelques-uns tout du moins. Pour nous qui connaissions l'homme à fond, nous devinions quel avait été son raisonnement. Le point de départ devait certainement en être une confiance que nous avait faite Gérard peu de temps auparavant au cours d'une de ses visites éclairs. Un officier qu'il connaissait à l'état-major général lui avait confié que l'armée allemande ne disposerait pas des réserves instruites ni surtout de l'artillerie nécessaire avant 1945. De l'avis de ces spécialistes, une guerre, déclenchée avant cette date encore lointaine, serait d'un résultat douteux. Donc, d'après Lainé, puisque la victoire de l'Allemagne était dans les plans du Très-Haut, il ne pouvait pas être possible que la guerre éclate quand le Reich n'était pas sûr de la gagner. La liquidation du « latinisme pourri et du mercantilisme anglo-saxon » était pour plus tard. La crise de 1939, pas plus que celle de 1938, n'aurait de suite grave et une fois passée l'alerte, il pourrait en toute tranquillité faire sortir ses hommes de leurs « planques » et reprendre ses préparatifs techniques au point où il les avait interrompus. Debauvais était paralysé. Même s'il avait envoyé aux adhérents un ordre annulant celui de son secrétaire général, il n'aurait fait qu'engendrer la confusion et aurait mis au grand jour le désac-

cord des dirigeants. Il ne pouvait pas non plus se substituer à Lainé dans l'animation du plan militaire qui ne relevait pas de lui.

Il fallait donc oublier les beaux rêves et se débrouiller au mieux.

Position de principe.

Dans une situation aussi mouvante que celle de l'été 39, il était impossible à *Breiz Atao* de suivre un plan arrêté d'avance. La seule chose qui nous était permise était une prise de position de principe qui serve de guide à notre conduite, celle-ci pouvant se modeler aux circonstances.

Cette position de principe, nous l'avions proclamée depuis toujours : plus d'utilisation des Bretons. C'est-à-dire : plus une goutte de sang breton pour des causes étrangères à la nôtre qui jouit d'une priorité absolue. La traduction de ce principe de base, dans les circonstances de 1939, était logiquement : refus de combattre, dans l'armée française, des soi-disant ennemis qui n'en voulaient nullement à la Bretagne, refus de sacrifier quoi que ce soit à l'effort de guerre, étant entendu que ces refus constituaient un attitude passive et d'attente.

Mais pour ceux qui ne se contentaient pas de la passivité, c'est-à-dire pour les hommes de *Breiz Atao*, une opinion signifiait obligatoirement un engagement. La politique française à notre égard avait exclu le dialogue. Nous étions mis hors la loi et pourchassés par la police. Nous étions en somme projetés dans le camp ennemi de la France. Le choix nous était imposé et à moins d'être paralysés par la peur des conséquences possibles, nous ne pouvions pas faire autre chose que relever le gant.

Nous avions expérimenté, au demeurant, ce que signifiait une guerre pour la Bretagne : l'élimination physique de la véritable élite de la génération active, et surtout un pas géant de plus dans la voie de l'assimilation par suite de la communion de fait dans un chauvinisme et des sacrifices communs.

Donner notre sang sans contrepartie eût été lâcheté et jobardise. Il fallait bien que le sacrifice des « Bleimor¹⁰ » de 14-18 ait servi à quelque chose dans le sens d'une démonstration par l'absurde. Enfin, l'exemple de la Semaine de Pâques de Dublin,

10. Voir, chapitre 5, le sous-chapitre « Nos mentors ».

en 1916, ne cessait de nous hanter : une poignée d'hommes qui risque tout pour montrer au reste de la nation où est la voie de son salut ! L'alternative était répulsive : donner une exhibition de couardise en faisant le contraire de ce que nous avions prêché depuis vingt ans. L'idée bretonne serait apparue ce qu'elle n'était pas, un verbiage sans conséquences et ne s'en serait pas relevée. Nous n'avions pas le droit de faire de nous-mêmes les fossoyeurs de notre nationalité quand l'occasion tant attendue nous était donnée de prouver son existence, comme on prouve le mouvement en marchant.

Nous étions sans illusions. Nous savions que si nous échouions nous serions des traîtres et que si nous réussissions nous serions des héros. Nous savions qu'on nous reprocherait d'avoir « poignardé la France dans le dos ». Pour nous, le reproche était ridicule. Il est de bonne guerre, pour attaquer un ennemi plus puissant, de choisir le moment où il est en difficulté. Dès les débuts de notre action (*Breiz Atao*, avril 1925 et février 1926) nous l'avions dit. Nous ne prenions personne par surprise. Sentimentalement nous étions prêts, intellectuellement aussi. *Breiz Atao* se savait la mission de détruire l'Etat jacobin et savait que cette France-là devait disparaître pour que l'Europe revienne à ses sources et puisse respirer. Politiquement, nous n'inaugurons rien. L'éventualité de la guerre franco-allemande faisait intervenir un troisième interlocuteur dont nous ne pouvions pas ne pas tenir compte. Les conditions redevaient celles du xv^e siècle et imposaient la même option aux patriotes bretons.

L'histoire ne reprenait-elle pas son rythme séculaire ? C'est la cavalerie allemande qui avait chargé pour la Bretagne au champ de Saint-Aubin. Pourquoi pas aujourd'hui les panzers ? En 1490 la bonne duchesse Anne avait frappé monnaie à l'effigie de l'hermine unie à l'aigle impérial et de nouveau, en 1501, elle avait écarté les fleurs de lys, quand elle avait marié sa fille Claude avec le futur Charles Quint, toujours avec la même idée arrêtée de s'appuyer sur la force allemande pour faire échec à la force française. Il nous revenait des souvenirs pervers. Quand le chancelier de Bretagne, Jehan de Malestroit, ayant engagé le roi de France à attaquer l'Anglais, et promis troupes, vivres et munitions, amena son armée à une lieue du camp français, il regarda sans bouger la cavalerie française s'élançant. Ses troupes contemplèrent l'arme au pied le désastre de l'armée qu'elles étaient sensées secourir et ce fut Azincourt (*Ar Vro*, N° 28, p. 41).

Nous n'étions, en revanche, nullement tentés de suivre l'exemple d'Audren Kerdrel qui, lorsque Bidart de la Noë, maire de Rennes, et ses amis envisagèrent en 1870 de proclamer l'indépendance bretonne, leur objecta que le moment était mal choisi et fit repousser la proposition. (Rapporté par le recteur de Bangor, témoin oculaire, à deux personnes, dont le barde Jacob.)

Nous préférons l'exemple de Masaryk et Bénès, forgeant leur Etat national en Amérique et à Paris, avec l'aide des ennemis de leur patrie officielle, ou celui de Pilsudski et ses Polonais, acharnés à trouver des alliés contre leurs oppresseurs, ou encore celui des Irlandais et des Ecossais offrant des régiments aux rois Louis de France pour combattre l'ennemi anglais. Notre peuple n'avait pas moins de raisons, pas moins de titres qu'eux.

La question de notre légitimité m'avait préoccupé. On pouvait nous objecter que le peuple breton admettant dans son ensemble le régime auquel il était soumis, il n'appartenait pas à des individus sans mandat de le rejeter en son nom. Ce faisant, au contraire, ils s'excluaient de la communauté bretonne. L'argumentation avait son poids sur le plan de l'opinion publique. Juridiquement, elle ne tenait pas, le contrat d'Union ayant été violé par l'Assemblée Constituante en 1790 et le peuple breton n'ayant jamais été consulté sur le thème depuis. En conscience, elle ne nous effleurait pas. C'est un homme et un homme seul qui a fait sauter le monument de Rennes, en 1932. Aujourd'hui, avec un recul de quarante ans, il est permis de penser qu'il exprimait le sentiment profond et authentique de la majorité des Bretons. Il l'exprimait certainement beaucoup mieux que les votes de centaines de mille d'électeurs se prononçant sur des professions de foi ou des programmes élaborés à Paris et n'ayant que peu de rapports avec leurs soucis vrais. Le plan sur lequel nous étions n'était pas celui de la volonté majoritaire, si tant est qu'elle n'est pas une illusion, mais celui de la vérité et de l'erreur, du droit et de l'injustice, de l'humain et de l'inhumain. Les dépositaires de la nationalité sont ceux qui en sont conscients. Seuls ils en sont comptables. Les autres sont en dehors du débat. Il appartenait aux patriotes et à eux seuls de décider de la conduite de la Bretagne en face des événements mettant son existence en question. Un fait nous avait toujours frappés, au cours de notre action : nous n'avions jamais été désavoués spontanément par le peuple. Nos adversaires n'ont jamais monté contre nous une seule contre-manifestation en vingt ans, pour la raison que c'était impossible. Les seuls qui se sont levés devant

nous ont été les bénéficiaires du régime. J'ai noté, en 1939, ces propos d'un soldat du *Kadervenn* :

« Qu'importe que nous soyons dix ou dix mille ou un million ! Nous représentons la nation bretonne parce que nous sommes la nation bretonne faite chair. Nous sommes en guerre avec la France, une guerre que nous avons très régulièrement déclarée. Les pays qui entreront en guerre contre elle seront très régulièrement nos alliés. On nous a dit que sans mandats il n'était pas possible de distinguer les sincères des charlatans. Quelle bêtise ! Des imposteurs, des fumistes ne font pas ce que nous faisons. Ils ne risquent pas leur liberté et leur peau. C'est nous qui sommes les Bretons. Les autres sont ce qu'ils veulent, français si ça peut leur faire plaisir. Quelle importance ? »

Fuite en avant.

Au demeurant, Debauvais était trop prévoyant pour être pris au dépourvu, il avait son plan en poche.

« Le 26 août au soir je rentre à Port-Mer aux environs de Cancale, où ma femme et mes enfants passent quelques jours dans la pension d'un copain, Joseph P. Je le trouve préoccupé à mon sujet. En ville, il a vu des « chapeaux ronds », car c'est ainsi qu'il appelle les policiers. Je le crois volontiers, car j'ai passé la journée à épier leurs collègues faisant perquisition sur perquisition sur le sillon de Paramé. C'est évident, il faut que demain matin nous évacuions sur Bois-Colombes où j'ai loué un appartement que la police ne doit pas connaître. Le seul problème est de trouver une voiture. Je sors à l'aube dans ce but. A peine dehors, une voix me hèle. Je découvre dans l'ombre le cabriolet de Debauvais. Il était arrivé dans la nuit avec sa femme et son fils, que j'aperçois endormi entre les valises. « Je suis venu t'avertir. La police nous cherche. Le journal a été interdit et saisi hier. Nous devons partir si nous voulons conserver notre liberté d'action. Il faut passer immédiatement en pays neutre. J'ai préparé des jalons. On m'attend en Belgique. Si tu veux, rendez-vous après-demain à Bruxelles, chez Fred. » Sur ce, il m'emmène à Paramé chez Castor, qui, toujours disposé à rendre service,

me prête sa traction que je lui laisserai à Tourcoing. Ainsi dit, ainsi fait. Le 28 nous étions tous les cinq à Tournai et le soir à Bruxelles. Nous avions passé la frontière en taxi et à la douane française, le chauffeur nous avait dispensés de descendre. C'est lui qui avait présenté nos passeports au policier de service, qui ne les avait même pas regardés. Quelle détente pour nous tous, quand nous nous trouvâmes sous la juridiction d'un douanier belge pointilleux, qui prit un malin plaisir à défaire nos valises, tant il était choqué de voir « un Français passer à l'étranger dans un moment comme celui-ci ». Pour le rassurer, je lui dis que j'allais embrasser ma grand-mère à Tournai avant de me rendre sous les drapeaux. Du coup, l'inspection avait pris fin. »

Deb était passé de son côté en train omnibus frontalier, du côté de Dunkerque. Le jour même à Bruxelles une mauvaise nouvelle nous attendait. La police belge avait reçu l'ordre de nous refouler sur la France. Deb pense à la Hollande. Il téléphone à notre correspondant hollandais qui exprime des craintes. Le sort en est jeté. Le 29 au soir nous passons la frontière allemande, où Hans Otto Wagner, marié depuis peu à Cologne, alerté, nous attendait, flanqué d'un officier en civil qui aplanit les difficultés. On met les familles dans un hôtel et une conversation a lieu. L'officier, bloc-note en main, nous demande les numéros des régiments que nous aurions pu noter sur les cols des soldats à Tournai. Deb et moi nous regardons interloqués. Nous avouons ne pas y avoir prêté attention. Dépité, l'officier s'en va. Wagner, moitié gêné, moitié amusé, s'explique : « J'ai bien dû inventer une histoire pour qu'on vous laisse entrer ici, mais nous trouverons bien une formule. »

Après quelques jours passés dans un hôtel de Wuppertal, nous débarquons à Berlin avec femmes et enfants. Bien décidés à nous en évader le plus vite possible, car s'il était une chose que nous redoutions, c'était qu'on puisse nous faire passer, en France, pour de simples agents d'une puissance étrangère.

III

ANNÉE DÉCISIVE

« En politique, le nombre n'est rien, l'action est tout. »

Pierre GAXOTTE.

LA DROLE DE GUERRE BRETONNE

Vers le 10 août, Lainé ne s'était pas encore rendu compte de l'ampleur de la réaction policière et continuait la routine d'instruction du *Kadervenn*. A Rennes, il fait reconnaître trois objectifs à Patrick Guérin : un passage à niveau sur la ligne de Saint-Malo, les sous-sols de la poste centrale et la gare, en particulier les aiguillages vers Paris. Peu après, il rencontre Debauvais qui l'invite à venir, éventuellement, le rejoindre à l'étranger où il pense qu'il devra inévitablement se réfugier. Mais Lainé continue à répéter que la guerre n'aura pas lieu. Le dimanche 27 août, alors que je roule avec Debauvais vers Paris, Lainé accompagné de ses deux lieutenants, Geffroy et Guérin, tombe à Morlaix sur les affiches de la mobilisation générale. Mais il n'est pas ébranlé. Il pense qu'il faut courber le dos sous l'orage en attendant qu'il passe, annonce à ses amis qu'il va rejoindre son régiment et demande à Guérin, qui a la chance d'être réformé temporaire, d'assurer la liaison. Première mission : informer les camarades recherchés par la police de se constituer prisonniers¹. Il va les chercher en Cornouaille où ils ne sont plus et revient à Rennes.

« Je prends le train à Châteaulin. Bondé, pagaille. Le convoi marche au pas ou presque. Les gens disent que c'est parce que *Breiz Atao* a préparé un plan de sabotage contre

1. Contesté par D. Guicysse, qui se souvient au contraire que l'ordre était de se cacher. Dans ses souvenirs Goulven Jacq rapporte que Lainé, rencontré en gare de Rennes, ne savait pas s'il devait embaucher les mobilisés ou les laisser partir au front.

la mobilisation. On ne dira pas après ça que nous sommes loin de l'âme du peuple. Des hommes pleurent. Un jeune paysan crie : « Mais qu'est-ce qu'ils attendent, les *Gwenha-Du* ? » Il devrait le demander à Célestin. Je me rends compte que la guerre le prend complètement au dépourvu. Ses voix, sans doute, étaient en vacances. Mais, à quoi bon ironiser ? Chacun, en fonction de sa place à ce moment, de son tempérament, de ses moyens et de ses informations, a fait, je crois, de son mieux. » (Mémoires de P. Guérin.)

En septembre, Helloco, Coëtlogon, Bruchet, Louarn et Péresse, compromis dans l'affaire du bateau, sont arrêtés. Quand les policiers arrivent aux bureaux de *Breiz Atao*, ils ne trouvent ni fichiers ni correspondance, qui ont été « planqués » par les filles dévouées du mouvement, Denise Guieysse et Yvonne Auffret. De dépit, ils embarquent le secrétaire, le jeune Maubré, en le bourrant de coups.

« Je proteste, raconte Denise Guieysse, qui était présente, en disant que ce n'est pas légal, puisqu'il n'y avait aucune raison ni inculpation pour justifier une arrestation. Le commissaire Buchet me répond textuellement : « Il n'y a plus de lois pour vous, c'est une question de force et c'est nous les plus forts. Quand Hitler sera le maître, ce sera peut-être vous. Pour le moment, c'est nous ². »

Le 19 octobre est prononcée la dissolution du *Parti National Breton*, dont les biens sont mis sous séquestre comme « biens de l'ennemi », reconnaissance implicite de notre qualité de belligérants. Les bureaux de la rue des Francs-Bourgeois sont occupés par le Commissariat de Police du 1^{er} arrondissement. Tout le mobilier est confisqué, y compris les objets personnels appartenant aux uns ou aux autres et qui ne seront pas restitués. Les stocks de livres et d'imprimés furent transportés au cimetière de l'Est et brûlés derrière le mur. En fait, c'est dans toute la Bretagne la chasse aux livres bretons, y compris grammaires, dictionnaires et histoires : un autodafé général. Lainé, qui, selon

2. Condamné à un an de prison pour avoir été trouvé porteur de papillons de propagande bretonne, il devait mourir des suites de sa détention. Son frère et sa sœur furent assassinés en 1944. Les militants, compromis dans l'affaire du bateau, arrêtés en août 1939, passèrent de leur côté le rude hiver 39-40 en prison, à Brest puis à Nantes et ne firent l'objet d'un non-lieu qu'en février. On n'avait apporté aucune preuve contre eux.

sa tactique, verse de l'huile sur le feu, adresse du front à une amie, Finotte Péresse, des cartes ouvertes où il invite les nationalistes bretons, en termes à peine voilés, à se tenir prêts. La pauvre fille est arrêtée, mais on doit l'acquitter après 4 mois et demi de prévention ³. Lainé est arrêté à son corps le 28 octobre, jugé à huis clos et envoyé pour cinq ans à Clairvaux. Cette condamnation n'avait rien de routinier. Un observateur envoyé par le ministre des Armées avait surveillé les opérations du conseil de guerre.

A la même époque, Ernest Lelandais et Charles Meunier-Surcouf sont arrêtés pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat. Leur dossier est vide. Non-lieu après six mois au secret. Olivier Chevillote et Marcel Guieysse, membres importants du parti, sont inculpés à leur tour et mis en prévention de conseil de guerre. L'instruction traîne et était toujours en cours quand survint la débâcle. En tout six cents perquisitions ont eu lieu en Bretagne et à Paris, beaucoup après violation de domicile par effraction. La répression est permanente et ne s'embarrasse pas de légalité. Les dossiers de l'avocat Pierre Le Coz, défenseur de Le Rouzic est contraint par arrêté préfectoral de quitter Guingamp, mais il y rentre au bout de quinze jours à la suite des protestations de la population. Des camarades, dont Lannéval, sont arrêtés pour « propos défaitistes ». Dès l'été, la salle *Kervreiz*, où se tenaient à Paris les réunions bretonnes, est fermée, après que seuls les livres et revues écrits en breton aient été emportés pour être détruits. Rouverte comme Foyer du Soldat Breton, elle est de nouveau et définitivement fermée en janvier 1940. La revue littéraire *Sav*, « Debout », des bretonnants de Paris est bloquée par les services postaux, puis interdite. Dans l'armée, on signale des Bretons cassés de leur grade. Dès avant la guerre, lieutenant de réserve, j'avais été suspendu de mon grade par le ministre Maginot pour être versé, en cas de mobilisation, dans une compagnie de discipline. Avant la guerre aussi, le médecin auxiliaire Léon, et pendant la guerre, le pharmacien Georges Leroux, tous deux connus pour leurs sentiments nationalistes, furent cassés et rétrogradés soldats de deuxième

3. Pour la façon indigne dont elle fut traitée, voir *l'Heure Bretonne*, n° 1. A retenir cette réponse du juge d'instruction auquel elle demandait un permis pour recevoir des livres bretons : « Tout ce qui peut concerner l'autonomie, la langue, les coutumes, le folklore, même vos pardons doit disparaître. »

classe. Les militants non mobilisés sont surveillés, interrogés par la police quand ils se sont rendus visite. Le courrier est intercepté ouvertement. En mars, quand Germain Breton va voir ce qu'il est advenu de son moulin de Penfoull, centre des campeurs bretons, il le trouve dévasté et couvert d'inscriptions injurieuses. Denise Guieysse qui avait été mise à pied sans retraite ni indemnité de sa place de fonctionnaire et Henriette, femme de Geffroy, sont placées en résidence forcée à Locquirec et obligées d'abandonner l'activité de représentation qui les faisait vivre. Le 11 juin 1940, leur situation est encore aggravée par l'ordre qui leur est donné de venir vivre au chef-lieu de canton, dans une maison misérable en face de la gendarmerie, dont le propriétaire venait de se pendre⁴.

Contre Debauvais et moi-même, des poursuites avaient été décidées le 26 août 1939. Nous fûmes condamnés en décembre à cinq ans de prison pour insoumission en temps de guerre. Au début de l'année suivante, Basset de Rennes, qui, au titre d'ami personnel de Lainé, avait reçu de Hollande, de Hongrie et d'Italie nos imprimés clandestins, vint les remettre au procureur de la République. Ce fut le départ d'une nouvelle instruction contre nous, qui aboutit, le 7 mai 1940, à notre condamnation à mort par le conseil de guerre de Rennes, pour « reconstitution de ligue dissoute, incitation de militaires à la désobéissance, intelligence avec l'ennemi, trahison ».

Au front.

« L'immense majorité des mobilisés bretons, raconte Marcel Guieysse, sont partis à contre-cœur pour cette guerre à laquelle ils ne comprenaient rien. Ils pressentaient qu'ils seraient sacrifiés une fois de plus... Aussi leur moral était-il très bas. Un officier avait remarqué que la présence de quelques Bretons dans une formation suffisait à la démoraliser. Un de mes amis, secrétaire dans un bureau d'état-major à Paris, avait lu cette phrase dans un rapport du front : « Je ne reconnais plus les Bretons. Lors de la dernière guerre, ils étaient les premiers à accepter toutes les missions et à se faire tuer. Cette fois-ci, ils sont les premiers à se planquer. »

4. Les deux précédents paragraphes ont été établis d'après les souvenirs de plusieurs personnes, en particulier ceux de Denise et Marcel Guieysse.

L'occasion était belle pour nos militants sous les drapeaux de faire remarquer à leurs compatriotes : « Si vous nous aviez suivis et soutenus, vous ne seriez pas ici aujourd'hui. » Ils répondaient : « Vous aviez raison. Ah ! Si on avait su ! »

Les activistes remplirent partout le rôle d'organisateurs de la défaite. Ils rendaient à la France la monnaie de sa pièce. (Youen Drézen, que ses fonctions de vaguemestre faisaient beaucoup circuler, s'en donnait à cœur joie. Son éternel sourire était le camouflage commode de ses ténébreuses activités.) Dans certaines unités (p. ex. la 68^e Division) les exercices n'eurent pratiquement pas lieu pendant des mois, les hommes refusant de marcher ou de manœuvrer. On dut mélanger des régiments bretons avec d'autres pour tenter de briser cet état d'esprit (cas du 218^e R.I.). On a dit qu'en plusieurs circonstances, les lignes françaises, notamment sur la Meuse, avaient cédé par suite de la défection des Bretons.

L'occupation de la Bretagne par l'armée anglaise, qui en prenait à ses aises, avait causé de nombreux incidents. Il y avait souvent à l'hôpital des hommes blessés au cours de rixes avec les tommies. La conduite des Anglais, à Dunkerque, allant jusqu'à abattre les nôtres qui essayaient d'embarquer avec eux, exaspéra les esprits contre l'allié plus que contre l'ennemi. »

Il se développait donc en Bretagne, contre notre attente, une psychose favorable à nos intentions, que le retour des démobilisés ne pouvait qu'accentuer. Il est à noter que les efforts de la propagande autonomiste par l'imprimé (et à la fin par les ondes, comme on le verra plus loin) eurent peu de part dans cette évolution. Par contre la mobilisation de tous les hommes valides, allant jusqu'à 65 ans dans les zones des ports, les réquisitions absurdes privant parfois une commune de tous ses chevaux sauf un ou deux, pour les envoyer crever de faim dans des enclos en ville, avaient soulevé le mécontentement profond des couches populaires. Mais les chefs réfugiés à l'étranger ne devaient rien savoir de cela. Le service spécial de Lainé, qui, logiquement, aurait dû ménager des voies d'information en passant par des pays neutres, ne s'en était pas soucié, dans sa sous-estimation de l'intérêt de l'action politique. La coupure entre Rennes et Berlin, de 1939 à 1940, fut totale.

L'OPERATION « 40 »

La situation politique dans les pays en guerre ou exposés à ses dangers ne fut pas moins riche en paradoxes que la « drôle de guerre » au front. Les émissaires bretons passés à l'étranger en firent vite l'expérience.

Leur première surprise fut que l'Allemagne en guerre avec la France continua à pratiquer la même propagande francophile qu'auparavant, ce qui la mettait dans l'impossibilité non seulement d'aider les nationalistes bretons, mais même de les admettre sur son territoire. Il faut que personne ne sache qui nous sommes. On nous remet des passeports d'apatrides avec des noms de fantaisie, F. Durieux né en Lorraine annexée et Otto Mohri, de Trois-Rivières, au Québec. Femmes et enfants sont pareillement camouflés. La fiction adoptée est que nous entrons dans un plan du service secret, au sujet duquel ledit service, pour mériter son nom, n'a aucune explication à donner aux Affaires Etrangères, à condition bien entendu que nous ne fassions pas remarquer notre présence.

« Je dîne avec un ami de Wagner, le Dr Walter Reusch, au *Schwabenwirt*, à la lumière des bougies et au son de la cithare. Il me raconte que la déclaration de guerre de la France, le 2 septembre dernier, a plongé le gouvernement dans une telle stupeur et si bien bouleversé tous ses plans à l'ouest, que la censure reçut l'ordre de retarder l'information le plus longtemps possible. La déclaration de guerre

de l'Angleterre eut l'honneur des manchettes. Mais de la France, pas un mot¹. »

Dialogue de sourds.

Deux membres du service secret, dont le bureau est au ministère de la Guerre, Tirpitzufer, ont établi le contact avec nous, le baron Schenk von Stauffenberg², ancien capitaine de cavalerie, revenu de la grande guerre truffé d'éclats d'obus et partiellement paralysé, mais que sa fine culture politique et sa parfaite connaissance de plusieurs langues étrangères rendaient précieux dans un cas aussi délicat que le nôtre ; puis Kurt Haller, avec le grade plus modeste de *Sonderführer Z*, c'est-à-dire employé militarisé assimilé à sous-lieutenant, qui était un cadet et un disciple de Wagner. Ces deux personnages dépendaient du service d'un officier de l'active, pour nous Mr. Messerschmidt, en réalité le capitaine Marwede.

Pour rendre nos contacts plus discrets, on m'avait assigné résidence dans un bel appartement réquisitionné, Traunsteinerstrasse, 7, où une chambre avait été affectée à Haller. (Debauvais reçut un logement confortable à Grunewald, à une demi-heure dans l'ouest de la ville.) Nous pûmes y disposer d'un vaste bureau, avec téléphone, radio et machine à écrire, où petit à petit nous devions concentrer la documentation et les livres que pendant l'hiver nous fîmes venir de Belgique. Le baron avait ses habitudes à l'hôtel Adlon.

Debauvais entra de suite dans le personnage de chef-de-gouvernement-en-exil. Il rédige note sur note réclamant la reconnaissance du caractère diplomatique de notre délégation. Il récuse l'aide matérielle qui nous est offerte, sous forme par exemple de logements dont nous ne payons pas le loyer. Il propose de contracter un emprunt portant 2 % d'intérêt, remboursable par le parti après la guerre, afin de couvrir nos dépenses. « On va bien voir, me dit-il ! » — « Mais non, mon vieux, on ne va rien voir du tout. Ta note ira dormir dans un carton. Quand auras-tu compris que nous n'avons pas d'interlocuteurs ? Per-

1. Le peuple allemand ne sut à quoi s'en tenir pendant deux semaines, jusqu'au jour où le communiqué ayant annoncé qu'un avion « ennemi » avait été abattu « à l'ouest », il dut se rendre à l'évidence avec un crève-cœur.

2. Député au Reichstag pour Sigmaringen et oncle du colonel auteur de l'attentat contre Hitler, du 20.7.44.

sonne ne saura jamais rien de ta note. Mais je la signe quand même et suis d'avis de la remettre, dans le vague espoir qu'elle aille jusqu'à l'amiral (Canaris). C'est un gentleman et il dira à Marwede de nous f... la paix ».

« Marwede veut à tout prix nous utiliser. Peut-être a-t-il besoin de justifier notre présence à Berlin. Il arrive affairé. Sans nous donner le temps de respirer, il nous met une liasse de textes allemands sous les yeux : « Traduisez ça tout de suite, c'est pressé. Naturellement, vous pouvez modifier la rédaction. Il faut que ça paraisse très français, rédigé par des Français... » Nous n'aimons pas du tout le ton comminatoire et, sans mot dire, nous nous penchons sur les papiers. Je traduis à haute voix en lisant. Ce sont des appels invitant les soldats français à se mutiner. Deb relève la tête. Il montre le visage fermé que je lui connais bien et qui respire une volonté qu'aucune séduction ni aucune menace ne pourra ébranler. Marwede aussi, quoi qu'il soit d'un type assez épais, semble avoir réalisé que son petit bluff n'a pas pris. Il cligne des paupières derrière son lorgnon. « Nous ne pouvons pas faire ça, dit Deb, nous regrettons beaucoup. » Marwede se tourne vers moi. J'ajoute : « Incompatible avec notre mission. — « Alors, que faites-vous ici ? » lance l'officier furieux. « Bien, reprend Deb, nous vous remettons une note à ce sujet, demain, oui, dès demain. » Le Prussien s'en va à grandes enjambées en enfonçant son chapeau d'une claque. Nous avons le sourire. »

Je dirige personnellement mes efforts dans une direction moins officielle. Nous sommes terriblement isolés. Tevenar n'est pas *persona grata* et, travaillant dans un bureau de l'A.A. (*Auswärtiges Amt*, Affaires étrangères) où la France est tabou, il est condamné au silence. Wagner, mobilisé, est je ne sais où. Nous n'avons de contact qu'avec le baron et Kurt Haller. C'est eux qu'il faut gagner, personnellement. Ce fut le début de longues conversations, surtout le soir, en suçant un cigare, au cours desquelles je racontais à mes interlocuteurs nos vingt ans d'aventures et de lutte. J'essayais de leur faire partager notre idéal et, ma foi, j'avais la satisfaction de constater que, de plus en plus, nos surveillants prenaient l'affaire bretonne à cœur. Nous avons enfin des avocats dans la place.

Politique bretonne quand même.

Grâce à eux, nous pûmes saisir l'opinion mondiale au moyen d'une proclamation, le 12 octobre 1939, en breton, français, anglais, allemand et néerlandais, affirmant le droit de la nation bretonne de rester neutre dans un conflit qui ne l'intéressait pas. Ce texte fixait clairement la position du P.N.B. et n'était pas, comme on l'a dit légèrement, une déclaration de guerre à la France. Si tel avait été le cas, nous aurions fait de suite les traductions de Marwede. Etant donné le climat régnant dans le Reich, une politique anti-française aurait attiré la foudre sur nos têtes. Tandis que notre proclamation, intégralement expédiée de Belgique et de Hollande, ne devait pas provoquer d'enquête gênante à notre endroit.

Entre-temps, nous nous rencontrions discrètement dans des bistrotts anonymes avec Gérard von Tevenar, qui nous aide à nous reconnaître dans les arcanes de la politique intérieure allemande. Il nous avertit, pessimiste : « Nous sommes capables de gagner la guerre militairement, mais nous la perdrons à coup sûr politiquement. » C'est aussi l'avis du baron, avec lequel maintenant je cause librement. Son mot favori pour les nazis est *die Schurken*, « les canailles ». Telle est notre position : nous cherchons l'appui d'un Etat qui ne veut pas entendre parler de nous, avec l'aide d'hommes qui sont ses ennemis. Le bon combat est rarement mené d'une façon claire. Les principes sur lesquels est bâti le III^e Reich sont, en bonne part, la négation des valeurs pour lesquelles nous avons combattu, mais l'autre camp nous refuse le droit à la vie. Si notre force n'était pas dérisoire, je dirais : Utilisons l'Allemagne, sans nous compromettre avec elle. Je retrouve cette note :

« Nous n'avons aucune responsabilité dans cette guerre, au contraire. Nous avons été les seuls en France à nous élever contre elle. Mais puisqu'elle est là, nous devons en tirer le meilleur parti. Trois éventualités sont possibles : primo : La France est écrasée et démembrée. Dans ce cas, nous devons prendre en temps voulu une attitude d'alliés qui nous donnera un titre suffisant pour épargner à la Bretagne le sort du vaincu et tirer notre épingle du jeu.

Seconde éventualité : la France s'en sort avec une paix négociée. Là encore le calcul précédent est valable, pour

que le vainqueur, par reconnaissance, exige des concessions françaises en Bretagne.

Dernière possibilité : le Reich est battu, éliminé. Nous disparaîtrons, mais nous aurons laissé un exemple à nos fils, nous aurons au moins créé un précédent historique. Ce capital moral sera indestructible et nous serons les seuls à payer la facture. »

Debauvais continue à faire des histoires chaque fois qu'il ne nous est pas donné de payer ce que nous dépensons. Il me cite l'exemple de Sir Roger Casement³ qui, en 1915, refusa systématiquement toute aide financière du gouvernement impérial. « Justement, lui dis-je, ces scrupules ne lui ont servi à rien. Ses juges n'ont pas prêté la moindre attention à cette preuve de son indépendance et de son désintéressement. Pour lui c'était la corde, dans tous les cas. »

« Tevenar a dîné à la maison hier soir. Nous en avons profité pour voir où en était notre vieux plan de « révolution des ethnies » et d'« empire nordique ». Pour lui et ses amis, le premier stade est l'éclatement des grands Etats multinationaux. D'abord, dit-il, détruire ces machines de mort, ensuite fédérer les ethnies (il dit : *Völker*). Il sera atteint en deux temps : l'éclatement de la France, de l'extérieur, par la force des armes allemandes et l'utilisation tactique des courants allemands anti-français pour empêcher une rénovation du jacobinisme français par les nazis. Ensuite, éclatement de l'Allemagne, de l'intérieur, au moyen d'une révolution anti-hitlérienne où les Français se joindraient naturellement aux conspirateurs allemands. Ce plan, qui ressemblait plus à une rêverie qu'à autre chose et qui même à ses auteurs paraissait très ambitieux, ne nous semblait à la longue ni ridicule, ni irréalisable. Il était en tout cas le seul qui soit en accord avec notre doctrine et

3. Irlandais ayant fait une remarquable carrière dans le Service Extérieur britannique, rallié ensuite au nationalisme irlandais en 1912, il se rendit de New York à Berlin en 1914, pour solliciter l'alliance militaire allemande en vue d'un soulèvement armé dans sa patrie. Il tenta de créer une brigade irlandaise parmi les Irlandais faits prisonniers par l'armée allemande durant la Première Guerre Mondiale. Transporté par un sous-marin allemand, il débarqua en Irlande. Fait prisonnier, les Anglais le pendirent en août 1916.

cela nous suffisait. Mais il eût été dément d'en faire profession : chaque habitant du Reich avait le camp de concentration à sa porte. Nous ne pouvions voir en lui qu'une lointaine lumière qui entretenait nos espoirs, rien de plus. En attendant, nous avions devant nous des démarches pratiques et nous devions jouer les personnages idoines pour les mener à bien. »

Conseil de guerre avec Deb. Nous nous trouvons devant deux nécessités : 1) faire connaître le cas de la Bretagne à l'opinion internationale, afin que notre apparition au moment du traité de paix rencontre la compréhension ; 2) maintenir ou mieux renouer le contact avec les camarades du pays, pour qu'ils sachent que la patrie n'est pas abandonnée et qu'on aura besoin d'eux ; éventuellement leur passer des consignes. Je propose la création d'un bulletin en plusieurs langues, *Ouest-Informations*, pour couvrir le premier objectif, et une circulaire confidentielle en breton, *Lizer Brezel*, « Lettre de guerre », pour toucher les adhérents. Nous restons fidèles à l'idée que ce serait une erreur de demeurer en Allemagne où notre indépendance peut être mise en question. Notre activité doit partir d'un pays neutre. Nous décidons de diviser les risques et les chances. Deb ira en Hollande et moi en Italie. En faisant des économies nous pourrions tenir plusieurs mois. Il n'y aurait que des avantages à ce que les familles restent où elles sont, afin de ne pas augmenter les frais de l'opération sans nécessité.

Debauvais, que l'impatience d'agir rongé comme toujours, ne se résigne pas à la précarité de nos relations avec le pays ; il ne tarde pas à concevoir un autre plan. Il me laisserait me débrouiller et lui se ferait débarquer sur la côte bretonne par un sous-marin allemand, pour prendre dans le pays même la tête d'une organisation clandestine de combat. A mon avis, le plan manquait totalement de réalisme et nous faisait tomber dans le romantisme politique. J'exposai à Deb que nous ne pouvions pas douter que la répression policière de 1939 n'ait fait place nette, ni que tous nos amis actifs n'aient été mobilisés. « Tu ne trouveras personne sur qui t'appuyer. Le jour de ton débarquement, au plus tard le lendemain, tu seras vendu. Dans ton intérêt comme dans celui de la cause, je dis non. » Debauvais, désolé, abandonna son projet.

Entre-temps, il avait fait venir nous rejoindre notre représentant à Bruxelles, Fred Moyses, afin de commencer la consti-

tution de l'équipe homogène et entraînée qui devrait agir au moment propice.

Intermède irlandais.

Il eût été étonnant que les Allemands n'aient pas cherché à tirer profit de la présence d'un homme ayant les capacités de Fred, qu'ils connaissaient fort bien depuis l'année précédente.

« Jim O'Donovan, raconte Fred, était le contact de l'I.R.A. avec certains milieux allemands. Il m'avait rendu visite à Bruxelles, à la fin de l'été 1938, alors que Deb était chez moi. Il était revenu au printemps 1939, à la suite de quoi je m'étais rendu à Londres, où un Breton de Dublin, Léo Millardet, m'avait mis en relation avec les Irlandais. Il en résulta pour moi plusieurs voyages à Cologne, chez Wagner, et à Hambourg. En août 1939, je rencontrai encore Donovan en Allemagne. Le lendemain du passage des leaders bretons à Bruxelles, j'étais de nouveau à Londres avec M. Le 3 septembre, j'étais chez Wagner à Cologne. De retour, je trouvais une convocation du consulat français, qui me remit mon ordre de mobilisation. Je le déposai dans la corbeille à papiers. Peu après, ma fiancée Emma Lavrys allait prendre contact avec Deb en Rhénanie, qui lui remit le texte d'une circulaire, que je polycopiai et envoyai aux abonnés de *Breiz Atao*. C'est vers le même moment que je reçus la visite de Wiesenmeyer qui me demanda de me rendre de nouveau en Angleterre pour remettre aux Irlandais le code de correspondance qu'il avait oublié de remettre à Donovan, ainsi qu'une somme de 50 000 livres sterling. Je pus vers le 20 septembre obtenir le visa britannique, et malgré une fouille soignée à Harwich, qui ne me laissa pas un poil de sec, le fameux code, pas plus que la monnaie ne furent découverts. Je rencontrai à nouveau M. à Londres, qui prit le code, mais refusa l'argent. Que faire ? J'avais un bon ami écossais sur place. Il accepta de garder la somme jusqu'à ce qu'un envoyé de l'I.R.A. vint la prendre. On peut appeler ça du panceltisme actif.

Depuis, je m'attendais chaque jour à ce que la police belge vienne me chercher pour me remettre à la frontière française. Malgré l'insistance de Deb pour que je le rejoigne

à Berlin, je répugnais à me fixer en Allemagne et je voulais aller dans un pays scandinave. Sur l'assurance de Deb que les Allemands me feraient passer au Danemark ou en Suède, je me décidai le 8 novembre à quitter la Belgique. Déguisé en voyageur de commerce avec une petite mallette, je me faufilai à travers les barbelés de la frontière vers l'heure de midi, quand les gabelous belges étaient à table. J'échouai inévitablement entre les pattes de la *Grenzpolizei* et passai deux jours à la prison de Prüm, d'où le baron vint m'extraire. »

Debauvais qui n'avait pas pu, par suite de mon opposition, réaliser son projet de liaison directe avec la Bretagne, proposa aux services allemands, à mon insu, d'y envoyer Fred. Mais ceux-ci avaient leur propre projet, qui était de l'envoyer en Irlande. Le poste émetteur avec lequel l'I.R.A. transmettait ses messages avait été confisqué par la police. Il s'agissait d'en passer un autre dans l'Île Verte.

« L'occasion, raconte encore Fred, fut l'arrivée de Sean Russell à Berlin. Il était débarqué comme *blind passenger* des Etats-Unis à Gênes, où un agent secret que nous appelions « le petit père Fromm » alla le chercher. Alors on forgea le plan de me faire passer en Erin avec Sean et le matériel nécessaire. Depuis des semaines on me bourrait de leçons de radio et de morse. L'avantage était que Sean avait les relations nécessaires dans le pays et moi la connaissance du matériel. En outre, je pouvais assister le chef de l'I.R.A. physiquement, car sa santé était pitoyable. Deb, qui ne voulait pas voir diminuer le potentiel de notre organisation, faisait une opposition obstinée au projet. Sur ce, arriva mai et l'offensive allemande à l'ouest. Un nouveau plan surgit, je crois encore à l'insu d'O.M., celui de me fourrer dans un camp de prisonniers pour y recruter des Bretons. Je dus suivre un nouveau cours, cette fois de « Maintien » en tant que prisonnier et on m'apporta un uniforme. Mais les événements allaient si vite que cette préparation fut inutile. Pour le projet irlandais, faute de pouvoir m'employer, les Allemands eurent l'idée d'aller chercher Frank Ryan, qui avait commandé les Irlandais de la Brigade Internationale et moisissait dans les prisons espagnoles dans l'attente d'une exécution plusieurs fois

différée. Mais personne ne le connaissait personnellement à Berlin, sauf O.M. qui fut consulté et assura que Frank était des plus valables. L'affaire fut arrangée par voie diplomatique. La police espagnole, sous prétexte de changer l'Irlandais de prison, l'emmena dans une camionnette et, en pleine campagne, l'obligea à descendre sur la route. Ryan, qui avait vu de loin une auto suivre la camionnette, était persuadé que c'était celle de ses exécuteurs et se cramponnait à son banc. C'était l'auto des agents allemands chargés de le ramener en France. »

Je devais rencontrer Ryan deux fois. D'abord, à Paris, dans les derniers jours de juin, quand je me rendais en Bretagne et que lui montait à Berlin, puis à Rennes, à son retour de la malheureuse équipée maritime. Lui et Russell avaient bien été embarqués dans un sous-marin pour l'Irlande, mais Sean était décédé à bord⁴.

Démarches en pays neutres.

A la fin de l'hiver 39-40, nous avions fini par obtenir que les prisonniers bretons faits au cours des escarmouches du front de Lorraine soient réunis à part. Nous ne tardâmes pas à être avisés que les sept ou huit premiers d'entre eux se trouvaient groupés au camp de Wegscheid en Bad-Orb. Deb va les voir⁵. J'en profite pour faire connaître au baron mon profond regret que nous soyons mis sous cloche par ses services, loin de tout contact diplomatique. Impossible dans de telles conditions de faire progresser notre plan. Pourquoi ne tenterions-nous pas une démarche directe aux Affaires étrangères ? S'il y a une cause à plaider, personne ne sera meilleur avocat que nous-mêmes. Le jour où nous serions reconnus au moins officieusement, nous passerions de la situation équivoque de carte en réserve du service secret à celle infiniment plus limpide de représentants

4. Ryan, dont la dure vie de rebelle avait aussi profondément miné la santé, devait mourir également de maladie, après une pénible agonie, en 1944. Il a son tombeau au cimetière de Dresden-Loschwitz sous le nom d'emprunt de Francis Richard, avec une petite inscription en gaélique qui révèle son vrai nom à qui sait la lire (selon F. Moysse).

5. Il trouva parmi eux un militant breton très actif de Rennes, Jos Catelliot.

diplomatiques *in partibus*. Nous pourrions justifier notre séjour en Allemagne aux yeux de nos compatriotes. Le baron partage mon point de vue et me promet de « chercher un chemin » sans attendre.

En attendant, nos deux bulletins sortaient régulièrement et nous donnaient beaucoup de travail. L'un de nous était presque toujours absent, dans un pays neutre voisin, occupé à mettre sous enveloppe des centaines d'imprimés et à les distribuer en petites quantités dans les boîtes aux lettres de différentes villes, pour ne pas attirer l'attention de la police. La Hollande étant devenue difficile, je passai trois semaines en Italie en décembre 1939. Nous avions remarqué le nom d'Ansaldo, un directeur de journaux qui avait pris parti pour la cause bretonne à chaque attentat de *Gwenn-ha-Du*. Je rencontrai un homme de haute taille, aux gestes lents, au masque impénétrable, parlant le français sans accent. Il ne répondait pas à l'idée que je me faisais des Italiens et sa glaciale déclaration d'amitié me laisse sous une impression étrange. Il s'engage à me ménager une entrevue avec le directeur des Affaires françaises au Palais Chiggi.

Mon entrevue avec le comte X (dont j'ai oublié le nom : c'était le directeur des Affaires françaises à la fin 1939) ne fut pas encourageante. Je ne demandais pas grand-chose, uniquement l'autorisation de séjourner en Italie. « Pourquoi, me dit le diplomate, ne la demandez-vous pas aux Allemands qui sont en guerre avec la France ? » — « D'abord, lui dis-je, parce que nous ne voulons pas passer pour des agents des Allemands et ensuite parce que les Allemands nous la refuseraient. » — « Je ne comprends pas », me répond le comte. Je vois avec surprise qu'il faut lui expliquer la position allemande. « Les Allemands, lui dis-je, ne peuvent pas se résoudre à se trouver en état de guerre avec la France. Ils espèrent toujours la faire revenir sur sa décision. Leurs troupes, sur le front, ont l'ordre de multiplier les tentatives de fraternisation et leur radio de Stuttgart est, vous le savez bien, d'une amabilité qui tourne à l'obséquiosité ». L'Italien me demande : « Est-ce bien ainsi ? C'est d'une incroyable naïveté ! » Puis il m'explique longuement et avec franchise la position de l'Italie. On voyait que de tout son être cet Italien repoussait l'idée d'une guerre avec la France. « Nous ne voulons rien faire qui puisse être interprété par les Français comme un geste inamical. Je ne puis rien vous promettre. Vous serez informé. »

Je fus en effet informé que je devais quitter l'Italie « dans le délai le plus bref ».

A Berlin, le dialogue de sourds continuait. Le baron un matin vint nous chercher pour une rencontre « intéressante » à la *Rundfunkhaus*, la radio. Là, on nous met tous les trois, Deb, Fred et moi, en présence d'Otto Abetz, le grand spécialiste des Affaires françaises au parti nazi. Après bien des amabilités, il nous propose de prendre en main la radio en langue française, nous laissant entendre que nous serions royalement rétribués. Sur ce, avant que nous ayons eu le temps de répondre, une porte s'ouvre et un employé affolé annonce que le speaker français⁶ venait d'avoir un malaise et que le micro restait vacant. N'importe lequel d'entre nous ferait l'affaire, il ne s'agissait que de lire un bulletin météorologique... Tous les trois, nous restâmes impassibles. L'employé disparut comme il était venu, à croire qu'il avait appris par télépathie que le speaker reprenait ses sens. Abetz se leva, se tenant pour informé. Il devait dire au baron, qu'il rencontrait souvent : « J'ai de suite compris que je perdais mon temps. Ils étaient devant moi comme trois blocs de granit de leur pays ! »

Au printemps 40, nouvelle tentative d'émigrer en Hongrie, où fourmillaient les agents anglais et français avec lesquels j'étais au coude à coude dans les bars de Budapest. Mais il régnait une trêve tacite entre eux et leurs collègues de l'Axe. Elle est infructueuse.

Percée diplomatique.

Mais Abetz avait été favorablement impressionné, ainsi que nous en eûmes la preuve plus tard. De son côté le baron a vu une possibilité et me laisse des espérances. Aussi, ayant été chercher Debauvais à la gare du Zoo, à son retour d'une fugue à la frontière belge où il était allé voir un contact, je me décide à le mettre au courant. Je le vois pâlir. Il me reproche d'une voix hachée d'avoir follement compromis notre position. « Messerschmidt sera furieux. C'est notre seul appui. Il va nous évincer ! » — « Exactement le contraire, telle est ma réplique. Il

6. C'était un ex-sergent-major d'un régiment français de la frontière lorraine, passé en Sarre avec la caisse et que les Allemands tenaient à leur merci. Le fameux Ferdonnet, dit « Le traître de Stuttgart », était un Français naturalisé allemand et fonctionnaire aux Affaires étrangères à Berlin, où il remplissait les fonctions de spécialiste de la propagande à destination de la France.

va commencer à nous respecter. » — « Je ne suis nullement de ton avis », tranche mon associé. Le trajet en tram est silencieux, tandis que les nuages s'amoncellent.

« Quand la porte de son logement s'est refermée sur nous, il se place en face de moi. Je ne lui avais jamais vu cette tête. « Ecoute, dit-il, je ne tolérerai plus de choses comme ça. Si tu te mets en travers de ma route, je te briserai ! » Je suis atterré.

« Ma route »... je n'avais jamais entendu ce langage dans la bouche d'un garçon qui jusqu'à une époque récente n'avait pas exactement occupé le premier rang. Non pas que ces paroles m'inquiétaient. Je connaissais les limites de Deb et n'étais pas seul à les connaître. Mais elles avaient enterré notre amitié fervente et notre confiance aveugle l'un dans l'autre, sur lesquelles en vingt ans *Breiz Atao* avait été construit. J'ai l'affreux pressentiment que l'œuvre commune ne survivra pas à ce coup. Cette ambition soudain dévoilée devant moi d'une façon brutale me laisse douloureusement seul. Oui, vraiment, l'époque héroïque est close, et peut-être depuis plus longtemps qu'il ne semble, si je me souviens de certains indices qu'à l'époque je n'ai pas su interpréter. Mais n'est-ce pas un peu tôt pour que les ambitions personnelles se fassent jour ? Il arrive fatalement dans tous les mouvements un temps où les chefs doivent lutter pour le pouvoir. C'est peut-être un processus de sélection inévitable et salutaire. Mais il faut pour cela que le mouvement soit assez fort pour digérer ce conflit interne sans en crever. En tout cas, pas en circonstance de péril extérieur, quand l'union sacrée est la condition *sine qua non* de la survie. Deb commet une erreur d'optique. »

Le lendemain même, le baron arrivait au bureau aussi vite que ses pauvres jambes et sa canne le lui permettaient, pour nous annoncer rayonnant que le diplomate chargé des Affaires françaises nous attendrait le lendemain à 17 heures au Büro Ribbentrop. Deb fait bonne figure. Il a sans doute réfléchi. De mon côté je fais comme si rien ne s'était passé entre nous.

Abetz, car c'était lui, nous reçut dans un immense bureau au mur duquel pendait une carte de l'Europe occidentale. Il vient d'être promu au rang d'ambassadeur et semble vouloir faire

partager son bonheur à la terre entière. L'affaire se présente bien. Respectueux de la hiérarchie du P.N.B. je laisse la parole à Debauvais qui d'une voix mal assurée commence le prêchi-prêcha de ses jours sans inspiration. Il me prie lui-même de continuer. La conversation animée qui s'ensuit s'acheva devant la carte où le mythe de l'Hexagone fut quelque peu malmené. Abetz paraissait enchanté, le baron aussi.

Stauffenberg le revit le lendemain ; il restait bien disposé, mais n'ayant aucun pouvoir de décision, ne pouvait dire ni oui ni non. En tout cas, Messerschmidt, qui après tout n'était qu'un petit capitaine assez obtus, ne réagit pas. Dûment stylé par moi, le baron fait allusion devant Deb à « la future entrevue avec le ministre ». Il met en action toutes ses relations du Reichstag.

Un mois ne s'est pas écoulé que notre ami doit renoncer à obtenir une entrevue avec le personnage insaisissable et superficiel qu'est Ribbentrop. Il n'a pas le temps, ou bien le moment n'est pas propice. Ayant appris qu'il se rendait au festival de Salzbourg, nous avions pensé que nous pourrions trouver là-bas un intervalle entre deux concerts pour l'aborder dans un vestibule. Mais on nous en dissuade. Il ne fait pas bon déranger le ministre pendant ses périodes de détente. Ayant étudié les activités du personnage depuis quelque temps, mon opinion est faite. C'est un sauteur qui remue plus d'air que de dossiers, assez dans le style des courtisans qui entourent le Führer pour lui donner les *repons* qui lui plaisent.

La visite à la *Rundfunk* m'avait donné une idée. Puisqu'il est impraticable de tenter une liaison directe avec le pays, pourquoi ne pas se servir de la radio ? D'où la proposition que Deb et moi faisons de créer un poste émetteur sur ondes courtes, dirigé sur la Bretagne, où nous pourrions dire tout ce que nous voudrions, puisqu'il sera inaudible en Allemagne. La proposition les enchante et ils repartent immédiatement vers le ministère pour la transmettre aux services de propagande. Ils firent preuve de tant de conviction et parlèrent avec tant de chaleur pour que le projet d'une radio bretonne soi-disant clandestine soit adopté qu'ils furent baptisés *Die Bretonen*, « les Bretons », à partir de ce moment-là, nom de guerre dont ils se montraient d'ailleurs plutôt flattés !

Fin avril 1940, l'affaire était conclue. Tous les soirs, *Radio-Breiz* émettait du poste militaire de Krems en Moravie, en breton et en français, par moitié. Ce fut le brave Mülhausen, que le régime avait nommé professeur de celtique à l'université de

Berlin, à la place de mon ami Julius Pokorny, infiniment plus qualifié pour le poste, mais demi-juif, qui fut chargé de la censure. Il ne nous créa aucun problème, et *Radio-Breiz* fut un poste « Breiz Atao » 100 %, pratiquement ignoré par l'autorité supérieure, qui ne se soucia jamais de lui donner directives ou conseils⁷.

7. Ces émissions, quoique parvenant très claires à destination, furent rarement captées en Bretagne et n'eurent en fait aucune influence sur le déroulement des événements. Les rares auditeurs qui les entendirent ne prirent pas la peine ou n'osèrent pas en divulguer l'existence autour d'eux.

LA PHASE « RETOUR »

Le 8 mai 1940 restera dans mon souvenir une des plus grandes dates de ma vie. Le matin, la radio nous informe que les troupes ont passé les frontières belge et hollandaise : elles ouvrent pour nous la route du retour. Et dans la matinée se succèdent les coups de téléphone pour nous annoncer à Deb et à moi notre condamnation à mort à Rennes et nous transmettre des félicitations.

L'atmosphère s'est métamorphosée. L'Allemand maintenant regarde vers l'Ouest en fronçant le sourcil. Il y a dans la politique française de l'Allemagne hitlérienne deux éléments qui relèvent, l'un de la stratégie à longue portée, l'autre de la tactique du moment. Depuis le déclenchement de l'offensive, tous les orchestres jouent le *Frankreichslied* qui, sans doute, avait été composé pour le cas où... et dormait dans un carton. Nous le savons déjà par cœur : *Marschieren wir siegreich durch Frankreich hinein*¹ ! Mais cela ne modifie en rien l'intention fondamentale de respecter l'unité française. Leur rêve doré est d'obtenir l'alliance de la France contre l'Angleterre. Stauffenberg nous a récemment révélé que l'O.K.W.² n'envisageait pas, en cas de victoire sur la France, de dépasser la Somme³, afin que les

1. « Nous marchons en vainqueurs à travers la France ! »

2. *Oberkommando der Wehrmacht*, Etat-Major Général.

3. J'en ai eu la preuve de visu, en visitant avec lui le bureau cartographique de l'armée où des spécialistes établissaient des cartes des ressources économiques du nord de la France, pour la documentation des futures *Feldkommandanturen*, mais seulement jusqu'à la Somme. Plus au sud, le papier restait vierge.

Français comprennent clairement que les Allemands n'en voulaient qu'à l'Angleterre. Seul l'amiral Raeder n'était pas d'accord, il voulait toutes les côtes jusqu'à Biarritz, pour surveiller les mers. Il importe beaucoup pour nous de savoir laquelle des deux tendances triomphera, quoique le débat n'ait pas de signification politique en lui-même.

Genèse du C.N.B.

Quand tombèrent successivement Sedan, Boulogne, Dunkerque, l'écrasement de la France ne fit plus de doute pour nous.

Flagge raus!, « Sortez les drapeaux ! » braille Gœbbels à la radio qui retentit du matin au soir de marches militaires ponctuées de roulements de tambour prolongés, avant l'annonce d'une *Sondermeldung*, une « nouvelle extraordinaire », qui est la prise d'Amiens ou... de Paris. Nous devons sans délai proposer notre plan. Il sera écouté.

Un but : prendre le pouvoir en Bretagne. Un moyen : profiter du vide qui se produira entre l'effondrement de l'ordre français et l'institution d'une nouvelle organisation, quelle qu'elle soit, pour créer le fait accompli. Evidemment, la guerre est venue pour nous cinq ans trop tôt, notre opinion publique, encore mal informée, n'est pas mûre. Elle vient de subir le martèlement d'une année de propagande anti-allemande et nous avons été stigmatisés comme « traîtres », ce qui n'est pas pour faciliter notre entrée en scène. Mais c'est maintenant ou jamais. Deb et moi décidons de préparer chacun un plan et de les confronter le lendemain.

Comme toujours, Deb a pensé en fonction de ce qu'il a sous la main, du parti. Son plan part de sections locales qui n'existent plus si tant est qu'elles aient jamais existé. Des mots sur du papier. Il est condamné à l'insuccès. Je lui dis que nous devons improviser, avec les éléments de bonne volonté que nous trouverons sur place. Il m'objecte que nous serons débordés. — « Pussions-nous l'être ! » est ma réponse. Je propose la formation de « Comités Bretons » partout où la chose sera possible, dans l'espoir de faire tache d'huile, dans le seul but avoué, pour commencer, de remplacer l'administration défaillante. Nous coifferons ces comités avec un « Conseil National Breton » qui les manipulera nécessairement, pour peu que l'administration d'occupation nous reconnaisse au lieu de nous mettre des bâtons dans les roues. « Qui fera partie de ces comités ? » me demande Deb

inquiet. Je m'impatiente : « N'importe qui, je m'en fous. Ce qui est important c'est qu'ils existent. Ensuite, on verra à les épurer. Je crains bien autre chose : que les gens ne saisissent pas que la grande heure de la Bretagne a sonné et qu'encroûtés dans leur routine, ils n'attendent avec résignation le retour des autorités françaises plus sûres d'elles-mêmes que jamais après s'être remises de leur panique. Le ralliement de la population ne dépend pas uniquement de nous, mais surtout de l'attitude de l'autorité d'occupation. Il y a là une inconnue menaçante. L'échec de notre tentative doit être envisagé. Ce sera une lutte contre la montre. Nous aurons une semaine, ou deux, pas plus. Après, les jeux seront faits. Debauvais, que la perspective de l'action a toujours électrisé, a un rictus de contentement. Il se voit déjà faisant tourner les rouages d'une machine bien montée. « Laisse-moi faire, dit-il. »

Le rapport a été déposé. Le baron, qui a remis deux fois le rendez-vous pour pouvoir nous accorder plus de temps, se réunit avec nous dans le petit salon. Nous y sommes depuis trois heures. L'heure du déjeuner est passée depuis longtemps. A Berlin personne n'y fait attention : les affaires d'abord. Mais nous sommes quand même bien contents de voir apparaître un plateau chargé de sandwiches et de bouteilles de bière.

Stauffenberg devra sans doute remettre à ses chefs un rapport serré. Il nous pose questions sur questions comme quelqu'un évidemment qui ne connaît pas la Bretagne. Je lui explique que vingt ans d'action avec des moyens ne pouvant pas entrer en concurrence avec ceux de la domination française, n'ont pas permis à notre influence de dépasser les limites d'une élite, celle des gens qui se font une opinion par eux-mêmes et ont le courage de s'y tenir. Mais le jour où nous disposerons nous-mêmes de l'Etat et de sa machinerie, nous aurons la même influence sur la masse que celle dont dispose Paris actuellement. Le sentiment national français disparaîtra de notre pays avec les derniers fonctionnaires et les derniers retraités de la III^e République.

Le baron nous demande si nous disposerons des cadres suffisants pour mener à bien l'opération. Deb et moi répondons par une moue affirmative sans la moindre hésitation, ce qui était un peu anticiper sur les événements. Notre interlocuteur se retire sans mot dire, pour aller faire son rapport en haut lieu.

Le jour suivant, c'est Kurt Haller qui veut me parler en particulier et m'entraîne dans sa chambre à cet effet. Il m'apprend

que l'O.K.W. n'a pu obtenir du gouvernement aucune directive au sujet de la Bretagne. Le Führer n'a pas encore fait part de ses intentions. Qui oserait avoir une opinion quand il n'en a pas ? « A vous d'en profiter » dit Haller avec un vaste sourire. « Tant qu'un armistice n'a pas été signé, le commandement a les mains libres et peut favoriser n'importe quelle formation politique, s'il prétend que c'est pour lui le moyen le plus économique d'assurer l'ordre public et la sécurité de ses lignes de communication. Dans les régions de France que nous occupons actuellement, il n'y a plus aucun ordre établi. Les fonctionnaires et les gendarmes ont fui. Il en sera probablement de même en Bretagne. C'est votre chance. » — « Quelle sera l'attitude de la Wehrmacht ? » — « L'absolue neutralité logiquement. C'est à vous de faire la preuve que vous avez le peuple avec vous. Mettez-nous devant le fait accompli, nous aurons un argument technique pour vous assurer une reconnaissance de fait sinon de jure : l'intérêt militaire. »

Je ne réponds rien. J'ai l'air de réfléchir. En réalité j'ai la bouche amère de dégoût. Je pressens que notre peuple ne saisira pas cette occasion unique, la dernière peut-être, que nous venons d'arracher au destin. Il manquera une fois de plus de confiance en lui. Même une simple mise en scène est au-dessus de nos forces. L'O.K.W. nous offre une chance dont nous sommes incapables de profiter. Mais nous devons quand même la saisir au vol. Il y a eu une manifestation de la nationalité bretonne à la déclaration de guerre, il y en aura une à l'arrivée des ennemis de la France sur notre territoire. Nous aurons rouvert le livre de l'histoire et donné à ceux qui viendront après nous une raison de croire et d'espérer... Je réponds avec fermeté à mon interlocuteur : « Soyez sûrs que nous mettrons tout en œuvre pour tirer le maximum de la chance qui s'offre. »

La modération de ma réponse n'a pas déplu. Haller poursuit : « Je dois vous faire part de notre point de vue en ce qui concerne la direction de votre tentative. Nous n'aurions aucune objection à ce que ce soit vous qui preniez le commandement. Vous nous paraissez davantage l'homme de la situation. » Je réponds : « Impossible. Debauvais a été nommé chef du parti par le congrès du parti. Il doit rentrer en Bretagne avec le même titre. Vous savez d'ailleurs que ceci n'est qu'une façade, et que la direction réelle appartient au Kuzul. » — « Oui, je sais, mais cela va avoir pour conséquence que Debauvais partira le premier, tandis que vous resterez ici, étant donné que les émissions doivent

être poursuivies jusqu'à la fin des hostilités. » — « Tant pis ! »

Je me retire, avec le sentiment d'avoir bien agi en repoussant une ingérence étrangère dans nos propres affaires, mais aussi avec une appréhension. Deb dominera-t-il la situation à Rennes ?

Je m'entends avec lui sur la composition du futur Conseil National Breton. Il en sera le président et moi le vice-président, prenant automatiquement sa place en cas d'indisposition. Autres membres : Marcel Guieysse et Célestin Lainé. Du coup, notre bureau mérite bien le nom de *Bretonische Regierung*, que lui ont donné depuis longtemps les gens de l'*Abwehr*⁴ pour blaguer le baron.

Sans délai, les pièces du « gouvernement » se transformèrent en atelier de couture aux mains de nos épouses. Les drapeaux noirs et blancs sortirent à la douzaine. Il y en avait de toutes les tailles. Mais l'un d'eux, destiné à l'Hôtel de Ville de Rennes, était de dimensions particulièrement imposantes. Le grand tapis du salon disparaissait sous ses plis.

L'appel aux prisonniers.

Dès les premiers jours de l'offensive, l'afflux des prisonniers mit à notre disposition une possibilité nouvelle, avec la formation sous nos yeux d'un réservoir d'hommes où nous pourrions peut-être puiser les effectifs destinés à suppléer ceux qui risquaient de nous manquer à notre arrivée en Bretagne. L'essai en tout cas valait d'être tenté.

Nous fîmes la proposition à l'*Abwehr* que les prisonniers appartenant aux minorités nationales de l'Europe occidentale soient mis dans des camps séparés. Une expérience avait déjà été faite, sans le vouloir, avec l'équipage du cargo *Rawilpindi*, tous Ecossais, qui avaient été internés à part. Stauffenberg, qui les avait inspectés, était revenu très impressionné par leur standard physique et leur comportement altier.

Notre proposition fut acceptée, des instructions furent envoyées dans tous les centres de rassemblement, mais diversement interprétées sur place. En fait, seuls les Alsaciens-Lorrains libérés sur-le-champ comme *Volksdeutsche* (Allemands par l'ethnie) et les Bretons dirigés sur des camps spéciaux en bénéficièrent régulièrement. Au début de l'opération, comme nous n'avions encore reçu au bureau que très peu de nouvelles, le baron fit son entrée sans

4. C'est-à-dire « Gouvernement Breton » et « Deuxième Bureau ».

crier gare, à l'heure fatidique de midi, flanqué d'un officier (de la section III, celle de l'action en territoire ennemi) qui venait nous faire part d'un secret encore plus politique que militaire. L'offensive contre la France allait entrer dans une seconde phase et la Bretagne serait occupée. Il ne nous le dit pas formellement, mais il nous fait une proposition qui le dispense d'explications. « Pouvez-vous, demande-t-il, recruter parmi vos prisonniers des éléments sûrs, pour précéder nos colonnes dans leur progression vers la Bretagne et en Bretagne ? » Deb et moi nous regardons. Nous avons deviné par quel biais les officiers « bretons » du service ont obtenu le feu vert. En nous amenant ce personnage de roman d'espionnage, ils paient la facture. Le baron a vu notre mine et baisse le nez. L'officier poursuit : « Les Français, en reculant, laisseront des éléments d'arrière-garde pour faire sauter les ponts, les carrefours, les dépôts d'essence, etc. Il nous faut des guides connaissant bien le pays pour pouvoir intercepter ces éléments avant qu'ils aient pu entrer en action, au moyen de coups de main enveloppants par exemple. Il nous en faut aussi pour nous indiquer les passages de cours d'eau à gué, les raccourcis. Nous pourrions aussi envoyer en avant des hommes de confiance, revêtus de l'uniforme français, pour s'informer des concentrations et des mouvements de l'ennemi. Combien d'hommes pouvez-vous nous fournir ? »

Debauvais a repris son masque impénétrable. Il semble réfléchir profondément. Avec les Allemands, vous faites toujours bonne impression si vous avez l'air de peser le pour et le contre avant de parler. Le baron nous lance un regard d'encouragement. « Combien de temps nous donnez-vous ? » — « Sans délai. » Il ne pouvait pas nous faire un plus grand plaisir. Nous exposons que nos hommes se trouvent en marche, des champs de bataille aux lieux de transit et de là aux camps d'internement et que leur recensement n'est même pas commencé. Il faut attendre que les Bretons aient été sélectionnés et rassemblés pour pouvoir commencer le recrutement demandé.

L'officier est bien ennuyé, mais il ne peut pas faire autre chose que de reconnaître le bien-fondé de nos observations. Il se retire bredouille en compagnie du baron qui nous lance un sourire. Le soir même il repasse au bureau et nous dit simplement : « Il faut quelqu'un pour nettoyer les cabinets, je ne m'étonne pas que vous ne vouliez pas vous en charger. »

Nous avons commencé à scruter, au bureau, des listes interminables qu'on nous envoie des camps « bretons », pour essayer

de repérer notre gibier. C'est un travail de Sisyphe, puisqu'il n'y a que des noms et mal orthographiés. Il faudra aller voir sur place. La perspective ne nous enchante pas. Nous avons présenté à l'esprit l'expérience de Roger Casement, quand pour lever une brigade irlandaise, en 1915, il avait visité le camp de Limburg où les prisonniers irlandais de l'armée britannique avaient été rassemblés. Tout ce qu'il avait récolté avait été des insultes et des coups, pour arriver au résultat, au bout de plusieurs mois, de grouper une cinquantaine de lascars dont une bonne quarantaine de gouapes authentiques... Nous allons y aller, mais le cœur rempli d'appréhension.

Avant de commencer nos pérégrinations, nous fîmes comprendre à nos amis qu'il était indispensable d'ouvrir un camp d'internement spécial pour les nationalistes bretons, une fois qu'ils auraient été identifiés. Sans cela, leur « utilisation » était impossible. C'était évidemment entrer en conflit ouvert avec les instructions de la *Wilhelmstrasse*⁵ et un camouflage soigné était nécessaire. L'idée fut de se servir de la couverture d'un camp réservé à Luckenwalde, au sud de Berlin, aux officiers polonais d'origine ukrainienne ayant manifesté leur adhésion au programme d'un Etat ukrainien indépendant. Le fond de leur camp, inoccupé, serait réservé aux Bretons.

Le baron inventa les prétextes les plus saugrenus pour arriver à ses fins, comme de rechercher les goémonniers pour assurer la production de la soude. Tout compte fait, ce fut un beau succès. Plusieurs centaines de nationalistes bretons qui s'étaient déclarés volontairement et parmi lesquels les imposteurs furent une insignifiante minorité, vécurent là la première communauté bretonne de l'époque moderne. Ils provenaient d'un « réservoir » de 60 000 prisonniers bretons, répartis dans les camps de Bad-Orb, Neu-Brandenburg, Sagan, Moosburg, Mühlberg, etc. La sélection avait été faite souvent maladroitement, incomplètement et surtout trop rapidement et bien des patriotes bretons prisonniers ignorèrent même l'existence de Luckenwalde ou n'y crurent pas. D'autres craignirent un piège et ne se déclarèrent pas. En attendant, la vérité historique oblige à dire que les émissaires du P.N.B. furent partout reçus cordialement, à l'exception du camp d'officiers de Hoyerswerda, où la visite que j'y fis avec Moysse

5. Le ministère des Affaires étrangères portait, à Berlin, le nom de la rue où il s'élevait.

n'avait pas été préparée et où les officiers de métier, dominant les réservistes intimidés, se livrèrent au moment de notre départ à une manifestation hostile à l'abri de leurs barbelés. Geffroy⁶, de son côté, accompagné d'un représentant du service, von Mumm, visita Mühlberg (Stalag⁷ C 4 B) et Sagan (8 C), où il harangua plusieurs milliers d'hommes en formation de rassemblement et où les volontaires firent « trois pas en avant », tandis que les Français du carré voisin criaient des insultes. Ces visites dans les camps permirent une enquête instructive sur les réactions du peuple breton mis brutalement en face de l'idée nationale et au pied du mur d'une option. Elle montra que si la masse était d'instinct bien disposée, les cadres sociaux au contraire, par suite de leur formation française plus poussée, étaient le plus souvent hostiles, qu'il s'agisse du châtelain lecteur de *l'Action Française* ou de l'instituteur féru des Grands Ancêtres.

Les résultats obtenus furent extraordinaires si l'on songe que la rapidité des événements ne nous avait pas laissés disposer d'un mois pour l'ensemble d'une opération qui, pour être conduite selon un processus psychologique normal, aurait dû en prendre au moins six, afin de laisser aux prisonniers le temps de se faire à une idée qui les prenait par surprise et qui déclenchait forcément les vieux réflexes contraires.

Du jour où la radio eut annoncé l'offensive à l'Ouest, il sembla que soudain tout Berlin eût été au courant de notre présence, ce qui laissait à penser que nous avions été longtemps entourés d'un silence complice. Tous les services de propagande et d'études politiques voulaient nous voir et bénéficier de nos conseils. On nous demanda de fournir notre contribution à une série de brochures sur les questions françaises, en commençant par la question bretonne et en terminant par la plaie de l'alcoolisme. Deb exulte. Lui ai-je fait comprendre qu'il ne s'agit pas d'un changement de politique, mais de l'entrée en jeu d'une arme nouvelle ? « Tout ce que nous pouvons faire, lui dis-je, c'est de tirer un profit maximum de l'atmosphère moins défavorable pour nous que crée l'ouverture d'une campagne qui vise une victoire totale ». Et je m'attelle à la brochure : « La France contre le peuple breton », qui doit être éditée en sept langues.

6. A. Geffroy, soldat dans la poche de Dunkerque, avait réussi à parvenir à Bruxelles habillé en civil et de là nous avait contactés. Nous l'avions fait venir à Berlin immédiatement.

7. Stalag = Soldatenlager, « Camp de soldats ».

Une studieuse secrétaire en fit quelque part une traduction émasculée que je refusai. On chercha un meilleur traducteur. Entre-temps vint l'armistice et toute cette littérature de circonstance fut mise au panier.

Plus tard, l'élan étant donné, nous pûmes faire éditer des chants pour nos garçons, *Breiz a gan*, « La Bretagne chante ». Et il s'en fallut de peu que suive, éditée par la Société allemande d'études celtiques, une anthologie bretonne : *Bretonische Dichtung*, préparée avec ma collaboration et celle de R. Hémon et K. Kongar.

Cité bretonne en Brandebourg.

Luckenwalde, haut lieu du réveil national breton, ne naquit pas en un jour. Il résulta d'une décantation pratiquée dans les camps de rassemblement. L'un d'eux était le stalag 1 B, à Hohensstein, près de Tannenberg. Selon un agent du 2^e Bureau, H., qui s'y trouvait prisonnier, c'est aux environs du 15 juin que commença le triage des Bretons, Flamands, Alsaciens-Lorrains... et Vendéens (ces derniers, Dieu sait pourquoi !).

« Les Alsaciens-Lorrains répondent en masse et deviennent chefs de baraques. Nombre de Bretons font chorus et proclament que la France est une nation dégénérée de négroïdes. Ils ajoutent que la Bretagne doit devenir un Etat libre et ils acceptent d'être libérés pour ce motif. Le 24 juin, tous les Bretons sont rassemblés dans certains blocks et sont l'objet de tentatives de séduction, avec un succès mitigé. Parmi eux règne le désarroi. Le 26 juillet, les Allemands organisent astucieusement la fête de Sainte Anne d'Auray. A cette occasion, le commandant fait un discours annonçant l'Etat libre de Bretagne⁸ et le retour dans la patrie. Les 6 et 8 août, a lieu le départ des volontaires pour le camp breton de Bad-Orb, près de Francfort, le Stalag 9 B.

Un bureau intitulé « Comité National Breton » dirigeait la propagande bretonne. Il était composé de D., ténor de l'Opéra, le professeur D. du lycée de Lorient, de l'auto-

8. A la suite d'une fausse nouvelle répandue dans la presse, dont il sera question plus loin (N.d.L.R.).

nomiste connu C.⁹, des sergents-chefs D. et R. de Vitré, de l'adjudant D. de Montfort, qui faisaient des conférences. Une opposition, qui a formé le groupe « l'Hermine Bleue », dégénère en lutte ouverte. Les rebelles partent en commandos de travail.

Chaque quinzaine, le Comité était renouvelé, ses anciens membres partant pour Luckenwalde. Les nouveaux surenchérisaient. Cela dura jusqu'au 15 novembre 1940. » (D'après le *Télégramme*, 28-4-1946.)

La même situation se reproduisait dans les autres camps de triage avec des variantes. Quand je partis pour la Bretagne, à la fin juin, Luckenwalde n'avait pas encore pris figure. Mais à mon retour à Berlin, vers le 20 juillet, je fus invité à y faire une visite officielle. Je m'y rendis en compagnie de von Stauffenberg, aussi curieux que moi de voir ce que ses intrigues avaient donné.

« Notre entrée dans le camp est passée inaperçue. Les bureaux étaient à quelques pas à gauche. Nous nous y sommes engouffrés. Un grand diable de capitaine se dresse derrière une table : « Olier ! » — « Saïg ! » Nous tombons dans les bras l'un de l'autre. Cette réception m'en rappelle une autre qui avait eu lieu exactement vingt ans auparavant mettant en scène les mêmes personnages. « Tu te souviens de Stanislas ? » Je m'en souviens par le menu. J'avais reçu de Rennes l'indication qu'il s'y trouvait un pion, récemment démobilisé, qui promettait. J'avais frappé à sa porte, j'étais entré... et un grand diable barbu comme un sapeur s'était dressé derrière une table. Nous étions tombés d'accord immédiatement : il fallait organiser une section à Paris, un centre d'éducation bretonne et de formation politique. Il mit une chaise pour moi à côté de la sienne et penchant nos deux têtes sur le même papier, nous commençâmes à écrire des noms, à tracer un programme... Et nous voilà de nouveau penchés sur une table, pointant une liste de noms. Mais que de chemin parcouru depuis ! Le rêve le plus échevelé que nous n'aurions pas osé nous permettre est devenu la réalité.

9. Autant que nous pouvons en juger, ces initiales correspondent à MM. Deshayes, Darsel et Catelliot.

Il avait une peur bleue du séparatisme, et le voilà commandant un camp militaire breton en rébellion déclarée contre l'unité française !

Saïg me présente son état-major qui s'est réuni dans la pièce voisine : un capitaine de l'active, Marty, que je connaissais depuis longtemps comme abonné du journal, et dont la joyeuse figure de Nantais me fait bonne impression, trois sergents très affairés qui s'éclipsent immédiatement (je vais savoir pourquoi), un ancien secrétaire administratif du parti, Charles Gaonac'h, et un homme de confiance, dans lequel j'ai le plaisir de reconnaître un de mes bizuths de l'École des Beaux-Arts, Yann Goulet. Tout ce monde-là est littéralement sous pression et n'a plus vis-à-vis de moi l'attitude familière d'autrefois. Ils s'inclinent, ils m'entourent, ils s'effacent comme si j'étais un grand personnage. Le mirage de l'Etat Breton ! Et voilà qu'on m'annonce la surprise : tout l'effectif est réuni au « théâtre » où je suis attendu.

A mon apparition sur la tribune, j'aperçois une salle comble qui se lève en silence, mais sans raideur ni contrainte. Les visages sont souriants. Plusieurs me font des signes d'amitié... Ce que j'avais à leur dire n'était pas des plus agréables. Il fallait leur apprendre que notre plan de constituer un Etat libre avait été contrecarré par le gouvernement allemand, que le respect des anciennes autorités françaises nous était imposé, que leur retour en Bretagne n'aurait pas lieu immédiatement... tout en provoquant leur enthousiasme. Car je savais que nos hôtes observaient avec attention le meeting, quoiqu'ils ne fussent pas officiellement présents. Il était de la plus haute importance que le délégué du central reçoive un accueil chaleureux. Que leur ai-je dit ? Ma foi, je n'en sais plus rien, mais il faut croire que le seul fait d'avoir entendu par ma bouche des nouvelles toutes fraîches de leur pays leur avait fourni le repas de joie attendu, car à peine avais-je lancé mon « Vive la Bretagne ! » final, que mes deux cents gâs s'époumonnaient à l'unisson dans un puissant *Bro Goz ma Zadou* qui fit trembler les vitres de la baraque brandebourgeoise.

A la sortie je suis pressé de questions. L'un me demande si le viaduc de Morlaix a sauté, l'autre si les cinémas fonctionnent à Saint-Nazaire. On sent que par la pensée

ils sont déjà au pays et que rien d'autre ne les intéresse que ce qui s'y passe. Je félicite les organisateurs de n'avoir décoré la tribune qu'aux couleurs bretonnes. Leur étonnement me montre qu'ils n'avaient pas pensé à l'existence de quelque chose pouvant s'appeler un drapeau allemand. « Pourvu, me dit Marty, que ces messieurs ne s'en froissent pas. Après tout, nous sommes chez eux. » Je le rassure en lui apprenant que le noir et le blanc sont aussi les couleurs de la Prusse et qu'ils auront pris nos décorations pour une délicate attention.

De retour dans les bureaux, nous examinons la situation en présence des cadres, qui ont le bon sens de comprendre que la prolongation de leur séjour en Allemagne doit être mise à profit pour la formation des hommes. Il y a parmi eux de simples sympathisants qui ont tout à apprendre. J'approuve le programme de conférences et cours qui m'est soumis. Luckenwalde, quand cet horaire sera mis en pratique, se transformera en université populaire bretonne, un autre de nos rêves qui paraissait inaccessible. Déjà, par la fenêtre, je vois une file de soldats qui se dirige vers la baraque que nous venons de quitter, avec des cahiers, des livres sous le bras. « Où vont-ils ? »

— « C'est le cours moyen de langue bretonne. »

Qui dira que *Breiz Atao* a perdu sa guerre ?

On me soumet confidentiellement un cas délicat. L'un des plus actifs, L., était un Méridional chaleureux, bon garçon en diable, qui avait pris femme à Rennes et qui pour ce motif s'était fait porter Breton sans hésitation. Il était si touchant de zèle que les Armoriciens authentiques avaient fait le pacte tacite d'ignorer son accent qui déconcertait jusqu'aux sentinelles. Je décidai de le naturaliser.

Je me suis demandé, au contact de cet opportunisme, quel n'aurait pas été le succès d'une entreprise comme la nôtre, si au lieu de nous adresser à nos têtes de bois, toujours en retard politiquement d'un demi-siècle, elle avait prospéré parmi des Méridionaux malléables et débrouillards. »

Après mon départ, un prélèvement fut fait sur Luckenwalde pour monter, à Berlin, dans l'ancien « gouvernement breton » un bureau des prisonniers, qui fut dirigé par Gaonac'h, et

eut comme collaborateurs Roparz Hémon, Joachim Darsel et Kenan Kongar. Pendant tout l'été il se livra à une activité intense pour organiser les prisonniers bretons dans leurs camps de rassemblement, les alimenter en livres et journaux qui arrivaient de Rennes en colis réguliers et encourager chez eux le réveil de la conscience bretonne. Il intervenait également pour résoudre les difficultés qui s'élevaient entre les prisonniers et l'administration sans faire de distinction entre les Bretons mis en cause.

Les libérations eurent lieu au ralenti. Le premier contingent de 130 (de Luckenwalde : 80 ; et de Lille : 50), parti en juin avec Fred Moysse, n'avait pas été sélectionné, faute de temps. En septembre et octobre, Luckenwalde relâcha encore 150 pensionnaires, puis 40 en décembre. Enfin 300 qui avaient été transportés d'abord à Evron. En tout quelque 600 au titre « nationaliste breton ». Rennes n'était pas toujours averti et il nous fut impossible de rien savoir avec précision. Contrairement à ce qui a été dit dans les journaux, ces libérations étaient inconditionnelles. Aucune contrepartie n'était exigée, même par le P.N.B.

Le bureau de Berlin avait pu, assez tôt, établir des statistiques intéressantes relatives à 6 camps de prisonniers français en Allemagne, que *Breiz Atao* publiait le 21 juillet. Pour un total de 98 868, les Bretons sont 13 280, soit 14 %. La proportion des bretonnants est surprenante, 48 %, pour les 5 départements. Pour le Finistère elle est de 84 %. Dans certains camps, malgré le passage à l'école anti-bretonne, 1/3 des bretonnants savent lire leur langue et 1/7 l'écrire. La proportion des cultivateurs dans les stalags est encore très forte, supérieure à 70 %.

L'information concernant l'oflag¹⁰ d'Hoyerswerda est surprenante, si l'on se souvient de l'accueil réservé et parfois hostile que les officiers interrogés réservèrent aux émissaires bretons. Elle révèle 600 Bretons sur 5 000, alors que tout au plus 300 se présentèrent à nous sous la houlette d'officiers d'active de haut grade, et mentionne une plus forte proportion de Bretons conscients que dans la troupe.

10. Oflag = *Offizierslager*, « Camp d'officiers ».

LA GRANDE OCCASION MANQUÉE

A la mi-juin 40, Debauvais se mit en route le premier, suivi d'un contingent de cent trente libérés qui devait constituer de suite un point d'appui pour son action. Mais il partait les mains vides. Nous avions incomparablement mieux réussi que Casement auprès de nos compatriotes, mais rien obtenu qui ressemblât au protocole Casement-Zimmermann, établissant une collaboration politico-militaire entre le Reich et l'Irlande. Cependant, si Debauvais partait les mains vides, il partait aussi les mains libres, du moins pour quelque temps.

Un peuple à prendre.

La Bretagne qu'il retrouva présentait un spectacle décourageant ou encourageant, selon le point de vue auquel on se plaçait. Vidée de ses hommes valides et privée de tout moyen de communication, ce n'était plus qu'un corps inerte et exsangue. Elle était partagée entre les sentiments les plus divers et souvent contradictoires. Une année de propagande hystérique contre « la barbarie allemande », renouvelée des meilleures formules de la guerre de 14, fut à l'origine d'une panique générale à l'approche de la *Wehrmacht*. A l'île de Sein, toute la flotille de pêche cingla vers l'Angleterre dans des conditions sur lesquelles la lumière ne doit pas être faite, car il est plus important de ménager une légende que de connaître la vérité.

Les campagnes étaient mécontentes des réquisitions inconsidérées qui avaient des allures de pillage. L'ensemble de la population supportait mal la présence d'une masse de réfugiés des

régions envahies, dont l'état d'esprit et les habitudes de vie étaient trop différents pour leur permettre de s'adapter. Le bruit se répandait que les régiments bretons une fois de plus avaient été sacrifiés et même ceux faisant profession de patriotisme français s'en plaignaient. (D'après les souvenirs de Marcel Guieysse.)

« Avant d'évoquer mes souvenirs, m'écrit Auguste Cattelliot, il convient de souligner l'importance du travail effectué par *Breiz Atao* avant la guerre. Si sa propagande n'avait pas toujours pénétré la masse, du moins l'avait-elle sensibilisée. Pendant que les chars allemands défilaient à Dinan, fonçant vers Brest, l'effervescence était à son comble. J'ai entendu à ce moment-là des réflexions ahurissantes de la part de gens qui n'avaient jamais lu *B.A.* comme : « Après tout, nous sommes bretons ! Breiz Atao ! » Nos pauvres officiers en étaient liquéfiés. Dommage que l'armée allemande soit arrivée quelques années trop tôt ! »

Il n'en était pas toujours ainsi. Un jeune officier allemand, auquel je demandais ses impressions, me répondit :

« La Bretagne ? Ça n'existe pas. *Hören Sie mal...* Ecoutez, ma section de chars venait d'entrer à Saint-Nicolas-du-Pélem, en provenance de Guingamp. J'étais charmé par ce paysage sombre, ces façades de granit. J'étais en tête, debout dans la tourelle. Je vois un groupe d'habitants qui nous dévisage. Je fais arrêter l'engin, et très aimablement je demande dans mon meilleur français : « Alors ? Nous sommes en Bretagne ici ? » La réponse m'arriva comme une gifle :

— « Non, vous êtes en France. » Puis, tournant le dos, les habitants se retirèrent. »

Comme je comprends le dépit de cet officier qui eut l'impression qu'on l'avait fait marcher avec un canular. Mais je comprends aussi la réaction de nos têtes dures, quoique nous ayons été souvent dans le Pélem et y comptions plus de sympathie qu'ailleurs.

Il était possible aussi que ces « habitants » aient été des réfugiés, dont tous les bourgs étaient pleins. Mais comment une colonne militaire pouvait-elle faire la différence ?

A côté de cela, à Fougères, qui est un bon coin pour nous, des habitants ont offert des fleurs aux soldats, en criant : « Vive nos libérateurs ! » Il y en eut pour refuser les fleurs en disant : « Nous n'aimons pas les traîtres. » Cela montre l'absence de préméditation du côté allemand : la troupe n'était au courant de rien, ce qui en dit long, si l'on réfléchit avec quelle minutie les Teutons préparent leurs entreprises.

Dans d'autres régions (Loudéac) les paysans saluaient les troupes le bras levé. A Rennes, l'un des premiers motocyclistes allemands fit une chute grave. Arot, qui avait été candidat autonomiste dans la circonscription, le releva et, aidé par les passants, le porta dans une pharmacie.

Un mot est à dire de l'entrée en scène de nos partisans. Péresse, Le Bars et quelques autres, trop jeunes pour avoir été mobilisés, arrivèrent devant les barrages de Lorient un peu avant les envahisseurs. Ils persuadèrent le commandant de la position de l'inutilité de la résistance. Il se rendit avant de tirer un coup de fusil.

Sur la route d'Hennebont, la route avait été minée. Quelques-uns de nos partisans prirent la décision de venir désamorcer les charges dans la nuit et le matin répandirent les mêmes nouvelles défaitistes. Les Français enlevèrent eux-mêmes leurs mines. Toutes les défenses autour de Lorient furent ainsi démantelées, sauf celles du carrefour des Quatre-Chemins-en-Guidel, où l'amiral de Penfentenyo fit un baroud d'honneur. Après quoi, il rendit la ville.

A Carhaix, d'autres, qui avaient réuni une petite troupe, indiquèrent aux Allemands les meilleurs accès de la ville et la place des barrages et nids de mitrailleuses du pont de Plougastel. Ils signalèrent aussi une position de canon anti-char pour pouvoir le prendre à revers. La colonne put atteindre Brest sans combat.

Marcel Guieysse, qui était témoin, insiste sur la spontanéité avec laquelle les activistes sont entrés en action et la population a accueilli sympathiquement les troupes allemandes, malgré la panique qui avait atteint certains secteurs. Mais quand les Bretons se sont vus traités comme n'importe quelle région française, c'est-à-dire en vaincus et sans que leur nationalité soit reconnue, la disposition favorable des premiers jours fit bientôt place à une réaction de fierté froissée, qui devait naturellement déboucher dans un retour de flamme du réflexe patriotique hexagonal.

Quant aux autorités françaises, elles avaient fini par être elles-mêmes les victimes de la propagande anti-bretonne (qu'elles avaient encouragée par tous les moyens) qui présentait les autonomistes comme les agents de l'Allemagne. Elles crurent unanimement et fermement que le premier acte des forces d'occupation serait de donner le gouvernement du pays à l'équipe de *Breiz Atao*.

Le jour où un train de munitions sauta en gare de Rennes¹, le préfet donna l'ordre à la police et à la Sûreté de détruire tous les dossiers des autonomistes. Ils disparurent le jour même dans le four de l'usine à gaz. En donnant ses ordres, le préfet Jouanny déclara :

« Nous ne sommes plus ici pour longtemps. Les autonomistes vont revenir et c'est eux qui commanderont. Il est prudent de tout faire disparaître. »

Le commissaire Buchet, qui s'était signalé par son acharnement et sa brutalité, prit la fuite pour une destination inconnue, quand le bruit courut à Rennes que Debauvais était arrivé en uniforme allemand avec les premières troupes. C'était faux, bien entendu, mais indiquait bien la tension des esprits. Les milieux rennais considéraient — et continuèrent longtemps à croire malgré les indices contraires — que la proclamation de l'autonomie de la Bretagne sous l'égide du Reich était fatale et imminente. Les mêmes bruits se répandirent dans toute la péninsule.

La création, le 12 juillet, d'un poste de gouverneur de Bretagne, au bénéfice d'un général Weiler, sembla authentifier la rumeur, quoiqu'il ne se soit agi que d'une distribution de territoire d'ordre pratique et qui fut très vite rapportée, justement pour éviter qu'on lui donne un sens qu'elle n'avait pas. Les Allemands montrèrent par la suite de leurs actes que leur politique en Bretagne n'était aucunement ce que le pouvoir français redoutait et ce qu'une partie de la population espérait.

L'avortement du plan.

Debauvais, qui avait pris ses quartiers chez Mlle Y. Auffret, rue de Chateaudun, perdit les premiers jours à consulter les uns

1. Le commandant militaire de la gare avait eu l'imprudence de garer un train de munitions le long d'un transport de réfugiés. Survint un bombardement aérien = 2 000 morts.

et les autres, à organiser un P.C. et à tenter de rétablir des contacts perdus, sans postes, sans télégraphe, sans téléphone, sans trains, sans cars, et la plupart du temps sans voiture ou sans essence. C'était une tâche désespérante. Il était entendu qu'il improviserait sur place. Mais l'idée était quand même de se livrer au moins à une manifestation symbolique de prise de pouvoir avant que n'arrive le veto de Berlin. Pour cela, Debauvais devait faire venir à Rennes au plus vite sa troupe de prisonniers libérés et se mettre à leur tête pour s'emparer de deux ou trois points importants, tels que la préfecture, la mairie et l'*Ouest-Eclair*, où il aurait établi son bureau et fait paraître le numéro du lendemain matin sous son nom après avoir mis le personnel en état de mobilisation. Ça n'aurait pas fait un pli et c'eût été au moins l'occasion de faire flotter les fameux drapeaux confectionnés par nos femmes².

Au lieu de cela, Deb laissa à Lille le convoi des libérés sous les ordres de Moïse, avec l'ordre de gagner Pontivy à petites étapes. Ainsi freiné, le convoi campa plusieurs jours dans un asile d'aliénés, où Moïse fit donner des conférences à ses gâs désœuvrés, puis à Saint-Cloud, dans un château, dont les caves se vidèrent comme par enchantement, pour fêter l'armistice que la radio venait d'annoncer.

Deb, au lieu d'appliquer le plan décidé avec moi, que sans doute il « ne sentait pas », était retombé dans la routine maison et avait mijoté une réunion à Pontivy, bien entre soi — parce que Pontivy avait été choisi pour le lieu de notre congrès d'été — et dans le style des manifestations classiques de Saint-Aubin-du-Cormier. Quand j'arrivai le 2 juillet, il était trop tard pour rien changer, nous avions déjà les mains liées, l'occasion était manquée. Le mieux était de faire bonne figure et de tirer le maximum de la manifestation privée de Pontivy, seule formule qui restait autorisée et possible.

Je fus réceptionné à Rennes par Stauffenberg et Haller, qui nous emmènent, Debauvais et moi, sous une tonnelle de Cesson, pour causer à l'aise. Nous pressentions ce qui allait venir.

Ces messieurs nous informent que si nos manifestations en vue seront tolérées, c'est à la double condition qu'elles auront lieu dans une enceinte privée et que les mots « nation bretonne,

2. Tous les témoins de l'époque sont unanimes à ce sujet : la population de Rennes, dans son ensemble, attendait la prise du pouvoir par les « autonomistes ».

Etat breton, autonomie ou indépendance » ne seront en aucun cas prononcés. Aucun acte illégal ne sera admis. « Vous devez respecter l'ordre français. » Je fis remarquer que puisque l'ordre français avait disparu, on nous demandait de le restaurer ! Nous avons le sentiment d'avoir été trahis. Nous nous débattons comme de beaux diables. Nos interlocuteurs sont eux-mêmes contrits, ils nous expliquent qu'ils ne sont que des porte-parole, exécutant des ordres en tant que soldats. En définitive, ils se contentent de nous conseiller une extrême prudence. Ce coup d'arrêt *in extremis* explique les circonlocutions de la déclaration de Pontivy ainsi que son caractère platonique. Le choc psychologique, sur lequel je comptais, ne pourra pas avoir lieu. L'affaire est très mal partie.

La majorité des membres du parti, comprenant que la Bretagne n'avait pas bénéficié des circonstances favorables qui libèrent les nationalités de l'Europe Centrale en 1918 par une intervention extérieure directe et franche, se résignèrent et se réfugièrent dans de vagues espérances. Mais les « durs » n'avaient pas l'échec.

« Guy³, m'écrit P. Guérin, était profondément choqué par le naufrage de la cause. Moi aussi. Pour nous, l'erreur principale avait été le renoncement au combat par Célestin en 1939. Nous étions alors une poignée d'hommes capables de faire un geste historique. Tu sais que je ne digère pas cet inexplicable dégonflage, qui autorise des hypothèses inquiétantes. C'était entrer dans le jeu de la politique française, assez subtile pour terminer par un non-lieu l'affaire du « Gwalarn » qui aurait dû prendre fin devant le peloton d'exécution. Nous n'étions pas en Bretagne en 40, au moment de la défaillance des Français, mais les chefs étaient sur place. Vous auriez pu essayer d'atteindre le peuple, au lieu d'aller vous calfeutrer dans le château fort de Pontivy. En 1938, Deb m'avait chargé d'étudier Pontivy pour y faire le congrès de 1939. C'était formidable, nous allions enfin dans ce nid du coq gaulois, dans le « Napoléonville », planté au cœur de notre pays. Nous aurions enfin notre occasion de bagarre. Enfin, on allait saigner et déjouer tous les calculs de l'Intérieur, qui

3. Guy Vissault de Coëtlogon était connu et désigné sous son prénom.

jusqu'ici avait réussi à éviter les histoires et à bloquer le cours de notre histoire.

« Mais une prise de pouvoir n'est pas un congrès. Ce fut une catastrophe. Célestin n'avait pas de service de renseignements et a été en tout cas incapable de prévoir et de neutraliser l'opposition publique à Pontivy. Sans la mainmise sur *l'Ouest-Eclair*, sans un public approbateur qu'on pouvait trouver ailleurs, à Rennes par exemple et même à Nantes, il ne pouvait pas y avoir de réussite. C'est la claque et la presse qui font un triomphe. »

Marcel Guieysse⁴ avait pensé, par contre, que si tout le monde ou à peu près était prêt à accepter l'indépendance bretonne, même sous l'autorité de l'Allemagne, c'était pour conserver situations, places et fonctions :

« Le résultat d'une semblable indépendance eût été de reléguer le mouvement breton au second plan, en lui retirant sa raison d'être, et de laisser tous les leviers de commande aux mains de ceux qui les détenaient sous le régime français. Les dirigeants du parti ont, à ce moment, sagement agi en faisant ce qu'ils ont fait. Si les choses avaient bien tourné pour lui, il eût été assez fort, lors de la signature de la paix, pour s'imposer. Les choses ayant mal tourné, la Bretagne plus ou moins indépendante n'eût pas été moins dévastée par les bombardements, et c'est le mouvement breton qui aurait porté la responsabilité de ces dévastations aux yeux de la population. »

On est en droit de trouver spécieux ce raisonnement.

4. Fils de l'ancien ministre et député du Morbihan, Marcel Guieysse avait été sous-préfet et, ayant pris sa retraite, avait adhéré au P.N.B. depuis bien des années. Résidant à Paris, il y était considéré comme la personnalité la plus marquante du mouvement. Il revint se fixer au pays au début de la guerre.

DEMARRAGE A PONTIVY

A mon arrivée à Pontivy, je me joins à Debauvais, Lainé et Guieysse pour fonder le Comité National Breton. Comme convenu, Debauvais est élu président du Comité Exécutif. Quand il s'agit de nommer le vice-président, Lainé déclare rondement qu'il n'y en a pas besoin. Je proteste du contraire et regarde Debauvais. Mais celui-ci, au lieu de rappeler notre accord de Berlin, ou tout simplement de se ranger à mon avis, observe le silence. Je demande le vote. Par trois voix contre une, il est décidé qu'il n'y aura pas de vice-président, c'est-à-dire qu'il n'est prévu aucun protocole de succession. Debauvais sera libre de désigner le remplaçant qu'il veut, ce qui était son but, et Lainé a rogné mon autorité, ce qui était le sien. Quant à Guieysse, il s'est simplement aligné sur Lainé dont il a adopté les points de vue depuis longtemps.

Tous ces calculs me paraissent bien mesquins et je passe. J'ouvre mon dossier. J'expose la nécessité de surmonter la phase *Breiz Atao* et d'élargir le mouvement, en donnant comme titre à l'hebdomadaire que nous allons lancer un nom symbole de ralliement des bonnes volontés : *L'Heure Bretonne*. J'ai préparé tous les textes nécessaires à la manifestation : la Déclaration fondamentale du C.N.B., les 18 points de notre programme de gouvernement, le préambule de la déclaration, l'article leader qui qualifie historiquement la journée ainsi qu'un article de combat nous situant en face de Vichy. Mes interlocuteurs semblent avoir perdu de vue leur prévention du début et se montrent emballés par les textes. Tout ce que j'ai présenté

est approuvé : je suis nommé directeur général du journal, et je distribue les rôles pour la manifestation.

Le Trois Juillet historique.

Le cadre de la cour du château de Rohan est esthétiquement idéal pour une cérémonie comme celle qui va avoir lieu. Depuis les premières heures du matin, les participants, alertés par des moyens de fortune, sont arrivés des quatre points cardinaux, en employant les moyens de transports qui s'offraient. Beaucoup sont venus à bicyclette. Nous n'attendions pas beaucoup de monde ; cependant à 14 heures un bel auditoire est réuni, avec au centre les prisonniers libérés en formation militaire.

Tous savent qu'ils vivent un moment historique quand je mets aux voix la Déclaration du C.N.B., quand Debauvais brosse le tableau de la Bretagne de demain, quand Lainé dit quelle sorte de respect nous devons avoir pour la puissance française et termine en déclarant : « C'est grâce à Debauvais et Mordrel et au travail qu'ils ont fait au péril de leur vie, que tout ce que nous voyons aujourd'hui a été rendu possible. »

« Le 3 juillet restera une date dans notre histoire... Pour la première fois, depuis près de cinq siècles, des Bretons ont pu se réunir sur le sol breton délivré des emblèmes de la domination française et proclamer leur volonté inébranlable d'arracher leur liberté nationale. Mais cette journée n'est qu'un commencement... » (*L'Heure Bretonne*, N° 1.)

La déclaration réglait la question politique dans deux articles qu'il faut savoir lire entre les lignes :

I. — Le C.N.B. déclare, au nom du peuple breton, qu'en toute éventualité la situation de la Bretagne ne pourra plus être après la guerre celle qu'elle était avant. Le système qui condamnait la Bretagne est anéanti à jamais et tous les principes sur lesquels il était fondé se sont effondrés.

II. — Le C.N.B., organe représentatif des Bretons soucieux du bien collectif et de l'honneur de leur peuple, agira à l'heure choisie par lui pour doter la Bretagne d'un Etat national, dans son cadre naturel et dans l'esprit de sa tradition, afin qu'elle puisse vivre enfin en nation

organisée, libre de ses aspirations et maîtresse de ses intérêts.

Le programme affirme que le peuple breton est une communauté ethnique, que la souveraineté réside dans la communauté du peuple, que le relèvement du pays exige un chef responsable et pour le reste, tout en s'efforçant d'exprimer les tendances bretonnes, s'apparente aux idées maîtresses du national-socialisme. Il ne pouvait pas en être autrement, puisque l'intérêt breton était de s'assurer, ne serait-ce que par des concessions de termes, la sympathie des nouveaux maîtres absolus de nos destinées.

Comme il était prévu, la population locale ne prit aucune part à la journée. Seulement, le soir, quand un groupe assez nombreux des nôtres revient des restaurants de la gare vers le château, un individu leur cria de sa fenêtre : « Sales Boches ! »

« De fait, quelques minutes plus tard, nos amis étaient suivis par un attroupement où dominaient d'ailleurs les réfugiés ainsi que la petite racaille sur laquelle s'appuie volontiers dans nos villes la clique gouvernante.

Rassurés par l'attitude impassible des nôtres, quelques énergumènes n'hésitèrent pas à frapper des isolés. Notre détachement de protection intervint de suite avec vigueur et chacun des provocateurs reçut une correction soignée. » (*L'Heure Bretonne*, N° 1.)

Au loin, nous entendîmes une discordante Marseillaise. La manifestation spontanée avait pris fin.

L'heure bretonne sonne.

Le premier numéro de *L'Heure Bretonne* fut tiré sur les rotatives de *l'Ouest-Journal*, qui était fermé et dont nous nous étions emparés, en même temps d'ailleurs que *Westfront*, le journal de l'armée d'occupation. Sur ce, Messerschmidt, venu spécialement de Paris en auto, nous en fit expulser, le 18 juillet, deux jours avant la date de parution, afin d'éviter que l'armée ne soit compromise à notre contact (et non le contraire). Puis il remit le pied sur l'accélérateur sans même nous adresser la parole. La situation devenait d'une clarté lumineuse. Deb réussit à retrouver et à réembaucher en 24 heures un nombre suffisant de nos anciens ouvriers, pour remettre en route immé-

diatement notre propre imprimerie qui, hélas, ne disposait que de simples presses, et sortir le numéro à temps.

Le but que je fixai à *L'Heure Bretonne* fut de vulgariser une figure complètement nouvelle de la Bretagne, apparaissant comme une position européenne clef et une terre d'avenir dont les possibilités pouvaient enthousiasmer les jeunes ambitions. Par rapport à *Breiz Atao*, c'était donc un changement de plan et d'atmosphère plutôt qu'un changement de direction ou de doctrine de base. De fait, le point de vue doctrinal restait le même : *l'H.B.* continua comme son prédécesseur à démolir le régime sous tous les angles d'attaque possibles. Une grande simplification de notre tâche venait du fait que nous n'avions plus à nous soucier de saper le prestige de la France : il n'en restait plus trace. Il fallut les gaffes des occupants et la très efficace propagande anglaise pour que se redresse la crête du coq gaulois.

Le succès du nouveau journal fut extraordinaire et immédiat. Il répondait à l'attente anxieuse du public, avide d'explications valables du cataclysme qui l'avait secoué ainsi que de directives pour sortir du chaos où le pays était enfoncé. Au cours des trois premières semaines, nous vendons 37 000 exemplaires. Notre seule limite est dans nos moyens de diffusion. Le principal en est constitué par un camion que les Anglais avait abandonné dans la forêt de Quénécan et qu'utilise une équipe de vendeurs fournie par le groupe de Lainé. Il ne cesse de parcourir le pays. Le 15 août, à Dinan, 390 numéros sont vendus. Le 18, à Fougères : 300 en deux heures. Le 6 octobre, à Janzé, 200 numéros. A Brest, dès le mardi, on ne trouve plus un numéro. Partout où nous offrons de faire un dépôt il est accepté. Un seul refus, à Rennes. A la fin de juillet, nous disposons de 400 postes de vente, qui passent à 500 à la rentrée. Nantes est un centre de diffusion important. Le 20 octobre, au cours de tournées en zone rurale, touchant Carquefou, Mézanger, Couffé, Teillé, Riaillé, la Meilleraye, Moisdon, Noyal, 500 numéros sont vendus. L'accueil du peuple est fait de curiosité et de sympathie. Parfois une manifestation hostile a lieu, de la part des réfugiés qui sont outrés ou de quelque notable solidaire du régime, tel ce notaire de Carquefou qui prétendait faire assommer nos vendeurs « vendus à l'Allemagne » par la foule mise en gaieté par l'incident. Les gendarmes, naturellement, nous cherchent noise, mais cela ne va pas loin s'ils n'ont pas reçu d'ordres particuliers à notre sujet.

La fin de Pontivy.

Une fois passée la journée du 3 juillet, les prisonniers libérés, estimant qu'on n'avait plus besoin d'eux, manifestèrent leur impatience de rejoindre leurs familles. Nous ne leur avons demandé aucun engagement : il fallut les laisser partir. Leur nombre diminua peu à peu. D'autre part, un certain nombre de jeunes était parti pour Rennes, où le central les réclamait. Il ne restait au château qu'une poignée d'hommes avec Lainé. Le moment parut propice à la cabale anti-bretonne de Pontivy de « donner une leçon » aux « traîtres ». L'affaire fut bien montée, par un officier en retraite, a-t-on dit. Une colonne de manifestants, où dominaient les gamins des patronages, avec en tête un drapeau tricolore, s'élança à l'assaut de la poterne du château. Les assiégés se défendirent en utilisant les projectiles qui leur tombaient sous la main et en lançant des amorces d'explosifs sous le portail, qui allaient éclater dans les pieds des assaillants, provoquant des fuites précipitées. Un mouvement tournant se produisit pour essayer d'entrer dans le château en franchissant le mur d'enceinte. La faible garnison dut se diviser dangereusement pour le repousser. A ce moment, un détachement allemand, attiré par le bruit, intervint et dispersa les manifestants.

La place n'était plus tenable. Lainé chercha un autre repaire et quelques jours plus tard, l'inaugura dans un autre château, mais en pleine campagne, celui de Kerriou-en-Gouézec. Il y groupa son « Lu brezhon », dont la traduction « Armée bretonne » semble malignement ironique alors qu'il n'en est rien, quoique ses effectifs ne dépassèrent pas 40 hommes. Il y régnait selon les uns une oisiveté génératrice de désordre, tandis que Lainé, continuant à dormir le jour et à veiller la nuit, avait des soucis d'ordre métaphysique. Selon d'autres, on y recevait une instruction paramilitaire normalement programmée. Il y avait sans doute des deux choses.

En tout cas, cette modeste entreprise qui, dans la vie du parti, n'avait pas une importance décisive, devait être à l'origine de la plus grave rupture de tradition dont a souffert le mouvement de *Breiz Atao*.

24

LA REACTION DU MILIEU

Une lettre de M. Marchal à R. Tullou, du 20 octobre 1940, donne l'impression d'un observateur perspicace quant à l'atmosphère qui entourait le néo-Breiz *Atao* :

« Je suis rentré ici (à Laval) au début de septembre, après deux bombardements et une retraite précipitée dans le midi. Dès le lendemain de mon arrivée, je suis parti voir ce qui se passait au pays, les bruits les plus contradictoires circulant à ce sujet. J'ai vu d'abord les deux grands ténors. Francis (Debauvais) m'a agréablement surpris... Quant à Olivier (Mordrel), il est absolument gonflé... A Rennes et à Nantes, beaucoup de monde aux centres de groupements, mais guère de nouveaux convaincus, surtout des gens venant aux renseignements pour les leurs et nombre d'individus fort industriels subitement touchés par la grâce celtique (marchands de biens, etc...). D'ailleurs, déjà, malgré la discipline toute militaire qui règne là-dedans, les clans se forment et luttent sourdement entre eux. Il ne m'a pas fallu longtemps pour voir clair... »

La popularité soudaine du mouvement s'explique aisément : plus de risques, succès paraissant assuré, avantages à gagner. L'afflux des souscriptions était la musique d'accompagnement des demandes de libération de prisonniers qui s'amoncelaient sur nos bureaux. En somme, tout le panorama de l'*emsav* était changé. L'espoir d'un prompt aboutissement est le stimulant essentiel et irremplaçable. Une lutte implacable entraînant des

sacrifices sanglants ne lui nuit pas, elle peut même le renforcer. Le pire, c'est la stagnation, parce qu'elle n'autorise pas les plus minimes espérances.

En ce qui concerne les gens du mouvement, une déclaration d'Abéozen, qui la veille était encore un tenant décidé du Front Populaire et collaborateur du communiste *War-Zao*, illustre bien une attitude générale :

« Je ne joue jamais aux cartes, mais j'ai été d'avis et je le reste que les Bretons ont une carte à jouer : la carte allemande. Quand je pense qu'ils étaient prêts en juin dernier à recevoir l'autonomie !... C'était pour eux le moindre mal. » (*Galv*, N° 1, 1941.)

Quelques-uns cependant « se réservaient », mais c'était plus pour se conformer aux mandements des évêques, qui avaient mis le mouvement à l'index, que pour une autre raison.

Dans les camps de prisonniers, en Bretagne même, le mouvement d'adhésion « à Breiz Atao » fut plus général et plus spontané qu'en Allemagne, parce qu'il était impossible à nos adversaires d'y dénoncer la main de l'ennemi. Le quartier de Guines, à Rennes, regorgeait de prisonniers, où les Bretons formaient une minorité remuante, réclamant à cor et à cri leur libération à titre breton, ce qui avait provoqué l'hostilité des autres, qui avaient en main l'administration du camp et en profitaient pour soumettre les Bretons à des brimades continues. Les victimes avaient élu un bureau représentatif, qui s'était mis en relation avec le journal qui publia une des lettres exaltées qu'ils nous envoyaient, tandis que nous nous efforcions, bien en vain, d'attendrir l'administration allemande à leur égard. L'heure bretonne était passée.

Chez l'adversaire.

Il va de soi que nos adversaires en 1939 l'étaient restés en 1940. Surpris, mais réconfortés en voyant que les féroces nazis n'avaient pour eux que sourires et arboraient comme devise « Y a bon la France » au lieu du *Gott straf Frankreich*¹ attendu, ils reprenaient chaque jour du poil de la bête. C'était pour nous le moment de nous souvenir d'une lettre que nous

1. « Que Dieu punisse la France ! »

avions reçue, au moment du lancement de *Stur* en 1935, d'une jeune Bretonne qui s'exprimait comme suit :

« Alors que plus que jamais tous les Français doivent s'unir, je ne puis croire que des Bretons, fils de cette race si fière de son passé, si profondément dévouée toujours à ce qui est noble et grand, puissent se faire, en quelque sorte, les complices des ennemis de la France. »

Nous en avions bien ri, parce que pour nous la France impérialiste n'était ni noble ni grande, et tant de naïveté candide nous divertissait. Nous avions tort. C'était celle d'une très grande partie de notre peuple et le retour en force de l'anti-Bretagne aux postes de commande allait lui rendre ses plus fraîches couleurs.

Le départ de la contre-offensive contre l'autonomisme fut donné par l'évêque de Quimper, Mgr Duparc, dans sa lettre pastorale du 14 juillet 1940 qui devait être lue en chaire dans toutes les églises du diocèse².

« Nous mettons en garde, y disait-il, le clergé et les fidèles contre une campagne de séparation bretonne qu'organisent en ce moment des hommes déjà condamnés par les tribunaux français. Le résultat le plus clair de pareilles entreprises serait d'imposer à la Bretagne des conditions aussi dangereuse pour la foi catholique que pour les traditions celtiques. Quatre siècles d'histoire nationale commune, malgré les dissentiments qui ne regardent que nous seuls, ont intimement resserré nos liens de cœur avec la France... Nous lui sommes liés indiscutablement. Nous ne la trahisons pas à l'heure de la douloureuse épreuve. Jamais Breton ne fit trahison ! »

De nombreux prêtres s'abstinrent de cette lecture³, mais

2. La tradition du chauvinisme inconditionnel était bien établie à l'évêché de Quimper. Déjà, en 1928, la *Semaine Religieuse* annonçait, au sujet des journées de propagande organisées par les nationalistes catholiques modérés de l'abbé Madec : « Nous n'autorisons ni nos prêtres, ni nos groupements de jeunesse à prêter leur concours à ces journées. Le *Bleun-Brug* devra se tenir à l'écart de ces réunions et éviter de faire coïncider avec elles ses propres assemblées. » — Mgr Duparc avait créé le « péché d'action bretonne ».

3. Voir *Complots pour une République Bretonne*, R. Caerleon, p. 252.

l'excommunication des chefs autonomistes devait suivre et faire une lourde impression.

A Rennes, un Méridional, Mgr Roques, le nouvel archevêque nommé sur la pression du gouvernement français, alors que le Vatican avait déjà choisi un Breton, Mgr de Villerabel, déclara dans son premier discours, le 9 juillet, qu'il était venu en Bretagne pour maintenir « la fierté française » des Bretons. Mettant ses actes en rapport avec ses paroles, il interdit à M. Riou-Reuzé, imprimeur de l'archevêché, de publier le journal du C.N.B. bien qu'il ait déjà engagé sa parole.

Ses collègues de Saint-Brieuc et de Vannes prirent la même position, quoique plus en sourdine.

Les autorités civiles, rassurées par la cordialité des *Kommandaturen*, amorcèrent au bluff la répression des « menées autonomistes », comme si rien ne s'était passé depuis le 8 mai 1940. Le sous-préfet de Lorient, Bousquet, resté dans la ligne des Reynaud-Mandel, fait savoir à l'écrivain Loeiz Herrieu que le commandant allemand, qu'il intitule « gouverneur » pour faire plus forte impression, a interdit la repartition de sa revue *Dihunamb*, « Réveillons-nous ». C'était faux et le sous-préfet s'était rendu coupable d'usurpation d'autorité, de faux et d'usurpation des fonctions de censeur.

A Quimper, le préfet corse Angeli donnait la réplique à l'évêque. Prétendant des désordres — qui avaient été provoqués par le régionaliste Adolphe Le Goaziou, féroce ennemi de *Breiz Atao* — il fit emmener au poste les 15 vendeurs du journal pour « les protéger », puis incarcérer par surprise. Une bagarre violente se déclencha entre les agents et les militants, qui se retranchèrent dans une partie des locaux. Des officiers allemands intervinrent à la Préfecture pour les faire libérer : Angeli refusa. C'est seulement le lendemain, au bout de 36 heures de jeûne que l'équipe fut libérée par la Feldgendarmerie. A la suite de quoi Angeli fut courtoisement déclaré indésirable en zone occupée. (*Vie de la France sous l'occupation*, Hoover Institute, Band X, p. 478.)

Le conflit eut son écho en zone libre. Dans de nombreux endroits le retour des démobilisés bretons fut sciemment retardé ou indéfiniment différé, afin de ne pas renforcer les effectifs autonomistes. Les soldats bretons, sachant qu'il « se passait quelque chose » au pays, se démenaient pour revenir, mais sous prétexte de les renouveler on leur retirait leurs certificats de

démobilisation, ou bien on leur opposait qu'il n'y avait pas de trains de démobilisés vers l'Ouest « pour le moment ». Certains durent littéralement s'évader. (*L'Heure Bretonne*, 13 octobre 1940.)

Il devenait chaque jour un peu plus clair que la *Wehrmacht* était entrée en Bretagne pour restaurer l'autorité d'une administration anti-bretonne et faire rendre force aux lois anti-bretonnes.

RELANCE DU P.N.B.

Sur tous les plans, la situation, à partir de Pontivy, ne cessa de se détériorer, mais principalement du fait des directives politiques que recevait l'administration militaire allemande. Quand Debauvais, Lainé et moi venons visiter le Feldkommandant de Rennes pour remettre entre ses mains la déclaration de fondation du C.N.B. il ne nous est donné aucun accusé de réception, encore moins un témoignage de reconnaissance officielle. La même comédie devait se répéter au moment de la relance du P.N.B. L'administration d'occupation a noué des relations, qui seront suivies, et du côté allemand naïvement confiantes, avec les préfetures, les mairies, les services publics qui se sont peu à peu repeuplés d'anti-Allemands chevronnés, connus pour leur association aux campagnes bellicistes d'avant-guerre. Mais jamais, pas une seule fois en quatre ans, un représentant du mouvement breton ne fut convoqué pour donner son avis sur l'opportunité d'une mesure envisagée. Et parmi celles que proposait l'administration française il y en avait qui étaient perfidement destinées à nuire gravement à la population pour soulever l'opinion contre l'occupant. C'était le cas de se souvenir de l'opinion désabusée exprimée par notre cousin celtique Roger Casement, quand il disait, lassé de ses pénibles tractations avec ses hôtes à Berlin : « S'il y a un mauvais moyen pour résoudre un problème, on peut être sûr qu'ils le choisiront. »

« L'idylle de juin » est bien terminée. La facilité avec laquelle on les abuse fait perdre la face aux Allemands. Leur bonhomie de commande est prise pour de la sottise ou de la faiblesse.

On les raille ouvertement. Béatement satisfaits de se savoir les plus forts, ils font la sourde oreille et n'en sont que plus méprisés.

La « panne ».

Le 27 juillet, contre toute attente, la radio allemande, suivie par celle du monde entier, annonça la création d'un Etat breton. Le soir la *Nachtausgabe* de Berlin parut avec un titre sur toute la largeur de la page : *Die Bretagne Nazional Staat*. Et le lendemain, la *Prensa* de Buenos Aires, comme le *New York Times*, répand la nouvelle. A Berlin, elle fut immédiatement stoppée par la police, qui courut saisir les journaux dans les kiosques. Cet incident, dû à une erreur de l'agence officielle D.N.B. ayant interprété erronément les informations de Pontivy, porta l'exaspération de l'A.A.¹ à son comble et stimula son action contre nous. Nos amis, sachant que désormais tout effort en faveur des Bretons se heurterait à un mur, surnommèrent le regrettable incident « la panne ».

Il n'y a donc pas de raison de s'étonner que notre mémorandum du début août, protestant contre le morcellement de la Bretagne par l'administration militaire, et réclamant le rétablissement de son unité, n'eut aucune suite ; ni que notre second mémorandum, déposé en septembre, pour réclamer que les règlements scolaires français qui empêchaient l'enseignement du breton soient abrogés, ait subi le même sort. Nous commençons à nous accoutumer à ce parti pris de ne rien vouloir entendre, depuis que notre proposition antérieure de prendre d'autorité le contrôle de la presse se fût désagrégée dans sa progression à travers les voies hiérarchiques sans laisser de trace.

Du côté des prisonniers nous n'eûmes pas davantage de chance. Malgré nos démarches répétées, soutenues avec un remarquable mélange d'obstination et d'adresse par Hans Otto Wagner, malgré les promesses toujours éludées qui nous avaient été faites, nos partisans, à peu d'exceptions près, non seulement ne furent pas libérés, mais furent transportés en Allemagne avec les autres. Nous n'oublierons jamais ce train de prisonniers dans la gare de marchandises de Rennes, d'où plusieurs Bretons,

1. Abréviation courante de *Auswärtiges Amt*, « Affaires Etrangères ».

désespérés d'être arrachés aux leurs qu'ils venaient de retrouver, sautèrent sur le ballast... pour être fauchés par les mitraillettes de l'escorte, plus de deux mois après l'armistice !

Mais les personnages politiques de la Bretagne française firent sans peine mettre en liberté un grand nombre de leurs protégés. Nous étions en train de perdre la face et, en politique, la déconfiture du prestige ne se rattrape pas.

Pourtant, le central de la rue Waldeck-Rousseau continuait son petit train-train de vie sans changement apparent. Debauvais, patiemment, essayait de refaire le parti, comme une araignée tisse sa toile. Un « comité breton » s'était formé là où nous avions un groupe de propagande avant la guerre, et avec les mêmes hommes, rarement là où nous n'en avions pas eu. Il y eut quelques initiatives, comme une ligne postale par relais cyclistes entre Rennes et Quimper, pour échapper au cabinet noir. Le bureau des prisonniers, remarquablement dirigé par Fred Moysse, qu'aident Auguste Cattelliot, Bougeard et Simone Le Goff, possède six mille noms sur ses listes. Dans tout l'été trente (30) seront libérés. Le bureau se transforme peu à peu en bureau de bienfaisance. Il organise une fête au profit des prisonniers, envoie des colis nominatifs dans les camps d'Allemagne. Il meurt de sa belle mort.

Dans la même rue, un peu plus haut, en face, campait le détachement chargé de la vente du journal. Lainé, leur chef, leur enseignait le culte des vertus héroïques et le mépris des bavards que nous étions. Au lieu de nous saluer, ces jeunots, dont certains étaient des adhérents de la veille, nous ricanaient au nez. Leur activité dévastatrice devait se limiter à la criée de l'Heure Bretonne et à l'exhibition de mitraillettes dans l'enceinte de Kerriou.

Dans le domaine économique je m'étais occupé à faire attribuer aux vigneronnants nantais une répartition de trente mille kilos de sucre pour améliorer leur muscadet qui n'atteignait pas plus de 10 degrés et était menacé de perdre son appellation. Mes démarches ne furent pas plus aisées que sur le terrain politique.

Mais il était un homme qui ne désarmait pas, le Dr Werner Best, chef de l'Administration militaire de l'Ouest de la France, à l'hôtel Majestic. Il occupait un haut rang dans la S.S. et avait été complètement gagné à nos idées par Gerhard von Tevenar. Menacé de pâtir de son désaccord avec Heydrich, il avait demandé à servir dans l'armée et avait reçu ce

poste à Paris avec le titre de *Ministerialrat*. Il m'écrivit récemment à ce sujet :

« J'ai soutenu de tout mon possible, dans le cadre de mes attributions, les efforts des Bretons, des Flamands et des Basques. Le chef militaire suprême, d'abord le général Otto von Stülpnagel, puis son frère le général Heinrich von Stülpnagel, et leurs officiers ignoraient tout des problèmes ethniques de la France. Je ne trouvais de compréhension qu'auprès de quelques membres de l'*Abwehr*, qui d'abord ne s'intéressaient qu'au recrutement d'auxiliaires pour leur travail, mais qui petit à petit avaient subi l'influence de leurs collaborateurs bretons et autres. »

Bref, alors que tout allait déjà très mal pour nous, le Dr Best avait convoqué à Rennes, à l'hôtel Moderne, tous les chefs des *Kommandanturen* des cinq départements pour leur donner ses instructions réglementaires et confidentielles après avoir écouté leurs rapports. Il m'avait demandé de leur faire une causerie au pied levé, en allemand, sur la question bretonne. En suivant les jeux de physionomie de mes auditeurs, je pus me rendre compte de leur surprise, de leur incompréhension et de leur bonne volonté. Avec les Allemands, les improvisations sont de faible rendement.

Le mouvement paralysé.

A mesure que l'été s'écoulait, une grave divergence de vues s'approfondissait entre Debauvais et moi. Mon camarade estimait que l'opération 40 se soldait par un échec et que la seule porte de salut était de rechercher un accord ou au moins un *modus vivendi* avec Vichy. Je voyais dans cette orientation un affaïssissement à la fois de son jugement et de sa volonté, imputable à l'aggravation de son état de santé. Cet homme ne voulait plus combattre. Je lui représentai que Vichy nous étant violemment hostile, aucune ouverture de notre part ne serait prise en considération tant que nous ne serions pas une force avec laquelle il est préférable de traiter plutôt que de lutter.

« Je pense aussi, lui disais-je, qu'il faut rechercher un *modus vivendi* avec la France, puisque l'Allemagne, qui était notre alternative, en cherche un. Autant arriver les

premiers. Mais pour discuter, il faut être deux. La France, si bas qu'elle soit tombée, existe. Nous, pas. Nous devons d'abord exister. La première chose à faire est de bander toutes nos forces pour figurer une force. Le reste est illusion.»

Mais cette réaction que je préconisais, à la fois contre Berlin et contre Vichy, Deb ne la croyait pas possible. Il restait partisan d'aller à un Canossa vichyssois. Chacun en somme demeurerait sur ses positions. J'étais plus que jamais d'avis de livrer bataille, et mon sentiment répondait à celui du mouvement et de son public. En attendant, le C.N.B. s'enlisait dans son marécage et chacun attendait un dénouement que tous sentaient proche. Vis-à-vis de Debauvais, nous restions attentifs et réservés, respectueux de sa grande personnalité qui méritait plus que notre reconnaissance, et inquiets de l'évolution de son état de santé. Vint inexorablement le jour où la Faculté ordonna au malade plusieurs semaines de repos absolu.

« Deb m'avait appelé par téléphone. Je le trouvais abattu et pâle en compagnie d'Hervé Le Helloco, l'officier exécutif de Lainé. Il me fit part de l'obligation où il se trouvait d'aller se reposer un mois ou plus. Il avait pensé que le plus indiqué parmi nous pour occuper l'intérim de ses fonctions était Bob (Helloco). Ma stupéfaction fit impression. Helloco n'avait jamais été mêlé ni à la vie du parti ni à celle du journal. Il n'avait aucune préparation, aucune qualification. De toute évidence, Deb, ayant évité toute conversation préliminaire avec moi, voulait me mettre devant le fait accompli. Je lui répondis froidement que sa suggestion était grotesque et que j'y faisais une opposition absolue. Bob, rouge comme une pivoine, s'en alla. Deb encaissa, mais eut sa revanche. Il partit se reposer à Plélan, nouveau roi Judicaël, à 40 km de Rennes, et avec des moyens de communication précaires, sans démissionner et sans transmettre aucun pouvoir à qui que ce soit ; ce qui équivalait à mettre le central en sommeil et à paralyser le mouvement. »

Pendant ce temps-là, je parcourais la Bretagne pour relever les courages et recueillir les approbations à mon plan de laisser tomber le C.N.B. devenu le symbole d'un ratage et de relancer le P.N.B. au prestige toujours intact.

Remise en route.

Quand le *Kuzul* se réunit chez moi, à Rennes, fin octobre, au retour de Deb, l'atmosphère était faite. Chacun des membres² était au courant des thèses en présence. Jusque-là le *Kuzul* avait été un organe de coordination, laissant à chaque partie constituante une relative liberté d'action. Mais il se trouvait maintenant devant le fait d'un chef politique qu'il savait nécessaire de mettre en congé, mais qu'aucune autorité supérieure ne pouvait obliger à démissionner. En outre, au Comité directeur du C.N.B., Debauvais était assuré d'une majorité inconditionnelle. Il était donc nécessaire de trouver quelque chose. Je proposai que le *Kuzul*, au lieu d'être un organisme de coordination, devint un organisme directeur, aux décisions duquel chaque membre serait obligé de se conformer par serment. Cette proposition ne pouvait qu'être du goût des trois nouveaux membres, qui avec les autres, moins Debauvais, levèrent la main : 7 contre 1. Celui-ci, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, vota aussi pour le nouveau statut : Unanimité.

En suite de quoi, j'exposai mon programme. Je montrai l'échec du plan primitif et du C.N.B. qui n'était plus qu'un titre sur une page blanche. J'écartai la proposition de négocier avec Vichy pour n'être pas praticable et proposai la reprise pure et simple du vieux P.N.B. malgré les directives franco-allemandes, et qui, étant donné les dispositions populaires, devait connaître un développement sans précédent. *L'Heure Bretonne* était déjà un mouvement ardent et l'assise d'un parti. Il avait une équipe toute prête et des offres de financement qui lui permettraient de se passer des subventions allemandes.

Enthousiasmé, le *Kuzul*, encore à l'unanimité, me confia la mission de rappeler à la vie le P.N.B. Mais, soucieux de laisser une sortie honorable à mon vieil associé, je proposai que le C.N.B. ne soit pas supprimé, mais devienne en quelque sorte le sénat du parti, avec Debauvais, Guieysse et Lainé. Cette fiche de consolation n'était pas négligeable, car elle assurait une

2. Le *Kuzul* de sa fondation à cette date était composé de Debauvais, Mordrel (secrétaire), Lainé, Helloco, Delaporte (Raymond). J'y avais fait entrer, malgré l'opposition de Debauvais qui craignait que des nouveaux venus mettent en péril notre hégémonie, Yann Fouéré, Roparz Hémon et le capitaine Marty, de Luckenwalde. Ils se trouvèrent réunis pour la première fois en cette occasion.

situation à Debauvais, que cette seconde mise à la retraite laissait insatisfait.

Au cours de la même séance, je proposai à Raymond Delaporte, dont j'appréciais les grandes aptitudes d'administrateur, de prendre le poste de secrétaire général du parti. A la surprise de tous, qui voyaient dans mon geste une manifestation d'esprit d'union, il refusa en alléguant qu'il « se réservait ». Ses paroles devaient prendre plus tard toute leur signification.

Mais il restait à faire entériner ces décisions par Marcel Guieysse, qui ignorait jusqu'à l'existence du *Kuzul*. Personne n'accepta de se charger de la corvée. Je dus m'exécuter. Guieysse, naturellement, ne comprit pas pourquoi ses collègues du C.N.B. avaient pris des dispositions aussi transcendantes sans même le consulter et, me rendant responsable, me signifia que tout était terminé entre nous. Il me poursuivit par la suite d'un parti pris de dénigrement, que ne découragèrent ni Debauvais, ni Lainé, qui jouèrent aux innocents, quoique leur responsabilité ait été aussi grande.

Immédiatement, tout ce que le mouvement comptait de dynamique se rangea derrière moi, et je dotai de suite le parti d'une forte armature³ en n'hésitant pas à appeler auprès de moi des hommes qui ne comptaient pas précisément parmi mes amis personnels, mais dont les titres bretons étaient incontestables, comme Gagnet, opposant aux thèses de *Stur*, Guieysse pour le motif qu'on a vu et de Quélen, du S.S. de Lainé.

Malgré les déboires de l'été, le P.N.B. renaissant de ses cendres devint le point géométrique des espoirs de beaucoup de Bretons et notamment d'une vague de nouveaux venus auxquels ni la vieillotte cantilène de Vichy, ni les rodomontades de Londres n'inspiraient la moindre confiance. Illusionnés par le dynamisme de la nouvelle direction, ils crurent miser sur le bon cheval en jouant la carte de l'autonomisme. Des industriels et des commerçants importants adressèrent des contributions au parti, qui dès novembre égalaient pour un mois le budget annuel de *Breiz Atao* avant la guerre. D'amples locaux où avaient été installées la direction, l'administration centrale, la rédaction et

3. Secrétaire Général : Fred Moysse. Rédacteur en Chef du journal : Ronan de Fréminville (Jean Merrien). Chefs départementaux : I.-&V. : Paul Gagnet, L.-I. : Yves Favreul-Ronarch, Mhan : Marcel Guieysse, Fin. : Yann ar Beg, C.-d.-N. : Jacques de Quélen. Bretons de l'étranger : Albert Guillou (Rennes, 31.10.40).

l'administration, s'avéraient déjà trop exigus et des démarches furent entreprises pour s'assurer un immeuble entier où les peintres travaillaient encore, et en faire la « Maison du Parti ». *L'Heure Bretonne* pénétrait maintenant dans les moindres villages, tirant à près de quarante mille exemplaires fin novembre, avec trois éditions et des chroniques spécialisées par professions et catégories sociales, grâce à l'activité débordante de Ronan de Fréminville. Dans l'antichambre de mon cabinet, les visiteurs faisaient queue et j'étais l'objet des sollicitations les plus inattendues, comme s'il était en mon pouvoir de faire la pluie et le beau temps. Debauvais et Guieysse, auxquels le *Kuzul* avait laissé la façade du C.N.B., canalisaient de leur côté bon nombre de démarches.

Quand les organismes autonomes furent formés, je créai le Conseil politique, composé des chefs départementaux, du rédacteur en chef, du secrétaire général et des chefs des services autonomes (ouvriers, paysans, marins, étudiants, groupe féminin, etc.), véritable petite assemblée consultative de 17 membres, sans laquelle aucune décision importante ne pouvait être prise et qui était qualifiée pour assurer la succession le cas échéant.

Ce démarrage foudroyant ne fut pas du goût de ceux qui espéraient accaparer l'héritage de Debauvais et auxquels j'avais coupé l'herbe sous le pied. Ils méditaient leur revanche.

REVOLUTION DE PALAIS

Ce nouveau départ du nationalisme breton, quand le fiasco du C.N.B. avait rassuré les partisans de l'entente franco-allemande, fut encore moins du goût de l'ambassade de la rue de Lille et de la délégation à Paris du ministère de l'Intérieur. Nous savons par le témoignage de Yann Fouéré que des interventions successives des autorités vichyssoises eurent lieu « à l'échelon local comme à l'échelon national » pour que les activités des nationalistes bretons soient réprimées et leurs chefs arrêtés¹. Les Allemands ne se laissèrent pas imposer une politique, mais ils firent bonne oreille. Ils n'étaient pas satisfaits de voir se développer en dehors de leurs directives et de leurs subventions un parti d'action sur lequel ils n'auraient aucune prise et dont la seule existence mettrait en péril leurs plans de collaboration avec la France. La décision de donner satisfaction aux Français, au moins en apparence, était déjà prise, comme nous l'avons vu, avant Pontivy. Seules les complicités actives que nous possédions dans les forces d'occupation, purent en freiner longtemps l'application et en atténuer les effets². Le mouve-

1. Voir *La Bretagne Ecartelée*, de Yann Fouéré, Paris, 1962, p. 58 et suivantes.

2. « Dans les premières six semaines, m'écrivit en Argentine après la guerre Hans Otto Wagner, un ami haut placé que j'avais à l'A.A. m'avait beaucoup soutenu. Mais sa situation ayant changé, mon activité fédéraliste cessa d'être bien vue de son successeur. Celui-ci essaya à travers son ministère à plusieurs reprises d'obtenir de mon chef (l'amiral Canaris) que je sois rappelé. Je dus mettre en mouvement mon vieil ami le Dr Werner Best, et mon chef, arguant que moi seul pouvais

ment cependant était déclenché. Les officiers « bretons » durent quitter la France. Wagner fut remplacé par le capitaine Kohlhas, de son métier un timide professeur de lycée, qui fut un docile instrument, contre nous, dans la main de ses supérieurs. Dès la mi-novembre, les camps bretons étaient liquidés, les livres bretons et *l'Heure Bretonne* y furent interdits. Il ne restait plus à l'A.A. qu'à liquider le mouvement. Le nouveau personnel du service secret fut nommé dans ce but.

Le complot de l'Abwehr.

Un peu avant la mi-novembre, Mertens, adjoint de Kohlhas, m'avertit d'urgence que la Préfecture de Rennes a reçu de Vichy l'ordre de me faire arrêter ainsi que Debauvais et de nous faire transporter en Zone Libre; que d'autre part, le général von Rundstedt, commandant le Groupe d'Armées de l'Ouest, avait interdit aux troupes sous ses ordres d'intervenir dans cette affaire « intérieure française ». On ajoutait amicalement le conseil de partir de suite à Paris, afin de négocier un renversement de l'attitude allemande.

« Debauvais, mis au courant, estima comme moi qu'il fallait agir immédiatement, car si les Français constataient qu'aucune opposition n'était faite à leur plan, ils ne s'arrêteraient pas en chemin et supprimeraient parti, journal et mouvement, comme le prescrivaient encore leurs ordres non abrogés de 1939. A minuit une voiture roulait pleins gaz sur la route de Vitré. Afin d'éviter une panique, j'avais seulement averti mes collaborateurs immédiats que j'étais obligé de m'absenter trois ou quatre jours pour régler une affaire pressante et leur avais laissé les instructions de routine. »

A Paris, nous avons la surprise de trouver Kohlhas qui avait l'air de nous attendre et nous installe d'autorité sous des faux noms dans un hôtel réquisitionné du quartier Richelieu, où nous sommes dotés d'un ange gardien. Nous comprenons que nous avons été attirés dans un traquenard, par des gens

garantir la tranquillité et l'ordre en Bretagne, il fit en sorte que mon ordre de déplacement déjà signé soit annulé. Je pus ainsi continuer mon travail pro-breton jusqu'à ce que l'A.A., en octobre, eût enfin le dernier mot. »

en qui nous avions toute confiance. A Paris on organise le vide autour de moi. Mon ami Radenac, principal bailleur de fonds du parti, reçoit la visite de Haller, qui lui fait part de l'interdiction de communiquer avec moi et lui soutire de l'argent pour son service. Je multiplie les efforts pour obtenir une entrevue du général Otto von Stülpnagel. Le capitaine fait la navette entre notre gîte et le Majestic, transmettant questions et réponses, sans que nous avancions d'un pas, tandis que mes contacts clandestins presque quotidiens avec Rennes m'apprenaient que le parti était inquiet, que des bruits incontrôlés circulaient et qu'il était essentiel que je reparaisse à bref délai pour calmer les esprits. Je m'en ouvris à Kohlhas. Il revint le lendemain pour me signaler avec raideur l'interdiction du *Militärbefehlshaber* de sortir de la place de Paris. Il me prévenait que je ne saurais y contrevenir sans me mettre en état de rébellion contre la force d'occupation et que j'en supporterais les conséquences. Je lui demandai les raisons de cette extraordinaire mesure. Il me répondit que les agents de la XIII^e brigade mobile de Rennes avaient reçu l'ordre de m'abattre à vue. Je répliquai d'abord que je n'en croyais pas un mot et ensuite que, si c'était vrai, les dangers de ce genre faisaient partie des risques du métier et me laissaient indifférent; qu'au surplus j'étais armé et disposais d'un garde du corps — l'intrépide Falézan. « *Wir wollen keine Schiesserei in der Bretagne* », « Nous ne voulons pas de fusillades en Bretagne », me rétorqua Kohlhas d'un ton rogue. J'étais prisonnier.

Le Kuzul entre en scène.

Le 2 décembre, j'eus une surprise qui devait m'apprendre l'étendue des manœuvres souterraines développées en Bretagne depuis mon départ. Le *Kuzul* me faisait savoir qu'il s'était transporté à Paris et réuni en session permanente pour recevoir ma démission. De son côté, Kohlhas m'informait benoîtement que si je démissionnais, les autorités allemandes m'inviteraient à passer quelques mois dans le Reich, où une situation me serait assurée — par exemple lecteur de celtique à l'Université de Bonn — tandis que ma famille recevrait à Rennes une subvention lui permettant de vivre³. La collusion entre les Bretons

3. Une réunion avait eu lieu au Majestic, entre le Dr Best, le Dr Weissgerber, professeur de celtique à Marburg/Lahn et le Dr Epting,

de la cabale, les Allemands et les Français était complète. Et comme les Anglais, s'ils avaient été consultés, auraient certainement formulé le vœu de faire disparaître cet ami de l'I.R.A., j'avais contre moi l'unanimité des figurants de la représentation internationale.

« Et Debauvais ? » dis-je — « Il part aussi », m'assura Kohlhas. Je le crus sur le moment. A ma demande de me joindre aux délibérations du *Kuzul*, dont j'étais le fondateur et le secrétaire, il me fut répondu par un refus. Le *Kuzul* s'était déplacé uniquement pour recevoir ma lettre de démission. Je reconnus la main de Lainé qui savait l'influence de ma dialectique sur le conseil. Son porte-parole, Bob, fut éloquent, quoique d'un naturel taciturne. Le mouvement devait repartir à zéro, faire peau neuve sous la direction d'un homme nouveau sans compromissions avec l'Allemagne, afin de rallier l'opinion bretonne braquée contre l'occupant, et qui soit un modéré, pour rassurer la majorité anti-séparatiste de l'opinion. On faisait appel à mon patriotisme pour que je sacrifie mon amour-propre à la cause. — « Plus tard, vous reviendrez... », ajoutait-il. Je fus pris d'un doute. « Et Lainé ? » — « Il doit aussi s'effacer ».

Ce doute n'était pas le seul. Debauvais s'était rendu à la réunion pour plaider « notre » cause. M'avait-il encore lâché ? Pour les autres, les motifs personnels ne manquaient pas.

« Pour Lainé, son désir de m'éliminer pour devenir le seul inspirateur de nos jeunes datait de l'automne 1937. Il avait horreur de mon rationalisme et voulait construire une force sur la mystique du chef indiscuté, à la façon des anciens ordres militaires et religieux. Un grave incident avait eu lieu entre nous, quelques semaines auparavant, qui avait mis le feu aux poudres. A peine avais-je été reconnu chef du parti, que des plaintes m'avaient été remises sur le « scandale de Kerriou » par chacun des camarades qui était passé là-bas pour s'informer. Le qualificatif était le même dans chaque compte rendu : C'est un b... — Ils avaient même réussi l'exploit de soulever l'opinion des habitants contre eux par des allures de soudards en pays conquis. L'armée privée de Lainé qui « s'exerçait », comme on me le disait, pendant qu'il dor-

directeur de l'Institut franco-allemand de Paris, qui avait abouti à cette décision, entérinée ensuite par l'A.A.

mait, appartenait nominalement au parti et en absorbait le tiers des ressources. Il y avait là un abus intolérable qui devait cesser. Lainé étant venu me voir, je lui fis remarquer que les incartades de certains de ses hommes étaient de nature à ruiner les effets de notre propagande et même à attirer une plainte des autorités françaises, qu'il serait difficile de contrer parce qu'elle serait justifiée. Lainé nia tout. Je lui mis le marché en main : s'il voulait son indépendance, qu'il la prenne, mais s'il voulait continuer à émarger, sa formation devait être aux ordres du parti et en accepter la discipline. Lainé, qui voulait continuer à être entretenu par le parti mais sans lui rendre aucun compte, avait refusé. Depuis, c'était lui ou moi.

Raymond (Delaporte) m'avait toujours été hostile. Pour lui la présence à la tête du mouvement d'un libre penseur et d'un contempteur de l'hypocrisie bourgeoise était un scandale permanent. Fouéré était un vieil ami, Bob aussi, quoiqu'il sache que je ne le considérais pas comme une tête politique. Mais eux deux, ainsi que Marty, estimaient nécessaire l'opération politique. Restait l'énigme Debauvais. Je flairais qu'il n'avait pas de position préétablie, mais que comme toujours il était prêt à appuyer toute combinaison lui permettant de surnager. En tout cas, il ne reparut pas le soir à l'hôtel. Lui aussi avait regagné Rennes qui restait pour moi la cité interdite. Et c'était peut-être lui qui avait ma lettre de démission en poche. »

J'avais signé, parce que c'était le seul moyen pour moi d'obtenir l'autorisation de rentrer et qu'une fois là-bas, où était ma force, je pourrais peut-être modifier le cours des événements. Je ne niais pas, *a priori*, que l'éloignement des leaders compromis ne soit nécessaire, mais l'opération devait se faire en plein accord entre nous. J'admettais un camouflage, une mise en scène, mais j'étais révolté de voir mes compagnons de lutte profiter d'un grand danger qui menaçait le mouvement pour essayer de réaliser des buts particuliers en sacrifiant notre plus grande force, qui était notre union en face de nos adversaires. Une fois de plus des patriotes bretons faisaient appel à l'étranger pour résoudre leurs difficultés intérieures.

Le dessous des cartes.

Bientôt, le capitaine détendu me signa un bon d'essence pour « aller régler mes affaires avant mon voyage ». A Rennes, j'eus une autre surprise. L'état-major du parti et du journal, dans son ignorance du *Kuzul*, mais ayant eu vent de la cabale, avait flairé une manœuvre louche et refusé en bloc de reconnaître ma démission. Le journal du 7 décembre était paru sans la publier. Mes collaborateurs me représentèrent qu'ils n'accordaient aucune valeur à une signature extorquée par des manœuvres déloyales. Ils m'apprennent que l'histoire du télégramme de Vichy et des ordres à la XIII^e brigade mobile n'avait aucun fondement sérieux. Il était même possible que ce fût une invention de l'*Abwehr*. En effet, après mon départ de Rennes, Mertens avait fait son tour de Bretagne, répandant le bruit que je m'étais enfui à l'annonce d'une répression, abandonnant lâchement à leur sort les camarades du parti. Beaucoup le crurent, même cet honnête homme qu'était Marcel Guieysse. L'opposition interne du parti vit son heure arrivée. Une délégation fut envoyée au *Zivilbüro* pour demander si, au cas où l'ancienne équipe serait remplacée, la nouvelle pouvait compter sur l'appui allemand, en particulier financier, dans les coulisses. Elle reçut tous apaisements à ce sujet. Elle serait protégée de la police française et recevrait une subvention mensuelle de 100 000 F⁴. Immédiatement, rassurés par le feu vert, Lainé s'efforça de décider Delaporte à prendre la tête vacante du parti, escomptant que ce dernier, lui devant tout, laisserait à son S.S. les mains libres et lui accorderait inconditionnellement les mensualités que je lui avais refusées dans les mêmes conditions. Delaporte, il faut le dire, se fit prier : il ne se sentait pas l'étoffe d'une figure de proue, mais il fut stimulé par son plus jeune frère Yves, dont l'ambition était sans limite et qui voyait arriver le moment où il pourrait réaliser son rêve d'exercer le pouvoir par intermédiaire, sans en encourir risques et responsabilités. Raymond, obsédé par la préoccupation de faire rentrer le mouvement dans les bonnes grâces de l'Eglise et dans des voies rassurantes, finit par accepter. Les deux hommes conclurent un pacte pour arriver à leurs fins communes et contradictoires. La révo-

4. D'après les confidences que me fit, durant mon exil en Allemagne, Mertens, alias Vogt, qui était gérant d'une scierie dans le Jura Souabe, où j'avais été mis en résidence forcée.

lution de palais fut élaborée dans le détail et son exécution fut conduite de bout en bout par Lainé, qui espérait en être le principal bénéficiaire. Les deux compères parcoururent à leur tour le pays, renchérissant sur Mertens et proclamant à qui mieux mieux mon indignité.

« Les motifs donnés à mon éloignement variaient selon l'auditoire. A Guérin qui n'avalait pas les couleuvres, Lainé dit seulement que les « politiciens » prenaient tout, en particulier O.M., qu'il ne recevait pas assez d'essence pour les bagnoles, qu'en un mot « l'armée » était frustrée. A J. Breton, Léonard au fond conformiste, on dit qu'il est nécessaire de remplacer Mordrel « parce que les Allemands n'en veulent pas, ni les évêques non plus ». On lui laissait entendre en outre, dans l'entourage de Debauvais et de Lainé, que « sa vie privée n'était pas à donner en exemple à la tête du parti⁵ ». Ces pères-la-pudeur avaient mis vingt ans à s'apercevoir de mon goût pour les jolies femmes.

La thèse officielle eut plus de solennité. Elle me reprochait un abandon de poste pendant 15 jours sans laisser d'instructions, ma gabegie financière et le désordre de mon administration. Cela, sans réfléchir que ce sont des reproches impossibles à adresser à un chef qui n'est resté que cinq semaines en fonctions, et qui d'ailleurs dans le cas présent étaient dénués de fondement. »

Mes amis, à l'époque, se sont indignés des procédés de mauvaise foi employés pour me disqualifier. C'est bien de la naïveté. La violence des luttes politiques intestines est le signe le plus net de la vitalité d'un mouvement, et l'ambition forcenée du pouvoir chez certains constitue le signe de leur foi dans le mouvement et dans leur propre mission. On est là en face d'une sorte de lutte biologique. Que le meilleur, c'est-à-dire le mieux adapté aux circonstances, gagne !

Rennes se cabre.

Mon état-major, dans lequel se distinguaient par leur ferveur Fréminville, Bricler et Moïse, estimait que dans ces conditions-là

5. Témoignage donné par écrit à l'auteur.

mon devoir était de déclarer nulle et non avenue ma démission. Ils faisaient valoir que le journal et le parti étaient florissants et sans le moindre désir de changer de patron. Pour eux, éliminer les chefs de *Breiz Atao*, c'était nous renier nous-mêmes et si notre œuvre devait être mutilée, ce ne devait pas être avec notre consentement. Ils prêchaient un converti. Tout était remis en question.

« Il fit chaud à Rennes pendant quelques jours, quoique nous fussions au seuil de l'hiver. Le *Kuzul* se réunit à nouveau, dans l'arrière-salle du café de la Paix, reprenant à satiété le thème de la démonétisation. Lainé, soudain bonhomme, écartant les bras dans un geste d'impuissance, confirmait : « Nous n'avons plus cours, nous ne sommes plus qu'un empêchement, nous devons nous retirer. » Etant informé sur ses intrigues, je savais à quoi m'en tenir. Mais, faisant abstraction de ces mesquineries, j'eus l'idée d'une tactique audacieuse pour sortir du cul-de-sac. »

Entre-temps, Lainé ne reculait devant aucune manœuvre pour m'isoler. Il faisait savoir à l'un et à l'autre que ceux qui me soutiendraient seraient « supprimés ». Fred Moïse, qui s'il rencontrait le diable irait lui tirer la queue, alla tout droit dans l'antre de Lainé, la maison de la rue Waldeck où il campait avec ses apprentis soldats. La discussion y fut orageuse, mais Fred en ressortit avec tous ses os. Lainé, l'homme d'action, agissait rarement.

La réunion suivante du *Kuzul* eut lieu chez Youenn Drézen. Je leur proposai tout de go de dissoudre le parti et de prendre le maquis. C'était la solution de l'honneur et celle qui nous faisait regagner la faveur du peuple breton. Ma proposition se heurta à des fronts barrés⁶. Mais je lis derrière ces fronts à livre ouvert et j'ai envie de leur jeter au visage : « Vos vraies raisons, je m'en vais vous les dire, il y en a deux : la première, vous ne voulez faire aux Fridolins aucune peine même légère, parce que vous croyez encore au père Noël. La seconde, vous ne me laisserez pas prendre le maquis, vous me vendriez plutôt, parce que ma popularité ferait attraper une jaunisse au chef-bidon que vous voulez mettre à la tête du P.N.B. » Je suis moins

6. Lire le récit de cette séance dans le premier tome de *Le Boterf*, « La Bretagne dans la guerre », pp. 312 à 323 (*op. cit.*).

brutal, mais j'ai touché juste. Lainé, hors de lui, me crie : « Démissionnes-tu, oui ou non ? » — « Naturellement que je démissionne, qu'est-ce que vous voulez que je fasse contre vous tous au coude à coude avec les flics français et allemands ? » Mais j'éprouve un malin plaisir à les faire marcher encore un peu.

Le lendemain, je fis savoir au *Zivilbüro* que je m'absenterais quelques jours pour prendre congé de parents et amis. Puis accompagné de mon fidèle Ronan de Fréminville, je pris la route du Far West. Je conte ailleurs (Le Boterf, *op. cit.*) le récit de ce curieux voyage qui ne m'apprit rien que je ne susse déjà et se termina par mon arrestation par la police allemande lancée à mes trousses par la cabale, sur le pont de Quimperlé. Nous en étions tombés là.

À Rennes, sur la promesse que je serais bien sage, les Allemands me laissèrent coucher dans mon lit. Mais l'alerte avait été chaude. Le lendemain, on me délégua... Debauvais, mon vieux frère de combat, mon alter ego, pour m'avertir que si je continuais à faire des difficultés, je n'en partirais pas moins en déportation, mais que ma femme et mes trois enfants seraient privés des ressources promises ainsi que de leur logement. Je répondis à Debauvais qui s'efforçait de jouer le rôle de simple intermédiaire : « En somme, tu as changé de camp ? » Son visage se ferma davantage, il continua : « Lainé est à bout de patience, il n'hésitera pas à te faire descendre, si tu te rebelles contre la décision prise. »

J'étais triste jusqu'au fond. Je venais de perdre mon meilleur ami. Je comprenais qu'il était en train de payer son sursis et que je serais seul à partir. Chantage et menaces étaient bien inutiles. Notre public était séduit par l'admirable simplicité de la solution offerte au problème de la réhabilitation de l'idée bretonne détériorée par le fiasco de l'opération Retour : un bouc émissaire chargé de tous les péchés, laissant le troupeau blanc comme neige. Il attendait l'homme nouveau, le puceau politique, qui ferait repartir le train sur une voie dégagée d'obstacles avec un « tut » triomphal.

Ni fleurs, ni couronnes.

Sans perdre une minute, je fus invité à réunir le Conseil politique pour qu'il désigne mon successeur. Je dus encore me plier à la comédie de le réduire à six membres, parmi lesquels

je ne comptais pas que des amis personnels, car dans le conseil au complet, je jouissais d'une confortable majorité. Le jour de la réunion, le 16 décembre, on exigea encore que je sois absent de Rennes, pour le cas où les grands électeurs auraient désiré m'entendre personnellement. Le plan était de leur dire que j'étais parti pour une destination inconnue. Tout se passa donc comme prévu et sans anicroche. Le conseil politique prit acte de ma défection et vota pour l'unique candidat, Raymond Delaporte, encore président en activité du *Bleun-Brug*, association diocésaine.

Eccourés, mes collaborateurs démissionnaient. Mais Debauvais, voulant garder des hommes dans la place, décida Fred Moysse à rester. N'étant pas de la conspiration, il fut rétrogradé au rang de chef d'arrondissement dans la Loire-Atlantique.

« Tu venais de partir, m'écrivit Auguste Cattelliot, l'enthousiasme tomba. L'ère delaportienne commençait dans la peine réelle de beaucoup d'entre nous. On lisait tes leaders comme on lisait Daudet dans *l'Action Française*. Ce fut l'éteignoir ! »

Debauvais qui était fin renard avait pressenti que l'accord de l'eau et du feu ne durerait pas longtemps et renouvellerait simplement sa manœuvre de 1931 en plantant ses jalons pour un retour en force. Il s'était associé à la cabale et seule sa défection avait permis l'accession de Lainé-Delaporte au pouvoir. Il avait prêté sa maison pour servir de cadre à la réunion du conseil politique en réduction qui devait couronner l'opération. Maintenant il offrait d'assurer le fonctionnement du Central à la même adresse, en attendant que les choses s'organisent. De fait, l'adresse du P.N.B. restera 20, rue Waldeck-Rousseau jusqu'en février 1941, pour émigrer ensuite quai Lamartine, mais sans Debauvais. Celui-ci avait cru faire aux dieux un sacrifice suffisant en m'abandonnant. Malheureusement pour lui, moi parti, il n'était plus nécessaire. Il fit d'humbles offres de service au nouveau maître. Il n'avait aucune visée personnelle, il songeait seulement à faire profiter le parti de son expérience, peu lui importaient les titres. On lui ferma la porte au nez. On lui avait laissé croire, en l'exonérant de la déportation, quand sa complicité était indispensable, qu'on lui donnerait l'administration du journal. Maintenant que l'indestructible tan-

dem Mordrel-Debauvais était détruit, on le renvoyait à ses chères études⁷. »

Au journal, comme au parti, c'est le nettoyage par le vide, rien que des têtes nouvelles, en dehors de ceux qui comme René Bourdon, — qui me devait sa place de trésorier, — me reniaient avec zèle. L'équipe de remplacement était prête, prenant une revanche méditée depuis longtemps. Elle s'employa activement à effacer toute trace d'un passé gênant.

« On me présenta avant mon départ une facture pour l'essence qu'avait brûlée ma voiture, sur la base d'évaluations qui restent pour moi un mystère, oubliant que ce carburant provenait de stocks abandonnés et n'avait rien coûté à personne. Une facture aussi pour les feuilles de timbres qu'avait utilisées mon cabinet, bien qu'elles m'eussent été offertes personnellement par Wagner qui les avait ramassées dans une poste du Nord éventrée par un bombardement. On alla jusqu'à faire payer une coiffure, que j'avais oubliée sur une patère, au camarade fougerais qui voulait l'emporter en souvenir de moi : trente francs.

Il était dès lors facile de prévoir dans quel esprit serait dirigé le nouveau P.N.B.

Seul de la vieille équipe, Lainé triomphait. Il avait ce qu'il voulait, un parti sans tête, où son groupe serait l'unique force de pression, et dont il pourrait extraire les hommes et les ressources dont il aurait besoin pour ses fins ésotériques. Le jeu devait durer plus longtemps que ne l'avait supputé Debauvais, jusqu'en 1944 !

Il avait désormais voie libre pour ramener la Bretagne à la foi païenne et faire du « guerrier » le roi, tandis que le commerçant devrait plier l'échine et l'intellectuel céder le trottoir au militaire. Delaporte est idéal dans son rôle de figurant utile, qu'il tolérera en le méprisant.

Quant à Deb, il s'en servirait comme d'une enseigne, sachant qu'il n'avait aucune concurrence à craindre d'un homme miné par la maladie et que les flagorneries dont il l'abreuvait, quand il avait besoin de son nom, ne profiteraient pas à un rival. »

7. Debauvais, qui voulait regagner ma confiance en vue de nouveaux projets, me fit lui-même la confidence de ces démêlés, deux ans plus tard.

Satisfaits du dénouement, les occupants me laissèrent le temps de faire mes valises. Mon départ fut fixé au 22 décembre. Je suppliai en vain qu'on me laisse passer avec mes enfants la veillée de Noël. Mon convoyeur, Mertens, qui voulait la passer avec les siens, ne se laissa pas attendrir. De fait, je la passai entre deux trains dans la gare de Stuttgart et j'échouai, au matin du 25, dans une chambre d'auberge du Jura Souabe, en résidence assignée, sans autre ressource que le peu d'argent que j'avais emporté, ni d'autre spectacle qu'un champ de neige épaisse à perte de vue⁸.

Au frigidaire berlinois.

De mon confinement, j'écrivis lettre sur lettre à Berlin, pour que ma situation soit d'une manière ou d'une autre régularisée. Je ne recevais aucune réponse. N'y tenant plus, fin janvier, je pris le train pour la capitale. Wagner, alerté par télégramme, m'attendait à la gare. Il s'effraya de mes dispositions batailleuses. J'avais commis une grande imprudence en venant à Berlin sans autorisation. « Tu vas te retrouver dans un camp de concentration, si tu continues dans cette voie », me dit-il avec sévérité. M'étant plaint de ne pas recevoir de courrier, j'appris par lui que toutes les lettres qui m'étaient envoyées de Bretagne, y compris celles de ma famille, étaient retenues à la censure. Il en allait de même, en France, des lettres que j'écrivais aux miens. Quand il sut que j'avais déjà pris l'habitude de confier mon courrier dans les gares à des permissionnaires retournant en France, Wagner s'effraya de nouveau : « Tu joues avec le feu ! » Sa permission avait pris fin, il partait dans l'Est, il ne pouvait rien faire pour moi.

J'échoue dans une chambre meublée du Kurfürst où pendant trois mois je mène une vie misérable. Un jour le Pr. Weisgerber vint m'annoncer tout fier de lui que je venais d'être nommé lecteur de celtique à Bonn. Je le remerciai mais lui déclarai que je ne prendrais pas le poste, ne voulant pas reconnaître le droit d'une puissance étrangère de m'exiler de mon pays. Il s'en fut mortifié et je le regrettai, car c'était un brave homme.

Les dernières plaques de neige étaient fondues, quand sur le

8. Pour plus de détails, voir Le Boterf (*op. cit.*).

rond-point de la Gedächtniskirche je m'entends interpellé en anglais. C'était Frank Ryan. Il me confie sous le sceau du secret qu'il est à Berlin pour négocier un accord entre l'I.R.A. et le gouvernement allemand en vue d'une action concertée contre l'Angleterre. Il est entré en « clinch » avec les experts de la question irlandaise. Il doit se défendre pied à pied. Les Allemands veulent avant tout utiliser l'Irlande comme base pour leurs propres opérations, et lui veut utiliser l'Allemagne comme soutien de l'action de l'I.R.A. Il passe son temps à repousser les projets qui lui sont soumis et à voir repousser ceux qu'il avance. « Cependant, me dit-il, je crois Wiesemeyer⁹ bien disposé à notre égard, c'est un atout. » Puis il finit par me confier qu'il a surpris une conversation à notre sujet, car il affecte toujours de ne pas comprendre l'allemand, ce qui lui est parfois très utile. « Ne vous faites aucune illusion, me dit-il. Ils ne songent qu'à vous utiliser comme un simple facteur politique. Ils vous laisseront tomber ou ils vous trahiront dès que cela sera leur intérêt. » Quoique je n'aie plus de responsabilités dans les affaires de mon pays, je sens un grand froid m'envahir. Gerhard von Tevenar, le baron von Stauffenberg sont d'une autre race. Nous autres, Celtes, ne pouvons rien faire « sans amour et sans haine ».

Une autre conversation décevante m'attendait chez un Dr Kraft qui m'avait téléphoné pour que je vienne le voir. Sur son bureau sa photographie en uniforme de la S.S. Il me demande si je serais disposé à répondre à certaines questions en tant qu'ancien chef du P.N.B. et, ajoute-t-il aimablement, très probablement « futur ». Je lui demande si ce sont des questions posées à titre personnel. « Pas exactement... mais... enfin, disons sous ma seule responsabilité. » Bon, pensai-je, voilà un gaillard chargé de tâter le terrain pour le compte des milieux pensants de la S.S., qui — je le savais — ont leur propre conception de l'Europe de demain et préparent leurs plans, qui sont loin de ceux de Ribbentrop, tout ministre qu'il soit.

« Vous comprenez, me dit Kraft, la Bretagne représente pour nous un énorme intérêt stratégique. Nous sommes en train de faire de Brest, Lorient et Saint-Nazaire des bases sous-marines indestructibles. Quand cette guerre se terminera, nous ne pourrions pas renoncer à cette position, car il y aura encore l'inconnue

9. Diplomate chargé des affaires irlandaises à l'A.A.

américaine. Nous pouvons donc être amenés à faire passer ces bases et leur arrière-pays sous la souveraineté allemande. Verriez-vous une objection à cela ? »

Je trouve du plus haut intérêt de connaître toute la pensée de mon interlocuteur et je dissimule ma stupeur : « Quel sort réserveriez-vous au reste de la Bretagne ? »

— « C'est juste. Eh bien, nous avons besoin derrière ces bases d'un hinterland sûr, notamment pour notre ravitaillement et nos communications terrestres. C'est pourquoi nous ferions un Etat breton autonome. » Je commence à voir clair. « Que feriez-vous, lu dis-je de but en blanc, de la population que vous expulseriez de ces trois ports ? » Kraft tombe dans le panneau des deux pieds : « Oh, ne dites pas expulsée. Nous pensons qu'il serait mieux, n'est-ce pas, que ces populations soient transférées dans l'Etat breton ou dans une zone prise sur l'ouest de la France pour vous dédommager, afin que nous puissions peupler ces bases navales avec des Allemands du Reich. »

C'est à moi de parler. Kraft, le cou tendu, attend avidement mes paroles, comme si le sort des peuples allait en dépendre. J'ai presque envie de rire, malgré la rage où m'a jeté la confiance du SS-mann, qui a tout de même pour elle le mérite de la franchise. Sachant que cette conversation informative n'engage personne, je me soucie avant tout de ne pas faire une mauvaise impression qui pèserait contre ma demande permanente d'être autorisé à revenir dans mon pays. « Si nous avons à choisir entre une Bretagne entièrement asservie ou une Bretagne autonome amputée de trois cantons, je pense qu'il se déclarerait une majorité de Bretons clairvoyants pour adopter la bonne solution. » Mon vis-à-vis se frotte les mains, enchanté de ma réponse chèvre et chou, car pour lui la « bonne solution » c'est évidemment la sienne. « Merci, dit-il, merci. » J'ai mon permis en poche. Mais je sais que Frank Ryan a raison¹⁰.

Le 1^{er} mai, je débarquai à Paris, après avoir signé un papier dans lequel je m'engageais sur l'honneur et sous menace de sanctions pénales à ne pas entrer en territoire breton, à m'abste-

10. Les divergences de détail qui existent entre le chapitre qu'on vient de lire et les textes cités par Hervé Le Boterf, proviennent du fait que l'auteur, à son retour d'exil, a récupéré des archives personnelles qui ont renouvelé et précisé la documentation lacunaire qu'il avait utilisée pour écrire le manuscrit de ses mémoires.

nir de tout contact avec mes anciens camarades du mouvement et de toute activité politique, et à me présenter tous les quinze jours à la police allemande pour signer une feuille de présence. Une chambre me fut assignée dans un hôtel de la rue de Rivoli, toujours sous le nom de Mohri.

IV

ANNÉES CRITIQUES

« Nous savons que demain nous réserve plus de chrysanthèmes que de roses. »

O. MORDREL, *Breiz Atao*, 12-12-1934.

LE P.N.B. - CROUPION

Le nouveau P.N.B. n'avait et ne pouvait avoir aucune cohésion. Il héritait de cadres que j'avais choisis et nommés. Et dans le même moment où il prétendait dévier la politique nationaliste en direction du marais modérantiste et conservateur, il servait de couverture à l'extrémisme de la formation paramilitaire de Lainé. Les frères Delaporte n'étaient pas trois mousquetaires vieilliss sous le harnois de *Breiz Atao*. Raymond avait adhéré en 1928, pour fonder parmi les étudiants catholiques d'Angers une section du P.A.B. qu'il dirigea jusqu'en 1931. De cette date à 1933, étudiant à Rennes, il collabore au travail du Central, avec dévouement et compétence. Entre-temps, il avait fondé en 1932 la *Breuriez ar Brezoneg er skoliou*, association ayant pour but le développement de l'enseignement du breton dans les écoles libres, en particulier de son pays de Châteauneuf-du-Faou. Il inspecte les écoles, préside des examens et en 1934, il s'attire mon reproche d'avoir pratiquement coupé les ponts avec *Breiz Atao*. En 1935, Debauvais a l'idée malencontreuse de lui offrir l'intérim de la direction du mouvement. Il accepte, car ce sera pour lui l'occasion de lui imprimer le virage à droite qui correspond à ses vues. L'opération ayant eu des suites déplaisantes pour lui, il disparaît définitivement de la sphère de *Breiz Atao* et accède le 1^{er} mars 1938 à la présidence du *Bleun-Brug*, société diocésaine d'action catholique (toujours) et bretonne (quand l'évêque le permet et dans les limites qu'il fixe). Quoiqu'averti, il ne paraît pas au rassemblement de Pontivy. Il peut donc feindre de prendre, blanc comme un lys, la direction du P.N.B. épuré, mais il n'en impose pas aux

vieux militants. Quand, en prenant ses fonctions, il proclame que le P.N.B. est devenu un grand parti et qu'aucune autre organisation politique en Bretagne « n'est aussi puissante que la nôtre », il adresse sans y songer un éclatant hommage à celui qu'il vient de remplacer.

Le virage à droite.

Les premiers mois de 1941 voient se poursuivre un intense effort d'organisation. On récupère les anciens *Breiz Atao* dispersés, auxquels on laisse croire que le changement de direction est le résultat d'une manœuvre concertée d'un commun accord. Les sympathisants signalés sont visités un à un, les adhérents sont groupés par localités, arrondissements et départements. M. Guieysse raconte que dans le Morbihan, parmi des centaines de visites, il y en eut très peu de malheureuses. Mais si l'accueil est correct, souvent sympathique, l'attentisme existe avant la lettre. Par contre, Moysse se souvient que dans son secteur ouest de la Loire-Atlantique, où il allait de ferme en ferme, de cure en cure, de notaire en notaire, la population n'était pas hostile, contrairement à beaucoup de régions de la Basse-Bretagne. Il lui arrivait d'être invité à déjeuner ou à dîner. « Si, écrit-il, nous avons pu continuer ce travail quelques années, le pays nantais serait devenu le plus breton de la Bretagne. »

« Mais des difficultés, raconte Moysse, commencèrent à surgir entre Nantes et Rennes. G. Breton et moi avions formé une section d'ouvriers bretons, des jeunes gâs de Chantenay et du port, très militants. Quelques-uns avaient été communistes et la direction l'apprit. Scandale. Les bien-pensants du parti étaient outrés. Séances orageuses au cours des réunions mensuelles. Breton et moi défendions notre point de vue comme de beaux diables contre les Delaporte, le Bec, le Mée, Bourdon, Planiol et autres (tous catholiques conservateurs). Une aide imprévue nous vint en la personne de Guieysse¹ et nous triomphâmes.

... Nous avions des militants extraordinaires, un jeune gâs de Vertou, qui voulait arrêter tous les notables

1. Qui était protestant.

« traîtres » de la localité, Chacun, du Croisic, qui à chaque passage me donnait 1 000 F, le fameux groupe des Briérons. Au bout d'un an, nous avions enregistré 200 adhésions. »

Le 7 septembre a lieu à Rennes un congrès des cadres, avec 300 participants. C'est l'occasion pour René Bourdon, l'habile trésorier qui a réussi à s'imposer à Delaporte et s'est fait nommer secrétaire général à la place de Moysse, de proclamer : « *L'Heure Bretonne* n'est plus *Breiz Atao*. Nous ne sommes plus de la vieille équipe ! » Il déclenche un tel concert de protestations, que le chef du parti se sent obligé de prendre la parole pour le démentir et rendre hommage aux prédécesseurs, s'adressant en particulier à Debauvais qui, en récompense de ses services, a été admis comme spectateur dans la salle.

Une autre tendance manifestée aussi à Nantes menaçait l'unité du parti. Le chef départemental, Favreul-Ronarch, était partisan d'une sorte de traduction populaire des idées de *Stur* et faisait pression sur la direction depuis janvier pour que le parti adopte la position du groupement d'études qu'il avait constitué avec Job Loyant, Coarer, André Lajat et Paul Drouet, du nom de *Brezona*. Lassés de l'impuissance de Delaporte, qui avait consulté le clergé, à se décider, les Nantais avaient publié une brochure doctrinale, puis des tracts. La réponse ne se fit pas attendre. Le 5 juin, Favreul-Ronarch était exclu. Puis, les autres, refusant de plier, le furent à leur tour, Lajat, militant chevronné de B.A. et Loyant, un séparatiste de 1911, entre autres. A ce sujet, Coarer écrivait à R. Tullou le 2 septembre :

« ... En ce qui concerne le retour tant attendu d'O.M., je suis absolument d'accord avec toi, il reviendra sûrement un jour, et à ce moment-là le mouvement breton prendra une toute autre allure. Lors de ce retour, *Brezona* réintégrera le sein du parti avec armes et bagages, ses théories coïncidant à peu près avec celles d'O.M. »

Marchal avait vu juste, qui en février écrivait au même :

« Je vois avec désespoir le mouvement sombrer dans le cléricalisme... Il se passe en Bretagne ce qui s'est passé à Vichy : l'Eglise a mis la main sur le mouvement. Paris a

réagi avec le Rassemblement National Populaire (de Marcel Déat). Nous n'espérons rien de cela en Bretagne, mais nous ferons entendre notre voix.»

Il ajoutait le 22 juillet :

« J'ai appris ton exclusion du P.N.B., qui suit sans doute ta démission. J'en suis fort aisé. Grâce à l'attitude servilement cléricale des dirigeants, le haut clergé, qui considère le P.N.B. comme acquis d'avance, ne prend plus la peine de se compromettre avec lui². »

Arot, qui lui aussi fut exclu, donne une idée de l'atmosphère qui régnait dans la maison.

« Au central, nous étions devenus des robots, des mercenaires. On entendait tous les jours : « J'en fais assez pour le salaire qu'on me donne. » Nous avions été priés, Mlle Menuet et moi, par ordre de Bourdon, de noter les entrées et sorties à une minute près et le nom des visiteurs. J'ai retrouvé un papier où on lit : M. Lemée 8 h 37, M^{lle} Le Léannec 8 h 39... Dans cette usine le rendement était nul. Delaporte en entrant nous toisait des pieds à la tête. On sentait la méfiance, le doute sur son visage. Il craignait « les fuites ».

Pour combattre les tendances centrifuges, Bourdon créa le bulletin du parti, *An Triskel*³, parfaitement plat. Il avait cependant le soutien contre les « révolutionnaires » des solides éléments conservateurs qui formaient la charpente du parti et de tous les amoureux de l'ordre et de la discipline avant tout, comme Paul Gaignet et Yann Goulet.

Un autre effort fut fait pour encadrer des galops d'essai comme le groupe ouvrier de Nantes et couper l'herbe sous le pied des réformateurs sociaux. Au congrès des militants de Quimper, qui réunit 300 participants, on adopta une charte

2. Marchal avait vu juste. Les génuflexions du nouveau chef n'eurent aucun effet. Mgr Duparc, chef de file des évêques anti-bretons, maintient jusqu'au bout son attitude. En 1943, il interdisait le congrès du *Bleun-Brug* à Scaer et renouvelait l'excommunication des chefs nationalistes.

3. « Tricècle », insigne celtique, une croix à trois branches en spirale enroulées.

des travailleurs bretons. Elle resta sans portée : fade décalque de circonstance des institutions nationales-socialistes, elle ne prévoyait ni la défense des salaires ni aucun processus d'arbitrage des conflits !

Panique au Central.

Entre-temps, un incident assez grave avait porté le coup mortel à ce qui restait du *Kuzul* après l'exclusion de son fondateur. J'obtins enfin des Allemands le 16 septembre la permission de visiter ma famille à Rennes pour quelques jours. La nouvelle de mon arrivée provoqua la panique au siège du parti. Lainé réunit de suite le *Kuzul*, auquel il exposa que l'opposition trouverait un chef si je restais là et il proposa que 24 heures me soient données pour quitter la Bretagne. La discussion fut rude. Au vote, Debauvais, Fouéré, Hémon et Le Helloco repoussèrent la proposition, que seuls adoptèrent Delaporte et Lainé⁴. Mais ceux-ci ne se considérèrent pas comme battus. Après tout, c'était eux qui disposaient de la « force ». Le serment d'obéissance aux décisions du directoire secret valait lorsqu'il s'agissait de me proscrire ou d'obliger Deb à rentrer sous sa tente, mais Lainé, quand il y allait de ses désirs, ne se croyait pas obligé à suivre les règles de l'éthique bourgeoise. Il se présenta lui-même à mon domicile et remit à mon fils, venu lui ouvrir la porte, un ultimatum m'avisant que si le lendemain à la même heure je n'avais pas quitté Rennes et la Bretagne, un commando des *Bagadou-Stourm* se saisirait de ma personne et m'expulserait par la force. Puis il installa un piquet devant ma porte pour m'empêcher d'échapper.

« Le matin, je voyais de ma fenêtre de braves garçons, que j'avais sauvés de la captivité et qui m'avaient acclamé comme leur sauveur à Luckenwalde, appuyés sur la rembarde du pont qui existait entre le quai Duguay-Trouin et le quai Lamennais, en bas de la rue de la Monnaie, l'œil rivé sur ma porte d'entrée, prêts à bondir pour se saisir de l'indésirable. Mais un troisième larron, que personne n'attendait, entra en jeu. Le S.D., qui avait ses indicateurs jusque dans le parti, apprit la chose. Son

4. Marty, voyant que le coup était raté, avait filé rejoindre sa famille... et son régiment en zone libre. Il n'en fut pas moins épuré lui aussi en 1944.

chef, Hollert, m'appela au bout du fil pour me demander si j'avais un permis de la police allemande et vint personnellement s'en assurer. Puis, prenant mon propre téléphone, il demanda à Delaporte en vertu de quels pouvoirs il se permettait d'annuler un permis de la police d'occupation. « Si dans une demi-heure, lui dit-il, les zigotos qui montent la garde devant la porte de M. Mordrel ne se sont pas volatilisés, vous couchez ce soir à la prison de Rennes. » Je n'aurais pas donné ma place au balcon pour une bouteille d'introuvable whisky. On vit arriver au pas de gymnastique un émissaire du Central, qui, tout essoufflé, fit la commission au piquet de garde, qui effectivement et immédiatement se volatilisa. »

Mais les Bretons sont obstinés. Quelque temps plus tard, étant revenu définitivement à Rennes, grâce à l'intervention du Dr Best, dans l'espoir de reprendre la publication de *Stur*, la panique se réinstalla au Central. Hollert me convoqua pour me donner lecture d'un rapport, signé Y.D., qui me chargeait de tous les méfaits et de tous les péchés, sauf je crois ceux de pédérastie et sodomie, et demandait expressément que pour la santé morale du mouvement et sa bonne entente avec l'Allemagne, je sois envoyé dans un camp de concentration. Je rends les feuillets au policier : « Je ne réponds jamais à ces sortes d'attaques. » Hollert me regarde avec respect : « Faut-il qu'ils vous craignent pour aller chercher tout ça ! » Puis il prend un autre papier qui était sur sa table : « Ceci est un rapport de moralité de la police française vous concernant, adressé au juge d'instruction. » — « Oui, je le connais, le président Lelièvre en avait donné lecture et il m'a valu le sur-sis. » L'Allemand continue : « Ils vous haïssent bien, vos successeurs ? » — « Je ne crois pas. Ils ont besoin d'un bouc émissaire pour expliquer l'échec de 1940... » Hollert me coupe : « Et pour se réhabiliter à nos yeux ! » Il se lève et prend dans une armoire un dossier dont il extrait le numéro de *Breiz Atao* du 18 avril 1935 : « Avant la guerre, ces gens-là étaient contre nous... »

« Tous les chemins ouverts ».

Les petites habiletés des frères Delaporte furent impuissantes à modifier la politique allemande en Bretagne. L'occupant, avec

le *bene placet* de Vichy, avait mis à la tête du P.N.B. une direction qu'il voulait et savait sans relief, qui saurait accepter que le parti soit *stillschweigendgeduldet*, selon la formule de rigueur, c'est-à-dire « toléré à condition qu'il ne fasse pas parler de lui », en d'autres mots, qu'il ne se livre à aucune manifestation publique. En fait, non seulement le P.N.B. resta toléré, mais il fut protégé contre les tentatives réitérées de l'administration française de le faire disparaître. En outre, de la part des éléments allemands anti-français, les encouragements ne lui furent pas ménagés. Il y eut là une sorte de politique allemande chuchotée en contre-poids de l'attitude officielle, qui faisait miroiter la fondation de l'Etat breton « pour bientôt ». Des naïfs, comme le commandant Pichery, dont notre race n'est pas avare, y croyaient dur comme fer. En tout état de cause, la politique des échelons sur place était, sagement, de « maintenir tous les chemins ouverts », c'est-à-dire de conserver en place le personnel capable de mettre sur pied un Etat breton si celui-ci était finalement autorisé par le Führer, mais sans toutefois lui accorder une reconnaissance officielle et un pouvoir réel qui auraient rendu difficile son élimination pour le cas où Abetz aurait amené la France à signer une alliance qui aurait sonné le glas de l'*emsav*.

De son côté « mon frère Yves »⁵, grand maître de la politique extérieure du P.N.B.-Croupion⁶, sans doute aussi pour « maintenir tous les chemins ouverts », se lançait dans un double jeu à sa façon, encourageant même certains de ses membres à entrer dans la résistance. Dès la fin 41 la police allemande savait à quoi s'en tenir. La suppression du parti et la déportation de ses dirigeants fut envisagée à l'Hôtel Majestic et avenue Foch en 1942 et de nouveau en 44 au moment du débarquement de Normandie. En fait les relations entre le P.N.B. et l'occupant furent interrompues à plusieurs reprises pendant plusieurs mois et la subvention rognée de la moitié.

« Un peu d'aide nous eût fait grand bien, dit Guieysse, sans nous compromettre davantage. » Les gaffes commises par les Allemands en tinrent lieu. Leur ministère de la main-d'œuvre

5. Surnom, dans le parti, d'Yves Delaporte, le plus jeune des trois frères, qui rappelle le titre d'un livre célèbre de Pierre Loti.

6. Surnom donné au P.N.B. amputé de ses éléments fidèles à l'ancienne direction, par imitation du « Parlement-Croupion » ou *Rump-Parlament*, nom donné au Parlement anglais que Cromwell avait purgé de tous ses adversaires en 1648.

exigeait des bras. Sans se soucier de politique, on les prenait où ils étaient. De nombreux cultivateurs rentrés chez eux en juin 1940 se croyaient définitivement libérés. En décembre 1941, ils furent rappelés au titre de prisonniers et envoyés en Allemagne. L'effet fut désastreux.

L'autorité militaire fit preuve de son côté de sa traditionnelle répugnance pour la politique. Dans le courant de 1942, de nombreux prisonniers furent libérés selon le critère professionnel. Il eût été facile aux Allemands de profiter de l'occasion pour renvoyer les hommes que nous leur demandions. Au lieu de cela, ils laissèrent en fait les commandants français des camps établir les listes. Comme par hasard, aucun des nôtres n'est revenu. Notre prestige, déjà fort entamé, en souffrit gravement.

Continuité française.

Le parti était pris entre deux feux, car le gouvernement français n'avait pas renoncé à sa politique de répression. Les dessous de ses manœuvres nous sont révélés par Patrick Guérin :

« En fin 40, peu après ton départ en exil, Bob me demanda, sans doute de la part du *Kuzul*, si je voulais accepter la tâche de démasquer les espions que les Français cherchaient à introduire parmi nous. Je me mis à voyager, à fureter et réussis finalement à démanteler le réseau, dont les agents les plus actifs étaient trois filles faciles travaillant principalement dans les lieux nocturnes, où, hélas, on me vit assez souvent.

Notre adversaire était le commissaire divisionnaire Morellon envoyé par Laval pour surveiller le mouvement breton. J'ai retrouvé ce personnage en 1950 à Fontevrault en qualité de détenu. Il n'était pas arrivé là pour nous avoir combattus, on s'en doute, mais dès 1942, Vichy, considérant le P.N.B. châtré dénué d'intérêt, commit le divisionnaire à la chasse aux communistes. Il fit merveille, tant et si bien qu'à la Libération, il frôla le poteau, sauvé de justesse par la solidarité « maison » et par les discrètes interventions de résistants non cocos, qui aux temps difficiles avaient trouvé auprès de lui beaucoup de compréhension. Un personnage par ailleurs fort attachant, bon et loyal camarade de disgrâce, que sa détention avait profondément mortifié. Sa rancœur s'exerçait à l'encontre

de ses épurateurs. Il m'apprit que dans sa rage de se voir, lui commissaire divisionnaire, sous la menace d'une imminente arrestation, il prit la décision cornélienne de détruire ses documents personnels concernant le P.N.B. « Vous me devez, les Bretons, une fière chandelle ! »

C'est son réseau que nous avons neutralisé. Le clan Delaporte avait été aux anges de recevoir mes tuyaux et de pouvoir prendre les mesures de sauvegarde nécessaires. Mais une fois le danger passé, je fus insensiblement écarté comme un personnage douteux, que son « travail » avait irrémédiablement rendu infréquentable par les gens bien. »

(Lettre à l'auteur.)

Quant à l'administration, rassurée par les prévenances de l'occupant et la confiance qu'il lui accordait naïvement, elle entreprit très vite une vigoureuse et impudente reprise en main de la population. Son action discrète, mais efficace, s'inspirait des directives suivantes :

- 1) Saboter la collaboration.
- 2) Envenimer les relations entre l'occupant et la population.
- 3) Discréditer l'idée bretonne et contrer la propagande du P.N.B.

Un exemple pour illustrer les points 1) et 2) qui vont de pair : le Feldkommandant de Rennes demande au maire cent bicyclettes. Celui-ci, après avoir consulté le préfet, fait saisir par ses agents les vieux vélos de cent ouvriers habitant la campagne à leur arrivée, à l'aube, en ville où les attend leur travail. Leur vie de ce fait devient impossible et ils tempêtent contre les Allemands : but atteint. Pendant ce temps-là, la jeunesse dorée de la ville déambule sur des bicyclettes neuves aux chromes étincelants.

Un exemple de ce qui était fait pour discréditer l'idée bretonne en ridiculisant ses promoteurs : le Feldkommandant de Quimper demande au maire des draps et des couvertures. Celui-ci les réquisitionne uniquement chez des autonomistes. Il réclame un coffre-fort : le maire va le chercher tout droit chez Guillemot, l'industriel qui soutient la presse bretonne et, qui mieux est, invite le Feldkommandant à la pêche. La ville s'esclaffe à nos dépens.

Un exemple de la manière employée pour contrer nos manifestations. Le P.N.B., raconte M. Guieysse, prépare une réunion

de propagande à Loyal. Le pays avait été travaillé et n'était pas mauvais. Le préfet fit savoir par l'intermédiaire de ses amis locaux, notamment un retraité étranger au pays, qu'il s'agissait d'une réunion allemande. Les gens prennent peur et le secrétaire de mairie retire la salle municipale. La réunion aura lieu quand même dans un local privé. Comme il était à prévoir, l'assistance était plus que clairsemée. A ce moment une auto allemande s'arrête et en descend un groupe de Feldgendarmes, qui font irruption et provoquent la fuite du public. On s'explique. La préfecture avait demandé à la Kommandantur d'empêcher une réunion clandestine suspecte. (Ici, une remarque s'impose. Si le Kommandant avait seulement songé à interroger le responsable de Vannes pour le P.N.B., il aurait évité ce faux pas. Ensuite, si le remplacement du préfet avait été exigé pour ses procédés de mauvaise foi envers l'administration allemande, le fait ne se serait pas reproduit !)

Malgré les visites que les militants firent aussitôt dans le bourg pour dissiper tout malentendu, le pays resta convaincu que les Allemands étaient venus effectivement prendre part à la réunion, et pour le P.N.B. dans le coin, ce fut la fin.

En règle générale, les premières réunions, si elles n'avaient pas été sabotées d'avance, laissaient une excellente impression : les gens approuvaient. Mais quelque temps après, quand les propagandistes revenaient, le travail de sappe avait été fait, l'accueil était réservé, le public évasif ou absent.

La lutte était aussi dure pour maintenir les dépôts du journal. L'administration faisait pression sur les buralistes.

Malgré tous ces obstacles, la progression du P.N.B. était substantielle et continue.

La base en action.

Ignorant de ces affaires et des intrigues en haut lieu, le militant de base continuait avec ardeur son action. A Rennes, le groupe ouvrier de Jussset-Jarno donnait la réplique à celui de Breton-Moyse à Nantes. Il avait été créé pour toucher des travailleurs que la littérature classique de *l'Heure Bretonne*, seconde manière, ne pouvait pas intéresser directement. La Bretagne fraternelle aux ouvriers dans une Europe délivrée du règne des banquiers était le thème que pouvaient digérer beaucoup de gâs qui étaient passés par le P.C.

« Nos réunions, raconte A. Cattelliot, avaient lieu dans les bistrotts de la rue Saint-Malo et de la rue de Brest. Tous parlaient de donner l'assaut à la préfecture. Ah ! si nous les avions eus en juin 1940 ! Il fallait les calmer. Déjà une cinquantaine, se voyant bientôt des centaines. Les bonnes langues rapportèrent quelques-uns des propos entendus parmi nos gâs dans les bistrotts. Il était à prévoir qu'après les histoires de Nantes, Delaporte, toujours soupçonneux, tremblant pour son autorité, ne pense qu'il s'agissait d'un commencement de scission. Nous fûmes officiellement désavoués au cours d'une réunion de la section de Rennes. Peu après, Jarno eut la tête emportée par une bombe de mosquito, en plein midi, pendant qu'il mangeait son casse-croûte au dépôt de bois de la *Kriegsmarine* où il avait trouvé du travail. Ce fut la fin d'une initiative pleine de promesses. »

Au moment où le P.N.B. préparait son congrès de 1942, circula un tract qui n'était pas anonyme pour tout le monde, où s'exhalait la plainte des exclus.

« Le « tribun » Bourdon René, espoir et enfant chéri du P.N.B. 1942, appui sûr de la Maison de Cornouaille⁷, a toute liberté d'action sous le regard hypnotisé de ce pauvre Raymond... Le congrès sera « décisif » disent nos bateleurs en kermesse, et c'est à cet instant décisif que les vieux *Breiz Atao* sont exclus... et que les étrangers au parti sont conviés pour la claque... L'âme du vieux P.N.B. se désincarne déjà du corps physique qui gît lamentablement quai Lamartine... Les vieux B.A. méditeront sur les années de souffrance et de lutte, quand un Bourdon ignorait tout de l'idéal qui nous animait... et jusqu'à ces derniers temps ne savait pas ce que signifiait *Breiz Atao* !... L'heure n'est pas décisive, malgré les dires de ces messieurs. Quand le moment sera venu, les authentiques nationalistes reprendront la barre et le vieux pavillon de guerre de B.A. flottera sur le *Bagad-Stourm*, débarrassé au préalable... de ses bourgeois conformistes et hommes à tout faire. »

7. Surnom de la famille Delaporte.

Le pamphlet était signé : Les vieux « Breiz Atao », les Exclus, les Hors-cadres, les Encadrés suspects.

L'embryon de l'Armée bretonne.

Les sentiments amers des exclus sans motif valable étaient bien compréhensibles, mais il n'en restait pas moins une masse de bons Bretons au P.N.B. qui l'acceptaient comme il était, sans poser de questions, parce qu'il leur semblait que la prudence de ses chefs, comme la timidité de sa politique étaient la bonne réponse à la conjoncture. Parmi eux Yann Goulet se distingua par sa création d'une organisation para-militaire, le *Bagad-Stourm*, « Groupe de Combat ». Il était secondé par des garçons brillants comme Lharidon, Hernot, Joly et, un temps, Guérin⁸. Près de cinq cents adhérents passèrent par ses rangs. L'amour de Goulet pour l'uniforme et la mise en scène amusa certains, mais il inscrivit sur ses oriflammes les noms de nombreuses bagarres. Avec la police et les organisations néo-fascistes françaises, comme ces Francistes les bombardant d'un étage avec... des pots de fleurs. Avec la police comme autrefois, lors de séances de « barbouillage » et de collages d'affiches, ou à l'occasion de la visite de Déat. Bagarre plus sévère encore avec les Francistes, qui sont repoussés à coups de revolver lors d'une attaque qu'ils menèrent contre les locaux du parti.

A l'issue du Congrès de cadres de Saint-Brieuc, le 18 avril 1942, une violente empoignade se produisit entre une soixantaine de *Bagad-Stourm* (B.S.) et autant de policiers en uniforme qui avaient ordre d'empêcher leur défilé avec drapeau noir et blanc. L'exclu Falézan, qui passait là, ne put résister au plaisir. Il fit trou. Résultats, plusieurs policiers à l'hôpital. L'été suivant, la manœuvre des monts d'Arrée, qui réunit près de 300 participants, débuta à Landivisiau par une échauffourée préparée par la police de Brest et se termina par le séquestre de l'inspecteur qui suivait la colonne déguisé en B.S. breton ! La police ne parvint pas à embarquer Goulet et fit appel à la Feldgendarmarie allemande, qui bardée de mitraillettes, réalisa l'opération et remit Goulet aux Français qui le passèrent à tabac.

8. Pour plus de renseignements, voir annexe n° 4, dans *La Bretagne dans la guerre* d'Hervé Le Boterf, tome 2.

Libéré, puis repris avec Lharidon, ils furent promenés de prison en prison enchaînés pendant trois semaines, quoiqu'ils fissent la grève de la faim, avant d'être remis en liberté.

Ils s'arment comme ils peuvent, assommant un policier pour lui prendre son revolver. Ils sont offensifs, comme le prouve le hold-up de la perception de Pouancé le 27 juin 1944⁹, pour se procurer le nerf de la guerre. Ils sont entraînés et gonflés. Yann Goulet pourra dire que ses hommes sont les seuls qui se sont heurtés, exclusivement aux forces françaises et ont fait feu contre elles, qui en un mot méritent le titre de « soldats bretons ». C'est vrai : seuls ils ont revêtu un uniforme breton, marché sous des couleurs bretonnes, aux ordres de chefs bretons.

Équivoque et impuissance.

On peut en fin 1942 émettre une opinion sur le nouveau P.N.B. Sa politique intérieure se contente de reprendre l'attitude de neutralité du *Breiz Atao* des années 20, sur un fond de toile de traditionalisme catholique et dans une atmosphère de paternalisme social plus près du P.S.F. du colonel de La Roche que du national-socialisme. Les sections font des arbres de Noël et le Central crée une colonie de vacances. Mais vis-à-vis des autres groupements comme des tendances internes divergentes, son attitude est faite de méfiance et de craintes souvent imaginaires. Plus rien du jeu subtil qui permettait à *Breiz Atao*, *Gwenn-ha-Du*, A.B.E.S. de s'opposer habilement les uns aux autres et de tirer avantage de ces contrastes soigneusement orchestrés. Il n'y a plus de jeu coordonné, le *Kuzul* n'a plus aucun rôle, si tant est qu'il existe encore.

Il est vrai que cette confusion tient aussi aux circonstances. La tendance extrémiste ayant été réduite au silence par les accords franco-allemands, le P.N.B. embourgeoisé se trouve faire figure de parti de pointe, alors qu'il a cessé d'être une force à craindre et que son chef se refuse à remplir ce rôle.

On assiste alors à ce paradoxe d'un mouvement régionaliste, celui de *La Bretagne* de Yann Fouéré, faisant preuve de plus d'audace que celui qui est l'héritier de *Breiz Atao* !

9. Lire le récit de l'opération dans *La Bretagne dans la guerre*, tome 3, *op. cit.*

Mais cette timidité voulue n'empêchait pas Raymond Delaporte, qui avait ouvert une crise dans *Breiz Atao* quelques années auparavant pour avoir publiquement condamné les idées nordisantes de *Stur*, de publier un éditorial le 18 octobre 1941 où il souhaite l'écrasement de la Russie qui « marquera pour les Celtes, au côté des autres peuples nordiques, le début d'une nouvelle ère de leur histoire », puisque cette lutte se livre « pour la libération spirituelle des peuples du Nord ». On ne peut pas être plus net ni jeter plus de confusion dans les esprits. Surtout quand personne n'ignore que ce « modéré » a mis sur pied un embryon d'armée avec ses *bagadou-stourm* et couvre d'un manteau protecteur la légion secrète de Lainé, qui rêve de rééditer sur notre sol les exploits de l'I.R.A. C'est pourquoi les uns voyant dans la politique delaportienne une abdication et les autres une couverture, les uns s'en vont et les autres restent.

En politique extérieure, même obscurité. On sait ce que le P.N.B. ne veut pas (avant tout qu'on le prenne dans le public pour la continuation de *Breiz Atao*), mais personne ne sait ce qu'il veut. Il y a plus d'une parenté d'essence entre le régime du vieux maréchal et celui du jeune juriste. On retrouve dans la politique du « chef » l'écho transposé de « la France seule », la devise de Maurras, fidèlement traduite en « Bretagne seule », comme si nous pouvions exister sans tenir compte de ce qui se passe autour de nous !

Delaporte rechignait, en 1942, pour s'engager du côté de Doriot qui avait décidé une solution spéciale pour la Bretagne et il boycottait *Stur* qui, dès 1941, avait amorcé une tentative d'intégration de l'idée bretonne dans un schéma révolutionnaire de renaissance française conçu par nous-mêmes. Il flirtait avec la Résistance, mais au moment de l'occupation de la Zone Libre, il envoyait un télégramme de félicitations et de protestations de dévouement au Führer, mais par le téléscript allemand, pour que le parti n'en sache rien¹⁰. C'était une politique de parades dans tous les sens, n'ayant aucun contenu positif.

Quand, éccœurés par les complicités des occupants avec l'administration française, les éléments actifs du parti intervinrent pour que Delaporte prononce la dissolution du parti, Paul Gaignet eut beau plaider, aucune raison pourtant péremptoire

10. Déclaration du policier alsacien Grimm, du S.D. de Rennes, à l'auteur.

de cet esprit lucide ne prévalut. Impuissance. On resta dans l'ornière de l'équivoque, sans qu'ait existé l'ombre d'un intérêt breton pour agir ainsi. Certes, jusqu'à la déroute de Normandie, il se trouva des Allemands, soi-disant bien informés, pour assurer les dirigeants du P.N.B. que seules les circonstances ne leur permettaient pas de jouer franc jeu et qu'il fallait en dépit des apparences faire confiance à Hitler. Mais ceci était un jeu allemand, non pas breton.

DANS L'AUTRE CAMP

La présence allemande ayant pris, contrairement aux vœux des nationalistes, le caractère de l'occupation d'un pays conquis par un vainqueur, devait fatalement provoquer une réaction hostile chez un peuple dont aucune armée ennemie n'avait foulé le sol depuis deux siècles et dont le point d'honneur militaire était chatouillé.

La thèse selon laquelle l'armée allemande était un libérateur potentiel ne pouvait jouir d'aucune crédibilité dans la masse qui n'était pas préparée à faire un calcul politique au bénéfice de la Bretagne, tandis qu'elle restait encore imprégnée de l'intensive propagande belliciste des deux guerres, qui lui avait représenté les Allemands comme des ennemis héréditaires et des barbares.

La grosse majorité de la population, tout en étant par principe favorable à l'idée que la Bretagne soit rendue aux Bretons, constituait donc un excellent bouillon de culture aussi bien pour les manœuvres « anti-nazi » des milieux catholiques et « démocratiques » que pour les excitations à la révolte et au meurtre arrivant sur les ondes anglaises.

Contre cette montée du sentiment anti-occupant, nous étions désarmés, car nous-mêmes étions remplis d'amertume. Nous avions frémi d'aise en voyant des inscriptions gothiques reprendre possession de nos édifices, après quatre siècles de latinisme officiel et la seule disparition des uniformes français payait nos plus fanatiques de bien des ennuis. Mais nous étions exaspérés comme les autres des restrictions apportées à notre liberté, et je ne connais aucun nationaliste breton qui soit parti volontaire en Allemagne pour y tourner des obus.

Déshabitués par le régime centralisé de prendre des décisions par eux-mêmes, les Bretons anxieux de se débarrasser du fardeau de l'occupation, qu'ils ressentaient comme une humiliation, se retournèrent vers le sauveur providentiel. Il portait un képi doré et s'appelait De Gaulle.

On a voulu voir dans leur entrée massive dans la résistance après 1942, alors que tant de provinces restèrent passives jusqu'au débarquement, la preuve d'un patriotisme français extraordinaire, dont le départ des pêcheurs de l'île de Sein fournit le premier thème d'une longue série d'images d'Épinal dans le style de Déroulède. Il y eut en effet des manifestations sporadiques¹.

Mais j'ai pu à l'époque, au cours d'un voyage en Belgique, constater que la réaction des Flamands était identique à celle des Bretons. À côté d'une minorité démystifiée qui comprenait que cette guerre était une occasion à exploiter, la grosse majorité de la population repoussait l'occupant, tout en restant aussi étrangère au sentiment national belge qu'avant. Il pouvait donc s'agir en Bretagne d'autre chose que d'une manifestation de conscience française.

Le maquis parle.

J'ai demandé à un Quimpérois, parti en 1943 à dix-sept ans dans le maquis et qui prit part à plusieurs actions contre les forces allemandes pendant la bataille de Normandie, d'analyser les motivations de sa génération :

« Il est difficile d'avoir vingt ans, vingt ans après. Vous savez que nous étions spontanés et désintéressés. La réac-

1. Maurice Prigent, champion de Bretagne des 1000 m cadets en 1943, décide en novembre de passer en Angleterre. Il dit à ses parents : « La France d'abord. C'est un honneur de mourir pour la France. » Dénoncé, puis arrêté avec ses camarades au point de rassemblement, il répondra à son interrogateur : « C'était bien mon intention de combattre contre vous, car je vous hais et vous haïrai toujours. » Il mourut à Belsen.

Louis Daniélou, né à Locronan en 1914, passé en Angleterre, tombé comme lieutenant de vaisseau en septembre 1942, donne ses raisons à la radio : « Un jour viendra où les soldats de la France Libre, revenus sur le sol natal, lutteront de nouveau côte à côte avec chacun de vous pour chasser les Allemands hors de notre patrie, qui va de la Bretagne au Rhin et de Dunkerque à Menton. »

tion des jeunes que nous étions fut-elle *Gwenn-ha-Du* ou tricolore ? L'école, la presse, la famille type 14-18, les mouvements de jeunesse, tout ce qui forme un jeune aurait pu en faire de vrais patriotes français. Cela fut peut-être le cas des générations qui nous ont précédés, mais avait cessé d'être vrai pour les moins de vingt ans. L'idole de la France chue et déchue fut quand même pour eux un coup terrible. On se croyait riche de deux mille ans d'histoire victorieuse et avec nos ancêtres les Gaulois, et on se réveillait sous la botte bien cirée des motards allemands. Un réveil dans une ambiance de frousse collective, ce n'est peut-être pas pour un adolescent l'instant des grandes lucidités, mais plutôt celui des réflexes : Non ! Ce n'est pas possible ! Et ce fut la fuite irraisonnée vers Londres, les départs ratés avec un regard honteux sur les satisfaits de la défaite. La réflexion vint ensuite. On nous soufflait déjà : vous serez plus utiles ici qu'en Angleterre... Dès Noël 1940 il y eut les premiers engagements : hébergement de candidats à l'évasion ou de pilotes malchanceux. Les Allemands étaient supportables, mais ils étaient là, chez nous. C'est ce chez nous dont il faudrait pouvoir prendre conscience pour répondre à votre question et j'incline à croire que ce chez nous fut la petite Bretagne. Mais peut-être qu'alors, j'aurais donné une autre réponse. A partir de 1942, la présence allemande pèse davantage et je me souviens d'une série de « cercles d'études » qui se tinrent à l'école Jules-Ferry de Quimper où le groupe des Eclaireurs de France débattit de l'attitude à adopter devant l'occupant. Plusieurs d'entre nous s'étaient engagés dans l'action séparément, mais cette fois il s'agissait d'un clan entier et l'argument qui emporta la décision ne fut pas le devoir français mais l'idée de liberté opposée à l'occupation. La conscience que nous avions de cette occupation était très locale. Elle n'avait pas, malgré le souffle d'épopée venu de la France Libre, la dimension d'un hexagone. C'était plus un réflexe humain, où le tempérament breton avait largement sa part.

D'un autre côté, il faut souligner que l'action en faveur d'une autonomie bretonne fut mal jugée. Elle apparut dans ses meilleurs moments, celui du rapatriement des prisonniers, comme opportuniste, limitée et peu honorable au demeurant. Elle fut plus sévèrement jugée par la suite

et tendit à se confondre avec la simple collaboration avec l'ennemi. Le moment avait été mal choisi... »

Je m'arrête à l'expression, car elle montre que ces jeunes résistants se plaçaient au point de vue français pour juger une situation où seul pour nous l'intérêt breton était en cause. Ce fut aussi ce que pensèrent les Pontivyens qui manifestèrent contre la proclamation du droit national de la Bretagne dans leur ville le 3 juillet. Les circonstances au contraire étaient des plus favorables. Trop de Bretons, sur le plan politique, avaient encore Don Quichotte pour modèle.

« Cette compromission avec l'occupant hypothéqua pendant bien des années toute tentative, toute prise de conscience collective de la réalité bretonne. Il y avait pourtant parmi certains de ces jeunes Bretons condamnés et en fuite des gâs courageux. Je me souviens de m'être égaré parmi eux un soir d'hiver 1945, à Montparnasse, et d'avoir sympathisé avec la mâle vigueur de ces nouveaux clandestins.

Voilà pour le passé des années 40. Il reste que parfois aujourd'hui, on sent une dépossession grave qui n'est pas sans rappeler les années noires. Nous subissons l'emprise d'un autre monde, qui ne vient ni de France ni d'ailleurs, qui tend en nous un ressort. Il y a là comme un appel et les soirs d'été il crie avec toute une jeunesse qui de défilés en festou-noz peuple la nuit bretonne.

Peut-être que demain eux aussi auront libéré une nation : la leur. »

Je n'ai pas changé un mot de ce loyal témoignage de Jos Le Grand, jeté rapidement sur le papier à ma demande. Il ouvre pour les nationalistes bretons des horizons sur une psychose qui, en ce temps-là, leur avait complètement échappé. Il n'y avait entre nous aucun contact. Pour nous, les jeunes résistants étaient des « crânes bourrés », on dirait aujourd'hui des « aliénés », des « conditionnés ». Nous n'avions pour eux que de la commisération, traversée par des éclairs de colère, quand nous nous sentions, nous les « soldats bretons », poignardés dans le dos.

Pendant l'été 40, les seuls adversaires potentiels avec lesquels nous pouvions compter, ne dirigeaient pas leurs activités contre

les *Breiz Atao*. C'étaient les agents recrutés par le service secret anglais. Il en trouvait, car il versait l'argent à pleines mains, tandis que l'*Abwehr*, qui, avec sa frugalité prussienne, offrait 3 000 F par mois, n'en trouvait guère. A ce moment-là, le recrutement se faisait dans les bars fréquentés par les jeunes en quête d'aventures et plusieurs des nôtres reçurent alternativement des propositions des deux côtés. L'Armée Secrète n'exista pratiquement pas chez nous avant 1944, mais les communistes commencèrent à agir dès l'entrée des Allemands en Russie, en vrais « partisans » de l'Armée rouge. Ils furent les premiers à se cacher dans l'Argoat et purent grossir leurs effectifs à partir du recrutement forcé de travailleurs pour l'Allemagne, en janvier 1944.

Les F.F.L. bretons.

Entre-temps les services secrets avaient développé leurs réseaux d'espionnage et contre-espionnage, qui avaient pris une physionomie nouvelle, celle d'une branche spéciale des armées en campagne dont les membres servaient par devoir et patriotisme. Il y eut de purs héros parmi eux : Guy Vissault de Coëtlogon en face d'Henri d'Estienne d'Orves.

Profitant de la neutralité qu'observait la plus grande partie de la gendarmerie dans le conflit qui opposait le maquis aux forces de l'ordre allemandes et vichyssoises, il se forma partout, surtout à partir du printemps 1944, des bandes organisées de malfaiteurs qui couvrirent la Bretagne de crimes sous le couvert de résistance. La ligne de démarcation entre le terrorisme patriotique et désintéressé et le terrorisme crapuleux était souvent si difficile à tracer que le terme de « terros » s'appliqua indifféremment aux deux.

De l'autre côté de la Manche, tandis qu'en France la résistance, d'abord passive, devenait active, puis maquis, se formaient les unités combattantes de la France Libre. En Bretagne nous n'en savions à peu près rien, mais nous doutions avec juste raison que dans l'atmosphère d'hystérie chauvine que De Gaulle avait alimentée autour de lui, il puisse venir l'idée à quiconque de constituer une formation combattante bretonne. Pour nous, les Bretons qui avaient passé l'eau, avaient cessé d'être bretons. Ils avaient choisi l'autre camp et en qualité sans excuse de volontaires. Depuis la guerre, on a su que les Bretons des F.F.L. avaient formé un groupement. J'ai demandé au Dr Qué-

méré, qui fit campagne avec eux, de bien vouloir répondre à quelques-unes de mes questions.

— *Quelle était la proportion des Bretons dans les F.F.L. ?*

— Elle a beaucoup varié. Des Bretons ont été parmi les premiers à répondre à l'appel du général de Gaulle. Ils représentaient la majorité des évadés du continent. Puis la Légion arriva de Norvège en Angleterre dès juin 1940 sous la forme de la 13^e 1/2 brigade au complet. Par la suite, les éléments les plus divers furent incorporés : des Français échappés de France par l'Espagne, des coloniaux, des anciens de la Légion, parmi lesquels beaucoup d'Allemands anti-fascistes. A Bir-Hakéim je me souviens que les Français étaient en minorité et que le chef des transmissions avait été un officier allemand (naturalisé).

— *Pour quelles raisons des Bretons sont-ils allés se joindre aux Forces Françaises Libres ?*

— Il est faux de dire que tous les Bretons les ont rejointes par patriotisme français. Ce fut sans doute le cas de plusieurs. Le Dr Vourc'h, par exemple, était un fanatique de la France, un chauvin, tout en restant typiquement breton. Sa franchise brutale, sa mauvaise tête ne lui avaient pas valu la sympathie du général qui n'aimait pas être contredit. Beaucoup de Bretons ont passé la Manche simplement pour ne pas tomber sous la coupe du régime hitlérien.

— *Principalement les catholiques et les marxistes ?*

— Il y en avait. Moi-même, je suis parti pour défendre les libertés individuelles incompatibles avec la dictature. L'amour de l'aventure et des armes explique aussi bien des départs.

— *Qu'est-ce que c'était que « Sao Breiz » ?*

— Une amicale, forte en 1942 de 700 à 800 compatriotes. Rien de plus.

— *Pourquoi les Bretons n'ont-ils rien exigé pour leur pays, à la Libération, en échange de leurs sacrifices ?*

— Parce qu'ils n'ont jamais songé, ni avant, ni après, à

2. *Sao Breiz*, fondé par deux médecins militaires, le Dr Sicé et le Dr Vourc'h, avait sa conception des droits de la Bretagne, exprimés de la manière suivante par le général Sicé : « Le patriotisme et les sacrifices de la Bretagne lui donnent droit à des égards spéciaux pour ses traditions, le maintien de ses costumes et de ses fêtes populaires ; quelque droit aussi d'exiger de meilleures conditions de vie pour les plus malheureux de ses enfants. » (*Nouvelle Revue de Bretagne*, N° 5.) On comprend que cette Bretagne musée-bureau de bienfaisance n'ait pas mérité une goutte de sang des Bretons non libres de la France Libre.

monnayer leur sacrifice et parce qu'il n'y avait pas parmi eux unanimité à ce sujet. Ce qu'on pouvait appeler les « patriotes bretons » était parmi nous, comme partout en Bretagne il y a trente ans, une minorité négligeable. La plupart de mes compagnons ignoraient l'histoire de leur pays et croyaient que la Bretagne avait toujours été française. A plus forte raison ignoraient-ils l'existence d'une question bretonne. Enfin beaucoup avaient été gagnés par la contagion du chauvinisme français par esprit de corps. La Bretagne, voyez-vous, n'était pas à l'ordre du jour aux F.F.L.

— *Les anciens F.F.L. se rendent-ils compte aujourd'hui qu'ils se sont battus pour renouveler le bail de servitude de la Bretagne ?*

— Beaucoup le voient clairement et ils ont rejoint le mouvement breton ou l'approuvent. Certains même se demandent s'ils ne se sont pas trompés et si une fois de plus les Bretons n'ont pas été « utilisés ». Mais il faut compter avec l'amour-propre et la fidélité aux souvenirs de jeunesse, aux camarades, aux morts. Ils font obstacle à l'expression de tels doutes. Mais je crois que le plus grand nombre ne se pose pas de question. Ils ont gagné. Ils vivent. Ça leur suffit³.

Moralité.

L'ingratitude a trop souvent été le remerciement de la France à la Bretagne. La Restauration oublia les chefs chouans bretons quand elle distribua honneurs et prébendes à ses partisans. Le Dr Vourc'h vit une réédition de cette attitude. Il rapporte que, quand fut constituée l'Assemblée Consultative Provisoire, il put constater que parmi les 80 membres nommés au titre de la Résistance, ne figurait pas un seul Breton. Nul représentant non plus de l'Alsace-Lorraine. Il en fut choqué, avec raison si l'on songe que la Bretagne avait fourni la participation régionale la plus importante, et de loin, à la résistance.

A l'autre extrémité de l'échiquier politique, M. Jacques Le Moreau, du P.C.F., s'est attaché à montrer par des faits irréfutables, connus de tous les résistants actifs, comment l'état-major de Londres avait systématiquement saboté l'effort des combat-

3. J'ai communiqué le texte de cette interview au docteur Quéméré qui m'a répondu que si le fond était exact, le ton et le vocabulaire n'étaient pas les siens, mais il ne m'a adressé que deux rectifications de détail.

tants bretons du maquis. Il conclut : « Ce fut l'hiver (1944-1945) des va-nu-pieds de l'Atlantique... Il eût fallu un gros effort... pour aider l'armée bretonne, l'organiser, l'aguerrir à de nouvelles formes de combat, surtout l'équiper... » On sait que rien, ou trop peu, ne fut fait. Ce fut donc une réédition du Camp de Conlie de 1871. La France en face de la Bretagne est éternelle.

D'après Ned Urvoas, qui exerça un commandement dans le maquis de la Cornouaille méridionale et rejoignit ensuite l'armée régulière, c'est l'atmosphère qui régnait après la Libération qui rendait futile et sans espoir toute initiative d'esprit breton. La Bretagne avait en face d'elle un « Robespierre aux mille têtes ». La seule étiquette « breton » était suspecte. Il fallait se taire et attendre. Ce qu'il fit.

M. Henri Waquet, archiviste du Finistère, dont les bureaux abritaient les conciliabules des gros bonnets de la résistance, fut un des derniers hérauts fanatiques de la Bretagne soumise. Son action sur le terrain des idées fut négligeable, mais cependant précieuse, car avec une remarquable maladresse, il apporta sa confirmation à *Breiz Atao* qui dénonçait « l'utilisation » des Bretons, quand il invita ses compatriotes « à cheminer dans la voie que leur a tracée l'histoire... en se résignant à tous les sacrifices ».

Que pensaient de la résistance les nationalistes bretons intéressés ? Je lis cette note écrite en 1944, quelques jours après l'entrée des Américains en Bretagne :

« Nous n'avons pas amené les Allemands en Bretagne. Ils y sont venus sans nous. C'est la France, qui en déclarant la guerre quand elle n'était pas capable de la faire, nous en a fait cadeau. Nous n'avons fait que tenter de tirer le plus d'avantages de leur présence. Nous en avons tiré peu, d'abord parce que leur politique n'était pas de nous pousser, ensuite parce que nous ne sommes jamais entrés dans leur jeu. Nous avons jusqu'au bout, même la poignée qui s'est rangée sous leur drapeau, soutenu un point de vue qu'ils ne pouvaient pas partager. Vous, votre responsabilité est bien plus lourde. Vous avez ramené le vieux régime anti-breton par essence. Vous avez réinstallé la

4. *Nouvelle Revue de Bretagne*, N° 5.

machine à niveler la Bretagne, l'école à tuer sa langue, les mystiques à corrompre son âme. Mieux, ou pire, vous avez lutté pour perpétrer cette trahison inconsciente, vous avez versé votre sang ! Qui de nous, aux yeux de l'histoire, seront considérés un jour comme les coupables ? »

Pour conclure, Bleimor aura été le dernier nationaliste breton qui ait voulu croire, malgré tout, dans la clairvoyance et dans la générosité françaises et ait donné sa vie à la grande patrie pour qu'elle laisse la sienne à la petite.

Son sacrifice inutile n'a pas été une leçon oubliée pour ses fils spirituels entre 1940 et 1944. Il n'y a pas eu de Bleimor sur le front et il n'y a pas eu de Bleimor dans les camps des F.F.L. ni dans les repaires des F.F.I.

L'ANNEE DE L'EFFLORAISON

Délibéré du carcan jacobin, l'*emsav*, dans son ensemble, s'est formidablement développé depuis l'été 1940. C'est une floraison. Toute une presse est née, qui est favorablement accueillie par le public. Sous la pression de l'opinion bretonne, Vichy a levé l'interdiction d'utiliser le breton à l'école et va consentir à ce qu'un organisme de consultation soit institué auprès du préfet régional. En dehors de toute pensée politique, mais animées par le même patriotisme, les forces culturelles s'unissent. Rennes prend le ton d'une capitale.

La presse bretonne : une force.

Quand, au début de 1941, Yann Fouéré, animateur du mouvement populaire pour l'enseignement de la langue, se lance dans l'arène politique et obtient l'appui de Jacques Guillemot, l'industriel quimpérois, pour fonder un journal régionaliste, les Allemands eurent peur « de voir dans notre quotidien, dit-il, des attaques semblables à celles que Mordrel avait lancées dans *l'Heure Bretonne* contre le gouvernement de Vichy, et qui leur avaient causé tant de désagrément avec ce dernier ». Il réussit à les rassurer et, après avoir surmonté d'autres difficultés qui n'étaient pas moindres, sortit le premier numéro de *la Bretagne* le 21 mars 1941. Sa politique est habile, elle consiste à soutenir avec fermeté, et avec courage quand l'heure sera venue, des revendications si raisonnables qu'elles obtiennent d'emblée l'approbation générale.

« J'avais promis aux Allemands, dit son directeur, de ne pas mettre en cause l'autorité et la légitimité du gouvernement de Vichy, et je ne l'ai pas fait ; je ne leur avais pas promis de prendre parti dans la guerre ni dans la querelle franco-allemande. J'avais promis aux Français de ne pas mettre en cause la souveraineté de la France sur la Bretagne, et je ne l'ai pas fait ; je ne leur avais pas promis de ne pas critiquer les actes du gouvernement de Vichy et de l'administration en Bretagne. » (*La Bretagne Ecartelée*, par Yann Fouéré, p. 69.)

Mais tandis que *l'Heure Bretonne*, sous l'impulsion de son rédacteur en chef, Jos Jaffré, un virtuose pour ménager les susceptibilités du public et l'attaquer au point sensible, obtenait des tirages de 25 000, *la Bretagne* — il est vrai quotidienne et de ce fait en concurrence avec les puissantes feuilles régionales — ne dépassa pas 10 à 12 000. Mais son sérieux lui valut de pénétrer dans des milieux qui jusque-là ne s'étaient pas laissés toucher et sa combativité la rendit souvent plus inquiétante pour les autorités que le journal autonomiste enlisé dans une démagogie payante mais sans lendemain.

L'année suivante, le groupe formé par Fouéré s'assurait le contrôle de *la Dépêche de Brest*, qui jusque-là avait été la feuille officieuse des régions maritimes bretonnes. Elle devint du jour au lendemain un journal authentiquement breton, distillant le « poison » de l'idée bretonne au compte-gouttes, tous les matins, à 100 000 lecteurs, qui se trouvèrent bien du traitement et en redemandèrent.

« Ils étaient, dit encore Fouéré, les seuls journaux paraissant en Bretagne qui se permirent de critiquer ouvertement l'action de l'administration, dénonçant les scandales, les injustices et les passe-droits... Ils étaient les seuls à faire figure de journaux d'opposition... à un moment où la censure des autorités françaises s'exerçait grâce à la censure allemande. Aussi les représentants du gouvernement de Vichy... devaient-ils compter avec cette presse, réformer erreurs et abus qu'elle dénonçait, entrer dans la voie des concessions à l'égard des revendications qu'elle posait. » (*La Bretagne Ecartelée*, *id.*, p. 71.)

L'institut qui « pense » la Bretagne.

Sur le plan culturel l'activité n'était pas moindre. Trois amis, Ronan de Fréminville, R.-Y. Creston et Jean Trécan, eurent l'idée de fonder un institut consacré aux études bretonnes et celtiques, qui soit le lieu où la réunion des talents et des compétences permette de « penser » la Bretagne sur tous les terrains. Ils vinrent me trouver, en septembre 1941, à Quélaines, dans le bas-Maine, où je passais deux semaines de vacances avec les miens, le sol breton m'étant interdit. Et les plans de *l'Institut Celtique* furent tracés. De retour à Rennes, je participai activement aux négociations préalables, parvenant à vaincre les préventions de Roparz Hémon contre une organisation dont il n'aurait pas le contrôle, en lui en offrant la présidence. Le *Framm Keltiek* fut fondé à l'issue de la semaine celtique du 20 octobre. Il rassembla immédiatement non seulement les artistes et intellectuels nationalistes qui en formèrent le noyau actif, mais aussi de nombreux érudits bretons qui s'étaient tenus jusque-là en marge du mouvement. Le *Framm* fut au cours de ses deux années d'activité le lieu de rencontre fructueux de *l'intelligentsia* bretonne, au-dessus des divergences qui auraient pu séparer ses membres sur le terrain français ou international, un signe évident de la maturité qu'avait atteinte notre mouvement de reprise de conscience.

L'une des plus belles réalisations de l'institut fut, grâce pour une fois à la compréhension des autorités allemandes que le celtisant Pr. Weissgerber avait réussi à convaincre, la création d'un poste d'émission breton, dans le cadre de la radio officielle, avec une heure d'émissions par jour, en breton et en français, dont la direction fut confiée à Roparz Hémon, secondé par Eliès pour la section bretonnante et Trécan pour la section francisante¹.

L'ombre des Etats de Bretagne.

Cette efflorescence, unique dans l'histoire de *l'emsav*, devait recevoir son couronnement grâce à un homme de cœur et un esprit libre, le Lorrain Jean Quénette, nommé par le maréchal

1. Depuis la « libération » de la Bretagne, ces sept heures hebdomadaires ont été ramenées d'abord à zéro, puis, après bien des démarches et des prières, à une 1/2 heure par semaine.

préfet régional, avec la mission d'apporter une solution aux problèmes bretons dans le cadre des institutions infrangibles de l'Etat français. C'était lui demander l'impossible. Quénette pouvait faire peu, il fit beaucoup. Si la région Bretagne n'a pas aujourd'hui ses cinq départements, ce n'est pas sa faute, mais celle du clan nantais des impérialistes économiques d'Abel Durand, qui poursuivait le rêve fumeux d'un « empire » nantais couvrant le quart de la France. Ils refusèrent de faire partie de l'ensemble traditionnel. Cependant, quatre départements valaient mieux que rien et, lors de la fête du jubilé du président de la vieille Union Régionaliste, qui une fois de plus réunit tous les bons Bretons, mettant autour des mêmes tables les favoris aussi bien que les adversaires de la préfecture comme du P.N.B., le préfet régional annonça la création d'un Conseil consultatif, dont feraient parti les représentants de toutes les tendances modérées du mouvement breton — à part évidemment le P.N.B. quand même trop contestataire — considéré comme l'expression même de la Bretagne. Le progrès était immense, le dialogue ouvert après un demi-siècle de conspiration du silence et de brimades.

Le C.C.B. comptait, parmi ses 25 premiers membres, dix nationalistes dont six avaient appartenu à *Breiz Atao*, comme le poète et capitaine de vaisseau Le Masson, le notaire Even et l'architecte Bouillé, cinq crypto-nationalistes dont le prototype était le conseiller général Pierre Mocaer, et huit sympathisants, du plus chaud comme F. Le Roy au plus tiède comme Jean des Cognets, qui était à la tête de l'*Ouest-Eclair*. Tel qu'il était composé et manipulé par son actif secrétaire, Yann Fouéré, membre du feu *Kuzul*, cet organisme était appelé à se considérer peu à peu comme l'héritier des anciens Etats de Bretagne et quoiqu'officiellement son pouvoir fût nul, effectivement son influence s'exerça souvent et fortement.

Une de ses premières initiatives fut de déposer un projet de statut pour la Bretagne, « véritable projet de constitution bretonne » comprenant une assemblée générale élue avec des pouvoirs législatifs et un gouverneur nommé par Paris mais partageant l'exécutif avec une Commission permanente de l'assemblée. Ce projet en somme ne faisait que présenter sous une forme moderne le statut autonome de la province de Bretagne antérieur à la Révolution. Soumis aux collectivités, il avait réuni l'approbation de 200 municipalités et d'un millier de personnalités, quand les événements mirent une sourdine aux activités bretonnes avant de les stopper complètement.

Le mouvement était si bien lancé que le successeur de Quénette, au début de 1944, approuva son action et s'engagea à la continuer.

Examen de conscience.

Depuis que le nouveau P.N.B. a pris forme, il est clair aux yeux de l'élite pensante du mouvement que son rôle sera désormais celui d'une bonne organisation de propagande populaire, mais qu'il ne faudra pas attendre de lui une direction spirituelle et politique. Il était donc nécessaire de doter au plus tôt le mouvement d'un centre de réflexion.

R. Le Helloco prit l'initiative de le créer. Appartenant au milieu persuadé qu'une pensée bretonne devait pour être valable s'exprimer en breton, il fonda *Galv*, « Appel », revue d'études, qui sous bien des rapports sera une version bretonnante de *Stur*. Il s'est assuré la collaboration de Raymond Jestin qui est un des plus fermes soutiens de cette tendance philosophico-politique² et celle de Kerverziou. Les « mordus » du breton, oubliant leurs divergences, Abeozen, Drézen, Kongar, Guyonvarch et même Debauvais, lui donneront leurs contributions.

Helloco, qui signe R. Kadig et Kadwallon, a des paroles qui nous emmènent loin du bla-bla-bla conventionnel du « chef ». Il chasse les illusions et préconise un travail en profondeur.

« Il est évident que nous n'étions pas prêts en juillet 1940. Si un Etat breton avait été fondé à cette époque, il aurait été pourri du dedans. Tout ce qui est arrivé nous a clairement démontré que nous ne devons compter que sur nous-mêmes. Notre force est en nous... » (*Galv*, 1.)

Il pense que nous devons limiter nos ambitions :

« La Bretagne ne sera pas capable au cours du siècle présent, c'est bien certain, de devenir une puissance ni de faire de la grande politique. Cependant, si elle réussit à sauver et à étendre sa langue et son sang, elle aura établi la base la plus nécessaire aux développements ultérieurs... » (*Galv*, 1.)

2. Il publie aujourd'hui sous la signature de *Rigakos* le bulletin *An Nerzh* (Ed. de la Bretagne Réelle, op. cit.) qui est en somme la reprise de *Galv*.

Il signale l'erreur de vouloir appliquer à la Bretagne les recettes irlandaises et de songer ici à une répétition de la rébellion de Pâques 1916 :

« Les Bretons ont oublié qu'ils sont une nation originale. La chose saute aux yeux si l'on compare la vie de deux chefs qui furent contemporains, le Breton Cadoudal et l'Irlandais Wolfe Tone. Tout ce que ce dernier avait de conscience nationale, de vues aiguës et larges sur le monde et les gens dans la préoccupation du bien de son peuple, manquait au premier... Un soulèvement maintenant en Bretagne pourrait se révéler aussi vain que celui de la chouannerie... » (*Galv*, 2-4.)

La pensée de celui qui avait dirigé l'exécutif de *Gwenn-ha-Du* s'est séparée de celle de Lainé, en ce sens qu'elle récuse le romantisme politique et le fanatisme :

« Il ne vaut pas grand-chose celui qui n'est pas capable de tirer profit de chaque tentative, de chaque échec, qui ne sait pas conserver son but en vie, à tout moment et partout, avec attention et tension, et n'est pas prêt à se servir de tous les moyens pour l'atteindre. »

Cependant, les identités fondamentales demeurent :

« Nous sommes soldats, compagnons, même sans porter des armes, parce que nous obéissons à une Nécessité qui plane au-dessus de nous et nous commande. Nous sommes soldats parce que nous ne cherchons pas les biens, mais le pouvoir, parce que nous devons accomplir notre destin — en outils que nous sommes au pouvoir de cette Volonté mystérieuse qui dirige le monde, qui fait éclore et se flétrir les fleurs, comme s'élever et s'écrouler les empires... Nous vous appelons, Bretons de bonne souche. Il sera peut-être nécessaire un jour d'abandonner la plume pour l'épée... » (*Galv*, 1.)

Le second coup de barre de *Stur*.

Pendant que sortaient les premiers numéros de *Galv*, je me préoccupais d'obtenir l'autorisation de faire reparaitre *Stur*, car

tout en étant un soutien décidé de l'initiative de Bob, je savais qu'un organe exclusivement rédigé en breton n'exercerait son influence que sur un cercle restreint de lecteurs et que le mouvement n'en bénéficierait qu'indirectement et faiblement. Le français restait — pour longtemps — la langue obligée et irremplaçable — comme l'anglais en Irlande — de la culture générale et de la pensée politique.

Grâce encore une fois au Dr Best, qui se porta garant que le *Stur* nouvelle édition resterait sur le plan des idées sans descendre dans l'arène politique, le premier numéro put paraître en juin 1942. Le but de la revue est avant tout de pallier le néant doctrinal du « P.N.B.-Croupion », en rendant un sens à l'idée bretonne dans le nouveau contexte continental et — fameux coup de barre, si l'on songe aux habitudes de pensée traditionnelle de l'*emsav* — de faire de l'idée bretonne l'inspiration d'une nouvelle conception de la France.

« Nous voyons aujourd'hui que notre exclusivisme a moins été une politique que l'affirmation, nécessairement tranchante, d'un principe moral. Les circonstances exigent aujourd'hui que nous nous rallions à une politique réaliste. C'est pourquoi il ne sied pas aux représentants d'une poignée d'hommes de parler comme s'ils étaient un Etat, ni de jouer aux soldats comme s'ils disposaient de forces armées, aériennes et navales... Ils ne peuvent évoluer que dans l'ombre de plus grands... »

Cela peut s'appeler une pierre dans le jardin des localistes, modérés ou extrémistes, séparatistes camouflés en régionalistes ou rebelles potentiels. Mais la nouvelle tendance devra s'exprimer avec circonspection, car dans notre mouvement persécuté aussi bien que dans une France qui médite des vengeances implacables, l'idée d'une réconciliation n'est pas mûre.

« Du temps de son apparente grandeur, la France se résumait dans une intolérance excluant toute idée de compromis. Aujourd'hui la France est autre chose... Elle est un espace vital pour nous, pour l'Europe, qui d'une manière ou d'une autre doit être organisé. Du fait des liens terrestres qui nous unissent à elle, du fait de notre position maritime avancée qui fait de nous la pointe de la masse continentale contiguë, il est évident que l'organisation de

l'espace vital français... ne pourra ignorer la Bretagne. Le problème breton a cessé de ce fait d'être indépendant. Il s'inscrit dans un problème plus large, celui de l'utilisation de l'espace géopolitique entre Vosges et Océan... qui dépend lui-même d'une question absolument énorme et déterminante qu'on pourrait formuler ainsi : comment la France, une fois passée sa période actuelle de recroquevillement, va-t-elle enfin se définir ? »

La chose ne paraît pas facile.

« Le Français déraciné, et en particulier le Méridional qui domine dans les conseils de l'Etat, vit dans le monde des abstractions et n'est pas près d'en sortir. Cette déformation le rend inapte à la révolution qui est essentiellement l'art de mettre les réalités à jour. Il ne voit pas la réalité France parce qu'il ne va pas plus loin que la formule « unité française ». Quand il parle de « nation », il n'évoque qu'un concept. S'il savait saisir le réel... il verrait que la nation de l'histoire n'est plus qu'un trompe-l'œil, qu'il faut construire quelque chose de différent à la place qu'elle a occupée, ou tout du moins dans les mêmes parages... Les réalités ne sont rien tant que les hommes n'en ont pas une vue nette. Les Français n'ont plus aucune conscience des bases sensibles sur lesquelles il leur serait possible de rebâtir une société nationale ayant des chances de durer. Il ne serait pas inepte que ce soient nous qui les leur révélions. »

Ainsi, la phase purement négative du nationalisme breton, ce séparatisme où je voyais une « mesure prophylactique », me semblait terminée. Je me sépare irrémédiablement de tous ceux qui s'obstinent à vouloir une Bretagne repliée sur elle-même. Je crois la réconciliation possible et j'en dis les conditions :

« Chaque pas en avant que la France, ou du moins certains Français, font vers l'Europe, vers une façon de penser et surtout de sentir qui n'était pas la leur, diminue d'autant l'antagonisme franco-breton... Le fossé infranchissable (que l'intolérance a creusé) entre la Région parisienne et le Massif Armoricain péninsulaire n'est pas une loi de nature. Dans le haut Moyen Age, au temps de cette grande com-

munion celto-germanique que furent les Croisades, aucune éthique, aucune foi n'opposaient nos ancêtres à leurs voisins du Maine ou du Perche. La seule différence, et encore, pour la basse-Bretagne était la langue et Dieu sait combien en ce temps de prédominance du latin cette différence comptait peu³. La vérité pour la France, du moins celle qui a puisé largement aux mêmes sources que nous, celle de la Loire, de la Seine et de la Saône, serait de faire en sens inverse le chemin qu'elle a parcouru de reniement en reniement, depuis la Renaissance (on pourrait même dire depuis la conquête romaine), si elle n'est pas complètement usée, s'il couve encore en elle une étincelle du feu barbare⁴. »

Au printemps 1942, la Wehrmacht avait été contrainte de transférer à la S.S. la prise en charge des peuples étrangers. *Stur* put sans encombre publier sa série sur le Mythe de l'Hexagone, qui mit à jour les réalités ethniques et géographiques de la France masquées par la construction politique, un grand pas vers une manière constructive de démolir la France...

3. Je n'écrirais plus cela aujourd'hui. Notre connaissance du passé breton s'est très approfondie depuis. Il existait une différence très grande entre l'esprit public de Bretagne enraciné dans la Coutume, et l'esprit public de la France, produit de l'encadrement des administrations autoritaires depuis César.

4. Ces citations sont extraites de l'éditorial de *Stur*, n° de juin 42, qui a été reproduit en grande partie dans les annexes du tome 3 de *La Bretagne dans la guerre*, op. cit.

LE PASSAGE DE LA CRETE

En février 1943, Raymond Delaporte disait avec quelque vérité dans le *Triskel* : « Ceux d'entre vous qui ont eu le courage obscur de 26 mois de travail pénible, rebutant, de propagande, de prospection, d'organisation, ceux-là ont vraiment droit au titre de patriotes bretons. »

Certes ; mais ceux qui ont fait le même travail pendant les vingt ans d'action de *Breiz Atao* qui ont précédé 1940 n'y ont-ils pas droit aussi ? En particulier ceux qui en 1939 et 1940 ont tout risqué pour permettre aujourd'hui à M. Delaporte de parler sur ce ton ?

Ce parti pris d'ignorer un passé immédiat jugé compromettant ne trompe que les nouveaux venus au parti, qui croient volontiers que tout a commencé avec eux. Ils ont beau avoir adopté comme cri de guerre : « *Bevet Breiz !* », « *Vive la Bretagne* », le peuple continue à les appeler les « *Breiz Atao* », trois syllabes qui leur brûleraient les lèvres.

L'apogée du P.N.B.

Le troisième P.N.B. a effectivement réussi un vaste groupement des forces bretonnes nationalistes, mais pas sur le même axe que les P.N.B. I et II. Les partis précédents avaient pour noyau les nationalistes fédéralistes neutres, caractérisés non, comme on l'a inexactement interprété, par leurs prétendues visées séparatistes, mais par leur hostilité à la France (telle qu'elle est) et leur combativité. (Peu d'observateurs dans l'ensemble ont compris

qu'on pouvait être violemment contre l'état de choses sans être aucunement séparatiste.) En dehors de *Breiz Atao*, deux dissidences permanentes se manifestaient : les catholiques cléricaux qui se ralliaient autour du *Bleun-Brug* en y introduisant le ferment du nationalisme ; les idéologues de gauche, sans unité doctrinale et sans support numérique. Au-delà, des dissidences individuelles n'offraient qu'un intérêt anecdotique.

En revanche, le « P.N.B.-Croupion » a opéré le rassemblement sur l'axe démo-chrétien conservateur, rameutant en bloc les catholiques de toutes nuances et conservant les anciens P.N.B. prêts à tous les accommodements pour durer, mais en excluant systématiquement les anciens qui d'une manière ou d'une autre manifestaient leur attachement à l'ancienne équipe. La synthèse des forces bretonnes qu'il dit avoir réalisée n'est qu'apparente. La réalité est que les dissidents de gauche sont encore plus nombreux qu'autrefois. Les plus actifs d'entre eux sont passés à la Résistance, ou, si leur sentiment breton s'opposait à faire le jeu du vieil adversaire, se sont, comme Ronan Clec'h, réfugiés dans le silence. Quant aux extrémistes, qui eux ne sont pas seulement anti-français de circonstance mais séparatistes de doctrine, ils sont dans le Service Spécial de Lainé, associés au P.N.B. dans la clandestinité comme l'était autrefois *Gwenn-ha-Du* à *Breiz Atao*. Mais alors que *Gwenn-ha-Du* et *Breiz Atao* vivaient en parfaite harmonie sous une direction commune, celle du *Kuzul*, « l'armée bretonne » secrète observe une attitude de réticence mentale à l'intérieur du parti. Elle s'en nourrit comme une sangsue, y puise ses recrues et en obtient son financement, tout en attendant l'occasion favorable de le détruire pour se substituer à lui.

La prétendue « modération » de la direction delaportienne n'est donc qu'un camouflage dont le gouvernement n'est pas dupe. Lorsque Delaporte annonce qu'il est prêt à entamer des négociations avec le pouvoir « dans un esprit constructif », le préfet hausse les épaules. Qu'a-t-il à craindre d'un figurant qu'on a mis là précisément parce qu'il n'est pas dangereux et quand les Allemands eux-mêmes se sont chargés de neutraliser les violents ? C'était une réédition de la proposition de Debauvais en août 1940. Elle relevait comme elle de l'infantilisme politique.

Mais le « figurant » est un bourreau de travail et un organisateur méthodique. Il a, peu à peu, couvert la Bretagne des mailles d'un réseau de propagande comme elle n'en a jamais

connu. Pour me limiter à un département, je cite, en résumant, Marcel Guieysse¹ :

« Le Morbihan approchait en 1943 de 400 adhérents et de 900 abonnés, et avant lui venaient le Finistère et l'Ille-et-Vilaine. En Haut-Vannetais, la vente à la criée écoulait chaque semaine 3 000 exemplaires et à Lorient plus de 1 000, qui ajoutés aux dépôts et aux abonnements représentaient 3 500 exemplaires pour l'agglomération lorientaise.

Les zones les plus denses sont le centre du Poher, une partie du Léon, le Grand Tréguier, la Penthièvre briochine et méridionale, la Basse Cornouaille moins la région de Quimperlé, tout le Vannetais, les régions de Rennes, Nantes et Saint-Malo, la presque guérandaise.

Il y a des zones blanches dans le centre et le sud-est de la Haute-Bretagne et dans les monts d'Arrée.

Les progrès de l'implantation populaire de l'idée bretonne sont donc certains. Le succès monte facilement à la tête de quelques-uns qui, jugeant quantitativement, disent : « Il n'y avait rien avant ! »

C'est l'œuvre du Central, tant critiqué, des chefs départementaux : Hervé Delaporte, qui a succédé à Yann ar Beg à Quimper, Jacques de Quélen à Saint-Brieuc, Marcel Guieysse à Lorient, François Goasdoué, qui a remplacé Germain Breton à Nantes, Edouard Thomas, successeur de Paul Gaignet en Ille-et-Vilaine, et Edouard Guillou pour les Bretons Emigrés. A l'échelon de l'arrondissement, ils ont été activement secondés par Le Nestour à Lorient, L. Friaut à Pontivy, Christian Le Part à Rochefort-en-Terre, E. Carré à Loudéac, F. Marcade à Redon, A. Nourry à Châteaulin, Jos Cadoudal à Guingamp, F. Moysse à Saint-Nazaire et tant d'autres, dont la moitié sont des nouvelles recrues.

L'ensemble a un peu la teinte vichyssoise et « chantiers de jeunesse » mais a été efficace pour créer avec l'aide puissante de la presse amie un courant d'opinion bretonne dont, quoi qu'il en dise, le gouvernement a été obligé de tenir compte en créant auprès du préfet un organisme consultatif constitué par ses représentants.

1. Communiqué par Denise Guieysse.

Les Delaporte rompirent de deux manières avec la tradition de *Breiz Atao*. A l'intérieur, en faisant d'un parti révolutionnaire un parti bourgeois, à l'extérieur en renonçant à combattre l'adversaire autrement que sur le terrain des scandales et abus de pouvoir locaux ou circonstanciels. Une rupture aussi profonde avec des fraternités très chères — qu'ils avaient peu partagées dans le passé — et avec des habitudes de pugnacité invétérées, ne pouvait pas ne pas provoquer des révoltes à la longue. Elles auraient engendré, dès 1941, une scission dans le parti, si les autorités allemandes l'avaient permis. Mais on verra que jusqu'au débarquement de Normandie, c'est la carte de Vichy que jouait l'armée d'occupation.

Bilan de trois années.

Sur le moment, la politique delaportienne fut l'objet du blâme unanime de tout ce qui portait au front le signe des anciens combats. Nous pouvons aujourd'hui l'évaluer avec plus de sérénité. Le reproche valable qu'on peut adresser à Delaporte n'est pas son modérantisme de façade, ni son indulgence au gaullisme, mais bien plutôt sa timidité à aller au bout du chemin choisi en 1940. L'homme était victime de son propre machiavélisme, qui le réduisait à une impuissance de laquelle s'accommodait son indécision congénitale. Sa politique de cautèle eut l'avantage d'éviter qu'un grand nombre de bons Bretons ne se compromettent davantage inutilement et celui de maintenir une liaison, envers et contre tout, entre le peuple et le mouvement. Sous ce rapport, la timidité incriminée a été une grande sagesse. Mais on est en droit de regretter qu'à partir du moment où le P.N.B. fut tenu en suspicion par l'occupant, la direction ait obstinément résisté à ceux qui lui conseillaient de dissoudre le parti pour le reconstituer dans la clandestinité, car il eût recouvré d'un coup son unité intérieure et la faveur du peuple breton. Au contraire, en restant sur ses positions, la troisième mouture du P.N.B. barra la route aussi bien aux gens compromis avec l'Allemagne qu'elle avait mis hors jeu par la révolution de palais de 1940, qu'aux modérés de Yann Fouéré, auxquels elle faisait une concurrence inattendue, en essayant sans cesse de les faire entrer dans ses rangs de préférence aux suspects de « mordrelisme ». Il n'y avait donc pas une saine émulation entre deux tendances, mais double emploi et division des forces sur le même terrain. En outre, en occupant toute la place du côté de

l'occupant, elle neutralisait l'aile collaboratrice, qui, en cas de victoire allemande, n'aurait eu aucune action d'éclat à son palmarès et de ce fait que peu d'autorité pour parler au nom de la Bretagne. A ce point de vue, grande était sa maladresse de s'acharner à laisser entendre que les hommes qui avaient joué la partie en 39-40 étaient indésirables et, somme toute, négligeables, car c'était eux, si Hitler avait eu le dessus, qui eussent été les seuls avocats valables de la Bretagne. Par ailleurs, en noyant les milieux modérés, elle diminuait l'audience du mouvement conformiste qui était pourtant la seule garantie au cas où, d'une façon quelconque, le régime instauré par Pétain aurait continué. Il fallait maintenir « tous les chemins ouverts », Delaporte les bouchait tous.

Ces trois années furent donc une camisole de force passée au mouvement breton, des années politiquement vides, mais aussi, nous l'avons vu, riches d'un travail de défrichage et de consolidation sur le terrain breton.

Le grand public était étranger aux contradictions internes du P.N.B. qui restait à ses yeux le lieu où se groupaient les défenseurs de la Bretagne. Il n'a jamais vu de différence entre les P.N.B. des différentes formules et continuait à traiter leurs membres de « Breiz Atao », ce qu'ils étaient en effet, au niveau des cadres responsables, dans la proportion de 80 %.

Le « P.N.B.-Croupion » a donné, en définitive, une réponse péremptoire à ceux qui disaient que les patriotes bretons n'étaient qu'une poignée, il a mis sur pied une organisation dont l'ampleur ne sera pas égalée de si tôt, il a fait laborieusement l'éducation bretonne d'une large couche de notre population. Il a été en Basse-Bretagne, et cela grâce au rôle personnel de son chef, un parti bretonnant, ce qui ne s'était jamais vu.

Les deux courants.

La Bretagne à partir de 1942 fut un grand malade mental en proie à une schizophrénie d'un genre particulier. Deux courants se développaient parallèlement et parfois conjointement dans l'opinion, qui n'avaient aucun rapport entre eux et qui commandaient des attitudes sociales différentes et même contraires.

Le peuple, fatigué par les réquisitions et les restrictions de toutes sortes, se sentant mis toujours davantage au pillage par les efforts convergents du régime de Vichy et de l'occupation, devenait chaque jour plus anti-allemand et par opposition à

l'austérité régnante, de plus en plus partisan du Père Noël qui allait ramener d'outre-Manche le paradis sur terre. L'intense propagande radiophonique de Londres achevait le travail en expliquant à ces gens excédés qu'ils étaient les vengeurs de la France et leur donnait bonne conscience en les absolvant par avance de tous les crimes qu'ils auraient envie de commettre, puisque c'était pour la bonne cause.

Le P.N.B. se gardait de contrecarrer ce courant de la psychose bretonne. Il apportait même de l'eau au moulin, par ses critiques impitoyables des excès de l'administration du ravitaillement et des erreurs que ne cessait de commettre un régime dont les postes de décision étaient trop loin pour qu'il puisse se maintenir au fait des choses de Bretagne. Il développait ensuite une propagande dans le but positif d'instruire les Bretons des affaires de leur pays et de réveiller la conscience qu'ils auraient dû avoir de leurs intérêts. Le public le plus gaulliste n'y voyait souvent aucun inconvénient. Il ne se produisait une contradiction qu'au moment où des autonomistes se faisaient les avocats de l'Allemagne. Mais c'était rare et le P.N.B. ne manquait jamais de se désolidariser d'eux. La hargne était contre les partis français collaborateurs, non contre les *Breiz Atao*.

La coexistence des deux courants et l'espèce de *modus vivendi* qui s'était établi entre eux, explique comment l'*emsav* a pu connaître un tel développement sur tous les terrains jusqu'en 1943 et même au-delà. Par exemple, le congrès de l'Institut Celtique, le 20 mai 1943 à Rennes, fut le plus important de la série par le nombre des participants et l'intérêt des contributions aux séances d'études. Son public continuait à s'étendre. Le même mois se créait la B.A.S. (*Bodadeg ar Sonerion*), la société réunissant les sonneurs de binious, la même qui aujourd'hui préside aux destinées de 100 *bagadou*² et de 3 000 sonneurs. En juin, ouvrait aux environs de Ploërmel le Collège d'Été Auguste Brizeux pour y former les instituteurs destinés à l'enseignement de la langue.

Mais ce fut aussi en 1943 que la *Wehrmacht* connut ses premiers grands revers : la capitulation de Stalingrad en février, la fin de l'*Afrika Korps* en avril, le débarquement en Sicile le 10 juillet. Le 4 septembre, l'assassinat de Yann Bricler, admi-

2. Un *bagad* est un orchestre composé de binious, bombardes, tambours et grosse caisse, assez analogue au « band » écossais.

nistrateur de *Stur* et l'un des militants les plus en vue de *Breiz Atao* en Cornouaille, devait marquer le début d'une longue et macabre liste. Alors, on vit le courant breton perdre petit à petit de son assurance et marquer des reculs chaque fois que le communiqué annonçait un succès des alliés. Le sort en était jeté. La politique attentiste du P.N.B. ne pouvait plus être d'aucun secours. Son rôle utile était terminé. Ses dirigeants furent les seuls à ne pas le comprendre et continuèrent, un bandeau sur les yeux, leur inutile combat d'arrière-garde.

« Au moment où paraissait le numéro de *Stur* d'automne 1942, j'avais eu l'occasion de faire un voyage en Flandre belge, heureux de pouvoir m'informer sur place d'une situation qui ne pouvait pas être sans analogie avec la nôtre. Je fus atterré des confidences que me firent les nationalistes flamands comme notre vieil ami Hektor de Bruyne ou le poète Wies Moens. Le régime hitlérien se comportait comme en pays vaincu. Il n'avait pas fait droit aux demandes d'autonomie des nationalistes flamands, qui, contrairement à nous, avaient derrière eux la majorité de la population et il était allé jusqu'à fermer aux Belges la frontière hollandaise pour empêcher que se développe la communauté grand-néerlandaise, but idéal du nationalisme flamand. Wies Moens en particulier était plein d'amertume. Le rêve de toute sa vie s'écroulait. De retour à Paris, je remis un mémoire sur ce que je venais de voir à Hermann Bickler³ et j'en parlai au Dr Epting de l'Institut franco-allemand. Il eut la bonté d'éclairer ma lanterne : « La raison, je m'en vais vous la dire. Nous voulons pouvoir être libres d'envoyer un million de paysans flamands coloniser l'Ukraine, si nous en avons besoin, sans avoir des comptes à rendre à un gouvernement flamand, encore moins un gouvernement grand-néerlandais ! » Quant à Bickler, sa sympathie était acquise aux Flamands, mais il

3. Hermann Bickler, natif de Rohrbach en Moselle, avait été avant la guerre le chef de la Jeunesse Alsacienne-Lorraine à Strasbourg et l'un des plus fermes amis de *Breiz Atao*. Incorporé dans l'armée allemande avec ses compagnons, il avait été versé dans la S.S. et, après avoir suivi des cours spéciaux, envoyé dans les services du contre-espionnage en France, où le servait sa parfaite connaissance du français. A la tête de l'Abteilung VI du S.D. à Paris dont dépendaient les questions des minorités, il y fut le protecteur de l'*emsav* et des Bretons en général.

ne se faisait aucune illusion sur les directives de la politique officielle, quoiqu'elles n'aient jamais été clairement exprimées. « C'est heureux, me dit-il, que ce mémoire tombe entre mes mains. Te rends-tu compte qu'un autre n'aurait pas hésité à t'expédier dans un camp de concentration ? » Il est vrai que je m'exprimais assez durement sur l'abus de confiance dont les occupants s'étaient rendus coupables en Flandres. Joignant mes nouvelles informations à celles que j'avais réunies moi-même à Berlin l'année précédente au sujet des ports bretons et à la confiance de Frank Ryan, il ne faisait plus de doute pour moi que l'attitude des Allemands déçants à notre égard, comme étaient les officiers « bretons » de l'O.K.W. ou l'admirable Gerhard von Tevenar, ne représentait en rien le point de vue du gouvernement national-socialiste, pour lequel seul l'intérêt allemand entraînait en ligne de compte. Je décidai donc, après avoir longuement mûri le pour et le contre, de saborder *Stur* et de faire discrètement campagne dans le mouvement pour que chacun, profitant des occasions qui s'offriraient, se retire et rentre sous terre. Car la victoire allemande, sur laquelle nous avions tout misé, me paraissait maintenant presque aussi menaçante que la victoire des alliés. Pas pour nous, bien sûr, les condamnés d'avance, mais pour la Bretagne. »

Mouvements divers.

Sur ces entrefaites, Jacques Doriot, le chef du Parti Populaire Français, se souvenant de sa grand-mère bretonne, était venu voir des personnalités bretonnes à Rennes, dans l'idée de trouver des appuis en Bretagne pour la prise de pouvoir qu'il préparait. L'entretien que j'eus avec lui fut une révélation. Il pouvait exister un homme politique français, un chef de parti, un chef de gouvernement possible, qui reconnût la nationalité bretonne et se montrât décidé à lui accorder un traitement « spécial », malgré la sourde opposition d'une partie de son entourage. Cela changeait tout !

Une partie de ce triste hiver 1942-1943 fut remplie pour moi par une aventure radiophonique (qu'Hervé Le Boterf raconte avec humour dans son tome III). Ma collaboration à *Radio-Brazzaville II*, poste émetteur « gaulliste » fonctionnant... à Paris, dans le but de semer la confusion dans les esprits

de gens qui n'étaient pas précisément nos amis, avait été accordée de bonne grâce, d'autant plus que ces messieurs m'ayant dit : « Vous êtes l'homme ! » je n'avais pas le choix. En outre cette activité de pointe servait admirablement de couverture à mes interventions dans les milieux bretons en faveur de la manœuvre de repli que je croyais judicieuse. Il a été conté comment je fus mis à la porte pour « sabotage », et me cachai quelque temps pour que l'incident fût oublié.

Je réapparus à Rennes pour recevoir la visite de Debauvais, avec lequel, passant l'éponge, j'avais renoué des relations amicales. Il venait avec une proposition. Il croyait à la victoire allemande et pensait que si les nationalistes bretons ne prenaient pas carrément le parti du Reich, il ne serait tenu d'eux aucun compte à la signature de la paix. Il méditait de faire à la S.S. la proposition de monter en marge du P.N.B. une formation politique reprenant la position de *Breiz Atao* en 1939 et dont, comme autrefois, nous nous partagerions la direction avec les mêmes attributions. Je lui représentai que si jouer la carte allemande en 1939 représentait un risque calculé, la reprendre en 1943 était jouer à qui perd gagne.

« Ils préparent un arsenal d'armes secrètes irrésistibles », me répliqua Deb. « Peut-être, dis-je, mais sois bien sûr que les alliés aussi ont leurs armes nouvelles. Rappelle-toi que le radar a sauvé l'Angleterre des avions de Göring. Les Allemands n'en connaissaient pas l'existence. » J'ajoutai : « Mais la question n'est pas là. Elle est de savoir si nous continuerons à être des jobards en nous imaginant que les Fritz feront l'Etat breton à notre place. Tu ne sais pas ce qu'a dit un jour un grand Nazi devant Oltramare⁴ et moi ? « Un peuple de trois millions ? Ça ne compte pas. C'est un détail sans importance. » il ignorait qui j'étais, mais j'étais arrivé avec le Suisse, ça lui suffisait ! »

Debauvais repartit décidé à tenter l'aventure sans moi. J'étais assez curieux de voir ce qu'il saurait faire tout seul. J'appris qu'il avait eu quelques vellétés d'action directe, dont le mérite serait revenu à Guy Vissault de Coëtlogon, qui à cette

4. Oltramare était le chef des nationaux-socialistes de la Suisse romande. Il collaborait à Radio-Paris.

époque se trouvait disponible et toujours prêt à donner un coup de main. Ensuite, plus rien.

Plus avant en saison, je reçus une autre visite, celle du médecin militaire Fleury, qui était à la Légion Tricolore le chef *in partibus* des Bretons. Il venait m'annoncer tout heureux que le Haut Commandement de la *Wehrmacht* avait donné le feu vert à la constitution d'un Bataillon breton, qui aurait son écusson « Breizh » et son étendard noir et blanc, dans le cadre de la légion française. Il était venu en permission pour trouver quelqu'un qui serait chargé du recrutement et de la formation politique de cette nouvelle troupe. Bref, il me demandait de prendre l'affaire en main. Tout serait arrangé sans même passer voir la Délégation française à Paris, seulement entre Bretons et Allemands. Il me fut pénible d'avouer à cet homme plein de flamme que je ne croyais plus la chose possible. Il comprit que toute discussion était inutile et me quitta tristement. Je crois qu'il pensait : « Si celui-là doute, alors que doivent penser les autres ? » Il n'avait pas voulu voir Lainé qu'il tenait pour un illuminé. Il repartit en Russie, d'où nous arriva quelques mois plus tard la nouvelle de sa mort. Il avait été abattu par un sniper russe au cours d'un déplacement de sa colonne sanitaire.

Un ami menaçant.

Il était sans doute difficile de prévoir avec exactitude quelle aurait été la politique du Reich en Bretagne en cas de victoire. Le groupe clandestin de Gérard était pour nous un interlocuteur valable mais qui ne disposait encore d'aucune influence. On était en droit d'avoir des appréhensions, car si les Nazis et les Conservateurs différaient d'opinion sur bien des points, ils étaient d'accord sur les droits du dynamisme allemand. La mystique géopolitique de l'espace vital avait contaminé tous les milieux. La finalité supérieure était l'organisation de cet espace en disposant librement de ses ressources matérielles et humaines. En face de cette volonté de puissance, les droits des peuples ne pesaient pas lourd. Hitler avait disposé des Sud-Tyroliens sans les consulter au cours d'un entretien avec son ami Benito Mussolini. S'il est un peuple qui s'est identifié avec un terroir et un mode de vie particulier, c'est bien celui-là. Les Sud-Tyroliens furent mis devant le choix : ou bien aller coloniser un bout de la plaine russe, ou bien devenir italiens. Pour arrondir les provinces prussiennes de l'est, un peuple de 26 millions d'âmes

avait été rayé de la carte : la Pologne, et ramené aux humiliantes dimensions d'un « General Government ». Quand, plus tard, les Pays Baltes et l'Ukraine, qui avaient reçu les Allemands en libérateurs, furent occupés, aucun de ces pays ne reçut une reconnaissance de son indépendance nationale. Les Allemands se réservaient de traiter l'Est en colonie... Ils s'obstinèrent dans cette vue, quand ils formèrent l'Armée Vlassoff, dite « de libération ». Tout caractère d'armée nationale lui fut refusé. Il ne fallait pas se lier. Encore une fois : « Tous les chemins ouverts. » Il suffisait que cette armée existât comme thème de propagande pour encourager les désertions de l'Armée rouge. L'Ukraine, pour finir, fut morcelée, la Galicie orientale, berceau du nationalisme ukrainien, annexée au General Government, et la Trans-Sinistrie donnée à la Roumanie, comme une simple marchandise, pour la dédommager de la perte de la moitié de la Transylvanie rendue à la Hongrie pour prix de son entrée en guerre aux côtés de l'Axe. Des transports massifs de Hanovriens étaient prévus pour la Bourgogne et la Franche-Comté. En Allemagne, ces émigrants auraient été remplacés par des Norvégiens, qu'on se faisait fort d'assimiler en une génération. Qu'allaient faire ces purs Germains aux Etats-Unis où ils se mélangeaient aux Juifs ? Il n'y avait dans cette manière de voir aucune hostilité envers les populations déplacées, ni, il faut bien le dire, rien de spécifiquement allemand⁵.

Là n'était pas, en ce crépuscule de l'Occupation, notre seul motif d'inquiétude. La « Realpolitik » d'Adolf Hitler connaissait des tournants aussi brusques que celle des Soviétiques. Le nationalisme ukrainien avait été nourri pendant dix ans par les services secrets allemands : il s'agissait de créer des difficultés à Moscou. Son bureau central siégeait à Berlin. Quand les troupes allemandes entrèrent en Pologne, un gouvernement provisoire ukrainien s'était formé à Lemberg. Il fut arrêté et déporté à Buchenwald. Il s'agissait maintenant de transformer les Ukrainiens en serfs d'une colonie allemande. Nous ne savions pas cela en 1940 et nous pouvions nous faire des illusions, mais en

5. Les technocrates parisiens, qui, sous prétexte de « fluidité » de la main-d'œuvre, ont projeté de « décongestionner » la Bretagne, en créant délibérément une crise économique qui oblige tous les ans quelques dizaines de mille de jeunes Bretons à s'expatrier pour fournir en main-d'œuvre l'axe Meuse-Rhône, ont le même mépris des droits des peuples et des valeurs spirituelles attachées à une tradition nouée à un sol.

1943 nos relations avec des Allemands honnêtes nous avaient appris bien des choses. Les mésaventures des Gardes de Fer, la puissante organisation fasciste roumaine, furent encore plus typiques. Au début de la guerre, ils collaborent avec les Allemands, tout naturellement. Mais en 1942, pour plaire à Antonescu qui est devenu leur homme en Roumanie, ceux-ci les jettent dans un camp d'internement du jour au lendemain. Puis, en 1944, la Roumanie ayant fait défection et traité avec la Russie, ils les en sortent avec des fleurs et les transportent à Vienne par train spécial avec la mission de former un gouvernement roumain en exil. On pourrait multiplier les exemples de ce genre et rappeler le sort tragique de la Slovaquie, qui, pour ne pas avoir accepté d'être partagée entre l'Italie et l'Allemagne, eut 176 villes détruites, 1 962 otages fusillés et 100 000 habitants reclus dans des camps de concentration.

Nous avions eu en Bretagne un avant-goût de ce qui pouvait nous arriver, avec la décapitation du P.N.B. et l'exil de son chef. Qui nous garantissait qu'à la suite d'un accord avec la France, ce n'était pas le camp de concentration qui attendait la digne famille Delaporte et Célestin Lainé pour faire bonne mesure ? Les Allemands, qui commençaient à sentir la présence du maquis en formation dans toute la Bretagne, savaient que le peuple était contre eux. Le mouvement breton jouissait par vitesse acquise et par suite de complicités sur place, comme celle de Bickler, d'une tolérance provisoire. Mais elle n'engageait pas l'avenir.

L'heure de choisir.

Nous savions donc — je parle de ceux d'entre nous que n'avait pas abusés la propagande nazi — que les buts de la guerre hitlérienne n'étaient pas les nôtres. Mais nous savions aussi que la victoire des « démocraties » serait notre écrasement. Notre sort était tragique et ne comportait pas d'échappatoire. D'un côté, la menace d'une servitude laissant quelques espoirs d'un relèvement breton très contrôlé et très canalisé ; de l'autre, la certitude d'une servitude que nous connaissions trop bien et sans le moindre espoir de survie. D'un côté, l'occupant qui nous entraîne dans un gouffre, mais en nous manifestant quelques restes de respect. De l'autre, un libérateur qui s'appête à nous salir et à nous massacrer. Tel est le dilemme. L'unique solution serait d'y échapper, de nous retirer. Mais nous n'avons nul

endroit où aller comme groupe. C'est donc une affaire de solutions individuelles, un cas ou jamais de « Sauve qui peut ! »

« C'est ce qu'un soir j'explique à mots couverts à une demi-douzaine d'amis qui m'entourent au *Petit Triskel*⁶, en compagnie de l'inévitable bouteille de Muscadet. J'avais bien noté la présence de Le Ruyet un peu plus loin, mais je n'avais aucune raison de me méfier de ce militant décidé. Le lendemain, je suis appelé au S.D. Son chef, Hollert, cette fois n'est plus mon ami. « Considérez-vous en état d'arrestation me dit-il » pour me mettre dans l'ambiance. Puis, il me donne lecture d'un rapport en français où ma conversation du café la veille au soir est fidèlement rapportée. J'ai probablement une minute, pas plus, devant moi pour trouver le truc qui me sauvera. A tout hasard, je demande : « Si je peux vous démontrer que ce rapport renferme une inexactitude, admettez-vous qu'il peut en renfermer plusieurs et qu'en ce cas il n'est pas digne de foi ? » — « Certainement » répond le policier. Je lui demande alors qu'il nomme les présents à la conversation incriminée, car je me doute que l'informateur a été plus soucieux de noter les paroles que le nom de chaque personne composant l'auditoire. Hollert me cite les présents, mais aussi Ronan de Fréminville qui, lui, n'y était pas. J'étais sauvé. « Ronan de F. est chez lui depuis deux jours, au lit avec la grippe. Je lui ai rendu visite ce matin. Vérifiez ! » Hollert sourit, soulagé, car l'idée de mon arrestation ne l'enchantait pas : elle pouvait entraîner des complications avec ses chefs. Il me demande alors : « Qu'avez-vous dit au juste ? » L'explication était facile : « Je mettais en garde mes amis contre la propagande défaitiste et anti-allemande en leur citant les arguments employés. » Du coup, Hollert s'épanouit et va chercher la bouteille de cognac. »

Mon choix évidemment ne pouvait pas être celui de tout le monde. Au P.N.B. on se met un bandeau sur les yeux et on se gorge de boniments rassurants. Lainé, lui, a choisi. Il croit à la victoire allemande pour des raisons mystiques dont

6. Café décoré de motifs celtiques par R.-Y. Creston, dans la rue qui monte au parlement, à gauche, et qui était le rendez-vous des nationalistes pendant la guerre. Supprimé lors de l'épuration.

il n'a à rendre de comptes à personne. Et pour qui se range à cette hypothèse, son raisonnement est correct. Il explique à ses amis que le Reich n'aura rien à refuser à ceux de ses alliés qui auront versé leur sang à côté de ses fils pour sa victoire. En nous battant pour la victoire allemande, nous nous battons pour la victoire bretonne. Delaporte et son entourage étaient les derniers au monde à se laisser séduire par un tel raisonnement. L'accrochage se produisit, quand Goulet surprit les officiers de Lainé plus préoccupés de débaucher les membres de ses *bagadou-stourm* pour les faire glisser dans le *Lu Brezhon*, qu'est devenu le Service Spécial, que de leur dispenser l'instruction paramilitaire convenue. Les rapports entre Lainé et Delaporte ne cesseront de se détériorer jusqu'à la rupture finale. Le désaccord entre Lainé et moi, qui ne nous sommes jamais adressé la parole depuis mon retour en Bretagne, est encore plus net. L'un cherche à limiter les dégâts, l'autre à créer l'irréparable quel qu'en soit le prix. Les différents points de vue étaient inconciliables.

Nos chevaliers errants.

Le moment était venu aussi pour nos chevaliers errants, nos « paras » avant la lettre, de prendre position. Les belles « têtes brûlées » comme Guy de Coëtlogon et Patrick Guérin étaient sans emploi et s'ennuyaient dans des emplois prosaïques.

« Nous nous interrogeons, raconte Guérin, sur ce qu'il était possible de faire : nous désirions tant agir ! La L.V.F. et ses cocoricos ? Non. Londres ? On y a songé sérieusement, comme toi quand Delaporte a pris le sceptre. Mais c'était buter contre le Grand Hexagonal. Le maquis ? Pour qui ? Pour quoi ? C'eût été encore se battre pour la France. Seule la France embauchait. La Bretagne suivait son petit chemin comme si de rien n'était. Goulet jouait avec ses petits soldats qui se raidissaient à ses « Sounn » ! Célestin faisait des rêves. Son frère Albert, son chef d'état-major, ouvrait l'œil... Toi, tu t'étais fait tellement petit qu'on ne te voyait plus. Raymond, l'enfant sage, rassurait et présidait. Complet !

Au printemps 43, je reçois à Locminé une lettre de Guy qui me demande de venir le trouver d'urgence à Paris. « Les Allemands, me dit-il, du moins ceux que j'ai

rencontrés, se rendent compte que le maréchal les roule dans la farine et il y a possibilité d'entente.» Je pars.

L'affaire est claire et nette. Avec Guy, je rencontre les Allemands en question, les Alsaciens-Lorrains Hermann Bickler et Rudolf Lang, que tu connais. Ils prévoient le débarquement allié sur les côtes de la Manche et le décrochage jusqu'au Rhin, puis le retour brutal pour ratatiner les alliés grâce aux armes secrètes en cours de fabrication. Leur plan est de laisser en Bretagne une équipe radio et sa protection, pour être informés de ce qui se passe derrière les lignes américaines. Quant aux opérations concomitantes, parachutage des forces bretonnes repliées ou bien maquis autonomiste, elles seront en fonction des circonstances.

Je fais remarquer : « Très joli, mais à son retour chez nous, je vois très bien la *Wehrmacht* nous ramener l'administration française... » On me répond qu'Otto Abetz, malgré la confiance que lui accorde le Führer, perd son influence à la suite de la faillite de sa politique francophile et que les objectifs d'expansion germanique à l'Est rendaient nécessaire un amoindrissement de la France de plus en plus hostile.

Nous ne nous dissimulions pas que ce programme n'avait rien d'officiel et ne représentait que la tendance S.S., à moins que les Fridolins, devenus cachotiers au contact des Français, ne renvoient la balle à Philippe (Pétain !).

Guy et moi étions parfaitement conscients des risques, mais ils nous effrayaient moins qu'ils ne nous attiraient. Nous pensions aussi que la victoire allemande devenait problématique et, non sans rigoler, nous répétions dans les mauvais moments : « Puisque Célestin s'est engagé à fond avec les Frisés, pas d'erreur, ils sont foutus ! » Comme tu le vois, nous n'étions pas dupes et tu sais bien qu'un militant breton, un vrai, ne demande pas de garanties. Nos raisons étaient spontanées. Nous n'étions pas portés à rester la bouche ouverte sous les bombes. Il fallait bouger, faire quelque chose. Nous avions là une occasion de participer.

Cela ne nous empêchait pas d'avoir de la sympathie pour les Allemands. Ils venaient tout de même de foutre un sacré coup de pied au cul de nos fiers vainqueurs de Saint-Aubin-du-Cormier. Ce n'est pas moi qui suis allé les

chercher, c'est Daladier. Mais puisqu'ils se sont chargés d'exprimer nos sentiments et qu'ils sont là, je leur tire mon chapeau.

Bon, la perspective de nous retrouver dans notre pays sur pied de guerre ne pouvait que nous séduire. C'est oui. Notre organisme comprendra deux groupes : Liaison radio et Protection armée. Je suis chargé de la liaison, Guy a le tout en charge. Les cours de radio commencent en septembre, suivis de cours pratiques de code... »

LE COUP DE SEMONCE DU TERRORISME

Les terroristes partirent en campagne un an trop tôt, au cours de l'été 1943, alors que le bruit courait d'un débarquement allié imminent. Leurs expéditions répondaient à un besoin, celui de se ravitailler, et à un mot d'ordre, qui venait soit de Londres, soit des responsables du P.C., « d'exécuter les traîtres ».

Les autonomistes bretons étaient-ils considérés comme des traîtres ? La population faisait des distinctions, et elle devait bien en faire puisqu'un nombre non négligeable d'entre eux était entré dans la résistance, et comme Stéphan de Saint-Pol, ou Thomas de Rennes, devaient être fusillés par les Allemands. Elle considérait comme traîtres les dénonciateurs, autonomistes ou non.

Il n'en allait pas de même à Paris et à Londres, où les nationalistes bretons en bloc étaient considérés comme traîtres et même selon les instructions à la police militaire comme « criminels de guerre¹ ». C'est pourquoi ils furent frappés, le plus souvent par ordre supérieur.

Premières victimes.

Le 4 septembre 1943, Yann Bricler, administrateur de *Stur*, et pilier du mouvement à Quimper, était assassiné dans son

1. Quand je fus détenu en Italie le 14 mai 1945, par un commando français, il me fut spécifié qu'étant autonomiste breton, c'était au titre « criminel de guerre ». Cette classification fut aussi admise par les services britanniques.

bureau par un commando de trois terroristes. La nouvelle tomba comme un coup de foudre parmi nous. Tous comprirent d'instinct que le *modus vivendi*, qui jusque-là nous avait permis, sous le signe de la Bretagne, de vivre en paix avec nos compatriotes partageant d'autres opinions, venait de prendre fin. Le spectre de la guerre civile jetait son ombre sinistre sur le pays. De partout, les amis que Bricler s'était fait au cours de vingt années de dévouement au service de la cause bretonne, convergèrent sur Quimper pour assister à son enterrement.

« Le P.N.B. avait envoyé deux représentants, dont le commandant Thomas. Nous avions fait le voyage ensemble depuis Rennes. Mais en débarquant sur le quai de la gare de Quimper, mes deux compagnons me faussèrent compagnie sans crier gare : le mythe de la virginité du parti delaportien devait être préservé, pour le cas où un comité de réception m'attendrait à la sortie, étant donné que j'avais annoncé mon arrivée par un télégramme en clair et que la poste de Quimper était réputée pour informer avec soin la résistance de ce qui pouvait l'intéresser. La radio de Londres, peu de jours après, avait donné comme motif à « l'exécution » une lettre de la victime contenant une liste de noms de résistants, qui avait été interceptée à la poste. Je savais de quoi il s'agissait, puisque c'était moi le destinataire de la lettre. Mon cousin, en effet, avait dressé la liste de nos ennemis dans la région et, comme j'avais longtemps habité Quimper, il me l'avait adressée pour ma gouverne. Il venait de payer cette lettre de sa vie. Au lieu du comité à mitraillettes, c'est ma mère qui m'attendait. Elle m'apprit que l'évêché avait refusé les pompes pour la cérémonie à l'église et que Yann aurait l'enterrement des pauvres. C'était la première fois, à ma connaissance, que l'Eglise chrétienne couvrait un crime de son manteau. Ce ne devait pas être la dernière.

Je conserve un souvenir de cauchemar de cet enterrement. Arrivant de la rue du Palais, le cortège trouva la place du 118^e bordée de monde et défila jusqu'à l'église Saint-Mathieu entre deux haies de gens qui ricanaient. J'ai compris quels étaient les sentiments des badauds qui autrefois allaient sur la place de Grève assister aux exécutions. Le docteur Giffot, que nous soupçonnions de jouer un rôle dans la résistance — ce qui fut confirmé depuis

—, était planté au premier rang, rayonnant de contentement.

Des mères en coiffe, penchées sur leurs bambins, amenés là comme au spectacle, leur donnaient une leçon de français en leur apprenant à prononcer *traître* le mot *Breton*.

Nous tous qui avons été élevés dans le respect inconditionnel des morts, nous tous qui avons si souvent été témoins de la trêve des sentiments hostiles autour d'un cercueil, ne nous sentions plus en Bretagne. Cet air suait la haine et la vengeance bibliques.

La Kommandantur, craignant des incidents, avait placé de place en place un Feldgendarme avec la mitraillette en sautoir. Il est possible que sans leur présence le cortège eût été attaqué et comme nous étions nombreux nous aussi, nous avons perdu une bataille de rues qui aurait laissé du monde sur le carreau, car si d'un côté la malveillance était sans limite, de l'autre l'exaspération et le dégoût avaient atteint le point d'explosion. »

Bricler avait été abattu par trahison d'une balle dans la nuque pendant qu'un complice, jouant à l'acheteur, le faisait se pencher sur un tarif. Deux mois plus tard, Yves Kerhoas, du P.N.B. et du S.S. de Lainé, tombait à son tour en combattant.

« Kerhoas, maintes fois menacé, avait été blessé d'un coup de feu à la tête. A peine guéri huit jours après, il se rendit à un bal des environs (Plonevez) au cours duquel entrèrent trois terroristes armés. Ceux-ci crièrent qu'ils étaient venus pour descendre notre camarade. Les organisateurs du bal coupèrent le courant pour lui donner le temps de disparaître et tous ses amis le pressèrent de s'en aller (par la porte de la cour). Il refusa de fuir. Lorsque la lumière fut rétablie il se porta au devant des terroristes et en étendit deux à coups de poings. Mais le troisième tira plusieurs balles dans le corps de ce Celte de bonne race » (*néo-Breiz Atao*, 1944, N° 1).

Le vase déborde.

L'inquiétude qui se répandait dans l'*emsav* se changea en stupeur, quand on apprit que le 12 décembre 1943, Jean-Marie Perrot, recteur de Scrignac, fondateur du *Bleun-Brug*, directeur

de *Feiz-ha-Breiz*, avait été assassiné à son tour. Il était respecté dans toute la Bretagne pour son patriotisme exemplaire et son élévation d'âme. La colère gronda. Sachant d'avance que la police française étoufferait l'affaire comme elle avait brouillé les pistes après les meurtres précédents, le Kommando du S.D. à Landerneau, sous la pression des patriotes bretons de la région, fit une enquête rapide, qui put reconstituer à peu près toute la scène, et dont les résultats furent confirmés par les déclarations d'un détenu quatre mois plus tard. L'enquête fut reprise et close en juillet 1944, toute la lumière ayant été faite sur le cas, au jugement du Feldwebel Schaad qui l'avait dirigée. Un récit dû à l'interprète flamande de la Feldkommandantur a circulé en Bretagne. Nous le publions en annexe à titre documentaire et sous toutes réserves. Ma propre enquête a réuni deux témoignages importants et irrécusables. Mme Darsel, employée au standard téléphonique de Morlaix à l'époque, écouta un appel en provenance d'un café de Scrignac, moins de deux heures après les coups de feu contre le recteur, disant que « le coup avait réussi ». Peu après, André Geffroy se présenta dans le café et reçut de la débitante, Mme Guillou, la confirmation qu'un nommé Jean Thépaut avait téléphoné de chez elle et prononcé en effet les paroles entendues.

Nous avons lu bien souvent depuis vingt ans même dans des organes communistes l'aveu que cet assassinat avait été une « erreur tragique ». Le fait qu'aujourd'hui plus personne n'en réclame la paternité est patent. Mais il n'en fut pas toujours ainsi. Nous publions aussi en annexes une lettre publiée dans le *Télégramme* en 1948 qui rend un autre son.

Quoi qu'il en soit chacun se sentit menacé. Mais tandis que les uns réagissaient en demandant des armes pour se défendre et réclamaient la punition des criminels, les autres se refusaient à répondre à la violence par la violence et croyaient plus sage de retirer aux « patriotes » tout motif d'intervention en marquant davantage les distances avec l'occupant.

Les oppositions qui depuis sa nouvelle orientation en fin 40 se dissimulaient au sein du P.N.B. éclatèrent au grand jour et la situation devint rapidement intenable aussi bien pour Lainé que pour Delaporte.

Il est probable que si le *Kuzul* avait encore été de ce monde, la crise aurait pu être évitée ou, au moins, résolue d'une manière acceptable. Il n'en fut rien. Chacun chercha à s'imposer, sans souci de préserver vis-à-vis d'adversaires, qui étaient

restés les mêmes, l'unité de l'ensemble. Cet éparpillement s'était déjà annoncé en 1941, quand une bombe endommagea la gendarmerie de Carhaix ou en 1942 avec l'annonce de la rentrée en scène de *Gwenn-ha-Du* qui ne fut pas suivie d'effet, sans qu'il soit possible de savoir d'où étaient partis les ordres.

Le temps était bien passé où, sous l'égide d'un *Breiz Atao* fort de son unité et de son prestige, le mouvement était contrôlé dans ses moindres manifestations et bien tenu en main.

LE P.N.B. - LAINE

La crise éclata le 5 décembre 1943, au cours de la réunion du Comité Central du P.N.B. qui était l'héritier du Conseil Politique de son prédécesseur et composé de la même manière. La direction venait d'annuler le Congrès du Parti qui devait avoir lieu à Quimper, en raison « de trop grandes difficultés d'organisation¹ ». L'opposition ne fut pas dupe du prétexte et comprit que Delaporte avait reculé devant l'hostilité qui s'était manifestée localement à l'occasion de l'assassinat de Bricler. Elle exigea que le parti s'affirmât par une manifestation d'envergure conforme à sa tradition. Elle ne voulait pas voir se ralentir l'allure et le mouvement entrer dans une sorte de neutralité quand on lui tuait les siens. « Souvent déjà, les militants s'étaient plaints de ce que *l'Heure Bretonne* fût moins vivante et dynamique que *la Bretagne*, organe régionaliste, dont la défense des intérêts de la Bretagne était plus énergique. »

La direction faisant la sourde oreille, Guieysse, chef du Morbihan et Guillou, chef des Bretons Emigrés, quittèrent la séance et remirent leur démission du parti. D'autres, dont de Quélen, se préparèrent à suivre leur exemple. Le motif mis en avant par les démissionnaires fut l'abandon total de la ligne de *Breiz Atao*, que le bulletin intérieur *Triskel* venait de désavouer, et le refus d'organiser une formation armée pour répondre aux excès des terroristes. En termes plus exacts Delaporte refusait

1. Le récit qui est fait ici des démêlés internes du P.N.B. a pour base principale, un compte rendu dressé la même année par M. Guieysse.

d'abandonner la ligne de conduite modérée que le *Kuzul* de décembre 1940 l'avait chargé de suivre, et de reprendre celle de *Breiz Atao* qu'il avait été jugé impolitique de conserver.

La fin d'un camouflage.

Ces variations n'étaient en réalité que l'écran de fumée masquant les véritables buts de Lainé, qu'il va avouer maintenant qu'il a décidé de sortir de l'ombre.

Il s'en est expliqué pour convaincre les jeunes Bretons à s'engager dans la formation armée qu'il fondait :

« Lorsque tous les moyens de discussion sont épuisés, lorsque les arguments ont été sortis sans convaincre l'adversaire, lorsque les offres, promesses et séductions sont restées inefficaces, lorsque les avertissements ont été prodigués et que les menaces mêmes sont restées sans effet, alors vient ce moment où s'achève toute diplomatie et où finit toute possibilité de ruse ou d'habileté. Alors les jeux sont faits et la parole est aux militaires. La cause n'a plus besoin de phraseurs, mais de soldats. La victoire tranchera le problème. »

Tout cela est excellemment dit, mais est sans rapport avec la situation affrontée. Nous n'avons pas d'armée et ne disposons pas du soutien populaire et, qui plus est, le conflit où Lainé veut intervenir, n'est pas entre la Bretagne et la France, mais ici, sur le terrain breton, entre d'une part le peuple breton dans sa grande majorité, allié à l'internationale communiste, au capitalisme anglo-saxon et au revanchisme gaulliste, et d'autre part le peuple allemand allié au fascisme international, à une minorité bretonne et à la fraction collaboratrice du peuple français.

C'est donc une guerre civile.

On pouvait admettre en principe le camouflage de décembre 40, parce qu'il avait pour but de regagner la faveur populaire et se conformait au schéma politique du vainqueur qu'il nous était impossible d'ignorer. Mais cette fois-ci le retournement préconisé ne pouvait avoir d'autre résultat que de faire vomir l'idée bretonne par le peuple et de condamner à mort le mouvement en l'associant au sort d'une nation en train de perdre la guerre.

Les deux manœuvres avaient pourtant un commun dénomi-

nateur et la même secrète justification. Chacune devait permettre à Lainé de poursuivre son idée fixe de l'élaboration d'une force armée. Il se croit homme d'action, mais il est en réalité un idéologue de l'espèce romantique. Il dédaigne de « fricoter le tam-tam de la politique » selon son expression. Pourvu qu'il puisse faire marcher des gars au pas, il est sur la bonne route.

Delaporte, de son côté, estimait rester fidèle à l'esprit de décembre. Mais pas plus que son opposant il n'a compris que la chance du Reich était passée. Dans son incertitude quant à l'issue de la guerre, il ne veut s'engager d'aucun côté. Il aurait fallu, pour contrebalancer la prise de position des extrémistes en faveur de l'Allemagne, que le P.N.B. se désolidarisât d'elle comme il s'était désolidarisé de *Breiz Atao*. Par indécision naturelle et peut-être aussi par crainte d'une dure réplique allemande, le P.N.B. continuera le double jeu jusqu'au dernier jour, sans prendre aucune mesure pour sauvegarder ses adhérents et en perdant sur tous les tableaux.

Debauvais rentre en scène.

« Lainé a trouvé un allié précieux en la personne de Debauvais. Leur association dans la coulisse est de longue date. Depuis son limogeage définitif en 1941, Deb n'avait jamais pu se résoudre à l'inaction. Il est faux de prétendre aujourd'hui qu'il était l'adversaire de la politique modérée des frères Delaporte. Il était au contraire persuadé que, l'Allemagne ayant refusé de jouer la carte de l'autonomie bretonne et cherchant un accord à tout prix avec la France, nous devons la gagner de vitesse et conclure nous-mêmes un accord avec la France. Il avait écouté mes explications, mais n'était pas parvenu à comprendre qu'aucun des projets de statut de province autonome dans le cadre français qu'il figeait dans son ermitage de la rue Waldeck ne serait pris une seconde en considération par un gouvernement français, puisqu'il n'y avait derrière eux aucune force organisée. L'un de ces projets, qu'il m'avait confié et que j'avais communiqué à Fouéré, fournit plus tard la trame du projet de statut du Comité Consultatif, qui n'avait pas davantage la plus petite chance d'être écouté. La voie étant bouchée du côté du dialogue, Debauvais eut

l'idée de déborder le P.N.B. sur son aile extrême, quand il vit que les Allemands étaient mécontents de son attitude équivoque. Ayant fait, seul, l'essai dont nous avons parlé plus haut, sans résultat, il comprit qu'il devait rechercher des coéquipiers. La dissidence Lainé lui offrit l'occasion tant désirée de rentrer en scène. L'adhésion sans la moindre retenue de cet homme calculateur à cette initiative téméraire posa une énigme pour ceux qui le connaissaient. L'hypothèse fut avancée qu'on avait pu abuser de son état de santé pour lui arracher sa signature. Je ne le crois absolument pas. Debauvais fut tour à tour extrémiste, modéré, séparatiste et régionaliste, selon le vent, parce qu'il ne s'est jamais laissé guider par les idées, mais par sa conviction que lui seul avait les qualités requises pour tenir en main l'organisation d'action du mouvement, quelles qu'en soient la doctrine et la politique. Il m'a suivi de 1921 à 1940, malgré quelques tentatives brèves d'émancipation. Il aurait bien voulu servir de second au nouveau favori du sort à la tête du P.N.B. Il embouche maintenant le clairon de Lainé. Il est absolument logique avec lui-même. Il a toujours fait des concessions pour arriver à ses fins, qui sont d'être le maître de l'organisation. Administrateur, gérant, secrétaire-trésorier sont les titres essentiels pour lui, et naturellement celui de directeur qui les couvre tous. L'important est qu'il reste le grand argentier, car son expérience lui a prouvé que là est le vrai pouvoir. Ce trait de son caractère était si visible pour les vieux routiers de la politique que ce sacrifiant de Nicol, qui trouvait des formules à l'emporte-pièce, avait dit un jour du tandem *Breiz Atao-Gwenn-ha-Du* : « Mordrel est la tête, Lainé le bras et Debauvais le ventre. »

Son message aux « soldats » de Lainé est un mélange d'idées mal assimilées, parce qu'elles n'ont jamais été les siennes, où le « devenir germanique » se marie avec le « messianisme celtique », le tout assaisonné d'un peu de volonté de puissance. On y apprend que « la France est morte » et que, puisque ni l'Angleterre ni les Etats-Unis ne feront jamais rien pour la Bretagne, il ne reste que l'Allemagne qui... etc. Puis, la mémoire lui faisant défaut, il nous apprend que l'axe de la politique de *Breiz Atao* a été de rechercher l'appui de l'Allemagne. « Nous

y avons travaillé pendant vingt ans². » Révélation particulièrement sensationnelle pour celui qui en a partagé la direction et ne s'en était pas aperçu. Enfin, bref, pourquoi se gêner ? puisque « pour nous, ce vainqueur ne fut jamais douteux. L'Allemagne gagnera cette guerre ». Ceci fut écrit au printemps 1944, quand l'Allemagne reculait sur tous les fronts, une bonne année après le désastre de Stalingrad et l'effondrement de l'Afrika Korps, pendant que les alliés remontaient l'Italie, et que la *Wehrmacht* évacuait la Russie par tranches et le Japon une à une ses conquêtes du Pacifique, quand il venait d'être prouvé que la campagne sous-marine pour affamer l'Angleterre avait définitivement échoué !

Avant de mourir, Debauvais eut la satisfaction de se sentir remis en selle. Il a fait un testament politique dans lequel il nomme Célestin Lainé son héritier et lui fait cadeau du titre de *Breiz Atao*, comme s'il se fut agi d'un objet de sa propriété personnelle. Puis, perdant de vue qu'en 1940 il avait trouvé inutile de nommer un vice-président au C.N.B., cette fois-ci, il en nomme deux : Lainé pour les affaires militaires, et Guieysse pour les affaires politiques.

Un « Breiz Atao » qui n'en est pas un.

Le 12 mars a lieu à Rennes une réunion préparatoire qui entérine les décisions prises à la clinique de Colmar³ par Debauvais et Lainé et approuve avec enthousiasme la reprise du vieux *Breiz Atao* : le mythe a conservé son éclat. Le 20 mai, une réunion plus nombreuse décide la reprise de l'ancien P.N.B., ce qui fera deux P.N.B., puisque Delaporte refuse de se faire hara-kiri⁴. Debauvais étant mort le 20 mars, Lainé passe président et fin mai paraît, sous forme de cahier, le premier numéro du *néo-Breiz Atao*, qui n'a de commun avec l'authentique que le titre. Le second numéro ne parut pas. M. Guieysse explique pourquoi :

2. *Néo-Breiz Atao*, n° 1, bulletin du P.N.B. N° 4 de Lainé et Guieysse.

3. Debauvais avait été hospitalisé dans une clinique de la S.S. à Colmar.

4. Ce fut sans doute sa plus grande faute politique, commise vraisemblablement par impuissance à sortir d'une routine sans surprise. La dissolution du P.N.B. eût alors blanchi les 3/4 du mouvement vis-à-vis de la résistance et certainement épargné par la suite beaucoup de misères imméritées.

« Il était prêt à être imprimé en juillet, lorsque la destruction de la rue des Francs-Bourgeois au cours d'un bombardement aérien arrêta cette impression. On avait trouvé aux environs de Rennes une presse à bras. On s'appropriait à aller y imprimer ce second numéro. Mais ce jour-là, 1^{er} août 1944, les premiers obus américains tombant sur Rennes décidèrent du départ du bureau du Conseil National et de la Formation. »

En somme, sans les Américains, le P.N.B.-Lainé avait un bel avenir devant lui.

Il est permis de juger sévèrement la prétention des animateurs du nouveau parti d'identifier les conceptions de Lainé avec la tradition de *Breiz Atao*. Cette thèse de circonstance avait pour but de faire bénéficier cette contestable création du capital moral accumulé en vingt ans par la clairvoyance politique. Cela ressemblait à un abus de confiance.

Breiz Atao, c'était l'union des Bretons de toutes tendances dans un parti de structure typiquement bretonne, où se mariaient les deux principes aristocratique et démocratique. Lainé, au contraire, a toujours cherché à développer sa formule au détriment de l'union, formule qui était : une armée bretonne et rien d'autre⁵. *Breiz Atao* mettait son espoir dans une force bretonne, expression volontairement élastique, dont le sens était : une Bretagne assez forte pour se faire respecter. Lainé met le sien dans la « puissance militaire », comme s'il pensait vraiment qu'un pays comme le nôtre était capable de monter une armée, et de la mener à la victoire contre celle d'un Etat dix fois plus peuplé, tout en ayant la population contre soi !

La politique internationale de *Breiz Atao* était la reprise de celle des ducs du xv^e siècle : un jeu de balance entre les grandes puissances voisines. Il avait joué l'Allemagne contre la France, comme l'avait fait la duchesse Anne. Il pouvait aussi bien jouer la France contre l'Allemagne, si tel était l'intérêt breton. C'est la manœuvre que j'esquissai en Allemagne même en 1944, par mon accord avec Doriot⁶. La politique de *Breiz Atao*, qui avait adhéré en 1928 au fédéralisme européen, n'était pas et ne pouvait pas être de « creuser un fossé de sang entre

5. Lire l'interview de Célestin Lainé, dans *Breiz Atao*, 6 sept. 1938, signée F.D. mais en réalité recueillie ainsi que rédigée par l'auteur.
6. Voir plus loin le chapitre « Aube éphémère ».

la Bretagne et la France ». Le prétendre était se moquer du monde.

Et pourtant il n'est que juste de reconnaître que les appels de Debauvais et de Lainé furent écoutés par ce que le mouvement contenait de meilleur sous le rapport du courage et de l'esprit de sacrifice, sinon sous celui de la maturité politique. Beaucoup des plus ardents militants, exclus du P.N.B. delaportien ou qui le désertèrent, vinrent se grouper autour de ce qu'ils croyaient sincèrement être un retour du vieux *Breiz Atao*, qui avait gardé leur confiance.

Ce fut la fleur de notre jeunesse rêvant d'héroïsme qui vint s'enrôler dans « l'armée bretonne » parce qu'elle croyait vraiment que ce serait une armée bretonne, et qu'elle s'imaginait peut-être que derrière une mise en scène de mésestime imposée par la nécessité du double jeu, tous les dirigeants étaient d'accord.

Le nouveau P.N.B. ne se concrétisa pas, mais l'unité militaire était formée déjà fin 1943 et devait connaître six mois d'une activité qui pesa plus lourd que tout notre engagement politique de vingt-cinq années sur le destin du mouvement et de chacun de nous.

Les seuls rapports que le nouveau parti eut avec moi furent indirects. Vers la fin du printemps 44, Coëtlogon vint me voir chez moi, à Paris, m'avouant qu'Hermann Bickler l'avait chargé de me sonder pour savoir si j'accepterais de reprendre le parti en main. J'étais assuré de tout l'appui du S.D., anxieux de stimuler la mise sur pied en Bretagne d'une organisation politique sur laquelle il puisse compter. La réponse fut non et elle me coûta cher.

LE BEZEN PERROT

L'idée d'un soulèvement armé contre les gens de Paris est une des composantes irréductibles de la tradition politique bretonne. Tout jeune Breton qui depuis quatre siècles et demi que nous avons l'honneur d'être français, a l'idée de faire quelque chose pour son pays, cherche des yeux une arme, d'instinct, s'il est bien né. Le pacifique Morvan Marchal et moi, quand nous parcourions les rues de Dublin, en 1925, n'avions pas d'autre conversation. L'idée en soi, pour aucun de nous, n'est choquante. Elle est même politiquement saine. Il est soutenable que l'espoir, jusqu'ici peu justifié, d'arriver à un règlement de la question bretonne par d'amicales négociations endort l'opinion quand il faudrait la galvaniser ; qu'il faut un geste pour secouer la léthargie du pays et tuer toute possibilité de survie de cette farce qui est la recherche d'une entente entre l'eau et le feu, puisque l'histoire a prouvé que la collaboration franco-bretonne est une duperie pour nous...

On a dit que les membres de la « Formation (ou *Bezen*) Perrot » — car tel sera son nom — s'étaient engagés à cause de leurs opinions nationales-socialistes. Ce fut peut-être vrai des Français qui entrèrent dans la *Waffen S.S.*, mais le cas des Bretons était autre. Leur ancien chef, Ange Péresse, dit à ce sujet :

« ... La Formation Perrot est la suite logique du Service Spécial, qui était lui-même en quelque sorte la conséquence de *Gwenn-ha-Du*. C'était une formation nationale et politique, parce que tous ses membres s'y trouvaient en tant que nationalistes bretons. Les plus anciens venaient de

Breiz Atao... Bon nombre des cadres avaient cherché et trouvé dans *Stur* leur fondement philosophique. Si les Français cherchaient dans la S.S. ce qu'ils n'avaient pas, les Bretons de la Formation n'avaient pas à chercher. Ils savaient ce qu'ils voulaient, ils apportaient leur foi en la Bretagne et en la nécessité du combat pour elle. Ils n'avaient aucune tendance nationale-socialiste. Ils ne croyaient même pas à la victoire finale, mais il savaient très bien par contre que l'occasion était venue d'être logique, d'être conséquent et de mettre la borne décisive à toute les déclarations du passé... » (Lettre de Bubriad, alias A. Péresse, *la Bretagne Réelle*, N° 254, *op. cit.*)

Genèse du « Bezen Perrot ».

En fin d'été 1943, la police allemande, qui s'inquiétait des progrès du maquis, décida de lever des unités composées de Français appartenant à la région, qui seraient ses yeux et ses oreilles. Le *Sturmbannführer* Best¹ fut chargé à Paris de les organiser et réalisa la première d'entre elles à Marseille. De son côté Lainé, croyant son heure arrivée, avait transformé, déjà en novembre 1943, son Service Spécial en « armée bretonne » et rassemblé une douzaine de volontaires autour de son état-major (*Argoad*, N° 6). Il en demanda la reconnaissance aux Allemands par le canal du S.D., en avançant le prétexte de protéger les gens du mouvement contre les terroristes et de combattre le maquis. Le S.D. de Rennes se trouva pris entre deux propositions notablement différentes entre lesquelles, avec Hermann Bickler, il chercha un compromis.

De son côté Lainé était prêt à faire certaines concessions, étant donné qu'il considérait le Reich comme « le grand allié » et qu'il identifiait la cause allemande avec la cause bretonne. Et le même jeu qu'à Luckenwalde entre Debauvais et l'Abwehr recommença, cette fois entre le chef de l'ex-Service Spécial et le S.D., le point de vue breton se heurtant aux directives politiques de Berlin.

Il en résulta en décembre une solution hybride, reposant sur une équivoque sciemment admise des deux côtés, les volontaires étant considérés du côté allemand officiellement comme des

1. Ne pas confondre avec le *Brigadeführer* Werner Best.

membres de la Sipo, et du côté breton comme des membres du *Lu Brezhon* ou Armée Bretonne. Toutes les précautions furent prises pour que la qualité allemande de la formation restât ignorée en Bretagne et pour que le caractère breton imprimé à la troupe par ses animateurs ne transpire pas à l'extérieur.

Cette situation, assez grotesque en soi et à la longue intenable, ne devait être supportée qu'avec peine par les Bretons, que Lainé, tremblant pour le succès de son entreprise, s'était bien gardé de mettre au courant de ses problèmes. Le recrutement fut facile au début du côté des *Bagadou-Stourm*, puisque leurs instructeurs étaient aux ordres de Lainé et les premières recrues s'en allèrent avant que Goulet ait la puce à l'oreille. Au P.N.B. ce fut l'alerte générale et le barrage au recrutement fut organisé. Delaporte rappela une fois de plus à ses adhérents qu'il leur était interdit d'entrer au service des Allemands sous peine d'exclusion. A Nantes, la contre-propagande fut si bien menée par François Goasdoué et Hervé Le Boterf que la région riche en adhérents ne fournit que trois hommes. Goulven Jacq, instituteur à Quiberon, était venu voir M. Guieysse, à la mi-décembre, qui lui apprit l'assassinat de l'abbé Perrot et l'autorisation accordée par les Allemands de créer une milice bretonne armée « rattachée à la S.S. ».

« ... Une semaine après j'arrive à Rennes. J'ignorais que le parti fût scindé en deux. Guieysse m'avait parlé seulement de deux tendances, me laissant entendre qu'Hénaff (Lainé) avait l'appui de la grande majorité. A Rennes, je vais au central où je demande à parler à Célestin. C'est Louarn qui m'ouvre la porte en braquant un revolver. Il me raconte qu'il a été attaqué par les hommes de Lainé qui croyaient qu'il avait sur lui une lettre de l'abbé Perrot où celui-ci le désavouait. Je commence à découvrir l'étendue de la mésintelligence entre les deux tendances. Je ne fais aucun commentaire mais suis décidé à rentrer à Quiberon sans voir personne. Dehors, par hasard, je rencontre Mabinog², qui plein d'amabilité m'entraîne chez Hénaff. Alors j'entends l'autre son de cloche. Il me dit que Louarn est vexé d'avoir été vidé du S.S. Bref, je me laisse convaincre. Le soir, je vais coucher chez Lharidon,

2. Surnom de Jean-Marie Chanteau, Breton d'adoption, assesseur de C. Lainé.

où Delaporte et Gaonac'h viennent me voir. Ils tentent de me dissuader de m'engager. Ils me disent que cela n'arrêtera pas le terrorisme et me citent l'exemple de la Belgique où il n'a fait que croître après la formation de milices anti-terros. Ils ajoutèrent que certains gâs de la Formation regrettaient déjà d'y être entrés. Mais j'ai donné ma parole !

J'arrive au quartier, où A.P. me fait inscrire et me demande de choisir un nom de guerre. La mesure était bonne, mais hélas les Allemands nous inscrivent sous nos vrais noms, nous appellent par nos vrais noms. Le fourrier aussi a nos vrais noms. Si bien qu'à la longue il n'y a plus de secret pour personne. Cela facilitera beaucoup la tâche de la police lors de la répression. Peu après mon arrivée on enregistre déjà une désertion. Le gâs a profité d'un congé pour passer au maquis. C'était un type qui promettait beaucoup. » (D'un rapport autobiographique.)

Il n'est pas établi qu'on ait fait signer aux volontaires une formule de fidélité à Hitler en allemand, quoique l'un d'eux, qui me l'a affirmé, m'ait dit avoir été surpris quand on lui en a donné la traduction. Un autre témoignage m'arrive d'Amérique du Sud :

« ... Nous ne pouvions pas rester inertes, il fallait faire quelque chose, et quand cela se passe semi-clandestinement on ne pose pas de questions. Les candidats ne demandaient aucune garantie. On faisait confiance aveuglément. Mais par la suite certains ne purent supporter la désillusion. Au moins deux de nos camarades ne sont pas revenus de permission, quoiqu'ils s'exposassent à la peine de mort » (traduit d'une lettre de J. Le Boëdec en espagnol).

Un chemin de croix.

Quand petit à petit ils découvrirent l'utilisation dont ils allaient être l'objet, la plupart furent hantés par l'idée de s'y soustraire. Mais pour aller où ? La désertion ne les aurait ni blanchis ni mis à l'abri des recherches. Restait le maquis, mais c'était passer à l'ennemi. D'autres se sentaient liés par leur signature, sans réaliser clairement que l'abus de confiance dont ils avaient été victimes la frappait de nullité.

Lainé, bien sûr, n'était pas satisfait non plus. Il voulait son armée bretonne, avec uniforme breton et statut autonome. Il ne cessa jusqu'au dernier jour de lutter pour l'obtenir, découvrant un peu tard que le travail politique aurait dû précéder le schéma technique. Il accepte à contre-cœur la situation actuelle, mais bataille tout le temps pour que ses hommes soient utilisés en corps et non individuellement comme interprètes, sentinelles, informateurs et même comme « moutons ». Il obtiendra rarement satisfaction, car il s'adresse aux autorités de la Sipo qui ont des règlements et des ordres qui viennent du gouvernement, lequel certainement ignore l'existence confidentielle à l'extrême ouest européen d'une simple difficulté locale qu'il appartient aux échelons inférieurs de régler au mieux des intérêts allemands.

Lainé s'en console en dispensant l'initiation à la Foi celtique au petit entourage de néophytes dont il a fait son état-major personnel. Ne franchissait pas qui voulait la barrière de l'ésotérisme qui les séparait du reste de leurs camarades. Entre eux régnait une solidarité totale et tout ce que disait leur grand prêtre était parole d'évangile. Ils étaient les inspirés, les élus et sur eux reposait l'avenir de la révélation qu'ils avaient reçue. Les rebelles à l'initiation les appelaient, amusés, les « celticards ».

« ... Nous sommes logés à la caserne du Colombier, continue Goulven J., et tout notre temps est consacré à l'instruction : armement, école du soldat, stratégie, commandements en allemand et en breton. Il y a aussi des cours d'instruction générale bretonne, de langues allemande et bretonne. Nous montons la garde, convoyons des prisonniers. Deux ou trois sont envoyés à l'extérieur tendre des souricières. Un château des environs est dans ce cas. Les gâs sont enchantés d'y aller : pas de discipline, pas d'exercice et à boire comme à manger sur les réserves de la cave et du cellier. En ce temps-là, chacun va manger où il veut. Ensuite nous avons notre popote rue Lesage, où le service laisse à désirer. Alors on nous envoie la gamelle du 44 (le S.D.). Finalement, nous montons là-haut prendre nos repas avec les Teutons... »

De la même trempe qu'A.P. existait une élite militaire dans la Formation, dont la vocation était assez impérieuse pour domi-

ner les déconvenues. Léon Jasson, dur soldat, était chef de groupe. Nous lisons dans une lettre qu'il écrit à sa mère :

« ... L'attitude de notre adversaire, les F.F.I., ne cessa de nous décevoir. Bien des fois, ils auraient pu nous causer de lourdes pertes s'ils avaient été plus mordants. Mais, que ce soit par peur ou par manque de dressage ou insuffisance des chefs, ils ont souvent refusé le combat et se sont retirés, alors qu'ils nous dominaient par leurs positions et leur armement. Il ne nous restait plus alors qu'à ramasser les armes et les munitions abandonnées sur le terrain.

L'atterrissage de commandos de parachutistes anglais, américains et français, apporta un peu de changement dans la monotonie de nos sorties. Ils étaient bien préparés, bien commandés, de vrais soldats qui toujours acceptaient le combat. Souvent ces respectables adversaires nous ont exprimé leur mépris des amateurs qui ne facilitaient nullement leur tâche ! »

Goulven J. nous conte les circonstances de la mort d'Auguste Le Deuff, qui constitue un exemple typique des opérations de police confiées à des groupes de 3 à 5 hommes de la Formation.

« ... Après Le Du, un petit gâs bien sympathique, capturé par le maquis et, croyons-nous, jeté dans une carrière abandonnée et pleine d'eau, nous avons eu notre deuxième mort le 10 mai. Nous étions trois à garder une maison à Rennes. Nous avions déjà arrêté deux personnes. Un grand gaillard se présente. Mes compagnons le saisissent et le fouillent. Moi, j'étais resté avec les prisonniers. De là où je suis j'entends demander : « *Hag a nevez ?* » (Du nouveau ?) et la réponse me parvient : « *Hema zo...* » (Celui-là est...) et éclatent des coups de feu. Je laisse mes prisonniers, inoffensifs d'ailleurs, et me rue dans la salle de fouille, le pistolet au poing. Tableau : Le Deuff étendu sur le dos, le sang lui coulant de la bouche. Konval debout, aux prises avec son adversaire. Son pistolet s'était enrayé. Moi, je tire deux coups, mais comme j'ai peur de toucher mon camarade, je vise trop à gauche. Le détenu me voyant arriver se dégage de Konval et vide son chargeur

sur moi. Les balles se fichent dans la porte. Il n'a plus de cartouches à tirer. Je le saisis d'une main et de l'autre lui appuie mon arme sur le ventre : « Si tu bouges, je te descends ! » Konval lui passe les menottes. Mon bluff avait pris, car le terro m'avait blessé à la main et mon pistolet s'était enrayé aussi. Mais il ne le savait pas. Je demande comment Le Deuff a pu se laisser surprendre. Voici ce qui s'était passé : le détenu avait mis ses mains sur sa tête, signe qu'il se rendait, mais avait aussitôt extrait un 6 mm qu'il avait sous son béret... Nos actions remontent chez les Allemands, car ils voient que nous tenons les coups durs. Peu après, autre coup du sort : Larnicol et Laizet tués. Un blessé, Prof, nous rejoindra bien plus tard en Allemagne... »

Après chaque affaire et surtout s'il y a eu des pertes, la Formation organise une petite « *Kameradschaft* », dans l'excellente tradition allemande, une soirée où tous les membres de l'unité fraternisent autour des chopes, dansent, chantent et se tapent sur l'épaule sans se soucier des différences de grade.

Un beau matin, les Américains sont à 8 km de Rennes. Lainé, qui n'avait pas prévu cette trahison de son dieu, n'a plus qu'à obtempérer à l'ordre précipité d'évacuation. On charge les camions en hâte. Pas le temps d'aller chercher les blessés à l'hôpital. Pas le temps de prendre tous les papiers. Le livre des entrées reste ouvert sur la table, avec tous les noms. (La police le retrouvera.) Le feu est mis à la maison et la colonne monte au 44. En chemin, elle rencontre Roparz Hémon ; on le hisse. Le lendemain, installation dans l'École Normale d'Angers. Quelques civils s'étaient joints au convoi, dont l'écrivain Meavenn. La longue route sans gloire était commencée.

Des justifications qui riment avec illusions.

L'entrée en jeu de la Formation dans le duel Résistance-Collaboration n'a pas été déterminante. Elle a été épisodique. L'extraordinaire importance du phénomène est qu'il a posé concrètement le problème de la liberté d'action politique d'une minorité nationale prise dans un conflit de grandes puissances, avant qu'elle ait résolu le problème de son indépendance. Il est prouvé qu'elle ne peut prétendre à une existence que dans la mesure où l'un des belligérants imagine de l'utiliser contre

l'autre. Seul un état d'exaltation poussé au niveau du visionnisme peut porter ses champions à se faire des illusions à ce sujet.

Dans un pamphlet clandestin répandu vingt ans plus tard³ il est dit que la chance de la Bretagne était la faiblesse de la France. Le malheur est qu'en 1944, ce n'était plus la débandade de l'armée française qui pesait sur la situation, mais les défaites allemandes et l'écrasement de l'industrie allemande sous les bombes. Il est dit aussi que c'est la France et non pas l'Allemagne qui refuse à la Bretagne le droit d'exister. Cela est juste, mais ce que l'observateur ne voit pas c'est la raison déterminante pour laquelle un extrémisme jugé impolitique en 1940, quand le Reich était triomphant et l'opinion bretonne ébranlée, est devenu brusquement judicieux au moment où le Reich perd bataille après bataille, la France a retrouvé ses espoirs avec son arrogance et l'opinion bretonne repousse l'autonomisme depuis que la propagande gaulliste l'a identifié avec une occupation étrangère qu'elle a prise en aversion.

« Nous n'avons pas lutté, dit encore le pamphlet, comme les Chouans de Cadoudal pour mettre une espèce de Français à la place d'une autre. Hénaff a toujours refusé tout contact avec les collaborateurs comme Doriot, car jusqu'à nouvel ordre, tous les partis politiques français sont pareils à vos yeux. » Encore des illusions, car si le Reich avait gagné, il aurait précisément mis au pouvoir à Paris « une autre espèce de Français » en nous plaçant, que nous le voulions ou non, sous leur dépendance. Il était donc conforme à l'intérêt breton de contacter avec anticipation cette « espèce de Français » et de s'en faire des amis. »

Cadoudal avait une supériorité sur Lainé : il a pris les armes quand il l'a jugé bon. Lainé les a prises quand les Allemands l'ont permis et à leurs conditions. Lorsqu'ils ne voulaient pas entendre parler de son *Lu Brezhon*, en 1941, Lainé a rendu ses armes.

Nous sommes de ceux qui pensent que ces graves erreurs auraient été effacées par un geste héroïque, dans le style des combattants de la Semaine de Pâques de Dublin, qui savaient qu'ils seraient écrasés, mais qui savaient aussi que leur sacri-

3. Intitulé *Argoad*, N° 2.

fiée forcerait le respect et l'amour. Il était facile, avec un peu de prévision, de rassembler à Rennes ou ailleurs une centaine ou deux de garçons décidés qui, au moment du départ des Allemands, auraient hissé le drapeau noir et blanc, proclamé la république bretonne et combattu jusqu'au dernier ceux qui se seraient présentés en armes contre eux. Plus je pense à la situation qu'un geste comme celui-là aurait créée, plus je crois qu'elle aurait réservé des surprises. Bien des maquisards bretons auraient hésité à se faire tuer pour étouffer la république bretonne libérée de l'occupation. Les Américains eux-mêmes y auraient regardé à deux fois.

Je dois humblement reconnaître que sur le moment, pas plus qu'un autre, je n'y ai songé. Je n'étais d'ailleurs plus en Bretagne depuis trois mois. Mais il est curieux qu'un homme comme Guieysse n'y ait pas pensé. Il a écrit :

« Naturellement on a vivement critiqué ce départ. Ceux qui le décidèrent savaient que, restant à Rennes, ils seraient ou assassinés par les Fifis⁴ sans utilité, ou arrêtés par les autorités françaises, jugés, condamnés et exécutés sans plus d'utilité. Il y avait mieux à faire : il fallait tenir jusqu'au bout dans la voie que l'on avait délibérément choisie ; il fallait affirmer jusqu'à la dernière extrémité la réalité de l'existence bretonne. »

Le raisonnement n'est pas convaincant, car ce départ n'a épargné ni les assassinats ni les jugements et les condamnations. La raison de l'oubli de l'exemple de la Semaine de Pâques et du choix de rester en vie constitue une autre raison qui n'est pas exprimée ici, mais qui a valu pour tous ceux qui se sont repliés volontairement sur le Reich. C'est la foi enracinée dans la victoire allemande. Il était inutile de faire tuer nos meilleurs garçons sur la place du Parlement de Rennes, si quelques mois plus tard, les Allemands revenaient victorieux grâce aux armes secrètes. Je l'ai dit moi-même dans *Stur* — mais je l'ai écrit en 1942 quand il semblait que l'Allemagne conserverait ses positions : « On meurt pour défendre quelque chose qui existe, mais on doit vivre et savoir vivre pour créer ce qui n'existe pas. » Le précepte restait valable dans l'hypothèse de

4. Nom familier donné aux F.F.I. (Forces Françaises de l'Intérieur).

la victoire allemande. Mais quel espoir raisonnable en demeurait-il en 1944 ?

Reproches et responsabilités.

On a reproché aux soldats de la Formation Perrot d'avoir endossé l'uniforme allemand. Reproche annulé par le fait que les F.F.L. sont arrivées en uniformes anglais ou américains. Si on leur avait donné le choix, les uns et les autres seraient allés chez un autre tailleur.

On leur a fait le reproche d'avoir accepté certaines tâches « déshonorantes ». Tous les belligérants le méritent. La guerre moderne est un bloc, dont font partie les services de renseignements, de police militaire et de répression des guérillas. Une armée qui, pour des raisons de morale, renoncerait à cet aspect de la guerre, serait vaincue sans rémission. Et c'est beaucoup de tartufferie, car ceux qui d'une lèvre méprisante prononcent ce reproche qui dans leur esprit est une condamnation sans appel, n'ont jamais hésité à considérer comme des héros les volontaires qui ont fait le même métier dans l'autre camp.

Les reproches qu'on peut faire à l'initiative de Lainé sont infiniment plus sérieux. Où était la signification éthique et politique d'une formation militaire, quand ses membres portaient de faux noms et devaient prendre l'engagement de ne pas faire connaître leur activité à leurs familles et amis ? Où était la propagande pour l'idée ? C'était faire d'eux des barbouzes avant la lettre et l'opinion ne s'y est pas trompé en leur accolant le sobriquet de « Gestapo bretonne ».

Et quel service a-t-elle rendu à l'*emsav*, en inscrivant le nom sans tache de *Breiz Atao* sur les bannières d'une armée en déroute, en lui donnant cette feuille de route pour l'abattoir dans le mépris public ? La Formation aura été l'argument sans réplique qui a permis aux ennemis de la Bretagne, revenus en force à Paris, de crucifier le mouvement avec l'assentiment du peuple breton. Elle l'a obligé au silence pendant vingt ans. Vingt ans perdus pour l'action bretonne, vingt ans que la langue, aujourd'hui moribonde, ne rattrapera pas.

Il faut dire, pour la juste estimation des responsabilités, que dans les derniers temps de la guerre, on ne savait plus où on allait. Des forces immenses, brutales — comme les bombardements aériens, la faim, le froid, l'absence de toit —, dominaient

les individus et leur imprimaient souvent à leur insu ou à leur corps défendant une direction de fuite. C'est l'époque où il serait plus équitable de juger les gens sur leurs intentions intimes plutôt que sur leurs actes qui ont souvent obéi à des impulsions incontrôlables ou à des contraintes extérieures.

En outre, Lainé savait bien que la seule chose qui en définitive séparerait les « bons » des « méchants » serait la victoire finale, qui aurait fait d'Hitler un bienfaiteur de l'humanité, de Churchill un criminel de guerre, de De Gaulle un grotesque et de lui-même un Général en chef⁵.

Mais la responsabilité la plus lourde dans cet involontaire déraillement du mouvement breton revient à une certaine « résistance » pour avoir la première fait couler le sang innocent et à la police officielle, française et allemande, pour être restée les bras croisés. La Formation Perrot a été mal aiguillée, mais elle est née pour pallier une carence devenue insupportable.

Le cas devait être examiné à fond et, dans la mesure du possible, réglé définitivement. On n'en a que trop parlé, mais sans jamais l'analyser loyalement comme nous avons essayé de le faire. On l'a agité comme un brandon de discorde. Pour donner à l'affaire plus d'importance qu'elle n'en méritait, on est allé jusqu'à parler du « bataillon S.S. breton » et on l'a *in fine* envoyé combattre les Russes ! Il faut ramener la Formation Perrot à ses justes proportions et voir ce qu'elle a été, un incident minime dans la vie bretonne de la période de guerre.

Nous avons fait à son sujet une enquête minutieuse et avons interrogé les survivants que nous avons pu toucher. La liste des membres identifiés que nous avons pu dresser comporte 60 noms, 63 en comptant le bureau civil qui la recruta et la dirigea, sans en faire techniquement partie : les deux frères Lainé et Mabinog. Avec les probables on arrive à 67 et en comptant ceux qui se sont joints en Allemagne on atteint le chiffre maximum de 72 hommes qui sont passés dans l'unité entre décembre 1943 et mai 1945.

Il est évident que si son recrutement s'était fait d'accord avec le P.N.B. et d'accord avec *Stur*, ce chiffre se serait facile-

5. Un de ses compagnons m'a raconté que Célestin Lainé lui avait confié, quand on pouvait encore poser la question : « Si nous gagnons, je serai un héros, si nous perdons, je serai un c... » L'histoire s'est prononcée.

ment multiplié par 3 ou 4, et dans un contexte politique tonifiant il aurait peut-être dépassé le millier.

La composition de l'unité est intéressante. Elle comportait 2/3 de Bas-Bretons et 1/3 de Hauts-Bretons, dont la proportion est faible certainement à cause de la défection nantaise. Elle eut 7 % de tués et 8 % de blessés ; 37 % de condamnés, dont 4 à mort et 2 fusillés ; 1,5 % de déserteurs et 10 % de transfuges (au cours de l'exode de 1944) ; 32 % de disparus et 23 % qui ont dû leur salut à la fuite. Elle a compté 60 membres en uniforme au quartier Lesage à Rennes et de 33 à 39 repliés à Tübingen. Les Rennais formaient le groupe géographique le plus important⁶.

6. Voir en Appendices le tableau des pertes du mouvement.

FACE A LA DEROUTE

Tandis que le *Bezen Perrot*, alourdi de plusieurs familles, s'achemine par étapes vers un refuge Outre-Rhin, en faisant ici et là le coup de feu contre les partisans et en essayant les mitraillages des avions alliés, les blessés de l'unité étaient évacués par des moyens de fortune des différents hôpitaux militaires allemands. Léon Jasson, blessé à la main le 26 juillet près de Corlay, laissa pour sa mère, avant son exécution, le récit de l'extraordinaire voyage qu'on fit faire à son train sanitaire, jalonné par les gares de Nantes, Angers, Tours, Poitiers, Angoulême, Bordeaux, Carcassonne, s'enfonçant toujours vers le sud où le rejetaient les voies sabotées et les ponts coupés. Après avoir échappé aux mitraillages et à un tamponnement grave, Jasson est embarqué à Montpellier avec d'autres blessés par une division S.S. qui remonte vers le Nord. Tout le long du Rhône et de la Saône, ils doivent forcer leur passage et parfois doivent attendre que la D.C.A. leur ouvre le chemin. De sa main valide Jasson sert la mitrailleuse de sa voiture. Enfin, arrivé en Allemagne, il apprend que la Formation Perrot est dissoute et se prépare à de nouvelles aventures.

Au groupe de Guy, la psychose n'est pas à la fuite et le besoin d'une « présence bretonne en Allemagne » n'y est ressenti par personne. Guérin, qui est à Paris, raconte :

« Je reçois enfin mon avis de départ. Guy n'est pas là. Ça commence bien. Je vais prendre la route de Bretagne avec Bernard Fournier. Les autres de la section trans-

mission restent en réserve. Je reçois la visite de Bob, qui se planque à Paris et me déconseille de poursuivre une aventure sans issue. Mais je n'avais aucune raison de reculer. Au contraire, cette chance si infime de sauver ma patrie avait des droits sur moi. Une fois de plus Patrick était réprouvé, mais je dois le dire, amicalement...

Nous quittons Paris le 3 août à 8 heures du soir. Deux Allemands en civil, un chauffeur en uniforme !... conduisant une traction immatriculée S.S... ! Toujours aussi futés les Germain. Enfin, c'était à prendre ou à laisser.

Nous dépassons en Beauce des convois d'artillerie lourde sur chenilles qui montent vers le front face au soleil couchant. Au cours de la nuit, nous traversons en slalom des débris fumants provenant d'un avion qui s'écrase dans un champ à quelques mètres. Arrivés au Mans à 6 heures, nous sommes déroutés malgré nos protestations. Nous devons nous rendre à Rennes, mais les Américains allaient plus vite que nous... Il paraît que c'était à Rennes que tout était organisé, prévu... Que faire ? Retourner ? Non, j'ai une possibilité de planque à Ancenis. Une petite veuve qui sera bien contente de me revoir. Et moi aussi. Ah ! Comme Saint Raymond Delaporte avait raison de ne pas embaucher dans son staff un individu comme moi !

Vers 8 heures, arrivée à Angers. Halte dans une école. Là il y avait foule, des civils, hommes, femmes et enfants, des uniformes hétéroclites et avant que j'aie eu le temps de terminer mon balayage panoramique... devant moi, fier, les jambes écartées, botté et garni d'armes les plus diverses (il ne lui manquait, telle la tête de veau au persil, que deux pistolets dans les narines), Cocal ! J'avais la chance et l'honneur d'être en sa présence. « Salut, Patrick ! Nous revenons du combat. Qu'est-ce qu'ils ont dérouillé avec nous, les Amerlocks... » Et il me raconte avec force gestes une fabuleuse histoire de bataille. Enfin, il me demande ce que je foutais là. Et lorsque je lui apprends que je rentre en Bretagne avec armes et bagages, j'ai eu plus peur que lui, car je craignais de voir cet arsenal vivant s'écrouler. Tu sais, c'est dangereux un gâs farci de grenades. Un rien et ça pète. Alors, dès qu'il eut repris son souffle, il ne peut me dire que : « Mon pauvre Patrick ! » J'avais ému C.

Nous étions tombés pic sur les « Bretons », la Perrot, le

P.N.B. nouvelle version, tout le cirque qui faisait mouvement...

Avant de repartir pour Ancenis, je pris la décision de laisser Bernard Fournier à Angers avec des instructions précises. Il ne sera piqué qu'en 1947, après être monté tous les soirs sur les planches de Paris... »

Guérin arrive à Ancenis, s'installe en pleine fourmilière F.F.I., assiste en badaud à l'arrivée des Américains, se fait arrêter pour ne pas avoir un brassard comme les autres, assiste au départ de ses convoyeurs sous le nez des chars américains, et s'évade. Nous le retrouverons.

Maintenant, en Bretagne comme ailleurs, tout le monde est résistant et comme la haine des Allemands en est la meilleure preuve, ceux qui pendant des années ont vécu avec eux en termes amicaux, sont les plus féroces. Malheur au prisonnier isolé qui tombe entre leurs mains ! Il est dépecé vivant¹. Le débarquement du 6 juin a renversé la situation. Sans lui le terrorisme était en voie de rapide liquidation. La question, a-t-on dit, n'est pas d'avoir raison, elle est de réussir. Tous les Bretons savaient que nous avions raison, mais ils voyaient que nous avions cessé de tenir le bon bout.

1. Le fait s'est produit à Ancenis même et le même jour. Un officier allemand, qui était sur le marche-pied d'une voiture et avait été éjecté dans un virage, n'a pas vécu cinq minutes.

AUBE EPHEMERE

Au cours du repli, des désertions se sont produites dans le *Bezen*, à Paris, à Châlons, à Nancy. Il n'y eut plus que 33 hommes pour répondre à l'appel à Strasbourg. Leur moral est très bas. Ils sont montés contre le responsable de la discipline, Cocal, qui, sans comprendre quel drame agite le cœur de ces garçons, joue au chien de quartier. Il est remplacé par Goulven Jacq. L'unité passe le Rhin et derrière elle le pont saute. Lainé, qui fait toujours bande à part avec quelques intimes et Botros, du Kommando de Landerneau, sont restés du mauvais côté. Lainé a la chance de trouver une plate pour traverser. Botros est pris. A Tübingen, où ils ont tant bien que mal cantonné, a lieu la cérémonie de la *Grenenn-Ruz*, du « tremble rouge », c'est-à-dire l'appel des morts et des blessés, avec remise de décorations. Roparz Hémon devait venir ainsi que le Pr. Weissgerber. Ils s'abstiennent. Finalement apparaissent M. Guieysse et sa fille Denise. C'est aussi le jour où sont remis les galons allemands aux gradés. Goulven passe de *Kerrenour* à *Oberscharführer* (adjudant-chef) sans que le symbolisme de cette mutation échappe à tout le monde.

Les avatars du *Bezen*.

A la fin de l'année, le front s'étant un peu stabilisé, le *Bezen* est versé dans l'organisation de guerre secrète que Bickler a été chargé de monter dans le Wurtemberg. Les P.P.F. y sont nombreux, de même que des volontaires venant de formations variées. Il s'agit de préparer des agents de renseignement et de

sabotage pour être parachutés en France, de rendre en somme, avec un bon décalage dans le temps, leur politesse aux Anglais. L'offensive des Ardennes a échoué, il ne reste plus un espoir, si ténu soit-il, de renverser la situation au profit de l'Allemagne qui est en train de devenir un chaos sous les bombes, mais le train-train du programme ciselé par Bickler n'en est pas moins mis en route. Jean-Marie, mon frère aîné, ancien officier aviateur et, en Russie, volontaire dans le N.S.K.K. ou Corps automobile auxiliaire de l'armée, est spécialisé dans la technique des parachutages de matériel et de messages. Le *Bezen* est morcelé. Goulven J. va en Forêt-Noire avec 5 ou 6 hommes pour recevoir l'instruction de sabotage. Il passe de splendides vacances d'hiver. Le détachement principal est déplacé à Rottenburg, où l'attendait la reprise de la routine de quartier. C'est là que Lainé, en uniforme tout neuf de lieutenant de police, vient en visite. Il s'installe au poste de garde, où viennent l'entourer ses disciples. Un des gradés, Poher, qui ne lui parle plus depuis Rennes, se dispense de la courbette au nouveau *S.S. Untersturmführer*.

Peu après, un groupe de 5, dont Poher, part à son tour en Forêt-Noire pour y recevoir une instruction spéciale en vue de la guérilla. Ils enterrent des dépôts de vivres et de munitions.

Un autre, avec Morel, Konval, Ferrand et Glas, part dans un but analogue pour Eitmansweiler.

Pendant ce temps-là, Marcel Guieysse, réfugié à Oberkischberg et plus que jamais persuadé de l'importance de son rôle, tente de rassembler, à coups de circulaires, autour du C.N.B. — car il semble que l'appellation P.N.B. soit passée au second plan — les Bretons qui, à des titres divers, sont assez nombreux en Allemagne. Travail dénué de perspectives, étant donné la précarité des communications et le fait non négligeable du scepticisme général quant aux chances qui restent à l'autonomisme breton. Voici ce que je devenais.

Mon odyssee.

« J'avais quitté Rennes le premier jour du printemps, ostensiblement, pour donner une indication sans équivoque de mon opinion que la partie était perdue en Bretagne et qu'il fallait se terrer pour laisser passer l'orage qui s'annonçait. Je tirais des plans, à Paris, pour aller en Espagne, par Andorre, avec les miens. Mon plan était de faire passer

en pays neutre le plus grand nombre possible de leaders bretons, et d'y constituer un Comité National en exil, afin de pouvoir reprendre la lutte contre le nouveau gouvernement français. Il m'était impossible de déclencher une pareille opération sans au moins la tolérance des services allemands de surveillance politique, c'est-à-dire Hermann Bickler. Je fus le voir avenue Foch et lui exposai le schéma. A ma surprise, ce garçon que je croyais acquis aux vues de Gérard et par conséquent disposé à me comprendre, m'opposa une fin de non-recevoir digne d'un grenadier du Grand Frédéric : « En tant que soldat allemand, il m'est interdit de t'écouter. »

Je compris que chez lui le réflexe patriotique allemand étouffait l'esprit politique et je crus prudent de lui dire que puisqu'il en était ainsi, je renonçais à mon idée. Il n'en était rien. Guy, mis au courant de mon projet et quoiqu'il ne pensât pas une seconde s'y associer, l'approuvait pleinement et se chargea de faire établir par « son » faussaire la série de fausses cartes d'identité dont ma famille et moi avions besoin pour traverser la zone libre sans que la police de Vichy, qui m'avait sur ses listes, me mette la main au collet. Mais quand il fut chercher les documents le 10 août, son faussaire, qui était aussi celui du S.D. VI, lui apprit qu'un collaborateur de Bickler, ayant vu nos cartes terminées sur sa table, les avait saisies et déchirées. Une seule route restait ouverte pour nous, celle de l'Allemagne. Je la pris le désespoir au cœur, le dimanche suivant, 13 août 1944. »

En Allemagne, mes trois étapes successives me rapprochaient de la frontière suisse : Strasbourg, Baden-Baden, Fribourg-en-Brigau. Mais un télégramme officiel me convoque à Berlin. Impossible de m'y dérober. Je reçois un *Marschbefehl* ou ordre de route qui m'ouvre les portillons des gares. A Berlin m'attendait... le Dr Quesnoy, de Douai. Je l'avais rencontré une fois en France. Raciste fanatique, c'était lui le leader de la fraction extrémiste de la collaboration dans le Nord. Il se considérait comme Germain et voyait l'avenir de son pays, aussi bien sous l'aspect culturel qu'économique, dans une incorporation complète au Grand Reich et dans le remplacement de la langue française par l'allemand. « Inutile et perte de temps, disait-il, de passer par l'interrédialisme du Français. C'était en somme

un pur nazi, fort loin de la manière de voir de l'abbé Gantois, ce disciple de *Breiz Atao* qui dirigeait le mouvement flamand de France et partageait l'amitié de notre Gérard.

Bref, Quesnoy, qui au demeurant était un garçon jovial et sympathique, m'explique qu'il veut fonder, sous la protection de la section politique du S.D., un Comité français révolutionnaire, qui prendrait la France en main à sa « libération ». Car Quesnoy comme tous les purs ne doutait pas de la victoire finale. Il avait un Lorrain, professeur d'université et voulait un Breton, c'était moi. Je ne sais pas s'il avait beaucoup lu *Stur*, mais *Stur* me désignait. L'homme d'ailleurs n'était pas un théoricien, mais un va-de-l'avant et un bagarreur.

Je pouvais faire deux choses : ou bien sous un prétexte de circonstance — qui n'aurait trompé personne — me dérober ; ou bien faire contre mauvaise fortune bon cœur et essayer de tirer le moins mauvais parti de l'occasion qui m'était offerte d'agir. La première solution, malgré ses dangers certains, avait ma préférence et la conserva jusqu'au bout. Au restaurant *Zum Zoo*, un officier du S.D. nous attendait : « Je te présente l'*Obersturmführer* Pery. » J'étais pris au piège. Le policier avait une bonne bouille, genre bon gros chien, n'était pas bête, connaissait sur le bout du doigt nos affaires et parlait un français acceptable.

Quesnoy était un homme bouillant et désordonné, inapte au travail de bureau et, en lui laissant la haute main sur son projet, je me doutais qu'il ne verrait pas le jour de si tôt. Mais il y croyait et se dépensait en lettres et démarches. De temps en temps, un Français qu'il avait fait venir se présentait à nos bureaux, car on nous avait donné deux pièces dans un immeuble particulier d'une rue voisine de la *Wilhelmstrasse*, où était celui de Pery, au *R.S.H.A.*¹ Quesnoy le chargeait d'une mission fumeuse et il repartait pour le Schleswig ou la Silésie.

Pery était un homme habile, qui bien entendu pensait nous utiliser à ses fins professionnelles, mais prenait son temps et savait dissimuler. Un rustre nommé Fischer, qui venait de lui être donné comme adjoint, mit les pieds dans le plat. La veille de Noël, il nous réunit dans son bureau, sur lequel trônaient autant de bouteilles de cognac que nous étions de présents. Puis il nous expliqua que nous n'avions pas été réunis pour

1. *Reichssicherheitshauptamt*, Haute direction de la Sécurité du Reich, l'exact équivalent du N.K.V.D. soviétique.

enfiler des perles, mais pour participer à l'effort de guerre. Il avait des regards de coin pour les bouteilles, comme s'il voulait insinuer qu'elles seraient la récompense de notre bonne volonté. Voyant où il voulait en venir, je lui répondis que la meilleure manière que nous avions de participer à cet effort était de faire notre métier qui était la politique et non la police. Fischer bafouilla des blasphèmes et partit, nous laissant en tête à tête avec les bouteilles d'Hennessy qui trouvèrent immédiatement preneurs. Mais le lendemain, Pery me convoqua. Il fut adroit : « Je vous comprends très bien. Mais à votre tour, vous comprendrez que nous ne pouvons pas protéger une activité comme la vôtre qui ne rentre pas exactement dans les vues de l'A.A. si nous n'avons pas une couverture technique pour le faire. » C'était donc le même jeu qu'avec l'*Abwehr* qui recommençait. Après bien des discussions, auxquelles tous — nous étions quatre — prîmes part, la couverture suivante fut arrêtée : on nous remettrait des rapports de police sur l'attitude des travailleurs français du S.T.O. et nous mettrions un signe au crayon dans la marge pour indiquer que nous avions lu. Un point c'est tout. Pery était vraiment arrangeant. Au demeurant il était fort intéressant, voire important, pour nous de connaître les réactions des Français d'Allemagne, en face des événements, enregistrées par des observateurs souvent clairs voyants.

Le protocole du 16 février 1945.

Un mois plus tard, prétextant la situation critique de ma famille refoulée dans un hameau de la Bavière souabe, par vingt degrés au-dessous de zéro, dans un grenier sans feu où ils étaient tous tombés malades, j'obtins une permission. Je passai huit jours à soigner femme et enfants et réussis à les installer dans une pièce chauffée. Puis, ayant appris par une lettre de Doriot qu'il voulait me voir, je me rendis à l'île de Mainau, sur le lac de Constance, où il avait son petit royaume P.P.F.².

« Pour obtenir le *Marschbefehl* nécessaire je vais à la *Gestapo*. Un subordonné se dérobe et m'envoie au chef. Celui-ci voit mon nom et commence par me déclarer sur un

2. Parti Populaire Français, né d'une scission du P.C., anti-marxiste et national, dont Doriot, ancien S.G. du P.C., était le fondateur et le chef.

ton rogue qu'il ne peut rien faire pour les autonomistes bretons et il fait du bras le geste de la faux. Il ne pouvait pas me dire plus clairement qu'une circulaire d'en haut était passée à notre sujet, pour informer les services intéressés que la Bretagne n'était plus *persona grata*. Je m'en doutais, nous sommes cette fois-ci sacrifiés sans ménagement à l'ultime tentative désespérée du Reich de se concilier tout ou partie de la France. J'explique à mon faucheur que je suis convoqué par le chef du gouvernement français en formation à Mainau. Changement de séquence. Le flic arbore un sourire d'agréable surprise, me fait asseoir et me tend ses cigarettes. Cinq minutes plus tard, je suis dehors avec mon papier. Je considère l'entretien que je viens d'avoir comme un prélude instructif à mon entrevue avec Doriot. »

En cette première quinzaine de février 1945, les nationalistes bretons sont devenus des enfants perdus, reniés par tous, aussi bien par ceux qui les ont protégés que par ceux qui les ont combattus. La situation est tragique, car dans un Etat unitaire, en guerre par surcroît, et comme si cela était peu, un Etat en proie à une profonde angoisse comprimée, il n'y a ni toit, ni pain, ni charbon sans la bienveillance de l'administration, et un groupe de réprochés politiques peut se trouver, pour un motif anodin, sur le chemin du camp de concentration.

Il me reste une lueur d'espoir : la lettre que j'ai dans la main. Le mot « renversement des alliances » me trotte dans la tête. La sympathie qui était d'un côté est passée de l'autre. Une politique bretonne réaliste doit en tenir compte. Ce que Lainé et Guieysse s'obstinent à croire être « l'appui de l'allié allemand » n'est pas autre chose que la protection que leur accorde, dans un petit coin du Wurtemberg, de son propre chef, le camarade alsacien-lorrain Hermann Bickler, et qui peut s'évanouir d'un instant à l'autre, par exemple si Bickler est déplacé. Mais demander à des rêveurs de renoncer à leur rêve est une impossibilité inéluctable.

Le grand Jacques³ me reçoit fraternellement à sa table et nous sommes rapidement d'accord. Il ne se dissimule pas que depuis l'échec des Ardennes, l'Allemagne n'a pas une chance

3. Surnom de Doriot.

sur cent de gagner la guerre, mais il ne veut pas la perdre. « Que pouvons-nous faire d'autre ? » dit-il, en haussant les épaules. Pour lui Delaporte s'était mis dans un cul-de-sac avec une revendication théorique qui ne tenait pas compte des réalités, et Lainé est simplement un membre du S.D. Il me dit qu'il ne voit que moi qui aie l'indépendance, l'expérience et l'autorité pour prendre en main le sort de la Bretagne si, par une grâce inattendue, nous revenons chez nous un jour en vainqueurs. Il ajoute :

« La situation est révolutionnaire. La France que vous et moi avons connue ne se reverra pas. J'étais lecteur de *Stur* et vous m'avez convaincu. Il n'y a plus de divergence d'intérêts entre la France et la Bretagne dès l'instant où la France est votre amie et l'Allemagne est redevenue ce qu'elle était et restera : une puissance étrangère plus soucieuse de ses intérêts que des vôtres. »

Doriot plaide une cause et force la note. Je lui réponds qu'il n'y a là que de bonnes dispositions qui n'engagent que lui, que la majorité même de ses adhérents, sans parler des Français en général, est de mentalité jacobine et nullement disposée à reconnaître l'autonomie de la Bretagne. Doriot rit : « La majorité des Bretons non plus ! » Je ris à mon tour. Très honnête, il me propose de rédiger un accord écrit, dans lequel il s'engagerait, en tant que chef éventuel de l'Etat français, à reconnaître l'existence de la nation bretonne distincte de la nation française, jouissant de son entière autonomie comme Etat associé sur pied d'égalité avec la France, qui garderait des prérogatives du type confédéral suisse : affaires extérieures, postes et télégraphes, grandes communications, marine et armée. J'y serais désigné comme gouverneur de Bretagne avec pleins pouvoirs pour l'organiser en corps de nation, n'ayant de comptes à rendre qu'au chef du gouvernement de Paris et non à son conseil des ministres. En somme une association du type monarchique, l'union par la tête et non dans les institutions. Je réfléchis que si cet extraordinaire plan pouvait un jour se réaliser, personne ne pourrait dire que *Breiz Atao* n'avait servi à rien.

Bientôt la secrétaire revient avec le texte en quadruple exemplaire, daté du 16 février 1945, et Jacques Doriot d'abord, moi ensuite, apposons signatures et griffes. Nous nous taisons, conscients de l'importance historique de l'instant qui s'écoule.

Qu'importe la tunique vert-de-gris de mon partenaire ! Qu'importent les thèses sociales du P.P.F. ! Qu'importent nos solennelles condamnations ! Cet instant prouve une chose, c'est que la France et la Bretagne peuvent fraternellement s'entendre quand elles sont unies par l'esprit. Et pourquoi pas aussi par le cœur ?

Je me sens pris d'une profonde reconnaissance pour l'état-major du château, les Sicard, les Vandewelde, qui ont compris la pensée de leur chef et le suivent avec loyauté, tandis que les autres, qui en sont restés à « l'Unéindivisible » de 93, me regardent de travers et protestent en petit comité.

Je ne sens plus sur mon cœur le poids de la haine et le pâle soleil qui brille sur les eaux de la mer intérieure a la beauté d'une annonciation. Quoi qu'il arrive, il aura été prouvé qu'il existe une autre issue à notre conflit que la lutte sanglante. Mon accord avec Doriot en lui-même n'est rien, vu les circonstances, mais il a la valeur d'un enseignement qui va bien au-delà.

Rentré à Berlin, je suis appelé d'urgence chez Perey. Il a appris que j'avais demandé dans le sud un ordre de marche pour Constance, à son insu, et que j'avais été interpellé à Radolfzell pour propos suspects échangés dans le train. Il m'accuse d'avoir cherché à passer illégalement en Suisse et me met en état d'arrestation. Je suis emmené à Seydlitz, dans une villa où le service a ses quartiers, et soumis à un interrogatoire en règle. Il est exact que j'ai parlé de passage en Suisse, dans le train, à un autre voyageur (qui était Paul Gaignet !) mais je parlais des « dégonflés qui avaient le front d'abandonner l'Allemagne quand elle avait besoin de tous ». Ma sincérité aurait ému une pierre. Perey est ébranlé. Sentant le moment propice, je lui sors mon accord avec Doriot. Le pauvre homme est terrassé. Il se confond en excuses. Il n'est plus question pour moi de choisir entre le K.Z. ou un engagement dans la Waffen S.S., mais entre une vieille fine ou un vieux marc. Il s'ensuit une fraternisation de *Kameradschaft* où se joignent gaiement les nouveaux arrivants.

Mais j'avais eu chaud.

Maintenant, je peux réaliser tranquillement le Comité Breton exécutif que je dois représenter au Comité de Libération que Doriot constitue en dehors de son parti et au-dessus de lui. Le grand Jacques n'a pas encore l'approbation officielle, car l'A.A., qui jusqu'ici, à la suite d'Abetz, a barré la route aux partis révolutionnaires en France, répugne à reconnaître l'échec de sa

politique. Mais il a l'appui total de la S.S., de l'O.K.W. et de l'aile avancée du parti nazi. L'A.A. ne cesse d'intervenir pour qu'il s'associe avec Déat. Il s'y refuse obstinément et c'est heureux, car avec un gouvernement français de coalition, la Bretagne serait perdante.

J'ai pressenti Roparz Hémon, qui est à Hanovre. Il vient me voir et accepte d'entrer dans le comité pour les affaires culturelles. Le Guennec de Kerrigan y figure comme délégué des Bretons de la L.V.F. et Barazer de Lannurien y entre pour les Bretons de la Waffen S.S.

Le Petit Parisien, qui a repris sa parution en Allemagne, annonce à sons de trompe la création du Comité de Libération où je figure en bonne place comme « Chef des Bretons révolutionnaires ». La nouvelle est interprétée par certains comme un enterrement du nationalisme breton. Moins d'une semaine après, tout ce qui touchait de près ou de loin à la Bretagne recevait une lettre-circulaire du C.N.B. où j'étais stigmatisé comme transfuge et régionaliste et où il était dit que je ne représentais rien. Elle était signée S.S. *Untersturmführer* Célestin Lainé.

La débandade.

Le 7 mars, quand les Allemands laissent intact le pont de Remagen par où s'engouffre le flot irrésistible de l'armée américaine, l'idée s'impose que l'Allemagne est en train de perdre la guerre. Mais il reste assez de croyants dans le génie infailible d'Adolf Hitler pour faire circuler le bruit que les fameuses armes secrètes vont enfin sortir de leurs antres et lamener les armées alliées. Il faut faire très attention, car la police n'a jamais été aussi active. Les préparatifs de fuite doivent être pris en cachette et les mouvements qu'ils nécessitent couverts de prétextes innocents. Mais il est un fait que tous ceux qui craignent d'avoir des comptes à rendre à un gouvernement allié ne pensent qu'à une chose : échapper au sort qui les menace.

Au centre de la Formation Perrot, fin avril, Lainé doit se rendre à l'évidence. Il annonce qu'il va aller au-devant des lignes américaines pour se faire tuer⁴. Il va à Marburg-sur-Lahn, où il s'est préparé une bonne « planque » pour lui et ses fidèles

4. Déclaration du témoin J. Le Boëdec à l'auteur.

« celticards » grâce au Pr Weissgerber. Weissgerber, qui appartient au réseau de résistance catholique, sera, dès l'arrivée des occupants, reconnu comme notabilité. Peu après donc, l'état-major du *Bezen* recevait faux papiers et certificats de résistance, délivrés très authentiquement par la mairie et était ensuite placé dans des fermes du voisinage, où ils n'eurent jamais rien à craindre⁵.

Par contre, les groupes qui étaient dans la nature durent se débrouiller par leurs propres moyens. Certains réussirent à passer les contrôles comme ouvriers du S.T.O. D'autres furent reconnus et arrêtés. Enfin, le groupe principal qui était resté au central, fort de 18 hommes, après avoir tenté de passer et rester en territoire italien, par le Brenner, revint à Innsbruck, ne sachant que faire, sans faux papiers, sans argent et sans conseils. Ayant appris que j'étais là, ils partirent à ma recherche. Ce fut pour moi une raide surprise. Je ne pus m'empêcher de leur dire : « Vous avez un chef, c'est à lui de s'occuper de vous... » Ils me contèrent alors que le chef les avait laissés en plan. Je passai deux jours, avec l'aide de Rudolf Lang rencontré par une grâce providentielle, à leur établir des papiers du S.T.O. et je partageai avec eux l'argent qui me restait. Tous ou presque réussirent à passer. Il est vrai que, par la suite, plusieurs furent démasqués et arrêtés, puis condamnés.

La famille Guieysse fut arrêtée par les Américains et transférée aux Français⁶.

J'obtiens le 30 avril la permission pour ma famille de franchir la frontière italienne, mais pas pour moi. Je la passai clandestinement le lendemain.

5. Déclaration d'Ange Péresse à l'auteur, en ce qui concerne la dernière assertion.

6. « A Mannheim, je suis interrogé par un officier français qui me demande si je connaissais Christian Le Part et si je savais comment il était mort. Je réponds affirmativement. Alors, il me dit que c'est lui qui l'avait tué. J'ai sursauté et ai dû avoir un regard de haine, car il a ramassé en vitesse son revolver qui était sur la table entre nous. » — Denise Guieysse.

BIENHEUREUSE OCCASION

Les nouveaux maîtres de la France, déferlant sur la Bretagne, avaient le choix entre deux solutions au problème de l'autonomisme ; ou bien considérer que le mouvement de revendication bretonne, étant vieux d'un demi-siècle, ne pouvait pas être assimilé à un simple fait de collaboration ou de trahison, et par conséquent limiter strictement les poursuites aux cas de collaboration manifestes ; ou bien profiter de l'occasion qui s'offrait d'étouffer d'un coup la revendication bretonne en poursuivant, sous prétexte de trahison et collaboration, toutes les manifestations d'esprit breton, même antérieures à la guerre.

C'est la seconde solution qu'ils adoptèrent. Elle était au départ entachée d'injustice, mais elle était conforme à la mystique de l'unité française, telle que le mouvement gaulliste avait eu l'occasion de l'exprimer à Brazzaville en février 1944. Après que le Général eut prononcé les paroles rituelles sur la France « dont l'immortel génie élève les hommes vers les sommets de la dignité... », M. Pleven, ministre des Colonies, prit la parole :

« ... Dans la grande France coloniale, il n'y a ni peuples à affranchir, ni discriminations raciales à abolir. ... Il y a des populations que nous entendons conduire, étape par étape, à la personnalité, pour les plus mûres aux franchises politiques, mais qui n'entendent connaître d'autre indépendance que celle de la France... Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France...

écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'empire... »

La « personnalité » ainsi atteinte sera, bien entendu, une personnalité française, car :

« ... L'enseignement doit être donné en langue française, l'emploi pédagogique des dialectes locaux parlés étant absolument interdit, aussi bien dans les écoles privées que dans les écoles publiques¹... »

C'est le même esprit qui s'abattit sur la Bretagne à la suite des « libérateurs » américains.

Mais pour que la répression impitoyable qui allait avoir lieu soit acceptée par l'opinion publique, il fallait démontrer que l'autonomisme était une invention allemande et donner des exemples visibles de la collaboration du parti breton aux actions les plus réprouvées par la population. Des journalistes zélés, des politiciens liant partie avec le pouvoir et même des membres de l'*emsav* impatients de se dédouaner furent à travers le pays les propagateurs des mensonges et des diffamations. Ils purent en effet soulever sans mal l'opinion publique contre les nationalistes bretons, grâce à l'existence de la Formation Perrot, dont l'importance et le rôle furent ridiculement exagérés pour donner plus de poids à une argumentation qui autrement aurait paru par trop tendancieuse.

Dans son « Histoire de Vichy », Robert Aron expose la thèse officielle avec tout son parti pris :

« Parfois, l'occupant ne se borne pas à la propagande : il fomenta des mouvements autonomistes. Sous prétexte que les Bretons constituent une minorité raciale, les Allemands veulent rendre la Bretagne indépendante. Le 3 juillet, à Pontivy, un Conseil National Breton, composé de quatre personnes à la solde des nazis, réunit un grand congrès pour proclamer la séparation de la Bretagne et de la France. Trois cents prisonniers bretons, soigneusement choisis sur le conseil des chefs « autonomistes », sont remis en liberté pour cet acte solennel. On réquisi-

1. Conférence Africaine Française de Brazzaville, février 1944, pp. 22, 29, 32, 45.

tionne à leur intention les meilleurs hôtels, on fait cadeau à chacun d'eux d'un complet civil, d'un pécule et d'un millier de prospectus imprimés en Allemagne. Papier, étoffe, argent perdus ! Une contre-manifestation monstre, à laquelle — ingratitude ! — participent les libérés, sème la panique parmi les congressistes, oblige le chef Debauvais à demander la protection aux troupes d'occupation. Et l'évêque, Mgr Duparc, fait lire en chaire une « mise en garde » qui consacre l'échec du mouvement : la Bretagne restera française. »

Cela permettait l'application automatique de l'art. 75 dans tous les cas où se manifestait l'idée bretonne, même la plus modérée, étant donné que l'idée bretonne était une idée allemande. A ceux qui protestaient — il y en eut un bon nombre, malgré le danger offert — on jetait à la figure les « crimes » de la Formation Perrot. On faisait moins état de ceux du groupe de Guy de Coëtlogon ou des membres bretons des Kommandos anti-terroristes, parce que là manquait l'uniforme vert-de-gris, image sans réplique.

La politique jacobine traditionnelle, qui avait traqué les fédéralistes en 1793, condamné à mort les chefs de *Breiz Atao* et fait des autodafés de livres bretons en 1939, pensa en finir une bonne fois avec la revendication bretonne, en déshonorant les militants bretons, en les privant de leurs chefs et en imposant sur les ruines de l'*emsav* le silence des bagnes et des cimetières.

Psychose.

En 1945, dans un village allemand récemment occupé, les Américains trouvèrent à la lisière d'un bois le corps d'un de leurs officiers tué d'une balle. Ils arrêtaient immédiatement 40 habitants, dont le maire et les conseillers municipaux, le curé et le pasteur, le notaire et le médecin, et publièrent que si dans les 24 heures le meurtrier de l'officier ne s'était pas dénoncé, les 40 otages seraient fusillés. Tous innocents bien entendus. Le soir, un soldat allemand se présenta et dit que s'étant cru menacé par l'officier américain, il avait tiré le premier. Il fut le seul fusillé.

Les choses ne se passèrent jamais ainsi en Bretagne, parce que les francs-tireurs qui abattaient des Allemands dans des

embuscades ou qui sabotaient leurs communications n'avaient pas pour habitude de se livrer. Et les opérations de représailles tombaient d'une façon parfois horrible sur une population désarmée, qui n'était pas toujours complice. L'été 1944 connut en Bretagne une orgie de sang qui donna naissance à une vague de sadisme ne connaissant aucune frontière nationale.

Elle devait se déchaîner dès le départ des forces de police allemande. Un seul exemple suffit pour montrer le degré de dérangement mental atteint :

« C'était au mois d'août. Deux jeunes soldats allemands s'étaient constitués prisonniers. Sur l'ordre de C. qui était le capitaine F.F.I. ils furent conduits dans la carrière d'Yves Le Gall pour être fusillés. Ils moururent dans les bras l'un de l'autre, appelant : « Maman ! Maman ! » Les élèves des écoles, conduits par M., avaient été conviés au spectacle. Le coup de grâce fut donné aux victimes par R., ancien élève de Saint-Cyr, un garçon honnête qui se crut obligé d'obéir aux ordres de C. Le maire, P., avait donné sa bénédiction. »

Quatre mois après, la même psychose régnait encore :

« Des jeunes filles alsaciennes, filles-mères du fait de militaires allemands, avaient été arrêtées à Strasbourg et envoyées à Rennes en wagon plombé avec une infirmière allemande. A l'arrivée, 12 enfants étaient morts. L'infirmière, envoyée au camp Margueritte, fut violée par tous les gardiens et décéda des suites des violences subies². »

Il était donc inévitable que les patriotes bretons détenus soient l'objet de mauvais traitements. Tortures, exactions, viols à leur arrivée des femmes et des jeunes filles, incarcération des parents ou des frères à la place du suspect absent, parfois d'enfants à la place des parents, étaient monnaie courante.

R.-Y. Creston, que sa participation à la résistance, dès le commencement, mettait à l'abri de tout soupçon, alla voir Teitgen, ministre de la Justice, pour demander un adoucissement du sort des prisonniers, dont un grand nombre étaient

2. Raconté à l'auteur par d'anciens internés.

de ses amis. Réponse : « Demandez-moi tout ce que vous voudrez pour n'importe qui, mais pas pour les Bretons, ça jamais³ ! »

De la trahison et de la collaboration.

Un tel parti pris pouvait se passer de justifications. Il en chercha pourtant en taxant en bloc les militants bretons de trahison et de collaboration. Tout ce qui précède prouve l'inanité des deux accusations. Il n'est cependant pas inutile de les examiner brièvement.

Michel Rouzé, l'éditorialiste politique, a reconnu loyalement :

« Dès l'instant où, bien avant la guerre, les nationalistes bretons s'étaient proclamés Bretons et non Français, il n'y avait de leur part nulle félonie à chercher l'appui de l'ennemi de la France pour arracher des libertés que Paris leur avait toujours refusées. Les Irlandais en avaient fait autant pendant la première guerre mondiale, et le maréchal Pilsudski avait successivement combattu aux côtés des Empires centraux et des Alliés, subordonnant sa tactique du moment au seul intérêt de la renaissance de l'Etat polonais. »

Au sujet des Bretons, il n'y a rien à ajouter. En ce qui concerne les Français de France, l'accusation de trahison est aussi déplacée, car à une époque où les intérêts en cause dépassaient largement les limites nationales, il était naturel et logique d'en rechercher la défense par des associations internationales. Chaque nation en guerre a enrôlé toutes les nationalités sous ses bannières. On a été jusqu'à connaître une légion S.S. musulmane et une autre sikh. L'application en 1944 de l'art. 75 nous ramenait au temps des diligences. Si Doriot était revenu à Paris, à cette époque, et avait été assez sot pour l'utiliser contre ses ennemis abattus — ce que je ne crois pas, car nous en avons parlé —, il aurait poursuivi pour trahison les Français qui sous uniforme anglais avaient combattu l'armée française en Syrie et en Afrique, et comme criminels de guerre les aviateurs français qui, encore sous

3. Confiance de R.-Y. Creston à Auguste Cattelliot.

uniforme anglais, avaient bombardé les villes françaises et tué des innocents par centaines.

La « trahison » s'étant concrétisée dans la collaboration, il est opportun également de remettre en mémoire que de tous les partis disposant d'organes de presse, pendant l'occupation, seul le parti breton a eu le courage d'imposer à ses journaux une position de neutralité dans le conflit et s'est abstenu, malgré les inconvénients que lui attirait son attitude, de publier les articles pro-allemands fournis en abondance par la *Propagandastaffel*. *L'Ouest-Eclair*, devenu *l'Ouest-France* sans souffrance, ne pourrait pas en dire autant.

C'est un fait que le mouvement « Collaboration » patronné par Abetz n'eut aucune extension dans nos régions. A Rennes il était présidé par un Corse. Une instruction sans cesse renouvelée du P.N.B. faisait interdiction formelle aux membres du parti d'entrer dans des groupes de la collaboration franco-allemande ou de servir dans une organisation allemande. Ce ne fut pas la moindre source de friction entre les Delaporte et les autorités d'occupation. Pas un seul Breton ne profita jamais d'une invitation aux agapes de la rue de Lille, dont l'ambassade pourtant était prodigue. Nous étions tenus dans les milieux officiels, entichés de la France, comme indésirables. Les seuls « collaborateurs » qu'il y eut en Bretagne furent des volontaires qui participèrent à la guerre civile européenne dans l'unique camp dont la Bretagne pouvait attendre une mesure de justice à son égard. Ils méritent un autre nom.

Les nationalistes bretons et les collaborateurs français formaient en Bretagne des milieux sans contact entre eux et souvent hostiles. Ils se rencontrèrent pour la première fois dans les camps d'internement et les prisons.

L'orgie du sang.

Après une période d'accalmie, la vague d'assassinats reprit de plus belle avec le printemps 1944. Mais il serait faux de croire que le mouvement breton fut particulièrement visé. Il semble au contraire que le choix des victimes ait surtout répondu à des considérations locales. Car si des militants bretons de base, comme Christian Le Part ou Paul Gaïc, furent tués⁴,

4. C. Le Part fut abattu à coups de revolver par un cycliste qui l'attendait devant sa porte et que nous avons retrouvé précédemment. —

leurs chefs ne furent l'objet d'aucune tentative de meurtre. L'enquête faite au sujet de l'assassinat de Jean-Marie Perrot semble bien avoir établi que la décision en a été prise à l'échelon local. De même est-il permis de mettre en doute que le motif donné de l'assassinat du barde Auguste Boscher soit le vrai. Il aurait été condamné à mort pour avoir assisté au banquet offert au marquis de l'Estourbeillon à Rennes à l'occasion de son jubilé. Son rôle s'était borné ce jour-là à enfoncer sa serviette dans son col et à faire honneur au gigot. On ne tue pas un homme pour ça même chez les F.T.P. Son frère, âgé de soixante-trois ans, fut assassiné ensuite, pour avoir enfreint la défense que le maquis lui avait faite d'assister aux obsèques. Je ne crois pas non plus qu'on tue quelqu'un en Bretagne parce qu'il a suivi un corbillard. Si une manifestation de fidélité bretonne avait suffi pour entraîner une « exécution », les morts auraient dû se compter par milliers. Dans le mouvement entier, il n'y en a eu que 33⁵. C'est relativement peu, si l'on songe que le nombre des exécutions sommaires soi-disant pour motif politique, recensées par le ministre de l'Intérieur Brune, s'élève à 405 pour le Finistère, plus de 300 dans les Côtes-du-Nord, et à plus de 200 dans le Morbihan. Et cette statistique ne tient pas compte des exécutions précédées d'un jugement par un tribunal régulier ou improvisé ! Cela fait de 900 à 1 000 prétendus « collaborateurs » éliminés dans trois départements bretons, probablement bien davantage. Or si l'on réfléchit que le P.N.B. comptait à lui seul plus d'adhérents que tous les groupements collaborationnistes réunis on est bien forcé de penser que l'immense majorité des victimes ont fait l'objet de crimes de droit commun maquillés en exécutions patriotiques. Il suffit de comparer l'Ille-et-Vilaine et la Loire-Inférieure, où le banditisme pur a été beaucoup moins fréquent qu'en Basse-Bretagne. Les exécutions « patriotiques » y ont été aussi beaucoup moins nombreuses. On en a recensé seulement 10 pour le pays nantais.

Il ne faut pas mésestimer la montée en surface, à l'occasion du chaos, des bas-fonds que la révolution « trouve toujours patriotes ». Le massacre affreux de la famille Le Mintier et de leur amie Mme du Guerny ne s'explique que de cette

P. Gaïc fut assassiné sur la route, alors qu'il allait, comme d'habitude, vendre l'*H.B.* à la criée.

5. Voir Appendices.

manière-là. On a vu des gens qui n'avaient jamais parlé à un Allemand en quatre ans, ni lu un seul numéro d'un journal autonomiste et qui étaient entourés de l'estime générale, des résistants comme des autres, abattus sans explication sur le pas de leur porte⁶. Les cas furent nombreux et connus de tous. On est donc forcé de conclure avec M. Guieysse :

« Ce n'est pas le fait d'avoir gagné de l'argent, beaucoup d'argent avec les Allemands qui est punissable. Il ne s'agit pas de savoir pourquoi tel ou tel n'a pas pris le maquis, même si l'on n'a rien d'autre à lui reprocher, mais si sa présence dans le pays est contraire aux intérêts ou aux opinions politiques des dirigeants du réseau local de résistance. C'est sur ces bases, dans l'ensemble, que commence l'épuration... »

...légale, car les exécutions sommaires l'ont précédée. Le désordre public, et surtout la carence de la gendarmerie, ont permis aux désirs inavoués de se faire jour. Ce fut pour certains l'occasion rêvée de s'emparer des biens ou de la femme du prochain. Et pour qu'il y ait des condamnés, il fallait bien qu'il y eût des coupables. Quand ils manquaient on les fabriquait. « Aujourd'hui, remarquait Eugène Delahaye, qui n'était pas notre ami, un homme peut être arrêté par n'importe qui, pour n'importe quoi, n'importe comment et n'importe où⁷ ».

6. Ils sont si nombreux que l'établissement d'une liste complète demanderait une enquête longue et difficile, car encore aujourd'hui les témoins hésitent à parler.

7. Un tableau du banditisme en Bretagne, dès l'automne 1943, sortirait des limites de cet ouvrage et de notre sujet. Il n'est cependant pas superflu d'en donner un aperçu en citant quelques exemples. Dans la presse du 28.11.43, nous relevons entre autres : *Hennebont* — 3 hommes masqués volent 40 000 F au moulin de Polvern, non sans avoir essayé de brûler vifs les meuniers. Ils ne comprenaient que le français ; *Plouharnel* — le tabernacle a été fracturé et les Saintes Espèces volées avec les vases précieux ; *Landaul* — M. Louis Le Falher, cultivateur à Kervrod, qui avait été requis pour garder la voie, a été blessé par un coup de feu parti d'un train. Dans celle du 5.12.43, entre autres : *La Feuillée* — M. Thos, cultivateur, a été assassiné par un individu qui s'est présenté chez lui alors qu'il était à table. Ce brigand ne semblait pas être breton ; *Izinzac, Ploumagoar, Saint-Hermin, La Forêt* — Mairies mises à sac ; *Kerjourn, Glomel, Plérin, Brélévénez* — Pillages de fermes avec violences ; *Audierne, Pont-Croix* — Pillages de maisons de commerce. Les malfaiteurs ne semblaient pas Bretons. Le 30.4.44 : 3 attentats contre des

Mais, à mesure que les autorités gaullistes prirent la répression en main, il devint nécessaire pour le prestige de la justice de justifier les inculpations fantaisistes ou mensongères par des prétextes légaux. Ce n'était pas toujours facile. Il n'y eut guère de relaxes, mais beaucoup de condamnations relativement bénignes, surtout après que les esprits se fussent un peu calmés.

Mais ce fut aussi le moment où les nationalistes bretons furent systématiquement débusqués et poursuivis. L'indignation et la réprobation populaire à leur sujet furent un fait, mais il n'eut rien de spontané. On se souvient comment chaque procès fut assaisonné de commentaires perfides destinés à déconsidérer à jamais cette catégorie d'hommes qui ne voulaient plus être des Bretons couchants.

nombreux pillages de fermes, dont douze autour de Goven, 1 meunier assassiné pendant son sommeil, une réfugiée abattue à coups de revolver (son mari se pend de désespoir), 1 pillage de magasin d'habillement, 1 domicile dévalisé...

Les résistants honnêtes réagissent contre ce banditisme qui cause de regrettables confusions. C'est sur leur intervention que la terrible bande de Pénuésic, qui terrorisait la région de Questembert depuis des mois, fut mise hors d'état de nuire. Les paysans, ne pouvant compter sur la gendarmerie, se défendaient eux-mêmes. A Caudan, ils réussissent à cerner une bande, blessent plusieurs bandits et arrêtent les autres. A Talensac, Gaston Jehannin, du P.N.B., forme une milice de 600 volontaires, auxquels tant les Allemands que la Préfecture refusent armes et reconnaissance. A la Libération, il paiera son initiative de sa vie. Il avait commis l'erreur de proposer pour la troupe en projet le nom de « Milice Bretonne ».

LA PASSION DES BRETONS

L'état-major du P.N.B. ne se faisait aucune illusion sur l'espèce de justice qui serait appliquée aux nationalistes bretons et se réfugia au dernier moment dans la clandestinité. S'il a envoyé en temps voulu des instructions aux adhérents, il n'en est pas resté trace. Le fait est que dans leur quasi-unanimité, ceux-ci sont restés chez eux, rassurés par l'attitude neutre de la Résistance à leur égard. Seuls, dans les premières semaines, les dénonciateurs connus ou les filles faciles furent malmenés et arrêtés.

Une rafle monstre.

« Mais c'est surtout à partir du milieu de septembre, dit Yann Fouéré¹, qui, fort de la légitimité de sa position politique, n'avait pas quitté son domicile, que se multiplient les arrestations de membres du mouvement breton. Leur courbe de fréquence ne fait que s'accroître pour atteindre son maximum au mois de novembre 1944, avec la rafle monstre organisée spécialement contre eux par le général Allard et le commissaire pour quatre départements bretons, Le Gorgeu². Autre fait également symptomatique : alors que les arrestations de militants bretons sont nombreuses dans les quatre départements qui dépen-

1. *La Bretagne Ecartelée*, op. cit., p. 109 et suivantes.

2. Ses sentiments anti-bretons étaient bien connus, depuis qu'il avait interdit le Congrès Celtique de 1933 dans Brest, dont il était maire.

dent de Rennes, elles n'affectent presque pas les militants de la Loire-Inférieure, qui dépend du Commissariat de la République d'Angers. »

Le Finistère prit de l'avance, sous l'impulsion de F. Gourvil, secrétaire du Comité d'Épuration, dont la qualité d'ancien secrétaire de la section de Morlaix de *Breiz Atao* stimulait le zèle, et du libraire S. Le Goaziou, un vieil ennemi, en se déchainant contre tous les suspects de sentiment breton dès la mi-août, du plus pâle folkloriste au plus farouche activiste, en passant par le sonneur de biniou. La justice, très occupée à monter les chefs d'accusation, laissait faire. Les lieux d'internement se remplissaient à Saint-Pabu, Lannilis, Pont-de-Buis, Morlaix (rue Ange de Guernissac), Saint-Charles (Kerfeuteun-Quimper), Douarnenez, Quimperlé, comme n'allaient pas tarder à l'être plus loin ceux de Châteaubriant, Sarzeau, Iffiniac, Marguerite (Rennes) et aussi les prisons du Bouguen à Brest, Mesgloaguen à Quimper, et celles de Saint-Brieuc, Rennes et Vannes.

La plupart des détenus sans mandat étaient concentrés à Saint-Charles, où leur nombre allait atteindre 800³. Le préfet du Finistère, pour faciliter l'opération, avait établi des mandats d'amener à la ronéo, qui étaient distribués en blanc. C'est ainsi que des membres des forces armées en campagne furent arrêtés dans les Ardennes et ramenés à Quimper.

Bien que moins de 10 % des effectifs de Saint-Charles puisse être considéré comme « collaborateurs » véritables, le préfet refusa de transformer la prison improvisée en camp d'internement. C'était un moyen détourné d'interdire la correspondance, les livres et le minimum réglementaire de commodités hygiéniques.

Comme, depuis la libération, la presse était devenue départementale, les campagnes d'excitation furent très faciles. La foule, où certains éléments troubles donnaient le ton comme partout, criait haro sur les malheureux qu'on débarquait aux portes des lieux de détention.

En novembre, le général Allard et le commissaire Le Gorgeu décidèrent une rafle générale de tous les tenants de l'idée bretonne qui avaient échappé jusque-là aux arrestations. Ne dispo-

3. Chiffre fatidique : c'était également le nombre approximatif des membres de *Sao-Breiz*, l'amicale bretonne des F.F.L., mais pour 5 départements.

sant pas des fichiers du P.N.B. qui avaient été détruits, ils se rabattirent sur les dossiers des opérations de police contre *Breiz Atao* entre 1932 et 1939. Le journal officiel du Commissariat se mit à publier des listes de centaines de suspects contre lesquels étaient lancés des mandats d'internement. Beaucoup des adresses ayant changé, un bon nombre de personnes ainsi averties eurent le temps de se mettre à l'abri. D'autres furent arrêtées qui n'avaient eu depuis longtemps aucun rapport avec le mouvement, et parmi lesquelles se trouvaient des résistants éprouvés, des F.F.I. et une trentaine de prêtres, dont l'un fut extrait du confessionnal pour se voir passer les menottes. Des mandats d'arrêt avaient été lancés contre le grammairien François Vallée, un octogénaire infirme qui ne s'était pas levé de son lit depuis quatre ans et contre le collaborateur de Delaporte, le chef d'escadron Thomas, qui avait été fusillé par les Allemands à Broons le 3 août précédent. C'est au cours du même ratissage que fut empoigné Collet, le chef... de la prison Saint-Charles, sous prétexte que le numéro de sa voiture avait été relevé avant la guerre pendant qu'elle stationnait rue du Vau-Saint-Germain, à proximité des bureaux de *Breiz Atao*, dont il n'avait jamais été membre. Mais c'était une bonne occasion de retirer de la circulation un fonctionnaire qui avait protégé les détenus dont il avait la garde contre les abus de pouvoir des inspecteurs de la P.J. de Rennes.

Parmi les victimes de la rafle monstre, il y avait des régionalistes comme Yann Fouéré, directeur du quotidien *la Bretagne*, l'architecte James Bouillé, président du *Bleun-Brug* et l'un des pionniers de la renaissance architecturale bretonne, Jaffrenou-Taldir, Grand Druide du Corsez des bardes et chevalier de la Légion d'Honneur, André Dézarrois, membre d'un réseau de la Résistance et conservateur des musées nationaux, Hervé de Guébriant, ancien maire de Saint-Pol et président des coopératives agricoles, Marguerite Gourlaouen, directrice d'un cours de breton par correspondance. Leur crime commun était d'avoir manifesté des sentiments bretons.

Les retours d'Allemagne.

Pour les Bretons réfugiés en Allemagne, commençait un long chemin de croix. La famille Guieysse, ramenée en camion en France, dut passer par un poste de contrôle F.F.I. à Kiel. Leurs gardiens furent étonnés de les voir rire. Un grand calicot

annonçait : « Ici commence le pays de la liberté. » De camps en camps, où régnaient la famine soigneusement entretenue et le régime du passage à tabac quotidien de ces « internés administratifs » dont aucun n'était encore inculpé, où ils côtoyaient des malheureux rendus infirmes pour la vie par suite des tortures endurées lors des interrogatoires, ils furent dirigés sur le camp de Schirmeck, « pour y être fusillés⁴ ». C'est là qu'ils apprirent la fin atroce de Jos Youinou, le beau-frère de Debauvais, grand mutilé de 1940. Il était roué de coups chaque jour, mais ses tortionnaires ne pouvaient pas obtenir de lui d'autre déclaration que : « Je suis breton. » Il était couvert de plaies, mais sa sérénité faisait l'admiration des autres internés. Un matin il fut appelé pour la séance quotidienne de coups. On entendit un cri, puis un coup de feu. Il ne reparut jamais.

Les Guieysse furent transférés à Rennes en octobre.

Les gâs de la Formation Perrot subirent des fortunes diverses. Ceux qui restèrent en Allemagne reçurent de la population une « couverture » imperméable. Certains y ont refait leur vie. Parmi ceux qui rentrèrent en France avec de faux papiers, rares furent ceux qui furent démasqués, mais ils devaient l'être souvent par la suite, heureusement, pour certains, lorsque la folie des premiers mois était calmée. Tout un groupe réussit à passer en Irlande, avec des passeports français obtenus par l'organisation de transit des Bretons qui fonctionnait comme une horloge à Paris.

Plusieurs parvinrent jusqu'à la maison paternelle. Le Boëdec, craignant d'avoir été reconnu par un gendarme à quelques pas de chez lui, fit demi-tour et alla travailler en Beauce, jusqu'à ce que l'intérêt manifesté par la maréchaussée pour ce valet de ferme pas causant le mit en route pour l'Espagne, puis l'Argentine où il me retrouva.

Jean-Marie Hascoët choisit la nuit pour rentrer chez sa mère à Plonéour-Lanvern. Mais, alertés, les gendarmes lui avaient tendu une embuscade le 12 décembre, où il tomba. Plus chanceux fut Goulven Jacq, qui passa plusieurs mois tranquille à Plougastel, avant de se décider à prendre le large pour le Brésil

4. Cette menace pouvait être prise au sérieux. Le colonel Coutan, de Nantes, qui commandait un régiment dans la région, m'a raconté qu'il était plusieurs fois intervenu pour empêcher ses subordonnés de fusiller séance tenante les rapatriés qui avaient appartenu au mouvement breton.

où il vit toujours. Auguste Ménard eut la même chance. Il est aussi au Brésil, séparé par quelques milliers de kilomètres du premier.

Les irréductibles en fin de course.

Le magnifique Léon Jasson, qui ne pouvait pas se résoudre à la défaite et qui avait combattu à Bastogne dans une division S.S., avait réussi à se mettre en civil dans une ferme de Lauterbach en Hesse. Il est dénoncé par un prisonnier français aux Américains, qui l'emmènent avec accompagnement de coups de crosse. Il a monté une fable solide qui tient bon quand il est interrogé par la sûreté à Châlons. Sur ces entrefaites, il fait la connaissance d'un officier américano-irlandais, auquel il raconte son histoire et qui par solidarité celtique décide de le faire s'évader. Malheureusement l'officier est muté et Jasson doit prendre la route de Versailles où la S.T. lui montre la liste complète des membres de la Formation avec tous les détails. Il découvre qu'il y a eu des traîtres⁵ et quand il arrive à la prison de Vannes, réclamé par le parquet, il refuse le plan d'évasion que lui proposent ses amis restés en liberté dans la ville. Dans une lettre écrite à sa mère, il a dit ses raisons :

« J'en étais venu à penser clairement que c'était pour moi une nécessité que de me présenter devant la justice, afin de racheter par mon attitude les fautes des lâches, des faibles et des renégats. Je l'ai décidé sans regret, après avoir mûrement réfléchi. »

Il s'est dit peu de choses du groupe de Guy. Nous avons laissé Patrick à Ancenis, après qu'il eut faussé compagnie aux F.F.I. trop curieux... pour être arrêté comme suspect par les Allemands en retraite sur la rive gauche de la Loire, qui l'emmènent pour le passer par les armes. Mais le dieu des agents

5. J'ai parlé à fond de cette affaire avec un des « traîtres » présumés. Il m'a dit n'avoir parlé qu'après avoir découvert, étant détenu à Remiremont, que l'officier américain qui l'interrogeait, possédait une documentation complète sur la Formation. Son opinion est que la fuite remontait au temps de Rennes, quand un de ses camarades, Louis Guervennou, avait pour maîtresse une femme appartenant à un réseau américain, sans parler des papiers laissés rue Lesage, où l'incendie ne s'était pas développé comme prévu.

secrets veut que l'escouade croise deux membres du S.D. de Nantes qui sont au courant, trouvent la farce colossale et le délivrent. Patrick décline l'offre qu'ils lui font de le ramener à Paris et, comme si de rien n'était, remonte à Ancenis, dans le but d'évacuer de l'appartement de son amie le compromettant matériel qu'il y a laissé. Ce scrupule chevaleresque le ramène dans la gueule du loup. Reconnu comme ayant été vu parler la veille à des Allemands au restaurant, il entre dans la filière des transferts, des interrogatoires successifs, des chantages à la souffrance ou à la peur. Les F.F.I. le « montent » à Rennes.

« Nous arrivons à Châteaubriant. Arrêt dans une grande rue devant un bâtiment d'apparence administrative. Il y a du monde sur la voie publique. Ça badaude. Les types me mettent dos au mur, face au peuple : « Voilà un salopard ! Il a vendu et fait fusiller des patriotes... C'est un espion ! » et là-dessus les F.F.I. entrent dans la baraque, me laissant avec les bras liés derrière le dos devant cette foule houleuse. Alors avant que dans cette masse anonyme ne se distingue un meneur qui fasse exploser la dynamite en puissance... je prends la parole. A vrai dire, il m'est impossible de me souvenir des âneries que je leur ai sorties. Ce qui est sûr c'est que je leur ai fait du mélo, tocard à souhait. Et le dialogue s'est établi entre eux et moi : « ... Vos martyrs, c'est les Parisiens qui les ont désignés... Je suis breton, nationaliste breton... c'est les gâs de chez nous, seuls, qui sont intervenus pour tenter de sauver ces hommes... » Là j'étais dans la seconde partie de ce qu'aujourd'hui on appellerait ma conférence de presse. Discours solide, épais à planter la cuiller. Les hommes comprenaient, les femmes commençaient à pleurer. Je voyais le coup où j'allais pouvoir me barrer, car entre-temps, j'avais réussi à faire passer mes mains liées par devant moi... pas encore rhumatisant... Hélas, les types reviennent et, stupéfaits du tableau, se mettent à hurler : « Alors quoi ? Vous êtes complètement fous ! On vous le donne et vous n'êtes même pas capables de lui casser la gueule... Vous vous faites avoir... C'est un individu dangereux... Vous inquiétez pas... puisque vous n'en voulez pas, nous, on va s'en occuper ! »

Rentré dans la baraque, j'ai droit à ma première danse. Au début, ça fait très mal, après ça se supporte... »

Les péripéties de l'enquête le font voyager. Réclamé à Londres par les Anglais, il y passe la fin de l'été. Avant son départ, par une délicate attention, les Anglais mettent Guy dans sa cellule, car lui aussi avait été réclamé par eux. Les deux amis se racontent leurs aventures. Guy avait erré tout l'été, pour finalement être arrêté à Sens, où un agent anglais l'avait suivi. Fin octobre, ils se revoient au fort de Charenton. Puis Guy part au Cherche-Midi et Patrick descend à Rennes, où, au début février 1945, il est condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Paris forêt vierge.

Paris fut la forêt vierge où se cachèrent sans beaucoup de peine une foule de contumaces, tel Hellico qui porte gaillardement sa condamnation à mort, et, au moment propice, quitte un sol brûlant pour aller faire les foins au Pays de Galles en qualité d'ouvrier agricole. Il est aujourd'hui docte professeur en Angleterre, dans un collège chic. Tel Eugène Guellec, ancien collaborateur de mon cabinet d'architecte à Quimper, redevenu sous un nom d'emprunt le dessinateur de sa jeunesse, modeste mais vivant. Succédant au monde clandestin de la Résistance, c'est maintenant l'*underworld* des « collabos » qui tend son réseau protecteur sur les nouveaux réprouvés. On s'y aide, s'y entraidait, s'y avertit ; des apôtres infatigables comme Glémarec, l'ancien collaborateur de *Stur*, maintiennent la flamme ardente. Les Bretons fraternisent avec les Flamands évadés de Belgique, les Basques enfuis d'Espagne et les Alsaciens qui ne savent plus où se fourrer, de préférence aux Français restés souvent envers et contre tout « patriotards » et jacobins.

La répression a sévi aussi contre les Bretons de Paris. Mais les mots d'ordre donnés à Rennes d'écraser par tous les moyens le mouvement breton y sont inconnus. Aussi tout se passe assez bien. Guillou, le chef P.N.B.-Delaporte, ensuite P.N.B.-Lainé, reste deux jours au Comité d'Épuration du VI^e, deux jours au commissariat du XV^e, quinze jours à la Santé, entre à Fresnes comme prévenu et en sort libéré en avril. En Bretagne il aurait été condamné à vingt ans minimum. Il passe en juillet en Chambre Civique, produit un témoignage vibrant de Creston qui a extorqué une lettre à Cachin, bon vieux Paimpolais. Acquitté. On croit rêver. Mais le Comité d'Épuration de son administration veille : il est congédié et doit aller chercher son pain en Lorraine. *Ker-Vreiz*, la maison des Bretons, pendant

ce temps-là a été occupée par Jaffrès, le maire adjoint du XIV^e, chef des Bretons Emancipés, d'obédience communiste. Les légittimes propriétaires réussissent à lui faire lâcher prise.

Le montage de la machine à condamner.

Un appareil judiciaire *ad hoc* avait été préparé dès l'été 1943 par des réunions clandestines d'avocats et de magistrats au Palais de Justice de Paris, dont M. de Menthon avait été informé avant son départ pour l'Afrique du Nord. Nommé commissaire à la Justice par de Gaulle, il avait élaboré l'ordonnance du 26 juin 1944, réprimant les faits de collaboration et l'ordonnance relative aux Français qui, sans avoir commis d'actes positifs en faveur de l'ennemi, s'étaient signalés par un comportement « incompatible avec le devoir national ». En vertu de la première ordonnance, furent instituées les Cours de Justice pour les cas relevant des articles 75 et suivants du Code pénal, modifiés par décret du 29 juillet 1939. Il était spécifié que le jugement des inculpés devait être confié « à des patriotes incontestés », c'est-à-dire soumis au jugement des passions et non de la justice. Précision à laquelle M. Jacques Duclos devait donner tout son sens, en recommandant aux jurés communistes — qui formèrent généralement la majorité des jurys — de « juger avec haine ». Tous les excès de la répression étaient en puissance dans ces dispositions, en contradiction aussi bien avec les principes éternels du droit qu'avec la tradition française.

L'arsenal des peines prévues : la mort, les travaux forcés à perpétuité ou à temps, la prison, l'indignité nationale et l'interdiction de séjour combinées qui privaient un homme de ses moyens d'existence, étaient destinés à éliminer pour toujours toute une tranche de la population française et chez nous, en bloc, le mouvement breton. Et comme si cela ne suffisait pas, il surgit dans toutes les administrations publiques et souvent privées des « comités d'épuration » qui, dans le cas où le collègue suspect aurait été acquitté, votaient son exclusion sans indemnité ni pension. Les ordonnances suivantes des 26 août et 26 décembre 1944 codifièrent les Chambres Civiques, instituant coupables jusqu'aux participants de manifestations artistiques ou sympathisants de doctrines « totalitaires », au nombre desquelles naturellement personne n'aurait eu le mauvais goût de compter le stalinisme.

Une aggravation fut encore apportée au système par la

manière dont il fut appliqué. Ces tribunaux d'exception méritèrent leur nom, car leurs procédés furent exceptionnels. Toute plainte était fondée par principe, même s'il s'agissait d'une dénonciation calomnieuse. Les confrontations réclamées par les accusés furent souvent refusées si elles risquaient de confondre l'accusation. C'est à l'accusé de prouver son innocence, si on lui en laisse les moyens. Le doute, qui en droit est au bénéfice de l'accusé, devient ici une preuve à charge. Nous avons vu à quelle sorte de jury appartenait le dernier mot.

Il était fatal qu'un tel système n'étant qu'une machine à tuer, les accusés cherchent à lui échapper par tous les moyens, puisqu'une défense classique ne pouvait s'exercer sans les garanties qui assurent son fonctionnement. D'où les « trucs » divers pour échapper au piège ou, dans le cas des inculpés qui ont fait d'avance le sacrifice de leur vie, le ton de provocation de leurs déclarations.

Une thèse qui s'effondre.

Les accusations sont quelquefois fondées, elles sont le plus souvent puisées dans des dénonciations calomnieuses ou parfaitement fantaisistes. André Geffroy-Ferrand est accusé d'avoir été le tortionnaire et l'exécuteur de trois « Français » dans la prison de Redon où il n'a jamais mis les pieds. Pierre Le Meur, ancien chef cantonal du P.N.B., est accusé d'avoir été employé à la Gestapo d'Angers dans le même temps où il était fonctionnaire à Nantes et d'avoir parcouru la Bretagne en auto accompagné d'une femme pour faire du recrutement pour la *Wehrmacht*, accusations tellement imbéciles qu'elles furent abandonnées faute de témoins à charge. Mais Le Meur n'en fut pas moins condamné à dix ans d'interdiction de séjour et à la confiscation de la moitié de ses biens. Il dut s'expatrier. Quant à Geffroy, le moins qu'on pouvait faire était de le fusiller.

Le fait d'avoir toujours été un régionaliste loyal n'exonéra pas Jacques Guillemot, principal actionnaire de la *Bretagne*.

« S'il est vrai que les dirigeants de la *Bretagne*, dit le *Télégramme* du 22-2-1946, se sont servis du mot « régionalisme » pour camoufler leurs criminelles tentatives pour séparer moralement, pendant l'occupation, les Bretons des Français... »

Les attendus du jugement de Yann Fouéré, le 29-3-1946,

vont plus loin et font du crime de bretonisme un crime de lèse-France :

« Il n'est pas question, dit Orvain, accusateur, de faire le procès du régionalisme... il s'agit d'une machination ourdie contre la France et qui devait permettre la réalisation des projets de l'ennemi... »

« Contre la France et ses alliés » précisent les attendus du jugement qui condamne Fouéré par contumace aux travaux forcés à perpétuité.

C'est la thèse officielle, mais elle est souvent impuissante à contenir le parti pris anti-breton qui la déborde.

Le réquisitoire de M. de la Landelle contre Roger Larboulette, de Pontivy, l'accuse d'intelligence avec l'ennemi, mais aussi de séparatisme breton. Les deux motifs sont également valables pour réclamer la peine de mort. Le capitaine Jean Marty, ex-membre du *Kuzul*, détenu en 1948 comme l'un des sept officiers de carrière attachés au service technique du maintien de l'ordre de Darnand en 1942, est inculpé « d'avoir essayé de monter un mouvement autonomiste breton ». Des sept, il est le seul condamné.

Mais quand vient enfin le train de procès des chefs du mouvement, toujours reporté à plus tard, parce qu'il est gênant d'évoquer la question bretonne, il deviendra impossible à l'accusation d'identifier une activité politique, vieille de vingt ans au moment de la déclaration de guerre, avec la trahison pure et simple. L'acte d'accusation et les attendus du jugement de M. Guieysse et des chefs des successifs P.N.B., mis pour la circonstance dans le même sac, font état de toute l'action de *Breiz Atao*, bien antérieure à l'occupation, pour étayer les condamnations à mort et aux travaux forcés⁶.

Contre les membres des groupes de contre-espionnage, de l'anti-terrorisme et de la F.P. ont été retenus des actes de guerre assimilés à des crimes de droit commun. Nous ne les examinerons pas plus ici que nous ne rappellerons ceux du maquis, cet ouvrage n'étant pas une chronique des opérations militaires. Du point de vue nationaliste breton, la conduite de ces garçons, si l'on est en droit d'estimer qu'elle a été imprudente ou

6. Procès du 18 juin 1946 à la Cour de Justice de Rennes, président Chotard.

inopportune, n'en est pas moins inattaquable⁷. Mais le gouvernement ne pouvait pas les traiter en prisonniers de guerre, leur véritable qualité, sans reconnaître en même temps la qualité de nation belligérante à la Bretagne, ce qui réglait la question. Mais il pouvait faire preuve d'esprit politique, au lieu de chercher à réprimer cruellement une aspiration essentiellement noble et désintéressée. C'est lui qui a creusé un fossé entre la Bretagne et la France qu'il sera difficile de combler, si nécessairement il devra l'être.

L'accusation de sévices contre des prisonniers, qui fut copieusement exploitée pour exciter le ressentiment public, se produisait au moment même où les prisonniers du mouvement breton étaient l'objet des mauvais traitements dans les camps et prisons françaises et soumis à la torture au cours des interrogatoires, pour leur faire avouer leurs « crimes » ou dénoncer leurs camarades. Elle est irrecevable pour ce simple motif.

Quant aux horreurs que chaque camp peut reprocher à l'autre, elles seront considérées par l'histoire impartiale comme les sordides bavures de toutes les guerres civiles, quel que soit le ciel sous lequel elles se déroulent et elles seront oubliées, parce que tout le monde le désire et personne n'en tire gloire.

« Trucs » contre « Trucs ».

On se défendait comme on pouvait. L'essentiel était d'échapper à l'abattoir. Le plus simple était de nier tout en bloc. C'est la tactique de la plupart des accusés qui ont pris part à des

7. Certaines opérations, conduites notamment par les Bretons du Kommando de Landerneau, n'ont jamais été évoquées, parce qu'elles auraient pu leur mériter des félicitations. André Geoffroy m'écrivit : « Les opérations dont on a inculpé certains d'entre nous n'étaient pas dirigées contre le maquis digne du nom, mais contre le maquis très spécial des pilliers de fermes, contre lequel le vrai maquis n'entreprenait aucune répression, à ma connaissance, dans la région du Faou, de Rosnoen et de la montagne d'Arrez. Notamment à Serignac où j'avais tranquillement désarmé et ramené à de meilleurs sentiments un de ces bandits qui, armé d'un fusil anglais, nous tenait en joue, Schaad, Horch et moi. On n'a jamais relevé cet aspect de l'activité des « agents de l'ennemi » qui risquaient leur peau pour protéger nos paysans laborieux. C'est ainsi que ce jour-là, nous avons découvert un stock d'armes « couché dans le foin » de la ferme voisine. Ayant lâché illico un pigeon voyageur, nous avons reçu le renfort qui nous a permis de raler tout le lot de pillards aux abords d'un château des parages. Le général des paras Ramcké, sur rapport verbal de mes compagnons, me félicita de « mon extraordinaire sang-froid ».

opérations. L'un gardait les voitures, l'autre n'a fait que regarder. Pol Le Reste a trouvé une formule : il accompagnait la recherche des meurtriers de Jean-Marie Perrot « à titre symbolique » : quinze ans de travaux forcés.

Roparz Hémon, à qui ont met ses écrits sous le nez, et que le traducteur officiel, l'abbé F. Falchun, ne dément pas, fait un distinguo entre « francisants » qu'il réprouvait et « Français » dont il ne s'est pas occupé : dix ans d'indignité. Jaffrennou, qui eut son heure de gloire comme intrépide réveilleur de la race celte, se présente bardé de décorations dont la Croix. Le président Chauvin l'accuse de s'être montré germanophile. « C'est faux, je suis aujourd'hui plus anglophile que jamais ! » Il nie avoir été nationaliste breton, quand on lui montre un article de l'*H.B.* où il a écrit que le régionalisme était périmé et que tous les Bretons devraient être nationalistes. On lui prouve, pièces en main, son activité contre la résistance dans son canton, ayant entraîné les arrestations de Gourvil et Le Goaziou. Il nie et crie à la mystification. Il amène un témoin, son copain le barde Fournis, qui confirme ses sentiments anglophiles et anti-autonomistes. Il s'en tire à bon compte : 5 ans de prison.

Certaines dénégations n'ont eu d'effet que parce que les juges ignoraient tout des inculpés. Alan Louarn, un des premiers du *Kadervenn*, se défend d'être séparatiste. A l'en croire il est bon Français. Il doit en rire encore, car il a pu s'en sortir avec un petit bain d'indignité. L'ingénieur Georges Floc'h, vieux collaborateur de *Breiz Atao*, dit par la bouche de M^r Le Coz, lui aussi vieil adhérent, que son appartenance au P.N.B. était une couverture de ses convictions communistes. Il est sauvé : indignité à vie. Le chanoine Grill, complice de Yeun ar Gov, cet écrivain bretonnant farouche, intractable, irréductible, vient à la barre affirmer qu'il est un Français intégral et qu'il a rendu des services à la résistance. On lui retire quand même son étude de notaire, mais on la lui rend six mois plus tard. Lomic Guéguen, de l'équipe quimpéroise de *Breiz Atao*, a été vu fréquenter la rue du Port, qui était à Vannes le siège de l'Abwehr. Il vient, en uniforme de la 2^e D.B., pour affirmer qu'il n'eut jamais avec ce bureau que des relations commerciales. Le coup de l'uniforme est jugé trop appuyé et il « écope » 15 ans de travaux. Et si Le Corvaisier, autre vieux pilier, avait hissé la croix gammée sur son moulin, c'était pour obtenir la libération de prisonniers : « J'ai toujours été un excellent Français, ainsi en 1901... » Il s'en tire avec 5 ans de réclusion.

Le double jeu est payant. Le Dr Hervé Delaporte, chef départemental du P.N.B., évite la Cour pour avoir soigné les maquisards : indignité à vie. Son confrère Dorval, qui était séparatiste à l'âge de 15 ans, est relevé de la même indignité pour « services rendus à la résistance ». Le professeur J. Darsel, qui fut le fidèle compagnon de la première équipe de *Breiz Atao*, et qu'on a un peu trop vu du côté de la Kommandantur, a su se munir de témoignages qui assurent qu'il a servi de boîte aux lettres et a caché un résistant chez lui : il s'en sort, après avoir offert le coup de blanc aux gâs du jury, avec 20 ans d'indignité et l'interdiction de séjour, qui l'obligera à finir sa carrière en Normandie.

Des gens qui ne sont pas ou ne sont plus de nos amis avouent aussi le double jeu. André Rouault, rédacteur en chef de *la Bretagne*, révèle qu'il avait adhéré au P.C. en 1942 et que par un jeu subtil il avait dressé les uns contre les autres les membres des conseils d'administration des deux journaux de Fouéré. Ici la duplicité et la fourberie sont vertus récompensées : deux ans de prison. M. Arthur, gérant de *l'Ouest-Eclair*, déclare avoir accepté de faire reparaître son journal sur la demande des Allemands, mais pour conserver son gagne-pain au personnel et surtout pour empêcher les autonomistes de mettre la main dessus. C'est tout juste si on ne le remercie pas, quoiqu'il ait fait pendant quatre ans, à raison de 400 000 exemplaires par jour, de la meilleure propagande allemande.

Du prétoire au poteau.

Jasson s'était promis de ne rien faire pour éviter la mort. Il tint parole. Son camarade Bibé, qui comparut le 24 mai 1946 avec lui, se montra de la même trempe. Ils sont accusés d'avoir appartenu à des organisations autonomistes et d'avoir participé à des opérations de la Formation Perrot. Ils ne le nient pas, ils en sont fiers, mais ils mènent la vie dure aux témoins qui défilent pour les accuser de crimes et tortures. Les reporters, malgré leur parti pris de commande, laissent transparaître leur admiration :

« Leur interrogatoire leur permet... de faire étalage d'idées que tous ceux qui furent leurs compagnons renièrent avec ensemble lorsqu'ils se trouvèrent sur le banc où ils sont

eux-mêmes aujourd'hui⁸. L'attitude de ceux-ci a, avouons-le, une autre allure. Ils relèvent comme une insulte le mot « mercenaire » que leur applique le commissaire du gouvernement, et Bibé ira jusqu'à dire : « Même si j'avais eu des torts, je ne le reconnaitrai pas devant l'adversaire. »

A la fin de l'interrogatoire, où ils se défendent d'avoir jamais été des mouchards ou des tortionnaires, lorsque le président Cavellat, qui a dirigé ces débats avec sa maîtrise habituelle, tente de leur faire avouer leurs torts, ils affirment qu'ils ne renient rien de leurs idées et ne regrettent rien de leurs actes. » (*Le Télégramme*, 25-5-1946.)

« Nous avons devant les yeux deux jeunes fanatiques qui nous rappellent étrangement ces premiers nazis au regard inhumain (sic) qui envahirent notre sol en 1940. Ces deux gosses prêtèrent serment de venger la mort de l'abbé Perrot. Ils déclarèrent n'avoir jamais voulu servir les Allemands. Ils croyaient servir la cause de l'autonomisme et furent ensuite pris dans un engrenage où les maintenait leur serment.

Bibé a une attitude extrêmement insolente, celle d'un Breton jugé par des étrangers... Il demande même que son père et sa mère, venus pour essayer de le sauver, ne soient pas entendus. On croirait que ces deux gamins désirent la mort. » (*La République Sociale*, 25-5-1946.) »

Aucunement. Ces deux combattants ne veulent de la pitié de personne, mais leur fierté ne trouve ni échos ni compréhension parmi les hurleurs à la mort qui les entourent. Le jury est là pour détruire des hommes. Il manquera d'autant moins à sa tâche qu'il sent que ceux qui sont devant lui sont d'une valeur exceptionnelle. Jasson est condamné à mort et Bibé aux travaux forcés à perpétuité, à cause de ses dix-huit ans lors des faits incriminés.

Hervé Botros, qu'on a torturé pour le faire avouer et ensuite traîné dans la boue lors de son procès, eut une mort qui fut celle d'un homme ayant une grande âme. Les journaux du 8 novembre 1945 l'ont racontée dans des termes équivalents :

8. L'assertion est fautive, en ce qui concerne les combattants. Ceux-ci ne renièrent jamais leurs idées, ce qu'ils nièrent — souvent par tactique — ce furent des accusations concrètes.

« Arrivé au poteau, il refusa de se laisser bander les yeux, et le sourire aux lèvres se plaça lui-même à l'endroit désigné. Au moment où les soldats le mettaient en joue et l'officier levait son sabre, Botros leva le bras et cria de toutes ses forces : « Breiz Atao ! » L'écho du mont Frugy répétait encore ces deux mots quand retentit la salve. Le traître s'écroula. »

Un témoin a dit qu'il avait crié : « A bas la France ! Vive la Bretagne ! » Son camarade Geffroy-Ferrand, qui avait été longuement torturé à la prison de Rennes, fit tout le chemin jusqu'au champ de tir du boulevard de Verdun en chantant le *Bro Gozh*. Un cas d'extrême fanatisme est celui de Joseph Le Ruyet. Il n'avait pas eu de pitié pour un de ses propres camarades qui faiblissait et se vantait dans sa cellule de condamné à mort, blessé à la jambe et enchaîné, d'avoir inscrit à son tableau plus d'une centaine de patriotes français. Il composait d'harmonieux poèmes quelques heures avant son exécution, qu'il affronta en brave le 5 novembre 1946.

Fusillé à Paris, on sait peu de chose de la mort de Guy Vissault de Coëtlogon. A la fin de son procès où il resta tout le temps ironique et méprisant, il refusa de signer son recours en grâce. Mais un de ses anciens compagnons de Fresnes a raconté qu'il ne cessa d'être insulté et battu par les gardiens.

Les condamnations par contumace le furent toujours au maximum. Yves Loyant, un gamin, eut 20 ans de travaux forcés pour avoir écrit dans *I.H.B.* Au procès du P.N.B. du 19 juin 1946, Mordrel, ex-directeur du P.N.B., Lainé, créateur de la Formation Perrot, Yann Goulet, chef des *Bagadou-Stourm* : peine de mort. Raymond Delaporte, directeur du P.N.B. qui est jugé inoffensif : 20 ans de travaux forcés. Ensuite, son frère Yves, Goanac'h et Bourdon : 10 ans. Pour tout le monde : confiscation des biens et interdiction de séjour. Cette fois, le président Cavellat s'était fait porter malade⁹.

Quatre années plus tard, fut jugée l'affaire de Langoelan. Elle remonte à 1944.

« Le 1^{er} juillet, les Allemands attaquent le maquis de Kergoet. Trois rescapés s'en prennent 15 jours plus tard

⁹. Voir en Appendices la liste des condamnations à mort et des assassinats.

à un fermier des environs qu'ils soupçonnent, à tort, de les avoir vendus.

Ils criblent de balles successivement le père, la mère, la fille, les deux fils. La fiancée de l'aîné, qui était là aussi, est épargnée en vue d'un autre usage. Les brutes la violent successivement à même le sol, parmi les flaques de sang.

Six ans après, le plus jeune des garçons, qui a survécu à ses blessures, a atteint sa majorité. Il réclame justice et se présente en témoin irréfutable.

Facture : 5 ans de travaux forcés et 600 000 F dévalués en dommages et intérêts. »

Deux poids, deux mesures.

Grandes leçons.

Une grande leçon de courage et de probité fut donnée par Marcel Guieysse. C'est encore une fois Orvain qui est commissaire du gouvernement. On l'a choisi parce qu'il revient de Dachau. Le représentant politique du P.N.B. - Lainé expose les principes du nationalisme breton intégral, sans admettre la moindre interprétation qui puisse leur retirer une partie de leur signification. Cette rigueur de conscience patriotique devait rester incomprise du reporter qui ne voit d'autre explication que le désir de l'inculpé « d'être crucifié et de finir en martyr ».

« Car rien ne l'obligeait à réaffirmer solennellement ses idées séparatistes... il sait très bien, quand l'accusation devient plus floue, relever le gant en donnant des précisions qui ne peuvent que l'accabler... Il sait très bien pourquoi la milice Perrot a été fondée, l'auto-défense est un des prétextes, mais surtout « création des cadres pour une force militaire bretonne ». Peu lui importait que ces cadres portent l'uniforme allemand, comme il dit « uniforme étranger, qu'il soit allemand ou français, uniforme pour uniforme... »

Orvain ne demande pas aux jurés d'être impitoyables. Qu'a-t-on à craindre d'un homme âgé et aveugle ? Il se paie l'élégance de penser qu'il est seulement nécessaire de sanctionner l'accusé par une peine d'emprisonnement. Réponse : 5 ans.

Léon Jasson, qui fut un homme auquel le patriotisme avait

inspiré une profonde sagesse, une sagesse qui naît non pas du scepticisme et n'est que fatigue, mais une sagesse qui naît de la révélation intime des plus hautes valeurs de la vie, a laissé avant de mourir des paroles que les jeunes de Bretagne répètent par cœur :

« Nous avons la certitude, nous qui avons subi tous les affronts, nous qui avons soutenu les assauts du doute, nous qui avons souffert dans notre foi nationaliste et qui sommes aujourd'hui devant la mort, nous avons la certitude que nos combats, nos défaites et notre sacrifice ne seront pas vains. Nous avons appris la patience et nous savons que ce qui doit arriver n'arrive qu'à son heure ; mais nous sentons déjà se lever quelque part dans la patrie bretonne une nouvelle génération nationaliste... et c'est le cœur plein d'espoir que nous irons au poteau. »

(Lettre de Jasson à sa mère.)

La publicité internationale faite à l'affaire Geffroy¹⁰ dispense d'en retracer les épisodes bien connus de tous ceux qui s'intéressent à la question de l'épuration en Bretagne. Le fait de garder un homme dans la cellule des condamnés à mort, enchaîné, pendant 618 jours, tandis que sans hâte sont examinés ses recours, est une barbarie dont il est aujourd'hui peu d'exemples dans le monde civilisé. Condamné une première fois aux travaux forcés à perpétuité en 1945, pour « collaboration », puis à mort en 1951 pour avoir soi-disant vendu aux Allemands deux agents anglais cachés sous son toit — fait qui fut reconnu faux et lui valut la commutation de sa peine de mort en celle de 20 ans de travaux forcés —, la révision de son procès lui est refusée. Il est libéré par une grâce présidentielle, mais il reste un condamné pour trahison, lui l'un des plus purs et des plus vaillants patriotes bretons ! Rémy Roure a dit du cas dans *le Figaro* :

« Cette balzacienne histoire apparaît comme la preuve tangible qu'une certaine France, ennemie jurée de la nouvelle Bretagne, et par trop souvent officielle, continue de tous ses efforts à torpiller une saine résolution des problèmes bretons. »

10. Elle a inspiré un livre de Ronan Caerléon, « Au Village des condamnés à mort », Table Ronde, 1970.

Rien qu'en colligeant les notes prises par les condamnés bretons, il y aurait un livre dantesque à écrire sur les camps et les prisons françaises de l'Épuration. J'eus personnellement la chance de ne pas connaître les centrales qui, selon Pierre Daix, sont le nom en France des camps de concentration. Je fus arrêté en Italie dans des circonstances curieuses dont je m'explique dans mon livre « Lumières dans la nuit », que je n'ai pas encore publié et qui est la version française de mes annotations prises au jour le jour en breton au cours de ma détention¹¹. Le reproche a été fait aux chefs du mouvement de s'être mis à l'abri, au lieu de faire face à leurs responsabilités. Le reproche est injustifié. Quant à moi, j'avais échappé à tout danger, quand je me suis présenté volontairement aux autorités anglo-américaines pour tenter une démarche en faveur des nationalistes bretons traqués comme des criminels de guerre. En dépit de ma qualité d'émissaire politique, je fus incarcéré et j'aurais été livré au peloton d'exécution qui m'attendait à Rennes, si le 11 mars 1946, je ne m'étais pas évadé *in extremis* de la prison anglaise de Cinecitta, dans la grande banlieue de Rome.

Les frères celtes interviennent.

Le mouvement breton était connu et apprécié dans les pays celtiques d'Outre-Manche. Certains pionniers de la renaissance bretonne y comptaient de nombreux amis. Cette considération n'est pas entrée en ligne de compte tandis que pleuvaient les condamnations sur leurs têtes. Il était inévitable que cette répression démesurée provoque en Galles et en Irlande principalement un large mouvement d'indignation et d'apitoiement. Un accueil généreux fut fait aux nationalistes bretons ayant réussi à s'y réfugier. Grâce à eux, et en particulier à Yann Fouéré, les peuples de la Grande-Bretagne commencèrent à savoir ce qui était en cours dans la « petite ». Pour mettre fin à ces divulgations, le gouvernement français réclama à Londres que Fouéré lui soit livré. Arrêté chez lui, en Galles, l'homme dangereux fut dirigé sous bonne garde à Folkestone pour y être embarqué. Une intervention éclair des députés gallois au Home Office stoppa l'opération par un télégramme remis à l'échelle

11. En breton *An noz o skedi*, publié en deux livraisons par *la Bretagne Réelle*, op. cit.

de coupée. Mais Fouéré fut expulsé et dut aller en Irlande, où il réside encore¹².

L'ambassade de France multipliait trop les dénégations pour que l'opinion galloise soit rassurée. Il se forma un comité d'enquête qui envoya en France une commission, composée des plus hautes autorités intellectuelles et morales du pays, sous la présidence de W.J. Gruffydd, professeur à l'Université de Cardiff, qu'il représentait aux Communes. Quoique le gouvernement français ait tenté de canaliser l'enquête, à la manière de l'Intourist de Moscou, en mettant les Gallois sous la tutelle d'un guide empressé, également universitaire, M. Xavier Trelu, qui déjà avant la guerre avait pris position contre *Breiz Atao*, les enquêteurs surent déjouer la surveillance dont ils étaient l'objet et rencontrer, en sus des conformistes qu'on leur présentait, les répréhensibles qu'on voulait leur cacher. Ils se firent donc une opinion parfaitement documentée, et à leur retour ils publièrent un rapport, daté du 21 juin 1947, qui fit réfléchir les autorités françaises et marqua indubitablement la fin de la sanglante comédie judiciaire qui semait la terreur en Bretagne depuis près de trois ans. Le ton mesuré des jugements exprimés ne fit qu'en assurer l'impact :

« ... Il paraît incontestable que le gouvernement français s'est servi comme prétexte de l'action de quelques extrémistes peu nombreux, qui, eux, ont vraiment collaboré avec les Allemands, pour tenter de jeter le discrédit sur le mouvement breton dans son ensemble... »

Suit une observation particulièrement perspicace à l'époque où elle a été faite :

« ... Quoique nous ne nous soyons pas aperçus que, d'une manière générale, les gens au-dessous de quarante ans montraient beaucoup de sympathie pour les Bretons aujourd'hui condamnés ou en exil, il nous est apparu

12. Le gouvernement de sa Gracieuse Majesté avait sans doute oublié une loi promulguée par son prédécesseur du XI^e siècle, Edouard le Confesseur, où l'on disait : « Les Bretons armoricains, quand ils viendront dans ce royaume, doivent y être reçus et protégés comme des citoyens de cette terre, parce qu'ils sont sortis du sang des Bretons de notre pays. » (Cité par E. Renan, dans *La Poésie des Races Celtiques*.)

clairement que ces hommes sont en train de devenir rapidement des martyrs aux yeux de la génération plus jeune. Les Bretons d'âge moyen, et spécialement ceux qui jouissent d'une situation stable et solide, ne semblent pas se rendre compte de la ferveur nouvelle qui s'est réveillée dans la jeune génération vis-à-vis de tout ce qui touche à son pays et à sa langue... »

Le reste du rapport démasque l'hypocrisie de l'attitude française qui ne parvient pas à dissimuler derrière des grands mots une politique concrète de dénationalisation. Il exprime enfin l'opinion qu'une large amnistie devrait effacer les erreurs commises et un certain nombre de concessions être faites aux légitimes revendications bretonnes. Autant, évidemment, en emporta le vent.

Indignité française est dignité bretonne.

En dépit de leurs dénégations, les Français s'étaient chargés eux-mêmes — par anticipation — de confirmer la thèse galloise. Ils s'entêtèrent à poursuivre les Bretons sous l'inculcation toute nue de patriotisme, quoique des opinions, qui en d'autres circonstances eussent été décisives, se fussent prononcées en leur faveur.

Le 12 novembre 1944, un commissaire de la S.T., enquêtant à Quimper, déclara qu'il fallait relâcher les P.N.B., puisque c'était une affaire d'opinion politique et non de trahison. Malheureusement les ordonnances de décembre instituant les Chambres Civiques, dans le but de sanctionner le délit d'opinion, allaient permettre de conserver les P.N.B. sous les verrous, quoique — chose curieuse — ce parti n'ait jamais été cité à l'*Officiel* comme dissous et n'ait pas été mentionné dans les ordonnances¹³.

De Gaulle lui-même, lors d'une visite à Vannes, en novembre, avait déclaré qu'il fallait relâcher les autonomistes bretons, car il s'agissait de gens défendant une opinion (d'ailleurs incompréhensible) à l'exclusion de ceux qui avaient collaboré avec la police allemande et qui devaient être frappés sans pitié.

Les autorités locales, trop heureuses de disposer du « truc » pour se débarrasser définitivement des centaines de gèneurs

13. Une grande partie des renseignements que nous avons utilisés ici a été fournie par M. Yann Poupinot.

qu'on n'avait pu ni assassiner, ni fusiller, ni envoyer au bagne, mirent la main à la pâte. Le Finistère vint comme toujours en tête, en sa qualité de sanctuaire de la nationalité. Le 30 janvier 1945, 13 P.N.B. étaient mis au secret, le 8 trente autres et ainsi de suite pour Quimper. La Chambre commença à fonctionner le 22 janvier. Grande époque pour les chats fourrés, qui sont devenus la providence des épurateurs et leur accordent l'alibi moral de leur mise en scène juridique. Bien peu de ceux qui avaient condamné sous Pétain, hésitent maintenant à condamner au nom de son adversaire. Le préfet régional de Rennes apporte son seau d'eau au moulin en déclarant que pour lui le P.N.B. n'est pas un parti de collaboration, mais un mouvement anti-français. La suppression des camps d'internement décidée pour février ne joue pas à Quimper où l'on garde tous les Bretons, quel qu'ait été le motif de leur internement. Seule la nationalité est le critère de l'administration. Certains avaient été amenés pour leur activité entre 1932 et 1939. D'autres, comme Mme Yvonne Guellec, « parce qu'elle partage les idées de son mari, autonomiste notoire, en fuite ». (Elle fut condamnée.)

Le 4 mars, on fit savoir aux internés bretons qu'ils encourraient au moins « l'indignité nationale », une nouvelle formule de proscription, toujours accompagnée de l'interdiction de séjour et souvent de la confiscation des biens, qui, combinées, avaient pour effet, en privant l'inculpé de ses droits civiques, en lui interdisant de pratiquer la plupart des professions et de se créer une activité propre, de conduire une auto, etc..., de le condamner pratiquement à la misère, à l'exil et à la mendicité.

Les jugements furent prononcés à partir du 16 mai. Les jurés n'ont aucune notion de droit pas plus que la moindre connaissance de la question bretonne. L'un d'eux fait rire quand il réclame la peine de mort. D'autres, touchés en dehors de l'audience, avouent à J. Darsel qu'il y a trop de dossiers et que n'ayant pas le temps de les lire tous, ils ont pris le parti de n'en lire aucun. Aussi les condamnations sont-elles automatiques et variables au plus haut point. Mais l'interdiction de séjour est régulièrement appliquée, pour les 5 et non les 4 départements bretons (ici la Bretagne officielle est intégrale), et s'amplifie aux départements limitrophes dans les cas graves. La conséquence fut un rassemblement comme jamais vu d'activistes bretons à Paris et la reformation d'un centre d'action qui devait prendre une grande importance dans l'évolution de la mentalité parisienne à l'égard de la Bretagne.

Les enfants de seize à dix-huit ans, qui firent eux aussi de 3 à 8 mois de prison, furent relaxés.

L'inoubliable génocide.

Les représentants de la Bretagne d'hier, dans le cuir desquels *Breiz Atao* avait planté ses banderilles durant 20 ans, trouvèrent, comme Charles Chassé (*Télégramme*, du 15 au 21 octobre 1947), que « l'épuration du mouvement breton a été trop indulgente ». A quoi donc aspirait-il ? A la suppression physique de deux ou trois mille personnes ? Elle a en tout cas été suffisante pour imprimer, non pas au mouvement breton qui a cessé d'exister et pour cause, mais à l'avenir du mouvement breton, qui lentement se reconstitue, une direction décisive. Les grands condamnés, auxquels des révisions de contumaces (au tribunal militaire de Paris !) concluant invariablement à l'acquiescement ou à une peine immédiatement amnistiable, ou ceux à qui la prescription a permis de rentrer, ont été frappés à la fois en raison de la fidélité aux convictions bretonnes et du durcissement du point de vue des anciens camarades retrouvés. Seuls, aujourd'hui, les notables, préoccupés de ne pas mettre en péril les intérêts dont ils sont responsables, veulent croire aux possibilités d'un dialogue franc et loyal avec un adversaire dont les antécédents ne sont pas encourageants. La base, elle, a cessé de croire en la France. Le mot lui fit mal et sa seule aspiration est de la combattre par tous les moyens. Tel est le résultat présent de l'épuration gaulliste.

Car le tableau de chasse des « patriotes » n'est pas oublié. Les enfants savent pourquoi et comment leur père a été traqué comme une bête, torturé, jeté dans un cul-de-basse-fosse avec des criminels de droit commun et se souviennent de la maison sans feu et sans pain pendant des années interminables. Ils savent que *l'emsav* a payé de plus de cinquante morts, assassinés, tués en action, fusillés ou victimes de mauvais traitements, son dévouement à la cause bretonne¹⁴. La Bretagne qui vient a gardé le culte des morts. Elle oubliera plus facilement ceux de ses pères, infiniment plus nombreux, qui sont tombés pour la France que ceux qui sont morts pour elle.

On a dit que cette répression, et, en général, la politique

14. Voir leur liste en Appendices.

française en Bretagne, étaient apparentées au crime de génocide. Tout ne serait pas faux dans cette assertion, si l'on en croit la décision des Nations Unies du 13-12-1946, dans son projet de convention relative à ce crime.

Le génocide, y lit-on, n'est pas seulement les actes qui tendent à la destruction physique d'un groupe humain ou d'une nation, mais encore « un plan coordonné d'actions diverses, qui ont pour objet la destruction des fondements essentiels de la vie de groupes nationaux, dans le dessein d'annihiler ces groupes par la désintégration de leurs institutions politiques et sociales, de la culture, de la langue, du sentiment national, de la religion, de l'existence économique de ces groupes... ».

Ce fut exactement le cas de la Bretagne lors de son incorporation par étapes à la France.

Le projet considère notamment comme actes génocides : « ... L'éloignement forcé et systématique des éléments représentatifs du groupe, l'interdiction de la langue nationale, la destruction systématique des livres imprimés dans la langue nationale, etc... »

Ce fut exactement le cas de la Bretagne en 1939 et en 1944-1947.

Francis Bower, maître de la doctrine du génocide, précise que ce crime s'accomplit en deux temps, l'un de nivellement du type national du groupe dominé, l'autre d'imposition du type national du groupe dominant.

On dirait que ces lignes ont été écrites en pensant à la Bretagne !

Il professe que la destruction d'un groupe humain aboutit à la perte de la contribution qu'il apportait au monde et est assimilable moralement à un crime de droit commun¹⁵.

C'est aussi l'avis des Bretons. On pouvait s'attendre à ce que les représentants de la France, ayant eu connaissance du projet, aient demandé que les actes culturels ne soient pas compris dans la définition du génocide.

Après son refus d'approuver la doctrine des droits de l'homme adoptée par tous les membres européens des Nations Unies, cette dernière prise de position achève de ruiner sa prétention d'être à la tête du progrès.

15. *The Nineteenth Century and after*, nov. 1945.

V

RENAISSANCE

« On honore mal le maître en restant toujours son disciple. »

Friedrich NIETZSCHE.

« L'homme est fait pour la société. Un cercle de relations et d'amis qui le comprennent et qui partagent ses joies et ses soucis lui est indispensable. »

BAKOUNINE, *Lettres à sa famille*.

NOUVEAU DEPART

Goulven Pennaod, qui dut à son extrême jeunesse de ne connaître des antrès de la répression que le camp Marguerite à Rennes, a vécu à Paris, devenu provisoirement la capitale de la Bretagne, les premières années de la reconstruction. Il la décrit dans une pénétrante étude¹ :

« Analysant la situation telle qu'elle se présentait, les nationalistes bretons, qui avaient survécu au massacre ou avaient pu passer au travers des rets policiers et des proscriptions résistancialistes bretonnes, ne disposaient d'aucun moyen de pression sur les organisations ouvrières et paysannes. Seule leur demeurait l'action culturelle, moins voyante, moins directement engagée contre la France. Encore fallait-il trouver des hommes pour la mener à bien. Il y en eut de deux sortes : des jeunes qui n'avaient pas eu le temps de se compromettre, tels Youen Olier, Pér Denez, Ronan Huon, de vieux chevaux de retour que leurs convictions anti-allemandes et anti-nazies, alliées à une saine prudence bien compréhensible, avaient écartés de la scène politique durant l'Occupation et même fait s'engager dans un réseau de soutien de la Résistance pendant le printemps 1944 ou le début de l'été : à part Mocaer (conseiller général du Finistère et militant régionaliste actif de toujours) qui est décédé, je ne citerai ici aucun nom... Quoi qu'il en soit, il apparut nettement un clivage entre

1. *Dix ans après, la Bretagne Réelle*, n° 161, *op. cit.*

les deux groupes. Les « jeunes » s'attachèrent surtout à poser le combat en termes de langue et de littérature, et si leur audience fut relativement restreinte, ils semèrent alors une bonne graine qui germe aujourd'hui. Les « vieux », comme tous les vieux, étaient attirés par la jeunesse et la firent danser au son du binioù. »

Modestes débuts.

Ce furent de très modestes débuts, mais le malade entra en convalescence. Les jeunes, qui allaient à *Ker-Vreiz*^{1bis}, y découvraient, sous le manteau, une Bretagne qui n'était plus celle des souvenirs poussiéreux qu'on pouvait exalter à voix haute ; c'était une épopée encore rouge de sang frais, frémissante de rage et de soif de revanche, mais à laquelle on ne pouvait faire que des allusions voilées et qu'on portait dans son cœur. Les jeunes recopiaient les poèmes de Brython², se les passaient de main en main et les récitaient de mémoire.

Un lent travail de regroupement sur des thèmes mis à jour s'accomplissait aussi à *Ker-Vreiz*, du fait principalement de son président Laurent, ancien B.A., catholique et fédéraliste, et de son secrétaire Yann Poupinot, de tendances plus avancées et pour lequel la Bretagne était avant tout une chose du présent. Glémarec raconte :

« Cependant que Poupinot travaillait avec moi à la mise au point d'un Atlas Historique de Bretagne (inédit) il commençait à orienter discrètement l'activité des militants bretons de Paris vers des buts politiques — que l'opinion redoutait encore. Le départ était donné, doctrinalement, dans un sens fédéraliste et européen, afin de faire échec au nationalisme « revanchard » qui animait alors les gaullistes et autres épurateurs. C'est au cours d'une réunion, à son domicile, de représentants des ethnies européennes, qui groupait des Basques, des Bretons, des Flamands, des Irlandais, que j'ai fait la connaissance du baron F.S. Sixma van Heemstra, jeune nationaliste frison, qui montra par la

1 bis. Centre culturel breton de Paris, 43 rue Saint-Placide.

2. *Chants d'un Réprouvé*, 3 livrets, la *Bretagne Réelle*. Florilège des poèmes de combat, publiés dans *Breiz Atao* et dans *Stur*, entre 1930 et 1939.

suite un grand enthousiasme et se chargea de plusieurs de nos publications. C'est le temps où s'esquissait avec l'aide de Françon, en septembre 1947, la création d'une Union Fédérale Anti-Totalitaire, où Jean Mabire, le réveilleur des Normands, diffusait les premiers numéros de sa revue *Viking*, grâce à la compréhension des adhérents de *Ker-Vreiz*. Une ébauche de théorie d'ensemble, fruit de mon labeur antérieur avec Mordrel pour la rédaction du « Mythe de l'Hexagone³ », fut esquissée par Françon et par moi, dans la brochure « Sauvegarde de l'Occident », signée Bernard Delesalle et amplifiée dans la brochure collective « Ethnies de France ». Des liaisons étaient établies en même temps, en Hollande et jusque dans l'Allemagne du Nord (Ost-Friesland), avec des éléments sympathisants, récemment sortis des geôles démocratiques, afin de tenter d'établir un front commun idéologique opposé au communisme et à l'invasion slave, mais distinct également des forces politiques du capitalisme libéral dominant le monde anglo-saxon. Voir par exemple le projet d'une Europe résultant de la Fédération d'une quarantaine d'Etats ethniques, figurée par une carte qui illustre la première des brochures citées. »

Ces idées, qui agissent en tant que contre-poison des haines semées par la répression, pénétrèrent même les milieux de l'ancien nationalisme français, où la fraternité dans la persécution créait un climat réceptif. Après la mort de Charles Maurras, l'hebdomadaire *Rivarol* s'était ouvert aux problèmes européens et prenait la tête de l'opposition anti-gaulliste.

Sur le plan politique plus concret, les premières années de l'après-guerre offrent le panorama d'un vide absolu : les chefs pros crits, les cadres au bain, les audacieux liquidés, l'image de marque souillée. La tentation de renier la tradition de *Breiz Atao* était forte, d'autant plus que sous le règne delaportien, le reniement des anciens était devenu une habitude, d'abord sentie comme imposée, mais ensuite poursuivie comme avantageuse. *L'emsav*, tout naturellement, renouvellera la manœuvre de décembre 1940, il cherchera des formules nouvelles qui ne heurtent pas l'opinion. La défense de la langue offrait un terrain

3. Titre d'une suite d'études géopolitiques parues dans *Stur*, de 1942 à 1943, qui sera complétée pour paraître prochainement.

neutre idéal où tout le monde se retrouvait. En 1944, la campagne pour l'enseignement du breton avait obtenu l'approbation de 459 conseils municipaux, dont la plupart étaient noyautés par la résistance. C'était un point de départ non ancré dans la réprobation. A la belle époque de la culture bretonne, c'est-à-dire quand la présence allemande neutralisait l'opposition jacobine, on relevait 105 titres de publications en breton, totalisant 8 810 pages. De 1945 à 1950 elles sont à nouveau 36, totalisant 4 115 pages, dans des conditions très difficiles (Y. Poupinot).

Cependant l'idée de reprendre le combat politique continuait à hanter certaines têtes. L'homme de la situation parut être Joseph Martray, ex-rédacteur en chef de *la Dépêche de Fouéré*, que son appartenance dans le même temps au réseau « Défense de la France », par lequel fort habilement il s'était fait mandater, avait sauvé de l'opprobre qui avait frappé ses collaborateurs. Il publia en octobre 1947 une revue, *le Peuple Breton*, avec l'aide de camarades qui, eux, jugeaient plus prudent de rester dans l'ombre. Le ton de cet organe était assez net, audacieux même pour le millésime, et adroit : « Qu'il ne soit plus question d'autonomisme, de régionalisme ou de séparatisme : les mots vieillissent comme les gens... nous avons besoin d'un nouveau vocabulaire pour définir de nouveaux combats. » Nouveaux ? Enfin, il était bon de le prétendre. Abandonnant un terrain par trop brûlant, Martray s'établit sur celui du fédéralisme européen et d'une idée du régionalisme français qui y conduisit.

La tentative n'eut pas de suite, car elle n'avait réussi à éveiller aucune passion. Elle avait été une forme parmi d'autres de l'évasion du vrai combat, cherchant un refuge dans des formations extra-bretonnes moins exposées : un fédéralisme international informe n'inquiétant personne, les formations du socialisme ou de l'église dont les représentants étaient dans les conseils du gouvernement.

Les jeunes étaient absents de ces tentatives raisonnables. Que faisaient-ils ? Ils dansaient et soufflaient dans des cornemuses. Alors qu'en 1944 il n'y avait pas dix cercles celtiques ni cinquante sonneurs, dix ans plus tard il y a plus de cent cercles celtiques et 2 000 sonneurs groupés dans une société enthousiaste et vigoureuse, la B.A.S.⁴, que son président nous dit avoir fondée en 1943 « dans la résistance ». C'est vraiment le sauf-conduit.

4. *Bodadeg ar Sonerion*, Société des Sonneurs, amplifiant l'action de la K.A.V. d'Hervé Le Men, qui avait tracé la route.

Le feu sous la cendre.

Mais les jeunes n'ont cure de subtilités. Les pelotons d'exécution ont encore du pain sur la planche, quand ils chahutent indignement Salle Wagram, à Paris, le président des sociétés bretonnes, l'opportuniste Pondaven, qui, pour faire sa cour aux puissants du jour, a osé dire que l'unité de la France ne peut tolérer aucun particularisme⁵. La même année, le médecin général Sicé, fondateur de *Sao-Breiz*, ayant organisé une fête franco-écossaise à Morlaix, les membres du Cercle Celtique de Rennes restent bouche cousue quand les Écossais entonnent à leurs côtés une tonitruante Marseillaise. Et, mesure comble, ils remplissent leurs fiches d'hôtel avec la mention « nationalité bretonne ». Il était fatal que Charles Chassé, gardien de la Bretagne française, intervienne. Dans *le Télégramme* il propose que les statuts des cercles celtiques comprennent l'obligation de connaître au moins une strophe de ce chant, « ce qui aurait sur certains candidats le même effet d'exorcisme qu'une goutte d'eau bénite sur la carapace des démons les plus endurcis ». Il accuse encore le cercle celtique de Châteauneuf (Kastell-Nevez-ar-Faou) d'abriter des séparatistes condamnés à l'indignité nationale. Il n'obtient de personne l'aumône d'une réponse. En 1950, de jeunes Rennais démolissent nuitamment la statue du traître Du Guesclin⁶ qui, enfants, avait présidé à nos débats dans le jardin du Thabor. Ces manifestations isolées, anarchiques, ne menaient à rien, mais montraient quel feu couvait sous la cendre.

Ce qui se manifestait au grand jour, c'était l'activité dite, pour les besoins de la cause, « folklorique ». La fierté que tant de jeunes mettaient, dans leurs danses et leurs musiques, à montrer que la Bretagne existait encore, prenait parfois la valeur d'une protestation, surtout quand, à l'issue d'une fête, les sonneurs et les danseurs de *jabadao* grimpaient aux mâts pour arracher les drapeaux tricolores, avant de regagner leur hôtel.

5. « Le peuple français est un tout ; il n'y a pas et il ne peut y avoir, dans une France unie, un peuple basque, un peuple flamand, un peuple breton... » Pascal Pondaven dans *la Bretagne à Paris*, 1.01.48.

6. Du Guesclin, qui n'était pas au service du duc de Bretagne, mais du roi de France, avait été renié par ses compatriotes, quand il avait accepté de son maître d'entrer dans son pays natal pour le soumettre à la France, sans aucun succès d'ailleurs.

Léon Toulemont, qui appartient à la génération intermédiaire entre le régionalisme et le nationalisme, qui était ami de Sohier et d'Abéozen avec lesquels il se disputait au sujet de la France qui conservait un reste de sa fidélité, écrivit avec émotion en 1950, au sujet des fêtes de Cornouaille :

« La foule qui se pressait entre l'Odet et le Frugy a senti passer le souffle d'une révélation. On n'avait jamais vu un tel nombre, une telle variété, une telle splendeur de costumes, ni une telle discipline dans une atmosphère de liesse... Une apothéose, le mot n'est pas trop fort. »

Un mot est révélateur : « discipline ». Il indique que le souci de faire bonne impression, impression d'une force, était présent. Un autre mot : « révélation » indique que la foule participait. C'est le fait nouveau de la renaissance bretonne postérieure à l'épuration : le peuple, que les manifestations de *Breiz Atao* décontenaient, maintenant suit, le peuple « marche ». Son adhésion sera de plus en plus massive. Aux premières fêtes de Cornouaille dans les années 30, le public assistait à un défilé de mi-carême conduit par des orphéons dignes de Bécon-les-Bruyères, et en queue arrivaient deux ou trois couples de vieux sonneurs en blouse, convenablement éméchés, qui jouaient, chacun pour son compte, un air qui n'était parfois qu'une scie parisienne, pour avoir l'air « à la page ». Ils recueillaient des lazzis. Aujourd'hui, le peuple breton voit passer un impressionnant défilé de « bands » de cornemuses, semblables à une armée en marche, composés de jeunes gens et de jeunes filles décidés. Il est exalté de reconnaître ce qu'il y a de meilleur en lui dans cette explosion de joie vitale et d'orgueil : il ovationne !

La lutte bretonne, ou lutte debout, a fait aussi son bond en avant spectaculaire. En 1965, aux éliminatoires de Plougras, se présentaient 50 patentés, à ceux de Commana 64, afflux tel qu'on craignit l'allongement des compétitions et le dépassement des crédits alloués. La F.A.L.S.A.B., la société des lutteurs, était en mesure, cette année-là, d'assurer la présence de vingt lutteurs à trois tournois, chaque dimanche, sans compter les démonstrations.

Des cercles plus restreints avaient aussi leurs vocations propres. De jeunes « chrétiens celtes » avaient repris en 1948 le mouvement de l'abbé Perrot, *Feiz ha Breiz*, sous un autre nom. Ce fut la revue *Sked*, « Clarté ». La filiation ne faisait pas de

doute, quand on y trouvait en exergue des citations de *Stur*. Keraod, son animateur, avait la vocation du scoutisme et il créa en effet une organisation de scouts bretons, reconnue internationalement : les Scouts « Bleimor ». Mais il voulait que la jeunesse qu'il rassemblait refasse siennes les plus anciennes traditions de la race. Il retrouva l'ancienne harpe celtique, qui était l'instrument qui accompagnait les trouvères attachés à nos anciens souverains bretonnants. Il y en avait et il y en eut nouvellement de deux sortes : une harpe chorale se jouant assis et une harpe portative se jouant debout. Keraod forma le premier orchestre de harpes, un « *telengor* » d'enfants. Il leur explique :

« C'est le seul instrument de musique d'origine celtique. Il figure dans les plus antiques légendes mythiques irlandaises. Mentionné dans un manuscrit continental du VIII^e siècle comme *cithara anglica*. Au XVI^e siècle Galilée raconte que ce très ancien instrument fut rapporté d'Irlande. Au XII^e siècle Geraud Barry nous apprend qu'Ecosse et Galles rivalisent avec l'Irlande en musique de harpe. Il raconte que les évêques et les abbés voyagent avec leur harpe, utilisant leur pouvoir instrumental comme un moyen de conversion.

On pourrait dire de reconversion, car, aux temps païens, ce lourd instrument faisait des siennes. Un jour, le druide Dagda, prisonnier des Fomorés avec Lug et Ogma, éveilla sa harpe suspendue au mur par les incantations appropriées. La harpe se décrocha et vint à lui, tuant 9 personnes au passage. Elle joua pour les Fomorés survivants les trois modes qui classent un harpiste : le *Goltraighe*, jusqu'à ce que leurs femmes fondent en larmes, le *Centraighe*, jusqu'à ce que femmes et adolescents éclatassent de rire, le *Suantraighe*, jusqu'à ce que tous fussent endormis. Grâce à quoi les trois héros purent échapper à leurs détenteurs. »

Ce n'est pas de la propagande politique, mais c'est peut-être plus grave, et la loi est désarmée.

Nostalgiques.

Par ailleurs ceux qui ont échappé à la répression n'ont pas tous renoncé. Des anciens essaient de reprendre le combat là

où il a été interrompu, en gardant une vision des choses qui ne correspond plus à la situation. En novembre 1947, il reparait un numéro du *néo-Breiz Atao*, clandestin cette fois-ci, écrit en Irlande, imprimé en Hollande et distribué de Paris, qui se félicite que les Bretons qui ont pris les armes « contre la France » aient creusé entre elle et la Bretagne un fossé « que nos ennemis furent les premiers à arroser d'un sang que nous ne sommes pas prêts d'oublier ». C'est oublier un peu vite des expéditions comme celle de Dingé, où la colonne était composée par tiers de Bretons, d'Allemands et de... miliciens français, et où « l'ennemi » était 100 % breton. C'est encore une fois confondre une guerre civile avec une guerre d'émancipation nationale.

Puis le *néo-Breiz Atao*, après deux numéros, disparaît. Dix ans s'écoulent et surgit un bulletin photocopié, *Argoad*, qui intervient dans la politique quotidienne avec énergie et qui doit donc être rédigé en France. Au début 1958, il écrit :

« Le mouvement breton traverse aujourd'hui l'une des phases les plus critiques de son histoire. Tout ce que l'épopée de *Breiz Atao* et le patient travail de *l'Heure Bretonne* ont conquis est maintenant soumis à une farouche attaque par des éléments composites, rassemblant des renégats de droite et des renégats de gauche, alliés seulement par leur hostilité au nationalisme breton. »

Le fait signalé est exact, l'intention de réagir légitime. Malheureusement la philosophie politique d'*Argoad* est trop rudimentaire pour convaincre. Personne n'admettra que le choix soit nécessaire entre deux voies d'action politique, combattre ou « finasser », et que seule la première donne des résultats. Les cas dans l'histoire sont trop nombreux où le combat intempestif ou mal engagé a fait tout perdre, tandis que la « finasserie » a permis de gagner du temps, des forces et des alliés. Le farouche rédacteur d'*Argoad* perd de vue que son admiration pour Nominon⁷ va à un virtuose de la finasserie et du double jeu, grâce auxquels il nous a légué le précédent d'un Etat breton indépen-

7. Premier roi de Bretagne Armorique, après sa victoire sur Charles le Chauve à Ballon (près de Redon) en 845, il avait d'abord été au service des Francs, puis s'était livré à leur égard à un double jeu raffiné, avant de se révolter ouvertement.

dant, tandis que des bagarreurs de grand style, dont notre histoire abonde, n'ont collectionné que des défaites, en finissant par la triste aventure de la Formation.

Cependant un *néo-Breiz Atao*, se disant organe du P.N.B., reparait en 1963 et en 1964. Son intention de fournir des thèmes à la propagande populaire est nette. « De 1946 à 1962, dit-il, 320 000 Bretons ont été déportés par les Français. De 1870 à 1962, 780 000 Bretons ont été tués dans les guerres françaises... » C'est du meilleur style « Breiz Atao », mais ce n'est peut-être plus celui qui convient un quart de siècle plus tard. Il ne trouve pas d'échos.

C'est en 1962 que parut également le *Stourmer*, de Goulven Pennaod, Jon Mirand et Reun Rieg. Ils renouent avec la tradition de *Breiz Atao* pour ce qu'elle avait de franc-parler, et celle de *Stur* pour ses choix philosophiques. Mais leur intention d'insérer la revendication bretonne dans le courant anti-impérialiste, qui se manifestait aussi bien en Egypte qu'à Cuba, n'est pas comprise. Cela tient peut-être à ce qu'ils ont la maladresse d'intituler « national-socialisme » leur double programme de libération sociale et nationale, et de saluer en Adolf Hitler leur père spirituel. On ne retiendra de cette tentative téméraire et intéressante que son aspect nostalgique qui transparait dans plusieurs poèmes en breton, dont le rythme est familier à certaines oreilles.

Ces résurgences de l'extrémisme, si elles n'avaient pas eu l'audience de cette nébuleuse qu'était *l'emsav* en reformation, n'en reflétaient pas moins la tendance profonde des éléments de tempérament combatif et elles devaient plus tard trouver leur expression dans l'action illégale et violente.

L'emsav nouvelle formule.

La reconstruction d'un mouvement organisé de revendications bretonnes s'annonça timidement par la publication, en 1951, de *l'Annuaire de Bretagne* d'Yvon Laigle et de Yann Poupinot. Son but est de rendre conscience à cette partie du public, qui aime s'informer, de l'existence d'une entité Bretagne bien vivante et caractérisée et d'en faire sentir, au moyen de tableaux et de chiffres, les ressources et les problèmes. Dans la liste de ses 19 collaborateurs, nous pointons 8 nationalistes bon teint, qui furent à un moment ou un autre collaborateurs de *Breiz Atao* ou de *l'Heure Bretonne* et membres du P.N.B. voué aux enfers ;

le reste étant composé de régionalistes, c'est-à-dire de cryptonationalistes et de sympathisants. Les apparences sont sauvegardées par un préfacier-paratonnerre qui raconte, après une allusion pudique aux pertes bretonnes de 14-18 :

« Une personnalité de la France Libre (le sénateur-maire d'Angers) me disait : « Sans les jeunes Bretons, il n'y aurait pas eu de Français Libres. » Effet non prévu de leur héroïsme : dans le combat qui vient d'être livré pour l'enseignement de notre langue, L. Toulemon, qui a vécu les péripéties de cette lutte, estime que le facteur moral essentiel du succès, celui qui étouffa les velléités fallacieuses des contrevenants, ce fut cette Geste Bretonne de 1940 à 1944. »

C'est le style obligé de l'époque, où revit le machiavélisme suicidaire de l'ancien régionalisme : soyons les meilleurs des Français pour qu'on nous reconnaisse le droit d'être bretons ! Il est vrai qu'il suffisait alors au rédacteur d'un journal local de faire passer un article où il était parlé des droits de la Bretagne, pour recevoir aussitôt la visite de la police en quête d'explications⁸. Bien entendu le bon esprit règne de bout en bout de l'*Annuaire*, dont la diffusion est restreinte, malgré son vif intérêt. Les esprits n'ont pas encore fait leur évolution. Le complexe de culpabilité paralyse toujours beaucoup de ceux qui pourraient pousser à la roue et le public a été prévenu contre tout ce qui porte l'étiquette bretonne.

Un exemple frappant de ce parti pris est donné par la campagne faite par les milieux résistants contre l'orthographe unifiée du breton, créée en 1941, « orthographe nazie⁹ ». Pour échapper à l'opprobre, il fallait revenir à l'émission orthographique antérieure à la guerre, qui fit tant de mal à la renaissance linguistique bretonne.

On sent donc d'une manière générale que si le mouvement de revendication bretonne doit être repris, il doit l'être sur

8. Déclaration de P. Lemoine, jeune combattant du maquis des Montagne Noires, qui entra dans l'*emsav* après la guerre, fut conseiller municipal de Quimper et incarcéré avec les suspects du F.L.B. en 1968.

9. Le principal reproche fait à cette orthographe dite du ZH, ainsi qu'on l'a laissé entendre au procès de Roparz Hémon, était d'avoir favorisé l'éloignement de la Bretagne de la France, en fortifiant par l'unité orthographique le facteur essentiel de différenciation qu'est la langue bretonne !

de nouvelles bases et avec de nouveaux thèmes, pour ne pas s'attirer une immanquable disqualification dès sa naissance. L'idée fédéraliste est en train de gagner de la popularité en Europe, depuis que les petits Etats indépendants à la suite de la première guerre mondiale, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Géorgie, ont été engouffrés par l'impérialisme moscovite ; depuis que les revendications des groupes ethniques comme la Catalogne, le Pays Basque, la Croatie, l'Ukraine sont mieux connues ; depuis que la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, le Danemark, la Norvège et d'autres petits Etats ressentent fortement le besoin de se grouper, mais sans abdiquer de leur autonomie. L'idée devait naturellement se faire jour d'associer la Bretagne à la réaction générale et reconnue comme légitime, contre les excès des monstres étatiques issus de Paris, Moscou, Londres ou Madrid. En novembre 1950 parut la *Vie Bretonne*, édition régionale du Bulletin Fédéraliste Français, patronnée par J. Haléguen, maire de Quimper et Jos Martray. Le terrain choisi est en dehors de toute critique, c'est celui des intérêts économiques. Simultanément est mis sur pied le Comité d'Etudes et de Liaison des Intérêts bretons, le C.E.L.I.B., par les mêmes animateurs ainsi que Milon, de Rennes, Le Pan, maire de Lorient et un groupe de jeunes magistrats municipaux. Le nouvel organisme, qui recueillera les subventions des collectivités, ne s'est pas fixé pour tâche essentielle l'établissement d'un programme de revendications. Il se défend d'être un mouvement. Mais son but, qui est de faire l'inventaire méthodique des ressources et des problèmes de la vie bretonne, n'en est pas moins d'une importance capitale pour tout le monde, aussi bien pour ceux qui rêvent de liberté que pour ceux qui ont à charge actuellement les affaires du pays. D'où le caractère forcément équivoque de sa position entre les deux antagonistes : le peuple breton et son oppresseur parisien. On n'avait pas encore vu les Bretons poser la question qui les intéresse exclusivement sur le plan prosaïque des faits concrets, ni travailler avec une telle objectivité et une telle continuité. Il fallait qu'un grand patriotisme sous-tende et entretienne cet effort. Et cela est vrai de Martray, qui par quelques maladresses s'aliéna les sentiments des cœurs ardents, comme dans une certaine mesure de son président à demeure, Pleven¹⁰, dont la conduite obéit aussi à d'autres facteurs, mais

10. Le C.E.L.I.B., dans sa réunion générale du 29 septembre 1972 à Pontivy, a rendu M. Pleven à son ministère parisien et s'est donné pour

qui sans ce fond de sentiment breton n'aurait jamais écrit son livre « L'Avenir de la Bretagne », qui le rendit pour toujours suspect aux yeux d'un fanatique étroit comme Debré ; un livre qui eut la vertu de donner le feu vert à tous les notables de Bretagne, qui, après M. le Ministre, n'hésitèrent plus à entrer dans le courant.

Le C.E.L.I.B. dressa un « plan » de développement de la Bretagne, appelé notamment à mettre fin au fléau de l'émigration, qui fut connu sous le nom de *loi-programme*, votée au Parlement, mais que le gouvernement oublia d'inscrire au budget. Celui-ci jouait gagnant, car un corps d'experts, si dévoués soient-ils, manque des moyens pour s'assurer l'appui populaire qui leur permettrait seul de contrebalancer les intérêts anti-bretons tout-puissants à Paris. La réunion de Pontivy, le 3 mai 1970, pose la candidature de la Bretagne, considérée comme province pilote, pour une expérience de décentralisation accélérée. Sans suite. En mars 1971, paraît un extraordinaire Livre Blanc : « Bretagne, ambition nouvelle » qui, en se basant sur des faits d'observation, pulvérise les théories de développement démographique des technocrates et trace par anticipation le portrait d'une Bretagne vivable. Il recueille à tout le mieux un succès d'estime. Le 25 mai, le C.E.L.I.B. propose un original contrat de progrès industriel entre la Bretagne et l'Etat. Pas de réponse. C'était à se demander si cet organisme n'avait pas été fondé spécialement pour démontrer que les attitudes les plus modérées, les plus raisonnables étaient les moins indiquées pour obtenir une concession du gouvernement central...

Pourtant, le C.E.L.I.B., sous la lourde main de son président, avait perdu son style contestataire. Il s'était conformé sans faire d'histoires à l'amputation du pays nantais. Il avait obligé à démissionner, en 1965, Phlipponneau, le président depuis trois ans de sa Commission d'Expansion, qui, à la suite du manquement de parole du gouvernement au sujet du Plan Breton, était d'avis de politiser le débat. Le pays commence à comprendre que seule une organisation régionale saurait tirer parti de ses suggestions, qu'un Etat qui profite des fantastiques privilèges de la centralisation ne saurait accepter sans y être obligé.

président M. Lombard, l'actif maire de Brest. Sa présence à la tête de l'organisme lui rendra sans doute un dynamisme perdu. Il reste à prouver qu'il lui donnera une efficacité que lui avait interdite la ligne de conduite imposée par son ancien président.

Une autre organisation s'était fondée parallèlement au C.E.L.I.B. plus tard, en 1957, qui, après avoir hésité un moment sur la forme de son nom, finit par se nommer « Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne », ou M.O.B. La circonstance de sa naissance montre clairement ses origines. Donnons encore une fois la parole à Glémarec :

« Cependant Yann Poupinot poursuivait à *Ker-Vreiz* le cours de ses conférences et de son enseignement d'ordre historique, géographique et économique, qu'il condensait d'abord dans son *Annuaire*, puis dans deux volumes instructifs et parfois révélateurs sur « La Bretagne Contemporaine ». C'est sur son initiative que se produit la réapparition d'un mouvement breton politique, après la période de silence qui suivit la répression. Une conférence fut tenue à Rennes, vers la fin 1953 si j'ai bonne mémoire, entre leaders patriotes bretons. Elle aboutit à un net divorce entre les tendances proprement nationalistes, dans l'esprit de *Breiz Atao*, représentées par le Gallo Jacques Quatrebœufs, et une formule de revendications moins théoriques et moins tranchantes, celles du futur M.O.B., que Poupinot n'allait pas tarder à constituer en accord avec l'ancien leader provincialiste Yann Fouéré, revenu pour un temps de son exil irlandais. »

Le M.O.B., qui avait choisi d'être un « mouvement » et non un parti, pour ne pas attirer la malveillance d'en haut, qui aurait fait le vide autour de lui, se privait de ces indispensables facteurs d'unité que sont une doctrine et une discipline de groupe. Il devait en résulter pour le M.O.B. des tiraillements internes et pour l'extérieur une silhouette sans netteté, qui privèrent ses efforts, qui furent nombreux, soutenus et sous certains aspects remarquables, de l'impact nécessaire au succès.

Par la diversité de son recrutement le M.O.B. fut vraiment un rassemblement des éléments actifs, significatifs et représentatifs du peuple breton, mais qui, pour conserver son caractère de rassemblement, était préoccupé de ne choquer personne, c'est-à-dire d'un côté d'éviter avec soin les prises de position décidées qui lui auraient donné prise sur l'opinion, d'un autre de procéder à un tri à la porte d'entrée.

Il devait résulter de ce manque de consistance voulu, d'une part, une désaffection progressive des jeunes et, d'autre part, le

départ des éléments qui n'admettaient plus la neutralité en matière socio-économique, parce qu'elle ressemblait fort au conservatisme. A la suite du Congrès de Brest, la démission des éléments gauchisants aboutit fin 1965 à la fondation de l'Union Démocratique Bretonne, l'U.D.B.

Ces défauts auraient pu être en partie surmontés si un chef, ou une petite équipe dirigeante, s'était consacré cœur et âme à l'ouvrage, en acceptant d'avance les risques et les sacrifices que cette aventure eût comportés. Le M.O.B. n'eut que des administrateurs. Les dissensions auraient certainement été atténuées si ce chef ou cette équipe avait tenté de s'imposer aux trublions et aux bavards. Il n'en fut rien. Quoique des généralisations hâtives aient permis de dénoncer le M.O.B. comme la reprise de *Breiz Atao*, il n'y eut en réalité qu'un écho assourdi de *Breiz Atao* dans les intentions foncières des Fouéré, des Monjarret, des Poupinot, des Lemoine et des Laurent qui le fondèrent, et bien peu de *Breiz Atao* dans ce qui fut son atmosphère et sa politique officielle.

Et cependant, malgré les critiques qu'on peut lui faire, le M.O.B. a bien été tout ce qu'il pouvait être à cette époque. Les militants résolus qui le formèrent et le firent fonctionner ne gardèrent dans leurs rangs les nouveaux adhérents à l'idée bretonne, en particulier les notables, qu'à la condition de ne pas trop se manifester ni de rappeler par des attitudes trop nettes un passé qui effrayait encore. Ce fut la grande raison pour laquelle un homme de la valeur de Yann Fouéré n'a jamais eu la moindre chance d'être accepté pour le chef qu'il aurait pu être. Et malgré cette retenue, les notables se sont vite éloignés !

Il convient aussi de reconnaître que sans le M.O.B. la scène bretonne eût été un grand vide que le C.E.L.I.B. n'avait pas pour but de remplir. Le C.E.L.I.B. dressait des programmes de relèvement économique, le M.O.B. les vulgarisait et tendait par sa propagande à soulever le courant d'opinion nécessaire à leur soutien. Il a rendu une conscience politique à la Bretagne.

L'assemblée constitutive de novembre 1957 à Lorient réunit autant sinon plus de militants enthousiastes que le P.N.B. naguère en rassemblait à Rennes¹¹. Le congrès national de Saint-Brieuc,

11. Le premier Comité Directeur fut composé de : J. Coche, L. Conan, Dr Coudray, Y. Fouéré, R. Goarant, Y. de Gouyon, M. Guillemet, L. Guilleux, R. Heux, J. Kergrene, H. Le Lan, P. Lemoine, P. Laurent,

cinq ans après sa fondation, marqua son apogée : 84 candidats aux élections législatives avaient pris sur son initiative, au cours de l'été, l'engagement solennel de soutenir la Loi-Programme au Parlement. Le M.O.B. se voyait entrer dans l'arène en tête de file. C'était une illusion, car l'écrasante majorité des élus était du parti gaulliste. Rendus à Paris, ils se renièrent pour obéir aux consignes de leur parti, qui ne voulait faire aucune concession à la Bretagne.

Les jeunes retiendront la leçon qu'ils résumeront en une brève formule : les députés ne servent à rien, l'action légale non plus. Quant au M.O.B., persuadé de son inefficacité et impuissant à se réformer, il est peu à peu abandonné par ses adhérents et par ses dirigeants, et ne conserve désormais qu'une existence nominale.

P. Monjarret, Y. Poupinot. Parmi eux se détacheront : Y. Fouéré, Y. Poupinot, R. Goarant et P. Lemoine par la part prépondérante qu'ils prirent dans les travaux de direction.

REVEIL DU NATIONALISME

Il n'était pas possible que l'esprit de *Breiz Atao*, qui pendant vingt ans avait fécondé la renaissance bretonne de l'entre-deux-guerres, et qui était resté le ressort, secret ou proclamé bien haut, de tout ce qui s'était fait pendant les années tragiques, ait simplement été étouffé pour toujours par les condamnations judiciaires ou balayé au vent des salves d'exécution.

Il fit en effet sa réapparition, au bout de quelques années, grâce aux disciples des chefs disparus ou exilés, qui comprenaient qu'il n'y avait pas de succès possible en dehors des voies du courage des opinions et de la vaillance des actions, en dehors en un mot de la tradition de *Breiz Atao*.

Quelques jeunes tentèrent de reprendre la vieille doctrine à la lettre, un acte de piété qui ne pouvait avoir de suite. Ils publient en 1952 une feuille ronéotypée, semi-clandestine, *Struj*, « Rejetons », qui annonce bravement la couleur :

« Nous sommes les enfants des parents qui ont répondu à cet appel (celui d'aimer la Bretagne jusqu'à la mort) et sur le tronc brisé de *Breiz Atao*, nous sommes les rejetons vivaces, qui entendons mener à bien le travail commencé. »

Une belle gravure sur bois est encartée, où figurent les noms de nos martyrs. C'est le premier hommage qu'on ose élever vers eux depuis près de dix ans que la prudence a conseillé, avec succès, de les oublier et même de les renier.

A leur programme : une marche et une veillée à Saint-Aubin-

du-Cormier, un pèlerinage sur la tombe de Yann Sohier¹, la célébration de la destruction du monument de l'Union, le serment devant le cœur de Du Guesclin de ne jamais trahir comme lui... en un mot, le culte des ancêtres dans le style celtique.

Ce qui fut nommé par la suite « l'opération Réveil » devait partir sur d'autres bases, celles d'une tribune libre où les éclats de la franchise mettront fin à l'hypocrisie et au conformisme que la terreur avait imposés comme normes de conduite aux milieux bretons.

« La Bretagne Réelle ».

C'est en cela que l'apparition de *la Bretagne Réelle*, en mars 1954, marque un tournant décisif dans la reconstitution de l'*emsav*. Le règne des opportunistes, qui oubliaient ou, mieux encore, persécutaient leurs anciens compagnons de lutte, pour hurler avec les loups, est terminé. Désormais, l'exemple est donné, on osera se dire à nouveau Breton sur le terrain de la politique. Le mérite de celui qui a empoigné la barre, Jacques Quatrebœufs, le « gâs de Merdrignac », n'est pas mince, dans un moment où ceux des anciens chefs des deux P.N.B., rendus à la liberté et ayant réintégré leurs pénates, ne semblent avoir d'autre ambition que d'être oubliés. *La Bretagne Réelle* aborde tous les sujets défendus avec une égale désinvolture, encensant le schisme de l'Eglise celtique revenue parmi nous, et rejetant avec indignation la prétention des bas-Bretons bretonnants de modeler les hauts-Bretons romanisants à leur image, de quoi faire frémir d'indignation ce pauvre Debauvais s'il était resté parmi nous. Ajoutez à cela le caractère difficile, abrupt, inapte à la plus petite concession, insociable à plaisir, friand des algarades de notre *Pevar-ejenn* national, connu encore sous son nom de plume de Jacques Gallo².

1. Yann Sohier, né à Loudéac en 1901, mort à Plourivo en 1935, un de la « première équipe ». Instituteur public, il se consacra à l'apostolat breton dans les milieux primaires et fonda, en 1935, *Ar Falz* (« la Faux »), organe des instituteurs partisans de l'enseignement du breton.

2. Le sobriquet breton est la traduction littérale de « 4 Bœufs », dit aussi 4 B., ou encore *Four buffaloes*. Ces calembours font méconnaître qu'il s'agit ici probablement de la transcription romanisée du vieux breton *Catr Bo* (comme *Paimbauf* est celle de *Penbo*), c'est-à-dire « Opulent cheptel ». Noble époque où la valeur et la richesse — exprimée en vaches — étaient synonymes !

A cette époque, personne n'aurait eu la témérité de publier une seule ligne d'un condamné à mort « en fuite ».

« *La Bretagne Réelle* s'offrit à moi pour reprendre contact avec ma patrie par-dessus onze mille kilomètres d'océan, et je pus m'attacher à faire entendre dans cette courageuse revue, de 1966 à 1972, l'essentiel de ma pensée que je peux résumer ainsi : à situation nouvelle, politique nouvelle. Si *Breiz Atao* revenait au monde aujourd'hui, il serait tout à fait différent de *Breiz Atao*. La question bretonne doit être repensée, le nationalisme breton doit subir une révision, une « déchirante » révision. »

Comme il fallait s'y attendre, *la Bretagne Réelle* fut vite boycottée, comme le sont généralement les iconoclastes. L'occasion était magnifique pour 4 B. et son compère Pennaod de sonner la charge contre tout une batterie de moulins à vent, le « Klan », responsable du « saint boycott ». Mais toute haïe et toute boycottée que fût *la B.R.* il n'est pas un responsable des milieux bretons qui ne l'ait lue et parfois méditée. Ses campagnes furent pour beaucoup dans la renaissance d'une activité politique proprement bretonne. La déviation néo-régionaliste de tout repos, les activités « folkloriques » où risquait de s'enliser la jeunesse bretonne, furent vertement démasquées :

« Toute une génération de jeunes Bretons, séduite par les danses, envoûtée par le biniou à l'écossaise, encadrée dans les Cercles celtiques ou les *Kevrennou*³ pour l'entraînement et les répétitions, jetée dimanches et fêtes en pâture dans les spectacles pour touristes, où le peuple breton ne se reconnaissait même pas... à une vision faussée de la Bretagne et se figure que lever la jambe, faire partie d'une chorale ou sonner du biniou, c'est faire acte de Vrai Breton !... Mais où sont là-dedans la dignité et la fierté bretonnes que les Cercles celtiques avaient à l'origine la charge d'inculquer à leur adeptes⁴ ? »

Le rôle de *la Bretagne Réelle* semble avoir été de choquer et de scandaliser pour le plaisir. Il a été tout autre : il a été de

3. *Kevrennou*, « Sections », est un mot de sens large.
4. *La Bretagne Réelle*, op. cit., n° 161.

réhabiliter l'idée nationale bretonne et ceux qui lui avaient tout donné d'eux-mêmes. C'est ce que les capons, qui sont en Bretagne comme partout la majorité, ne pouvaient pas lui pardonner. Elle avait réacclimaté l'honneur mais aussi son encombrant compagnon : le danger.

L'action bretonne vécue.

L'interdit jeté sur la politique eut l'avantage, dans les années qui suivirent la guerre, de lancer l'action bretonne dans les domaines de la vie sociale et privée, qu'elle n'avait fait qu'effleurer auparavant, accaparée comme elle l'était par les tâches politiques.

Ce faisant, elle s'écartait moins des enseignements de *Breiz Atao* qu'on serait tenté de le croire. On s'est souvent demandé d'où était venue l'idée de créer en Bretagne des orchestres de cornemuses, dans le style écossais, pour faire la relève des vieux sonneurs en voie d'extinction. Il suffit d'ouvrir le numéro de janvier 1925, pour y lire :

« Des collines de Cornouaille aux champs clos du Coglès, la Bretagne chaque dimanche et fête chômée retentit des sons guerriers des tambours et des clairons. Ce sont les patronages et les sociétés de gymnastique qui défilent...

L'orchestre de tambours et clairons est une invention française, il a nom clique. Son but est de mettre ceux qui l'entendent dans un état de fièvre et d'excitation guerrière...

(En revanche) les cornemuses ne mettent pas dans un état de fièvre guerrière. Par le beuglement grave et constant de leurs trois bases... elles mettent tout le corps dans une sorte de vibration profonde qui grise et monte au cerveau... elles vous enveloppent d'un sortilège...

Le biniou rythmé par une caisse sourde donne quelque chose d'assez analogue au « band » écossais. Le développement moderne du biniou en Bretagne serait l'adoption pure et simple du « band » écossais... Si l'on veut : quelques bombardes pour donner du vif... » (O.M.)

La lutte pour la langue, de son côté, continue dans les directions marquées par la génération de *Breiz Atao*. L'idée des Auberges de Jeunesses pour jeunes bretonnants, mise en route par Jermen Breton et interrompue par la guerre, est reprise avec

la formule élargie des « Camps Interceltiques de Bretonnants » qui sous l'impulsion sans défaillance de Vefa de Bellaing réunissent tous les étés les étudiants de la langue bretonne, de toutes nationalités, — c'est-à-dire essentiellement des Bretons et quelques délégations de cousins celtes insulaires, — pour se perfectionner dans la pratique de la langue parlée et pendant une semaine ou deux vivre « en breton ».

Le désir que le mouvement bretonnant a de posséder un home bien à lui fut comblé par le don du château de *Menez Kamp*, « la Montagne du combat », dans le pays cornouaillais des Montagnes Noires. Il se trouvait en triste état... Qu'à cela ne tienne. Dès Pâques, les équipes de travailleurs volontaires se succédèrent, plusieurs étés de suite. On a vu un peu partout dans le monde des équipes de jeunes volontaires se dépenser pour les peuples déshérités. Mais ici, ce n'est ni le prosélytisme chrétien, ni un vague sentiment humanitaire qui les pousse, c'est la volonté de sauver une langue et une nationalité, de faire triompher l'Europe des ethnies contre l'Europe des Etats. D'autres nationalités fournissent aussi des volontaires, mais il est significatif qu'ils appartiennent tous à des minorités nationales, les Flamands notamment.

En 1963 a lieu une création, la S.A.D.E.D.⁵, qui entend résoudre l'enseignement du breton moderne, dans la mesure où le permet une initiative privée, mais d'un point de vue d'Etat. Le Dr Etienne — qui signe *Abanna* — est le fondateur de cet institut d'études secondaires par correspondance, entièrement en breton, qui fonctionne avec l'automatisme et les règles strictes d'une administration publique. La S.A.D.E.D., en quelques années d'un travail acharné, avec la collaboration enthousiaste du meilleur celtiste de la jeune génération de *Breiz Atao*, Gouven Pennaod, a doté le breton écrit, qui n'était guère plus qu'un parler rural amélioré, d'un énorme vocabulaire scientifique et philosophique, constitué principalement à partir de racines celtiques souvent encore vivantes dans la langue parlée.

Ce remarquable effort, soutenu par la revue *Preder*, « Réflexion », et ses séries de publications, atteint aujourd'hui le niveau universitaire.

Désormais, les jeunes bretonnants instruits sont à même de s'exprimer sans avoir recours à des milliers de mots français de

5. *Strollad Deskadurezh an Eil Derezh*, « Institut de l'Enseignement du Second Degré ».

la technique industrielle ou administrative. Pas un paysan ne les comprend quand ils parlent. Mais cela leur est indifférent. Ils savent que de toute façon le parler savoureux des campagnes était condamné à disparaître avec les patois et les accents régionaux de partout. Ils savent ce qu'ils perdent, mais ils y sont résignés. Ils ont fait la part du feu. En attendant, ils ont dans la bouche une langue neuve et vigoureuse, plus précise et mieux ordonnée que le français, et surtout, ils n'ont plus besoin du français ! Nous sommes donc là en présence d'une action académique, aux prolongements politiques infinis. Elle ne touche peut-être pas plus de cent personnes, mais dans un petit pays, une minorité qui grossit peut jouer un rôle déterminant à certaines heures.

Un autre fait nouveau a été la mue du *Bleun-Brug*. La docile association diocésaine, qui tremblait sous la férule d'un évêque-français-d'abord, a fait place à une table ronde de tous les hommes de bonne volonté qui s'intéressent au sort de la Bretagne et se soucient, en dehors de tout dogmatisme politique, de résoudre ses problèmes humains.

Il est curieux de constater que la recherche d'une authenticité spirituelle, dans cette période de renouvellement d'après-guerre, n'est pas à inscrire à l'actif de l'Eglise romaine, dont les soucis semblent principalement sociaux. L'année 1954 a vu se concrétiser les premiers efforts pour reconstituer une Eglise celtique, dans la ligne de celle qui fut peu à peu démantelée par l'effort obstiné de Rome entre le IX^e et le XI^e siècle. Ses débuts sont marqués par des essais dispersés qui connaissent un sort divers. Mais cependant quelques centaines de moines celtes ont été formés entre Redon et Lannion et ont essaimé un peu partout, jusque dans la société civile où ils se sont réintégrés.

POLITIQUE FRANÇAISE DE TOUJOURS

L'impuissance du régime centralisé à gérer les intérêts bretons provoque à partir de 1960 le cycle des révoltes paysannes. Le gouvernement y fait face avec des forces de police et ne manifeste aucune velléité d'apporter des remèdes spécifiques au problème breton. Ce parti pris n'est le fait ni d'un homme ni d'un parti. C'est celui de la politique française de toujours vis-à-vis de la Bretagne.

Nous avons vu qu'à la fin du xv^e siècle, le roi Louis XI s'insurgeait déjà contre la prétention du duc de Bretagne, François II, d'être traité en souverain : « Il ne saurait admettre que le duc se fasse donner par ses sujets le titre de souverain seigneur, qui dans le royaume n'appartient à nul autre qu'au roi. » (On voit comment la Bretagne, par une clause de style, se trouve incorporée à la France, un siècle avant que l'histoire en ait connaissance.) La Bretagne et la Bourgogne, unies dans la « Guerre du bien public », calment les velléités royales. Quand les troupes bretonnes ont fait leur jonction avec les troupes bourguignonnes à Etampes, Louis XI, la rage au ventre, doit céder et il reconnaît les droits de notre duc.

Une tradition.

Cependant, l'optique des rois de France ne change pas. François 1^{er}, par l'édit de Villers-Cotterêts, impose l'usage exclusif de la langue française dans les actes publics du royaume. C'est en vertu de cette ordonnance que quatre cents ans plus tard, le Conseil d'Etat annule les élections d'Hyères, fin décem-

bre 1935, parce qu'en mai précédent, au matin du scrutin, des appels en provençal avaient été affichés sur les murs.

La monarchie, avant la république, avait instauré le système des garnisons tournantes, pour ne pas permettre que chaque régiment tende à s'identifier avec une province. Les républiques successives abondent dans ce sens, en mélangeant les conscrits de toutes origines géographiques afin de fuir le spectre du recrutement régional. Quand, par la force des événements, il se constitue une armée « bretonne », comme celle de Keratry en 1871, le gouvernement de la république refuse de lui faire confiance et la laisse croupir sans armes dans l'océan de boue du camp de Conlie, en pleine avance prussienne, parce qu'il en a peur¹. Les « régiments bretons » feront leur réapparition, en fait mais pas en nom, quand le commandement aura besoin de troupes de choc qui acceptent stoïquement d'être sacrifiées.

La France officielle a la même phobie de tout ce qui pourrait ressembler à un cadre régional de fonctionnaires. Les employés de l'Etat passent leur vie à émigrer d'un bout de la France à l'autre, et autrefois l'Algérie entraînait dans la ronde. On trouve des douaniers bretons à Cerbère et des douaniers catalans à Brest, des gendarmes bretons en Alsace et des gendarmes alsaciens en Bretagne. Les instituteurs et les facteurs des postes sont du pays, parce qu'ils sont si nombreux dans toute la France que leurs mutations constitueraient un courant migratoire permanent que les finances publiques et privées ne pourraient pas supporter ; le gouvernement ne s'en réserve pas moins le droit de les faire valser eux aussi². Quand se fit manifeste le désir des Bretons en 1942 d'avoir un préfet régional de leur sang, le président Laval répondit : « Je veux bien offrir à Kergariou n'importe quelle préfecture régionale, à condition que ce ne soit pas celle de Bretagne³. »

1. Lire *L'étrange aventure de l'Armée de Bretagne*, par C. Le Mercier d'Erme, L'Hermine, Dinard.

2. Les exemples de déplacements punitifs sont nombreux. Du temps de Breiz Atao, le receveur des indirectes à Quimper, qui militait dans nos rangs, fut envoyé dans les Hautes-Alpes. En pleine occupation Yann Kerlann, instituteur à Penmarch, fut déplacé dans la Nièvre « à cause de ses idées subversives ». La même mésaventure était arrivée autrefois à Morvan Lebesque dans la Brière. Au moment de la répression, l'interdiction de séjour, distribuée systématiquement à tous les inculpés et internés, sans distinction, fut l'arme absolue pour éloigner du pays tous les militants bretons.

3. *La Bretagne dans la guerre*, op. cit., tome III, p. 113.

En mai 1947, M. Naegelen, ministre de l'Éducation Nationale, répond, en digne successeur de De Monzie, à la délégation bretonne venue lui réclamer des cours de breton, que les instituteurs ont pour tâche essentielle, en Algérie comme en Bretagne, d'assimiler à tout prix la population. Il ne s'agit pas là du mauvais vouloir d'un ministre, car c'est le chef de l'État, Georges Pompidou, qui déclare, le 14 avril 1972, à Sarre-Union : « Il n'y a pas de place pour les langues et cultures régionales dans une France destinée à marquer l'Europe de son sceau. » Dans ce coin exposé qu'est l'Alsace-Lorraine, il faut frapper dur et le masque hypocrite est tombé, mais c'est pour décocher une double insulte, aux provinces minoritaires qui se voient traitées en pays conquis, et à l'Europe qui est ramenée à la dimension d'une zone d'expansion pour la culture française.

De la théorie à l'application.

Le gouvernement a recours à divers procédés pour faire durer son système. Il applique la devise « diviser pour régner ». Nantes est excitée contre les « prétentions » de Rennes de la vassaliser. Il n'était pas difficile de gonfler les appétits des gros négociants nantais en faisant miroiter à leurs yeux un terrain de chasse de dix ou quinze départements qui fasse de leur ville « la métropole de l'Ouest ». On pouvait être bien tranquille après cela qu'ils rejetteraient avec dédain l'incorporation dans une « minuscule » province comme la Bretagne. La manœuvre est en cours depuis la fin du siècle dernier. Et pourtant le peuple de notre vieux pays nantais n'est pas d'accord. En 1922, la Chambre de Commerce de Nantes, stimulée par le mégalomane Abel Durand, refusa de participer à la Foire de Bretagne devant avoir lieu à Rennes. Elle fut désavouée par les exposants nantais qui occupèrent la moitié des stands. Par ailleurs on flatte chez les Rennais leur vanité de « capitale de la Bretagne » en leur laissant entendre que le retour de la Loire-Atlantique à la province leur ferait perdre leurs prérogatives. Le maire, qui n'est pas breton, adhère aux vues du gouvernement en échange d'avantages pour sa ville, qui en même temps fortifie sa position électorale. Un autre opportuniste, René Pleven, président du Conseil général des Côtes-du-Nord et, jusqu'à hier, du C.E.L.I.B., écarte aussi le pays nantais, car il craint (du moins est-il permis de le croire) que le centre de gravité de la province se déplaçant vers le sud, sa région de Saint-Brieuc n'en soit plus sur l'axe

et sa position personnelle en sorte diminuée. Restait Brest, cité en pleine expansion et qui était aussi bien disposée à l'égard de Nantes que de Rennes : il fallait y mettre bon ordre. Au cours de sa visite officielle, en 1972, le président Pompidou apprit aux Brestois que leur ville valait bien Rennes ou Nantes et n'était pas disposée à se laisser croquer par l'une d'elles ou les deux à la fois. Sur ces grandes lignes, le travail de dissociation se poursuit grâce à la politique des pourboires locaux : un bassin ici, une raffinerie là, une grande école décentralisée un peu plus loin, un savant saupoudrage de subventions un peu partout, le tout bien étudié pour faire naître et entretenir des jalousies féroces entre les favorisés et les autres. L'ambassade au Vatican suit le mouvement : elle a l'instruction précise de ne permettre la nomination d'aucun évêque breton en Bretagne chaque fois que le choix est possible et, surtout, de ne pas permettre de rattacher Nantes à la métropole de Rennes, de préférence à Tours avec laquelle elle n'a ni relations ni affinités, et quoique le demande depuis toujours 90 % du clergé nantais⁴.

La politique des pourboires locaux a pour complément la corruption des meneurs syndicalistes. Heureusement que peu d'entre eux se laissent séduire par la gratification d'une grasse sinécure ou d'un bout de ruban.

Le général de Gaulle, au cours de son voyage historique en Bretagne, à la veille de son malchanceux référendum, montra le degré d'impudence qu'un chef d'État français pouvait atteindre en parlant aux Bretons. Le général ne fait pas dans ses discours la moindre allusion aux cinquante Bretons qu'il a fait mettre en prison quelques semaines auparavant et avec qui la majorité de la population est de cœur. Comme si le problème ne se posait pas. (Il n'avait pas reçu non plus à l'Élysée la délégation de 127 prêtres bretons, signataires d'un manifeste demandant la libération des prisonniers.) Ce silence méprisant, joint à la prétention histrionnesque de ne pas avoir à libérer la Bretagne puisqu'elle... l'avait déjà été en 1944, montre le parti pris bien arrêté d'ignorer que le problème breton était celui d'un peuple qui veut retrouver son âme et non celui d'une population en quête d'emplois. Le général s'était déjà prononcé à Londres, quant M. de Cadenet, au nom des Bretons « libres »,

4. La Loire-Atlantique, déjà séparée de la mère patrie par les régions de Pétain, a de nouveau été séparée de la Bretagne par le décret Debré, n° 60.516, de juin 1960.

lui avait présenté un plan de revendications (très proches de celles qu'au même moment Y. Fouéré présentait à Vichy) : pour lui, « les revendications de la Bretagne se confondent avec celles de la France ». Ce point de vue fut encore accentué, le 1^{er} mars 1960, par M. Michel Debré, disant à Rennes : « Il n'y a pas pour la France de politique bretonne, il y a une politique française en Bretagne. »

Silence ou étouffement.

Ce qui caractérise l'attitude officielle, c'est par-dessus tout la crainte que la vérité soit connue, aussi bien sur le passé de la Bretagne que sur sa situation présente. Il faut faire taire ceux qui savent et qui parlent. On a vu quelles mesures étaient sans cesse prises contre *Breiz Atao* pour l'empêcher d'étendre le cercle de ses lecteurs⁵. Un autre barrage est constitué par les grands quotidiens régionaux, qui, en dehors des dépêches internationales et de la chronique des chiens écrasés locaux, ne connaissent que les sports, l'hippisme, les arts ménagers et la télévision. Un million de lecteurs bretons retire l'impression de son journal, tous les matins, que le pays vit heureux et sans problème, entre deux célébrations d'anciens combattants et deux *festou-noz*⁶. Il est vrai que depuis un an ou deux, un changement notable s'est amorcé. Non pas que nos quotidiens aient commencé l'étude des problèmes bretons, ce serait trop leur demander. D'ailleurs leurs rédactions principales sont à Paris et sont mal placées pour connaître des problèmes bretons. Mais ils doivent céder aux exigences de la concurrence. Quand éclate une affaire sensationnelle concernant la Bretagne, F.L.B. ou autre, il faut bien qu'ils en parlent, sous peine de perdre leurs lecteurs. Il n'existe aucune raison de leur en être reconnaissants, car leur responsabilité reste écrasante dans le retard pris par le développement de notre région et tout le monde ne l'oubliera pas. Il existe des précédents de procès à la presse pour « collaboration ».

La tactique de l'étouffement se poursuit dans les institutions dépendant de l'Etat. A l'université, les thèses sont guidées hors

5. Dans l'« Histoire de Bretagne » d'Armand Rébillon (1957) on peut lire : « Au mouvement intellectuel breton, le nationalisme n'a apporté aucune contribution digne d'intérêt. Il n'a d'ailleurs jamais compté qu'un nombre dérisoire d'adeptes... » (pp. 217-218).

6. Fêtes populaires nocturnes, très en vogue depuis quelques années.

des zones dangereuses. Aux archives départementales d'Ille-et-Vilaine, les documents intéressant le mouvement breton sont étiquetés « Non communicable ». C'est parce que les « Bretons libres » réfugiés en Angleterre, pendant la répression, faisaient connaître la vérité à son sujet à l'opinion internationale que Paris exigea et obtint de Londres leur expulsion.

Quand il se confirme qu'un organe comme le C.E.L.I.B. est gênant à cause de sa valeur représentative et de l'audience qu'il a dans le pays, plutôt que de collaborer avec cet interlocuteur précieux, le gouvernement le court-circuite en créant — pour toute la France, là est l'astuce — ses C.O.D.E.R. dont il nomme lui-même la moitié des membres et qui n'ont d'autre pouvoir que de formuler des vœux. Chez nous, c'est bien entendu René Pleven, compagnon de la Libération s'il en est, qui est chargé de couvrir l'opération en acceptant, lui président du C.E.L.I.B., la présidence du second organisme, dont la mission est de torpiller le premier.

Nulle part l'hypocrisie, la mauvaise foi, la mise en scène de faux-semblants n'ont été autant visibles que dans le dernier projet de pseudo-régionalisation, qui augmente les pouvoirs du préfet régional, donc ceux de Paris, et charge les provinces d'impôts supplémentaires pour faire vivre une institution impuissante dès sa naissance, afin de rendre impopulaire l'idée régionaliste, projetée au travers d'une haïssable caricature.

Les esprits sont donc suffisamment confondus pour que M. Olivier Guichard puisse publiquement annoncer : « Ecartons le provincialisme désuet. Il s'agit de construire la France de l'an 2000 et non pas de ressusciter celle d'hier ni de maintenir des frontières caduques. » Le personnage, en sa qualité de conseiller général (parachuté) de Guérande, s'efforça sans succès de faire partager son point de vue au Conseil général de la Loire-Atlantique, le 13 novembre 1972, lors de la discussion du retour du département à la Bretagne : « Messieurs, nous ne sommes pas ici pour faire du sentiment ! » Et pourquoi ? C'est pourtant par « sentiment » que M. Guichard défend les frontières de la France !

Les réticences mentales des contestataires ayant été écartées par l'esbrouffe, le feu vert est donné aux technocrates parisiens et aux fonctionnaires de l'échelon exécution pour construire « la France de l'an 2000 », c'est-à-dire, en ce qui nous concerne, pour saccager et défigurer irréparablement la Bretagne.

Malheureusement les Bretons ne sont pas dupes. C'est un

silence irrité ou hostile qui accueillit le général de Gaulle dans son voyage en Bretagne qu'il espérait triomphal, quand ce ne furent pas des manifestations sur la place publique que la police dut disperser avec des grenades lacrymogènes.

Si la Bretagne des notables sait parfaitement à quoi s'en tenir sur les vues profondes du gouvernement et plus spécialement de la majorité au pouvoir, il est néanmoins évident qu'elle continuera à perdre son temps, à travers les conseils généraux ou le conseil régional et des institutions comme le C.E.L.I.B., à rechercher le dialogue. Peut-être parce que certains de ses membres s'imaginent qu'ils pourront forcer la main au gouvernement par une pression de l'opinion publique, peut-être parce que d'autres, sans nourrir cette illusion, voient là un moyen commode de démontrer au peuple breton que tout accord est impossible avec un gouvernement jacobin.

PETITE GUERRE A LA BRETAGNE

Le Palais de Justice de Rennes, que les vieux Rennais appellent « le parlement » parce qu'il en était autrefois l'édifice, était doté de quatre gardiens de pierre : les statues de quatre juristes bretons illustres, que la population était si habituée à voir sur le devant de la façade qu'elle ne les voyait plus. Un beau jour, des ouvriers vinrent avec un camion pour démolir les statues et en emporter les débris. C'est à ce moment-là que les Rennais comprirent que l'« on » avait voulu faire disparaître les effigies des deux plus grands défenseurs des droits nationaux de la Bretagne contre l'absolutisme royal : Bernard d'Argentré et Louis-René Caradeuc de la Chalotais¹. Une brimade ? non pas : une décision des Beaux-Arts, désireux de rendre au palais son aspect primitif...

La petite guerre contre la Bretagne avait commencé.

Elle prend bien des aspects. La lande de la Rencontre que hantaient autrefois les ombres des six mille Bretons tombés pour leur pays en 1488 s'est peuplée de gendarmes qui interpellent les promeneurs assez hardis pour rechercher l'endroit où s'élevait la croix du souvenir, dont toute trace a disparu. Le lundi de Pâques 1957, les pèlerins qui se rendirent sur la tombe de Jean-Marie Perrot se heurtèrent à un barrage de 150 C.R.S., armés en guerre...

1. Bernard d'Argentré, auteur d'une Histoire de Bretagne (1668) poursuivie comme séditieuse par le pouvoir royal. — Louis-René Caradeuc de la Chalotais, procureur général du Parlement de Bretagne à la fin du règne de Louis XV, personnifia, à l'époque, la résistance bretonne à l'absolutisme.

A chaque enterrement d'un militant connu, la D.S.T. est là, qui note les numéros des voitures !

Victoires bretonnes.

Chaque occasion est bonne pour faire disparaître une caractéristique bretonne. On apprend un beau jour que le bagad de Lann-Bihoué, l'orchestre de cornemuses de la marine qui a porté le nom de la Bretagne à travers le monde, est dissous. Le ministre des Armées répond à un interpellateur qu'il a dû prendre cette décision pour des raisons de compression budgétaire ! Les protestations populaires furent telles que le ministre dut rapporter sa décision et aujourd'hui le bagad de la Royale est en pleine renaissance. On sut bientôt la vraie raison du ministre. L'enquête de police avait découvert que deux des inculpés du F.L.B. avaient été membres du bagad pendant leur service. Debré avait voulu supprimer ce foyer de séparatisme !

Avant la guerre, le drapeau noir et blanc qui orne toutes les fêtes bretonnes, que les plus grandes municipalités arborent officiellement, était interdit et pourchassé. Devant la puissante adhésion populaire au symbole national, l'Intérieur avait dû retirer son interdiction. Mais le préfet du Morbihan eut l'idée, pour faire du zèle, d'interdire le sigle Bzh sur les voitures, qui veut dire *Breizh* ou Bretagne Zone Heureuse, selon les goûts. L'arrêté, illégal, ne fut pas respecté. Le tribunal de Vannes donna raison aux contestataires. Malgré cela, le ministre Fouchet arrêta que le sigle serait interdit à partir du 7 août 1967. Personne ne flancha, les Bzh fleurirent de plus belle et apparurent même sur les corsages des danseuses folkloriques tout l'été. La farce prit fin avec un arrêté du Conseil d'Etat annulant l'arrêté ministériel. Comme le drapeau, le sigle avait vaincu.

On s'en prit aussi de nouveau aux adresses écrites en breton, qui arrivaient parfaitement bien, puisqu'en Bretagne le recrutement des facteurs est fait sur place et que ces braves gens savent, comme leurs pères, que *Kemper* c'est Quimper, *Gwened* Vannes et *Roazon* Rennes. L'interdiction était ancienne de vingt ans quand elle fut remise en vigueur par un ministre pointilleux. On la tourna encore une fois, en mettant au revers de l'enveloppe la traduction en français de l'adresse en breton. L'ordre étant de renvoyer la lettre à l'expéditeur, elle arrivait droit à son destinataire. Aujourd'hui les adresses codées ont posé autrement la question.

Mais c'est moins à la langue qu'au nom même du pays que les jacobins en ont. Le mot de *Radio-Bretagne* les gênait. Au début de l'année 1972, l'émission annonça « Radio-Ouest ». Les Bretons reçurent ce faire-part de mort de leur radio comme un soufflet. Les protestations inondèrent les journaux par lettres et par téléphone. L'indignation populaire était telle que les P.T.T. comprirent qu'il fallait rapporter la mesure. Deux jours plus tard, on annonçait « Radio-Armorique » et nous en sommes là. L'indignation est tombée et le mécontentement est resté. Le motif invoqué avait été très pur comme de coutume : les émissions étant entendues dans les départements limitrophes de la Bretagne devaient prendre un titre plus général... Mais les Normands, auxquels on impose l'émission en breton, ne sont pas du tout d'accord² !

Une victoire plus nette des Bretons fut celle des prénoms celtiques. On pouvait appeler sa fille *Eusébie* mais pas *Nolwen*, son fils *Marat* ou *Clemenceau*, *Isaac* ou *Mohamed*, mais pas *Nona* ni *Gurvan*. Des instructions étaient parvenues dans toutes les mairies à ce sujet. L'inscription de *Gwenola* était refusée le jour même où le secrétaire calligraphiait un nom aussi fantaisiste que *Neigette* ou *Glacette*, attribué à une petite fille par une mère farfelue sous prétexte qu'elle était née un jour de froid (*Journal du Dimanche*, éd. G. 24-6-1962). Des parents s'entêtèrent comme les Etienne de Châteaulin ou les Goarnic de Moelan. Il en résulta des enfants sans état civil, des refus d'allocations ou d'autres ennuis administratifs graves. Enfin, l'année 1966 vit autoriser les prénoms bretons.

Comptes à régler.

L'Eglise, qui a toujours été docile au pouvoir, quand celui-ci lui accorde quelques faveurs, « collabore ». Ses décisions en matière d'enseignement scolaire et religieux n'ont pas suivi la décadence organisée de la langue bretonne, elles y ont activement contribué. Des centaines de paroisses dont la majorité des fidèles étaient de langue bretonne ont été du jour au lendemain francisées à 100 %. Par un juste retour des choses, il s'en est suivi une large désaffection de la population à l'égard des pra-

2. Il est aussi à remarquer que pour assurer le caractère breton des émissions de Rennes, l'O.R.T.F. a engagé deux speakers qui viennent l'un de la Guadeloupe et l'autre de la Réunion. C'est systématique.

tiques religieuses. L'antique Bretagne conduite par ses prêtres n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir. Si la jeune Bretagne n'a pas encore tout rompu avec eux, c'est dans la mesure où une minorité de prêtres a épousé ses sentiments et emboîté le pas à ses actions. Ceux-là, à ses yeux, sont de vrais Bretons.

La police ne fait pas qu'empêcher une cérémonie du souvenir, elle essaie de contrarier les déplacements de personnes. Quand, le 8 avril 1965, 3 000 ouvriers et enseignants bretons, pudiquement désignés comme « de l'Ouest », voulurent se rendre à la Bourse du Travail à Paris, les préfets retirèrent aux sociétés de transport la permission d'entrer dans le département de la Seine. Cela ne servit qu'à exalter les esprits et, dans les rues de Paris, il y eut quelques empoignades. En 1971, Yann Fouéré, qui partage son existence entre le siège de son journal *l'Avenir* à Saint-Brieuc et celui de ses pêcheries en Irlande, se vit refuser le renouvellement de son passeport. Enfantillage administratif, puisqu'il était très aisé à notre compatriote de tourner la difficulté. Malgré le recours aux plus hautes instances, le refus a été maintenu, sous prétexte que légalement l'octroi d'un passeport n'est pas une obligation mais une sorte de « faveur ». Ici, on touche le grotesque et les rieurs sont du côté breton. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois. Le signataire de ces lignes se vit refuser un passeport en 1938 pour franchir la Manche et le très inoffensif archidruide Taldir se vit refuser le sien pour aller aux grandes fêtes galloises de l'Eisteddfod représenter la Bretagne, en 1948. Il y a donc 34 ans que la comédie dure et que chaque incident ridiculise le gouvernement.

La note irrésistible aurait manqué à notre tableau de la petite guerre contre la Bretagne, sans l'algarade du sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture, à la Foire de Paris en 1972. Elle mérite d'être contée. Les visiteurs estivaux de la Bretagne savent qu'à l'imitation de l'Irlande, on y loue maintenant des roulottes à cheval qui permettent un tourisme-camping des plus reposants. Un fabricant de ces roulottes en avait exposé un modèle, qui par recherche de pittoresque était peint de couleurs vives et orné d'hermines de Bretagne, un sigle vieux de huit siècles et qui figure sur les blasons de toutes les villes bretonnes. Mais le sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture vint à passer. Son sang ne fit qu'un tour. Il appela sur place le responsable du pavillon et lui donna l'ordre de faire disparaître ces emblèmes séditionnels, et au cas où le propriétaire du véhicule anti-français refuserait d'obtempérer, de l'expulser séance tenante, lui et sa provocatrice

charrette. Le gâs, qui voulait faire connaître sa fabrication, dut s'exécuter. On en a parlé dans son canton de Châteauneuf-du-Faou.

A côté de cela, l'administration contribue pour sa modeste part au mol essai de donner le change. Elle sort un nouveau timbre « Mort de Du Guesclin, 1380 ». Sans doute pour nous suggérer que le meilleur des Bretons est celui qui se prononce contre son pays. Cela aurait pris en 1900 certainement, déjà moins en 1920. Cela aujourd'hui ne prend plus du tout.

Nous avons vu quelle politique française décourageait le dialogue. La petite guerre aux caractéristiques bretonnes va plus loin. Elle blesse profondément la sensibilité d'un peuple et contribue chaque jour à fortifier son esprit de résistance.

Elle assure surtout le F.L.B. (Front de Libération de la Bretagne) d'un recrutement inépuisable³.

3. D'autant plus que la petite guerre vise également le porte-monnaie. Les Bretons ont cru, en 1962, remporter « la bataille du rail ». Ils ont bientôt dû déchanter. La diminution de tarifs qui leur avait été consentie était un trompe-l'œil. Les tarifs sont passés en effet, pour la zone I à laquelle appartenaient le Finistère, les Côtes-du-Nord et le Morbihan, de F 7,45 à F 7, mais ces deux derniers départements ont été subrepticement rétrogradés en zone 2, dont le tarif est F 8. Pour eux il y a donc eu augmentation. L'Ille-et-Vilaine a été de même rétrogradée et passe de 9,43 à 9,94. Si bien qu'en définitive, la Bretagne, dans son ensemble, « après avoir reçu satisfaction », paiera plus cher qu'avant. C'est la tactique de l'administration, elle reprend d'une main ce qu'elle a dû céder de l'autre.

42

F. L. B.

Le 11 mars 1966 est une date à retenir. Trois jeunes gens jetèrent un cocktail Molotov contre la sous-préfecture de Saint-Nazaire. La presse en fit un fait divers et la justice fut aussi sévère que pour un délit de maraudeurs. C'était pourtant le coup d'envoi d'une campagne d'attentats, débutée sous le signe de la spontanéité, et la première manifestation d'une action violente organisée, qui allait bientôt devenir le nouveau trait distinctif d'un mouvement qu'on avait pu croire définitivement jugulé.

Prestige de la violence.

Dans notre société où le béton omniprésent sue l'ennui, l'appel à l'aventure est irrésistible pour ceux qui aspirent à autre chose qu'une vie entre quatre murs et n'ont pas de situations avantageuses à préserver. La jeunesse est lasse des jeux du confort et trouve dans la violence un moyen de décharger ses instincts vieux comme l'espèce humaine et qu'aucun moralisme ne parviendra jamais à étouffer. L'acte gratuit enrobé de risque la réhabilite à ses propres yeux.

Pour nos jeunes, élevés dans l'atmosphère du pouvoir personnel, la formule de l'action parlementaire appartient au passé. Elle n'offre pas une échappée en dehors du monde des bavardages pour rien. Un nouveau parti n'affranchit des impostures en *-isme* que pour tomber dans les fumées d'un nouvel *-isme*. Nos jeunes savent, parce que depuis leur âge le plus tendre ils l'ont entendu dire autour d'eux par ceux qui portaient les

meurtrissures de l'expérience, que le gouvernement reste sourd aux arguments de raison et ne cède qu'à l'intimidation.

L'action directe tente donc les jeunes. Mais autrefois, seuls quelques fanatiques osaient passer aux actes. *L'establishment* était encore solide et ses fissures, pourtant visibles, n'inquiétaient pas. On les prenait pour les rides de l'âge. Ministres, évêques, généraux, préfets avaient leur affaire bien en main et il fallait beaucoup d'audace pour mettre en question leurs prérogatives. Aujourd'hui les positions sont inversées. Il faut beaucoup d'aveuglement pour croire qu'en dehors des mesures administratives, quelque chose dépend encore d'eux. On les sent comme les ornements décrépits d'une façade qui tremble avant de s'écrouler.

Telle est l'atmosphère dans laquelle est né le F.L.B.

Les nouveaux militants avaient en outre des raisons propres à leur génération de concevoir l'action bretonne d'une autre manière que leurs prédécesseurs de 1920. Pour eux, tout a été dit sur l'asservissement du peuple breton. Tous ceux qui étaient susceptibles d'absorber une information à ce sujet et d'en tirer profit, ont été touchés. On n'augmentera jamais par les mêmes moyens le nombre de nos partisans. Nous avons fait le plein. Il faut maintenant, non plus chercher à convaincre, mais entraîner et conduire. Il faut mettre sur pied le seul argument valable : une force, et s'en servir.

La violence ici apparaît légitime, car elle est la réponse appropriée à la violence qui est faite en permanence à la Bretagne par un régime qui nie son droit à l'existence. Depuis toujours, depuis Mgr Le Joubioux, depuis Jean-Marie Perrot¹, des prêtres du Christ partageront ce point de vue et se joindront aux rebelles.

La leçon de *Breiz Atao* trouve son application : une poignée a raison contre tous, si elle incarne l'âme du pays.

Mais une différence distinguera les attentats du F.L.B. de ceux de *Gwenn-ha-Du*. Les anciens cherchaient à donner une expression plastique, donc immédiatement compréhensible au sentiment national, par des attentats patriotiques, dont la destruction du monument de l'Union reste l'archétype.

Ceux du F.L.B. cherchent à donner une satisfaction aux revendications populaires, au mécontentement des exploités, par des attentats de type démagogique, dont le plastiquage des per-

1. J.-M. Le Joubioux (1806-1888), J.-M. Perrot (1877-1943).

ceptions est le prototype. Ils cherchent aussi à intimider le pouvoir en attaquant directement ses symboles. Ce seront les attentats contre les bâtiments administratifs.

Les attentats.

Le sigle F.L.B. apparaît sur un bidon d'essence trouvé le 17 juin 1966 dans le sous-sol de la perception de Saint-Brieuc, après un attentat manqué. Il faut attendre un an pour que les attentats reprennent à Saint-Brieuc et à Nantes, avec une pointe en direction de Vannes, où se remarque la signature Bzh. La seconde moitié de l'année 1967 s'écoule dans le silence. Mais l'année 1968 commence bruyamment : cinq attentats en janvier. Puis, le 12 février, se produit le vol avec effraction de 775 kg de tolamite, dans un dépôt de la forêt de Loudéac appartenant à une société anglaise. Deux cents mètres de câble téléphonique ont été coupés un peu plus loin. Les auteurs ne se sont pas révélés, mais on ne va pas tarder à savoir entre les mains de qui est tombée la tolamite.

Dans la nuit du 27 au 28 avril, une opération de commando, magistralement conçue et exécutée, réussit un coup qui restera légendaire : le dépôt des véhicules des C.R.S. de Saint-Brieuc, les mêmes qui ont été l'instrument de la répression de nos révoltes paysannes, est détruit au moyen de bombes et d'engins incendiaires. Les paysans, qui se sentent vengés, jubilent et sont de cœur avec le F.L.B. ! On n'avait plus vu pareille symbiose du sentiment national et de l'âme populaire depuis le 7 août 1932.

Les attentats se succèdent, surtout denses en septembre, débutant par sept opérations simultanées à Lannion, Lorient, Hennebont, Pluvigner, Rochefort-en-Terre, Questembert, Nantes. On calcule que quatre commandos ont été nécessaires pour les réaliser. Pour la première fois, depuis le coup de Carhaix en 1942 qui resta isolé, des gendarmeries, au nombre de trois, ont été attaquées.

Les modérés s'inquiètent. Ils savent que dans l'entourage du général de Gaulle, les jacobins fanatiques tirent argument de la violence déchainée par le F.L.B. pour détourner le chef de l'Etat de ses projets de régionalisation. Ils pensent qu'il serait de l'intérêt breton d'observer au moins une trêve, pour encourager le gouvernement à persévérer dans une voie qui brise avec la tradition du centralisme absolu.

Des conciliabules ont lieu. Le point de vue est divulgué dans

les milieux et les réunions de Bretons où l'on suppose que des membres du F.L.B. peuvent se trouver présents. Et la manœuvre réussit : le 15 septembre, arrive de Dublin un communiqué du F.L.B., authentifié par le Comité National de la Bretagne Libre, qui annonce une suspension à l'occasion des projets de régionalisation du Général et de son prochain voyage en Bretagne.

Malgré cela, un attentat a lieu à Nantes le 16 octobre et un autre à Briec le 27. Plus grave encore, la campagne terroriste gagne la France proprement dite. Les adductions d'eau de la ville de Paris sont sabotées à l'aide de charges explosives à Louveciennes et à Provins. On n'aurait jamais pu inculper Jean Bothorel, journaliste, et Michel Coïc, employé, s'ils ne s'étaient pas fait arrêter le 25 janvier 1969 au moment où ils tentaient de s'introduire dans une caserne de Nevers pour y dérober des armes destinées à constituer des groupes capables d'ouvrir le feu au cours de la série d'opérations prévues dans la région parisienne.

Une vaste opération de police était déclenchée contre le F.L.B. qui devait mettre fin à ses opérations pour plusieurs années.

Depuis 1966, le nombre des attentats réussis s'est élevé à 33, se répartissant comme suit (par pays) : Nantais, 9 ; Vannetais, 7 ; Cornouaille, 6 ; Penthievre, 4 ; Léon, 3 ; Saint-Malo, 1 ; Trégor, 1 ; extérieur, 2.

D'après la nature des objectifs : perceptions et finances, 14 ; édifices administratifs, 8 ; installations électriques, 5 ; gendarmeries, 3 ; adductions d'eau, 2 ; installations militaires, 1.

Tous ces attentats présentaient un caractère commun : ils avaient fait l'objet des précautions nécessaires pour limiter les dégâts matériels et surtout pour éviter les victimes, en somme pour rester dans les limites d'actions symboliques. Les seules exceptions furent les actions du dépôt des C.R.S. et de la caserne de Sens, qui eurent un net caractère militaire et donnèrent l'impression d'une ascension dans l'escalade de la violence, ajoutant l'objectif matériel ou technique à l'intention symbolique.

Le démantèlement de l'organisation.

L'impunité dont avaient joui jusque-là les « dynamiteros » bretons, tissait déjà une légende d'invincibilité autour d'eux, quand, le 26 décembre, un coup de hasard providentiel mit enfin la police sur la piste qu'elle cherchait en vain depuis deux ans².

2. On a fêté l'arbre de Noël chez Jacques Nédélec, mécanicien à la

Sénart, habile horloger, était l'artificier du F.L.B. de Nantes, quand le chef, Lucien Divart — sergent-chef d'active dans l'aviation — estima nécessaire de le mettre en disponibilité, de crainte que les bavardages auxquels il était enclin ne mettent en danger tout le groupe. Sénart, humilié, avait poursuivi l'action pour son propre compte en complète indépendance, accumulant les imprudences. Il est facile aux inspecteurs de le confondre et de le faire parler. Ils ont bientôt arrêté Divart et toute la bande. La police découvre des traces écrites qui lui permettent de ruiner les dénégations des suspects. Ils avouent à leur tour. Désormais, l'enquête progresse avec rapidité. A Saint-Brieuc, on arrête Jean Ollivier, chef de la IV^e *Kevrenn* (voir plus loin l'explication du terme) dont l'abbé Antoine Le Bars est le chef logistique. Le schéma de l'organisation apparaît clairement, quand tombe à son tour l'architecte Pierre Lemoine, conseiller municipal de Quimper, chef de la zone cormouillaïse. La police est anxieuse avant tout de récupérer les explosifs. Elle en trouve un peu partout, enterrés dans un champ ou cachés dans la lessiveuse d'un presbytère. Elle en ramasse le double de ce qui à sa connaissance a été volé. Les paysans, le front barré et frappés de mutisme quand on les interroge, se souviennent de perquisitions semblables un quart de siècle plus tôt. L'un d'eux soutient avec aplomb qu'il croyait avoir enterré le trésor de l'église. Les arrestations, au nombre de 59 le 18 janvier, atteignent bientôt 53 personnes, dont 4 prêtres. La stupeur va crescendo. Ce n'est pas un groupuscule ; toute la Bretagne est impliquée. Le gouvernement, consterné par les proportions que prend l'affaire et par son retentissement dans le monde, décide de mettre un terme à l'opération. Il lui convenait de cerner et de stigmatiser une petite bande, mais il ne veut pour rien au monde faire à un mouvement qu'il juge dangereux l'inappréciable propagande d'un procès monstre. Les 1 500 suspects qui figurent déjà sur les listes de la police, ne seront pas inquiétés.

S.N.C.F. Une scène de ménage éclate et atteint une telle violence que les voisins appellent police-secours. L'agent entre dans le logement pour entendre l'épouse jeter à son mari ce reproche véhément : « Tu ferais mieux de t'occuper de tes affaires, au lieu d'entraîner ton fils à faire des plasticages et à le promener en DS rouge ! » L'agent fait son rapport, qui va à la P.J. d'Angers, dont dépend Nantes (1). Sensation ! Le dossier du F.L.B. mentionne une DS rouge qui a été plusieurs fois aperçue dans les parages des attentats. Ils vont chez les Nédélec, et de là chez Jean-Jacques Sénart, propriétaire de la voiture...

Les inculpés sont déférés à la Cour de Sûreté de l'Etat, à Paris. Les interrogatoires qui suivent, à l'instruction, ceux de la police, permettent de se faire une idée générale de l'organisation du F.L.B. La scène de ménage des Nédélec a déclenché une action qui l'a surpris en pleine phase d'organisation. Pour relier entre eux des éléments constitutifs disparates, les « chefs » ont été amenés à se faire connaître de trop de monde ; l'élimination des éléments les moins sûrs incorporés à la légère, avant que les opérations n'aient signalé leur inaptitude à la clandestinité, n'a pu encore se faire que partiellement. Ce sont eux — on l'a vu à Nantes — qui permettront aux enquêteurs, par leurs inconséquences et la faiblesse de leurs forces morales, de découvrir rapidement tous les maillons de la chaîne.

Le F.L.B. est composé de divisions régionales appelées *Kevrenn* (sections), dirigées par un major. On a identifié 5 *Kevrennou* : Quimper (I), Lorient (II), Saint-Brieuc (IV), Nantes (VIII), Paris, qui n'est pas encore numéroté, semble jouir en fait d'une certaine indépendance, ainsi qu'en ont témoigné ses opérations, déclenchées au mépris de la trêve annoncée le 15 septembre. Les « *Kevrennou* » III, V, VI, VII ne sont pas apparues, soit qu'elles n'aient pas été découvertes, soit qu'elles n'aient encore existé que sur le papier. De fait, aucun indice n'a conduit les inspecteurs dans le nord-ouest de la péninsule, ni en général dans la zone intérieure située entre Rennes, Nantes et Vannes.

Chaque *Kevrenn* est composée de plusieurs *bagadou*, ou « pelotons ». Chaque *bagad* est commandé par un sergent et est à base de *strolladou*, « groupes » dirigés par un caporal. Un commando est une formation de circonstance d'importance variable.

Cette organisation, de type militaire, n'était encore ni stabilisée ni généralisée quand le F.L.B. a été démantelé par la police. Cela tenait à l'hétérogénéité des éléments qu'il avait rassemblés. Les commandos du sud-ouest signaient leurs attentats F.L.B. en laissant sur place des tracts imprimés au Canada. Le matériel pyrotechnique découvert aux environs de Lorient était également d'origine canadienne. En revanche, les attentats des régions nantaise et briochine étaient signés A.R.B., soit « Armée Républicaine Bretonne », et quand ils adoptèrent la signature F.L.B., ils l'écrivaient à la main, ce qui prouve qu'ils ne disposaient pas du matériel imprimé au Canada.

Les remous de l'opinion.

La découverte du F.L.B. réduisit d'un coup à néant les thèses officielles qui faisaient des patriotes bretons « une poignée d'aventuriers » réprouvés par la population. L'importance numérique de l'organisation mise à jour, ses ramifications dans toutes les couches de la population, la présence en son sein d'éléments respectables, ont provoqué la stupeur en France et, par contre-coup, l'exigence de savoir la vérité au-delà des idées préconçues qui n'expliquaient plus rien.

A l'extérieur, la sensation ne fut pas moins grande : un mythe s'effondrait, celui de la France « unique pays d'Europe ayant réalisé au point de perfection sa totale unité nationale ». De Paris, de Londres, de toutes les capitales, les reporters s'abattirent sur la Bretagne.

Leurs rapports furent en général objectifs et souvent empreints d'un désir sincère de comprendre. Ils firent beaucoup pour faire connaître l'idée bretonne tant en France que dans le monde... et en Bretagne même, où le public conserve la tendance, parfois justifiée, d'attacher plus de valeur à ce qui se dit à Paris qu'à ce qui se lit dans une presse régionale trop soumise aux directives préfectorales.

Il y eut pourtant quelques fausses notes qui montrent que les préjugés dispensent certains chroniqueurs, et non des moindres, de s'informer. Ce fut le cas de Thierry Maulnier (*Figaro*, 9-1-1969) qui voit dans l'idée bretonne un « particularisme médiéval », un « rêve anachronique », et c'est celui de Lucien Rebatet (*Rivarol*, 15-1-1969) qui abonde dans son sens. L'un et l'autre, pourtant, reconnaissent les méfaits de la centralisation et estiment qu'il faudrait faire quelque chose.

Les communistes, comme d'habitude, ont pris le relais des vieux républicains, et répètent les calomnies vêtustes qui avaient nourri leurs campagnes dans les premiers temps de la république. Le F.L.B. « lutte pour un retour au règne de la féodalité et de l'obscurantisme ». (*Bretagne Nouvelle*, 16-1-1969.) Et le Bureau Fédéral des Côtes-du-Nord publie un communiqué où le parti condamne le F.L.B. « comme tout mouvement et toute propagande autonome (sic) ». Au Conseil général du même département, Norbert Lejeune proteste contre la « mansuétude gaulliste » à l'égard des activités « anti-nationales » des autonomistes bretons. Il dénonce : « L'autonomisme breton a tou-

jours été la forme bretonne du fascisme. » (*Humanité*, 18-1-1969.) A la même date, le journal central du parti publie un « dossier » sur le mouvement breton, nourri de photographies, dans lequel il n'est question que de « réactionnaires fascistes, d'anciens collaborateurs des nazis, et des milices de l'abbé Perrot »... assassiné une seconde fois en l'occurrence. Ce ne sont pas les « intérêts supérieurs de la nation française » qui sont en jeu, mais ceux d'un parti qui comprend que son intérêt est de maintenir sous la coupe de la majorité hexagonale un pays qui, livré à lui-même, ne manquerait pas de liquider ses ingérences.

Les notables, les autorités constituées, l'Eglise condamnent la violence, mais admettent unanimement que la Bretagne a de fortes raisons de ne pas être satisfaite de son sort. M. René Pleven déclare devant le Conseil général de son département : « Tout retard dans l'action gouvernementale sert ceux qui ont choisi la violence. »

En Bretagne, dans le peuple, la sympathie instinctive mais hésitante du début s'affirme et fait tache d'huile. Des groupements se forment spontanément pour venir en aide aux détenus et à leurs familles. L'un d'eux formé de prêtres patriotes, qui s'était adressé en vain au général de Gaulle, a maintenant 258 adhérents. Le *Skoazell Vreizh*, « Secours breton », ouvre un bureau dans toutes les villes bretonnes et les souscriptions affluent. On voit des gendarmes apporter leur obole. Les fonds recueillis permettent de couvrir tous les frais de la défense et de verser une aide mensuelle aux familles.

Peu soucieux de voir ce mouvement de solidarité bretonne s'accroître à l'occasion d'un grand procès politique, le gouvernement dont fait alors partie René Pleven, en qualité de ministre de la Justice, libère d'abord un à un plus de la moitié des inculpés, puis finalement présente une amnistie à la signature du nouveau président de la République, Pompidou. La solution était habile, bien qu'illégal puisque personne ne peut être amnistié sans avoir été au préalable condamné.

Jean-Claude Buanic, rédacteur en chef de *la Vie Bretonne*, traduit assez clairement un sentiment très répandu dans le pays : « La Bretagne est lasse et impatiente. Elle attend une réforme régionale véritable : c'est la dernière chance pour elle de voir la fin de la stagnation économique et culturelle. C'est la dernière chance pour qu'après « le problème breton » on ne titre pas sur « le conflit breton. » (*Combat*, 2-2-1969.)

On sait ce qu'il advint du projet de régionalisation du gén-

ral de Gaulle et quelle caricature en a présentée le gouvernement du président Pompidou. Une fois de plus les Bretons ont le sentiment d'avoir été « blousés » et les partisans des moyens d'intimidation pour arracher des concessions à l'Etat trouveront désormais une compréhension accrue dans l'opinion publique. Le F.L.B. avait été démantelé, mais la lame de fond qui lui avait donné naissance s'était nourrie de nouvelles rancœurs et de nouvelles impatiences. Le F.L.B. était destiné à renaître de ses cendres.

Cette renaissance fut longue et difficile. Une tentative pour rassembler les anciens effectifs dans une organisation légale, qu'on appela le F.L.B. II, échoua piteusement, quand il fut clair que le but véritable de ses promoteurs était d'incorporer leurs camarades dans le courant gauchiste où il était inévitablement condamné à perdre sa personnalité et à oublier ses motivations propres en adoptant celles du nouveau contexte. Trois seulement des cinquante-six inculpés de janvier apportèrent leur adhésion à ce groupement, qui, par la suite, derrière les mêmes chefs de file, donna naissance à un fantomatique *Parti Communiste Breton*, dont Jacques Duclos, devenu le commentateur en titre des événements bretons, put dire (tout à leur honneur) : « Je ne sais pas si ces gens-là sont bretons, mais ce que je sais, c'est qu'ils ne sont pas communistes. » Etre communiste, en effet, c'est d'abord — dans tous les pays — obéir aveuglément à une direction centralisée.

Les membres des anciennes *Kevrennou* qui étaient passés à travers les mailles du filet policier et dont l'épreuve avait fortifié la résolution, les « fans » du F.L.B. qui étaient impatients d'entrer en action, devaient manifester leurs velléités de « Bretagne Libre » de bien des façons.

Le F.L.B. renaît de ses cendres.

Deux années s'écoulaient lentement sans le moindre incident. Mais un peu partout, d'un bout à l'autre du pays, on voit au matin apparaître sur les murs les trois lettres magiques : F.L.B. ! Quand, dans un village, une petite bande s'échauffe, on sort la nuit avec un pot de goudron, soit pour traduire en breton, sur les plaques routières, les noms francisés de nos communes, soit pour écrire « F.L.B. » sur les transformateurs ou les châteaux d'eau. On écrit F.L.B. comme on écrivait *Breiz Atao* : le sens est

rigoureusement le même. C'est une protestation et une affirmation. Et on dit d'un jeune, qu'on croit capable d'un coup de tête pour la Bretagne, que « c'est un F.L.B. », comme on disait et on dit encore : « C'est un Breiz Atao ! »

Soudain, le 6 janvier 1971, les journaux annoncent que deux camions, appartenant à l'entreprise Robin, ont été plastiqués à Rennes. Pas d'explication. Le 1^{er} avril, une tentative d'incendie a lieu contre les bureaux des douanes à Saint-Malo. Cette fois on trouve sur les murs des tracts F.L.B. Le 13, quatre bulldozers sautent à Pleugueneuc. Les explications sont superflues : c'est l'œuvre d'adversaires du remembrement. D'autres camions sautent à Rennes, le 6 juin. Le 22 est marqué par de graves dommages causés à la maison de M^r Massard, avoué à Fougères, qui a instrumenté dans des saisies de propriétés paysannes. Il s'en est fallu de peu qu'il ne soit personnellement victime de l'attentat et il ne semble pas que l'éventualité de mort d'hommes ait contenu les responsables dans leur dessein. Le stade du symbolisme est désormais dépassé. Le même jour, plastiquage des établissements Chevet à Rennes et vol d'explosifs à Tréméven. Les attentats se poursuivent pendant l'été, et jusqu'à la fin de l'année, avec quelque variété. Les bulldozers continuent à sauter, mais d'autres attentats contre les bâtiments administratifs ou la statue du général Hoche à Quiberon³ marquent un retour des manifestations plus purement symboliques et politiques. Paris aussi revient sur le tapis avec un attentat contre le domicile d'un géomètre, M. Danger, responsable d'un remembrement abusif en Bretagne. Les opérations continuent en 1972 sans interruption supérieure à un mois. Leur caractère permet de les ranger en trois catégories : les attentats dans la tradition de *Gwenn-ha-Du*, comme celui contre les locaux de l'Inspection Académique de Saint-Brieuc, le 21 février, qui d'ailleurs est signé Armée *Républicaine* Bretonne ; les attentats « agraires », dont les victimes continuent d'être principalement les bulldozers ; les représailles contre les responsables des dommages causés à la Bretagne, sous forme d'attentats contre leurs domiciles. S'il a pu exister, au cours de l'année 1971, quelque hésitation dans l'attribution de la paternité F.L.B. à certains attentats non signés, il est devenu clair qu'ils doivent lui être attribués. Ils semblent en

3. Hoche y avait intercepté en 1795 un débarquement d'émigrés, en majorité bretons. Un millier d'entre eux furent fusillés après avoir été faits prisonniers.

outre relever de trois réseaux différents, dont l'un est à Paris et les deux autres en nord-Bretagne, le plus important de beaucoup étant celui de Rennes. Le F.L.B. n'a donc pas été complètement démantelé, ou il s'est reformé.

Le titre même de l'organisation clandestine, le texte des courts tracts laissés sur place et les inscriptions murales ne laissèrent aucun doute sur les motivations de base et le but général de la campagne du F.L.B., quoique certains coups n'aient pas été signés. Cependant, quand la direction politique se fut constituée et que le Comité de Dublin fut imaginé pour donner une voix à un mouvement qui par définition doit se taire, la principale difficulté que rencontrent les groupements secrets à se justifier, fut résolue.

Le *Comité National de la Bretagne Libre* fut conçu, immédiatement après le voyage du général de Gaulle au Canada, pour exploiter au profit de la Bretagne son fameux : « Vive le Québec libre ! » Chaque société d'action bretonne d'esprit nationaliste fut sollicitée d'y déléguer un représentant, après que l'assurance lui ait été donnée qu'en aucun cas son adhésion ne serait rendue publique. Le C.B.L. prétend avoir reçu un nombre d'adhésions suffisant pour avoir le droit de parler au nom de la Bretagne. Il envoie à la presse internationale des communiqués périodiques, dans lesquels il s'adresse, soit au gouvernement français pour le mettre en demeure de rendre la Bretagne aux Bretons, soit à l'*emsav* pour lui faire connaître son point de vue sur la conjoncture politique et lui communiquer ses mots d'ordre. Ces communiqués sont signés : Yann Goulet, secrétaire général.

Le C.B.L. s'est mis en outre à la disposition du F.L.B. pour diffuser ses propres communiqués. Dans ce cas, ils sont signés : pour le F.B.L.-A.R.B. et par ordre, le chef d'Etat-Major : P. Le Goff, et sont authentifiés par le cachet du C.B.L. et la griffe de Yann Goulet.

De plus, vers la fin de l'année 1968, n'ayant plus guère d'apparences à sauvegarder, Yann Fouéré donna de plus en plus nettement à son journal, *l'Avenir de la Bretagne*, le caractère d'organe officieux du F.L.B. Il publia à Noël 1968 un manifeste du *Conseil Politique National* et de *l'Armée Républicaine Bretonne*, ayant visiblement pour but l'unification doctrinale des intentions variées et quelquefois disparates qui s'étaient manifestées depuis 1966 au cours de la campagne d'action directe.

La doctrine du F.L.B.

Si le fond reste la revendication nationalitaire de la tradition de *Breiz Atao*, son libellé et son contenu ont notablement évolué. L'ancienne neutralité en matière sociale que *Stur* et *War-Zao* chacun à leur manière avaient déjà abandonnée avant guerre, est définitivement laissée de côté. Le F.L.B. adopte pour le combat breton la plate-forme de la défense des droits du peuple breton à la possession de ses instruments de travail, mais sans toutefois adopter pour la construction de la Bretagne future le schéma de l'Etat marxiste omnipotent. Après avoir répudié la « domination étrangère » qui n'a été qu'« un génocide sur tous les plans », et a fait de nous « un peuple de prolétaires sans âme et sans voix », le manifeste dénonce :

« ... Nous sommes dans une situation coloniale type, où une poignée d'entrepreneurs capitalistes étrangers, représentés par l'Etat français, exploitent et transforment à leur gré, et selon leurs désirs et leurs intérêts, les richesses naturelles et humaines d'une communauté indigène, impuissante et asservie, c'est-à-dire presque détruite... »

Si l'on se demande pourquoi les Africains ont pris conscience de l'exploitation coloniale avant nous, le manifeste explique :

« ... Il est normal que le continent européen, où les structures de domination coloniale sont les plus anciennes et les mieux enracinées, soit le dernier à suivre le mouvement ; l'assimilation plus poussée a conduit les peuples qui les ont subies à un degré plus profond d'aliénation envers leurs propres valeurs et de conditionnement (culturel et économique) à des valeurs étrangères et fausses. Mais la mutation n'en sera que plus brutale et radicale.

Le peuple breton est fier d'être en Europe l'un des premiers à avoir commencé le combat et à donner l'exemple à tous les peuples encore opprimés... »

Le « socialisme » du F.L.B. ne veut avoir rien de bureaucratique ni d'autoritaire :

« Les événements les plus récents en Europe Centrale ⁴

4. Allusion à la répression du « printemps de Prague » par l'armée russe.

ont montré qu'il ne pouvait y avoir en Europe de socialisme véritable qu'indépendant et particulier à chaque peuple. Notre socialisme sera donc adapté aux besoins du peuple breton et fait à sa mesure. Il repoussera l'oppression étatique et collectiviste. Il sera humaniste, coopératif et communautaire, respectueux de toutes les libertés humaines, inspiré par les traditions de liberté et de spiritualisme de nos frères celtes. »

La formulation n'est pas très stabilisée, mais elle indique des directions non équivoques à la pensée et aux recherches. Le cap est donné. Les Bretons du F.L.B. ne veulent ni du communisme soviétique, ni du marxisme-léninisme à la chinoise, ni du chaos de l'individualisme capitaliste ou anarchiste, ni du fascisme, ni du national-socialisme. Ils disent ce qu'ils veulent : une formule sociale d'inspiration celtique, qui assure les libertés auxquelles nous tenons le plus et donne sa chance à chaque Breton, quelle que soit sa naissance.

Après avoir déclaré sa résolution de combattre aussi longtemps qu'il le faudra pour obliger l'Etat français à s'aligner ou à se démasquer, il adresse un hommage à ses amis et alliés naturels :

« ... Nous tenons aussi à témoigner notre amitié et notre reconnaissance au peuple français pour tous les appuis, encouragements, aides que nous rencontrons auprès de lui (car nous sommes convaincus... que la France ne retrouvera son vrai visage et son rôle que lorsqu'elle aura définitivement tourné le dos à sa honte d'Etat colonialiste et oppresseur) ainsi qu'à l'aide morale qui nous arrive du monde entier et, en particulier, des Canadiens, des Basques et de nos frères celtes. »

Le procès de Paris.

Le gouvernement avait choisi le parti de faire le silence sur les attentats du pays rennais, dans le vague espoir, peut-on croire, que les agitateurs, voyant que leurs violences ne trouvaient pas d'échos, y renonceraient. La chose n'est pas à mettre en doute si l'on songe que les explosions avaient fait des millions de dégâts et que le parquet n'avait donné suite à aucune plainte.

Mais le riche entrepreneur Bouygues ne l'entendit pas de cette

oreille et exigea de ses puissants amis politiques — parmi lesquels on compte le ministre Chalandon — que l'offense dont il avait été l'objet soit châtiée. Le dossier de la police était bien garni et en quelques jours, on put procéder à une chaîne d'arrestations, qui, appuyées par les dires ou aveux de 150 à 200 personnes interpellées entre Saint-Malo et Redon, démasquèrent l'existence d'une *kevrenn* inconnue du F.L.B., qui avait été recrutée et montée, non sans habileté, par Jean Charpentier, représentant de commerce à Rennes, aidé des conseils de Ferdinand Cormier, entrepreneur à Combourg, son aîné de 35 ans. L'occasion rêvée de discréditer le F.L.B., en le présentant comme une séquelle de la « collaboration » se présentait-elle enfin ? L'attente de certains fut déçue, car Cormier, contemporain de Breiz Atao et qui avait 29 ans quand Lainé forma le *Bezen*, s'était couvert de gloire dans la Résistance !

D'éliminations en éliminations, un résidu de onze « interpellés » furent inculpés par M. Gallut, juge d'instruction à la Cour de Sécurité de l'Etat, et transférés à la prison de la Santé. D'autres mises en liberté provisoire réduiront à cinq le nombre des prévenus que les gendarmes amèneront dans le box le 3 octobre 1972.

Le procès, qui dura huit jours, mit en relief les points suivants :

1) Trois accusés ont récusé les défenseurs mis à leur disposition par le *Secours Breton* : Me Leclerc et son assistant Me Choucq, qui sympathisent avec la nuance gauchiste du F.L.B., pour confier leurs dossiers, Cormier à Me Coëntin Michelet qui plaidera l'innocence, Charpentier et Souvestre à Mes Chassin de Kergommeaux et Hervé Catta, qui soutiennent la thèse de l'*Adsav 1532*, selon quoi la justice française n'a pas le droit de juger des sujets bretons.

2) Deux prévenus libres, Coudrais et Roulleau, défendus par Me Maurice Briant, qui explique qu'ils ont fourni des explosifs « pour pouvoir enfin s'exprimer ».

3) Les six autres : Maurice Drouin, Yves et François Gourvès, Yves Soueff, Pierre Ménager et Jean-Yves Gauthier, ont laissé voie libre à leur avocat pour placer la défense sur le thème de la Bretagne peuple prolétaire.

Les débats furent caractérisés, de la part du tribunal, par un « *fair play* » absolument inaccoutumé, permettant à la défense de citer cinquante témoins à décharge, qui, chacun d'un point de vue différent, firent en toute liberté de parole le procès de la France

en Bretagne et justifèrent pleinement l'action des inculpés. Rarement une pareille tribune avait été offerte à la propagande bretonne. Il est vrai que le spectacle offert frôla par moments à tel point la licence qu'on fut en droit de se demander si le but recherché en haut lieu n'était pas de retirer toute gravité à l'affaire, afin de justifier par anticipation la bénignité des condamnations à venir.

De leur côté, les accusés firent preuve d'une fermeté dans leurs convictions, de connaissances doctrinales et d'une combativité qui démontrèrent à quel point l'idée nationale bretonne avait pénétré l'âme du peuple et correspondait à ses impulsions. A part Cormier, qui visiblement cherchait à éviter la vedette, tous montrèrent un parfait mépris des conséquences que pouvait avoir pour eux une condamnation.

Les plus « durement » frappés furent les plus énergiques : Drouin, le massacreur de bulldozers, Charpentier, l'animateur du réseau et Yves Gourvès, qui avait osé tenir tête au tribunal en prétendant constamment s'exprimer en breton avec l'aide d'un interprète. Les condamnations furent prononcées avec sursis. On compta trois acquittements pour les prévenus libres, qui en d'autres temps eussent certainement reçu des peines de prison ferme pour avoir détenu et transporté des explosifs ayant servi à des attentats.

La masse bretonne, fidèle à son inertie apparente, réagit peu au procès. Il n'en fut pas de même des habitants des grandes villes. A Rennes, un gala de soutien aux détenus avec l'appui de chanteurs bretons engagés réunit 800 auditeurs et le soir, la police dut s'employer pour disperser les manifestants qui passaient outre à l'interdiction de la préfecture. A Paris, les « Bonnets Rouges », ainsi nommés en souvenir de l'insurrection des *Bonedou ruz* de 1675, hissèrent un drapeau breton au-dessus de la Faculté des Sciences, tandis que 2 000 personnes se rassemblaient au Palais de la Mutualité à l'appel du Comité de soutien, pour écouter non seulement des orateurs de l'*emsav* proprement dit, mais encore des envoyés des syndicats ouvriers et paysans et des petits commerçants.

A cet égard, les mouvements professionnels ont manifesté une solidarité bretonne qui s'était révélée avec une ampleur insoupçonnée lors de la grève désormais historique du *Joint Français* à Saint-Brieuc, qui vit, au cours du printemps 1972, toutes les classes de la société s'unir pour défendre le travail breton contre l'exploitation étrangère.

La manifestation de soutien la plus spectaculaire fut l'apparition au matin du 10 octobre d'un drapeau breton au faite de la célèbre flèche de Notre-Dame de Paris. Il fallut une heure et demie d'efforts à un moniteur des pompiers de Paris pour l'atteindre, ce qui donne une idée de l'audace de celui qui le hissa en pleine nuit. L'exploit eut les honneurs bien mérités de la télévision.

Il nous faut maintenant revenir en arrière pour dire un mot du procès en appel des deux auteurs du premier coup qui inaugura la série : Gildas Durand, lycéen, 19 ans, et Robert Guénard, ferrailleur, 28 ans, tous deux de Saint-Malo. Ils avaient été condamnés respectivement à un an de prison dont six mois avec sursis et huit mois d'emprisonnement dont cinq avec sursis. Ils avaient interjeté appel.

Devant la cour, ils proclamèrent, comme devant le tribunal, leurs convictions autonomistes et se réclamèrent du F.L.B.-A.R.B. Le jeune Durand, qui prépare un diplôme de langue celtique, déclara avec simplicité qu'il avait perpétré cet attentat pour se prouver à lui-même sa qualité de combattant. L'audience se déroula, comme à Saint-Malo, dans un climat passionné et le verdict fut remis au 29 mai, dans le but de calmer les esprits. Il n'en fut rien, car le Comité de soutien avait prévu une marche à travers la ville. Malgré l'interdiction préfectorale, quelque 200 jeunes gens entreprirent de défilier et se heurtèrent aux C.R.S. Au cours de l'échauffourée, un des manifestants qui portait un drapeau breton, l'abbé Aimé Lebreton, recteur de Gomenec'h, fut arrêté et écroué. Après trois jours en cellule, le tribunal de grande instance prononça un jugement de relaxe. Entre-temps, les paroissiens du recteur avaient fait connaître leur indignation par des télégrammes collectifs. Une fois de plus le pouvoir cédait à l'intimidation.

Le 29 mai, à la surprise générale, la cour élevait les peines à quinze mois dont huit avec sursis pour les deux inculpés. Le public ayant manifesté son mécontentement avec violence, le président Gautier fit arrêter un étudiant, Jean-Marie L'Haridon, de Châteaulin, qui fut condamné séance tenante à un mois et un jour de prison ferme.

Il est possible que ces incidents aient donné à réfléchir à un gouvernement, dont le génie politique n'a trouvé d'autre solution à la question bretonne que l'étouffement à tout prix, et aient en somme constitué la préface de la solution d'apaisement intervenue à Paris.

Mais les Bretons ne sont plus les paysans naïfs qui se laissaient mener par des « gestes » et des promesses. Si l'attitude de modération systématique actuelle du gouvernement n'est pas suivie de tentatives sincères et sérieuses de résoudre les questions posées, qui sont vitales pour la Bretagne, elle risque au contraire de renforcer le climat de scepticisme qui existe déjà à l'endroit de la bonne volonté qu'il se prête à lui-même et d'apporter de l'eau au moulin des partisans de l'action directe.

Le noyautage marxiste.

Le 29 mai 1972, l'Agence Presse-Libération publia sous le titre « Mise au point » un texte qu'elle présenta comme émanant du F.L.B. qui :

- 1) donne de l'historique du F.L.B. une interprétation marxiste-léniniste, qui maltraite les faits pour les faire entrer dans le moule doctrinal ;
- 2) prétend que le F.L.B. fut fondé pour donner à l'action bretonne le double caractère de libération nationale et de lutte de classe, et que son premier attentat fut perpétré contre la perception de Saint-Brieuc, le 18 juin 1966 ;
- 3) que la coordination des actions de commando se fit au début de 1968, sous le sigle A.R.B., aboutissant à l'attentat contre le parc de véhicules des C.R.S. le 27 avril 1968 et en France même par la coupure des conduites d'eau de la ville de Paris ;
- 4) que les années 69 et 70 furent des années de réflexion et d'auto-critique, comportant la reconstitution des réseaux et l'élimination des éléments droitiers ;
- 5) que les attentats de Haute-Bretagne-nord, en 1971-72, sont dus à l'Armée Révolutionnaire Bretonne ;
- 6) que l'excellent cloisonnement des réseaux a empêché que les arrestations de 1972 ne fassent tache d'huile.

Un certain nombre de faits s'inscrivent en faux contre ces assertions :

- 1) Aucun des membres du premier F.L.B. que nous avons interrogés n'a reconnu s'être engagé dans une entreprise de « lutte de classe », mais uniquement de libération nationale. La lourde logomachie de la « Mise au point » leur était complètement étrangère. On se souvient que trois sur cinquante six inculpés d'alors ont rejoint le F.L.B. légal et marxiste.
- 2) Le sigle A.R.B. fut imité de l'I.R.A., ce qui oblige à admettre que la pensée première était Armée Républicaine Bretonne,

terme d'ailleurs que certains trouvèrent regrettable. Car si, en Irlande, être « républicain » a le sens de rejeter la couronne d'Angleterre, donc un sens national, en Bretagne, se proclamer « républicain » est se rattacher à la tradition des pires ennemis de notre nationalité, pour le moins du point de vue historique.

3) Aucun plastiqueur de la *kevrenn* de Rennes ne s'est targué d'une appartenance à l'A. Rév. B. Tout ce qu'on peut dire est que l'un d'entre eux, François Gourvès, a fait profession de foi anti-fasciste assez conventionnelle, puisqu'il s'oppose à « l'extrême droite » représentée par Yann Goulet. Cette terminologie d'emprunt est étrangère à la Bretagne.

4) Aucune des personnes que j'ai interrogées n'a entendu parler d'élimination d'éléments « droitiers » en 1969-1970. La preuve en est donnée par la composition de la *kevrenn* rennaise, jugée à Paris.

5) L'officier Le Maho, qui fut détenu à Paris (et relâché en même temps que les condamnés du 10 octobre), se serait déclaré membre de l'A. Rév. B. Cependant Goulet, dans un communiqué, le revendique comme appartenant à l'A. Rép. B.

Quelle conclusion tirer de ces faits et de ces contradictions ? Sans doute, que la tentative des marxistes bretons de mettre la main sur l'*emsav* et de le détourner de son but initial pour en faire un facteur local de la révolution mondiale, qui est en cours depuis plusieurs années, s'est aussi exercée dans la sphère du F.L.B. Reste à savoir avec quel succès. Une réaction contraire est également à prévoir, comme sur le plan politico-idéologique où nous avons vu apparaître *Jeune Bretagne*⁵ en face de l'*Union Démocratique Bretonne* qui, comme son nom ne l'indique pas, est un groupe monolithique, hiérarchisé et centralisé, dans les meilleurs termes avec le P.C.F.

Il existe donc deux tendances dans l'*emsav*, mais leur opposition n'est qu'une querelle de mots. Sur le plan des revendications et des buts concrets, tout le monde est d'accord sur le principal. Aucun nationaliste breton ne nourrit plus l'illusion que l'indépendance politique serait une panacée à tous nos maux. Aucun d'entre eux ne voudrait renouveler chez nous la catastrophique expérience irlandaise d'un nationalisme romantique. Les deux tendances désirent avec la même force rendre au peuple

5. Mouvement intellectuel et politique, créé en 1972, dont les centres municipaux sont Nantes, Rennes et Brest, et l'animateur Georges Abhervé-Guéguen.

breton la propriété de ses instruments de travail et de ses services publics. Nous sommes donc tous « socialistes ». Seulement, les uns le sont en s'inspirant de la philosophie matérialiste du marxisme tandis que les autres recherchent des formules sociales plus en harmonie avec notre intellectualité, nos traditions et notre structure sociale. Les premiers méritent amplement le nom de « gauchistes », comme en France, parce qu'ils se sont déclarés solidaires de la « gauche » française, au besoin contre leurs compatriotes nationalistes bretons non marxisants. Mais il est abusif d'appeler « fascistes » ou « droitiers » les seconds sous prétexte qu'ils entendent rester des réalistes et des hommes libres.

Nous n'assisterons donc pas à un « processus de clarification révolutionnaire », mais à une manœuvre classique des marxistes pour éliminer les non-conformistes par la diffamation, après avoir, sur le plan idéologique, dénaturé les faits d'observation pour les faire entrer dans les catégories préétablies de la doctrine sacrosainte.

D'un point de vue strictement philosophique, le contraste est indéniable entre ceux qui croient en la possibilité de créer artificiellement et contre les lois naturelles le « royaume de Dieu » sur terre, juifs messianistes ou aryens utopistes, et ceux qui ont constaté que depuis quelques millions d'années qu'il existe des hommes, les mêmes problèmes se posent et se poseront pour eux, sans le moindre espoir d'une solution « définitive ». Cette tension sans issue, qui oblige à l'effort, pour tirer toujours le meilleur parti de l'inchangeable condition humaine, c'est la vie.

Le cours d'histoire de *l'emsav*, de 1919 à 1944, publié par la SADED, le 6-8-1963 (Han - 6/1), commence par ces mots : « Le centre, le cœur et le moteur du mouvement entre les deux guerres a été le groupement connu sous le nom de *Breiz Atao*. »

Le bilan de « Breiz Atao ».

Il l'a été parce qu'il a rendu la Bretagne à l'actualité et que de la terre du passé il a fait la terre du présent dans l'esprit de ses fils. En l'arrachant à la mort, il l'a rendue à l'histoire. Il a renversé un courant que tous croyaient irréversible.

La conspiration de la Rouërie fut peu de chose à côté de la sienne. La Rouërie a rêvé d'un replâtrage. *Breiz Atao* a voulu une révolution et l'a mise en marche. Après la Rouërie, il y a eu très vite récession. Après *Breiz Atao*, il s'est produit des réactions en chaîne, toujours plus importantes et plus riches de conséquences.

Un homme qui s'est penché sur l'histoire des petits peuples, le Pr. Léo Weissgerber, a pu dire en 1942 qu'à sa connaissance aucun mouvement de renaissance nationale n'avait réussi en un si petit nombre d'années à modifier profondément l'idée qu'un peuple avait de lui-même, n'avait bâti une doctrine d'affranchissement politique, jeté les bases d'une culture nationale, ni fixé une langue et donné naissance à une littérature complètement renouvelée. Aucun, pensait-il, n'est passé en si peu de temps des rêves imprécis des poètes aux dramatiques réalisations des sociétés secrètes !

« Ceux qui entreprirent de libérer leur patrie et dont nous sommes, ne sont pas des anges, mais des hommes, de vrais hommes, avec toutes leurs qualités et leurs défauts, mais mus par le même idéal. Un jour qu'à B.A. je te faisais critique du manque d'enthousiasme du peuple, que vous n'arriviez pas à secouer, tu m'as répondu : « Patrick, nous n'avons pas d'épopée. » Tu avais raison et je me suis bien mis ça en tête. Aujourd'hui les Bretons ont leur épopée, qui fut le fait d'une poignée de héros... » (Lettre de P. Guérin à l'auteur.)

C'est vrai, *Breiz Atao* a fait au mouvement le cadeau royal de son épopée, de sa légende, de ses martyrs, de sa mystique. La vérité oblige à reconnaître qu'il ne lui a pas transmis sa tradition faite de principes d'action et de comportement, parce qu'une telle tradition ne se transmet que par l'exemple. Mais ses derniers survivants peuvent encore le faire.

Le rôle, pendant la guerre, des hommes formés par *Breiz Atao* a été et sera encore discuté. Il a été anathémisé. Qu'on réfléchisse, en s'abstenant de porter jugement, que, sans ce qu'ils ont fait, il n'y aurait eu chez nous que des maréchalistes ou des F.F.I. et autres F.T.P. L'enterrement de la nationalité bretonne, définitivement recouverte par la nationalité française, aurait été entériné pour toujours. Qu'auraient fait pour la Bretagne les héros gaullistes ? Rien. Quand, à partir de 1945, ils ont eu le champ libre et le droit de parler haut, ils n'ont pas bougé un doigt. Ils ont dit qu'ils ne le pouvaient pas. Sans doute, mais la situation où ils se sont mis prouve une chose, c'est que leur option était indéfendable d'un point de vue breton.

Breiz Atao a créé le précédent historique : il a eu l'honneur des premières condamnations à mort en 1939 pour crime de patriotisme breton, il a lancé la déclaration de neutralité de la Bretagne dans le conflit en octobre de la même année, il a rassemblé les premières formations militaires bretonnes, de Luckenwalde aux *Bagadou-Stourm* et au *Bezen*, il a eu les premiers tués au combat depuis cent trente ans et les premiers exécutés. Il a rouvert le livre de notre histoire.

Mais les actions d'éclat ne doivent pas dissimuler des mérites plus discrets et non moins précieux. *Breiz Atao* a conçu, au milieu d'un peuple divisé à mort, la formule d'un front breton contre l'adversaire commun et il l'a faite chair : il a eu raison des intérêts particuliers qui s'y opposaient. Et s'il a pu le réaliser,

c'est parce qu'il avait d'abord dressé le dossier accablant de l'annexion et de la centralisation, en donnant naissance au plus grand courant d'études qui se soit produit dans notre pays depuis toujours et qui a détourné l'attention des Bretons des événements parisiens pour la concentrer sur leur propre pays. C'est parce qu'il avait « déboulonné l'idole », qu'il a pu ouvrir les cœurs à l'amour de la patrie celtique et les intelligences à l'idée de l'Europe des ethnies.

Vraiment, ses mérites sont sans nombre et ce sont ceux de tous les membres de l'équipe, jusqu'aux plus humbles qui furent souvent les plus agissants : il a balayé le fameux complexe d'infériorité, remplacé l'axiome de la Bretagne « entretenue » par celui de la Bretagne exploitée, dégagé l'idée bretonne des compromissions qui la défiguraient ; il a permis de sauver la langue en l'arrachant aux patois ; il a créé les précédents de révolte ; il a rendu dans sa plénitude leur nationalité aux Bretons.

Tout, pourtant, n'est pas à conserver dans l'héritage de *Breiz Atao*. L'idéal du repli sur soi-même qui est à la base du sentiment séparatiste qui s'y développa, à la suite et en conséquence de la politique française, ne répond plus au contexte de l'époque actuelle. Mais certaines des vérités qu'il a établies défient le temps : comme l'obligation d'envisager toutes les questions qui se posent à nous d'abord et avant tout du point de vue breton, le rejet sans concession d'une « certaine idée de la France », dont le corollaire obligé est le nivellement de notre personnalité.

Enfin, *Breiz Atao* a façonné le nouveau Breton. Quand on se souvient de l'inaptitude, qui paraissait congénitale chez les gens de l'ancien mouvement, d'organiser quoi que ce soit, même une simple conférence, les habitudes de laisser-aller, d'à-peu-près, *d'amzer zo* : « On a le temps ! » qui déshonoraient l'*emsav* avant lui, on se rend compte de ce qu'eut de révolutionnaire notre goût du travail sérieux, ponctuel, bien fait que *Breiz Atao*, et après lui *Gwalarn*, acclimata en Bretagne, avec un souci du détail et de la réalisation pratique, où les Bretons rejoignent quand ils le veulent la *Gruendlichkeit* allemande, qu'ils dépassent en outre par les audaces de leur imagination et leur acception chevaleresque du risque. La lecture des lettres échangées entre le secrétariat et ses correspondants est encore étonnante aujourd'hui, quand on voit indiquer les heures de train, les kilométrages ou disséquer les méthodes et les procédés d'action bretonne. *Breiz Atao* fut en ce sens une formidable école qui a implanté en nous la phobie de l'amateurisme, la haine des bavardages et des projets en l'air,

et par contre le goût de l'efficacité, le sens du réel, la juste appréciation de l'obstacle. Si l'on y réfléchit, nous n'avions pas le choix. La seule chose que nous pouvions opposer à la quantité était la qualité¹.

En présentant un type d'homme, l'*emsaver*, emboîté dans une communauté restaurée, nous avons plus fait qu'avec tous nos imprimés et nos meetings. La preuve en est qu'il a suffi que la répression sous toutes ses formes élimine ces hommes pendant vingt ans, pour qu'une tradition inestimable se perde presque irrémédiablement.

L'histoire de *Breiz Atao* est encore utile par ses aspects négatifs. Elle montre le danger qu'il y a pour un chef de l'*emsav* d'identifier la Bretagne, la langue ou la cause avec sa propre personne. C'est un travers celtique. Nous ressentons si intimement nos convictions qu'elles finissent par se confondre avec les autres sentiments qui nous habitent et ne plus en être dissociables. Il en résulte des rivalités et des chocs d'individus parmi des hommes sincères et honnêtes, naturellement appelés à travailler en collaboration. *B.A.* a été un modèle jusqu'au jour où les ambitions personnelles l'ont plus ravagé que la répression qui s'exerçait contre lui.

Le nouveau « milieu » breton.

Les héritiers de *Breiz Atao* ont une autre raison de ne pas chercher à remettre en œuvre les méthodes du passé : la Bretagne, depuis la guerre, a beaucoup changé. Elle a enduré ce qu'avec un peu de recul historique on jugera sans doute comme une révolution brutale sur le plan socio-économique.

Avant la guerre, le dirigisme avait à peine commencé à troubler les travaux des campagnes et ne touchait pas encore les entreprises. Le peuple restait indifférent aux thèmes politiques

1. Ce n'était pas une petite chose que d'apprendre à un adhérent, sans froisser son amour-propre, à trouver sa place, s'imposer un programme et des règles pour le suivre, à se soumettre à une discipline, à tenir parole en toute circonstance. Mais nous avons vu que rien ne résiste à de tels hommes. Nous avons fait un mauvais souvenir du temps où l'on pouvait dire du Breton : « A quelque classe de la société qu'il appartienne, il est apathique, sans audace ni initiative, peu capable de travail intense et suivi, d'efforts réguliers, de longues vues, de persévérance... Le goût pour la rêverie poético-philosophique, qui distingue les Bretons, ne peut pas remplacer l'amour du travail et de l'étude, l'esprit d'ordre et de méthode, le sens critique, l'organisation... » (Meven Mordiern, cité d'après une lettre.)

et n'avait conscience que de ses intérêts particuliers immédiats. Il était accoutumé à sa vassalité et se contentait de son frugal niveau de vie, que compensaient les douceurs de la solidarité clanique.

Aujourd'hui, le dirigisme a démantelé l'économie bretonne et mis le plus humble travailleur breton en face de problèmes nouveaux et angoissants. L'entourage aimé, les coutumes qui tissaient la trame de son existence se sont effondrés. Tout un peuple se sent dépossédé, frustré, menacé de déportation. (Quel autre nom donner à l'émigration forcée ?) Le mécontentement, ou au moins l'insatisfaction, est général. Les réactions sont spontanées et presque toujours violentes. La preuve en est que les grèves éclatent par décision de la base, sans tenir compte des directives des centrales parisiennes (Usines Paris à Nantes ; Joint Français à Saint-Brieuc, mars/avril 1972 ; Grève du lait, mai 1972) et elles durent jusqu'à la victoire, grâce à la solidarité de toute la population. Le 26 avril, le préfet du Finistère suspend Jean Hourmant de ses fonctions de maire de Plovenez-du-Faou, en prenant prétexte de sa participation aux activités contestataires du CID-UNATI, dont il préside le bureau régional breton. Aussitôt, un meeting de 2 000 manifestants réclame sur place le maintien du maire, dans une ambiance passionnée. Une compagnie de CRS accourt, mais se heurte à un premier rang de manifestants armés de fusils. Pour éviter des incidents graves, elle n'intervient pas. Toute la nuit, des coups de feu sont tirés en l'air, un inspecteur de la DST est fait prisonnier et son auto saccagée. Au petit matin, une voiture de gendarmerie arrive. Elle est reçue par un coup de feu. Les gendarmes font demi-tour, mais sont pris en chasse par une voiture des manifestants. Ils abandonnent leur véhicule qui est criblé d'impacts et se couchent dans un fossé. Trois des responsables de l'agression seront arrêtés le lendemain dans leurs fermes avec accompagnement de télévision, mais le préfet jugera préférable de céder, « le recours du maire au tribunal administratif étant suspensif ». Les députés du département s'empressent d'intervenir en faveur d'une amnistie des petits commerçants et agriculteurs, condamnés pour manifestations de caractère professionnel. Personne ne se soucie d'eux. Quand ils déclarent qu'ils veulent établir « un climat d'apaisement », ils montrent qu'ils sont dépassés.

Le CID-UNATI-Bretagne est une force². Il a 15 000 adhé-

2. S'est récemment rendu indépendant sous le nom de C.D.C.A.

rents dans le seul Finistère. Son congrès de Quimper est couronné de drapeaux bretons et adopte une résolution, signée Jean Hourmant, André Jégou, Guy Georges et Henri Billaud, qui lie la lutte professionnelle aux revendications bretonnes sur la base du traité de 1532 et termine par le slogan : « Nous voulons être des Bretons à part entière », et non plus, comme le disent encore les paysans toujours un peu décalés, « Français à part entière ».

Le drapeau breton flotte au-dessus du piquet de grève des ouvriers de Big-Dutchman à Saint-Careuc. Son apparition dans les cortèges de tous genres est devenue une banalité. Ce qui est nouveau, c'est celle de pancartes telles que « Libérez les F.L.B. », au cours de l'été.

Autrefois, la population regardait passer les militants bretons dans l'indifférence ou la passivité, parfois, du moins de la part de certains éléments, avec hostilité. Pendant les longues années de la « reconstruction », c'étaient des militants honteux ou apeurés qui regardaient passer les manifestations ouvrières et paysannes sans oser s'y mêler. Aujourd'hui, la symbiose est faite entre l'*emsav* et le peuple. Au cours de la grève du lait (mai 72), le F.L.B. apporte son concours en détruisant quatre camions « Bridel » et lance le slogan : « Ouvriers bretons, paysans bretons, F.L.B. : même combat. » Au procès de Paris, un représentant des grévistes du lait dans le Morbihan fait une déposition véhémement : « Les accusés dans ce box sont mes frères, leur lutte rejoint la nôtre. » Le conseiller général de Plouzévé, Eugène Quémener, dresse une nouvelle silhouette d'élus local sur l'horizon politique breton, quand il dit de son côté : « Les Bretons sont les Portoricains de la France. » Dans la nuit du 5 au 6 octobre, un feu rouge stoppe près de Bannalec l'express Paris-Quimper : un cheminot avait voulu manifester sa solidarité.

La non-conformité s'exprime en toute occasion, chaque fois qu'une décision du pouvoir central heurte la manière de voir du pays. Là où un C.E.G. a été fermé, les familles protestent et vont jusqu'à rouvrir l'école et y installer un professeur qu'elles paient.

En face du militant décidé à agir, le milieu breton a donc changé du tout au tout depuis l'avant-guerre et peut-être même surtout depuis dix ans. Il ne s'agit pas seulement du sentiment national, autrefois le privilège de quelques élus, aujourd'hui partagé par l'homme de la rue, mais aussi de l'aspect démographique de la population. Quand *Breiz Atao* a commencé son

action, deux Bretons sur trois étaient des paysans et la campagne formait un bloc de coutumes et de langage différents de ceux de la ville. Et, indiscutablement, c'est la campagne qui personnifiait la Bretagne. C'est la campagne que les militants bretons « travaillaient » de préférence à la ville.

Aujourd'hui, l'isolement de la campagne a pris fin, grâce à la motorisation et à la TV, les coutumes se sont effacées en une génération et la langue populaire est en train d'en faire autant. Le remembrement a profané ce qui était le sanctuaire de la nationalité et le tracteur a rendu inutile le travailleur des champs comme ses chevaux. La Bretagne est presque aussi urbanisée maintenant que les Etats-Unis. Ses jeunes paysans ne sont plus des paysans, mais des exploitants agricoles, certains même se disent « prolétaires ruraux ». La campagne ne se distingue plus guère psychologiquement de la ville dont elle est devenue le prolongement. Les villes ont grandi, ont accéléré leur rythme de vie. Tout dépend d'elles, parce que tout s'y décide. Si la chouannerie renaissait, elle fuirait la campagne qui n'a plus son bocage protecteur et se développerait en ville. Notre époque est celle de la guérilla urbaine. Et c'est encore dans les villes surtout que la jeunesse est assez éveillée et sûre de soi pour oser revendiquer son droit à une patrie charnelle. Les villages qui s'éveillent y puisent leur inspiration et leurs exemples.

Le tigre de papier rouge.

Le dynamisme populaire de l'idée bretonne n'a pas échappé aux partis politiques anxieux d'élever le tonus de leurs troupes. Le P.S.U. prend parti ouvertement pour les revendications bretonnes qu'il formule dans son optique propre et patronne la candidature de M. Phlipponneau, après sa démission du C.E.L.I.B. Le P.C.F. voudrait bénéficier de l'appoint d'une jeunesse qui le boude, mais sans renoncer à la « centralisation démocratique ». C'est une contradiction que malgré sa dialectique il n'a pas encore résolue. Il donne des fêtes « bretonnes », où seul flotte le drapeau tricolore. N'est-il pas le « parti des patriotes » ? Il ouvre un cabaret « breton », à l'abri duquel se déroule la propagande pour « le Vietnam aux Vietnamiens » ! La présence de militants bretons dans les manifestations ouvrières l'irrite. Il met en garde les grévistes, qui n'en ont cure, contre « des éléments étrangers à la classe ouvrière et au monde du travail » qui

se glissent parmi eux. Comme rien n'y fait, M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., vient à Brest le 14 octobre pour fixer la position officielle au cours d'un meeting à la Maison du Peuple. Interrogé sur les mouvements bretons, il précise : « Nous ne pouvons apporter la caution de notre organisation à des groupes qui n'ont pas la même conception démocratique et de masse de l'action... Toute idée de séparatisme régional des travailleurs syndiqués rencontrera la désapprobation de la CGT. » Reste à savoir si cette menace ne précéderait pas une émancipation générale des syndicats bretons de la pesante tutelle parisienne.

La Bretagne Réelle a mené une virulente campagne contre l'invasion de l'*emsav* par la philosophie marxiste. Non sans raison, puisqu'il est permis de se demander en quoi une doctrine qui explique l'histoire par la lutte des classes peut aider au relèvement d'une nationalité. Il n'était pas difficile à ses rédacteurs de démontrer l'incompatibilité qui existe entre la dialectique matérialiste et l'animisme fondamental de la culture celtique. Il n'y a pourtant pas de quoi s'inquiéter outre mesure d'un marxisme breton qui fait l'effet à Paris, sans aller jusqu'à Moscou et encore moins à Pékin, d'une corruption petite-bourgeoise des textes sacrés. Quand un « marxiste breton » s'explique, il commence par assurer que Marx a méconnu l'importance du fait nationalitaire au cours de l'élaboration de sa doctrine. C'est assez pour établir, aux yeux des orthodoxes, sa qualité de révisionniste.

« (On a) noté que l'*emsav* a toujours cherché, depuis *Breiz Atao*, à s'allier à un courant d'idées à la mode par tactique, sans que cela représente une opinion profonde. Il y a eu le nationalisme breton wilsonien, ensuite le nationalisme breton proudhonien qui tendait la main aux socialistes, puis le nationalisme breton chaussé de bottes et marchant au pas, enfin aujourd'hui, faisant suite au nationalisme breton d'après-guerre, celui de la peur, bourgeois et conformiste, le nationalisme qui se teinte aussi bien d'anarchisme que de progressisme bien-pensant.

Cette tendance permanente de paraître idéologiquement à la page procède pour une bonne part du calcul de tous les faibles, qui est de se trouver des alliés et des protecteurs. Elle explique peut-être le « socialisme » du manifeste du F.L.B. et le « négroidisme » des motions du congrès de

*Sav Breizh*³. Le seul lien entre les groupes du mouvement, leur seul vrai moteur, leur seule caractéristique constante et invariable est le patriotisme breton. Il serait souhaitable de ne pas le perdre de vue. »

Bretagne Réelle, op. cit., n° 284.

J'ose mettre en fait que c'est le sentiment breton et nul autre, et un sentiment breton de même nature, qui bat au cœur du plus modéré comme du plus extrémiste des défenseurs de la Bretagne. De Pleven à Goulet, en passant par Lombard, Martray, Bollardière⁴, Le Calvez⁵ et Fouéré, on ne monte pas l'échelle de la sincérité du sentiment national, mais celle du courage des opinions.

L'*Emgleo Breiz*, association apolitique pour la défense et l'illustration de la culture bretonne, avait réuni 150 000 signatures en mai 1967 en faveur de l'enseignement du breton. Son action sur l'Education Nationale, l'ORTF, la presse, les candidats aux suffrages populaires, a été acharnée et constante. Son droit à la parole était établi par les états de service de ses membres dans la Résistance. Ce n'est pas chez eux qu'on aurait trouvé des « collaborateurs » camouflés. Son animateur, l'instituteur A. Keravel, qui avait été avec Kerlann l'héritier d'*Ar Falz* de Yann Sohier, en 1935, était passé comme tout le monde par le Camp Marguerite, lors de la rafle Allard, mais n'en avait pas gardé rancune au gouvernement de la Libération. En criant haro sur les infâmes fascistes du P.N.B., dès sa libération de l'internement, il avait donné tous les gages désirables. Et pourtant, c'est bien lui, qui, le 5 novembre 1972, exprimait, au cours de l'émission hebdomadaire de la radio en breton, son dégoût de la mauvaise volonté et de l'hypocrisie du gouvernement qui le « mène en bateau » depuis vingt longues années. C'est bien lui qui a dit : « Et un jour viendra où les gros bonnets de Paris devront plier devant la volonté des Bretons⁶. »

3. Groupement d'action bretonne éphémère, qui a donné naissance à une revue d'études du même nom d'un excellent niveau et fortement teintée de progressisme.

4. De la Bollardière : ce général, qui fut à la création des troupes aéroportées françaises, se souvenant de ses origines vannetaises, est venu témoigner à l'automne 1972 en faveur des inculpés F.L.B.

5. Jean Le Calvez, fondateur de « Strollad ar Vro ».

6. Textuellement : *Hag eun deiz a zeüo ma ranko aotrounez vras Pariz plega dirak youl ar Vretoned.*

Peut-on douter, après cela, que tous les Bretons soient au fond bien d'accord ?

Spontanéité populaire.

En fin juillet dernier, aux fêtes de Cornouaille, le nombreux public qui assistait au défilé final des groupes folkloriques, fut saisi de voir apparaître mêlé aux derniers rangs un groupe « spontané » des plus étranges. Des jeunes gens habillés d'oripeaux, le visage recouvert d'un masque à tête de mort, esquissaient une sorte de danse macabre en brandissant une pancarte sur laquelle on lisait : « La Bretagne meurt, elle veut vivre. » Deux mois plus tard, lors du défilé folklorique clôturant la Foire de la Bretagne Centrale à Pontivy, ce furent des spectres encagoulés qui firent leur apparition, avec au milieu d'eux un calicot F.L.B. Ceux du premier rang avaient les poignets reliés symboliquement par une chaîne. D'autres, sur les côtés, répandaient un tract : « F.L.B. 72, procès de la Bretagne à Paris. » Ils étaient plus de trente. La police jugea préférable de ne pas intervenir. Ils disparurent comme ils étaient venus après avoir traversé la ville de part en part, du château à Keropert. Ces jeunes Bretons, qui ne sont passés par aucune école d'Agit-Prop ni par aucun centre « culturel », ont retrouvé seuls le génie de leur race, dès l'instant où ils ont osé s'exprimer. Leur style dramatico-burlesque, souvent présent chez le celto-anglais Shakespeare, est celui de nos vieilles guerzes et de nos légendes tragiques : il va droit au cœur du peuple et fait bondir son imagination, autrement que les byzantinismes abstraits de certaines doctrines ou le rationalisme desséché des universitaires.

Dans l'absence d'une organisation politique importante, dominant le théâtre de l'action bretonne et donnant des consignes, notre peuple a trouvé spontanément des modes d'expression nouveaux tirés de lui-même. Le barde, défenseur de la tribu, est de nouveau parmi nous. Hiver comme été, il parcourt la péninsule, de Nantes à Roscoff et de Fougères à Audierne, sa guitare sous le bras, avec son ou ses accompagnateurs. Il a les cheveux longs lui aussi, sa chemise par-dessus la ceinture et d'étranges breloques lui pendent au cou. C'est seulement un passeport. Il n'est pas à confondre avec ses congénères dont le métier consiste à laisser hurler leurs entrailles. Il fait autant de bruit qu'eux, mais il ne chante pas pour ne rien dire, il chante la souffrance et

la libération de son peuple. Combien sont-ils qui répondent à cette description ? Je les ai entendus l'un après l'autre, au hasard des fêtes champêtres, des récitals ou des réunions entre soi dans l'arrière-salle d'un café « engagé » : Glenmor, qui leur a tracé la route à tous, le célèbre Alan Stivell avec son orchestre Pop, les splendides Nantais Servat et Kerijuel, Kergiduff, les *Tri Yann an Naoned* (les trois Yann de Nantes) qui chantent la révolte en breton autant qu'en français, Youen Guernic, ce fin poète qui a pour auditoire de prédilection les jeunes paysans qu'il rassemble le soir dans les villages de son canton. Ces ténors ont des élèves, des émules. De nouveaux noms apparaissent à chaque saison. Il y a même des reconversions, du genre cosmopolite au genre breton, c'est le cas d'Alain Barrière. Il faut avoir assisté à ces soirées où toute une jeunesse, qui ne fait pas de politique, se dresse électrisée à l'appel du barde, et se met à danser autour de la salle, dans les couloirs, déborde dans la rue !

La musique alliée à la poésie ou à la danse est le mode d'expression des sentiments le plus naturel aux Celtes. C'est ce qui explique la vogue extraordinaire de nos instruments traditionnels, biniou et bombarde, qui en couple font danser, et en orchestre, avec addition de tambours, font marcher.

C'est ici qu'il faut dire un mot des *festou-noz*, ces fêtes de nuit, surtout caractéristiques en hiver grâce à l'absence des touristes. On y accourt de loin, parce qu'on sait que grâce à la danse, aux improvisations des chanteurs et des conteurs, au brio des instruments, la Bretagne abaissée va céder pendant quelques heures la place à la Bretagne triomphante. Les vieux, si intimement faits à leur servitude ethnique, ne comprennent pas toujours ce qui arrive. Mais les jeunes viennent y exercer un sacerdoce. Ils ont retrouvé d'un coup leur propre vérité à travers la tradition rendue à la vie et le clan reconstitué autour d'eux. Un *fest-noz* où se sont réunis de bons éléments avec des sonneurs inspirés est une expérience inoubliable.

Ces manifestations constituent la trame intime du mouvement breton. La vie collective pour le Celte n'est supportable que dans des moules acceptés. Dans des moules imposés, c'est la caserne et quelquefois le baignoire. Les deux cents Cercles Celtiques de Bretagne, leurs cent *bagadou*, leurs 3 000 sonneurs, leurs trois ou quatre douzaines de ménestrels lui offrent un semblant de cadre social ou à défaut des cadres naturels qui lui manquent et que remplît l'administration anonyme, il s'épanouit.

Tableau de l'emsav.

Le militant ne se trouve donc plus devant la tâche d'arracher un peuple et à son assoupissement et à la démission de soi. Le peuple, de mille manières, est en marche. La question n'est plus de monter un organisme de propagande comme il y a cinquante ans, mais d'organiser, de structurer et de canaliser les mouvements qui se manifestent en ordre dispersé et sans directives communes. La question est posée de savoir si un parti politique, de type traditionnel, est le meilleur instrument pour réaliser cette tâche. Il semble que non, quand on voit dans quel discrédit la formule est tombée parmi les jeunes. Des recherches ont lieu, depuis quelques mois, dans le but de mettre sur pied un instrument politique. Il pourra s'appeler « parti », mais devra, pour s'adapter aux conditions du combat breton et à la psychologie de la génération active, prendre des formes et suivre des méthodes nouvelles.

Actuellement, l'emsav est encore un vaste ensemble disparate et sans frontières nettes. Il réunit sur la base commune du réveil d'une exigeante conscience bretonne :

1) *Le mouvement culturel*, qui continue sans brisure l'action de *Breiz Atao* et de *Gwalarn* sur le plan linguistique et littéraire, avec ses extensions populaires, moins intellectuelles et plus folkloriques, que sont les innombrables cercles de musique, de danse, de sports traditionnels, dont les animateurs font des efforts pour développer aussi l'étude de la langue, de l'histoire et des questions bretonnes. L'exemple en est donné par la solide revue *Ar Soner*, « Le Sonneur », organe de la B.A.S., qui entend faire de ses sociétaires de bons musiciens, mais aussi de bons Bretons.

2) *Les mouvements de revendication professionnels*, dans la mesure où ils font leur la revendication bretonne qui se résume dans le slogan : la Bretagne aux Bretons, sans formulation politique. Leur but est professionnel et leur action aussi, mais ils ont de plus en plus la nette conscience qu'ils perdent leur temps en s'adressant à Paris et que seul un gouvernement breton aura les moyens de résoudre leurs problèmes.

3) *Le mouvement légal*, représenté essentiellement par des journaux, comme *l'Avenir de la Bretagne*, tribune de Yann Fouéré, la solide tête politique du nationalisme breton d'après-guerre qu'il a contribué plus que personne à remettre sur les rails, et où le groupement *Jeune Bretagne* de même que *Strollad*

ar Vro, parti national breton et fédéraliste européen que Jean Le Calvez a fondé depuis peu, disposent d'espaces réservés pour leurs communiqués et leur propagande. Il faut citer ensuite *le Peuple Breton*, avec son édition en breton *Pobl Vreiz*, organe de *l'Union Démocratique Bretonne*, qui est probablement actuellement la formation politique la plus active dans le pays. C'est aussi un groupe de jeunes. *Douar Breizh*, « Terre de Bretagne », est un bulletin d'information très dense, qui suit pas à pas l'actualité bretonne et s'est donné pour tâche de rallier les mouvements divers de revendications sur la plate-forme des droits que nous tenons du traité d'Union de 1532. C'est à cet organe dirigé par un esprit exceptionnellement brillant, Marie-Anne Kerhuel, spécialiste du droit administratif et public, qu'on doit la création des Etats Généraux de Bretagne, qui tous les ans réunissent les dirigeants des différents mouvements autour d'une table ronde, pour briser leur isolement et peu à peu constituer une force. Enfin, *la Bretagne Réelle*, qui est une tribune libre, où depuis des années les anciens de *Breiz Atao*, exclus de partout, ont trouvé une large hospitalité et dont le franc-parler n'a pas peu contribué à clarifier les situations troubles. Plusieurs publications en breton littéraire élevé ont permis à des cercles d'étude et d'action de se constituer, complètement en dehors de la sphère française. Ils ne cherchent pas à se faire connaître, mais sans eux, une figure aussi impressionnante que celle du tout jeune Dr Yves Gourvès, dont l'intransigeance et le courage ont dominé les débats du procès de Paris, ne se comprendrait pas.

4) *Le mouvement clandestin*. Il se développe sous différentes influences et présente une certaine diversité quoique se réclamant du même sigle F.L.B.-A.R.B. Son seul organe visible est le C.B.L. d'Irlande, dont le porte-parole est Yann Goulet, dont certains éléments du F.L.B. ne reconnaissent ni la légitimité ni l'autorité. Malgré les divergences — moins réelles qu'apparentes — dans les buts politiques poursuivis, il semble que les « militaires » soient unanimes sur le caractère à donner à leur action et sur les objectifs à atteindre : la substitution par la force des armes d'un pouvoir breton au pouvoir français. L'importance des effectifs de l'A.R.B. et le degré de préparation de ses membres sont secrets. L'absence totale d'indices indique soit une très grande habileté dans l'art de la dissimulation et du camouflage, soit le manque de volume de cette ambitieuse entreprise. Nous avons cependant lu dans une publication parisienne un entre-filet, sous le titre « La Bretagne s'arme », qui laisse songeur :

« Le Front de Libération de la Bretagne veut passer à l'action directe avant les élections législatives. Ses *bagadoustourm* (sections d'assaut) s'entraînent en Irlande dans la région de Cork, avec les hommes de l'I.R.A. Des contacts ont été établis avec l'organisation autonomiste basque E.T.A., récemment dissoute. Un assez important trafic d'armes s'opère à la frontière espagnole, ainsi que par mer, entre la Bretagne et l'Irlande. Deux tonnes de plastic et 300 pistolets mitrailleurs ont été récemment saisis à Châtelierault. »

Le Point, 25-10-72.

L'information n'est pas authentifiée, mais il n'y a pas de fumée sans feu.

La guerre révolutionnaire.

Le soulèvement de Dublin, à Pâques 1916, s'offrait comme un modèle à suivre à la génération de *Breiz Atao*. Depuis, il y a en Mao Tsé-Toung, Ho Chi Minh, Fidel et le Chê, les livres de Giap, Guevara, Régis Debray, et ceux des officiers anglais, américains et français qui ont « fait » la Malaisie, l'Indochine et l'Algérie. Les jeunes ne rêvent plus de rébellion romantique ni de barricades qui leur semblent des enfantillages coûteux. Ils rêvent de guerre révolutionnaire et, sans doute, une partie d'entre eux s'y prépare. Mais il n'y a pas de guerre révolutionnaire sans une participation massive et décidée du peuple. C'est pourquoi l'action du F.L.B. vise moins à atteindre l'adversaire qu'à conquérir la sympathie populaire, se réservant, quand l'occasion se présente, de faire d'une pierre deux coups.

Le point de vue de ceux qui ont choisi la violence est intéressant à connaître. Je ne crois pas le trahir en le condensant comme suit :

Cinquante ans de propagande et de manifestations de tous genres ont informé le peuple de l'idée bretonne. Il n'y a plus rien à glaner sur ce terrain-là. Ceux qui ne comprennent pas ne comprendront pas davantage demain. Quant aux profiteurs du système français, ils seront toujours contre nous. Nous avons fait notre plan de patriotes bretons. L'information de l'opinion peut être poursuivie : les journaux, les revues et les livres y suffisent.

Le problème actuellement est d'entraîner le peuple et l'expérience prouve que c'est le mythe *Breiz Atao*, relevé par le mythe

F.L.B., qui cristallise les espoirs de tous les mécontents, de tous les idéalistes, ce n'est pas en tout cas la perspective d'une action parlementaire et encore moins celle de l'action dont est capable un C.E.L.I.B. Les notables, qui craignent de mettre leurs intérêts en danger, seront toujours hostiles au combat breton. Ils entretiennent des illusions coupables et fatales, M. Joseph Martray en tête.

La nécessité devant laquelle nous nous trouvons est de réaliser l'instrument et les conditions d'une guerre révolutionnaire. L'instrument sera le F.L.B., un « front », parce qu'il entend réunir en vue d'objectifs précis et non pas pour imposer une doctrine ni un cadre contraignant. Sa branche militaire est l'A.R.B.

Le peuple sera mis en conditions de lutte : 1) par une propagande dynamique, provocante, utilisant des moyens nouveaux ne nécessitant aucun budget, tels que la chanson engagée, les manifestations dans la rue, en sus des moyens classiques bon marché comme le tract. — 2) par des attentats visant à abattre les symboles du pouvoir français ou ceux de l'oppression sociale. — 3) par le soutien systématique des révoltes populaires, en premier lieu des grèves. Cette action est en cours depuis deux ans, après une interruption de même durée et donne d'excellents résultats. L'atmosphère et la situation pré-révolutionnaire s'observent avec une fréquence accrue dans des zones de plus en plus étendues.

Si nous en jugeons par les résultats, le point de vue du F.L.B. se défend. Reste à examiner le cas de l'A.R.B. Il pose plusieurs problèmes difficiles :

1) *Base de recrutement.* Autrefois, *Gwenn-ha-Du*, puis le *Kadervenn*, enfin les *Bagadoustourm* du P.N.B. et le *Bezen*, disposaient des effectifs des adhérents du parti et des abonnés fidèles du journal, dans lesquels ils ont pu recruter à coup sûr, parce qu'ils savaient à qui ils s'adressaient. Aujourd'hui, cette base manque. Les seuls groupements existants sont de caractère folklorique, ce qui représente une sélection à rebours du point de vue militaire. La solution vers laquelle semble s'orienter le F.L.B. serait de recruter plus ouvertement et avec le plus grand nombre possible, pour offrir une base aux sélectionneurs de l'A.R.B.

2) *Organisation et entraînement.* Pas de difficulté insurmontable.

3) *Base d'opérations et refuge à l'extérieur.* Cela manque. L'Irlande n'est pas à prendre en considération à cause de la pré-

carité et de la longueur des communications. Les seules guerres révolutionnaires qui ont réussi ou pu durer sont celles qui disposaient d'un pays d'accueil proche : la Chine pour les Coréens et les Vietnamiens, le Maroc et la Tunisie pour les Fellagha, l'Eire pour les Provisionals, les pays arabes pour les Fedayin. A défaut d'un pays voisin, une région sauvage inaccessible peut le remplacer. Ce fut le cas de la Sierra Maestra pour Castro, mais la forêt tropicale bolivienne fut contraire au Chê Guevara. On a constaté en revanche que dans les six mois de la fermeture de la frontière yougoslave, le mouvement ELAS s'est écroulé en Grèce et que, lorsque la Thaïlande a mieux surveillé la sienne, les rebelles de Malaisie ont été écrasés. Sans des arrières assurés, les révoltes s'épuisent : Mau-Mau, Philippins, habitants de Berlin-Est, de Budapest. Le seul arrière-pays qui s'offre à l'A.R.B., c'est la France. Ce n'est ni un paradoxe ni une plaisanterie, mais je doute que les gens du F.L.B. arrivent à le comprendre.

4) *Armement*. Difficile mais pas insoluble, c'est une question d'argent.

5) *Financement*. Etant donné le nombre considérable de gens qui sont directement intéressés au succès de la revendication bretonne, l'institution d'un impôt volontaire est psychologiquement et techniquement possible, sans avoir recours à la taxation forcée que les Algériens mettaient en pratique parmi leurs travailleurs en France. Le succès financier du Secours Breton est une indication précieuse.

Tel est vraisemblablement le plan du F.L.B., qui a pour lui l'absence de conviction de l'adversaire. Le peuple français ne versera pas son sang pour maintenir la Bretagne sous le joug d'un système dont il est lui-même victime. Trop de provinces en outre sympathisent avec ce que représente à leurs yeux l'idée bretonne pour collaborer de bonne grâce à une répression.

Mais le plan du F.L.B. a contre lui le climat en Bretagne, qui est tendu, mais pas dramatique. Il y a de la colère, mais pas de haine. La grande habileté des Français est de savoir appliquer avec bonhomie un système politique abominable. Ils ont un art pour éviter au dernier moment l'irréparable. Si le F.L.B. fait le calcul que la menace seule d'une rébellion fera reculer Paris, il est peut-être dans le vrai. Mais s'il compte passer aux actes, je prévois que la plus grande partie de notre population pourrait ne pas le suivre.

Elle sent profondément que le séparatisme est dépassé, que le temps n'est plus aux guerres entre Européens. La question n'est

plus : « Comment sortir de la France ? », mais : « Comment entrer dans l'Europe ? » Aucun soulèvement en armes n'est plus aujourd'hui concevable dans notre vieux continent s'il n'est pas un aspect local de la révolution européenne des patries charnelles contre les Etats centralisés et l'économie de profit.

Tous les Français qui rejettent l'Etat-patron, l'Etat de droit divin, le dieu sanglant, ceux qui comme nous veulent enfoncer leurs racines dans un terroir et une tradition, les Flamands, les Alsaciens, les Corses, les Basques, les Lorrains, les Normands, les Basques, les Catalans, les Occitans sont nos alliés naturels. Et il faudra gagner les autres par les voies de la guerre psychologique. La force des Viets a été de toujours considérer les soldats qui leur faisaient face comme des transfuges potentiels. Nos voisins français, victimes des idées préconçues qui leur ont été inculquées dès l'école, prennent souvent parti contre nous, mais cette attitude fâcheuse ne doit pas nous décourager. Notre vérité a aussi du vrai pour eux. Notre libération peut entraîner la leur. Faisons-les rêver d'une société d'hommes libres, comme celle que nous voulons former, et ils seront nos alliés naturels. Notre arrière-pays ? — La France. Ce n'est pas un paradoxe. Le moment est plus que jamais venu d'une « déchirante révision » du nationalisme breton.

Qu'on réfléchisse un peu à la stupidité d'une guerre civile mal engagée, c'est-à-dire avec des objectifs politiques impossibles. De 1922 à 1969, l'IRA a lutté et souffert, et avec elle un grand nombre de femmes et d'enfants ; elle a perdu les meilleurs de ses hommes dans d'innombrables et sombres rixes dont le sens échappait à la plupart des Irlandais, elle a vu des milliers d'entre eux pourrir dans les prisons. Pour quels résultats ? On l'a dit : 47 ans de souffrances et d'espairs déçus, pour rien. Et aujourd'hui, la guerre en Ulster offre-t-elle des perspectives beaucoup plus encourageantes ?

7. Lire *IRA*, par Tim Pat Coogan, Histoire et Actualité de l'Armée Républicaine Irlandaise — paru dans la même collection.

CONCLUSION

On n'a jamais vu une nationalité, ayant entamé la lutte pour la liberté, y renoncer, à moins d'être anéantie physiquement.

Quelles raisons puissantes aurait le pouvoir jacobin de barrer la route à la Bretagne ?

Du temps où l'idéal de « la France seule » était encore possible, il fallait à tout prix maintenir l'unité nationale, parce qu'elle était une nécessité pour l'organisation de la défense nationale et de la vie économique à l'intérieur de frontières protectionnistes.

Ces raisons n'ont plus cours, depuis que la défense militaire, pour être efficace, doit passer à l'échelon européen et que l'unité économique tend à devenir l'Europe des neuf et bientôt des dix ou des douze.

Que reste-t-il ? Uniquement le mauvais vouloir de l'administration centralisée à se dessaisir de ses privilèges et peut-être l'inaptitude du personnel gouvernant sclérosé à changer de point de vue. Le conseil des ministres a l'habitude de décider souverainement de toutes les questions qui se posent en France, même les plus locales, et à son défaut, un quelconque fonctionnaire ministériel s'en charge. C'est pourquoi le système oppose une force d'inertie obstinée aux réformes les plus nécessaires et n'intervient plus que comme un obstacle à la réalisation de l'Europe.

Il n'y a là aucune force historique qui peut tenir longtemps en échec un mouvement qu'anime la conviction idéologique, la ferveur patriotique et le mirage fascinant de l'indépendance.

Un sursaut du peuple français pour défendre les privilèges

de la caste gouvernante, pas plus qu'une démolition du mouvement breton ne sont donc des hypothèses raisonnables.

Le jacobinisme joue perdant, quelle que soit la politique qu'il choisisse. Il a le choix entre les solutions suivantes :

1) *L'étouffement*. L'inefficacité en est garantie, la tactique possible autrefois n'est plus praticable.

2) *Les brimades*. Elles durent depuis toujours et agissent comme un puissant stimulant. La dernière et la plus importante, qui a été la ségrégation du pays nantais, a eu pour conséquence un réveil sans précédent du sentiment national breton en Loire-Atlantique.

3) *La répression*. Elle s'est exercée à plein et avec une rare brutalité il y a bientôt trente ans. Dans l'immédiat le résultat a pu paraître satisfaisant : l'*emsav* était anéanti. Mais les ressentiments sont restés et aucun des survivants n'a pardonné. Leurs enfants aujourd'hui sont le F.L.B. L'erreur profonde de Paris est de croire qu'il peut en finir avec l'idée bretonne, d'une manière ou d'une autre. Pourtant, chaque fois qu'il a cru en avoir terminé avec elle, elle a réapparu plus vigoureuse qu'avant.

4) *Les concessions*. Des concessions substantielles marqueraient certainement un apaisement momentané, mais de nouvelles revendications ne tarderaient pas à se faire entendre et de nouvelles concessions deviendraient nécessaires. Ce ne serait donc que reculer pour mieux sauter. Rien ni personne ne peut mettre des bornes à la marche d'une nation vers la liberté.

La seule solution pour la France serait qu'elle prenne les devants, qu'elle fasse sa propre révolution anti-jacobine et se donne une constitution qui offre un sort supportable à la Bretagne. Mais ce ne serait jamais qu'une tentative de maintenir artificiellement en vie un cadre arbitraire dont l'Europe n'a plus besoin. Pour être harmonieusement constituée, l'Europe doit fédérer non pas les Etats actuels qui manquent d'unité humaine et géographique, mais les régions ethniques naturelles. La seule manière pour la France de résoudre pacifiquement la question bretonne est de contribuer à faire l'Europe, sans arrière-pensée d'hégémonie et sans hypocrisie, comme elle doit être faite. Du coup, la Bretagne, la Normandie, l'Île-de-France, les Pays-Bas, la Lorraine, le Massif Central, l'Aquitaine vivraient unis à la Bretagne, au Pays de Galles, à l'Irlande et autres régions sur un pied d'égalité dans une Europe sans maîtres et sans valets.

Mais si la France officielle poursuit une politique anti-bretonne et croit donner le change avec des réformes trompe-l'œil,

comme le projet de régionalisation de M. Pompidou qui n'est en réalité qu'un aménagement et un renforcement du pouvoir central, elle aura la guerre en Bretagne.

Je sais que le mot est gros, qu'il est choquant, mais il est du devoir de ceux qu'une compétence particulière désigne pour formuler des avertissements valables, de le prononcer. La guerre n'aura pas lieu demain, les esprits n'y sont pas préparés, mais les comédies comme l'amnistie des inculpés de 1969 et la relaxation déguisée de ceux de 1972 ne servent à rien. Les mises en liberté provisoire de plus de la moitié des inculpés durant le printemps n'ont pas empêché le F.L.B. de faire sauter, le 5 août, une aile de la gare de Rennes, dans la ville même dont le réseau était soi-disant démantelé !

L'action préventive de la police est d'ores et déjà impossible. Quand tout le monde est ou peut être F.L.B., il n'y a plus de F.L.B. La police cessera bientôt de dresser des listes de suspects, parce que, seulement pour les maintenir à jour, tous ses effectifs, y compris les agents de la circulation, n'y suffiraient pas.

Une étude américaine des guérillas modernes a montré qu'une supériorité de 15 à 20 contre 1 était nécessaire en moyenne aux forces de répression pour en terminer avec leurs fuyants adversaires. Il a fallu aux Anglais 12 ans et 350 000 hommes pour écraser 8 000 guérilleros en Malaisie. La France a mis en ligne 480 000 hommes en Algérie contre 50 000 et au Vietnam les U.S.A. en ont opposé 600 000 à 120 000 Vietcong. Avec le résultat que l'on sait.

Dans l'hypothèse où l'A.R.B. pourrait mettre un jour en campagne seulement un millier d'hommes, par petits groupes disséminés dans tout le pays, avec la complicité de la population, il faudrait au moins 20 000 hommes de troupes spécialement entraînées pour leur faire échec. Et si elle arrivait à en faire entrer en action 20 000, toute l'armée française n'en viendrait pas à bout, en admettant qu'elle accepte d'être engagée dans ce genre de travail.

Sans compter que l'Europe, comme un seul homme, se dresserait dès le premier jour de la lutte contre le génocide sanglant prêt à se perpétrer.

Paris peut éviter cela. Paris doit l'éviter pendant qu'il est encore temps.

— FIN —

APPENDICES

LISTE DES GERANTS DE « BREIZ ATAO »

Ernest Bagot, de 1.19 à 7.19.
Rougé, 8.19.
E. Bourrin, de 9.19 à 8.27.
L. Derrien, de 9.27 à 5.29.
F. Debauvais, de 4.29 à 11.29.
L. Derrien, de 11.29 à 4.31.
A. Gefflot, 6.31.
F. Debauvais, de 6.31 à 8.39.

L'ESPRIT PUBLIC AU SIECLE DERNIER

Il y a cent vingt ans.

L. Ogès dans la *Nouvelle Revue de Bretagne*, nov. 1949, remarque au sujet de la candidature de M. de La Villemarqué aux élections législatives de 1849 : « Il est vraiment étonnant que La Villemarqué n'ait pas utilisé la langue bretonne pour s'adresser aux électeurs comme l'avait fait l'avocat Le Hir aux élections de 1848... A l'époque, le particularisme breton était tellement inexistant que presque partout en Bretagne, ce sont des étrangers au pays (comme Lamartine, Mgr Parisis, Lacrosse, Cavainac, Herman) qui recueillent le plus de voix, alors que les Bretons s'étant illustrés dans les lettres en glorifiant leurs pays, comme Souvestre, La Villemarqué, Luzel, ne réunissent qu'un nombre ridicule de suffrages... »

Les raisons de ce phénomène sont connues : la classe intellectuelle, qui donnait le « la » au corps électoral, était complètement synchronisée avec

Paris ; la masse était résignée à son sort, incapable d'un réflexe propre, croyant que la disparition de la Bretagne était une conséquence naturelle du progrès ; corollaire, les candidats bretons savaient qu'une profession de foi bretonne aurait donné à leur candidature un caractère fantaisiste qui lui aurait été fatal.

Plus tard, quand le restaurateur de la nationalité bretonne, le Professeur Arthur de La Borderie, se portera candidat, il ne se conduira pas autrement.

M. de La Villemarqué faisait sa correspondance personnelle en breton. On était Breton, mais en milieu fermé.

Il y a quatre-vingts ans.

Le journaliste et érudit Léon Le Berre, barde *Abalor*, une des figures marquantes du mouvement antérieur à la première guerre mondiale, qui pendant des années avait combattu àprement la nouvelle génération et ses tendances, vint au congrès de Châteaulin du Parti Autonomiste Breton, en 1928, lui apporter son adhésion. Ci-après un extrait du discours qu'il y prononça en breton :

« ... Comment peut-il y avoir tant de différence entre votre manière et ce qui était la nôtre ?

Il est difficile à la plupart d'entre vous, les jeunes, de comprendre comment notre génération pouvait croire qu'elle obtiendrait du gouvernement français — avec l'aide des politiciens, en général de droite — les droits que, vous, vous entendez reconquérir sans les demander.

La vérité est qu'il nous était à peu près impossible de briser d'un coup avec des habitudes et des façons de voir dont nous avions imprégnés tant la vie familiale que l'enseignement des collèges, envers le gouvernement, que nos parents étaient les premiers à respecter... Pas plus dans les maisons des bourgeois que dans celles des gens de la campagne, on n'élevait de petits chouans !

Eh oui, la Bretagne, une bonne vieille grand-mère, tranquille dans son coin, et qui entendait de temps en temps, principalement dans la cuisine, les gens parler breton ! Nous, les « clercs » de ce temps-là, instruits de l'histoire, portant dans le cœur des rancunes hésitantes, nous rêvions de remplacer la loi injuste par la loi naturelle et de rendre à la grand-mère la place d'honneur dans la maison... Nous travaillions chaque jour, peu ou prou, quand vint la guerre. Et, dans le fracas du canon, une aube nouvelle s'est levée.

... Vous avez aimé la Bretagne, du premier coup, avant toute chose, sans regarder, comme nous, à travers le miroir trompeur de la France, de tout cœur, de toute votre âme !

Et pourtant, autrefois, qui en dehors de nous se souvenait que la Bretagne avait été libre, puis vaincue et malmenée par les rois ? Le martyr d'un roi fit oublier à nos ancêtres les méfaits de la monarchie. On ne parla plus désormais que de ceux de la Révolution.

... A Kergrist, l'autre jour, l'abbé Le Goff, professeur au lycée de

Pontivy, me disait que le barde Guillom, et avec lui les gens nés même après le désastre de 1870, n'auraient rien compris à l'idée de la Bretagne autonome. Il faudra attendre la Grande Guerre, la naissance d'États nouveaux, surtout celui de l'Irlande, pour que la question bretonne soit posée.

Ce que nous avons fait, nous les anciens, en vous attendant, a été d'influencer beaucoup d'esprits et de les orienter dans un sens breton... »

(Trad. O.M.)

VOIX D'OUTRE-TOMBE

Arthur de la Borderie.

« La Bretagne est mieux qu'une province : elle est un peuple, une nation véritable et une société à part, parfaitement distincte dans ses origines, parfaitement originale dans ses éléments constitutifs.

... Qui donc a jamais songé à saluer nos voisins du nom de nation angevine, nation poitevine ou nation normande ? Et si quelqu'un s'avisait de parler, par exemple, du peuple manceau ou du peuple berrichon, il obtiendrait peut-être du succès, mais ce serait, je crois, un succès d'hilarité.

C'est que ces populations, ces contrées, n'ont jamais été que des fractions, des membres d'un tout, soit la Gaule, soit la France, aucune d'entre elles ne possédait le germe d'une originalité nationale ; aucune, en tout cas, n'a développé ce germe de façon à fournir une carrière indépendante, une vie spéciale, autonome, individuelle, assez longue pour constituer l'existence d'un peuple... »

(Leçon d'ouverture au cours
d'Histoire de Bretagne,
par Arthur de la Borderie,
Rennes, 1890.)

Guillaume Le Roux.

« Le séparatisme breton est bel et bien existant. M. Doumergue (lorsqu'il en a signalé le danger à propos de la revendication de l'enseignement du breton — N.d.l.R.) ne s'y est point trompé. En parlant de séparatistes, il est bien placé, lui qui est au gouvernement, pour savoir que cette espèce de gens s'entête à ne pas disparaître, et il faut être bien informé ou bien désireux de cacher la vérité pour nier le séparatisme... Le ministre français sait bien qu'il y a des séparatistes en Bretagne, qu'il y en a des milliers, cachés, il est vrai, — mais il y en a... Qu'on le veuille ou non, c'est donc là un fait positif : la Bretagne, après trois cents ans

de soi-disant « union » avec la France, est encore, affirme un ministre français, un pays si différent du conquérant et si peu conquis, qu'il est prêt à saisir sa liberté à la première occasion... Lorsque le sentiment profond de l'exceptionnelle situation économique de la Bretagne sera par l'instruction entré dans la caboche de ces quatre millions d'hommes, aujourd'hui humblement soumis et qui tirent les marrons du feu sans les manger, il n'y aura pas de billevesées « patriotiques » françaises qui tiendront contre l'intérêt immédiat et l'intérêt de la Bretagne est d'être indépendante.»

(*Ar Bobl*, 4 décembre 1909.)

Georges Le Rumeur.

« Bretons, mes chers compatriotes, si vous m'en croyez, ne vous souciez pas plus de la politique française que de celle de l'Angleterre ou de l'Espagne. Nous avons de tout temps été opprimés, aussi bien par les monarchistes que par les républicains, aussi bien par les Blancs que par les Rouges ou les Bleus. Ne soyons donc ni rouges, ni blancs, ni bleus. Laissons ces trois couleurs aux fils de notre marâtre : ce sont celles de son drapeau.

Soyons Bretons uniquement ! Créons-nous notre politique à nous, c'est-à-dire une politique toute bretonne. Là est le salut de la patrie !

Puisque nous n'avons rien à attendre des Français, si ce n'est la vexation et l'opposition perpétuelle, travaillons à nous unir pour pouvoir enfin reconquérir ce dont ils nous privent injustement depuis quatre siècles : la liberté de nous gouverner nous-mêmes... »

(*Breiz Dishual*, septembre 1912,
traduit du breton.)

Francis Gourvil.

(Nous ajoutons sans scrupules au défunt F. Gourvil nationaliste breton, avant de devenir secrétaire du Comité d'Épuration du Finistère.)

« Séparatiste, je le suis au fond, et je connais plusieurs Bretons qui partagent notre idéal ; j'en sais même d'autres dont, comme a dit Charles Le Goffic, le regard se fait augural et sibyllin à la contemplation du tremblant mirage du celtisme universel.

Je n'ai qu'une estime médiocre pour le nom de Français et j'y renoncerais volontiers pour celui de Breton exclusivement...

Comme je l'exprimais dans un récent article breton, je comprends mal l'entêtement de certains de mes compatriotes à revendiquer le nom d'un peuple qui les méprise — (il le fait bien voir) — et se refuse à leur accorder la moindre satisfaction. »

(*Ar Bobl*, janvier 1910.)

QUELQUES LETTRES DE 1919 A 1944

De François Vallée à Olier Mordrel.

Saint-Brieuc, 11 juin 1919.

« ...La situation de mon journal (*Kroaz ar Vretoned*) n'est pas brillante. Non seulement ici les écoles font la guerre au breton parlé — « défense de cracher et de parler breton » — mais elles tiennent les enfants dans une ignorance telle de la langue écrite que la plupart arrivent à l'âge d'homme se figurant que le breton ne s'écrit pas et n'ayant par conséquent aucun goût pour l'apprendre.

Si vous allez à Plouha — paroisse limitrophe — vous aurez un bien triste exemple d'un pays systématiquement débretonnisé. C'est hideux !

Les conditions sont plus dures que dans tout autre pays celtique. L'Irlande, où j'ai dû habiter, m'a fait l'effet d'un Paradis... En Bretagne, nous nous recrutons péniblement et individuellement. Il y a des patriotes bretons dans toutes les classes. En général le peuple est d'une ignorance complète de tout ce qui touche au pays. L'enseignement et les politiciens l'égarèrent de plus en plus. Notre propagande est insuffisante... »

De M. Souëzec, Supérieur de Sainte-Anne, à Olier Mordrel.

Sainte-Anne, 9 novembre 1920.

« ...J'applaudis de tout cœur aux généreux efforts que vous tentez pour empêcher notre nation d'être engloutie dans l'horrible chaos qu'on voudrait réaliser sous le nom d'unité. Mais agissez... et vite ! Le flot monte et nos landes ne suffisent plus à défendre la langue, le costume et les arts celtiques... Nous avons à vaincre la machine administrative qui entraîne la masse. Nous avons un courant à remonter et il est formidable. Une vigoureuse continuité dans la coordination des énergies est nécessaire... »

Eozen Dantec, cultivateur à Saint-Nouga, à Olier Mordrel.

Saint-Nouga, 6 mars 1921.

« ...Il est consternant de voir dans quel état est tombé notre pays. Combien ne savent pas lire le breton et encore moins l'écrire, la langue que nous avons apprise sur les genoux de notre mère et qu'ont parlée tous nos aïeux avant nous ! Pire encore, dans beaucoup de familles, les grands-parents ne peuvent plus se comprendre avec leurs petits-enfants : les uns parlent uniquement le breton et les autres uniquement le français. Le même sang coule dans leurs veines, mais ils sont morts les uns pour les autres...

...Pendant cinq ans, nous avons donné notre peine et souvent notre

vie. Croirait-on que les Bretons n'ont pas fait leur devoir comme les autres ? Il faut que nous exigions la restitution de nos droits et de nos libertés d'autrefois...»

(Traduit du breton.)

M. Jean de Pichon-Longueville à Francis Debauvais.

Saint-Nicolas-de-Redon, 17 août 1921.

«... Je veux bien faire connaître autour de moi, pendant cette période d'été, l'association de la Jeunesse Bretonne. Mais je doute avoir beaucoup de succès, car les théories relatives à la nationalité bretonne sont bien hardies, s'il s'agit de les convertir en réalités. Et, quoique vous fassiez, le patriotisme français est très vivace en Bretagne et en particulier autour de moi. Nous ne pouvons oublier que nous avons combattu pour la France pendant la guerre, et le Breton n'a pas la même aspiration à une complète indépendance que n'en a par exemple son frère de race irlandaise vis-à-vis de l'Angleterre. Toutefois je reconnais et approuve la légitimité d'un pareil sentiment et c'est pourquoi je continue à faire partie de l'UYV et à la soutenir.

Imaginez pourtant que la Bretagne devienne indépendante du jour au lendemain. Que deviendrait-elle ? Croyez-vous, en tout cas, qu'un brillant avenir s'ouvrirait devant elle ? Ne croyez-vous pas que, par suite d'une longue habitude, le sort de notre pays ne peut être détaché de la France, et que l'autonomie judicieusement conférée par le gouvernement de Paris serait le plus sûr garant du progrès breton ? »

D'Olivier Mordrel à Saïg Le Goff.

Rennes, 4 juillet 1922.

«... Debauvais et moi, par un labeur de galériens depuis plus d'un an, avons réussi à lancer un petit journal (*Breiz Atao*) dont le succès s'affirme tous les jours. Il serait stupide qu'à cause de mon départ (au régime) cette œuvre, qui est l'inspiratrice de tout le nouveau mouvement breton actuel, s'écroule.

Il me semble par ailleurs que le moment est venu d'élargir le cercle des rédacteurs de *B.A.* La direction personnelle de Marchal d'abord, celle de Fanch (Debauvais) et moi-même ensuite, ont donné au journal son orientation, son point de vue, sa forme et son esprit en un mot. Il n'y a plus maintenant qu'à marcher dans un chemin tracé et aplani... Je voudrais de toi des articles... »

D'Armand Keravel à Olier Mordrel.

« Cher Mordrel,

Nous te prions de venir à notre secours ! Nous devons écrire à tous les amis pour leur demander d'envoyer quelques sous à la caisse d'*Ar Falz*, pour que nous puissions continuer la parution.

Les choses vont mal, très mal, avec *Ar Falz*, uniquement par manque d'argent. Nous nous sommes ruinés nous-mêmes. Cependant nous refusons de diminuer la revue aux proportions de quelques petites pages tous les deux mois. Ça, jamais on ne le verra !

Nous comptons sur nos amis les plus intimes, sur toi et un petit nombre d'autres, pour nous sauver. (*War hor c'heneiled tosta, warnout hag eun nebeut re all, e kontomp evit beza saveteet.*)

... Merci à toi d'avance... Amicalement toujours en dépit de tout. »

(Traduit du breton.)

De Francis Debauvais à Olier Mordrel.

L'action convergente de la Préfecture et de l'Evêché a fini par avoir raison en 1935-36 du cabinet d'architecte d'O. Mordrel à Quimper, que les clients pressionnés et apeurés ont déserté. Il est sans travail et sans ressources avec une femme et trois enfants. Il informe Deb qu'on lui a parlé d'une situation dans l'Est, lui assurant 3 000 F par mois, qui l'obligerait à quitter la Bretagne et surtout à rompre officiellement ses liens avec l'*emsav*. Deb lui répond le 27 janvier 1936 :

«... Il faut accepter comme une bénédiction ces 3 000 F mensuels. Ils te permettront de faire vivre ta famille et de payer les petites dettes (les plus gênantes souvent!)... Ce gain mensuel pourra durer 3, 6 ou 12 mois, mais il te permettra de vivre et de cesser de t'enfoncer et c'est l'essentiel. Dans 6 mois la situation sera peut-être renversée. Quant à ta rupture avec *B.A.* elle ne peut être que factice et provisoire. Il n'y a pas lieu de prendre les choses au tragique. Notre plan pour 1936 est en partie par terre, c'est évident. Ce n'est ni la première ni la dernière fois. Mais ni l'un ni l'autre ne renonçons pour cela. Nous nous adaptons aux circonstances et j'estime qu'il n'y a rien d'autre à faire... Ici aussi je suis sur la corde raide. Je viens d'avoir une scène d'une rare violence avec mon propriétaire. Les exigences de certains créanciers sont pressantes. J'ai évité de justesse la mise en vente du magasin de ma femme par le fisc. (Grâce à une intervention chevaleresque du préfet Bodenan - N.d.l.R.) La lutte continue. Impossible de t'envoyer à temps les 728 F (pour payer une traite de cavalerie acceptée par O.M.). Je la ferai représenter à vue et espère faire les fonds... »

Trois mois après, aucune amélioration n'est en vue, d'autant plus qu'O.M. n'a pu se résoudre à quitter la Bretagne et continue à se débattre dans une misère noire. Deb lui écrit le 23 mars, au sujet d'une rencontre projetée à Rennes :

«... Pas un rond ici. Je t'enverrai sûrement 100 F vendredi par télégramme pour ton train, rien de plus. La situation est plus difficile que jamais. La banque vient de me refuser 1 500 F indispensables pour payer 2 traites de *B.A.* demain. Elle coupe les crédits sur un certain nombre de tirés, tels Gaonac'h, Guieysse et toi naturellement. Elle les réduit sur Bricler. Faire face à l'indispensable est un problème quoti-

dien. Hier, à la suite du non-paiement de la traite du 15, l'huissier Cadout, agent de l'Agence de Presse, est venu me saisir. J'avais heureusement mon contrat de mariage qui m'a protégé, mais je m'attends à des ennuis graves d'ici quinze jours : demande de mise en faillite de *Breiz Atao*. Je pense que nous avons des armes juridiques, mais ce sont toujours des frais.

Mon propriétaire m'a réclamé mon loyer ce midi. J'ai dû le renvoyer à huitaine. A 18 h, un arrêté du Préfet m'a été signifié, interdisant toute manifestation sur la voie publique et sur terrains privés dans les communes de Saint-Aubin-du-Cormier et avoisinantes... »

En juin, une rentrée inespérée d'honoraires avait permis à O.M. d'envoyer 500 F à Deb et de tenir encore quelques semaines. L'été s'écoule et les difficultés les plus graves continuent à s'abattre sur les deux hommes qui ont cependant réussi à doubler les récifs signalés. Le 1^{er} septembre, Deb écrit à son associé :

« ... La fin du mois a été un casse-tête. Elle n'a pu être faite que partiellement, en évitant des accrochages sur les points les plus névralgiques, seul procédé pour durer. J'ai bien pensé à toi, mais j'étais désarmé. Ci-joint 50 F pour manger. C'est tout ce qui me reste en caisse ce soir. En attendant mieux... »

Bien entendu, la lutte continue sans ralentissement et le public ne soupçonne pas le drame quotidien des « chefs » si souvent jalouxés. Deb poursuit :

« ... Avec la fin du mois, j'ai peu pensé au numéro. D'accord sur tes projets. J'ai écrit hier soir des notes sur les dernières nouveautés en breton. Ce soir, je ferai le compte rendu du *Bleun-Brug* et une revue de presse... Envoie-moi le maximum de copie... »

Léon Jasson à sa mère, avant son exécution.

Maison d'Arrêt de Rennes, 17 juillet 1946.

« ... Ceux qui possèdent au plus haut point cette vertu virile de patience ne souhaitent pas les réalisations immédiates, qu'ils savent éphémères parce que venues avant terme. Ils acceptent les échecs sereinement, car ils ont une vue plus haute et plus juste des choses. Seuls de tels hommes sont capables de préparer la venue indispensable d'une jeune élite nationaliste. En effet, la formation de cette élite exige avant tout une patience que rien ne peut rebuter.

Nos Dieux nous ont laissé l'espérance d'un retour. Pour hâter ce retour, nous avons pris les armes. Nous étions sûrs de la défaite, mais convaincus de la Nécessité de notre Geste. S'il le faut, nous mourrons pour que la Bretagne mérite son indépendance.

Je plains sincèrement ceux qui n'ont pas lutté d'une façon pure et désintéressée pour une cause... Je comprends cette soif de vivre qui tourmente certains hommes devant la mort. Leur passé ne se solda que par des jours d'ennui et de néant. Ils ressentent le besoin de vivre longue-

ment pour que leur vie ait le même poids que celle très courte des morts glorieux.

Il n'y a aucune raison de désespérer quand on n'a pas attendu d'espérer pour entreprendre et qu'on s'est de longue date préparé à accueillir, d'un front égal, les succès et les échecs, la prison et la mort... »

PREMIER ET DERNIER MANIFESTE DE « GWALARN » EN LANGUE FRANÇAISE

Il n'est pas de renaissance nationale sans renaissance linguistique. L'exemple de toutes les nationalités le montre. Et en Bretagne, toutes les organisations qui se sont préoccupées à divers degrés du relèvement du pays l'ont compris.

Breiz Atao, qui, dans la mesure du possible, a fait jusqu'ici la plus large part à la langue bretonne, vient de faire pour elle un nouvel effort. Il vient de créer une revue trimestrielle bretonnante, sous forme de supplément : *Gwalarn*, déjà annoncée dans son numéro de janvier dernier.

Il importe de faire clairement connaître ce qu'est *Gwalarn*, quels sont ses buts, et à qui particulièrement il s'adresse.

Gwalarn est avant tout quelque chose de neuf et d'unique : une revue littéraire, destinée à l'élite du public bretonnant, et dont l'ambition n'est rien moins que d'engager la littérature bretonne sur la voie que suit depuis longtemps la littérature de mainte petite nation : la Bohême, la Flandre, la Catalogne entre autres.

C'est dire que l'avènement de *Gwalarn* marquera en Bretagne dans le domaine littéraire ce que l'avènement de *Breiz Atao* a marqué dans le domaine politique : réaction violente et raisonnée de la jeunesse cultivée contre les modes surannées et la fausse paysannerie mises en honneur par le régionalisme, contre le clinquant, les clichés, les fadaises, le plat et naïf propagandisme dont a vécu jusqu'ici ce qu'on veut bien appeler notre littérature.

Pour la première fois, une revue bretonnante présentera exclusivement à des lecteurs instruits des articles faits pour eux, susceptibles de les intéresser au même degré qu'une page tirée de n'importe quelle publication d'une capitale européenne, au lieu de contes enfantins et de poésies poussives à l'usage d'illettrés.

Pour la première fois, une revue bretonnante fournira des travaux d'une irréprochable tenue littéraire, et fermant la porte aux patois (même décorés du nom de dialectes), adoptera une langue de forme classique, et une orthographe rigoureusement unique, suivant l'exemple des *Skelta Segobrani*.

Pour la première fois, une revue bretonnante entreprendra méthodiquement de donner, à l'aide d'études et de traductions, une idée à

ses lecteurs des littératures celtiques et étrangères, du présent et du passé.

Pour la première fois, une revue bretonnante se présentera devant le public avec un programme, des conceptions esthétiques et philosophiques nettement assises.

Pour la première fois, une tentative sera faite pour mettre « à la page » la Bretagne celtique, par d'autres moyens que sa destruction.

**

Gwalarn, de même que *Breiz Atao*, n'entend tromper personne. *Gwalarn* est une expérience.

Il s'agit de savoir s'il existe en Bretagne un public assez instruit du breton pour pouvoir comprendre la langue littéraire (aussi distante du langage du paysan breton que la langue de M. France l'est de celle du paysan français), un public assez éclairé pour suivre une littérature bretonne qui, tout en s'efforçant de puiser sa sève dans le génie de la race, veut être d'esprit européen, s'inspirant des méthodes littéraires européennes d'aujourd'hui, tant dans l'expression que dans la pensée.

Il s'agit de savoir s'il existe en Bretagne un public assez dégagé du provincialisme que son éducation française lui avait assigné — assez intelligent et d'esprit assez moderne pour soutenir une revue, dont maint article, par sa nouveauté même, pourra au premier abord surprendre, scandaliser peut-être, et, ce qui serait plus grave, déconcerter de bonnes volontés.

Nous répétons ce que nous avons dit tant de fois : le sort de notre littérature, auquel est lié celui de notre langue, et par suite, de notre nationalité, est entre les mains de l'élite.

D'elle dépendra le succès de *Gwalarn*.

**

Il existe bon nombre de personnes qui se sont jusqu'à présent écartées du mouvement bretonnant, parce qu'elles lui reprochaient, à côté de sa veulerie politique, sa nullité culturelle.

Nous souhaitons que le premier exemplaire de *Gwalarn* leur tombe entre les mains (au besoin nous y aiderons), afin qu'elles s'aperçoivent que le moment est venu pour elles de changer d'attitude.

Le but de *Gwalarn* n'est pas d'élever de petits piédestaux à de petits talents, mais de déclencher un mouvement général dans l'élite bretonnante. L'indifférence de cette élite à l'égard de *Gwalarn*, si elle se déclarait et s'affirmait, nous dicterait notre conduite : nous arrêterions sa publication et consacrerions à nos affaires personnelles le temps que jusqu'à présent nous avons cru devoir réserver à la culture de notre idiome national.

Notre programme est vaste. Faire vivre un obscur petit bulletin pendant dix ou vingt ans ne nous tente pas. Nous voulons essayer

de faire quelque chose avec notre langue. S'il s'avère que l'aventure est impossible, nous nous retournerons vers des œuvres moins décevantes.

**

Les colonnes de *Gwalarn* sont ouvertes à toutes les plumes, sans distinction de parti. L'adhésion à *Gwalarn* n'implique pas l'adhésion au nationalisme breton. La littérature peut être mise au service de la politique, mais elle n'en dépend pas essentiellement. Il y aura place dans notre revue littéraire pour l'idée bretonne ; il y aura place pour un art libre vis-à-vis de toute doctrine. Nous concevons qu'on puisse s'attacher au breton par pur patriotisme. Nous concevons aussi qu'on puisse le faire par pur sentiment esthétique.

Un franc groupement de toutes les valeurs bretonnantes, actuellement dispersées, sans conscience de ce qu'elles représentent, doivent et peuvent, au-dessus de toute étiquette politique, est donc possible sur le terrain de *Gwalarn*.

Nous croyons qu'il peut se faire, qu'il doit se faire. Nous croyons qu'il se fera.

Les succès qui encouragent notre action politique nous permettent d'augurer favorablement de notre tentative littéraire. Qu'on nous fasse donc la plus large confiance. C'est tout ce que nous demandons.

Roparz HEMON.
Olivier MORDREL.

LISTE DES CONVIVÉS DU BANQUET DE LA FONDATION
DU PARTI AUTONOMISTE BRETON A ROSPORDEN,
LE 11 SEPTEMBRE 1927

ALLIX — Douarnenez.
ANSQUER Mlle — Douarnenez.
AROT Ronan (mécanicien) — Dinan.
AUFFRET Auguste (plombier) — Tréboul.
BARREC Louis — Riec-sur-Belou.
BATILLAT (architecte) — Saint-Nazaire.
BICKLER Hermann (étudiant alsacien-Lorrain) — Rohrbach.
BIHAN Jean le — Rosporden.
BLANCHE le — Tréguier.
BOLOUS Armand (secrétaire administratif) — Landerneau.
BOUC le (sonneur) — Dinan.
BRANDICOURT — Paris.
BRETON Sébastien le — Argol.
BRICLER Yann (ingénieur) — Rennes — Le Havre.

BUYCK Eduard (étudiant) — Flandre.
 CAILL Yann le — Brest.
 CARTHY Oscar Willis Mac (professeur) — Dublin.
 CHARBONNIER DE SIREUIL — Quimper.
 CHARBONNIER DE SIREUIL, fils — Quimper.
 CHARBONNIER DE SIREUIL, Vefa — Quimper.
 CHAUSSEPIED André (architecte) — Quimper.
 CHEVILLOTTE Olier (cultivateur) — Brélès.
 CHEVILLOTTE Mlle — Brélès.
 COARER-CALONDAN (étudiant) — Nantes.
 COZ Me le (avocat) — Fouesnant-Quimper.
 CRESTON René-Yves (artiste-peintre) — Saint-Nazaire — Paris.
 DARSEL Joachim (professeur) — Guéméné-sur-Scorf — Morlaix.
 DARSEL Mme — Morlaix.
 DAULT Maurice le (libraire) — Quimper.
 DEBAUVAIS Francis (préparateur) — Rennes.
 DELAPLANCHE Mlle — Douarnenez.
 DELAUNAY — Rennes.
 DERRIEN Loeiz (cheminot) — Guingamp.
 DEYROLLE — Quimper.
 DEYROLLE Mme — Quimper.
 DONVAL Victor (cidrerie) — Rosporden.
 DORVAL Jean — Kerfeunteun.
 DORVAL Louis (étudiant) — Kerfeunteun.
 DREZEN Youen le (écrivain) — Pont-l'Abbé.
 DROUET Gustave — Le Loroux-Botttereau.
 DUHAMEL Maurice (compositeur) — Rennes — Paris.
 DUGOU François (boucher) — Rosporden.
 DYFNALLT Merrion Owen (étudiante galloise) — Carmarthen.
 EVEN Francis (notaire) — Lanvollon — Tréguier.
 EVEN Lili (grains) — Pont-Aven.
 FEILLET Yann (avocat) — Quimper.
 FER René (instituteur) — Ploudalmézeau.
 FLATRES Benjamin (restaurateur) — Rosporden.
 FLOCH Fanch (ouvrier) — Tréboul.
 FRISON (avocat) — Lorient.
 FURIC Fanch — Nizon.
 GARREC Loeiz le — Rosporden.
 GARS Jos le (comptable) — Rosporden.
 GESTALIN (ostréiculteur) — Riec-sur-Belon.
 GLAS Christophe le — Rosporden.
 GUERNIC Jules (ouvrier) — Scaer.
 GUIEYSSE Denise (fonctionnaire) — Lanester — Paris.
 GUIEYSSE Marcel (assurances) — Lanester — Paris.
 GUILCHER Emile le (métallurgiste) — Guingamp.
 GUINARD (sculpteur) — Paimpol — Paris.

GOURLAOUEN Gaid — Douarnenez.
 GOURLET Loeiz (marin-pêcheur) — Moelan.
 GUEGAN Marc-Adolphe (poète) — Paris.
 HAREL Louis — Lanester.
 HEMON Roparz (professeur agrégé) — Brest.
 HERRIEU Hervé — Lanester.
 HERRIEU Loeiz (paysan-écrivain) — Lanester.
 HEYDON Pér — Douarnenez.
 JAOUEN Mme (commerçante) — Quimper.
 JAOUEN Mlle (étudiante) — Rosporden.
 JAOUEN Marivon (commerçante) — Quimper.
 JONCOUR Yves (ouvrier) — Tréboul.
 KERGOAT Mlle — Douarnenez.
 KERVELLA François — Plougastel.
 LACOSTE — Saint-Servan.
 LAGATHU Mlle — Paris.
 LAINE Célestin (étudiant) — Nantes — Ploudalmézeau.
 LALLOUET Me (avocat) — Brest.
 LARVOR Fanch (cordonnier) — Tréboul.
 LELANDAIS Ernest (représentant) — Saint-Servan.
 LETARD-MORLIGUEN (homme de lettres) — Brest.
 LIVINEC Jean (juge) — Morlaix.
 LOYANT Job (fabricant) — Nantes.
 LUGUERN Gaid (infirmière) — Rumengol — Paris.
 MAO Fanch (garagiste) — Rosporden.
 MARCHAL Maurice ou Morvan (étudiant) — Rennes.
 MARCHAL Yves (représentant) — Rennes.
 MAROT Marijo (mareyeuse) — Douarnenez.
 MELLAC André (journaliste) — Lorient.
 MILLARDET Léon (étudiant) — Rennes.
 MONOT (commerçant) — Pont-l'Abbé.
 MORDREL Olier (architecte) — Quimper.
 MORVAN Mlle — Nantes.
 NOBLET Jean — Nizon.
 ORVEILLON Marcel — Saint-Servan.
 PARCEVEAUX DE TRONJOLY (cultivateur) — Plouzané.
 PARCEVEAUX DE TRONJOLY Me — Plouzané.
 PARKER Loeiz (représentant) — Beg-Meil — Nizon.
 PARKER Me — Nizon.
 PELLEC Marc le — Brest.
 PENVEN Robert — Pont-Aven.
 PERUTZ Léo (écrivain autrichien) — Vienne.
 PICHAVANT (Beurres) — Ploaré.
 PLOUZENNEC — Brest.
 POULHAZAN (avocat) — Douarnenez.
 PREGENT Auguste — Saint-Servan.

QUEMERE — Nizon.
 QUEMERE (boucher) — Rosporden.
 REST Loeiz le — Rosporden.
 RICHARD Camille — Nantes.
 ROPARS Hervé — Poullaouen.
 ROSEC Mlle — Brest — Paris.
 ROUAT Pér — Riec-sur-Belon.
 SALAUN — Brest.
 SCHALL Paul (journaliste alsacien-lorrain) — Strasbourg.
 SCHIER Yann (instituteur) — Loudéac-Plouguiel.
 SINQUIN — Scaer.
 SOLU (cheminot) — Pontrioux.
 TAKX (étudiant flamand) — Flandre.
 TASSEL Raymond (ingénieur) — Belle-Ile-en-Mer.
 URVOY Mlle — Douarnenez.
 VALLEE François (grammairien) — Saint-Brieuc.
 VOLZ Nathalie de — Quiberon.
 WIELDIERS Franz (étudiant flamand) — Flandre.

L'AMORCE DE L'EPURATION EN 1936

Dès 1932, la police avait commencé à prendre le mouvement breton au sérieux. Après l'attentat d'Ingrandes, le Contrôleur Général des Recherches Judiciaires avait déclaré à la presse : « Ce n'est plus le geste d'une poignée de gamins écervelés ; c'est l'action concertée d'une bande parfaitement organisée, qu'il nous faut démasquer. »

A partir des attentats contre les préfectures, en 1936, une certaine presse fut chargée de monter l'opinion contre *Breiz Atao*. *Les Nouvelles Rennaises*, qui reprenait certains avis du Ministère de l'Intérieur, donna le signal d'une campagne de diffamation, les 19 mars et 16 avril :

« ... Jusqu'ici il n'y a eu que des attentats, nous voici au bord du crime. Il y a en Bretagne 50 autonomistes bretons, éclopés intellectuels pour la plupart et certains épiciers prudents. Des rigolos. Ce n'est pas de chez nous qu'est parti le coup des bombes incendiaires ; c'est à Paris qu'est la cellule autonomiste, c'est-à-dire la poignée d'individus qui travaillent pour le compte de l'Allemagne, avec son argent et sous sa direction. L'autonomisme breton, à sa tête, sa vraie tête, n'est qu'un rayon de l'espionnage étranger... »

« ... Hitler dispose à Rennes d'un journal qui, s'il n'est pas beaucoup lu, lui est en tout cas complètement dévoué. »

Les autonomistes bretons détestent la France, admirent l'Allemagne et la servent. C'est dans leur droit, puisque personne ne leur dit rien. Nous croyons toutefois devoir donner un conseil à M. Debauvais et à ses amis. Qu'ils prient le bon Dieu pour lui demander que leur

idole M. Hitler n'oblige jamais la France à mobiliser, ne fût-ce qu'une classe. Car il ne serait ni juste, ni admissible, ni possible, qu'un seul citoyen de Rennes partit rejoindre son régiment sans qu'auparavant le compte de la clique autonomiste n'eût été réglé en bonne et due forme et selon la méthode nazie qui lui est chère. »

DECLARATION D'OLIER MORDREL DEVANT LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL, A RENNES, LE 4 DECEMBRE 1938 (Extraits)

« ... La question de choisir entre la nationalité française et la nationalité bretonne ne se pose pas pour nous. Nous nous servons des mêmes mots, mais ne parlons pas le même langage. La nationalité française n'est plus le signe d'un homme, c'est un système de contraintes perfectionné qui ne nous demande que notre peau, sans s'inquiéter de sa couleur, et qui n'en veut qu'à l'argent que nous rapporte notre travail. La nationalité bretonne c'est tout autre chose : c'est notre réalité humaine, c'est la somme de nos souffrances et de nos espérances d'hommes. Quand nous luttons pour elle, nous luttons pour notre manière d'être, pour notre conception de la vie, pour notre chair, notre cœur, notre âme. Ça c'est quelque chose. La France, elle, ne nous offre qu'un numéro matricule. »

Les Français vivent de mots, nous il nous faut des faits. La France ce n'est pas une belle image, c'est une machine meurtrière qui détruit notre beau peuple, degré par degré, mine son moral, sape sa langue, discrédite ses traditions, ruine son esprit de famille et son attachement au sol, lui enseigne l'oubli de ses gloires passées et fait de lui un esclave honteux et satisfait. La Bretagne francisée est à nos yeux un spectacle déchirant et dégradant, dont nous rendons responsables ceux-là mêmes qui aujourd'hui nous font grief de notre « séparatisme ». Si la France désire que nous l'aimions — ce que je me plais à reconnaître comme très désirable — elle doit changer de conduite du tout au tout, et d'abord commencer par quitter les lieux. Tant qu'elle ne l'aura pas fait, tant qu'elle n'aura pour les patriotes que nous sommes que des insultes et des perfidies, le seul sentiment qui nous est permis à son égard est une haine réfléchie et cent fois méritée.

Que les Français commencent par gouverner proprement leur pays, avant de prétendre apporter le progrès et la civilisation aux Bretons, qui leur sont infiniment supérieurs ! S'ils étaient intelligents, au lieu de s'acharner à niveler notre pays encore solide et sain, au lieu de nous traduire devant ce tribunal, ils viendraient plutôt ici en pèlerins remplis d'humilité, pour prendre quelques leçons et essayer de suivre chez eux l'exemple de moralité et de vigueur que nous pouvons encore leur donner.

Il suffit de lire les journaux français pour comprendre que la France est perdue. Elle marche d'un pas sûr vers la catastrophe à laquelle va l'acculer la politique de suicide qu'elle suit depuis des années. La question pour nous n'est plus de sauver la France, elle est de nous sauver de la France. On ne saurait honnêtement nous faire grief de chercher à sauvegarder ce qui peut l'être encore.

C'est pourquoi nous croyons que dans les conflits qui viendront, la France est vaincue d'avance. Nous n'aurons peut-être pas besoin de conquérir notre liberté, elle sera la conséquence naturelle de l'effondrement du système politique dont nous souffrons.

Nous sommes remplis de certitudes et rien ne nous arrêtera sur notre route. L'épreuve de la prison augmente notre dureté et notre rancune. Elle donne à notre cause la notoriété et le prestige nécessaires. Nous considérons toute condamnation pour crime de nationalité bretonne comme injuste et scandaleuse, mais aussi comme très honorifique. Plus lourdement nous serons frappés, plus il sera clair que la France a peur de notre succès, plus il sera évident qu'elle est ennemie du relèvement breton et de la liberté bretonne. Si des mesures quelconques finissent par nous éliminer, rien ne sera changé : il y en aura d'autres, et de plus en plus, pour prendre notre place. Il n'est plus au pouvoir de qui que ce soit d'arrêter le réveil breton.

Il n'y a dans mes paroles, Messieurs les juges, aucune forfanterie. Un homme dans ma situation, qui joue sa liberté, dit ce qu'il pense. C'est une nécessité pour notre mouvement que d'être résolu aux dernières extrémités. Notre peuple n'aurait aucune confiance dans de vagues ratiocineurs. Mais il sait déjà que des hommes décidés, qui ont fait le sacrifice de leur liberté et qui seront prêts demain, s'il le faut, à faire celui de leur vie, sont, eux, fort capables de réaliser ce qu'ils se proposent de faire. Le peuple breton sent cela et bientôt il nous suivra en masse. Il nous suivra d'autant plus que nous ne défendons pas un beau rêve, mais son travail, son pain, ses intérêts les plus matériels. Nous sommes ses seuls interprètes. C'est nous qui représentons la Bretagne et non pas les gens en place qui profitent de sa naïveté et la trahissent chaque jour que Dieu fait.

Vous avez, Messieurs, à juger mon cas. J'ai été loyal envers vous. Loin de les fuir, je revendique mes responsabilités dans le développement du mouvement que vous devez réprimer aujourd'hui. Pendant plusieurs années, au début, quand notre chef Debauvais était encore très jeune, j'ai été seul en face de ma conscience à débattre la possibilité ainsi que le devoir d'une résurrection de la Bretagne en tant que nation et c'est dans l'isolement entier que j'ai décidé de jouer la partie. Si vous cherchez un responsable, vous en avez un devant vous.

En ce qui concerne les faits qui fournissent la matière de l'inculpation, mon cas n'est pas moins grave. Depuis le mois de mai dernier, c'est moi que compose chaque numéro de *Breiz Atao* et en rédige la

majeure partie. Si vous devez acquitter l'un de nous deux, acquittez Debauvais qui a déjà payé et réservez-moi vos attentions.

Mon devoir est cependant de répéter au tribunal que la répression n'empêchera rien. Pour arrêter quelque chose, il faudrait nous mettre un bandeau sur les yeux pour nous empêcher de communiquer avec les horizons bénis de notre terre, il faudrait nous boucher les oreilles pour que nous n'entendions plus la musique de sa langue, il faudrait nous empêcher de penser, de rêver !

Aussi longtemps qu'il y aura un sol breton et une race bretonne, il y aura des rebelles en Bretagne, comme il s'y trouve des landes et des pommiers. Vos ancêtres, ou du moins certains d'entre eux, étaient les Gaulois : vous les avez reniés. Francs, vous avez renié la langue des Francs. Médiévaux, vous avez renié pour les modes italiennes votre tradition nationale gothique. Enfants du Royaume de France, vous avez renié vos rois ; fils aînés de l'Eglise, vous avez renié votre foi. De reniements en reniements, la France a fait carrière. Nous, nous sommes une race fidèle.

Vous ne nous entraînerez pas sur vos peu honorables traces. Il y a deux mille ans, nos ancêtres étaient des Celtes ; en 1938 nous sommes des Celtes, nous parlons et honorons leur langue, si nous savons la vôtre. Nous sommes dépositaires d'une culture millénaire qui s'est transmise jusqu'à nous sans brisure... Si nous l'abandonnions, nous serions des renégats. Notre devoir devant Dieu et devant nos ancêtres est de la faire reflourir. Pour atteindre ce but, nous irons jusqu'à notre dernier souffle. Plutôt la mort que la souillure, c'est la devise des Bretons. »

(*Breiz Atao*, 18.12.1938.)

LA FRANCE DE VICHY

Les événements se sont succédés si vite et l'effondrement a été si total, le visage nouveau qu'ont pris les choses a été si surprenant, que les Français hébétés ne savent plus s'ils rêvent ou s'ils sont éveillés.

Hier alliés des Anglais, fondus aux Anglais. Aujourd'hui échangeant avec eux des obus et des bombes.

Hier ennemis à mort des Barbares allemands. Aujourd'hui jetés dans leurs bras par des forces plus puissantes que tous les partis pris.

Hier empire. Aujourd'hui territoire occupé, « protectorat » de fait, vague Etat satellite.

Hier berceau du droit et de la culture, du vrai, du beau, du bon. Aujourd'hui purgatoire et vallée de larmes où le pêcheur, en proie à d'affreux repentirs, confesse à tout venant ses fautes et frappe avec conviction d'épouvants mea culpa.

La France, qui ne veut plus être ce qu'elle était, n'a pas la moindre idée de ce qu'elle doit être et sera.

Elle veut renaître et faire jeunesse. L'homme nouveau qu'elle a trouvé est un vieillard de 84 ans, et elle s'en remet à Laval, un vieux cheval de retour.

Les relents de l'assemblée de Vichy, où les vieux renards, les Chauvins, les Herriot, les Reynaud attendent dans l'ombre que tout puisse reprendre comme devant, nous donnent la nausée.

Renaissance, décentralisation, provinces ? Quelle dérision ! Pour faire du neuf il faut des hommes neufs. Marianne n'en a pas. Ces provinces seront des découpures et leurs gouverneurs des super-préfets...

Pourquoi pas la collaboration avec le Reich, suggère la France soumise ? Lutte jusqu'au bout contre la Barbarie, crie la France révoltée. Match Pétain-de Gaulle.

Le Français moyen, écrasé, se tait. Il veut du travail et du pain. Il ne sait plus rien puisque tout ce qu'il savait était faux. Il ne veut plus rien savoir. Il est prêt à tout.

Jusqu'au jour où il aura rassemblé ses idées et repris son haleine.

Alors, là, on verra peut-être un réveil de la France, de la France éternelle, et ce sera celle d'hier avec toutes ses tares.

Reste à savoir ce que les Allemands en penseront.

Nous, Bretons, notre siège est fait. La France s'est effondrée par le dedans. Il y a vingt ans que nous voyons et prédisons sa chute. Nous n'attendons d'elle rien de favorable ni de sain.

Qu'elle mijote à Vichy ou qu'elle bavarde à Versailles, notre attitude vis-à-vis d'elle reste inchangée : La Bretagne aux Bretons.

(*L'Heure Bretonne*, 14 juillet 1940, *Editorial*)
A. MORDREL.

LE MYTHE DE L'HEXAGONE

Extraits de l'introduction du chapitre I : « Les Composantes Naturelles et Raciales ».

« Il y va de la France comme de toutes les nations qui, au cours d'une longue histoire, ont été souvent entraînées dans de grisantes aventures de l'âme collective. Elles ne se souviennent plus des patients efforts qui les ont péniblement et parfois arbitrairement constituées ; elles ne prennent plus garde à ce qu'elles représentent en fait ; elles n'imaginent plus que le développement historique puisse modifier désormais leur figure. A force de jeter sur elles-mêmes un regard embué d'idéalisme, elles en sont venues petit à petit à se faire de leur propre nature une image transfigurée qui n'a plus que des rapports lointains avec la réalité. A force de concevoir leur peuple à travers des symboles et des lois, et d'abstraire son essence,

leurs grands hommes ont fini par perdre contact avec les sources jaillissantes de la vie nationale, qui sont dans les traditions et la vie des communautés du peuple et leur héritage de penchants et de rêves. Ils ne savent plus prendre leur inspiration ailleurs que dans leur propre monde d'idées et dans les partis pris d'écoles ou de castes fermées. Et, quand une crise survient qui met en jeu la vie de la nation, ils se révèlent incapables de prendre le mal à sa racine et de rebrasser la société en perdition en partant de ses fondements, travestis ou méconnus.

Le cas de la France est particulièrement grave, du fait qu'à la base de sa formation se trouvent des races diverses de génies parfois inconciliables, que la séparation entre villes et campagnes y est plus forte, quoi qu'on prétende, que partout sur le continent et que nulle part autant que chez elle, on n'y a dédaigné et opprimé le peuple de la glèbe. Entre le bourgeois intellectuel, qui est à peu près le même de Lille à Bordeaux, et le paysan, qui lorsqu'il est de Lille est un étranger pour celui de Bordeaux, s'est creusé un effrayant fossé. Il n'y a plus entre la « boîte à loyer » et la chaumière de contacts humains, directs, ni de connaissance, ni d'amour. Quatre siècles d'un humanisme desséchant sont passés là. Les Français savaient ce que, sur le plan humain, le mot « français » voulait dire, quand ils proclamaient *Gesta Dei per Francos*. Etre Français, c'était posséder un type d'homme singulièrement racé. Les Bretons en avaient conscience aussi quand ils raillaient « les gentils François bien polis ». Cela a pris fin le jour où l'on a baptisé le bois d'ébène « frère et citoyen ». Dès lors, le mot « Français » a cessé de signifier un homme blanc, il a été proprement vidé de son précieux contenu pour être rempli par une mixture de prétentieuse et mauvaise philosophie. Le sol de France a subi la même mésaventure.

Autrefois, la France était une fédération née d'un assemblage hétéroclite et, sur un autre plan, une société d'honnêtes gens. Elle ne se targuait point d'être le bastion de la latinité et s'affirmait avec une significative incertitude tantôt « germanique », tantôt « gauloise ». En dehors du lien royal, il n'y avait, avant la Révolution, que peu de rapports entre les régions excentriques. Certains pays, comme la Bretagne, la Provence, l'Artois, la Franche-Comté, avaient leurs assemblées provinciales ou jouissaient de statuts autonomes. Aucun Français ne songeait à s'indigner des différences de parler, de coutumes, répondant à la diversité des situations géographiques, des terrains, des cultures. La Révolution, en appliquant sur l'ensemble du territoire le damier uniforme des départements, a sciemment voulu méconnaître ces diversités. Elle n'a pas plus tenu compte des fleuves et des montagnes que des dialectes et des usages, des droits et des traditions. Si bien que, comme le mot « Français », le mot « France » a été vidé de son sens véritable qui était assemblage, auquel on a préféré une notion qui était plus un programme que la reconnaissance d'un fait : l'unité et l'indivisibilité. De même qu'on avait voulu voir dans le Français l'Homme, on a voulu voir dans la France une pure création de l'esprit et dans ses frontières, stabilisées par le hasard des unions, des

marchés et des combats, une figure voulue par le destin. L'Hexagone s'est tout d'un coup révélé à nos yeux, comme il naît spontanément des cristaux dans la vie végétale ou minérale. Il semblait que deux mille ans d'histoire n'avaient eu pour but que de produire cette masse territoriale régulière, si aisément renfermée dans une ligne brisée. L'Alsace-Lorraine devait y revenir, parce que sans elle l'hexagone aurait eu l'air d'avoir reçu un coup sur le nez. La Bretagne ne pouvait en être exclue, parce que sans elle la figure géométrique se serait inclinée de travers. Et personne ne se demandait depuis combien de temps Nice était française ou si les Basques appartenaient à l'ethnie française : ils étaient dans l'hexagone, cela suffisait ; tout était réglé.

Cette cristallisation de l'idée France dans l'abstrait est dangereuse à plus d'un égard. Les problèmes qui se posent en France, qu'il s'agisse de production agricole aussi bien que de démographie, ne sont pas les mêmes au nord et au sud, à l'est et à l'ouest. *A vouloir tout considérer en bloc, on ne peut rien voir. A vouloir tout résoudre en bloc, on se condamne à adopter des lois partout insatisfaisantes et nulle part applicables.* La « nouvelle » France, dans cet ordre d'idées, est allée encore plus loin que l'ancienne, puisqu'elle a renforcé la centralisation et accentué l'uniformisation. Les résultats sont là pour mettre en lumière l'inaptitude à saisir le réel français de ceux qui ne veulent pas abandonner leurs idées toutes faites. Nous voulons nous faire de la France une idée juste, nous rendre compte de ce qu'il y a d'obligé et de durable en elle, réviser impitoyablement les permanences de son destin. Nous voulons rétablir un contact avec les réalités physiques et humaines qui la composent et rechercher dans son passé l'explication de sa personnalité. Nous voulons à nouveau comprendre le langage des rivières et des montagnes, l'appel des mers et des océans. Nous voulons retrouver les commandements de la nature et des hommes, lire les frontières, non où l'on a voulu les inscrire, mais où elles sont. Nous voulons, au-delà des villes sophistiquées et de la matière écrite dont elles vivent, retrouver la vie du peuple et ses merveilleux symboles dans les campagnes encore drues et caractérisées.»

(Etude de Géopolitique Française, parue dans *Stur* à partir du N° de mai 1942 sous la signature d'Olivier Mordrel.)

VUES SUR LA REVOLUTION DES ETHNIES

Extraits de « Cinquante Années parmi les Allemands » de Friedrich Hiescher (« *Fünfzig Jahre unter Deutschen* », Hamburg, 1954).

« ... En fait, nous ne détestons pas l'Etat national des Allemands, pour encourager ou adopter celui des Anglais ou des Espagnols, des Italiens ou des Français. La même malédiction pèse sur Berlin et sur Paris, sur Rome, Madrid ou Londres.

... La bombe de Rennes, le 7 août 1932¹, nous a remplis du même ravissement qu'une bombe dans le Schleswig-Holstein : non point à cause de la politique infantine qui croyait les justifier, mais parce que nous y voyions le signe que les murailles de l'Etat national commençaient à trembler, ce type d'Etat qui contrairement à son enseigne est anti-démocratique et anti-social, qui tous les jours trahit ce que la Suisse, unique fédération en Occident, continue à vénérer : la Liberté de tous les terroirs, de toutes les ethnies, de toutes les langues qu'elle renferme. Terrible trahison dont le fruit nécessaire est la dictature et qui n'en connaîtra jamais d'autre. Cette bombe, c'est au rationalisme — quoique d'une manière erronée, mais avec un but juste et dans un bon esprit — qu'elle a déclaré la guerre. Car c'est une route droite qui mène de Robespierre à Hitler.

... Les nobles noms à donner à cette Liberté, qu'aujourd'hui, chacun connaît, et personne n'ose prononcer, de Cyriel Verschaeve² à Léo Jasson³ pour ne pas nommer les vivants auxquels je pense, ont été découverts en premier lieu pour notre pays par Gerhard von Tevenar. A la suite de ses explorations, ce ne fut plus un exploit dans la sphère de la langue allemande, de les connaître et d'en parler...

... Gérard fut donc en tête de ceux qui étaient prêts à combattre symétriquement tous les Etats nationaux, sans faire exception du leur propre, ainsi que c'était l'habitude avant nous et comme on le fait encore de part et d'autre des poteaux frontières.

... « L'Allemagne est une construction, tandis que la Bavière et la Souabe sont des réalités », dit Paris. Mais malheur à qui se permettrait d'attaquer la construction française !

... « La France est une construction, mais les Bretons et les Alsaciens sont des réalités », dit Berlin, qui se prépare à troquer sa peau noir-rouge-or pour une peau brune. Mais malheur à qui mettrait en question l'Etat unitaire wilhelminien et républicain !

... Gérard ne fut pas seulement le premier à dire « Oui » à ce que nous croyions ensemble, à dire « Non » à ce qu'ensemble nous contestions, mais aussi le premier auquel un jour et une nuit suffirent pour prendre la décision de sa vie jusqu'à sa mort. Sa conduite faisait de lui l'image et l'exemple d'une jeunesse, qui paraissait n'être plus depuis longtemps, et qui cependant revient avec chaque printemps, une jeunesse qui ne connaît ni « si » ni « mais », qui lorsqu'elle a dit une fois « Oui », tient sa parole au cours d'une existence courageuse.

1. Allusion à la destruction du monument de l'Union à Rennes.
2. Poète national flamand condamné en 1919 par la justice belge.
3. Jeune Breton fusillé à la Libération.

... Grâce à Gérard, des Bretons décidés se sont unis à nous pour la liberté de leur foi et de leur pays, qui par la suite ne put pas surmonter la guerre sur deux fronts, de 1940 à 1945, d'un côté contre l'opresseur français, de l'autre contre le Nazisme.

... Grâce à Gérard, j'ai pu devenir ami avec un chef des Lorrains⁴. Grâce à lui, il était prêt, en cas de succès de notre complot, de voler à Strasbourg et à Metz, pour proclamer une Alsace et une Lorraine libres. Grâce à lui, il s'est lié à nous dans notre combat commun contre Berlin et Paris. A côté de cela, il était réjouissant de voir ceux qui dans cette région jugeaient l'Etat français à sa juste valeur, se montrer tout d'abord enclins à accorder un délai de grâce au nôtre, alors que nous de ce côté-ci de la frontière avions quelque peine à discerner les mérites qu'ils lui attribuaient.»

(traduit des pages 196, 197 et 198.)

L'ASSASSINAT DE JEAN-MARIE PERROT

« L'abbé Jean-Marie Perrot, raconte son confrère et homonyme flamand Jean-Marie Gantois, m'apparut toujours comme l'homme d'une idée : l'union des Bretons, au-dessus de toutes les diversités et par-delà toutes les divergences, au service du bien commun de la Bretagne. »

Il dit quel lieu de pèlerinage était son rustique presbytère :

« Sa table, comme son amitié, était ouverte sans formalité ni exclusion à tout ce qui était breton. Qui n'y coudoyait-on pas ? — Archivistes chevronnés... fonctionnaires jouissant d'une heure où il leur était loisible d'oublier qu'ils l'étaient, hommes d'affaires qui venaient, en ne l'avouant pas, faire provision, à son contact, d'idéalisme et prendre un bain de perpétuelle jouvence, négociants de la grande ville, ingénieurs agronomes, châtelains, artisans, médecins, cultivateurs, prêtres, architectes, et toute une jeunesse aux visages si divers : artistes à l'âme impressionnable (et qui, en attendant de s'exercer à la palette, maniaient le balai à la cuisine et pensaient la rossinante à l'écurie) ; brillants esprits qui possédaient comme peu l'art de la formule et du trait ; philosophes ou qui se croyaient tels, qu'avait frôlés, tout entichés qu'ils fussent de logique et de raison pure, le dévergondage de la fantaisie celtique, mais dans les yeux de qui se lisait la froide résolution d'aller jusqu'au bout de tout à la poursuite de leur idée ; hommes d'action dont le regard trahissait l'intensité du feu intérieur qui les dévorait et dont la flamme devait un jour consu-

4. Allusion à « Lothar », dont il est question ailleurs dans le livre, pour désigner le S.S. Standartenführer Hermann Bickler, chef du S.D. VI, à Paris.

mer en eux jusqu'au dernier atome la substance de la vie ; lansquenets à la *Haltung* (attitude) impeccable, en qui prenait corps une curieuse alliance d'irréductible chouannerie, de rêve irlandais et de discipline spartiate à la *Nicht raisonnieren...*»

(Sked, N° 10)

Mais l'apôtre d'une Bretagne fraternelle n'était pas compris de tous dans la paroisse de Scrignac, perdue dans la « montagne rouge », où son évêque l'avait envoyé prendre un avant-goût du purgatoire. Aucun recteur n'avait pu jusque-là y tenir plus de 2 ou 3 ans. Perrot, en 1943, l'année de sa mort, s'y était incrusté depuis treize ans, gagnant des âmes dans cette région déchristianisée de longue date, mais soulevant la colère d'une coterie qui prenait ombrage de son autorité morale. Une campagne de diffamation fut dirigée contre le saint prêtre dès avant la guerre, pour soulever l'animosité contre lui. Pendant l'hiver 39-40, il fut accusé par la rumeur publique d'avoir saboté la ligne télégraphique pour le compte des Allemands, jusqu'à ce que l'autorité maritime ait fait savoir qu'elle avait été coupée par le guide-rope d'un ballon captif échappé. Un des policiers, entre-temps, avait déclaré sur la place du bourg : « Vous ne savez pas quel curé vous avez, il a du sang de vos enfants sur les mains. » Le recteur porta plainte, mais apprenant que le fonctionnaire serait rétrogradé, il la retira. En 1943, il fut taxé de germanophilie parce que l'occupant avait réquisitionné une partie du presbytère... sur les indications des habitants ! Et le jour même de son enterrement, on répétait dans les auberges du bourg qu'il avait été « exécuté » parce qu'il ramassait les monnaies de nickel pour « les livrer aux Boches qui en avaient besoin pour faire des canons ». La véritable raison devait être révélée plus tard.

Jusqu'à la divulgation des résultats de l'enquête ouverte par le Kommando de Landerneau de la police allemande, on s'est perdu en conjectures sur les responsables de l'attentat du 12 décembre 1943, qui devait coûter la vie au recteur de Scrignac. Un exemplaire du rapport final du Kommando, signé du Feldwebel Schaad, est parvenu entre nos mains sous la forme d'une traduction en français, établie par l'interprète flamand de la Kommandantur. Il coïncide avec des faits connus de nombreux témoins, mais ne comporte aucun signe extérieur d'authenticité. Nous le donnons ci-après sous toutes réserves :

« En avril 1944, un nommé Simon, arrêté par les Allemands, affirma « avoir eu l'honneur de participer à l'assassinat de l'abbé Perrot ». Il raconta comment une tentative d'assassinat avait eu lieu le 26 novembre 1943, au presbytère de Scrignac.

A 18 h 30, les tueurs éventuels étaient sur les lieux. Parmi eux : Stéphane, chef de gare à Scrignac-Berrien, les deux frères Le Coant, et un étranger au pays connu sous le nom de Roger-le-Versaillais. De l'aveu de Simon, l'exécution de l'abbé Perrot avait été décidée par Stéphane, au cours d'une réunion de la cellule communiste

du Huelgoat. Motifs invoqués par Stéphan à la charge de l'accusé : appartenance à « Breiz Atao » ; avoir publié dans la revue *Feiz ha Breiz*, dont il assumait la direction depuis de longues années, des articles anti-soviétiques : *Dorn Moskov* (La main de Moscou), *Karnel Katyn* (Le charnier de Katyn), *Eur vro renet gant eur beleg* (Un pays gouverné par un prêtre - Mgr Tiso¹).

L'attentat du 26 novembre — toujours selon les dires de Simon — était dirigé par Stéphan, qui s'introduisit, à l'heure indiquée, dans le jardin du presbytère, accompagné de ses cinq complices, tous armés de pistolets.

L'arrivée inopinée de deux soldats allemands, qui logeaient au presbytère, obligea les criminels à se cacher dans les bosquets du jardin à la faveur de l'obscurité. Stéphan, qui craignait d'être découvert, donna le signal de la fuite.

Le bruit des pas fut perçu par le vicaire, Mr. Quéguiner, qui avait sa chambre au premier étage. Il fit la lumière et se précipita à la fenêtre, mais ne put rien distinguer dans la nuit.

La tentative avait échoué.

Le dimanche 12 décembre 1943, l'abbé Perrot se rendit, comme chaque année à pareille date, à 7 km du bourg, à pied, pour dire la messe à la chapelle de Saint-Corentin.

Au carrefour de la Croix-Rouge, dans un café-épicerie, un nommé Jean Thépaut, un jeune homme de 22 ans, à qui Stéphan avait confié la mission d'abattre le prêtre, attendait. Originaire de Scrignac, mais habitant Scaer, Thépaut ne connaissait pas physiquement sa victime. Quand Jean-Marie Perrot vint à passer, il demanda :

« Henezh eo ar person ? » (C'est celui-là le recteur ?)

Puis il le suivit à distance à travers champs.

Un peu plus loin, il prit de l'avance, se posta et tira une première fois. La balle n'atteignit pas son but. L'abbé crut avoir entendu un chasseur et continua paisiblement son chemin. Une seconde balle l'atteignit mortellement à la tête.

Il était midi moins quatre. La plus haute autorité spirituelle bretonne venait d'être abattue comme un chien.

L'enfant qui l'accompagnait perdit connaissance d'émotion, mais des paysans virent l'assassin s'enfuir. Il était vêtu de bleus de chauffe.

Les gendarmes des brigades environnantes auraient reçu l'avis de couvrir la fuite du criminel vers Plouigneau-Morlaix.

Les aveux de Simon furent confirmés par les frères Coant, de Scrignac, arrêtés pour pillages de fermes. Ils dénoncèrent leurs camarades. En dépit des renseignements qu'ils fournirent aux Allemands, ils furent passés par les armes.

1. Chef de l'Etat slovaque durant la 2^e Guerre Mondiale. (Note de l'Éditeur.)

Après son arrestation à Carhaix, Simon accepta d'endosser l'uniforme allemand pour guider les hommes du Kommando au domicile de ses complices.

Une perquisition à la gare de Scrignac, en l'absence de Stéphan en fuite, amena la découverte, dans le grenier d'un dépôt de marchandises, de centaines d'emballages vides de colis destinés aux prisonniers de guerre de la région dans les stalags. Ceux-ci avaient écrit à leurs familles que les colis ne leur parvenaient pas, ce qui permettait à la cellule de répandre le bruit qu'ils étaient détournés par les Allemands. »

En 1943, le parquet de Châteaulin enquêta sur l'assassinat de l'abbé Perrot et le juge d'instruction classa l'affaire.

André Gelfroy, durant son procès à Quimper, le 25 février 1945, a publiquement déclaré que l'assassin de l'abbé Perrot était Jean Thépaut, habitant Morlaix, ayant agi sur ordre de Stéphan, responsable local du P.C.F.

Trois ans plus tard, le *Télégramme de Brest*, des 4-5 septembre 1948, publiait en page 3, dernière colonne :

SCRIGNAC

PROTESTATION

M. le maire de Scrignac nous prie d'insérer :

Les familles des fusillés de Scrignac à
M. le Préfet du Finistère, sous couvert de
M. le maire de Scrignac.

Monsieur le Préfet,

Dans le *Télégramme* du 23 août courant, sous la rubrique « Congrès du Bleun-Brug », M. de Guébriant, président du Comité local de Saint-Pol-de-Léon, écrit la phrase suivante relative à l'abbé Perrot, fondateur du *Bleun-Brug* : « Prêtre modeste et effacé qui était tombé sous les balles de criminels. »

Les familles des fusillés, les associations de Résistance de Scrignac protestent énergiquement contre le fait qu'un ancien conseiller national de Pétain défende un traître à la France et attaque la Résistance qui en toute justice punit ce traître de la peine de mort.

Perrot, qui, sous l'Occupation, recevait en son presbytère les miliciens autonomistes bretons, était bien pro-allemand. Ce n'est pas sous le couvert du *Bleun-Brug* que la milice Perrot participa à l'arrestation des patriotes de Scrignac, qui devaient tomber à Rennes sous les balles allemandes, mais sous les ordres du P.N.B. L'abbé Perrot ne pouvait ignorer les sentiments de ses hôtes et les partageait. Ce ne sont pas des criminels qui l'ont châtié, mais

des justiciers, d'authentiques Résistants et Français, certitude de tous les Résistants.

Nous vous demandons donc, M. le Préfet, d'intervenir pour qu'à l'avenir il ne soit plus permis qu'on défende un traître comme l'abbé Perrot en salissant la Résistance.

Veuillez croire, M. le Préfet, en nos sentiments patriotiques.

Signés (sic) :

Mme Coant, M. Yves Coant, M. Pierre Coant, M. Yves Masson, M. Auguste Nédélec, M. Jean Kervoélen, Mme Le Fur.

Pour conclure, relevons une note de l'*Humanité-Dimanche*, de juillet 1957, conviant ses lecteurs à manifester, à Scrignac, contre ceux qui prétendent honorer la mémoire de l'abbé Perrot « fusillé pour dénonciation de patriotes ».

Une version différente est donnée de « l'exécution » du « traître » par un grand bourgeois, M. Robert Aron, dans son *Histoire de la Libération de la France* (Fayard, 1959) :

« ... Idéaliste, mais égaré dans la politique, le malheureux, qui d'après certains résistants eux-mêmes n'a jamais dénoncé ni torturé personne, s'est laissé circonvenir par les Allemands et a payé de sa vie son manque de discernement ; sur avis passé à la radio de Londres, des maquisards l'ont abattu en décembre 1943. »

LA HIERARCHIE CATHOLIQUE AU SERVICE DE L'ANTI-BRETAGNE

Une des fortes raisons qui firent admettre l'accession du Président de l'association diocésaine *Bleun-Brug* à celle du Parti National Breton, fin 1940, était de donner une façade catholique au mouvement, afin que l'interdit jeté sur lui par la hiérarchie, quelques mois plus tôt, soit rapporté. De fait, Raymond Delaporte s'employa immédiatement à vaincre les préventions des évêques, mais il n'obtint que de bonnes paroles. Il est vrai que sa seule présence à la tête du P.N.B. suffisait à rassurer les catholiques. L'épiscopat cependant n'avait nullement l'intention de rapporter sa condamnation, ainsi que le confirma une allocution de Mgr Duparc, évêque de Quimper et Léon, au cours de la retraite ecclésiastique de Lesneven, le 21 juillet 1943 :

« Je défends à tous mes prêtres de donner l'absolution aux autonomistes bretons. Les autonomistes banals à la rigueur peuvent être excusés, mais ne peuvent l'être les autonomistes qui dirigent et

organisent quelque chose dans le Parti National Breton. On ne peut leur donner l'absolution qu'à la condition qu'ils fassent rétractation formelle en ce qui concerne le passé, et une promesse aussi formelle de ne plus favoriser ce mouvement à l'avenir. »

CHEMIN DE CROIX

Des appréciations lapidaires sur la manière dont furent traitées les personnes arrêtées à la Libération peuvent paraître la manifestation d'un parti pris de rancune. Nous croyons nécessaire de les faire suivre d'un fragment de récit vécu qui cite des circonstances et des détails qui n'ont pas été inventés. Marcel Guieysse raconte :

« Les « tabaçages » étaient si fréquents que c'était presque une règle. Je me souviens des bastions de Strasbourg. Après les repas, nous devions passer par un couloir où se tenaient de chaque côté de nous de jeunes énergumènes habillés en soldats français. Les malheureux qui défilaient entre eux étaient bourrés de coups et la scène se prolongeait au-dehors. Certains d'entre nous ne se relevaient pas tout de suite. Personnellement j'eus la chance d'être épargné, bien que dans la suite j'aie rencontré des hommes de mon âge ayant quelque infirmité apparente qui n'eurent pas cette chance. Lorsque j'arrivais en queue de colonne, au bras d'un jeune camarade qui me guidait¹, une voix criait : « Pas le vieux ! » Mais mon camarade ne bénéficiait pas de cette immunité et j'en reçus les contre-coups... »

« ... Après ces premières opérations, la masse des gens arrêtés fut parquée dans des camps, où l'administration continuait à ignorer ce qu'elle avait à faire. Au début, on dépendait de la Sécurité Militaire, qui peu à peu repassait les détenus à l'administration préfectorale, qui en faisait des « internés administratifs »... On pourrait écrire indéfiniment sur la pagaille et les brimades qui caractérisèrent les lieux de transit, mais cela n'est rien à côté des Camps dits d'Internés qui venaient ensuite et qui auraient mieux mérité le nom de Camps de Concentration. Je ne peux parler que par ouï-dire des interrogatoires par la police qui avaient lieu, mais j'ai entendu maint récit des tortures abominables auxquelles furent soumis des hommes et des femmes, qui n'ont rien à envier aux procédés reprochés à la Gestapo. Plus tard, j'ai côtoyé en prison des hommes qui, plusieurs mois après les traitements qu'on leur avait infligés, n'étaient plus que des loques humaines... »

1. Guieysse est aveugle. (Note de l'Éditeur.)

« ...Après les bastions de Strasbourg, nous fûmes dirigés sur le camp de Schirmeck, de triste réputation, afin d'y être fusillés, comme on nous l'avait aimablement annoncé au départ de Strasbourg. Au cours de cet hiver 1944-45, ces camps ont été le théâtre de scènes de cruauté révoltante dont nous eûmes les échos. Je rappelle que les victimes étaient, non pas des condamnés, mais de simples internés administratifs, même pas des prévenus réguliers, puisqu'on ignorait tout d'eux. Le régime avait changé à notre arrivée, depuis plusieurs semaines, à la suite d'une intervention américaine. Ce n'était plus qu'un camp de concentration à la dure discipline, que venait aggraver la brutalité des dirigeants et du personnel... »

Au bout d'un mois Guieysse est envoyé à Ecouves, où ce fut la faim :

« ... Nous touchions deux gamelles d'eau chaude par jour, sans le moindre corps gras, où flottaient quelques ronds de carottes. Et pourtant lorsque nous allions aux peluches, nous épluchions des monceaux de pommes de terre et des oignons, dont nous ne voyions plus la couleur. Nous eûmes un jour entre les mains un journal local qui donnait la liste de tout ce que, paraît-il, nous touchions par jour et qui s'indignait des égards excessifs qu'on avait pour nous... »

« ... A la fin de l'été, il arriva un groupe de civils allemands transférés d'un camp près de Poitiers. C'était surtout des femmes et des vieillards. Leur état lamentable en faisait une cour des miracles ambulante et ils se croyaient au paradis à Ecouves ! Il y avait parmi eux quelques enfants, les autres — une cinquantaine — étaient morts dans le camp d'où ils venaient... »

« ... L'eau manquait le plus souvent dans les lavabos, mais en revanche, les fosses d'aisance débordaient parfois et leur contenu coulait jusqu'au seuil des chambrées... »

LE CRIME DE PATRIOTISME BRETON

Il a été établi à plusieurs reprises au cours des procès de l'Épuration, mais aucun cas n'est aussi net que celui de Ronan Arot, ouvrier mécanicien, qui avait milité dans le *Breiz Atao* d'avant-guerre, mais qui, après son exclusion du P.N.B. delaportien en 1941, s'était retiré de l'action bretonne et n'avait eu, par ailleurs, aucun rapport avec l'occupant. La Libération le trouve à Paris. Ne croyant avoir rien à craindre, il rentre en Bretagne. Mais son nom se trouve sur les fameuses listes Allard. Les F.F.I. viennent l'arrêter chez lui. Il suit la filière sinistre, de prison en camp, de camp en prison, pour échouer finalement devant la Cour de Saint-Brieuc. Son dossier est vide, en dehors

d'une dénonciation comme « autonomiste breton ». De « collaboration », pas un mot. L'inculpation, somme toute, est maigre. Le ministère public a une idée. Il accuse Arot d'avoir été expulsé du P.N.B. par Delaporte en 1941, à cause de son attachement aux anciens chefs. N'est-ce pas la preuve qu'il était un extrémiste, un violent, un séparatiste ? Son crime de « patriotisme breton » est sanctionné par cinq années de prison dont il en tirera quatre misérablement, dans les pénitenciers de Fontevault et de l'Île de Ré. — « Vous avez du pot ! » lui avait confié son avocat en le quittant. En effet, son cas était passé dans une série de 34 condamnations à mort, les yeux fermés. Et l'avocat d'ajouter : « Vous avez bien fait de ne pas charger Delaporte, car son père (avoué à Châteaulin) était un grand ami du président (de la Cour). »

RELEVÉ DES SOIXANTE-HUIT CONDAMNÉS A MORT, TUES AU COMBAT, FUSILLES ET ASSASSINÉS DE L'EMSAV ENTRE 1939 ET 1947

Condamnés à mort par contumace : 13.

CHEVILLOTTE Michel (Bréès).
DEBAUVAIS Francis (Rennes), en 1939.
FEUTREN Louis (Rennes).
FOIX Gilbert (Auray).
GOULET Yann (Saint-Nazaire).
HELLOCO Hervé le (Pontivy).
HERNOT Guy (Saint-Thégonnec).
JOLY Edmond (Rennes).
LAINE Célestin (Nantes).
L'HARIDON Jean.
MENARD Auguste (Vitré).
MORDREL Olier (Plerguer), en 1939 et 1947.
PERESSE Ange (Bubry).

Condamnés à mort et fusillés : 9.

BERNIER Pierre (Pénestin).
BOTROS Hervé (Lanmeur).
COETLOGON Guy Vissault de (Rennes).
GEFFROY-FERRAND André (Pommerit-Jaudy).
GESLIN Claude (Rennes).
JASSON Léon (Baud).
KERGOAT Corentin (Châteaulin).
RUYET Joseph le (Bubry).
THOMAS, Commandant (Rennes).

Geffroy (renvoyé en Haute-Normandie) P. 24. V. l'annuaire F.F.I. de la Haute-Normandie en juillet 1946
John (Hervé) (Rennes) et son dossier personnel
et l'annuaire de la Haute-Normandie

Condamné à mort et commué : 1.

GEFFROY André, « Le Grand Geff » (Lannion).

Tués en opérations : 7.

BERRE Joseph le (Pont-l'Abbé).
 DEUFF Auguste le (Mael-Carhaix).
 GUILLO Armel (Vannes).
 HIRGAIR Job (Branderion).
 LAIZET Yann (Saint-Malo).
 LARNICOL Jean (Troffiat).
 LOUARN Yann (Guingamp).

Assassinés : 31.

BOSCHER Auguste (Saint-Servais).
 BOSCHER son frère.
 BOTHOREL Yann (Landrévarzec).
 BRICLER Yann (Rennes).
 CAMBOURG Loïc (Gouesnac'h). *Il s'agit de Yves de Cambourg
 frère H. de Bodry (1932)*
 COLIN Marcel (Rennes).
 GAIC Pol (Plessala).
 GRIVART, Abbé.
 GUEHENNEUC Etienne.
 GUERNY Jeanne du (Quintin).
 GUILCHER Yann (Ploaré). *Quelle est la date de sa mort ?
 à la Vierge - Trochu - 1932*
 KERHOAS Yves (Plonevez-du-Faou).
 LEC'HVIEN, Abbé (Recteur de Kemper-Guézennec).
 MAHE.
 MAUBRE Ambroise (Gourin).
 MAUBRE Bernard, son frère.
 MAUBRE Céline, sa sœur.
 MOIGNE Mathurin le (Siliaf).
 Ses deux fils.
 MOULLEC Loïc le (Saint-Barthélémy).
 PART Christian le (Rochefort-en-Terre).
 PEDELLEC Job le (Bubry).
 PERROT Yann-Vari (Recteur de Scignac).
 PHILIPPON LE VEN (Quimper).
 RALLIER, Abbé (Recteur de Bieuzy).
 RUYET Hélène le (Bubry).
 STEPHAN Louis (Locminé).
 TATTEVIN, les 2 frères (Nantes).
 VALY, horticulteur (Lorient).

Morts des suites de mauvais traitements : 7.

BORGNE le (Lennon).
 BOUILLE James (Perros-Guirec).
 CLAIR, Dr le (Saint-Pol-de-Léon), mort en Allemagne.

DAVID, mort à Saint-Martin-de-Ré.
 JEHANNIN Gaston (Talensac), mort à la Rochelle.
 STEPHAN François (Saint-Pol-de-Léon), mort en Allemagne.
 YOUINOU Jos (Douarnenez), mort au Struthof.

N. B. — Tous les sus-nommés étaient soit membres du P.N.B., ou de la F.P., soit militants ou sympathisants de *Breiz Atao*. — Il n'a pas été tenu compte des disparus. (Les toponymes entre parenthèses sont les lieux d'origine.)

Les condamnés à mort, tués ou fusillés sont 30. Le total de la liste est de 68.

L'auteur recevra avec reconnaissance tous les renseignements complémentaires et les rectifications éventuelles en vue de l'édition suivante.

THESE DE L'INCOMPETENCE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS EN BRETAGNE

Conclusions respectueusement présentées à Messieurs les Président et Juges composant le Tribunal Correctionnel de Rennes, par les sieurs MANROT LE GOARNIC, LE SKANV et TOUBLANC, cités à comparaître à l'audience du 14 décembre 1960.

« Attendu que les dispositions du Traité d'Union de la BRETAGNE et de la FRANCE, du 4 août 1532, garanties par le Chef de l'Etat français de l'époque, interdisant qu'un sujet breton, poursuivi pour des faits accomplis en BRETAGNE, soit jugé par une juridiction française et qu'elles attribuent exclusivement la connaissance de ces causes à la compétence de juridictions bretonnes :

Attendu que les susdites dispositions procèdent d'un traité de droit international public, qu'elles ne peuvent, en aucun cas, être abrogées ou substituées, par des lois nationales, quelle qu'en soit l'origine, et que de par la Coutume internationale, seule une convention de même nature, conclue dans les mêmes formes par les deux Puissances, agissant par l'organe de plénipotentiaires et organismes de droit public qualifiés, peut légitimement en anéantir ou modifier les dispositions ;

Attendu que les prétendus députés bretons, qui auraient approuvé l'anéantissement du Traité de 1532 et des droits souverains de la BRETAGNE, étaient dépourvus de mandat tant par l'opposition de l'assemblée des Etats de BRETAGNE, assemblée nationale, que par l'arrêt, toutes chambres réunies, du Parlement de BRETAGNE, juridiction suprême, de mars 1789, qui dispose que tout député à une assemblée étrangère au pays doit être mandaté par l'assemblée des Etats de BRETAGNE, partant, que ces députés n'avaient nullement qualité pour dénoncer le Traité de 1532, ce qu'ils ne firent d'ailleurs à aucun moment si l'on se reporte à l'Histoire :

Attendu que les lois françaises qui semblent fonder en droit des poursuites diligentées en BRETAGNE contre des sujets bretons devant des Cours et Tribunaux français, sont inapplicables : lesdites lois ayant été imposées dolosivement, sans n'avoir jamais été enregistrées par le Parlement de BRETAGNE ainsi que l'exige le Traité de 1532, partant, qu'elles sont hors du domaine de leur application légitime, qu'en outre, un arrêt de la Chambre des Vacations du Parlement de BRETAGNE, d'octobre 1789, prononce la nullité absolue de tous les décrets et lois de l'Assemblée Nationale française quant à la BRETAGNE, et que cet arrêt vise tous les actes législatifs ou réglementaires à venir ou acquis, émanant des régimes français postérieurs à l'instauration des Etats Généraux de FRANCE de 1789 enregistrés par le Parlement de BRETAGNE comme le prévoit le susdit Traité d'Union de 1532 ;

Attendu que de par la Coutume internationale, les Régimes politiques et les Chefs d'Etat successifs de la FRANCE sont liés par les Engagements internationaux de leurs prédécesseurs quels qu'ils soient et qu'il ne peut donc, en aucun cas, être valablement excipé d'un quelconque changement de régime pour fonder en droit une méconnaissance des engagements passés de l'Etat, partant, qu'en aucun cas, l'Etat français ne peut en 1960 se dire délié des obligations contractées envers l'Etat breton en 1532, ni les Cours et Tribunaux dudit Etat, libres de n'en pas appliquer les dispositions comme étant supérieures aux lois ordinaires, à peine de démits de justice ;

Attendu que de par les dispositions du Traité d'Union de la BRETAGNE et de la FRANCE et la jurisprudence la plus constante du Parlement de BRETAGNE, nul organe judiciaire français ne peut avoir compétence en BRETAGNE et y fonctionner (Principe du juge naturel) ;

Attendu que les droits que consacrent les dispositions du Traité de 1532 et les actes subséquents de toute nature, notamment les reconnaissances formelles de Chefs de l'Etat français et les définitions d'organes de droit public bretons procèdent du Principe et du Droit des nationalités et que cet ordre de Principe, en l'absence de toute règle, par son caractère de perpétuité et d'imprescriptibilité suffit à écarter toute argumentation qui prétendrait fonder l'application des lois françaises en BRETAGNE sur la prescription des droits nationaux de la BRETAGNE et de par l'acceptation constante et universelle de tous les juristes depuis plus d'un siècle tout spécialement, quant à la BRETAGNE, par Monsieur le Professeur LE FUR ;

Attendu qu'il ne peut être excipé par les Cours et Tribunaux de l'Etat français de la disparition des juridictions bretonnes pour en nier la compétence, car cette prétention fallacieuse irait à l'encontre de la règle « Nemo Auditur Turpitudem », l'Etat français étant de par ses dols et exactions le seul responsable de la susdite disparition ;

Attendu qu'il résulte de l'instruction des faits qui sont à l'origine de la poursuite qu'ils ont bien été accomplis en Bretagne par des sujets bretons, partant, qu'ils entrent dans le domaine d'application des textes de procé-

dure et de compétence exclusive du Traité d'Union de la BRETAGNE et de la FRANCE ;

Attendu qu'il échet de dire que les faits relèvent du domaine d'application des garanties internationales procédant du Traité d'Union de la BRETAGNE et de la FRANCE du 4 août 1532 et que la compétence en échappe à tout tribunal de l'ordre judiciaire et hiérarchique français ;

Par ces motifs :

Plaise au Tribunal se dire incompétent et renvoyer le Ministère public à se pourvoir.

Sous toutes réserves ;

Fait à RENNES, le quatorze décembre mil neuf cent soixante, en double exemplaire pour qu'il en soit communiqué à Monsieur le Procureur de la République, et ont signé les défendeurs, à savoir : Jean-Jacques MANROT LE GOARNIC, Emile LE SKANV et Gérard TOUBLANC. »

CHANT

Composé à l'occasion du procès des militants du F.L.B. à Paris par E. Kerijuel, acclamé le 5 octobre 1972 au Palais de la Mutualité.

I

Vous avez volé nos rivages
Fermé les forges d'Hennebont
Et vous nous crachez au visage
C'est assez bon pour la Bretagne
C'est assez bon pour les Bretons.

II

Bourgeois, nous sommes des sauvages
Vous vouliez nous civiliser
En avant dans la coloniale
C'est assez bon pour la Bretagne
C'est assez bon pour les Bretons.

III

Des morts par centaines de milliers
Dans vos guerres à faire du pognon
Pour la patrie fallait crever
C'est assez bon pour la Bretagne
C'est assez bon pour les Bretons.

IV

Même si vous les emprisonnez
Nos voix jamais ne se tairont
Un peuple qui se met à chanter
Ne craint ni maître ni prison.

V

De tout un peuple au désespoir
Vous avez rejeté la langue
Dans les poubelles de l'histoire
C'est assez bon pour la Bretagne
C'est assez bon pour les Bretons.

VI

A Paris sont montées nos filles
Il faut qu'ça trime les bécassines
La main au cul de la pt'tite bonne
C'est assez bon pour la Bretagne
C'est assez bon pour les Bretons.

VII

Quand chez nous c'est la guerre du lait
Et quand ça craque à Saint-Malo
Et quand ça gueule au Joint Français
C'est assez bon pour la Bretagne
C'est assez bon pour les Bretons.

VIII

Même si vous les emprisonnez
Nos voix jamais ne se tairont
Un peuple qui se met à chanter
Ne craint ni maître ni prison.

(Texte et musique d'Evgen Kerijuel.)

INDEX DES NOMS DES PERSONNES CITEES

A

- ABALOR — Voir BERRE Léon le.
ABANNA — V. ETIENNE.
ABD-EL-KRIM — 78.
ABEOZEN — V. ELIES.
ABETZ Otto — 256, 258, 362, 398, 406.
ABHERVE-GUEGUEN Georges — 12 485.
ALLARD, général — 410, 411.
ANGELI, préfet — 288.
ANSALDO, journaliste — 255.
ANTONESCU — 359.
ARGENTRE Bernard d' — 463.
ARON Robert — 402.
144, 155.
AROT Ronan — 11, 125, 140, 143.
ARTHUR, journaliste — 422.
AUFFRET Yvonne — 242, 276.
- B
BAIL Joseph le — 71.
BALP Sébastien le — 180, 183.
BARRERE, conventionnel — 169.
BARRIERE Alain — 497.
BARS Antoine le — 472.
BARS Emmanuel le — 223.
- BASSET, imprimeur — 244.
BAYER DU KERN — 163, 201.
BAYON Job le — 119.
BEAUREGARD, abbé — 111.
BEG Yann ar — 296, 316, 350.
BELLAING Vefa de — 454.
BENES Edouard — 235.
BERNARD Pierre — 172.
BERNIER Pierre — 223.
BERRE Léon le — 91, 137.
BERTHOU Gwilherm — 143, 156, 157, 162, 163, 166, 343.
BEST, Sturmb. führer — 377.
BEST Werner — 292, 293, 298, 300, 320, 344.
BIBE Marcel — 422, 423.
BICKLER Hermann — 354, 359, 362, 375, 391, 393, 396.
BIDART DE LA NOE — 235.
BIGOT Maurice — 35.
BILLAUD Henri — 492.
BLEIMOR — V. CALLOCH.
BOB — V. HELLOCO.
BOEDÉC Julien le — 11, 392, 413.
BOLLARDIERE de la, général — 495.
BORDERIE Arthur de la — 24, 62.
BOSCHER Auguste le — 407.
BOTERF Hervé le — 378.

BOTHOREL Jean — 11, 471.
 BOTREL Théodore — 51, 93.
 BOTROS — 391, 423.
 BOUGEARD — 292.
 BOUILLE James — 120, 342, 412.
 BOUIS — 154.
 BOURGAULT-DUCOUDRAY — 94.
 BOURGEOIS, général — 176.
 BOUSQUET, préfet — 288.
 BOUYGUES — 480.
 BRASILLACH Robert — 225.
 BRAZ Anatole le — 25, 175.
 BRETON Jermen — 11, 244, 304, 316, 324, 350.
 BRIANT, M^e Maurice — 481.
 BRIANT Théophile — 90.
 BRICLER Yann — 47, 61, 77, 120, 123, 126, 128, 129, 137, 147, 151, 160, 196, 304, 353, 364, 365, 369.
 BRIZEUX Auguste — 22, 353.
 BRÛCHET Jacques — 11, 225, 242.
 BRUNE, ministre — 407.
 BUANIC Jean-Claude — 475.
 BUCHET, policier — 242, 276.

C

CACHIN Marcel — 416.
 CADENET, de — 459.
 CADIC, abbé — 111.
 CADIC, député — 140, 178, 179.
 CADOUAL Georges — 344, 383.
 CADOUAL Jos — 350.
 CAERLEON Ronan — 11, 219.
 CALLOCH Jean-Pierre — 41, 53, 105, 338.
 CALVEZ Jean le — 495, 498.
 CANARIS, amiral — 216, 229.
 CAQUISSIN Ronan — V. CAERLEON.
 CARRE E. — 350.
 CASEMENT Roger — 250, 266, 273.
 CASTERET Yves — 219, 223, 232.

CASTOR — V. CASTERET.
 CASTRO Fidel — 500, 502.
 CATA, M^e Hervé — 481.
 CATTELLIOT Auguste — 11, 163, 274, 292, 307, 325.
 CATTELLIOT Jos — 163.
 CAVELLAT, juge — 423, 424.
 CHACUN — 317.
 CHALANDON, ministre — 481.
 CHALOTAIS Caradeuc de la — 462.
 CHANTEAU Mabinog — 223, 386.
 CHARPENTIER Jean — 481, 482.
 CHASSE Charles — 431, 439.
 CHAUVIN, juge — 421.
 CHOLEAU Jean — 30, 59.
 CHOUCQ, avocat — 481.
 CHURCHILL Winston — 386.
 CLECH Ronan — 125, 126, 147, 151, 155, 349.
 COARER-CALONDAN — 125, 317.
 COCAL — 389, 391.
 COCHE J. — 448.
 COETLOGON Guy Vissaut de — 205, 222, 242, 334, 356, 361, 362, 363, 375, 393, 402, 416, 424.
 COGNETS Jean des — 342.
 COIC Michel — 471.
 COLLET — 412.
 COMBES Emile — 57, 99.
 CONAN L. — 448.
 CORVAISIER, le — 421.
 COUDRAIS — 481.
 COUDRAY Armand — 219, 223.
 COULOUARN — 222.
 COUTAN, colonel — 413.
 COZ Pierre le — 243, 421.
 CRESTON René-Yves — 77, 151, 341, 404, 416.

D

DAHLET Camille — 137, 142.
 DAIX Pierre — 427.
 DALADIER Albert — 141, 208, 363.

DANGER, géomètre — 477.
 DANIELOU Charles — 177, 178.
 DARSEL Joachim — 272, 422, 430.
 DARSEL, Mme — 367.
 DAUDET Léon — 174.
 DAVID — 161.
 DEAT Marcel — 318, 399.
 DEBAUVAIS Francis — 47, 61, 62, 78, 106, 109, 112, 113, 120-123, 126, 129, 137, 140, 141, 145, 160, 164, 180, 183, 185, 202, 203, 206, 207, 219-223, 226-232, 236-237, 241, 244, 247, 251-267, 273, 276-285, 290-297, 301, 306-308, 319, 320, 343, 349, 356, 371-377, 451.
 DEBRAY Régis — 500.
 DEBRE Michel — 8, 446, 459, 460.
 DELAHAYE Eugène — 174.
 DELAPORTE Hervé — 163, 206, 350, 359, 422.
 DELAPORTE Raymond — 153, 163, 166, 185, 205-207, 295, 296, 302, 303, 315-320, 325, 328, 329, 349, 351, 352, 359, 361, 369, 371, 373, 379, 397, 406, 424.
 DELAPORTE Yves — 206, 208, 303, 321, 351, 359, 406.
 DENEZ Pér — 435.
 DENIS — 163.
 DEROLEDE Paul — 331.
 DERRIEN Loeiz — 125, 129, 151, 154.
 DEUFF Auguste le — 381.
 DEZARROIS André — 412.
 DIBERDER Yves le — 30, 195.
 DIVERT Lucien — 472.
 DONOVAN Jim O — 252.
 DORIOT Jacques — 355, 374, 395-398, 405.
 DORMAY Max — 227.
 DORSAY — 175.
 DORVAL, docteur — 422.
 DOUGUET Yves — V. DELAPORTE Yves.
 DOUMERGUE Gaston — 29, 170.

DREZEN Youenn le — 47, 102, 104, 123, 245, 305.
 DRIEU LA ROCHELLE Pierre — 175.
 DROUET Paul — 317.
 DROUIN Maurice — 481.
 DUCHAUCHIX (Ronan de Kerméné) — 32.
 DUCLOS Jacques — 417, 476.
 DUHAMEL Maurice — 57, 84, 94, 129, 137, 139, 141, 144-147, 153, 155.
 DUHAMEL Morvan — 11.
 DUPARC, Mgr — 154, 287, 318, 402.
 DUPOUY Auguste — 82.
 DURAND Abel — 112, 342.
 DURAND Gildas — 483.
 DURIVAUPT Paul — 125.

E

ELIES Fanch — 47, 102, 104, 286, 341, 343, 440.
 EPTING Karl — 300.
 ERNAULT Emile — 100.
 ERNST Erich — 211.
 ERNST Robert — 211.
 ESTOURBEILLON Regis de l' — 407.
 ETIENNE Guy — 454.
 EVEN Francis — 58, 120, 342.

F

FALCHUN François — 421.
 FALEZAN — 300.
 FAVREUL-RONARCH — 296, 317.
 FEILLET Yann — 135.
 FERRAND — 392.
 FEVAL Paul — 22.
 FEVRE Yves le — 71.
 FISCHER, Hauptst. führer — 394, 395.

FLEURY docteur — 357.
 FLOCH Georges — 421.
 FLOHIC, le — 155.
 FOCH, maréchal — 109.
 FOUCHRAY — 223.
 FOUERE Yann — 12, 55, 295,
 298, 302, 319, 328, 339-342, 351,
 371, 410, 412, 427, 428, 447-460,
 466, 478, 495, 498.
 FOURNIER Bernard — 223, 390.
 FOURNIS, avoué — 421.
 FRANÇON — 437.
 FRED — V. MOYSE.
 FREMINVILLE de, chevalier —
 170.
 FREMINVILLE Ronan de — 11,
 296, 297, 304-306, 340, 341, 360.
 FREYCHINET — 170.
 FRIAUT Louis — 350.
 FUSTEC Jean le (Léménick) — 29.

G

GAIC Paul — 125, 406.
 GAIGNET Paul — 296, 318, 329,
 350, 398.
 GALLUT, juge — 481.
 GAMELIN, général — 213.
 GANDHI mahatma — 79.
 GAONACH Charles — 202, 270,
 379, 424.
 GARS Jos le — 125, 128, 137.
 GAULLE Charles de, général — 8,
 331, 334, 386, 417, 429, 459, 462,
 470, 475, 476, 478.
 GAUTHIER Jean-Yves — 481.
 GAUTHIER, juge — 483.
 GEFFLOT — 125, 144, 147, 148,
 151, 155.
 GEFFROY André (le Grand Geff)
 — 11, 223, 230, 241, 267, 367,
 426.
 GEFFROY Henriette — 244.
 GEFFROY-FERRAND André —
 418, 424.
 GENTY Patrice — 155.

GEORGES Guy — 492.
 GERVAIS Yann — 219, 223.
 GIAP, général — 500.
 GIDE André — 84.
 GIFFOT, docteur — 365.
 GIRARD Armand — 163, 201,
 223.
 GIVERN Gaston — 125, 140.
 GLAS — 392.
 GLEMAREC — 192, 416, 436,
 447.
 GLENMOR — 497.
 GO Sañg ar — V. GOFF François
 le.
 GOARANT Ronan — 12, 448.
 GOASDOUE François — 350, 378.
 GOASMAT Jean-Marie — 222.
 GOAZIOU Adolphe le — 411,
 421.
 GOEBBELS Joseph — 261.
 GOERING, maréchal — 356.
 GOFF François le — 84, 110, 122.
 GOFF P. le — 478.
 GOFF Simone le — 292.
 GOFF Yves le — 421.
 GOFFIC Charles le — 25.
 GOINARD — 110.
 GONIDEC Jean-François le — 27,
 36.
 GORGEU, sénateur le — 410, 411.
 GOULET Yann — 223.
 GOURLAOUEN Marguerite —
 412.
 GOURVES François — 481.
 GOURVES Yves — 481, 482, 499.
 GOURVIL Francis — 156, 411,
 421.
 GOUYON Y. de — 448.
 GOW Yann ar — V. GOFF
 Yves le.
 GRAND Jos le — 11, 334.
 GRIFFITH Arthur — 76, 79.
 GRUFFYDD W.-J. — 428.
 GUEBRIANT Hervé de — 412.
 GUEGUEN Lomic — 421.
 GUELLEC Eugène — 416.
 GUELLEC Yvonne — 430.

GUEN Victor le (dit Totor) —
 140.
 GUENARD Robert — 483.
 GUENNEC de Kerrigan — 399.
 GUERIN Patrick — 11, 155, 204,
 222, 223, 228, 230, 241, 278,
 304, 322, 326, 361, 388, 390,
 414, 415, 416, 488.
 GUERNIC Jules — 125.
 GUERNIC Youenn — 497.
 GUERNY Jeanne du — 163, 407.
 GUERVENNOU Louis — 414.
 GUIEYSSÉ Denise — 11, 125, 244,
 391, 400, 412, 413.
 GUIEYSSÉ Marcel 243, 264, 275,
 279, 280, 295-297, 303, 316, 320-
 323, 350, 369, 373, 378, 391, 392,
 396, 400, 408, 412, 413, 419,
 425.
 GUIEYSSÉ Paul — 29, 71.
 GUILLEMET M. — 448.
 GUILLEMOT Jacques — 32, 323,
 339, 418.
 GUILLEUX L. — 448.
 GUILLOU Albert — 296, 350, 369,
 416.
 GUILLOU Mme — 367.
 GUYONVARCH Christian — 343.

H

HALLEGUEN Jos — 445.
 HALLER Kurt — 247, 248, 263,
 277, 300.
 HASCOET Jean-Marie — 413.
 HELLOCO Robert le — 163, 164,
 224, 229, 294, 295, 301, 302,
 319, 343, 389, 416.
 HEMERY — 223.
 HEMON Roparz — 64, 77, 104,
 107, 124, 151, 268, 272, 295,
 319, 341, 382, 391, 399, 421.
 HENAFF — V. LAINE.
 HERNOT — 326.
 HERRIEU Loëtz — 58, 138, 288.
 HERRIOT Edouard — 80, 160,
 165.

HERVE Roger — 11 (et V. GLE-
 MAREC).
 HEUSSAFF Alan — 11, 223.
 HEUX R. — 448.
 HEYDRICH — 292.
 HIELSCHER Friedrich — 216.
 HITLER Adolf — 329, 352, 357,
 358, 386, 443.
 HO CHI MINH — 500.
 HOLLERT, Hauptst. führer — 320,
 360.
 HOURMANT Jean — 491, 492.
 HUON Ronan — 435.

I

INIZAN, député — 179.

J

JACQ Goulven — 378, 380, 391,
 392, 413.
 JADE Yann — 228.
 JAFFRE Jos — 11.
 JAFFRENNOU François — 106,
 412, 466.
 JARNO — 324, 325.
 JARNOUEN François — 11.
 JASSON Léon — 381, 388, 414,
 422, 423, 426.
 JAURES Jean — 57.
 JEGADEN Raymond — 12.
 JEGOU André — 492.
 JENOUVRIER, sénateur — 139,
 177.
 JESTIN Raymond — 11 (V. RIEG).
 JEUSSET Théophile — 156, 157,
 163, 324.
 JOLY — 326.
 JOUBIQUX, Mgr le — 469.
 JUENGER Ernst — 213.

K

KERAOD — 441.
 KERATRY de, général — 170,
 457.

- KERAVEL Armand — 495.
 Kerdrel Audren de — 235.
 KERGARIOU — 457.
 KERGOMMEAUX, M^e Chassin de — 481.
 KERGRENÉ J. — 448.
 KERGUEZEC de, député — 71, 139, 177.
 KERGUIDUFF — 497.
 KERHOAS Yves — 366.
 KERHUEL Anne-Marie — 12, 499.
 KERIJUEL Evgen — 497.
 KERLANN — 495.
 KERMOUSTER Monjoa de — 32.
 KERROUS — 125.
 KERVELLA François — 11, 182.
 KERVERZIOU — V. BERTHOU.
 KOHLHAS, capitaine — 299, 300.
 KONGAR Kénan — 343.
 KONVAL Jos — 11, 381, 392.
 KRAFT, Dr — 310, 311.
- L
- LAIGLE Yvon — 443.
 LAINE Célestin — 143, 151, 160, 164-166, 201-204, 219, 223, 224, 227-229, 232, 241, 244, 264, 279-284, 292-296, 301-308, 315, 319, 328, 344, 349, 357-362, 366-378, 382-385, 391, 392, 396, 399, 424, 481.
 LAIZET — 382.
 LAJAT — 317.
 LAMENNAIS Félicité-Robert de — 72.
 LAMOUR Philippe — 142.
 LANDELLE, de la — 419.
 LANG Rudolf — 362.
 LANN H. le — 448.
 LANNURIEN Barazer de — 399.
 LARBOULETTE Roger — 419.
 LARNICOL — 382.
 LAURENT François — 185, 436, 448.
 LAVAL Pierre — 322, 457.
 LAVRYS Emma — 252.
- LEANNEC, Mme le — 318.
 LEBESQUE Morvan — 125, 140, 156, 172.
 LEBRETON Aimé — 483.
 LEBRUN, président — 202, 220, 227.
 LECLERC, avocat — 481.
 LEJEUNE Norbert — 474.
 LELANDAIS Ernest — 125, 155, 243.
 LEMOINE Pierre — 11, 448, 472.
 LEMONNIER Théophile — 77, 118, 122, 149.
 LEMOUX Gabriel — 123.
 LEON — 243.
 LEROUX Georges — 243.
 LEROUX Pierre — 164.
 L'HARIDON, étudiant — 483.
 L'HARIDON, P.N.B. — 326, 327.
 LOMBARD, maire — 446, 495.
 LOTH Joseph — 87.
 LOUARN Alan — 223, 242, 421.
 LOYANT Job — 32, 317.
 LOYANT Yves — 424.
 LOYSANCE — 125.
 LUCIEN François — 174.
 LUEC Ange — 223.
 LUZEL François — 33, 138.
 LYAUTEY, général — 32.
- M
- MABINOG — V. CHANTEAU.
 MABIRE Jean — 437.
 MC. CARTHY WILLIS — 107.
 MADEC François — 74, 154.
 MAHE — 228.
 MAHO, le — 485.
 MALIVEL Jeanne — 110.
 MALMANCHE Tanguy — 55.
 MAO TSE TOUNG — 500.
 MARCADE L. — 350.
 MARCHAL Maurice-Morvan — 42, 58, 62-65, 77, 93, 109, 111, 112, 122, 123, 126, 129, 139, 147, 149, 155, 156, 199.

- MARTIN Henri — 37.
 MARTIN-CHAUFFIER Louis — 137.
 MARTRAY Joseph — 12, 438, 445, 495, 501.
 MARTY, capitaine — 270, 271, 295, 302, 419.
 MARWEDE, capitaine — 247, 256, 282.
 MASARYCK — 235.
 MASSARD, avoué — 477.
 MASSON Emile — 33, 71.
 MASSON Roparzh le — 342.
 MAUBRE — 242.
 MAULNIER Thierry — 175, 474.
 MAURRAS Charles — 55, 80, 174, 328.
 MEAVENN — V. ROSEC.
 MEE Georges le — 316, 318.
 MEN Hervé le — 155, 438.
 MENARD Auguste — 414.
 MENTHON de, ministre — 417.
 MENUET, Mlle — 318.
 MERCIER D'ERM Camille le — 32, 58, 175.
 MERLE — 163.
 MERTENS — V. VOGT.
 MESNARD Pierre — 223.
 MESSERSCHMIDT — V. MARWEDE.
 MEUR Pierre le — 418.
 MICHEL Louise — 190.
 MICHELET Corentin — 481.
 MILLARDET Léon — 47, 123, 129, 252.
 MILON — 445.
 MINTIER, le — 407.
 MIRANDE Jon — 443.
 MOAL-DIRNADOR Yves le — 73, 184.
 MOCAER Pierre — 154, 342, 435.
 MONJARRET Polig — 12.
 MONOT — 125.
 MONZIE Anatole de — 118, 181, 183, 459.
 MORDIERN Meven — 58, 87, 103.
- MOREAU Jacques le — 336.
 MOREL — 392.
 MORELLON, commissaire — 322.
 MORICE — 120.
 MORVEZEN — 125.
 MOUSSET — 175.
 MOYSE Frédéric — 221, 236, 251, 252, 256, 266, 277, 292, 296, 304-307, 316, 317, 324, 350.
 MUELHAUSEN Ludwig — 258.
 MUMM Von — 267.
 MUSSOLINI Benito — 357.
- N
- NAEL — V. LAINE.
 NEDELEC Jacques — 471.
 NEMO — V. HEMON.
 NESTOUR, le — 350.
 NICOL Eugène — 174.
 NOURY Michel — 125, 223.
 NOURRY A. — 350.
- O
- OLIER Youenn — 435.
 OLLIVIER Jean — 472.
 OLTRAMARE — 356.
 ORVAIN — 419, 425.
 ORVES Henri d'Estienne d' — 334.
- P
- PAN, le — 445.
 PART Christian le — 125, 350, 406.
 PELLE Joseph — 154.
 PENFENTENYO, amiral — 275, 443, 452, 454.
 PENNAOD Goulven — 11, 435, 377.
 PERESSE Ange — 219, 242, 376.
 PERESSE Finotte — 243.

- PEREY, Hauptst. führer — 394, 395, 398.
 PERROT Jean-Marie — 27, 58, 119, 366, 406, 463, 469.
 PETAIN Philippe, maréchal — 262, 430.
 PEVEDIC, député — 140.
 PHILIPONNEAU — 446, 493.
 PICHERY, commandant — 320.
 PILSUDSKI, maréchal — 235.
 PITRE-CHEVALIER — 24, 65, 84.
 PLANIOL Marcel — 316.
 PLEVEN René — 401, 445, 475, 495.
 POHER — V. BOEDEC.
 POINCARE Raymond — 18, 178.
 POKORNY Julius — 259.
 POMPIDOU Georges — 476, 506.
 PONDAVEN Pascal — 439.
 POUPINOT Yann — 11, 436, 443, 477, 478.
 PRADO Herri — 42.
- Q
- QUATREBEUFS Jacques — 12, 447, 451.
 QUELEN Jacques de — 163, 296, 350, 369.
 QUEMERE, Dr J.-R. — 11, 354.
 QUENETTE Jean — 341, 343.
 QUESNOY, Dr — 393.
 QUILGARS Henri — 155, 156.
- R
- RADENAC Jean — 300.
 RAEDER, amiral — 261.
 REBATET Lucien — 474.
 REGNIER Eugène — 140.
 RENAN Ernest — 24, 62, 175, 211.
 REUSCH Walter — 246.
 REVEILLERE de la, amiral — 36.
 REYNAUD Jean — 37.
- RIBBENTROP Joachim — 216.
 RIEG Reun — 443.
 RIOU Jakez — 102.
 RIOU-REUZE — 288.
 ROCCA Petru — 129.
 ROCQUES, Mgr — 288.
 ROEHM, capitaine — 174.
 ROINCE Job de — 43, 59.
 ROSEC Fant — 152, 163, 164, 207, 382.
 ROSENBERG Alfred — 174.
 ROUAULT André — 422.
 ROUERIE, de la — 21, 487.
 ROULLEAU, F.L.B. — 481.
 ROURE Rémy — 426.
 ROUX René le — V. MOR-DIERN.
 ROUZIC Loeiz — 125, 152, 243.
 ROY Florian le — 342.
 RUNDSTEDT, maréchal Von — 299.
 RUSSELL Sean — 253, 254, 310, 331.
 RUYET Joseph le — 360, 424.
 RYAN Frank — 253, 254, 310, 311.
- S
- SANGNIER Marc — 57.
 SCHAAD, Feldwebel — 367.
 SCHALL Paul — 129, 135, 178.
 SCOUZEC Gwenc'hlan — 11.
 SEGUY Georges — 494.
 SENART Jean-Jacques — 472.
 SERVAN-SCHREIBER Jean-Jacques — 59.
 SERVAT Gilles — 497.
 SICARD — 398.
 SICE, Dr — 335, 439.
 SIMON Paul — 178.
 SOHIER Yann — 47, 118, 119, 120, 125, 129, 140, 148, 152, 157, 440, 451, 495.
 SOUEFF Yves — 481.
 SOUVESTRE Emile — 25.

- SOUVESTRE, F.L.B. — 481.
 SPENGLER, Oswald — 192.
 STAUFFENBERG, Baron Schenk von — 247, 258, 260, 262, 277.
 STAVISKY — 184.
 STEPHAN — 364.
 STIVELL Alan — 497.
 STULPNAGEL Heinrich von — 293.
 STULPNAGEL Otto von — 293, 300.
- T
- TALDIR — voir JAFFRENNOU.
 TASSEL Raymond — 129.
 TEVENAR Gerhard von — 214, 215, 216, 250, 292, 357, 394.
 THEPAUT Jean 367.
 THIERRY Augustin — 37, 248.
 THOMAS, commandant — 350, 364, 365, 412.
 TONE Wolfe — 344.
 TOULEMONT Léon — 440.
 TRECAN Jean — 34.
 TRELLU Xavier — 428.
 TULLOU Raphaël — 11, 125, 157, 198, 285, 317.
- U
- URVOAS Ned — 11, 337.
- V
- VAILLANT René — 11.
 VALERA Eamon de — 77.
 VALLEE François — 32, 58, 100, 103, 104, 105, 109, 139, 220, 412.
 VANDEWELDE — 398.
 VILLEMARQUE de la, capitaine — 167.
 VILLEMARQUE Théodore Hersart de la — 22, 36, 100.
 VILLERABEL, Mgr — 288.
 VLASSOFF, général — 358.
 VOGT — 303, 309.
 VOURCH, Dr — 335.
- W
- WACQUET Henri — 337.
 WAGNER Hans Otto — 214, 215, 237, 248, 252, 291, 298, 299, 308, 309.
 WEILER, général — 276.
 WEISSGERBER, professeur — 300, 309, 341, 391, 400, 487.
 WIELDIERS Franz — 129.
 WIESENMEYER — 310.
 WILSON Woodrow — 52.
- X - Y - Z
- YOUINOUE Jos — 413.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- Durtelle de SAINT-SAUVEUR, « *Histoire de Bretagne* », Plihon et Homay, Rennes, 1935, 2 volumes.
- Maurice DUHAMEL, « *La Question Bretonne dans son cadre européen* », Breiz Atao éd., Rennes, 1928.
- Marcel GUIEYSSSE, « *La Langue Bretonne* », Quimper, 1936.
- Yann POUPINOT, « *La Bretagne Contemporaine* », Kervreiz, Paris, 1955, 2 volumes.
- Yann POUPINOT, « *La Bretagne à l'Heure de l'Europe* », Nouvelles Editions Latines, Paris, 1961.
- Yann FOUÉRÉ, « *La Bretagne écartelée* », Nouvelles Editions Latines, Paris, 1962.
- Michel de MAUNY, « *Le grand traité franco-breton* », La librairie française, Paris 1971.
- CELIB, « *Bretagne : une ambition nouvelle* », P.U.B., Saint-Brieuc, 1971.
- Michel PHILIPONNEAU, « *Debout Bretagne !* », P.U.B., Saint-Brieuc, 1971.
- Hervé LE BOTERF, « *La Bretagne dans la guerre* », France-Empire, Paris, 1971.
- Ronan CAERLEON, « *Complots pour une République Bretonne* », La Table Ronde, Paris, 1968.
- René PLEVEN, « *L'Avenir de la Bretagne* », Calmann-Lévy, 1961.
- Les Cahiers de « *La Bretagne Réelle* », 22.230 Merdrignac.

- Revue : *Sav Breizh*, bilingue,
Douar Breizh, bulletin d'information en français,
 22.530 Mur-de-Bretagne.
- Paul SÉRANT, « *La Bretagne et la France* », Fayard, Paris, 1971.
- Yvonnig GICQUEL, « *Le Comité Consultatif de Bretagne. Un essai de Décentralisation au milieu du xx^e siècle* ». Imprimerie Simon, 1961.
- Jean-Yves KERAUDREN, « *A Contre-Courant* », Editions du Scorpion (Collection Alternance), 1965.

7. La Reine endormie 97
Une entreprise criminelle, 98. — *Le réveil*, 101. — *Renaissance*, 104.
8. Une création : l'Action bretonne. 108
Techniques d'action bretonne, 114. — *Action publique*, 120. — *Une organisation empirique*, 122. — *La révélation de Rosporden*, 125.

II

ESSOR DE L'EMSAV

9. La conquête de l'opinion 133
Bretons et Alsaciens, 135. — *L'affirmation fédéraliste*, 136. — *Au banc d'essai électoral*, 138. — *Le combat obscur*, 142.
10. Crise de croissance 145
La cabale, 146. — *Retour de « Breiz Atao »*, 148. — *L'opération réconciliation*, 152. — *L'éparpillement*, 155.
11. L'irruption de la violence 159
La génération de Gwenn-ha-Du, 161. — *La création du « Kuzul Meur »*, 166.
12. Responsabilités françaises 169
Réaction à deux temps, 172. — *Messieurs les intellectuels*, 174. — *L'utilisation des parlementaires*, 176.
13. Construction 180
Evolution doctrinale, 181. — *Les accrochages de 1934*, 184.
14. *Le coup de barre de « Stur »* 187
Le drame à dénouer, 187. — *Premières démarches*, 188. — *Nouveau cap*, 191.
15. La naissance du Breton total 195
Le nouveau Breton, 196.
16. L'entrée dans la bagarre 200
Reprise de l'action violente, 200. — *Propagande et financement*, 202. — *Le Kadervenn*, 204. — *Lutte d'influences*, 205.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	7
--------------------	---

INTRODUCTION

1. La clef du présent	17
2. Nostalgiques et réveilleurs	22
3. Précurseurs	27
<i>Les régionalistes</i> , 27. — <i>Les bardes</i> , 29. — <i>L'éclatement de 1911</i> , 30. — <i>Les séparatistes</i> , 32. — <i>Les socialistes</i> , 34. — <i>Une chaîne de messages</i> , 36.	

I

GENESE DE L'EMSAV

4. La première équipe	41
5. Le mouvement s'élabore	48
<i>Le contexte</i> , 48. — <i>La tâche qui nous attendait</i> , 51. — <i>Nos mentors</i> , 53. — <i>Un maigre héritage</i> , 56. — <i>La doctrine se bâtit</i> , 59. — <i>Le procès de la France en Bretagne</i> , 65.	
6. Affirmations politiques	70
<i>Définition de la politique intérieure</i> , 70. — <i>Recherche d'une politique extérieure</i> , 75. — <i>Une idéologie de combat</i> , 80. — <i>Les mille et une manières de tuer un peuple</i> , 86. — <i>La contre-attaque</i> , 91.	

17. Entre la France et l'Allemagne 210
« Breiz Atao » joue gagnant, 213. — La conspiration des ethnies, 214.
18. Veillée des armes 218
Les « barbouillages », 218. — Procès et bombes, 222. De Lebrun à Bécassine, 227. — Le débarquement d'armes, 229. — Fausse manœuvre, 231. — Position de principe, 233. — Fuite en avant, 236.

III

ANNEE DECISIVE

19. La drôle de guerre bretonne 241
Au front, 244.
20. L'opération « 40 » 246
Dialogue de sourds, 247. — Politique bretonne quand même, 249. — Intermède irlandais, 252. — Démarches en pays neutres, 254. — Percée diplomatique, 256.
21. La phase « Retour » 260
Genèse du C.N.B., 261. — L'appel aux prisonniers, 264. — Cité bretonne en Brandebourg, 268.
22. La grande occasion manquée 273
Un peuple à prendre, 273. — L'avortement du plan, 276.
23. Démarrage à Pontivy 280
Le trois juillet historique, 281. — L'heure bretonne sonne, 282. — La fin de Pontivy, 284.
24. Réaction du milieu 285
Chez l'adversaire, 286.
25. Relancé du P.N.B. 290
La « panne », 291. — Le mouvement paralysé, 293. — Remise en route, 295.
26. Révolution de palais 298
Le complot de l'Abwehr, 299. — Le Kuzul entre en scène, 300. — Le dessous des cartes, 303. — Rennes se cabre, 304. — Ni fleurs, ni couronnes, 306. — Au frigidaire berlinois, 309.

IV

ANNEES CRITIQUES

27. Le P.N.B.-Croupion 315
Le virage à droite, 316. — Panique au Central, 319. — Tous les chemins ouverts, 320. — Continuité française, 322. — La base en action, 324. — L'embryon de l'armée bretonne, 326. — Equivoque et impuissance, 327.
28. Dans l'autre camp 330
Le maquis parle, 331. — Les F.F.L. bretons, 334. — Moralité, 336.
29. L'année de l'efflorescence 339
La presse bretonne : une force, 339. — L'institut qui « pense » la Bretagne, 341. — L'ombre des Etats de Bretagne, 341. — Examen de conscience, 343. — Le second coup de barre de « Stur », 344.
30. Le passage de la crête 348
Apogée du P.N.B., 348. — Bilan de trois années, 351. — Les deux courants, 352. — Mouvement divers, 355. — Un ami menaçant, 357. — L'heure de choisir, 359. — Nos chevaliers errants, 361.
31. Le coup de semonce du terrorisme 364
Premières victimes, 364. — Le vase déborde, 366.
32. Le P.N.B.-Lainé 369
La fin d'un camouflage, 370. — Debauvais rentre en scène, 371. — Un « Breiz Atao » qui n'en est pas un, 373.
33. Le Bezen Perrot 376
Genèse du « Bezen Perrot », 377. — Un chemin de croix, 379. — Des justifications qui riment avec illusions, 382. — Reproches et responsabilités, 385.
34. Face à la déroute 388
35. Aube éphémère 391
Avatars sans espoir, 391. — Mon odyssée, 392. — Le Protocole du 16 février 1945, 395. — La débandade, 399.

36. Bienheureuse occasion 401
Psychose, 403. — *De la trahison à la collaboration*, 405. — *L'orgie de sang*, 406.
37. La passion des Bretons 410
Une rafle monstre, 410. — *Les retours d'Allemagne*, 412. — *Les irréductibles en fin de course*, 414. — *Paris forêt vierge*, 416. — *Le montage de la machine à condamner*, 417. — *Une thèse qui s'effondre*, 418. — « *Trucs* » contre « *trucs* », 420. — *Du prétoire au poteau*, 422. — *Grandes leçons*, 425. — *Les frères celtes interviennent*, 427. — *Indignité française est dignité bretonne*, 429. — *L'inoubliable génocide*, 431.

V

RENAISSANCE

38. Nouveau départ 435
Modestes débuts, 436. — *Le jeu sous la cendre*, 439. — *Nostalgiques*, 441. — *L'emsav nouvelle formule*, 443.
39. Le réveil du nationalisme 450
La « Bretagne Réelle », 451. — *L'action bretonne vécue*, 453.
40. La politique française de toujours 456
Une tradition, 456. — *De la théorie à l'application*, 458. — *Silence ou étouffement*, 460.
41. Petite guerre à la Bretagne 463
Victoires bretonnes, 464. — *Comptes à régler*, 465.
42. Le F.L.B. 468
Prestige de la violence, 468. — *Les attentats*, 470. — *Le démantèlement de l'organisation*, 471. — *Les remous de l'opinion*, 474. — *Le F.L.B. renait de ses cendres*, 476. — *La doctrine du F.L.B.*, 479. — *Le procès de Paris*, 480. — *Le noyautage marxiste*, 484.
43. L'emsav 72 487
Le bilan de « Breiz Atao », 487. — *Le nouveau « milieu » breton*, 490. — *Tigre de papier rouge*,

493. — *Spontanéité populaire*, 496. — *Tableau de l'emsav*, 498. — *La guerre révolutionnaire*, 500.
- Conclusion 504
- Appendices 507
- Index 541
- Bibliographie sommaire 550

Achévé d'imprimer
sur les Presses de la SIMPED
27003 - Evreux

Dépôt légal : 1^{er} trim. 1973.
Numéro d'impression : 1221.
Numéro d'éditeur : 07.

BREIZ ATAO OU HISTOIRE DU NATIONALISME BRETON

est le premier livre à apporter une explication sérieuse et profonde au phénomène politique, à première vue déconcertant, qu'est le « **NATIONALISME BRETON** ».

Des audaces impies des étudiants de Rennes en 1918, annonçant le formidable réveil d'une nationalité morte, jusqu'à la surprenante renaissance incarnée dans le F.L.B., en passant par le complot de 1939 pour créer une Bretagne libre à la faveur de la guerre, cet ouvrage passionnant dévoile tous les aspects d'une grande aventure.

Olier **MORDREL**, né le 29 Avril 1901. Breton.

Membre de l'équipe qui fonda **BREIZ ATAO**, en 1919.

Créateur de la doctrine du nationalisme breton, entre 1921 et 1928.

Co-fondateur du Parti Autonomiste Breton, en 1927.
1 an de prison.

Auteur du manifeste (Octobre 1939), déclarant la Bretagne neutre dans le conflit mondial.

Condamné à mort par le Tribunal Militaire le 7 mai 1940.

Condamné à mort une nouvelle fois en juin 1946, au procès des chefs autonomistes bretons.

S'exile 22 ans en Argentine, où il se livrera à des recherches linguistiques qui aboutiront à un renouvellement de la langue littéraire bretonne.

Dès son retour en France, il donne son témoignage, que l'on peut considérer comme le plus important sur le problème breton contemporain.